

COMBAT ET SOLIDARITÉ
ESTUDIANTINS
L'UGEMA (1955-1962)

Clement HENRI MOORE

COMBAT ET SOLIDARITÉ
ESTUDIANTINS
L'UGEMA (1955-1962)

Témoignages



Villa n°6, lot. Saïd Hamdine, 16012, Alger

© Casbah-Editions, Alger, 2010.
ISBN : 978 - 9961- 64 - 183 - 5.
Dépôt légal : 3742 - 2010
Tous droits réservés.

TABLE DES MATIÈRES

Préface : Ali El Kenz	???
Remerciements de l'auteur	???
Introduction : <i>L'art d'association en Algérie</i>	???
PREMIÈRE PARTIE : LA CRÉATION DE L'UGEMA, 1955-1957	???
01. Mohammed Ferradi	???
02. Abderrahmane (dit Lamine) Khène	???
03. Belaïd Abdesselam	???
04. Rédha Malek	???
05. Ahmed Taleb-Ibrahimi	???
06. Mouloud Belaouane	???
07. Belkacem Chérif	???
08. Lakhdar Brahimy	???
09. Zahir Ihaddaden	???
DEUXIÈME PARTIE : L'APOGÉE DE L'ASSOCIATION, 1957-1961	???
10. Messaoud Aït Chaalal	???
11. Tahar Hamdi	???
12. Chérif Faïdi	???
13. Ali Abdellaoui	???
14. Mahfoud Aoufi	???
15. Djelloul Baghli	???

16. Choaieb Taleb	???
17. Mohammed Rezzoug	???
18. Mustapha Negadi	???
19. Fatima Ould Rouis (née Bendissari)	???
20. Arezki Salhi et Abdelkader Nour	???
TROISIÈME PARTIE : VERS L'INDÉPENDANCE, 1961-1962	???
21. Abderrahmane Megateli	???
22. Abdel'alim Medjaoui	???
23. Abdelhamid Mahi-Bahi	???
24. Sid Ahmed Ghozali	???
25. Abderrahmane (dit Tahar) Hamrou	???
26. Zahir Farès	???
CHRONOLOGIE	???
BIOGRAPHIES	???
APPENDICES :	
Annexe 1 : Ahmed Doum, «Le FLN et la création de l'UGEMA», <i>Le Quotidien d'Alger</i>, 14 juin 1992	???
Annexe 2 : Mise au point de Mohammed Harbi, Paris, le 18 décembre 2008	???
Annexe 3 : Lettre d'Abdelhamid Mehri au Comité exécutif de l'UGEMA, datée du 12 mai 1961	???
Annexe 4 : Résolutions du Comité directeur de l'UGEMA, août 1961	???
Annexe 5 : Appel aux étudiants algériens du frère Belkacem Krim, vice-président du GPRA et ministre de l'Intérieur, Tunis, le 23 décembre 1961	???
Annexe 6 : Effectifs scolarisés en Algérie, 1954-1955 et 1958-1959	???

PRÉFACE

Parmi la multitude d'ouvrages liés à l'histoire contemporaine de l'Algérie, de son mouvement de libération en particulier, trois d'entre eux m'auront fortement marqué. Le premier, *La guerre commence en Algérie* de Mohammed Harbi, ne « payait pas de mine » à sa sortie, comparé aux classiques bien installés dans le domaine académique, tels ceux de Charles-André Julien et de Charles-Robert Ageron, côté français, ou de Mahfoud Kaddache, côté algérien. Mais dès les premières pages, je fus happé par le texte. Bien plus tard, c'est l'ouvrage de François Maspéro, *L'honneur de Saint-Arnaud*, que je découvris avec étonnement, me demandant ce que cet éditeur de renom avait à faire avec l'histoire de la colonisation de l'Algérie ; là encore, je fus captivé par un texte d'une densité exceptionnelle et par une approche bien singulière des faits historiques. Enfin, lorsque Clement Moore Henry me proposa de préfacier sa recherche sur l'UGEMA (Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens), ce fut le même plaisir que j'éprouvai en la lisant.

A la réflexion, je compris pourquoi ces trois ouvrages avaient produit le même effet sur moi bien qu'ils fussent si différents par leur objet : un quartier, une

ville dans les années cinquante pour le premier ; un militaire français de haut rang qui dirigea la guerre de colonisation après 1830, pour le deuxième ; une association d'étudiants algériens qui vécut le temps de la guerre de libération de 1955 à 1962, pour le troisième. En fait, tous trois participaient d'une même approche, d'une même « façon de faire ». Les acteurs étaient observés de près : ici des militants, là un général, bientôt maréchal, et enfin des étudiants algériens à Paris, à Montpellier ou à Tunis. Tous portaient un nom et s'exprimaient directement ou à travers leur correspondance, comme c'est le cas pour St Arnaud. Ils expliquaient, justifiaient leurs comportements et leurs actes. C'étaient des personnes, avec leurs individualités singulières, leurs sentiments, leurs valeurs, nobles ou misérables, que je voyais vivre et agir à travers le texte écrit de l'historien. Ils donnaient du sens aux archives et aux statistiques, de la vie à l'histoire que les larges fresques des historiens « classiques » avaient écrasée par leurs grandes constructions rationnelles. « L'esprit de finesse » venait ici au secours de « l'esprit de géométrie » et c'était, sans nul doute, cela qui produisait en moi ce plaisir d'apprendre encore, au-delà de ce que je savais déjà.

Ces trois auteurs ont été, à mon humble avis, les premiers historiens de « l'histoire par le bas », des « subaltern studies » selon l'appellation donnée par nos prédécesseurs en Inde.

De même que M. Harbi, à l'époque où il publia ce premier ouvrage, ou F. Maspero qui fit littéralement irruption en « outsider » dans le champ académique très fermé des historiens, Clement Moore Henry n'est pas connu des spécialistes – algériens, français, ou autres –, de l'histoire de l'Algérie et plus particulièrement de son mouvement de libération nationale. Et c'est tant mieux ! Politiste reconnu du Moyen Orient et de

l'Afrique du Nord, cet Américain du Texas, professeur à l'université d'Austin, n'est impliqué ni dans les controverses académiques qui animent le microcosme des chercheurs sur cette question, ni dans les rhétoriques politiciennes qui dévoient la mémoire des acteurs de cette période. Mais cet observateur informé de notre histoire est resté proche de l'évolution post-indépendance du pays après en avoir été un témoin « sympathisant » de sa période révolutionnaire. Etudiant à Paris en 1957, il exprima la solidarité de son association estudiantine américaine avec l'UGEMA, en parlant publiquement des « *conséquences ignobles du colonialisme français pour les droits des étudiants algériens* », ce qui lui valut d'ailleurs son expulsion du territoire français. De cette époque date son intérêt pour ce pays et son histoire et notamment pour la centaine d'étudiants qu'il avait alors côtoyés de près et avec lesquels il est, depuis lors, resté en contact. A ce propos, nous pouvons noter, comme remarque de méthode, que c'est grâce à ce contact maintenu dans une relation de « confiance » avec les anciens étudiants de l'UGEMA que Clement a pu mener à bien la plus grande partie de son travail de recherche, cinquante années plus tard. « *Il faut être un hôte bienvenu*, disait Jacques Berque, *pour que la parole recueillie ne soit pas une feinte.*»

C'est cette ancienne proximité militante de terrain, convertie avec le temps en investigation historique, qui lui permet d'y revenir comme analyste tant d'années plus tard. Mais qu'on ne s'y trompe pas, cet « hôte bienvenu » reste avant tout un chercheur qui tient à son métier et à ses exigences de rigueur. Travaillant depuis longtemps sur « les élites » et leurs formes d'engagement qui en font parfois des « intellectuels », interrogeant le rapport de ces derniers à « la société civile », il ne pouvait qu'être amené à

confronter sa problématique générale de recherche au cas si singulier de l'Algérie à travers cette association éphémère, mais extrêmement significative, fondée de manière autonome par des étudiants algériens si étroitement engagés dans le combat pour l'indépendance de leur pays qu'ils y perdront paradoxalement la leur au moment où celle-là se concrétise. L'UGEMA est en effet dissoute dès l'Indépendance pour faire place à l'UNEA. Certes, il s'agit toujours d'étudiants mais qui, cette fois, sont réunis dans « une organisation de masse » placée sous la direction d'un parti unique, le FLN, et non plus dans une association autonome relevant de la société civile.

Cette singulière évolution servira à Clement Moore de fil conducteur dans sa recherche. Américain par sa culture, il est très attentif à la notion d'autonomie de la société civile, l'un des fondements de la démocratie de son pays. Mais, Américain « de gauche », ce « leftiste » ne pouvait pas ne pas connaître et ne pas être séduit par l'interprétation « gramscienne » de la lutte politique et de l'épineuse question du rapport des intellectuels aux responsables politiques qui la dirigeaient. Pourtant, à y regarder de plus près, cet appel gramscien n'est pas aussi étonnant qu'on le croit. Gramsci lui-même s'était beaucoup inspiré de l'expérience américaine pour renouveler la question du rapport de la culture et des intellectuels à l'institution et à l'action politiques, et c'est en réfléchissant sur le « fordisme » qu'il a pu construire le concept d'« hégémonie » bien plus puissant que celui de « domination » pour penser la notion de pouvoir. Son texte *Américanisme et fordisme* est, de ce point de vue, resté d'une étonnante actualité.

Gramsci et les intellectuels, Clement Moore et la société civile, l'Algérie en lutte et ses étudiants : curieuse circulation des idées et des savoirs ! Mais, ici, la rencontre s'avère fructueuse.

J'ai lu l'ouvrage de Clement Moore quasiment comme « une étude de cas », une démonstration algérienne de la réflexion gramscienne. Dans sa brève et tumultueuse existence, l'UGEMA a été de fait un concentré, dans le temps et dans l'espace, de ce rapport inégal entre le politique et le culturel, entre l'Etat et la société civile. Et c'est cette singulière et dramatique dialectique négative, entre l'autonomie d'une association civile et son étrointe progressive par une institution politique, que Clement tente de cerner.

★

Aujourd'hui, la recherche tant attendue est terminée. Clement Moore Henry y a passé des années, travaillant en historien sur la période, interrogeant les archives, relisant les travaux déjà réalisés, construisant ses hypothèses au fur et à mesure du chemin parcouru. Il m'en parlait parfois mais restait évasif sur le contenu parce qu'incertain des résultats qu'il espérait atteindre et qui dépendaient en grande partie de la méthode qu'il avait adoptée pour mener à bien son travail.

En effet, si ses investigations historiennes lui avaient permis de construire un cadre général cohérent, Clement Moore ambitionnait bien plus : alimenter par une matière vivante – celle des acteurs encore présents ayant participé à cette aventure, les étudiants eux-mêmes donc –, le cadre historique qu'il avait construit afin de lui donner l'épaisseur humaine, existentielle, d'une expérience collective et individuelle singulière. L'enquête historique est alors doublée, accompagnée, enveloppée d'une observation « réfléchie » des actes et des pratiques des étudiants algériens engagés ou concernés par l'UGEMA. Ainsi, vingt-six entretiens, vingt-six récits de cette période ont été réalisés afin de restituer, au-delà de « l'archive » de l'historien, le sens

que chacun des acteurs a révélé par son récit particulier, parfois très différent de celui des autres. Vingt-six expériences sont ainsi parcourues qui donnent à cette séquence de l'histoire du mouvement de libération nationale son épaisseur humaine, laquelle, à son tour, éclaire la trame d'ensemble construite par la démarche historienne.

C'est bien d'une « sociohistoire » dont il s'agit. Elle a nécessité de la part de Clement Moore une double posture : celle de l'historien qui analyse une période passée de notre histoire et celle du sociologue qui collationne et interprète les récits de ceux qui en ont été les principaux acteurs. Avec lui, nous sommes entre « mémoire et histoire », allant de l'une à l'autre pour interroger l'une par l'autre, les récits vivants donnant du sens à l'archive, celle-ci à son tour ordonnant ceux-là dans une rationalité d'ensemble. Chaque récit a sa raison propre, différente de la raison d'ensemble qui émane de tous ces récits.

Gageons que les interviewés eux-mêmes, en se lisant mutuellement, en confrontant leur mémoire à celle de leurs compagnons, apprendront un peu plus de cette expérience historique dont ils ont été les acteurs. Ils percevront peut-être mieux la logique implacable qui a conduit leur association civile à perdre progressivement son autonomie pour finir par se soumettre à la tutelle de l'institution politique.

★

Suivons donc le texte à travers les grandes lignes que l'auteur a tracées pour marquer les étapes de cette aventure. Chacune d'elles est riche d'informations, de surprises que Clement Moore révèle à travers les récits récoltés.

1955-1957. C'est le moment de la création de l'UGEMA, qui a concerné un peu plus d'un millier d'étudiants « algériens musulmans ». Première et importante « nouvelle » : ceux-ci s'organisent, quelques mois après la proclamation du 1^{er} Novembre (en juillet 1955), en association civile, conformément à la loi française d'association de 1901, mais ils ne le font pas à partir du néant, *ni non plus à partir d'un ordre venu d'en haut*, du FLN donc, nouvellement né de la crise du PPA-MTLD. Comme le note Clement Moore, l'UGEMA devint *une unité de combat du FLN mais elle le fit tout en gardant son autonomie*.

L'UGEMA a été précédée par d'autres associations dont la plus ancienne, l'Association des Etudiants Musulmans d'Afrique du Nord (AEMAN), date de 1919. Ses premiers responsables sont issus de tout le mouvement national, non seulement du PPA-MTLD mais aussi de l'UDMA et des Oulémas. Comme toute association de la société civile, elle est alors inclusive, elle se doit de rassembler « tous » les étudiants. D'ailleurs, son premier président, Taleb Ibrahim, est issu des Oulémas et sympathisant de l'UDMA, non du MTLD.

Mais l'UGEMA doit aussi se différencier des autres étudiants « non-musulmans », donc des pieds-noirs qui sont les plus nombreux. Cela va entraîner une longue et épineuse controverse autour de la lettre « M » du sigle. Les récits montrent que la signification de l'ajout du « M » (pour « Musulmans ») est encore aujourd'hui l'objet de controverse : tactique pour certains, elle aurait un sens plus fort pour d'autres, renvoyant à l'identité de la nation et à son histoire. L'actualité de ce débat est stupéfiante.

La deuxième grande épreuve que traversa la jeune association fut la grève générale illimitée lancée par l'UGEMA le 19 mai 1956 à Alger, et approuvée par son

Comité directeur le 25 mai à Paris. Là encore, plus d'un demi-siècle après, la controverse n'est pas finie quant à l'initiative de ce mouvement. Était-elle spontanée de la part des étudiants d'Alger ou obéissait-elle à un ordre de dirigeants du FLN ? Si tel était le cas, lesquels ? Abane Ramdane, qui prônait une stratégie de rupture révolutionnaire avec l'occupant ? D'autres ?... On sait cependant que c'est sur ordre du FLN et non de l'UGEMA que cette grève prendra fin durant l'automne 1957.

1957-1961. C'est le moment de « son apogée », souligne en titre Clement Moore. Et de fait, nous sommes au cœur de la grande mobilisation nationale, nécessaire à la poursuite de la lutte jusqu'à l'Indépendance dont personne ne connaît encore l'échéance. L'UGEMA se met alors franchement au service de cette lutte et beaucoup de ses dirigeants abandonnent leurs études, entrent en clandestinité ou en prison, quittent l'Algérie ou la France, deviennent des émissaires et des représentants du FLN à l'étranger. Dissoute en janvier 1958 par le gouvernement français, elle devient illégale et ses responsables et militants sont ballottés entre plusieurs centres de décision du FLN, devenu lui-même un gigantesque appareil de direction et d'administration, éparpillé entre les maquis, les bases extérieures, la Fédération de France, etc. Des centaines d'étudiants sont envoyés dans des pays amis ou neutres pour continuer leurs études mais aussi pour fonder de nouvelles sections de l'UGEMA afin de « représenter » internationalement l'Algérie ; d'autres, surtout les étudiants en médecine, se mettent au service de l'ALN de l'intérieur ; d'autres, enfin, vont combattre dans les maquis. L'UGEMA, en tant que telle, n'était plus alors que le représentant des sections estudiantines à l'étranger.

1961-1962. Les derniers moments de l'UGEMA avancent à pas de géant sans que ses responsables puissent en imaginer un avenir précis. A la réunion de son comité directeur, en août 1961, la démission du Bureau exécutif laissa place à une délégation de cinq personnes, chargée de préparer son prochain congrès. Mais « l'activité extérieure l'avait emporté sur l'organisation des étudiants » tandis que « la bataille des clans » annonçait et préparait les échéances liées à l'Indépendance. A vrai dire, cette association de la société civile n'était plus qu'un appareil que tentaient de contrôler les groupes concurrents au niveau du pouvoir central, à Tunis, à Tripoli ou à Oujda et dans les maquis. Le congrès de l'UGEMA d'août 1963, à Alger, fut le dernier de cette organisation qui se transforma en Union Nationale des Etudiants Algériens (UNEA).

★

En parcourant le texte du chercheur, le lecteur se familiarise progressivement avec les acteurs interviewés. Et même s'il se perd parfois dans l'inextricable réseau des messages différents et parfois contradictoires les uns des autres, il arrive néanmoins à retrouver la trame de cet épais tissu d'interactions individuelles et collectives qui constituent « l'éthos » de l'UGEMA, le milieu culturel et politique dans lequel ont évolué ses acteurs.

Les étudiants avaient alors, pour les plus âgés d'entre eux, tout juste 25 ans. Petite minorité dans l'océan colonial, ils étaient partis faire des études à Alger ou en France et tenaient d'autant plus à les réussir que leur coût était à la charge de leurs parents. Ils devaient sans cesse faire face à la vive concurrence de leurs condisciples français bien mieux lotis qu'eux,

puis, progressivement, à l'animosité des polices et, par la suite, au harcèlement des nouveaux centres de pouvoir autochtones. Ils ont résisté pour la plupart, ont été emprisonnés, se sont engagés dans la lutte pour l'Indépendance, dans les maquis pour certains, dans les représentations internationales pour d'autres, ou dans les premières structures administratives de la Fédération de France, du FLN-ALN et du GPRA. Ce que nous apprenons, à travers leurs récits, peut tout à la fois nous étonner et nous émouvoir. Il en est ainsi lorsque certains évoquent la dureté des sanctions qu'ils encouraient à la moindre erreur alors même qu'ils assumaient d'immenses responsabilités dans les enceintes internationales ou dans l'organisation des sections estudiantines à l'étranger. Ils avaient vingt-cinq ans mais déjà une conscience d'adultes pleinement mûris par une expérience si courte et si dense à la fois. Nous sommes également saisis d'émotion en apprenant qu'une fois l'Indépendance acquise, et en dépit des multiples sollicitations dont ils faisaient l'objet, certains d'entre eux ont tenu à « reprendre » leurs études ; ils ont préféré un « métier » à un poste, une autorité scientifique à un pouvoir politique.

Quand l'UGEMA disparaît à l'Indépendance, elle devait, à vrai dire, disparaître. L'éthique discursive, les controverses interminables de sa période d'accouchement n'étaient plus de mise. Mais sa disparition, en tant qu'association autonome d'une société civile en émergence, a encore rendu « service » au nouvel Etat issu de l'Indépendance. Disparue, elle lui restait encore utile et nul ne comprendrait comment l'Algérie a pu relever le défi de la « sortie » du colonialisme avec si peu de moyens, n'étaient ces anciens étudiants qui lui ont fourni les premières cohortes de diplomates, de chefs d'entreprises, d'universitaires, de

médecins et d'ingénieurs qui non seulement ont « fait fonctionner » l'infrastructure coloniale mais en ont décuplé les capacités en quelques années.

Aussi brève fut-elle, l'histoire de l'UGEMA, en tant qu'association autonome de la société civile algérienne, n'en demeure pas moins un exemple – rendu vivant par le travail de Clement Moore –, de l'immense richesse que représente pour un Etat, quelque soit sa forme, une société civile qui lui soit en partie indépendante. Parce qu'alors, ses réserves en savoirs culturels, techniques et organisationnels, accumulés par la libre initiative de tous, seront au service de tous, y compris de l'Etat lui-même. Une société civile réellement libre libère l'Etat, et réellement forte, le renforce ; alors qu'à l'inverse, sans cette liberté, elle devient fardeau, contrainte et, plus dramatiquement encore, l'adversaire qu'il faut contrôler par ses polices quand elle pourrait être la force d'appui de son action essentielle comme garant du Droit et gardien de sa Souveraineté et de son Territoire.

L'Algérie a perdu l'art d'association en 1961, conclut, avec tristesse me semble-t-il, Clement Moore Henry. Elle en paiera durement le prix quelques décennies plus tard. Mais peut-être, devrions-nous ajouter, est-ce cet échec qui nous permet de mieux comprendre et d'assimiler les leçons de cette histoire. Cette si courte histoire !

Ali El-Kenz
Nantes, le 3 décembre 2009

REMERCIEMENTS

Ce recueil de mémoires, qui part à la recherche de l'UGEMA, a pris ses origines en 2005, à Tlemcen, lorsque nous avons fêté le cinquantième anniversaire de la création de l'Union. Je voudrais donc, tout d'abord, remercier la direction de l'UGEMA de s'être souvenue de ses amis à travers le monde, y compris de ceux de ma génération d'Américains qui avaient exprimé leur solidarité avec leur lutte si courageuse. Djelloul Baghli et Djamel Houhou avaient pris les devants en contactant leurs camarades, étudiants de l'époque, vivant à l'étranger et, comme nous étions restés en relation, ils m'avaient demandé de réunir les anciens de l'association *United States National Student Association* et d'envisager notre participation à la rencontre. Nous avons été invités par Belaïd Abdesselam, président du Comité d'organisation, à assister aux cérémonies organisées les 29 et 30 juin 2005 à Tlemcen, sous la présidence de son Excellence Monsieur Abdelaziz Bouteflika, Président de la République Algérienne Démocratique et Populaire, pour commémorer le cinquantième anniversaire de la création de l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens (UGEMA) et retracer l'historique du mouvement

étudiant algérien et sa contribution à la lutte de libération nationale.

C'est grâce aux rencontres faites lors de ces cérémonies que j'ai eu l'idée d'interviewer une sélection de participants dans le but d'approfondir la discussion avec eux et de mettre leurs mémoires à la disposition des nouvelles générations de l'époque postcoloniale. Mes anciens camarades m'y ont encouragé et c'est d'ailleurs au cours de cette courte visite en Algérie, en 2005, que j'ai commencé à enregistrer leurs souvenirs sur le contexte social et politique de leur lutte, et leurs rétrospectives sur les expériences du syndicalisme étudiantin. Je voudrais ici remercier tous les contributeurs qui ont accepté de participer à cet exercice collectif d'histoire orale. Malheureusement, le premier des participants, Tahar Hamdi, n'est plus de ce monde pour partager le résultat de nos entretiens. Je lui ai rendu visite dans son appartement d'Alger peu de temps après le rassemblement de Tlemcen, j'ai enregistré ses souvenirs, mais je n'ai pas pu obtenir l'approbation de la transcription de son entretien car il était décédé entre-temps. Le docteur Mouloud Belaouane, qui m'a gentiment reçu à Genève à deux reprises en juillet 2008, n'est malheureusement plus, lui aussi, parmi nous. Je regrette également de ne plus pouvoir accéder aux beaux tours d'horizon de Belkacem Chérif.

Djelloul Baghli m'a guidé dans la recherche des camarades qui étaient à Tlemcen et il a eu la gentillesse de lire leurs textes avec diligence. Le camarade Djelloul m'a également beaucoup aidé à recueillir des documents. Il a lu le manuscrit et contribué à en corriger les fautes. Je tiens cependant à préciser que j'assume toute la responsabilité pour les inévitables erreurs qui pourraient se trouver dans le texte final. Je souhaite aussi remercier particulièrement Belaïd

Abdesselam, le président d'honneur de l'UGEMA, pour tout le temps qu'il m'a consacré avec patience durant l'été 2005 puis, à nouveau, en 2007, afin de m'expliquer le contexte politique de l'UGEMA et la situation de la « société civile » en Algérie. Il a précautionneusement corrigé et développé les transcriptions et offert une critique constructive de ma compréhension de ce pays. Son précédent livre, *Le hasard et l'histoire : Entretiens avec Belaïd Abdesselam*⁽¹⁾, est un modèle de mémoire politique, que nous avons très modestement tenté d'imiter.

J'ai également passé de nombreuses heures, plus que ce que les transcriptions peuvent le laisser paraître, avec d'autres éminentes personnalités, parmi lesquelles les anciens Premiers ministres Rédha Malek et Sid Ahmed Ghozali, ainsi que le docteur Messaoud Aït Chaalal, longtemps président de l'UGEMA. Que tous en soient ici remerciés. Je suis particulièrement reconnaissant au docteur Aït Chaalal pour m'avoir apporté son soutien lors de quelques-unes de mes précédentes recherches, ainsi que pour sa participation à ce projet. C'est lui qui m'a présenté, en 2003, à l'ancien Premier ministre R. Malek avec qui nous avons longuement et à plusieurs reprises discuté avant de débiter l'enregistrement de l'entretien. S.A.Ghozali, l'ancien président du Conseil, a étudié en France après 1958 et faisait donc partie de la section universitaire du FLN plutôt que de l'UGEMA, mais il a également occupé un poste qui était davantage dans la tradition de l'UGEMA, en étant l'un des dirigeants, à Paris, de l'Association des Etudiants Musulmans de l'Afrique du Nord (AEMNA). Nous avons eu plusieurs longues et

1. Mahfoud Bennoune et Ali El-Kenz, *Le hasard et l'histoire : Entretiens avec Belaïd Abdesselam*, Alger: ENAG, 1990, 2 vols.

agréables conversations à Paris ainsi qu'à Alger et Tlemcen, bien qu'une seule soit retranscrite ici. Le docteur Aït Chaalal a préféré répondre à mes questions par écrit plutôt que d'enregistrer ses pensées ; à d'autres occasions, il m'a aussi aidé à comprendre le turbulent contexte politique de la période 1958-1961. Je souhaite également remercier son fils, le professeur Amine Aït Chaalal, pour son soutien logistique. Choaieb Taleb mérite également un remerciement spécial, pour avoir aidé à l'organisation des cérémonies de Tlemcen et aussi pour m'avoir accordé l'une des premières interviews quand, à l'automne 2007, j'ai commencé à enregistrer de façon systématique ces mémoires de l'UGEMA.

Après avoir rencontré Lakhdar Brahimi au cours des cérémonies de Tlemcen, je l'ai finalement interviewé lors de la dernière semaine qu'il a passé au Centre d'études avancées de Princeton University. Je souhaite lui témoigner ma gratitude pour m'avoir accordé une partie de son temps, lors de ses derniers jours à Princeton, alors qu'il terminait un important rapport pour les Nations Unies. Je le remercie aussi pour son efficacité à présenter un récit cohérent malgré le peu de temps dont il disposait. L'ancien ministre Ahmed Taleb Ibrahim fut un autre interlocuteur très efficace, révélant des informations nouvelles qui n'avaient pas été publiées dans ses mémoires⁽¹⁾. Nous nous sommes rencontrés à Genève en 2008 et, comme Brahimi, il a promptement retourné son enregistrement par courrier électronique. Comme Djelloul Baghli, Mahfoud Aoufi, l'ancien gouverneur de la Banque centrale, m'a beaucoup aidé et m'a fourni des documents provenant

1. Ahmed Taleb-Ibrahimi, *Mémoires d'un Algérien*, Tome 1: *Rêves et épreuves (1932-1965)*. Casbah-Editions. Alger. 2006. Tome 2 : *La passion de bâtir (1965-1978)*. Casbah-Editions. Alger. 2008.

de ses archives personnelles. Je leur suis extrêmement reconnaissant à tous les deux. Un autre de leurs collègues, Mohammed Rezzoug, mérite un remerciement spécial pour les nombreuses discussions instructives que nous avons eues ; sa contribution ne prend cependant pas la forme d'un enregistrement oral mais, comme pour le docteur Aït Chaalal, d'un document écrit dans lequel il répond à mes questions.

Je souhaite également remercier Tahar Hamrou pour sa contribution et aussi pour avoir organisé nos nombreuses heures de conversations conviviales avec le très regretté Belkacem Chérif, un homme politique en retraite, toujours vif, qui, en plus d'avoir été l'un des proches lieutenants du Président Boumediene jusqu'à 1975, a joué un rôle important au sein de l'UGEMA au Maroc au début de la Révolution. Je remercie également tous les autres participants et tous ceux qui ont collaboré à cet ouvrage en espérant avoir fidèlement transcrit leurs paroles et intentions.

En rendant hommage à tous les collaborateurs, je veux exprimer ma reconnaissance à l'égard de nombreux anciens dirigeants et cadres de l'UGEMA qui ont grandement contribué à ma compréhension des événements mais qui, pour une raison ou une autre, souvent à cause de difficultés logistiques, n'ont pas été en mesure d'enregistrer leurs souvenirs. Layachi Yaker, Djamel Houhou, Tahar Boutemdjet ont joué des rôles importants au sein de l'UGEMA à différentes périodes ; T. Boutemdjet m'a particulièrement aidé à trouver des informations et documents et à présenter un aperçu exhaustif de la dernière année de l'UGEMA à Tunis. Djamel Yala, le premier étudiant algérien de l'UGEMA à être allé aux Etats-Unis, grâce à une bourse d'études d'un an accordée par le *Foreign Student Leadership Program*, m'a éclairé en me faisant part de ses expériences ultérieures avec l'UGEMA à Genève, où il a présidé des réunions de

section selon les règles de l'ouvrage *Robert's Rules of Order*, qu'il avait apprises aux Etats-Unis⁽¹⁾.

Enfin, je souhaite remercier Sani Adamou, un doctorant en littérature française à l'Université du Texas, pour avoir transcrit en bon français quelque quarante heures d'enregistrements, que les participants ont pu par la suite réviser. Originaire du Niger voisin, il est devenu un auditeur enthousiaste et a appris suffisamment à propos de l'Algérie pour comprendre ce qui était important et éviter ainsi une transcription mot à mot. Je suis également extrêmement reconnaissant à Elodie Dabbagh, étudiante à Langues'O à Paris, pour avoir mis en forme et documenté le texte final, ainsi que pour avoir traduit le français de l'auteur. Cette aide, combinée avec des voyages qui m'ont permis de réaliser davantage d'entretiens durant l'été et l'hiver 2008-2009, fut possible grâce à la subvention du *United States Institute of Peace*. Les précédentes subventions de l'*American Institute of Maghrib Studies* ont financé mon voyage et mes dépenses à Alger et Oran durant cinq semaines en 2003 et trois mois à l'automne 2007.

Je souhaite aussi remercier la présidence de l'Algérie pour l'invitation à participer à la réunion de l'UGEMA à Tlemcen en 2005, et l'Université du Texas à Austin pour m'avoir accordé une mission de recherche pour professeurs, me dispensant d'enseigner à l'automne 2007. Enfin, je rends hommage à ma femme, Elizabeth Bouri, pour sa patience et la remercie également pour ses bons conseils tout au long de la réalisation de ce projet.

Clement Moore Henry
Austin, Texas, le 9 décembre 2009

1. Règles pour la conduite de réunions : voir le site officiel : <http://www.robertsrules.com/>

INTRODUCTION

A la recherche de l'art d'association en Algérie

L'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens (UGEMA) suscita la solidarité de toute une génération d'étudiants à travers le monde avec la Révolution algérienne. Née au cours du neuvième mois de la Révolution du 1^{er} Novembre 1954, l'UGEMA fut l'une des premières associations légales à représenter et à projeter les aspirations de la Révolution. Elle prit racine parmi la population estudiantine et lycéenne algérienne musulmane aussi bien en France qu'à Alger. L'UGEMA, constituée en vertu de la loi française du 1^{er} juillet 1901, était l'exemple même de « l'art d'association », qui se trouve à la base de la démocratie représentative. L'Union était également l'incarnation vivante de la Révolution algérienne, pas uniquement pour les étudiants algériens musulmans, mais aussi pour tous les étudiants admiratifs et solidaires de par le monde.

Fondée par le Congrès constitutif représentant les étudiants, qui se tint à Paris du 8 au 14 juillet 1955, l'UGEMA était alors exposée à un climat international

estudiantin dominé par les rivalités de la guerre froide. L'Union internationale des étudiants, créée à Prague en 1946, était tombée sous la domination communiste avec la prise de la Tchécoslovaquie par l'Union soviétique en 1948. En réponse, une Conférence Internationale des Etudiants (CIE) avait été organisée en 1950 et un Secrétariat de Coordination des Unions Nationales d'Etudiants (COSEC), basé à Leiden en Hollande, avait été constitué. L'UGEMA comprit immédiatement, selon les paroles de l'un de ses dirigeants, « la nécessité vitale de nous intégrer dans le mouvement international étudiant. C'était là le meilleur moyen de nous défendre en diminuant notre vulnérabilité et d'accroître notre combativité en élargissant notre terrain de lutte »⁽¹⁾.

Malgré l'opposition vigoureuse de l'Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) et d'autres associations d'étudiants européens, l'UGEMA parvint à obtenir sa reconnaissance en tant qu'« union nationale étudiante » à la Conférence internationale des étudiants réunie à Colombo, Ceylan, en 1956. Quelques mois plus tard, l'UGEMA rejoignit l'Union internationale des étudiants. Elle préféra simplement s'associer à l'organisation communiste plutôt que d'en devenir membre à part entière, étant donné qu'elle avait déjà atteint son principal objectif. La priorité était de développer la sympathie et le soutien à l'égard de la Révolution algérienne parmi les étudiants de l'Ouest et dans l'opinion publique, afin que celle-ci exerce son influence sur le gouvernement français.

L'UGEMA rencontra un immense succès, comme le montrent non seulement les résolutions exprimant la

1. Rapport Moral présenté par le Président de l'UGEMA (Messaoud Ait Chaalal), IV^{ème} Congrès national de l'UGEMA, 16 juillet – 1 août 1960, Tunis, p. 32.

solidarité avec les aspirations des étudiants algériens à l'indépendance nationale, adoptées lors de conférences internationales, mais aussi les nombreuses bourses d'études, provenant du monde entier et attribuées à des étudiants algériens fuyant la répression coloniale et cherchant le moyen de continuer leurs études à l'étranger. Malgré sa dissolution officielle par le gouvernement français le 28 janvier 1958, l'UGEMA survécut en exil pour mobiliser le soutien international, illustré dans le tableau ci-dessous. La plupart des étudiants à l'extérieur de la France avaient une bourse d'études internationale.

Evolution du nombre d'étudiants algériens en Algérie, en France et à l'étranger

Année universitaire	1954-55	1955-56	1956-57	1957-58	1958-59	1959-60	1960-61	1961-62
Université d'Alger	589	684	267	421	530	814/300-350	1317/700	1372
France métropolitaine	600				1857	1400		
Maroc							440 [350]	49
Tunisie							535 [499]	1089 [1038]
Irak							123	122
Jordanie							9	14 [14]
Koweït							36	51 [51]
Libye							19	20
Egypte							130 [62]	123 [66]
Syrie							76 [24]	91 [41]
Belgique							11	24
Canada							1	1
Grande-Bretagne							1 [1]	1
Italie							1	5
Norvège							3	3
Espagne								8
Suède							2	1
Suisse							135	145
Etats-Unis							41	44
Allemagne de l'Ouest							75 [1]	77
Albanie							4	3
Bulgarie							25	23
Tchécoslovaquie							35 [1]	45
Allemagne de l'Est							82 [4]	64
Hongrie							11	9
Pologne							4	4
Roumanie							9	9
Union soviétique							32 [1]	48
Yougoslavie							42	63

Sources :

- Guy Pervillé, p.30, constate que les statistiques de l'Université d'Alger incluent les Tunisiens et les Marocains et, à partir de 1958-1959, les étudiants des centres universitaires d'Oran, de Tlemcen et de Constantine.
- *Quatrième congrès national de l'UGEMA* et Pervillé, p. 176, présentent les effectifs des étudiants algériens à Alger en 1959-1960 et 1960-1961.
- Ali Haroun, p.77-78, présente les statistiques collectées par la Fédération de France du FLN.
- Guy Pervillé, p.136, et le GPRA (courtoisie de Djelloul Baghli) présentent les statistiques des années 1960-1962. Entre crochets figure le nombre d'étudiants réfugiés étant toujours à l'école secondaire. La principale augmentation du nombre d'étudiants algériens en Tunisie eut lieu dans des établissements d'enseignement secondaire, ainsi qu'à la Zitouna, où 929 étudiants algériens étaient inscrits.

Cette génération fondatrice de leaders d'étudiants algériens, se remémorant les vieux amis de ces années difficiles, a invité les représentants de la Conférence internationale des étudiants et de l'Union internationale des étudiants à célébrer, en 2005, le cinquantième anniversaire de la création de l'UGEMA. J'ai été invité à cette occasion car je représentais en 1957 l'association américaine *United States National Student Association* à Paris et que, par la suite, au cours de ma carrière universitaire, j'étais resté en contact avec un certain nombre de mes amis de l'UGEMA. En tant que politologue spécialiste du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, je n'ai pas pu résister à l'opportunité de consigner leurs souvenirs et ceux de leurs amis, qui désormais souhaitent rapporter leurs expériences d'étudiants, pour les générations présentes et futures d'Algériens. Leur génération charnière a été le pont entre l'ère coloniale et l'ère postcoloniale et leur lutte a aidé à esquisser les contours d'une culture politique nationale algérienne. Leurs souvenirs reflètent les expériences d'une petite élite instruite, provenant de diverses origines sociales et ayant grandi durant la période coloniale pour finalement devenir adultes lors de l'avènement de la Révolution. Bien qu'ils aient mûri avec la Révolution, ils avaient des racines indépendantes dans le syndicalisme étudiant.

En effet, l'UGEMA était la seule organisation nationale, créée après l'éruption de la Révolution, à avoir des racines indépendantes dans des associations qui existaient précédemment. Bien que fondée plus de huit mois après le 1^{er} Novembre 1954, sa direction provenait d'associations étudiantes dont l'histoire était riche : l'Association des Etudiants Musulmans de l'Afrique du Nord (AEMAN) – créée à l'origine à l'Université d'Alger en 1919 et renommée en 1928, rattachée à l'Association des Etudiants Musulmans

Nord-Africains (AEMNA), fondée à Paris en 1927 –, et l'Union des étudiants algériens de Paris (UEAP), fondée en 1953⁽¹⁾. Les leaders étudiants des années 1940 et du début des années 1950 étaient associés à l'un des partis politiques algériens de l'époque : au Parti communiste algérien, à l'Union Démocratique du Manifeste Algérien (UDMA) ou surtout au Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD), mais aucun parti ne contrôlait leurs activités.

L'histoire de la création de l'UGEMA reflète les interactions complexes et la concurrence qui existaient entre les étudiants, relativement indépendants du Front de Libération Nationale. En France, le FLN, en tant qu'organisation, existait à peine en 1955. L'avènement de la Révolution a peut-être influencé la composition du Comité exécutif de l'AEMAN, élu en novembre 1954, mais les nouveaux membres étaient des activistes ou des sympathisants du MTLN, non du FLN. Leur appel, le 27 février 1955, pour la création d'une Union nationale d'étudiants algériens, l'UGEMA, est intervenu peu de temps après la libération des prisons françaises de Ramdane Abane, l'homme qui allait devenir le principal organisateur du FLN et l'architecte de la Conférence de la Soummam en août 1956. Cependant, il n'existe pas de preuve que l'AEMAN répondait à des directives provenant du FLN au début de l'année 1955. En fait, la création d'une Union nationale algérienne était inévitable après que les étudiants tunisiens eurent créé leur Union Générale des Etudiants Tunisiens (UGET).

1. Guy Pervillé constate la création en 1930 de l'Association des Etudiants Musulmans Algériens en France, une tentative d'organiser les étudiants algériens en France qui eut lieu plus tôt. Cependant, ils rejoignirent l'AEMNA en 1937. Voir Guy Pervillé, *Les étudiants algériens de l'université française, 1880-1962*, éd. CNRS. Paris. 1984. Casbah-Editions. Alger. 2004. P.8.

L'UGEMA fut fondée simultanément à la création du FLN, tandis que les autres organisations nationales algériennes, l'UGTA et l'UGCA, n'étaient que la prolongation du FLN. Alors que l'UGEMA allait exprimer son entière solidarité avec le FLN lors de son deuxième Congrès – cette solidarité allant même jusqu'à ce que l'Union se définisse comme « unité de combat » le 25 mai 1956⁽¹⁾ –, elle garda son intégrité d'association et son autonomie.

Contrairement aux unions de travailleurs et de commerçants algériens formées par le FLN, l'UGEMA se définissait comme une union d'Algériens *musulmans*. Les partisans de l'UGEMA firent pression pour que le « M » soit adopté, afin d'empêcher que leur union ne tombe sous le contrôle des communistes. En 1955, les étudiants algériens musulmans ne constituaient qu'une faible minorité des Algériens étudiant à l'Université d'Alger ou dans les autres universités françaises. Les sources françaises font état, pour l'année 1954-1955 à l'Université d'Alger, de 589 musulmans sur un total de 5000 étudiants, mais ces étudiants musulmans incluent également quelques Tunisiens et Marocains. Parmi les 1787 Algériens supplémentaires répertoriés dans les autres universités françaises en 1954, 600 furent identifiés comme étant musulmans⁽²⁾. Les étudiants activistes appelant à une Union nationale algérienne craignaient d'être envahis par des sympathisants du Parti communiste algérien s'ils ouvraient l'Union à des éléments non-musulmans. Créée en 1953, l'Union des Etudiants Algériens de Paris semblait, elle, être dominée par des communistes et des sympathisants du communisme, bien que certains de ses dirigeants fussent des nationalistes du MTLD.

1. Ibid., p. 142.

2. Ibid., pp. 22, 30, 135.

Dans les mois précédant le Congrès constitutif, les nationalistes menèrent une campagne active pour le « M » afin de s'assurer le soutien des étudiants algériens musulmans et de détourner ces derniers des appels des communistes et de leurs compagnons à fonder une Union Générale des Etudiants Algériens (UGEA). Malgré une forte opposition dans la région de Paris, provenant particulièrement des quelques étudiants d'origine kabyle qui s'étaient détournés du MTLD en 1949, les partisans de l'UGEMA gagnèrent la partie en faisant campagne en province, notamment à Toulouse et Montpellier, où le nombre d'étudiants algériens était important. L'UGEA tint également un congrès constitutif à l'été 1955, mais ses partisans abandonnèrent la bataille ou plus exactement ne complétèrent pas les formalités administratives aboutissant à la reconnaissance officielle de l'association. L'UGEMA fut reconnue officiellement en vertu de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au droit d'association.

Si l'UGEMA devint une « unité de combat du FLN », elle le fit tout en gardant son entière autonomie, conformément à la loi française d'association. Les principaux fondateurs de l'UGEMA étaient également des militants du MTLD, tel Belaïd Abdesselam, membre du Comité central du MTLD (élu lors du Congrès de 1953 en raison de sa précédente expérience étudiante dans la direction de l'AEMAN). Cependant, afin de respecter l'esprit d'indépendance de l'Union nationale, ils prirent la précaution de nommer un étudiant relativement apolitique, Ahmed Taleb Ibrahimi, comme premier président de l'UGEMA. Le fils de Bachir Ibrahimi, secrétaire général de l'Associations des Oulémas musulmans d'Algérie, avait contribué à la publication du *Jeune musulman*, revue des jeunes de l'Association des Oulémas, pendant deux ans avant d'aller à Paris pour terminer ses études de médecine.

Le premier vice-président de l'UGEMA fut Layachi Yaker, auparavant à la tête de l'association des jeunes de l'UDMA⁽¹⁾. Le protégé d'Abdesselam au MTLN, Mouloud Belaouane, devint secrétaire général. Le FLN ne recruta ces leaders étudiants, parmi d'autres, que lorsque ceux-ci furent élus au Bureau exécutif de l'UGEMA.

Moins de neuf mois après le Congrès constitutif, les dirigeants convoquèrent le deuxième Congrès de l'UGEMA, qui eut lieu du 24 au 30 mars 1956. Lors d'une session à huis clos, le président de la section d'Alger de l'UGEMA, Mohammed Seddik Benyahia, informa les délégués des derniers événements d'Algérie, à la suite de la visite du Premier ministre Guy Mollet à Alger en février 1956. Mouloud Belaouane remplaça Ahmed Taleb à la tête de l'UGEMA et le Congrès vota en faveur de trois résolutions majeures, concernant le soutien à la Révolution algérienne, appelant à l'Indépendance, à la libération des prisonniers politiques et à des négociations avec le FLN, « seul représentant du peuple algérien ». Benyahia, presque immédiatement après le Congrès, partit pour l'Indonésie avec Lakhdar Brahimi, le vice-président nouvellement élu chargé des affaires extérieures de l'UGEMA, avec pour mission de représenter le FLN en Asie du Sud-Est.

Il semblerait alors que Benyahia, qui avait joué un rôle actif en faveur du « M », établissait un pont entre

1. Mohammed Harbi, *Aux origines du FLN: le populisme révolutionnaire en Algérie* (Ch. Bourgeois éd., Paris, 1975), p. 175, suggère qu'Abdesselam avait coopté Taleb et Yaker afin de défaire l'alliance Communistes - UDMA - Oulémas qui l'avait empêché d'être réélu président de l'AEMAN en 1953. D'après Ahmed Doum, « Le FLN et la création de l'UGEMA », *Le Quotidien d'Alger*, 14 juin 1992, « nous recevions des directives d'Alger, signées Abane Ramdane... et notre choix s'était porté sur Ahmed Taleb Ibrahim. » Doum était membre de la Direction du FLN en France (Fédération de France) en 1955. Voir Annexe 1.

l'UGEMA et le FLN. Le choix même de la date de la tenue du congrès, qui eut lieu au printemps plutôt qu'à l'été 1956, suggère l'intervention d'une main extérieure. Mais cette main était-elle celle du FLN à Alger ou celle d'Abdesselam à Paris, désormais prêt à consolider son influence et à remplacer ses alliés de circonstance, Taleb et Yaker, par ses partisans du MTLD ? Voilà quelques-uns des mystères que les témoignages de certains des protagonistes (notamment Abdesselam, Belaouane, Brahimi et Taleb) aident à clarifier, grâce aux preuves qu'ils apportent, mais ces mystères ne pourront peut-être pas être définitivement résolus sans le témoignage, malheureusement perdu à jamais, de feu Mohammed Seddik Benyahia.

Un autre mystère concerne l'origine de la grève générale illimitée, lancée par l'UGEMA le 19 mai 1956 à Alger et approuvée par la suite par la totalité de son Comité directeur, réuni à Paris la semaine suivante, le 25 mai. Était-ce le fait d'Abane Ramdane, dans le but d'une rupture entre l'élite instruite musulmane de l'Algérie et les institutions françaises, qui faisait partie d'une ambitieuse stratégie révolutionnaire, ou était-ce l'œuvre spontanée des étudiants désespérés d'Alger puis mise en œuvre par leurs représentants de l'UGEMA ? Une fois de plus, le lecteur peut apprécier cette énigme à la lumière des témoignages de Lamine Khène, d'Abdesselam et de Belaouane⁽¹⁾. Alors que la grève peut, en effet, avoir été soutenue par le FLN, l'initiative semble être venue des étudiants d'Alger et non de dirigeants haut placés.

Les activités syndicales de l'UGEMA devinrent encore plus importantes après que la grève eut dévoilé la perspective pour les étudiants de perdre

1. Voir aussi Salih Benkobbi, *Une époque pas comme les autres, ou le sort d'une génération*, éd. ANEP. Alger. 2002. pp. 69-79.

leurs bourses d'Etat. Tandis que beaucoup d'étudiants, particulièrement ceux qui avaient des compétences médicales, rejoignirent la résistance armée, de nombreux autres restèrent en France et quelques-uns à l'Université d'Alger. L'UGEMA demeura le représentant légal des étudiants musulmans algériens en France, alors que nombre d'entre eux aidèrent la Fédération de France du FLN à mobiliser les travailleurs algériens et à les écarter des organisations rivales. Ce fut sur ordre du FLN, et non de l'UGEMA, que la grève se termina à l'automne 1957. Il était temps pour les étudiants de retourner à leurs études.

L'UGEMA tint son troisième Congrès dans la banlieue parisienne du 23 au 26 décembre 1957. Malgré son activisme lors des réunions internationales d'étudiants à l'extérieur de la France, son Congrès devait être « semi-clandestin », c'est-à-dire qu'il ne fallait pas en divulguer l'information, bien que celle-ci ne fût probablement pas un secret pour la police française qui filait régulièrement et parfois arrêtait des leaders étudiants algériens. Le secrétaire général de l'UGEMA, Mohammed Khemisti, avait été arrêté en novembre et transféré vers une prison en Algérie. Abdesselam n'était plus à Paris et Belaouane était anxieux à l'idée de rejoindre le personnel médical au maquis. Le nouveau Comité directeur élu par le Congrès désigna Messaoud Aït Chaalal, étudiant en médecine comme l'étaient Taleb et Belaouane, pour être le nouveau président.

Contrairement à ses prédécesseurs, Aït Chaalal n'était pas, selon un éminent historien français, « sous la supervision de Belaïd Abdesselam, le transmetteur appliqué des directives de la direction ». Induit en erreur par des apparences révolutionnaires, Gilbert Meynier affirme :

« Comme toutes les autres organisations – UGTA, UGCA –, l'UGEMA était impulsée carrément de

l'extérieur. C'était Abdesselam qui en était sans le nom le vrai patron : il faisait la politique du ministère de la Culture. Aït Chaalal n'était qu'un élément de transmission de ses instructions⁽¹⁾. »

Rien ne pourrait être plus loin de la vérité. Quand Aït Chaalal fut élu, Abdesselam était déjà à Oujda, où une sérieuse dispute avec le commandement militaire extérieur au Maroc avait failli lui coûter la vie. Le FLN l'a par la suite, à l'été 1958, désigné pour « assurer la tutelle du FLN sur l'UGEMA »⁽²⁾. Meynier n'est bien sûr pas le seul observateur à avoir assimilé l'UGEMA aux autres organisations nationales⁽³⁾. Mais, comme un certain nombre de ses associés s'en souviennent, Aït Chaalal a maintenu l'unité de l'UGEMA dans des conditions difficiles, étant lui-même persécuté par les autorités françaises et également harcelé par différentes factions du FLN.

Presque immédiatement après son élection, le gouvernement français décida de dissoudre l'UGEMA, le 28 janvier 1958, et d'arrêter deux des membres de son Bureau exécutif, le président Aït Chaalal et le vice-président Choaieb Taleb, ainsi que le président de la section de Paris, Mahfoud Aoufi. Accusés de reconstitution de ligue dissoute, ils furent cités à comparaître devant un juge français la deuxième semaine de février. A ce moment, Mohammed Harbi, qui était membre du Bureau exécutif de la Fédération de

1. Gilbert Meynier, *Histoire Intérieure du FLN 1954-1962*, éd. Fayard. Paris. 2002. Casbah-Editions. Alger. pp. 512-513.

2. *Entretiens*, vol. I, pp. 118, 153.

3. Voir les articles de Mahfoud Bennoune : « A propos de la "grève des étudiants du 19 mai 1956" », *Le Quotidien d'Oran*, 29 mai 2002 ; « 1954-1962, l'Algérie en flammes, la clef du succès de la révolution Algérienne ». *El Watan*, 1^{er} novembre 2004. Voir également, dans la même édition spéciale d'*El Watan*, Interview avec Lamine Khène, officier de l'ALN « Le FLN n'a pas créé l'UGEMA. »

France du FLN, leur conseilla de quitter immédiatement la France pour éviter la prison. « Le capitaine ne doit pas sombrer avec son navire », aurait-il dit⁽¹⁾. Il fut signifié à ces trois-là que le FLN ne leur porterait pas assistance judiciaire s'ils restaient en France. Mais ils y restèrent jusqu'au début du mois de mars afin d'effectuer la passation de pouvoir à une organisation clandestine d'étudiants. Indépendamment du FLN, ils étaient en contact avec un ancien homme politique algérien, le docteur Bendjelloul, qui avait de bonnes relations avec le ministre français de la Justice. C'est ainsi qu'ils furent mis en « liberté provisoire ». Harbi leur conseilla alors, à nouveau, de quitter le pays aussi vite que possible, ce qu'ils firent le 3 mars, fuyant vers la Suisse par Annecy.⁽²⁾ Quand Omar Bendaoud, à la tête de la Fédération de France, fut informé qu'ils avaient quitté la France sans la permission officielle du FLN, il les accusa de désertion et demanda aux deux dirigeants restants, Ali Abdellaoui et Djelloul Baghli, de prendre le contrôle. Lorsqu'ils refusèrent par solidarité avec leurs collègues du Comité exécutif, la Fédération chargea Mohammed Mokrane de superviser l'UGEMA et de créer une nouvelle section universitaire pour les étudiants algériens poursuivant leurs études en France, que Mokrane se souvient d'avoir créée le 1^{er} avril 1958. Il participa également à la réunion internationale des Unions nationales d'étudiants à Londres à la mi-avril, protestant contre la

1. Omar Boudaoud, *Du PPA au FLN: Mémoires d'un Combattant*, Casbah-Editions. Alger, 2007. p. 154 : « [...] Harbi lui avait enjoint de partir en lui reprochant de vouloir sombrer avec son navire comme un commandant sur un bateau en détresse. »

2. Harbi explique qu'il avait voulu protéger l'UGEMA « contre l'empiètement de la direction [du FLN] dans ces affaires étudiantes ». Voir Annexe 2.

dissolution de l'UGEMA. L'Union continua de faire bonne figure en présentant une direction démocratiquement élue à son public international d'étudiants, mais au sein de l'organisation, la situation était temporairement paralysée.

Stupéfaits d'être accusés de désertion après avoir suivi le conseil de Harbi, Aït Chaalal retourna clandestinement en France en mai afin d'expliquer pourquoi Choaieb Taleb, Tahar Hamdi (le trésorier de l'UGEMA), et lui-même étaient partis mettre en place le nouveau siège de l'UGEMA à Lausanne. L'ensemble du Comité exécutif écrivit une lettre de démission collective à la Fédération de France, le 4 juin 1958⁽¹⁾. Etant étudiant en médecine et relativement avancé dans ses études, Aït Chaalal se rendit ensuite à Tunis pour travailler dans un hôpital proche de la frontière algérienne. Au début du mois d'août, la Fédération de France convoqua finalement une réunion à Cologne, en Allemagne, pour régler le problème de la direction étudiante. L'accord trouvé, comme le comprirent Djelloul Baghli et d'autres, fut que l'UGEMA allait se mettre au service du nombre croissant d'étudiants à l'extérieur de la France, tandis que la section universitaire allait servir ceux qui restaient en France. Mohammed Mokrane avait cependant une compréhension différente du mandat politique de la section universitaire. Elle devait être le pivot interne du FLN, représentant les étudiants de l'étranger aussi bien que ceux de France. Ali Haroun, qui participa à la réunion de Cologne, rapporte qu'ils décidèrent « le maintien de l'UGEMA au regard des organismes estudiantins internationaux et sa transformation sur le plan

1. Ali Haroun, *La 7^{me} wilaya: la guerre du FLN en France 1954-1962*, éd. du Seuil. Paris. 1986. p. 76.

interne en section universitaire du FLN »⁽¹⁾. Théoriquement, les cellules étudiantes de la Fédération de France devaient se propager autour du monde, dans les lieux où l'UGEMA avait des sections. Mais alors, jusqu'où la Fédération de France du FLN s'est-elle étendue ? S'est-elle développée uniquement en Belgique, en Allemagne et en Suisse ou également en Tunisie, au Maroc, en Union soviétique et aux Etats-Unis ? Obligé de fuir la France pour la Suisse à l'été 1958, Mokrane n'aurait joué aucun rôle officiel dans les affaires estudiantines avant septembre 1961. En Suisse, il faisait la liaison entre le Bureau exécutif de l'UGEMA et la section universitaire, plutôt que d'assurer la supervision de l'UGEMA par le FLN, tâche qu'il exerçait auparavant⁽²⁾. Si les interactions officielles entre les deux entités étaient davantage basées sur la hiérarchie, elles passaient cependant par le responsable des affaires financières de la Fédération, qui était également en charge de trois organisations satellites : étudiante, ouvrière et commerciale⁽³⁾.

Quelque peu surpris, Abdesselam fut appelé de nouveau, à l'été 1958, pour assurer la tutelle du FLN sur l'UGEMA⁽⁴⁾, réinstallée à Lausanne. Son ancien collègue du Comité central du MTLD, Abdelhamid Mehri, était devenu l'un des neuf membres du Comité de Coordination et d'Exécution (CCE) du FLN, basé au Caire. En charge des affaires sociales, il demanda à

1. Ibid., p. 77.

2. Interview avec le Dr Mohammed Mokrane, Lausanne, 28 juillet 2008.

3. Voir Haroun, pp.43, 82. L'illustration d'Haroun est un rapport officiel du gouvernement français sur ses étudiants algériens musulmans, que l'UGEMA a obtenu à Tunis et ensuite envoyé à Abdelkrim Souici, le responsable de la Fédération qui supervisait la section universitaire.

4. *Entretiens*, I, p. 159.

Abdesselam de patronner l'UGEMA. Quand le gouvernement provisoire algérien (GPRA) fut fondé en septembre 1958, Abdesselam resta à son poste avec Tewfiq El Madani. Il fit des allées et venues entre le ministère des Affaires Culturelles, installé à Tunis depuis que le GPRA s'y était installé en 1959, et le siège de l'UGEMA en Suisse. Mehri retourna au ministère des Affaires sociales en janvier 1960, quand Ferhat Abbas assumait pour la seconde fois la présidence du GPRA. Abdesselam resta en charge des étudiants jusqu'à mai 1961, mais il n'exerçait plus aucune tutelle directe sur l'UGEMA depuis qu'il était tombé en désaccord avec sa direction, que Mehri soutenait.

La question, discutée dans les *Entretiens* par Abdesselam et par d'autres dans cet ouvrage, portait sur la tenue ou non d'un congrès. Malgré l'opposition d'Abdesselam, l'UGEMA organisa son quatrième congrès, le premier depuis décembre 1957, à Tunis, du 26 juillet au 1^{er} août 1960. Abdelhamid Mehri encouragea la tenue du congrès et le président Ferhat Abbas prononça le discours d'ouverture. Le Congrès élut Abdesselam comme président honoraire, mais il resta à l'écart et persistait à penser que la tenue de ce Congrès était inopportune car les Algériens poursuivant leurs études en France ne pouvaient être représentés et parce que « les sections nouvelles... venaient à peine de se former et, de mon point de vue, ne jouissaient pas encore d'une bonne cohésion pour servir d'assise à la formation d'un congrès représentatif et valable »⁽¹⁾.

Ainsi que Djelloul Baghli s'en souvient, Abdesselam continua de gérer les bourses d'études jusqu'en avril ou mai 1961, lorsque Baghli, qui avait

1. *Entretiens*, I, p. 163.

été le principal responsable de cette question à l'UGEMA, le remplaça au sein du ministère de Mehri. Abdesselam se rappelle avoir quitté Tunis en juin pour se reposer en Europe et reprendre contact avec son vieil allié politique Youssef Ben Khedda⁽¹⁾. L'une des raisons l'ayant finalement amené à quitter son poste d'administrateur des bourses d'études pourrait avoir été le soutien continu que le ministère apportait à la direction de l'UGEMA. Mehri signa une lettre, datée du 12 mai 1961, soutenant entièrement les efforts du Bureau exécutif pour discipliner les sections dissidentes de Genève et Lausanne⁽²⁾.

Dans ses *Entretiens*, Abdesselam se souvient des faits qui ont motivé la tenue du congrès qu'il avait contesté : « Les camarades du Comité exécutif de l'UGEMA avaient fait l'objet d'une campagne de dénigrement de la part de certains éléments de leur organisation qui contestaient leur représentativité. »⁽³⁾ De plus, dans son rapport au Congrès, Aït Chaalal avait fait allusion au problème interne : « Certains membres des sections ont cru devoir prendre l'initiative d'agir en francs-tireurs, en dehors du cadre de la section. C'est là une faute qui porte atteinte aux principes élémentaires de discipline. » Comme il se souvient : « Nous avons en effet à l'époque des problèmes d'insubordination, voire d'opposition ouverte dans certaines sections, notamment dans certains pays socialistes et tout spécialement en République Démocratique Allemande. » Houari Mouffok, alors

1. Ibid., p. 169.

3. La lettre, adressée au Comité exécutif de l'UGEMA à Tunis, est datée du 12 mai 1961 et fut écrite à partir du bureau du GPRA à Tunis. Voir Annexe 3.

4. *Entretiens*, p. 163.

président de la section UGEMA de Berlin-Est et qui allait devenir après l'indépendance le premier président de l'organisation succédant à l'UGEMA, se souvient aussi des problèmes avec la direction de l'UGEMA, basée à Lausanne⁽¹⁾. Mais avoir affaire à un petit nombre d'étudiants communistes en Allemagne de l'Est ne semble pas avoir été le principal problème⁽²⁾. Toutes les factions dirigeantes du FLN étaient d'accord pour exclure les communistes, les discipliner et ramener certains d'entre eux en Allemagne de l'Ouest pour qu'ils échappent à l'endoctrinement communiste⁽³⁾.

La préoccupation majeure n'était pas la dissidence communiste de l'Allemagne de l'Est, mais plutôt les critiques formulées à l'égard du Bureau exécutif et provenant des étudiants basés à Genève et Lausanne. Deux des quatre étudiants en Suisse qui, lors du Congrès de Tunis de 1960, avaient été élus membres du Comité directeur qui en comptait vingt-deux, avaient servi dans le précédent Bureau exécutif et étaient proches de la direction en exercice. Choaieb Taleb, bien que n'étant plus vice-président en charge des relations internationales, continua de représenter le Bureau exécutif en Suisse. Après le Congrès, les critiques à l'égard du Bureau exécutif continuèrent et un tract décrivant l'UGEMA comme une « tête sans

1. Houari Mouffok, *Parcours d'un étudiant algérien de l'UGEMA à l'UNEA*, (éd. Bouchène, Alger, 1999), pp. 67-72.

2. Le tableau 1 montre que 18 étudiants en Allemagne de l'Est ont disparu de la liste des boursiers du GPRA en 1961 et que très peu d'entre eux peuvent avoir été déplacés en Allemagne de l'Ouest. Mohammed Harbi et Gilbert Meynier, *Le FLN, Documents et Histoire 1954-1962*, pp. 715-716, indiquent que Belaid Abdesselam « décide de rappeler à titre disciplinaire quinze de ces étudiants. »

3. Mouffok raconte (pp.72-73) comment il fut exclu d'une réunion critique mise en place par la section universitaire de la Fédération de France du FLN pour réorganiser l'UGEMA.

base » circula. Aziz Ben Miloud, un intellectuel marxiste proche de Mohammed Harbi, fut suspecté d'en être l'auteur et accusé par l'UGEMA d'être « contre-révolutionnaire », accusation qui aurait pu le conduire à la peine de mort si un tribunal révolutionnaire l'avait poursuivi. Taleb convainquit la section de Lausanne de prendre une résolution à cet effet, mais la section de Genève refusa, à la consternation des deux membres de l'ancien Bureau exécutif présents à la réunion, Choaiieb Taleb et Tahar Hamdi⁽¹⁾.

Cependant, le docteur Mohammed Mokrane, qui était étudiant à Lausanne à ce moment-là, se souvient, de même que Said Hadj Driss, que la section universitaire avait encouragé un proche de la section universitaire de la Fédération de France à écrire le tract critiquant la direction de l'UGEMA⁽²⁾. La section universitaire tentait de mobiliser un groupe d'étudiants révolutionnaires pour mettre en œuvre l'image autoproclamée d'une UGEMA « unité de combat ». En réalité, le compromis trouvé à Cologne en août 1958 se prêtait à de telles ambiguïtés, même après la création du GPRA et de son administration centralisée des bourses d'études.

Le projet de la section universitaire d'implanter des cellules révolutionnaires à l'intérieur du cadre de l'UGEMA (c-à-d. à l'extérieur de la France) était évidemment le rêve de la Fédération de France du FLN. Cela contredisait cependant l'idée d'un *Front* de Libération Nationale ouvert à toutes les tendances, car l'idée d'un noyau révolutionnaire présupposait

1. Interviews avec Djamel Yala, Alger, 10 juillet 2005 et 1^{er} décembre 2007. Yala se rappelle avoir rencontré Mehri par hasard à Genève deux mois après que sa section eut rejeté la résolution proposée et il fut félicité pour être resté fidèle à son opinion.

2. Interview avec Mohammed Mokrane et Said Hadj Driss, Genève, 29 juillet 2008.

une base idéologique commune – n’incluant pas les antipathies personnelles – pour distinguer les révolutionnaires des contre-révolutionnaires. Selon l’idée d’un *Front* ouvert, l’UGEMA opérait en accord avec un règlement intérieur démocratique, conformément à la loi française de 1901, que la dissolution officielle de l’association n’avait pas matériellement changé. Tant qu’Abdelhamid Mehri contrôlait le ministère des Affaires culturelles du GPRA et que le GPRA, en retour, était le dirigeant officiellement reconnu de la Révolution algérienne, l’UGEMA conservait une large autonomie. En se définissant volontairement comme une « unité de combat » du FLN, il lui fut accordé l’espace nécessaire pour fonctionner comme une entité indépendante. Le fait qu’Abdesselam n’ait pas pu imposer ses vues concernant la tenue d’un congrès en 1960, de même que l’échec chronique de la section universitaire à exercer son influence sur les étudiants et à les éduquer idéologiquement, illustrent son autonomie.

Cependant, alors même que la victoire semblait atteinte, la Révolution algérienne se désagrèga. Les étudiants furent les premiers à en ressentir les conséquences, un an avant l’été tragique de 1962⁽¹⁾. Leur association, harcelée de toutes parts, fut incapable de conserver son autonomie, acquise de haute lutte. Les divisions à Tunis entre le GPRA et l’Etat-major se reportèrent immédiatement sur l’UGEMA. Ses dirigeants furent individuellement invités à visiter leurs anciens camarades étudiants qui avaient rejoint l’Armée de libération nationale. L’Etat-major tenta de les dissuader de rejoindre le GPRA et de mettre l’association sous son contrôle. La Fédération de France

1. Ali Haroun, *L’été de la discorde : Algérie 1962*, Casbah-Editions, 2000.

du FLN maintint la pression de la section universitaire sur la direction de l'UGEMA. Finalement, en août 1961, alors que le Conseil National de la Révolution Algérienne, réuni à Tripoli, remplaçait Ferhat Abbas par Youssef Ben Khedda à la présidence du GPRA, l'UGEMA convoqua à Tunis une réunion élargie de son Comité directeur. A celle-ci assistaient, en plus des membres réguliers, des représentants de certaines sections non représentées au Comité directeur. La réunion adopta, après le vote de confiance du Bureau exécutif, une résolution appelant le GPRA à dissoudre le Comité directeur et à nommer une commission spéciale qui « aura pour tâche d'organiser les étudiants sur le plan local par la mise sur pied de nouvelles structures organiques dans le cadre du Front de Libération Nationale »⁽¹⁾. En attendant, le Comité directeur désigna une délégation générale transitoire, présidée par Messaoud Aït Chaalal.

Les seules raisons données pour expliquer ce suicide collectif furent la « gravité exceptionnelle de la situation et que les solutions à apporter à cette situation dans le cadre de la Révolution algérienne dépassent les compétences du Comité directeur ». Le président honoraire de l'UGEMA, Belaïd Abdesselam, retournera à Tunis « à son corps défendant » pour présenter sa critique de la direction de l'UGEMA. Il répondit ensuite à la requête du nouveau président et du vice-président Belkacem Krim « de les aider à trouver une issue à la crise que vivait l'UGEMA »⁽²⁾. Peu de temps après, le GPRA nomma Mohammed Mokrane à la tête d'une commission nationale opérant sous l'autorité du vice-président et du ministre de l'Intérieur du GPRA. Le vice-président Belkacem Krim annonça

1. Voir Annexe 4.

2. *Entretiens*, pp. 164-165.

officiellement la création, le 23 décembre 1961, d'une section universitaire du FLN – c'est-à-dire relevant exclusivement de la Fédération de France du FLN –, donnant par ailleurs instruction d'établir le contact entre les bureaux des différents pays dans lesquels le FLN était présent et le comité local de la section universitaire⁽¹⁾.

Mokrane et les six autres étudiants nommés à la Commission nationale tentèrent de préparer un congrès, convoqué à Alger peu après l'Indépendance, du 5 au 15 septembre 1962. Comme beaucoup d'anciens dirigeants étudiants s'en rappellent et en témoignent dans cet ouvrage, le Congrès connut un échec total, désemparé face aux factions politiques irréconciliables qui, en même temps, déstabilisaient le pays. Alors que le Congrès s'achevait, l'Etat-major concluait sa campagne d'été contre l'opposition interne et imposait sa coalition, comprenant Ben Bella, Boumediene et les autres.

La destruction de l'UGEMA, l'été précédent, avait malheureusement anticipé ces tristes événements. Ainsi s'évaporerent les efforts innovants des étudiants pour constituer une association autonome. Que ce soit sous Ben Bella ou sous Boumediene, les étudiants ne purent plus échapper au contrôle des réseaux politiques⁽²⁾. L'histoire de l'UGEMA résume le problème des corps intermédiaires et de la représentation en Algérie : la direction instruite ne pouvait pas servir de

1. Voir Annexe 5.

2. Dans son *Parcours*, Mouffok regrette avoir commis « un acte antidémocratique... l'exclusion de la délégation de la section de Paris pour activités contre-révolutionnaires... », p. 40 – Les précédents présidents de l'UGEMA, Ahmed Taleb Ibrahimi et Messaoud Aït Chaalal, furent emprisonnés et torturés par le régime de Ben Bella pour des « crimes » semblables.

représentant efficace à une société complexe et en pleine mutation. Comme l'illustrent un certain nombre de témoignages présents dans cet ouvrage, l'Algérie a perdu l'art d'association en 1961. Qu'a-t-on retenu ?

Ce n'est pas tant de démocratie que d'un Etat de droit dont l'Algérie a le plus besoin pour développer son potentiel humain et la société civile que l'UGEMA avait alors promise. Ce conseil parmi les plus précieux est celui de Lakhdar Brahimi, ancien vice-président de l'UGEMA, qu'il quitta en 1956 pour remplir des missions diplomatiques qui continuèrent plus d'un demi-siècle.

Les entretiens de cet ouvrage sont ceux d'anciens étudiants ayant connu l'UGEMA à différentes époques de son existence. Certains d'entre eux ont participé à la création de l'UGEMA, se sont battus pour l'adoption du « M », qui n'avait rien de confessionnel mais qui symbolisait le rassemblement des étudiants algériens derrière la Révolution, et l'ont vu s'affirmer dans les forums étudiants internationaux. Ceux-là ont également connu la fameuse grève illimitée des cours, nécessaire selon eux, bien qu'elle fût un sacrifice. D'autres ont vécu l'apogée de l'association, à l'époque ou la totalité, ou presque, du peuple algérien avait embrassé la Révolution et croyait à la possibilité de l'Indépendance. Cette époque fut également celle de l'envoi massif d'étudiants à l'étranger, pour la formation des futurs cadres de l'Algérie indépendante. D'autres encore ont connu l'époque de la libération de l'Algérie. Cette période, marquée par l'excitation et l'euphorie, ne leur a pas fait perdre conscience des difficultés à venir, mais les participants nous racontent leur bonheur d'être libres. Les réminiscences qui suivent offrent également quelques conseils aux générations de futurs dirigeants. Elles parlent d'une

Combat et Solidarité estudiantins

société civile émergeant en Algérie, des espoirs pour le futur aussi bien que des souvenirs de gloires passées. Leur engagement fut celui de tout un peuple... Rendons hommage à ceux qui ont participé à la libération de l'Algérie.

PREMIÈRE PARTIE

LA CRÉATION DE L'UGEMA : 1955-1957

La prise de conscience de la nécessité de la lutte apparut très tôt chez ces militants. Dès le lycée, voire le collège, ils se rendaient compte de l'oppression de la colonisation, qui était permanente. Par conséquent, comme le dit Lamine Khène : « *Il faut savoir que le nationalisme, dans le sens de libération du joug colonial, n'a jamais cessé.* » Certains furent arrêtés, condamnés et emprisonnés. Tout naturellement, il y en eut parmi eux qui furent recrutés pour militer dans les partis politiques, principalement au sein du PPA-MTLD. En tant qu'étudiants, ils fondèrent l'UGEMA.

Durant la période 1955-1957, ils occupèrent des postes importants au sein de l'UGEMA. En tant que membre de la délégation de Montpellier, Mohammed Ferradi fut élu membre du Comité directeur de l'UGEMA et fut chargé de créer la section de Montpellier. Lamine Khène fut membre de l'AEMAN avant la création de l'UGEMA. Il rejoindra les maquis dès 1956. Belaïd Abdesselam, président de l'AEMAN (1951-1953) et éminence grise de l'UGEMA, deviendra

président honoraire en août 1960. Rédha Malek, secrétaire général de l'Union des étudiants algériens de Paris en 1954, partira en tournée avec Mouloud Belaouane et Mohammed Benyahia pour convaincre les étudiants de la nécessité du « M ». Il sera élu secrétaire général lors du deuxième Congrès, en avril 1956. Fondateur du journal *Le jeune musulman* en 1952, Ahmed Taleb Ibrahimi sera le premier président de l'UGEMA. Mouloud Belaouane fut élu secrétaire général du premier Comité exécutif de l'UGEMA en juillet 1955 et président de l'UGEMA lors du deuxième Congrès, en avril 1956. Belkacem Chérif fut le représentant des étudiants algériens pour l'UGEMA au Maroc. Il présidera également la clôture du sixième Congrès de l'UGEMA, qui eut lieu du 2 au 16 août 1964. Lakhdar Brahimi fut élu vice-président de l'UGEMA en 1956. Enfin, Zahir Ihaddaden, qui avait été secrétaire adjoint de l'AEMAN, fut militant du FLN avant de rejoindre l'UGEMA.

Mais, comme le dit le docteur Ferradi, « *nous ne pouvons cependant pas parler des débuts de l'UGEMA sans évoquer l'historique du mouvement étudiant algérien.* » En effet, l'UGEMA semble être l'aboutissement d'un processus entamé longtemps auparavant, qui apportera sa contribution à la libération nationale. Il ne faut pas, non plus, croire que la genèse de l'UGEMA fut simple : lutte contre les communistes, tentative de récupération de l'Union par certains groupements politiques, etc. Les étudiants durent batailler pour obtenir ce à quoi ils aspiraient : une association démocratique soutenant la Révolution et s'occupant par ailleurs de leurs problèmes estudiantins. Le premier écueil à surmonter fut cependant la « bataille du M », décrite par tous les participants. Cette bataille, selon Mouloud Belaouane, n'avait pas un sens confessionnel car, dit-il, « *pour nous, le "M"*

*n'avait pas un caractère confessionnel, il s'agissait plutôt d'une prise de position nationaliste par rapport à la guerre qui venait de commencer en Algérie. » Une fois ces difficultés dépassées, l'UGEMA acquit un certain prestige, notamment après qu'elle eût déclaré sa solidarité avec le FLN. La déclaration de grève du 19 mai 1956 fut différemment perçue. Les interviewés nous racontent la façon dont ils ont vécu l'interruption de leurs études, vue par tous comme une nécessité. Grève spontanée ou organisée, ils nous rapportent leur expérience. Enfin, tous évoquent les difficultés de l'Algérie indépendante. Pourtant, ces membres actifs de l'UGEMA ont quasiment tous accédé à de hautes positions. Cette première génération de l'UGEMA se compose en effet de sept anciens ministres (Lamine Khène, Belaïd Abdesselam, Rédha Malek, Ahmed Taleb Ibrahim, Mouloud Belaouane, Belkacem Chérif et Lakhar Brahimi). Zahir Ihaddaden a été directeur de l'École supérieure du journalisme dans les années 1970 et a fondé le mouvement politique *El Oumma* en 1990. Mohammed Ferradi, quant à lui, a exercé la médecine (dermatologie).*

INTERVIEW DU D^r MOHAMMED FERRADI
(Réalisée le 15 octobre 2007)

C.M.H. : Parlons des débuts de l'UGEMA.

D^r Ferradi : La naissance de l'UGEMA remonte au 8 juillet 1955 à Paris. Sa création n'est pas un simple fait divers mais un événement important dans la mesure où il entre dans le cadre de l'évolution du mouvement national algérien. Cette évolution fut longue, étalée sur un demi-siècle environ, jalonnée de peines, de souffrances, de larmes et de sang et a abouti en juillet 1962 à la restauration de l'Etat algérien et au recouvrement de la souveraineté nationale. J'ai vécu cet événement en tant que témoin et en tant qu'acteur, puisque je faisais partie de la délégation des étudiants musulmans algériens de Montpellier au Congrès constitutif de l'UGEMA, délégation dûment désignée et mandatée pour représenter les étudiants de Montpellier et pour voter en faveur de l'UGEMA et non de l'UGEA (Union Générale des Etudiants Algériens) en cas de vote. Cette délégation de trois membres (Hacheman Mohammed, Talahite Bekhelouf et moi-même) avait été désignée par les étudiants de Montpellier le 26 juin 1955. Nous ne pouvons cependant pas parler des débuts de l'UGEMA sans évoquer

l'historique du mouvement étudiant algérien, en nous attardant un petit moment sur le cas particulier de Montpellier.

C.M.H. : Pourquoi Montpellier ?

D^r Ferradi : Pour la simple raison que les étudiants musulmans algériens inscrits dans les différentes facultés de Montpellier pour l'année 1955 étaient au nombre de 106. Ce chiffre, qui aujourd'hui peut paraître dérisoire, les classait à l'époque en troisième position après Paris et Alger. D'autre part, les étudiants de Montpellier se sont beaucoup mobilisés durant les années 1955 et 1956 ; la presse locale et régionale en a longuement parlé. Par ailleurs, sur les 106 étudiants de Montpellier, 33 ont rejoint les structures du service de santé de l'Armée de Libération Nationale (ALN). La situation était différente de celle de Paris, d'Alger ou d'autres universités de France. Quand je suis arrivé en 1948 à Montpellier, il n'y avait pas d'Association des Etudiants Musulmans d'Afrique du Nord (AEMAN)⁽¹⁾, mais il existait une Association des Etudiants Musulmans de Montpellier (AEMM). En effet, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les étudiants musulmans maghrébins, étant peu nombreux, se sont unis aux étudiants musulmans du Moyen-Orient pour créer l'AEMM. L'AEMM, tout comme l'AEMAN, contribuait à la défense des intérêts corporatifs de ses membres et à la célébration des fêtes religieuses : Aïd-el-fitr (fête de la rupture du jeûne), Aïd-el-adha (fête du sacrifice qui rappelle la symbolique du geste d'Abraham qui, par amour pour Dieu et en réponse à sa demande, accepte de sacrifier son fils et Dieu, par amour pour l'homme, substitue au fils un bélier). L'AEMM organisait aussi des rencontres et des

1. Voir la suite de l'interview pour un historique de l'AEMAN.

conférences sur l'Islam et sur la civilisation musulmane. Je vous ai dit plus tôt que les étudiants de Montpellier n'étaient pas politisés. Je m'explique : ils n'étaient pas politisés dans le sens où ils n'étaient pas affiliés à des partis politiques, pour la simple raison que les partis politiques n'étaient pas, à cette époque, représentés à Montpellier.

C.M.H. : Mais avant de quitter l'Algérie et de venir en France, ces étudiants n'avaient-ils pas milité en Algérie ?

D^r Ferradi : Cette question est pertinente. Oui, mais le nombre d'étudiants inscrits dans des partis était dérisoire, surtout en ce qui concerne le PPA (Parti du Peuple Algérien). A Montpellier, il n'y avait que trois étudiants inscrits dans des partis politiques :

- Djennas Messaoud, qui est entré au PPA en 1945 dans la section de Belcourt (quartier d'Alger).
- Aroua Ahmed, membre de l'Association des Oulémas.

Tous deux sont restés en contact avec leurs camarades restés à Alger et avec ceux qui avaient rejoint Paris, aussi étaient-ils au courant de ce qui se passait dans leurs partis respectifs.

- Mokdad Allaoua avait sa carte du Parti communiste français (section de Montpellier).

Nous étions en contact avec ces trois amis et avec d'autres étudiants du Maghreb, d'Afrique noire, du Moyen-Orient, du Vietnam et aussi avec des étudiants français libéraux, communistes, socialistes-chrétiens. Nous nous rencontrions souvent lors de petites réunions, au cours desquelles nous discutons du problème colonial en général, de la guerre du Vietnam, mais aussi des problèmes politiques en France et dans le monde. En ce sens, les étudiants algériens étaient politisés. Quant au sentiment national, il était entretenu

par l'attachement aux traditions de notre peuple et continuellement ravivé dans le milieu familial, dans les écoles coraniques, dans les associations sportives ou culturelles et dans le mouvement scout.

C.M.H. : Comment a débuté le mouvement étudiant algérien ?

D^r Ferradi : La naissance du mouvement estudiantin remonte à 1919, au moment où il n'y avait qu'une seule faculté pour toute l'Afrique du Nord, au sein de laquelle se retrouvaient tous les étudiants tunisiens, marocains et algériens, parmi lesquels des musulmans autochtones aussi bien que des Français ou des Français assimilés. Les Français étaient largement majoritaires et seuls quelques étudiants étaient d'origine musulmane. Les étudiants musulmans algériens avaient un statut spécial au sein de l'Association Générale des Etudiants d'Alger⁽¹⁾ (AGEA), ce qui signifie qu'ils pouvaient payer leurs cotisations mais n'avaient pas le droit de vote. Face à cette situation, les étudiants musulmans algériens ont réagi en créant une Association des Etudiants Musulmans de l'Afrique du Nord (AEMAN) en 1919. L'Amicale des Etudiants Musulmans Nord-Africains (AEMNA) fut créée à Paris quelques années plus tard, vers 1926 je crois. En 1928, Ferhat Abbas proposa de rebaptiser l'Amicale des étudiants musulmans nord-africains « Association des étudiants musulmans nord-africains », d'après Abdesselam⁽²⁾.

L'historien et ancien membre de l'UGEMA et du FLN-ALN, Mahfoud Bennoune, affirme dans un article

1. L'AGEA avait été créée en 1883 et refusait d'intégrer pleinement les « non-citoyens » et les Juifs.

2. Voir le document sur l'UGEMA rédigé par Belaïd Abdesselam à l'occasion de la célébration, le 29 juin 2005 à Tlemcen, du cinquantième anniversaire de la création de l'Union.

paru dans *Le Quotidien d'Oran*⁽¹⁾ que c'est l'AEMAN qui a formé les futurs leaders nationalistes algériens, alors que la réalité est plus contrastée. Déjà en 1937, Benabdallah, étudiant algérien de Paris et membre de l'ENA⁽²⁾ depuis 1933, est élu président de l'AEMAN, par laquelle allaient transiter la plupart des futurs dirigeants et cadres du mouvement nationaliste, comme par exemple : le D^r Lamine Debaghine, futur chef du PPA clandestin de 1939 à 1946, Ferhat Abbas, futur leader de l'UDMA et premier président du GPRA, Youssef Ben Khedda, futur secrétaire général du MTLD et deuxième président du GPRA, Mohamed Sahli, futur historien et penseur du Mouvement national algérien, Abderrahmane Kiouane, fondateur de l'Association des élèves musulmans des lycées et collèges d'Algérie en 1944 et l'un des futurs dirigeants du MTLD, Brahim Maiza, un des futurs dirigeants du MTLD, Belaïd Abdesselam, un des futurs fondateurs de l'UGEMA. S'il est vrai que les personnes illustres citées par le regretté Mahfoud Bennoune ont transité par l'AEMNA et ont exercé des responsabilités, il est non moins vrai que les membres de l'AEMAN à Alger, qui étaient déjà membres actifs du PPA-MTLD et qui formaient la section universitaire de ce parti, ont politisé l'AEMNA à partir des années 1949-1950. Pour rétablir la juste perspective historique, nous pouvons dire que les AEMAN, aussi bien celle d'Alger que celles de France, ont contribué depuis leur création et jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale à raviver chez leurs membres le sentiment national et à les sensibiliser au problème politique algérien. Tous les partis ont cherché à exploiter l'AEMAN par la suite.

1. Mahfoud Bennoune, « A propos de la "grève des étudiants du 19 mai 1956" », *Le Quotidien d'Oran*, 28 mai 2002.

2. Étoile Nord-Africaine, mouvement nationaliste algérien ; a été fondée par Messali Hadj en 1926 et réorganisée en 1933.

C.M.H. : Quels partis ?

D^r Ferradi : Le Parti communiste algérien et les partis nationalistes, comme le PPA, issu de l'Etoile nord-africaine créée en 1926 à Paris par Messali Hadj, l'UDMA, créée par Ferhat Abbas, l'Association des Oulémas, qui était une organisation apolitique mais qui, sur le terrain, agissait comme un parti politique. Le parti communiste contrôlait déjà à l'époque toutes les associations d'Outre-mer, à l'exception de l'AEMNA. Tous ces partis voulaient mettre la main sur le mouvement estudiantin. Une lutte allait s'engager entre les partis, notamment entre le PPA-MTLD et le parti communiste. L'objectif était de monopoliser la représentation algérienne au sein de l'AEMAN et la situation était différente selon qu'on était à Paris ou à Alger. Les étudiants PPA étaient majoritaires à Alger et dominèrent l'AEMAN jusqu'en 1952, année charnière. Les étudiants PPA étaient minoritaires à Paris, mais grâce à leur alliance avec l'Istiqlal et le Néo-Destour, ils prirent les commandes au niveau de la représentation des étudiants algériens au sein de l'AEMNA.

C.M.H. : Pourquoi l'année 1952 a-t-elle été une année charnière ?

D^r Ferradi : Premièrement, en juillet 1952 à Alger eut lieu, sous les auspices du MTLD, une rencontre entre responsables étudiants et lycéens (militants du MTLD) dans le but de créer une union nationale ou une union magrébine. L'idée n'était pas neuve, elle avait déjà été soulevée et discutée lors de la tenue de plusieurs congrès maghrébins à Tunis, Alger ou Tlemcen. Deux propositions furent débattues : celle d'Amir Benaïssa, appuyée par Lamine Khène, d'une Union Musulmane de l'ensemble des Etudiants du Maghreb (UMEM) et celle d'une Union nationale algérienne, formulée par Abdelmalek Benhabyles, qui était aussi appelé Socrate.

C.M.H. : Pourquoi Benhabyles était-il aussi appelé Socrate?

D^r Ferradi : C'est un surnom que les copains de Paris lui ont donné et qui est resté même quand il a été nommé ministre. La seconde proposition ne précisait pas si l'on devait ou non mettre l'accent sur l'appartenance musulmane. La première proposition, quant à elle, ne tenait pas compte du Néo-Destour, dont les adhérents allaient créer l'Union Générale des Etudiants Tunisiens (UGET) en 1953. Deuxièmement, à la rentrée universitaire 1952-1953, Belaïd Abdesselam, qui était à la tête du mouvement en tant que militant PPA-MTLD, a été roulé par les communistes et l'UDMA, qui renversèrent en son absence la direction de l'AE MAN et en prirent les commandes en 1953-1954.⁽¹⁾ Le PPA ne réagit pas, car les problèmes ayant mené à la scission⁽²⁾ avaient commencé, mais Belaïd Abdesselam prit sa revanche sur les communistes en s'attachant à la création de l'UGEMA. Il a toujours eu un problème avec les communistes. A la même époque, les étudiants algériens communistes de Paris, encouragés par ce qui s'était passé à Alger (événement que certains camarades d'Alger qualifiaient de coup d'état contre Belaïd), vont tenter de mettre la main sur la représentation des étudiants algériens de Paris avec à leur tête un meneur hors pair : Inal Ahmed, un étudiant très intelligent et très dynamique, qui devenait le pivot d'une vaste coalition contre les étudiants PPA.

C.M.H. : Parlez-nous de cette coalition.

1. Guy Pervillé, *Les étudiants algériens*, p. 66.

2. Pour un historique des problèmes qui ont mené à la scission, se référer à l'ouvrage d'Ahmed Mahsas, *Le mouvement révolutionnaire en Algérie. De la 1^{ère} guerre mondiale à 1954*. Editions l'Harmattan, 1979, p.260-303.

D^r Ferradi : Je vous disais plus tôt que le parti communiste d'une part et le PPA d'autre part s'étaient engagés dans une lutte dure et constante pour avoir le monopole de la représentation algérienne au sein de l'AEMAN à Alger. Ceci dit, j'ai deux remarques à faire :

- Le Parti communiste français avait, à Paris, la main sur toutes les associations des étudiants originaires des colonies, sauf sur celle des étudiants maghrébins, l'AEMNA.

- Le Parti communiste français organisait ses sympathisants étudiants venus des pays colonisés en « groupes de langues » selon leurs origines. Autour du « groupe de langue » algérien se retrouvaient, aux côtés des militants communistes, tous ceux qui considéraient utopique l'objectif d'Indépendance du PPA et qui rejetaient la conception du PPA d'une nation arabomusulmane. Pour Mohammed Harbi, l'adhésion des Algériens au PCF se fondait sur un ensemble d'idées confuses : s'y mêlaient une aspiration à la liberté individuelle, une volonté de laïcisation acquise à l'école française et le souci d'être les acteurs de la modernisation de leur pays. Par le biais du communisme, ils se donnaient, de façon plus ou moins consciente, les moyens d'intérioriser le modèle français sans se culpabiliser, puisqu'ils ne s'assimilaient pas aux Français. En adhérant au parti communiste, ils s'inscrivaient dans un mouvement international et assumaient tous les idéaux de l'école républicaine, tout en s'affirmant anti-colonialistes. Belaïd Abdesselam, à cette époque, les qualifiaient de laïco-assimilationnistes ou de berbéro-communistes. Pour contourner l'obstacle que constituait l'alliance des étudiants PPA avec les étudiants tunisiens et marocains, les communistes ont choisi un autre terrain que celui de l'AEMNA et ont lancé un appel à la création d'une union composée des seuls étudiants algériens et plus précisément des seuls étudiants algériens

de Paris. A ce moment s'est posée la question suivante : faut-il n'admettre que les étudiants musulmans ou bien aussi les Européens et Juifs d'Algérie ? La question était très grave. C'étaient la notion d'identité algérienne et la définition de la Nation algérienne qui étaient en jeu. Il est notoire aujourd'hui comme hier que les peuples du Maghreb, dont le peuple algérien, sont arabes et musulmans, c'est à dire qu'ils appartiennent à l'aire de la civilisation arabo-musulmane, tout comme les peuples du sud de l'Europe ont des sources gréco-latine et judéo-chrétienne. D'autre part, quand les Arabes sont arrivés au Maghreb, ils ne prêchaient que l'Islam comme religion, et ce que nous appelons civilisation arabo-musulmane n'existait pas encore. Ce sont tous les peuples qui ont opté pour l'Islam comme religion qui vont contribuer à la genèse de cette civilisation. Durant toute l'année 1953 eurent lieu des débats passionnés. Nous en parlerons plus longuement une autre fois si l'occasion vient à se présenter. L'Union des Etudiants Algériens de Paris (UEAP) naquit de cette sensibilité, en décembre 1953, malgré l'opposition du PPA alors en crise. Juifs et Européens furent admis. Les communistes veillèrent à ce qu'ils ne soient pas représentés à la direction. Malgré la victoire communiste, les jeux étaient loin d'être faits. D'après Harbi, « les communistes qui manœuvraient avec habileté proposeront, au cours de l'assemblée constitutive de l'UEAP, une liste unique dans laquelle un tiers des postes nous était réservé. Nous avons rejeté cette proposition avec la volonté de reprendre l'offensive sur un terrain où nous serions plus à l'aise, le terrain national, en amenant les communistes à s'engager en faveur de la tenue d'un congrès national des étudiants au mois de juillet 1954 »⁽¹⁾.

1. Mohammed Harbi, *Une vie debout: Mémoires politiques, Tome 1: 1945-1962*. Casbah-Editions. Alger. 2001. p. 106.

C.M.H. : Ce congrès a-t-il eu lieu ?

D^r Ferradi : Non, pour la simple raison, comme nous l'avons dit plus haut, que le PPA était entré dans une grave crise qui, en juillet 1954, a abouti à sa scission et qui mènera au déclenchement de la lutte armée, le 1^{er} Novembre 1954.

C.M.H. : Beaucoup d'Algériens musulmans avaient des problèmes avec les communistes.

D^r Ferradi : Les problèmes entre les communistes et les nationalistes remontent au temps de l'Etoile nord-africaine, née dans le parti communiste. Les objectifs entre les deux partis n'étant pas les mêmes, il y a eu scission. Les communistes ont toujours conclu des alliances occasionnelles et se sont servis des colonies pour embêter l'Occident. D'un autre côté, Messali était non seulement nationaliste, mais également soufi, très religieux, et contre le communisme. Ça ne pouvait pas marcher.

C.M.H. : Dans quelle mesure le soufisme a-t-il influencé l'organisation ?

D^r Ferradi : C'est un grand sujet sur lequel on pourrait revenir après⁽¹⁾. L'idée de la création de l'UGEMA est donc partie des années 1949-1950 et lors des congrès nord-africains, on parlait de créer une association à l'échelle des trois pays. Le projet existait déjà bien avant la naissance du FLN, qui n'a pas créé l'UGEMA et n'a pas décrété la grève. Lamine Khène est un élément moteur de la création de l'UGEMA. Quand les communistes ont eu gain de cause, ils ont créé, en 1953, l'Union des Etudiants Algériens de Paris (UEAP) et le PPA-MTLD n'a pas réagi. La création de l'Union des étudiants algériens de Paris a été

1. Voir la fin de l'interview pour la question du soufisme.

un peu la deuxième bataille gagnée par les communistes sur Belaïd Abdesselam.

C.M.H. : Vous voulez dire la création de cette union ?

D^r Ferradi : Oui, il a perdu la bataille. Mais après le déclenchement de la Révolution, les étudiants algériens d'Alger, avec à leur tête Benyahia, Khène, Benbaatouche, etc., ont lancé l'idée de créer une union nationale. Abdesselam se trouvait à ce moment-là à Paris et la guerre de libération avait commencé depuis deux ou trois mois. Khène a alors contacté Abdesselam, qui ne demandait pas mieux, car il avait sa revanche à prendre contre les communistes. Quand les communistes ont appris cela, ils ont lancé l'Union générale des étudiants algériens au lieu de l'Union des étudiants algériens de Paris. On s'est donc retrouvés avec deux mouvements, l'un procommuniste et l'autre, l'UGEMA, à connotation identitaire, pro-MTLD et FLN. C'est ainsi que la bataille du « M » a commencé à partir de mars 1955 et que chaque clan a envoyé ses émissaires. Rédha Malek était celui de l'UGEMA et il est venu défendre sa théorie sur l'UGEMA à Montpellier. Les partisans de l'UGEA ont quant à eux envoyé Ahmed Inal pour défendre leurs idées. Le clivage était tel qu'on a appelé Rédha Malek « Monsieur M » et Inal « Monsieur E ». Beaucoup de réunions ont été organisées, dans toutes les universités de France, avec des débats parfois houleux. Benyahia est alors venu d'Alger à la rescousse de Belaïd Abdesselam pour pousser les universitaires de province à se rallier à l'UGEMA. Belaïd Abdesselam lui avait dit, à son arrivée à la gare de Lyon : « Paris est encerclée ! ». Il voulait en fait dire que Paris était encerclée par la province. Ce qui nous différenciait, c'était le problème identitaire et la définition de la Nation algérienne. Les deux tendances UGEA et

UGEMA se sont réunies le 6 juillet 1955 lors d'une conférence et on ne s'est pas mis d'accord. Les partisans de l'UGEA n'ont pas voulu passer au vote parce qu'ils savaient qu'ils auraient perdu. Ils sont donc sortis et ont tenu seuls leur Congrès. Il y a donc eu deux congrès, un de l'UGEMA et l'autre de l'UGEA. L'UGEA n'ayant jamais déposé les statuts, elle fut automatiquement dissoute en octobre. De notre côté, la conférence préparatoire se transforma en Congrès constitutif. Une fois l'UGEMA créée, il fallait aussi créer des sections. Moi, en tant que membre de la délégation de Montpellier, j'ai été élu membre du Comité directeur de l'UGEMA et chargé de créer la section de Montpellier. Le premier président de l'UGEMA a été Taleb Ahmed, qui a ensuite été écarté par Abdesselam, et le deuxième président a été Belaouane, un des incondtionnels d'Abdesselam.

C.M.H. : Comment Abdesselam l'a-t-il écarté ?

D^r Ferradi : Il y a mille façons d'écarter quelqu'un.

C.M.H. : Comment s'est déroulée la constitution des sections universitaires dans les différentes villes ?

D^r Ferradi : Nous nous sommes consacrés, en septembre, à la création des sections de l'UGEMA dans les différentes universités. A Montpellier, avant l'assemblée générale et comme le voulait la tradition, les plus âgés se sont réunis en petit groupe pour discuter du choix des futurs candidats au Bureau de la section. Il faut rappeler qu'à cette époque, les aînés jouissaient auprès des plus jeunes d'une certaine considération et d'une certaine autorité morale. Les aînés jouaient le rôle de comité des sages, dont je faisais partie (j'entamais ma deuxième année de spécialité en médecine). Pour le poste de secrétaire général de notre section, j'ai proposé la candidature de Mohammed Khemisti, un

jeune étudiant qui était en première année de médecine et qui m'avait été présenté deux années auparavant lors de son arrivée à Montpellier. J'ai appris à le connaître et à apprécier ses qualités : sérieux, méthodique, bosseur et sincère. Notre réunion s'est déroulée dans l'une des salles du café de l'Esplanade. Khemisti se trouvait dans la grande salle du même café ; nous l'avons appelé et je l'ai présenté. Après un quart d'heure de discussion, sa candidature fut agréée.

Le deuxième Congrès de l'UGEMA se tint à Paris, du 24 au 30 mars 1956. Soixante délégués étaient présents et la majorité d'entre eux avaient déjà assisté au Congrès constitutif. La section de Montpellier était composée des membres du Comité directeur Talahite Bekhelouf, Hacheman, (empêché par des obligations familiales, il fut remplacé par Kellou Mohammed, excellent juriste) et moi-même ainsi que du secrétaire de la section de Montpellier, Mohammed Khemisti, qui fut désigné secrétaire de séance du Congrès. Le président sortant, Taleb Ahmed, ayant déjà intégré le FLN et ayant d'autres obligations, n'a pas brigué un autre mandat. C'est Mouloud Belaouane, candidat soutenu par Belaïd Abdesselam, qui sera élu comme second président. D'autre part, Hacheman, étant retenu par des obligations familiales, et moi-même, devant bientôt rejoindre les rangs de l'ALN, nous n'avons pas brigué un second mandat. Nous avons présenté la candidature de Kellou à la place de Hacheman et celle de Khemisti à ma place. Il faut souligner que notre Union, qui était une association à caractère apolitique, allait néanmoins voter une motion politique reconnaissant le FLN comme seul et unique représentant du peuple algérien et demandant la proclamation de l'indépendance de l'Algérie, la libération de tous les patriotes emprisonnés et des négociations avec le FLN. Quinze ou vingt jours après

le Congrès a eu lieu la journée de grève de la faim. L'UGEMA, par solidarité avec le peuple en lutte, décida et ordonna à toutes les sections d'observer la grève de la faim pour une journée. Le Bureau de la section de Montpellier s'est réuni en urgence et a décidé d'observer la grève, de tenir un point de presse au café de l'Esplanade, lieu de nos rendez-vous, de tenir après la rupture du jeûne une réunion et de donner une conférence pour expliquer le pourquoi de la grève. Nous avons quatre jours devant nous pour trouver un local, obtenir l'autorisation de la préfecture et lancer les invitations. Trois membres du Bureau de la section de Montpellier, Khemisti, Djennas et Laliem, sollicitèrent une autorisation auprès de la préfecture, qui leur fut accordée. La CGT, syndicat ouvrier communiste, mit gracieusement à notre disposition la salle de conférences de son siège à la Bourse du Travail, située rue du Carré des Rois. Les invitations furent adressées aux journalistes, aux responsables du parti communiste et du parti socialiste, aux étudiants d'Afrique noire et du Vietnam. La veille de la grève, une surprise nous attendait. Khemisti fut convoqué à la préfecture où on lui signifia que, par mesure de sécurité, l'autorisation de tenir la réunion nous était retirée. Nous tînmes alors une réunion de crise. La CGT, quant à elle, confirma et maintint son offre gracieuse pour la salle. Dès lors, nous décidâmes de passer outre le conseil ou l'ordre de la préfecture.

Le lendemain, la grève fut effective. Toumi, Laliem et moi-même nous réunîmes :

- Chers amis, je crois qu'il est temps de prendre une décision, nous dit Toumi.
- Ce à quoi tu penses, nous y pensons aussi, répondit Laliem.
- Rejoindre les frères au maquis, dis-je pour conclure.

- Comment ? demanda Toumi.
- Que Ferradi parle à Moussa ou aille voir Moussa, répondit Laliem.
- Plutôt me déplacer et aller à Lyon, répondis-je.

Après avoir fixé rendez-vous, je pris le train pour Lyon. Moussa Boudiaf m'attendait à la gare. Lorsque je lui posai la question, il me répondit qu'il n'avait reçu, jusque là, aucune instruction dans ce sens. « S'il y a du nouveau, je vous contacterai » me dit-il. Je repris le train pour Montpellier. Mes camarades étaient déçus. Le 19 mai, nous apprenons par la presse que l'UGEMA venait de déclencher une grève générale illimitée des cours et des examens. C'était la surprise. Nous nous réunissons en urgence et tentons, en vain, de joindre Paris. Nous arrivons à contacter Marseille, Lyon, Toulouse et Bordeaux. Tous étaient dans la même situation que nous. Nous arrivons enfin à joindre Paris : comme tous les étudiants, ils venaient d'apprendre la nouvelle par la presse. La décision fut prise immédiatement de tenir une réunion des représentants de toutes les sections de l'UGEMA de France. Montpellier dépêcha Khemisti, en lui donnant le mandat de voter non au caractère illimité de la grève en cas de vote. Khemisti nous prévint de Paris, par téléphone, qu'il n'était pas question de vote et que Belaïd était en route vers Alger pour s'informer sur place. Le lendemain, Khemisti, toujours par téléphone, m'apprit que la décision de la grève avait été prise par la section d'Alger et que l'ordre de la déclencher venait du FLN.

C.M.H. : On dit que Belaïd s'est rendu à Alger pour mettre la section d'Alger au pas. Qu'en pensez-vous ?

D^r Ferradi : C'est une version qui pourrait séduire certains. Pour comprendre cette version, il faut revenir au Congrès constitutif et mieux encore à la réunion de la commission des statuts. J'en faisais partie. Elle était

présidée par Benyahia, qui en était aussi le rapporteur. D'autre part, toute la mouture du projet des statuts était de sa main. Il y avait un article du projet dont la rédaction un peu ambiguë donnait à penser que l'auteur voulait donner autant d'importance à la section d'Alger qu'à toute l'Union. Nous étions deux ou trois à nous opposer à cet article. Benyahia nous avait répondu que nous avions toujours la possibilité de soulever le problème en séance plénière. Entretemps, un des membres de la commission a dû en parler à Belaïd. Il s'en est suivi un petit accrochage entre Belaïd et Benyahia. Belaïd aurait dit à Benyahia : « Mais c'est du bicéphalisme ! » Tous deux avaient raison. L'Union ne pouvait avoir deux directions, l'une à Paris et l'autre à Alger ; mais, la Révolution se passait à Alger et non à Paris et nos camarades d'Alger la vivaient quotidiennement dans leur chair et leur sang. Les événements allaient donner raison à Benyahia. La section d'Alger respectait la hiérarchie. Lamine Khène, le rédacteur de l'appel à la grève, avait essayé en vain d'entrer en contact avec Belaïd pour le mettre au courant et lui demander que l'Union lance l'appel à partir de Paris. Deux jours plus tard, c'est le FLN qui allait lui ordonner de déclencher la grève. Dès le retour de Belaïd, l'UGEMA vota pour la grève et lança un appel plus modéré quant à la forme.

C.M.H. : Revenons à Khemisti. Qu'est-il devenu ?

D^r Ferradi : Il a téléphoné de Paris pour nous dire qu'il ne rentrerait pas à Montpellier parce qu'on l'avait chargé d'une mission.

C.M.H. : Quelle mission ?

D^r Ferradi : Belaïd l'avait chargé de rendre visite à nos sections de France et d'inciter les étudiants en médecine à se porter volontaires pour rejoindre le

maquis. Je n'ai plus revu Khemisti avant 1962, à Rocher Noir, où il était directeur ou chef de cabinet de Farès, président de l'Exécutif provisoire.

C.M.H. : Quels étaient vos rapports avec le FLN ?

D^r Ferradi : On m'a souvent posé la question suivante : qui a créé l'UGEMA ? Le FLN ou les étudiants ? Le FLN n'existait pas encore lorsque les étudiants ont pensé à créer leur union. Le FLN ne s'est doté d'une direction qu'après la sortie d'Abane de prison en mars 1955. Certes, la direction du FLN a donné son aval et sa bénédiction. Nous pouvons ajouter que la plupart des étudiants qui ont lancé l'appel pour la création de l'Union avaient, dès le mois d'avril, intégré le FLN, comme par exemple Mohammed Benyahia, Lamine Khène, Alloaoua Benbaatouche, Omar Oussedik et Hermouche Saïd. Pour résumer, nous pouvons dire que le FLN a certes créé l'Union des travailleurs (UGTA) et celle des commerçants (UGCA), mais il n'a pas créé l'UGEMA qui, bien qu'ayant obtenu la bénédiction du FLN, était l'œuvre des étudiants. Mais il faut souligner qu'avant et après sa création, l'UGEMA a travaillé pour le FLN.

C.M.H. : Les étudiants étaient-ils vraiment tous politisés ?

D^r Ferradi : Il faut rappeler que la province n'était pas politisée parce que les partis n'étaient pas représentés au niveau des villes universitaires de province, mais les étudiants s'intéressaient à tout ce qui se passait dans le monde et en particulier en Algérie. Après la grève, Montpellier a fourni 33 médecins et étudiants en médecine, dont cinq ou six sont morts au maquis et deux ont fait de la prison : Laliem et Ziroute, de son vrai nom Sylvain Bret.

C.M.H. : Avant de venir en France, les étudiants n'étaient-ils pas encadrés politiquement en Algérie, par le PPA-MTLD par exemple ?

D^r Ferradi : Il n'y avait pas d'école du Parti et jusqu'à présent, 40 ans après l'indépendance, il n'y a pas d'école de cadres du Parti. Il y avait uniquement de la sensibilisation et une formation sur le tas. L'idéologie du Parti n'était pas suffisamment claire, comme c'était le cas au parti communiste par exemple. Les étudiants n'étaient pas nombreux et s'intéressaient d'abord aux études, mais ils avaient des contacts avec le monde ouvrier. Le Parti ne s'intéressait qu'aux grands pôles qu'étaient Paris et Alger. C'est juste avant la grève que l'idée d'adhérer au FLN a commencé à circuler. Les gens étaient curieux de savoir ce qu'était le FLN. C'est lors du deuxième Congrès que j'ai compris que Benyahia était du FLN et je lui ai dit que beaucoup de camarades, surtout les plus jeunes, souhaitaient rejoindre cette organisation. Il m'a alors conseillé d'adopter le système pyramidal qui consiste à créer une cellule avec au moins deux amis qui créeront aussi des cellules avec deux de leurs amis et ainsi de suite... jusqu'à ce que le FLN nous contacte. Ce n'est pas le FLN qui nous a contactés mais un représentant MNA qui venait de Clermont-Ferrand. Comme il cherchait des étudiants algériens, les gens l'ont emmené chez Khemisti, qui était le secrétaire général de la section de l'UGEMA. Khemisti a alors cherché à me contacter et comme il n'arrivait pas à me joindre, il a alors contacté Toumi, qui était le président de l'Association des étudiants musulmans, qui regroupait tous les étudiants musulmans puisqu'il n'y avait pas de section de l'AEMNA. Toumi faisait partie de la cellule que je venais de former. Nous nous sommes réunis et nous avons pu rencontrer ce représentant du MNA. Un mois après, quelqu'un du FLN nous a contactés, mais nous

n'avons pas pu nous entendre avec cette personne. Le FLN nous a alors envoyé un responsable qui n'était autre que le frère de Mohammed Boudiaf. En fait, le FLN, qui n'existait pas encore, commençait tout juste à s'organiser.

C.M.H. : C'était à quelle date ?

D^r Ferradi : C'était à partir de la fin 1955, avant les accrochages de 1956. En mars 1956, j'ai été chargé de contacter les ouvriers de Clermont-Ferrand. Avant la grève, les deux membres de la première cellule et moi-même nous étions portés volontaires pour partir au maquis. Nous avons fini nos études et étions tous les trois en deuxième année de spécialité. Laliem était en ophtalmologie, Toumi en cardiologie et moi en dermatologie. Boudiaf nous avait dit de patienter puisqu'il n'avait reçu aucune instruction. Au moment de la grève, ils ont fait appel à sept étudiants en médecine, mais on n'arrivait pas à retrouver Laliem, qui avait disparu du jour au lendemain. Ce n'est que récemment, 50 ans après, qu'il m'a expliqué qu'il nous avait devancés à Tunis puisqu'il s'était rendu compte, par sa belle-sœur qui faisait partie d'un mouvement gaulliste, qu'il était recherché. Ce n'est qu'à la mi-juin que nous autres sommes partis. J'étais le responsable du groupe au sein duquel il y avait Toumi, Hassan Menad, qui était en quatrième année de médecine, Ouldawi et Ben Osman, qui étaient tous deux en troisième année de médecine. Un étudiant en droit voulait absolument venir, je l'ai donc mis à la place de Laliem, qui était déjà parti. Le 30 juin, nous sommes arrivés à Paris. Moussa Boudiaf m'avait demandé d'aller dans un café situé non loin de la gare de Lyon, en face d'un commissariat de police. J'y ai rencontré un monsieur qui m'a donné comme nom de passe « Choukri » et qui m'a remis trois clés de chambres du pavillon marocain de la cité universitaire ainsi que des

tickets restaurants. Le lendemain, je l'ai revu et il m'a donné d'autres tickets. Ce n'est qu'au troisième jour qu'il m'a présenté un autre monsieur, un important responsable qui voulait savoir combien d'entre nous avaient un passeport. Sur les sept, nous étions trois à en avoir un ; les autres avaient juste des cartes d'identité. Il a ordonné que nous trois, qui avions un passeport, nous allions à Tunis et m'a donné un peu d'argent parce qu'on devait prendre le train et attendre trois jours, à Rome, notre correspondance. Une fois à Tunis, Abdelmajid Chaker, responsable de la jeunesse destourienne et qui sera le premier ambassadeur tunisien à Alger, est venu nous chercher pour nous emmener dans une colonie de vacances en nous disant que nous devions représenter l'UGEMA au Congrès de l'UGET prévu pour le lendemain. Le lendemain, nous nous rendons au Congrès. Comme par hasard, nous nous retrouvons en face de l'UNEF. Toumi, qui avait remarqué la présence des drapeaux de tous les pays invités sauf du nôtre, sort de sa poche un drapeau algérien et le plante dans une pomme de terre. Je dis à Toumi : « Nous allons droit vers l'incident diplomatique » et il répond : « Je m'en fous ». Le président de l'UNEF se lève et se dirige vers les responsables tunisiens, parmi lesquels M'bazaa Fouad, un ami étudiant et président de l'Association des étudiants musulmans de Montpellier. Le responsable de l'UNEF s'exclame : « Il n'est pas question que le drapeau algérien soit exhibé dans cette salle ». M'bazaa se retourne alors vers moi et me dit : « Tu vois dans quel pétrin vous nous mettez. Essayez de raisonner Toumi. » J'ai pris à part le responsable de l'UNEF et lui ai dit : « Vous avez complètement raison. N'oublions pas que l'UNEF soutient souvent l'UGEMA, mais vous savez que pour nous des rencontres comme celle-ci sont une tribune pour défendre notre cause. Essayons de ne pas faire capoter le

Congrès de l'UGET. Nous allons retirer le drapeau et le remplacer par l'emblème de l'UGEMA. » Taleb Ahmed est venu en fin d'après-midi pour représenter l'UGEMA, mais aussi en tant que membre du FLN. Je lui ai montré le discours qu'on avait préparé pour notre intervention. Il l'a pris et corrigé et c'est lui qui a ensuite parlé.

C.M.H. : Quand cela a-t-il eu lieu ?

D^r Ferradi : C'était en juillet 1956⁽¹⁾.

C.M.H. : Alors vous pensiez aller au maquis comme médecins de guerre mais vous vous êtes retrouvés représentants de l'UGEMA au Congrès de Tunis ! Avez-vous ensuite regagné l'ALN ?

D^r Ferradi : Oui. On nous a présentés deux jours plus tard au D^r Mohamed Nekkache du FLN, qui nous a reçus. Il deviendra ministre à l'indépendance et a été mon premier patron. Il y a ensuite eu une autre bagarre au sein du FLN pour prendre la base de Tunis. C'était entre la direction d'Alger de Ben Khedda et les types du Caire, c'est-à-dire Ben Bella et Aït Ahmed, qui ont pris la base de Tunis avec l'aide de la gendarmerie tunisienne.

C.M.H. : Et Nekkache alors ?

D^r Ferradi : Il faisait partie de ceux que la direction d'Alger avait envoyés pour prendre la base de Tunis.

1. Taleb n'était plus président de l'UGEMA, mais il était en mission pour la Fédération de France du FLN. Voir *Mémoires d'un Algérien, Tome 1 : Rêves et épreuves (1932-1965)*, Alger : Editions-Casbah, 2006. p. 106. Voir aussi son témoignage, ci-dessous, p. ???.

2. Le 22 octobre 1956, l'avion transportant Ben Bella et ses compagnons, de retour du Maroc où ils avaient rencontré le souverain Mohamed V et en route vers Tunis, où ils doivent rencontrer Bourguiba, est détourné et atterrit à Alger. Ben Bella et ses compagnons seront internés et ne seront libérés qu'en 1962.

C.M.H. : Et puis il y a eu l'histoire de l'avion⁽¹⁾...

D^r Ferradi : Oui, c'était en octobre.

C.M.H. : En tant qu'étudiants, étiez-vous vraiment tiraillés entre toutes ces forces politiques externes ?

D^r Ferradi : Non. Quand Nekkache, mon responsable, a disparu, j'ai continué à prendre en main le centre de formation qu'il dirigeait.

C.M.H. : Nekkache a disparu ?

D^r Ferradi : Oui. Il était, je crois, parti en Libye et risquait de se faire zigouiller par Abdelhaï.

C.M.H. : Qui est Abdelhaï ?

D^r Ferradi : Il avait une petite formation politico-militaro-administrative et était étudiant de la Zitouna, en rapport avec la wilaya⁽¹⁾.

C.M.H. : Déjà en 1956 ?

D^r Ferradi : Oui, avant 1956.

C.M.H. : Il travaillait alors pour les gens du Caire, les gens de Tunis, ou pour ceux d'Alger ?

D^r Ferradi : Il ne connaissait pas Alger. D'abord, Abane, qui était en prison avant le déclenchement de la Révolution, était sorti. Il a été contacté par Ouamrane, avec la bénédiction de Krim, pour prendre Alger. Ils sont tous kabyles et se sont retrouvés, en tant qu'anciens du collège de Blida, avec Ben Khedda et Saad Dahlab. Larbi Ben M'hidi les a ensuite rejoints. Ils ont eux-mêmes constitué la direction politique de l'intérieur. La tactique d'Abane était d'abord de créer le vide politique devant la France et de préparer un

1. Saïd Abdelhaï, dit Tidjani, était l'homme de confiance d'Abbès Laghrour, dirigeant de la wilaya I (Aurès) en 1956, d'après Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962*. Casbah-Éditions. Alger. 2003. p. 197.

congrès pour l'organisation et la centralisation de la Révolution. Il a réussi à créer le vide et à rallier tous les partis. Le Front lui-même a commencé à devenir un parti, même s'il gardait l'appellation de Front. Il pensait aussi prendre la base de Tunis et c'est pour ça qu'ils ont envoyé le groupe de parachutés dont je parlais plus tôt et dont faisait partie Nekkache. Ce groupe, une fois à Tunis, a trouvé une organisation, a commencé à faire des collectes, à acheter des armes, etc. Ils ont donc été obligés de composer, mais chacun avec des arrière-pensées. Moi, je ne sais pas d'où c'est parti ; je m'occupais du centre et formais les secouristes.

C.M.H. : Je demande cela parce que je m'intéresse aux rapports entre ces étudiants bien formés et les politiciens qui l'étaient moins et qui avaient les armes.

D^r Ferradi : Les politiciens bien formés étaient surtout les anciens étudiants. Certains ont fait leurs premières armes au parti communiste, mais le Parti, comme je vous l'ai dit, n'avait pas une idéologie claire et il n'y avait pas d'école de cadres du Parti. Mais ça, c'est toute l'histoire de l'Algérie depuis la conquête parce que l'élément bourgeois et l'élément intellectuel ont été décimés. La bourgeoisie sur laquelle on peut s'appuyer est morte ou a émigré en Tunisie, au Maroc et au Moyen-Orient. Même certains terriens des campagnes ont été dépossédés de leurs terres pour en faire des prolétaires et c'est le petit peuple qui s'est accroché à la terre qui a fait les petites émeutes. Même nous qu'on appelle les « intellectuels bâtards », nous avons pris le train en marche...

C.M.H. : Mais c'est ça un peu le problème de l'UGEMA...

D^r Ferradi : Non. L'UGEMA a fait du bon travail. Nos aînés ont fait un bon travail sans réussir à prendre les commandes...

C.M.H. : Justement, le fait que les intellectuels ont été marginalisés ou le fait qu'on peut avoir un autre islamisme non modéré...

D^r Ferradi : Il y a d'abord un problème des intellectuels du fait même de leur formation. Certains ont été formés à l'école laïque républicaine française et d'autres ont étudié dans des universités traditionnelles. Nous n'étions pas nombreux et aucun groupe ne faisait le poids dans la vie du pays. L'élite bâtarde est celle qui est passée par l'école française, qui est un peu traditionnelle et un peu de tradition laïque. Ceux qui avaient pris les rênes du Parti avaient une hantise de ces intellectuels qui pouvaient prendre leur place. Ça a fini par éclater avec la scission des partis. Il y a toute une analyse psychologico-historique à faire du mouvement national algérien.

C.M.H. : Mais c'est ce qu'on essaie de faire avec l'UGEMA...

D^r Ferradi : Les partis ont marqué les étudiants, mais les étudiants ont aussi marqué les partis.

C.M.H. : A l'ALN, il y avait un corps de médecins, mais votre expérience...

D^r Ferradi : Il s'agit là de toute l'organisation du service santé de l'ALN, indépendamment de tout ce qu'on a fait.

C.M.H. : Etiez-vous dans le service en 1956 ?

D^r Ferradi : Le service santé était constitué, avant qu'on ne vienne, de secouristes formés à la hâte et d'infirmiers qui travaillaient parmi l'immigration algérienne en Tunisie. Nous avons formé le personnel

médical et paramédical, créé des unités, des écoles d'alphabétisation... L'idée de Nekkache était de changer les mentalités des jeunes dirigeants. Au début, c'était des cours très simples que nous avons développés par la suite, tout en utilisant toujours des infrastructures tunisiennes.

C.M.H. : Vous êtes resté dans le secteur de la médecine après l'Indépendance alors qu'il y a des médecins, comme Aït Chaalal par exemple, qui n'ont jamais pu pratiquer la médecine.

D^r Ferradi : Il n'a jamais terminé ses études. Il était plus politique que médecin. D'autres personnes ont pratiqué les deux à la fois, comme Nekkache par exemple ou encore Tedjini Haddam, qui a été ministre des Affaires religieuses et ambassadeur... Pour revenir à l'histoire, Taleb était dans l'opposition et a fait de la prison...

C.M.H. : Aït Chaalal aussi.

D^r Ferradi : Oui. Ils étaient dans la même prison et quand il est sorti, il a travaillé avec nous à l'hôpital d'Oran. Mais Ahmed Taleb, au début de l'année 1965, était, je crois, à Alger. J'étais en train de manger avec ma femme et Nekkache. Taleb, qui venait de sortir de prison, est venu nous dire bonjour et s'est assis à la table voisine...

C.M.H. : Pour revenir à l'UGEMA qui a disparu après l'indépendance...

D^r Ferradi : Après le Congrès de Tunis, je suis parti de l'UGEMA pour l'ALN, en tant que médecin. Il y avait les parachutés d'Alger, les maquisards de Genève et les salonnards, qui sont les anciens centralistes qui se trouvaient à Tunis et qui discutaient de la Révolution dans les salons tunisiens.

C.M.H. : Revenons à la question du soufisme, que nous avons évoquée plus tôt. Dans quelle mesure le soufisme a-t-il influencé l'organisation de Messali Hadj ?

D^r Ferradi : Il a eu une formation soufie, a travaillé un peu au parti communiste et dans les partis nationalistes du Moyen-Orient. Messali est quelqu'un qui s'est fait lui-même. Jusqu'au déclenchement de la guerre de libération, il n'y avait pas d'idéologie dans les partis nationalistes algériens. Et même pendant la guerre de libération, on n'a vraiment jamais créé d'école de cadres du Parti comme on a créé une école de cadres de l'armée. On préparait en fait l'avènement de l'armée au pouvoir.

C.M.H. : Quel genre d'organisation aurait-on pu avoir alors ? Le soufisme a-t-il aidé Messali ? Et pourrait-il aider encore aujourd'hui ?

D^r Ferradi : Non, je ne crois pas. Chacun menait sa bataille à part et il y avait parfois des alliances conjoncturelles. Il y a eu ainsi des alliances conjoncturelles avec le parti communiste, avec l'UDMA, etc. Il y a aussi eu un fond de résistance soufie depuis l'arrivée des Français en 1830 et jusqu'à la libération. Et les gouvernants s'appuient un peu sur cela de temps en temps. Et nous faisons revenir aujourd'hui les zaouïas, dont on a besoin pour contrer l'islamisme et l'extrémisme.

C.M.H. : Existe-il une organisation soufie ou une discipline soufie qui pourraient aider à la construction des partis politiques ?

D^r Ferradi : Il faut reprendre l'historique des choses. Le vrai soufisme s'est dégradé et a disparu depuis longtemps avec la civilisation arabe. On est arrivés au maraboutisme et aux zaouïas. On en discute encore

avec les grands maîtres. Mais à l'échelon du pays, le vrai soufisme n'existe plus. Le soufisme actuel a une certaine maîtrise sur le peuple et l'administration essaie d'en profiter en faisant les yeux doux aux zaouïas. C'est un peu comme les Américains qui se sont servis des islamistes en Afghanistan du temps des Russes. Rome a utilisé le christianisme, qui a d'ailleurs pris le pouvoir à la place de Rome. La religion et la politique ont toujours été imbriquées et toutes les religions ont été utilisées et continuent de l'être par les politiques.

C.M.H. : Que pouvez-vous dire aux jeunes d'aujourd'hui par rapport à toutes vos expériences militantes ?

D^r Ferradi : Qu'ils réfléchissent à comment sortir de cette situation et par quels moyens avancer.

**INTERVIEW DU D^r ABDERRAHMANE
(DIT LAMINE) KHÈNE**
(Réalisée le 8 décembre 2007)

C.M.H. : Parlez-nous de la période de la lutte pour l'Indépendance, notamment des mouvements étudiants...

Abderrahmane (dit Lamine) Khène : C'est une période difficile à raconter, car chacun de nous ne peut connaître qu'une fraction de ce qui s'est passé ; c'est pourquoi on peut trouver des nuances, voire des différences, dans ce que peuvent raconter les uns et les autres. En ce qui concerne les étudiants, il faut rappeler que les étudiants algériens étaient regroupés avec leurs camarades marocains et tunisiens dans des associations d'étudiants nord-africains. A Alger, c'était l'AEMAN (Association des Etudiants Musulmans de l'Afrique du Nord) et à Paris (et dans les autres villes universitaires de France) l'AEMNA (Association des Etudiants Musulmans Nord-Africains). Il y avait aussi des associations d'étudiants algériens dans les universités arabes, à la Zitouna de Tunis et El-Qaraouiyyine de Fès notamment.

C.M.H. : Est-ce qu'il y avait des associations algériennes d'étudiants à la Zitouna ?

A. Khène : Je ne pense pas, mais il y avait différents groupements affiliés aux différents partis politiques :

PPA-MTLD (Parti du Peuple Algérien/Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques), Oulémas, UDMA (Union Démocratique du Manifeste Algérien) – ce qui était d’ailleurs le cas dans toutes les universités françaises et arabes où il y avait des étudiants algériens.

C.M.H. : Il y avait des sections du PPA-MTLD même à la Zitouna et à El-Qaraouiyine ?

A. Khène : Oui. Tout à fait !

C.M.H. : Il y avait aussi l’Union des Etudiants Algériens de Paris (UEAP).

A. Khène : Oui, mais cela est venu plus tard à Paris, avec la controverse avec les étudiants communistes. On peut retrouver l’historique de cette question dans les documents diffusés par la commission préparatoire du Congrès constitutif de l’UGEMA. S’agissant de la création de l’UGEMA, il faut savoir que tous les étudiants musulmans nord-africains se retrouvaient périodiquement en congrès. Après l’interruption due à la Seconde Guerre mondiale, ces réunions ont repris et à la rencontre de 1950, l’idée fut avancée de regrouper toutes les associations en une seule union générale.

C.M.H. : Vous souvenez-vous de ces réunions ?

A. Khène : Oui. A Alger, où je suis arrivé en 1949, on se retrouvait au sein de la section universitaire du PPA avec d’autres camarades de Constantine qui étaient de la médersa. J’ai fait la connaissance d’Abdesselam, que je ne connaissais pas avant car, même s’il était également à Constantine, nous étions dans des établissements différents. Plus tard, nous avons eu cette réunion pour étudier la suite à donner à la résolution du Congrès de 1950. Deux formules ont été débattues : fusion en une Union Maghrébine des Etudiants Musulmans (UMEM) ou fédération des trois associations nationales algérienne,

marocaine et tunisienne. Nous avons opté pour la première formule, c'est-à-dire pour la création d'une Union maghrébine des étudiants musulmans. Mais, dans mon esprit et mon souvenir, il s'agissait là d'une simple consultation. Abdesselam a fait état d'un article, paru à l'époque dans le journal du Parti, *Algérie Libre*, et dans lequel il était rapporté qu'on avait créé l'UMEM. A mon avis, cela n'était, raisonnablement, pas possible puisque les représentants du Maroc et de la Tunisie n'étaient pas présents. Je persiste à penser que c'était une réunion de consultation et non de création, et que le Parti devait soumettre son avis au Parti tunisien, le Néo-Destour et au Parti marocain, l'Istiqlal. Je me rappelle que Mohammed Harbi, qui n'était pas encore communiste et qui faisait toujours partie du PPA, était également présent lors de cette réunion. Je crois qu'il y avait également le D^r Amir, qui était à l'époque président de l'AEMNA de Paris, Abdelhamid Mehri et Tahar Gaïd, qui représentait les lycéens. Il y avait certainement d'autres camarades dont je ne me rappelle pas les noms.

C.M.H. : C'était à quel moment ?

A. Khène : Je pense que c'était en 1952, car j'allais passer l'année scolaire 1952-1953 à Strasbourg. La décision fut donc prise de fusionner en Union maghrébine des étudiants musulmans. La Tunisie était plus avancée politiquement que nous, donc les étudiants tunisiens ont vite fait bande à part et annoncé la création de l'UGET, dans le contexte national tunisien de 1953. Nous sommes donc revenus à la deuxième option, celle qui consistait à créer des unions nationales pour ensuite les fédérer. Cette deuxième option, que nous n'avions pas retenue à Alger, s'est imposée d'elle-même. C'est à la suite de tous ces événements que nous avons pensé à créer l'association algérienne. Le FLN n'était pas encore né mais, en 1954, la guerre

fut déclenchée. Il faut dire aussi que les gens du PPA poussaient à la création de cette association.

C.M.H. : Depuis quand étiez-vous membre du PPA ?

A. Khène : Au lycée, à l'âge de 15 ans, j'ai été approché par un autre camarade, un aîné qui avait quatre ou cinq ans de plus que moi. Il était du PPA et c'est comme ça que je suis rentré au PPA, vers 1946. Beaucoup de mes camarades avaient aussi adhéré au PPA à l'âge de 15 ou 16 ans, quand nous étions encore élèves du secondaire (lycées, collèges, médersas, instituts privés).

C.M.H. : Comme Abdesselam !

A. Khène : Oui, sauf qu'étant un peu plus âgé que moi et élève au collège de Sétif, il a vécu les événements de Sétif de mai 1945⁽¹⁾ et a été arrêté, condamné et emprisonné – une riche expérience mais très traumatisante pour son jeune âge. Durant les événements de Sétif, les élèves du collège de Sétif, parmi lesquels Kateb Yacine, furent très actifs. Il y a eu des répercussions de ces événements à Constantine. Abdesselam a dû s'y réfugier après avoir été condamné et emprisonné à l'âge de 16 ans. Il a donc eu une expérience personnelle très dure tandis qu'à Constantine, nous n'avons rien connu de tel. Il faut savoir que le nationalisme, dans le sens de libération du joug colonial, n'a jamais cessé.

C.M.H. : Et comment est-ce que votre famille prenait la chose ?

A. Khène : Ma famille ne savait rien du tout.

1. Le 8 mai 1945, jour de la signature de l'armistice, des Algériens musulmans défilent dans les villes d'Algérie. A Sétif, certains scandent des slogans tels que « à bas le colonialisme et l'impérialisme ». La police ouvre le feu et les Algériens musulmans ripostent, tuant 103 Européens. S'en suivra une répression et des massacres faisant plusieurs milliers de morts.

C.M.H. : Ce qui m'intéresse, c'est de savoir comment les hiérarchies ont été renversées au sein de ces mouvements. Alors qu'au début, c'était surtout les enfants issus de milieux aisés, plus tard, les choses ont changé...

A. Khène : Ici, nous parlons des étudiants d'une façon générale mais dans les couches moins aisées, c'était la même chose. Dans nos petits villages, les militants PPA venaient des couches les plus modestes ; les plus instruits étaient plus « modérés ». Nous avons grandi dans une atmosphère très particulière : aisés ou non, instruits ou pas, nous étions les Algériens, les musulmans, et les autres étaient les Français, les chrétiens, les occupants, les étrangers établis par la force.

C.M.H. : Et pendant votre enfance ?

A. Khène : Trois petites histoires pour souligner le contexte et l'environnement de mon enfance.

Première histoire : J'avais six ans. Un texte avait circulé dans le village et nous savions qu'il était dangereux car il s'exprimait contre la France. Alors que je savais à peine écrire, je l'avais recopié plusieurs fois, en secret... Le début du texte :

*Nous de la jeunesse musulmane,
Chacun de nous a un devoir ;
Pour s'expliquer, il faut s'unir,
C'est le seul moyen d'aboutir...*

J'apprendrai des années plus tard, après l'indépendance, que c'était l'œuvre d'un petit cordonnier du village.

Deuxième histoire : J'avais entre huit et neuf ans quand j'ai surpris le mari d'une tante parler avec beaucoup d'inquiétude de son fils, étudiant en pharmacie. Il s'agissait d'activités nationalistes, donc contre la France et par conséquent dangereuses.

C.M.H. : Etaient-ils des notables ?

A. Khène : Si on veut. Cet oncle était clerc de notaire. Puisqu'il fallait être naturalisé pour être notaire, mon oncle restait clerc. Mon père était fonctionnaire, il était auxiliaire de justice. Il a étudié tout seul avec l'aide d'un avocat algérien pour obtenir un diplôme d'avocat indigène. Mais au lieu d'exercer le métier d'avocat pour les affaires indigènes, il a préféré accepter une fonction d'aide subalterne dans le système judiciaire musulman, qui côtoyait le système français.

C.M.H. : On ne voulait donc pas voir les enfants en politique ?

A. Khène : Les parents sont toujours inquiets pour leurs enfants quand ils s'engagent dans des actions jugées dangereuses. Au sujet du cousin, le père avait de quoi s'inquiéter. J'apprendrai plus tard, après l'indépendance, qu'il faisait parti d'un petit groupe d'étudiants qui voulaient déclencher en 1939-1940, après la défaite de la France, la guerre de libération ! Le futur docteur Chawki Mostefaï était le meneur du groupe, ce qui lui a valu de se retrouver, à l'âge de 20 ans, membre du Bureau politique du PPA clandestin.

C.M.H. : Et votre troisième histoire ?

A. Khène : Troisième histoire d'enfant. En 1943 est créé le mouvement des Amis du Manifeste et de la Liberté (AML)⁽¹⁾. Un autre cousin, âgé de 14 ans, nous décide à faire quelque chose pour aider ce mouvement. C'est dans cette atmosphère que j'ai grandi et

1. « Pour désamorcer la crise qui s'annonce, le CFLN [Comité français de Libération nationale] communique le 7 mars 1944 une série de réformes : égalité civile entre européens et musulmans, reprise du projet Blum-Viollette sur l'octroi aux élites musulmanes des droits politiques, octroi de la citoyenneté française à tous les musulmans qui pourront voter pour les assemblées locales où la proportion d'élus musulmans est portée à 2/5. [...] » ...

en 1943, il y a eu le Manifeste. Nous étions cinq gosses de 12, 13, 14 ans, et nous nous baptisions « La Jeunesse Révolutionnaire Algérienne » (JRA). Le projet a rapidement avorté à cause du bavardage de l'un d'entre nous, mais quelques années plus tard nous serons sollicités, l'un après l'autre, pour adhérer au PPA. J'avais 15 ou 16 ans et j'étais élève au lycée de Constantine !

C.M.H. : Et après ?

A. Khène : Après ? C'est l'Université d'Alger, où l'essentiel de l'activité politique se faisait autour du contrôle du Bureau de l'AEMAN. Le Parti avait alors pour position d'accepter une composition unitaire entre étudiants PPA, UDMA-Oulémas, communistes, etc. La présidence était tournante. C'était donc une liste d'union, pour des raisons qui étaient locales - je parle d'Alger. A mon arrivée, un camarade plus âgé, membre du Bureau⁽¹⁾, m'a dit que le Parti avait décidé ainsi, mais qu'il pensait qu'il fallait constituer un bureau purement PPA. Je me suis présenté en 1950, j'ai pris contact avec les gens du Parti, notamment M. Kiouane, qui était un de nos aînés et qui était en charge des étudiants, pour lui parler de cela, mais il a

... En 1944, elles [les réformes] viennent trop tard : les nationalistes ne veulent plus de l'assimilation. Abbas rassemble au sein de « l'Association des Amis du Manifeste et de la Liberté » tous les opposants [...]. Il se rapproche des communistes et de Messali Hadj. Gilbert Berstein et Serge Berstein, Dictionnaire historique de la France contemporaine : 1870-1945, Editions Complexe, 1995, p.18.

1. Said Saïdi, membre du Bureau 1949-50, d'après Guy Pervillé, *Les étudiants algériens de l'Université française, 1880-1962 : populisme et nationalisme chez les étudiants et intellectuels musulmans algériens de formation française*. Paris : Editions du CNRS, 1984. Alger : Casbah-Editions, 2004, p.66. Khène, du lycée de Constantine, a fait sa connaissance en tant que militant PPA de la médersa de Constantine.

préféré maintenir l'ancienne stratégie. J'ai alors fait dissidence pour présenter une autre liste uniquement PPA et composée avec d'autres camarades comme Rédha Malek. Nous avons été battus de justesse.

C.M.H. : Et qui a gagné ?

A. Khène : La liste élue de 1950-1951 était présidée par Rabah Kerbouche (UDMA). Et l'année suivante, quand la liste de 1951-1952 est passée, c'était une liste tripartite. Belaïd Abdesselam, qui allait présider le Bureau, n'était pas présent à Alger. Il ne savait même pas qu'il était candidat et qu'il allait être président. C'est moi-même qui l'ai présenté en son absence parce que Kiouane m'avait proposé d'être le président et j'avais dit : « Non. Belaïd Abdesselam a plus d'expérience, il est plus âgé que moi. C'est lui qui doit être président. » Il n'était même pas à Alger. Pendant l'été 1952, comme je l'ai déjà dit, il y a eu une réunion des étudiants militants PPA de toutes les universités pour examiner et donner suite à la décision du dernier Congrès des étudiants nord-africains d'unifier leurs différentes associations. Cependant, suite à la création de l'UGET, les Algériens et les Marocains n'avaient plus d'autre choix que d'imiter les Tunisiens et de créer leurs unions générales respectives. A Alger, le Bureau de l'AEMAN pour l'année 1952-1953 était présidé de nouveau par Belaïd Abdesselam, qui allait informer les étudiants de la formation de l'UGET et les appeler à se préparer pour la création de notre union générale.

C.M.H. : Mais n'a-t-il pas ensuite perdu le contrôle du Bureau de l'AEMAN ?

A. Khène : J'étais absent d'Alger durant l'année universitaire 1953-1954. A mon départ, Abdesselam était président de l'AEMAN et puis

après, je ne sais pas ce qui s'est passé. Il y a eu une sorte de coup d'Etat dont je ne connais pas les détails, n'étant pas sur place. Mais effectivement, Saber (tendance UDMA) a présidé un bureau.

C.M.H. : Comment a-t-on repris le contrôle du Bureau ?

A. Khène : L'année suivante, Belaïd Abdesselam était à Paris, où il allait diriger la bataille du « M » (M pour Musulman) car ce qualificatif était remis en question par les étudiants communistes. Moi-même, de retour à Alger après une année à Strasbourg, j'étais membre du nouveau Bureau (1954-1955). Le Bureau était un bureau homogène PPA et sympathisants. Il était présidé par Baghli, étudiant de cinquième année de médecine et frère aîné de Djelloul. Lakhdar Brahimi faisait aussi partie de ce Bureau. C'est par la suite que les choses allaient être transférées à Paris. A Alger, il n'y avait pas de controverse, il n'y avait pas de voix dissidentes, mais à Paris, la situation était différente, il y avait cette association de l'UEAP. Considérant la situation à Paris, Abdesselam, au début de l'année 1955, m'a écrit une longue lettre pour me donner des nouvelles et pour suggérer que l'appel pour la création de l'UGEMA soit lancé à partir d'Alger. Ce qui fut fait. Le 27 février, l'assemblée générale adopta cet appel et confia à Mohammed Benyahia la mission de faire la tournée des universités de France. Il sera rejoint quelque temps par Rédha Malek, envoyé de Paris. Suivront, en avril, une réunion préparatoire et, en juillet, le Congrès constitutif de l'UGEMA. Pratiquement la majorité des étudiants présents s'étaient exprimés pour l'UGEMA, mais les communistes n'avaient pas renoncé pour autant et continuaient donc à s'agiter autour de l'idée de l'UGEA. Au moment où nous allions tenir notre Congrès constitutif à Paris, et non pas à Alger pour une raison évidente –

c'était la guerre –, les communistes tenaient eux aussi leur Congrès. Ils ont alors réalisé qu'ils n'avaient pas le soutien de la majorité des étudiants et ils ont finalement renoncé. Mais ils ont tenu à cette idée de l'UGEA jusqu'à la dernière minute. Nous, nous avons expliqué aux étudiants que le mot « musulman » était indispensable, car il permettait d'identifier le camp auquel nous appartenions, c'est-à-dire le camp de la Révolution et aussi celui du combat contre les Français. Le jour de l'Indépendance, rien ne nous empêcherait d'enlever le terme « musulman » parce qu'il n'y aurait plus que des Algériens. Voilà l'argument...

C.M.H. : Etiez-vous présent au Comité préparatoire du Congrès ?

A. Khène : Non.

C.M.H. : Quelles furent les circonstances de l'élection d'Ahmed Taleb et de Layachi Yaker, qui n'étaient pas PPA, alors que le PPA détenait la majorité et était habitué aux bureaux homogènes ?

A. Khène : Le lancement de la guerre de libération a changé toutes les données antérieures. Bien qu'étant une émanation du PPA, le FLN était le nouveau mouvement de tous les militants nationalistes, quelle que soit leur appartenance partisane antérieure. Même les gens de l'UDMA s'étaient rapprochés de la pensée du PPA, dans la mesure où il y avait la guerre et qu'il fallait y adhérer. C'était tout à fait normal.

C.M.H. : Est-ce qu'Abdesselam avait adhéré au FLN ?

A. Khène : Abdesselam peut vous répondre mieux que moi. Pour moi, tous les anciens militants du PPA qui ne se déclaraient pas partisans de Messali étaient automatiquement FLN. Quand il y a eu le déclenchement de la Révolution, nous avons été des militants du PPA. Qu'est-ce qui nous différenciait de l'UDMA ou des

autres pensées politiques ? La différence était que la France étant rentrée en Algérie par la violence, il fallait l'en sortir par la violence. C'était ça la philosophie générale du PPA, tout au moins telle que nous pouvions l'appréhender. Et on a adhéré à ce mouvement pour cette raison. Et quand il y a eu le déclenchement de la Révolution, c'était tout à fait normal qu'on se situe du côté de ceux qui avaient déclenché la Révolution. En décembre 1954, pendant les vacances de Noël, mon camarade Amara Rachid est mort au maquis. Je lui avais demandé de me mettre en contact avec le FLN. Il m'avait pris rendez-vous avec un monsieur qui devait me rencontrer à un lieu indiqué. Le jour du rendez-vous, j'attends le monsieur, qui ne vient pas. Quelque temps après, quand j'ai revu Amara Rachid pour me plaindre du rendez-vous manqué, il m'a répondu que c'était une chance que ce monsieur ne soit pas venu, car il s'était révélé être messaliste. Quand Abane est rentré à Alger, il a tout de suite établi le contact avec quelqu'un du FLN et m'a pris rendez-vous. Je me suis rendu au rendez-vous avec un camarade ancien PPA, Zahir Ihaddaden, historien. Mon adhésion au FLN date donc du printemps 1955. J'avais rencontré Ben Khedda en mai ou juin 1955 ; il m'avait dit qu'il allait réunir le Comité central et effectivement, ce n'est qu'après la dissolution formelle du Comité central que les membres de ce comité furent libérés de leur appartenance MTLD.

C.M.H. : A quel moment ?

A. Khène : C'était à l'automne 1955. Cela n'empêchait pas la prise de contact des uns et des autres avec ceux qui étaient déjà dans le FLN et notamment avec Abane. Celui-ci fut arrêté en 1950, bien avant la dissolution du Comité central, et relâché en janvier 1955. Abdesselam avait un lien avec le FLN, même s'il n'y avait pas eu adhésion. Les membres se connaissaient

au sein du Parti et ceux qui ne s'étaient pas exprimés comme messalistes étaient automatiquement catalogués FLN.

C.M.H. : Pour revenir à l'élection de Taleb, voici l'extrait d'un article que celui-ci m'a donné, tiré des mémoires d'Ahmed Doum dans *Le Quotidien d'Alger* du 14 juin 1992 [voir Annexe 1]. Au printemps 1955, Doum était membre du Comité fédéral de la Fédération de France du FLN.

A. Khène : Moi, j'étais militant du FLN depuis le printemps 1955, mais ça ne veut pas dire qu'Abane m'avait donné des directives pour Alger, car à Alger, il n'y avait pas de controverse. Concernant la France, où il y a eu une bataille UGEMA-UGEA, Abane envoyait des directives. Rien n'interdit donc de penser que ce qu'il rapporte est juste. Mais je dis qu'il y a eu un processus d'évolution qui a amené à la formation de l'UGEMA, avant le FLN. Lui était au FLN et la direction du FLN, sachant qu'il y avait un mouvement pour l'organisation de l'UGEMA, a donné des directives. En ce qui concerne Taleb, nous avons convenu Abdesselam et moi-même qu'il ferait un bon président. Il était en effet étudiant en quatrième année de médecine et fils de Cheikh El Bachir El Ibrahimi, président de l'Association des Oulémas, politiquement modéré par rapport au PPA : il pouvait ainsi offrir une certaine protection pour la nouvelle union. Plus tard, Abdesselam m'a précisé que nous avons aussi considéré que ce choix pourrait rassurer les étudiants les plus hésitants (politiquement). Abdesselam pourrait vous dire si, à l'époque, il a aussi pris l'avis d'autres camarades. Le résultat est qu'Ahmed Taleb a été élu président et ne nous a pas déçus !

C.M.H. : Avez-vous entendu parler de Hadj Driss ?

A. Khène : Non.

C.M.H. : Il était étudiant, faisait partie du FLN, et agissait, d'après Ahmed Doum, depuis Paris en 1954. Mon problème avec le récit que je viens de vous lire est que j'ai rencontré M. Doum il y a trois jours. Il m'a dit que pendant huit mois, jusqu'à l'arrivée de Louanchi en novembre 1955, la section de Paris était pratiquement sans contact avec le FLN de l'extérieur, ni d'Alger, ni du Caire.

A. Khène : D'où venaient les directives alors ?

C.M.H. : Ceci est une version qui date de 1992. Maintenant, j'entends une autre version. Est-ce qu'il y aurait eu des raisons en 1992 pour donner un peu plus d'importance à certains militants ?

A. Khène : Dans des situations pareilles, tout est possible.

C.M.H. : Il y a aussi le fait que le MTLD ne voulait pas se lier au FLN, mais voulait garder son indépendance. Formellement, vous l'avez bien expliqué : entrer au FLN, ce n'est pas comme entrer au PPA...

A. Khène : Oui, au PPA, il y avait une cérémonie d'adhésion : main droite sur le Coran et main gauche sur l'image de Messali.

C.M.H. : Dans votre interview d'*El Watan*⁽¹⁾, vous avez expliqué que la grève des étudiants avait d'abord été une décision des étudiants d'Alger, que vous avez ensuite essayé sans succès de contacter Belaïd à Paris et que les étudiants à Paris n'étaient pas satisfaits...

A. Khène : Oui, il faut considérer l'atmosphère de l'époque. Il y avait une atmosphère de guerre à Alger

1. Interview avec Lamine Khène, «Le FLN n'a pas créé l'UGEMA», *El Watan*, 1^{er} novembre 2004.

et les choses allaient de plus en plus mal. Quelqu'un m'a dit un jour que l'événement était tellement grand qu'on ne pouvait imaginer que cela se soit fait sans ordre du FLN. Je lui ai répondu : « Non, monsieur. Moi, j'étais au FLN. » Je me considérais à tort comme responsable FLN auprès des étudiants. Mais beaucoup de nos camarades, surtout en dehors d'Alger, ne pouvaient pas penser qu'une décision aussi importante ait pu être prise sans ordre du FLN. Pour moi, ce sont les étudiants présents au Cercle Saadane qui ont pris la décision à la majorité, avec quelques voix « contre » et quelques « abstention ». Le mot « FLN » n'a pas été prononcé pendant la réunion. Cependant, la grève est devenue une affaire du FLN dès que j'ai reçu l'ordre de la déclencher sans attendre la réaction du Comité exécutif de l'UGEMA, qui était à Paris.

C.M.H. : Une autre explication donnée par Abdesselam est qu'Abane avait une théorie qui disait qu'il fallait totalement séparer les éléments de la société algérienne de la France. Donc, la grève générale était-elle une étape dans la réalisation de cette stratégie ?

A. Khène : Que la grève des étudiants entre dans cette optique, je veux bien. Mais je le répète : la décision n'est pas venue de la direction du FLN. A mon avis, la séparation nette des communautés européennes et algériennes s'est faite au lendemain de l'offensive du 20 août 1955 dans le Nord-Constantinois⁽¹⁾. Concernant

1. « Le sultan Mohamed V a été déposé par la France le 20 août 1953. [...] Le 20 août 1955, à l'appel du FLN, des milliers de paysans algériens du Nord-Constantinois se sont soulevés contre la France, à l'occasion de l'anniversaire de la déposition du Sultan. Ce soulèvement peut être considéré comme le début effectif de la guerre d'Algérie. » Benjamin Stora, *Algérie-Maroc : Histoires parallèles, destins croisés*, Ed. Maisonneuve & Larose, 2002, p.16.

la place politique de l'UGEMA, son président Ahmed Taleb l'a très bien exprimée, particulièrement après l'offensive du 20 août. Le deuxième Congrès, tenu en mars 1956 à Paris, va l'explicitier encore davantage dans sa résolution politique⁽¹⁾.

C.M.H. : Le FLN n'avait donc pas prévu une grève illimitée ?

A. Khène : Voilà mon histoire de l'UGEMA et du FLN. Une fois encore, chacun ne peut donner qu'une petite partie de la version qu'il a. Un de mes amis, Salih Benkobbi, a publié un livre à propos de la grève, et je suis tombé des nues en le lisant.⁽²⁾ Salih Benkobbi est un vieux militant du PPA. Il prétend que la grève des étudiants a été conçue et ordonnée par le FLN dans les circonstances qu'il décrit. Je lui ai répondu pour lui dire que mes souvenirs sont totalement différents. Ce sont les étudiants d'Alger qui, sous le coup d'une situation très particulière, ont décidé de la grève, sans avertir personne. Le FLN a appris la chose et l'a intégrée. Il faut être modeste et prudent. A chacun sa mémoire et sa responsabilité.

1. Préparée par la commission politique présidée par M.S. Benyahia, alors président de la Section d'Alger. A la fin du Congrès, M.S. Benyahia et Lakhdar Brahimi reçoivent l'ordre de rejoindre Djakarta où ils représentent le FLN. Voir l'interview de Lakhdar Brahimi.

2. Salih Benkobbi, *Une époque pas comme les autres, ou le sort d'une génération*, Editions ANEP, Alger, 2002, pp. 42-75.

INTERVIEW DE BELAÏD ABDESSELAM

(Réalisée le 29 octobre 2007)

C.M.H. : Parlez-nous un peu de votre entourage.

Belaïd Abdesselam : Je viens d'une grande famille de Kabylie et dans mon village, la moitié des habitants sont de ma famille.

C.M.H. : De quel village s'agit-il ?

B. Abdesselam : Iboudraren, qui se situe dans la région de l'ancien Michelet. En Kabyle, ça veut dire « les montagnards ». En français, c'est Ath Boudrar. Mon père n'est parti de rien.

C.M.H. : Votre père est donc un self-made man ?

B. Abdesselam : Oui. Il a fait du commerce, puis est devenu propriétaire foncier et cultivateur. J'étais donc effectivement dans la catégorie des privilégiés à l'époque. Le symbole de la richesse a presque toujours été ici, en Algérie, la possession de la terre.

C.M.H. : Combien d'hectares avait-il ?

B. Abdesselam : Dans la région de Sétif, il avait 160 hectares, constitués principalement de terres à céréales.

C.M.H. : S'agissait-il donc d'agriculture traditionnelle ?

B. Abdesselam : Non, c'était plutôt moderne.

C.M.H. : Les colons laissaient donc les Algériens acheter des terres ?

B. Abdesselam : Les terres étaient données aux colons, auxquels on interdisait pendant un moment de les vendre aux indigènes musulmans. Mais au bout de dix ans ou vingt ans, ils pouvaient vendre leurs terres. Un musulman pouvait ainsi devenir propriétaire. Cela dépendait des cas. Certains Français préféraient vivre en ville plutôt que de rester à la campagne et c'est l'une des raisons pour lesquelles l'idée de la petite propriété européenne n'a pas fonctionné en Algérie.

C.M.H. : En ce qui concerne l'UGEMA, la plupart des étudiants avaient donc des familles plutôt aisées et propriétaires de terrains ?

B. Abdesselam : Non, ils étaient pour la plupart issus de la classe moyenne, bien que quelques-uns fussent relativement aisés. D'autres avaient des parents qui n'étaient pas riches. Il y avait par exemple des enfants de petits commerçants, de chauffeurs de taxis... Ils réussissaient en obtenant des bourses de l'administration de l'époque.

C.M.H. : Parlons de l'histoire de l'UGEMA...

B. Abdesselam : Afin de comprendre l'histoire de l'UGEMA, comme celle du FLN, il ne faut pas considérer que les choses ont commencé le 1^{er} Novembre 1954. Le 1^{er} Novembre ne fut que le déclenchement de l'action armée. Toutes les tentatives d'action politique avec la France ayant échouées, notamment celle concernant le sabotage des élections, la question s'est posée de la forme à donner au mouvement : fallait-il simplement rester dans la politique ou passer à une forme d'action différente ? A partir du moment où l'administration française s'est mise à truquer les

élections, il ne pouvait plus y avoir de résultats sur le plan politique. A ce moment, la question en Algérie était de savoir quoi faire. Et ça a été dans une certaine mesure la cause de la crise de cette période.

C.M.H. : Pourquoi la crise ? Etait-ce lié aux différends entre les centralistes et Messali ?

B. Abdesselam : Ces différends sont un peu liés à ce problème. Mais dans la perspective d'une lutte contre l'occupant et à l'intérieur du PPA-MTLD, les idées évoluaient. A partir des années 1930 et jusqu'au début des années 1940, le problème était de faire comprendre aux Algériens qu'il n'y avait pas d'autre solution que de demander l'indépendance. A cette époque, cette idée paraissait à certains être une folie. Certaines personnes éduquées n'y croyaient pas du tout et pensaient qu'il fallait que nous obtenions une place dans la société française, c'est-à-dire que la France nous accorde des droits de citoyens à part entière. Quand le mouvement d'indépendance est né en France, dans le sillage des grandes idées de la Première Guerre mondiale et de la révolution bolchevique, Messali et les autres étaient des militants du Parti communiste français, au sein duquel on leur parlait de l'émancipation des peuples coloniaux... Lénine, qui était encerclé par les Occidentaux au moment où la France et l'Angleterre détenaient le leadership du monde occidental, considérait que pour affaiblir la France et l'Angleterre, il fallait les couper de leurs colonies. Les Russes ont donc avancé le concept de développer dans les colonies anglaises et françaises l'idée de l'indépendance, pour pousser ces peuples à se séparer de leurs « métropoles ». C'est dans ce contexte que ces militants algériens ont repris cette idée pour « l'algérianiser » par la suite. Ils étaient des militants communistes qui n'avaient pas pour autant abandonné

l'Islam, auquel ils étaient restés attachés. Cette idée, née dans les milieux de gauche en France, est donc devenue petit à petit nationaliste avec des valeurs proprement algériennes. Il y a eu dans ces conditions ce qu'on a appelé « la phase d'agitation », qui consistait à faire accepter cette idée au plus grand nombre d'Algériens et à les convaincre qu'ils formaient une nation.

C.M.H. : Vous étiez très précoce...

B. Abdesselam : Non, je suis entré au PPA en 1944 avec l'arrivée des soldats anglo-américains. Nous étions tous jeunes. La France était auparavant le grand géant qu'on ne pouvait pas toucher, mais les Algériens qui étaient dans l'armée française ont été témoins de la défaite française. Ils étaient prisonniers avec des Français et ont vu les Allemands les dominer. Jusqu'en 1939, il était donc difficile de faire accepter aux Algériens l'idée d'une nation algérienne indépendante. Cependant, les idées ont commencé à changer après 1940. Dans la mentalité des Algériens, l'idée d'une France hyperpuissante et inattaquable était tombée. Cette puissance qui nous avait dominés était par terre, comme nous. Le Général de Gaulle lui-même a reconnu cette réalité dans l'une de ses déclarations publiques en 1955⁽¹⁾. Les Français eux-mêmes se sont mis à parler de la libération de la France et à mettre en valeur les mouvements de résistance en France et

1. « Au cours d'une conférence qu'il tint en mai 1955, [...], De Gaulle, répondant à une question sur les événements qui se déroulaient dans notre pays, avait indiqué que les positions françaises en Algérie et dans les autres pays d'Afrique du Nord avaient été ébranlées par la défaite de la France en 1940. Il souligna explicitement que cette défaite avait sérieusement affaibli l'image de force dont la France se prévalait vis-à-vis des peuples soumis à sa domination. » Mahfoud Bennoune et Ali El Kenz, *Le hasard et l'histoire : Entretiens avec Belaid Abdesselam*, Tome 1, ENAG, Alger, 1990, p. 17.

en Europe contre l'occupation allemande. A partir de ce moment-là et avec les idées nouvelles, l'indépendance de l'Algérie n'était plus impossible. Même ceux qui étaient liés à l'administration française se sont mis à y croire. C'est ainsi qu'on a eu le Manifeste, qui a été signé par ces gens et qui remettait en cause l'idée de l'Algérie française et le droit à la citoyenneté française des Algériens, en soulignant la nécessité de l'indépendance. Certains disaient toujours qu'il ne fallait pas pousser trop fort, qu'il fallait y aller doucement, en suggérant par exemple l'idée d'un Etat fédéral dans le cadre de la France... Il y a donc eu toute une action politique qui s'est développée et qui a abouti à la question de l'organisation d'élections. Les Algériens étaient convaincus de sa faisabilité et l'idée d'une nation algérienne était acceptée presque par tous, particulièrement par la masse, pour laquelle l'indépendance était considérée comme la seule solution au problème algérien. Il ne s'agissait plus d'un problème de citoyenneté, mais de domination d'un pays par un autre. Le problème était de savoir comment se libérer de cette domination comme d'autres s'étaient débarrassés de la domination hitlérienne. La France a donc ouvert la voie à des élections. Des élections municipales furent organisées, puis des élections parlementaires. Le tournant eut lieu lors des élections municipales de 1947. Toutes les villes d'Algérie ont été prises par le PPA de Messali⁽¹⁾. La question s'est alors

1. « Après le vote du Statut de l'Algérie (septembre 1947), les élections municipales d'octobre furent la plus grande victoire des partis nationalistes : 30% des voix et 33% des sièges au MTLD (la quasi-totalité dans les grandes villes), 19% et 18% à l'UDMA, 4% au PCA. » Pervillé, Guy. *Pour une histoire de la guerre d'Algérie*. Ed. A et J. Picard, 2002. P102-103. Résultats cités d'après Ageron, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, t.2, P602-610, *L'Année politique 1947* et la note du préfet Chérif Méchiri annexée au *Journal du septennat* de Vincent Auriol, 1947, P707-710.

posée de savoir comment internationaliser le problème algérien comme l'étaient les problèmes marocain et tunisien. Pour le Maroc et la Tunisie, la question était facile car il s'agissait d'Etats reconnus, sous protectorat. Pour eux, il fallait simplement lever la tutelle du protectorat. Edgar Faure, qui avait le secret des formules, parlait d'une « souveraineté à faire évoluer ». Mais en Algérie, il n'y avait qu'une seule souveraineté : la souveraineté française. Au contraire du Maroc et de la Tunisie où il y avait une souveraineté qui pouvait évoluer, il n'y avait pas une telle souveraineté en Algérie. Il est alors devenu clair que la lutte pour la libération nationale n'impliquerait pas uniquement les élites, mais tout le peuple, quand bien même nous ne pouvions pas transformer tous les Algériens en militants. Il nous fallait donc une organisation multiforme qui engloberait toutes les couches de la population et qui s'adapterait à la société algérienne. L'organisation ressemblerait au système léniniste, avec un parti révolutionnaire d'avant-garde autour duquel se trouveraient des organisations satellites qui, sans être officiellement et ouvertement des organisations du Parti, contribueraient à mobiliser autour du Parti tous ceux qui, pour diverses raisons, ne pouvaient pas adhérer au Parti. Il fallait donc organiser les étudiants, les ouvriers, les femmes, les commerçants, les jeunes, etc. Chacun dans son milieu avait pour mission la création d'une organisation.

C.M.H. : Ces tentatives d'encadrement ont-elles commencé après la scission centraliste-messaliste ?

B. Abdesselam : Non, ces idées ont mûri petit à petit, surtout à partir de la Seconde Guerre mondiale et même avant, mais sont devenues une nécessité après 1948-1949. A l'intérieur du Parti, une organisation spéciale, c'est-à-dire militaire, fut créée. On y a

intégré les militants les plus solides, les plus déterminés et les plus aguerris. Il s'agissait du noyau dur du Parti, autour duquel devaient exister d'autres organisations. Les militants du Parti avaient reçu pour consigne de créer chacun dans son milieu une organisation. Nous n'étions cependant pas seuls sur la scène. Il y avait le parti communiste avec les étudiants communistes, les syndicats, l'UDMA de Ferhat Abbas et les Oulémas, qui n'étaient pas très actifs.

C.M.H. : C'était à l'Université d'Alger ?

B. Abdesselam : Oui, dans le milieu étudiant, principalement à Alger. Il y avait déjà des organisations. Il y avait par exemple en Algérie des sections de tous les syndicats français. L'objectif du Parti était de faire en sorte que toutes ces organisations soient plus ou moins contrôlées par le Parti. Chaque année, il y avait donc des batailles électorales pour essayer d'arriver à la tête du Parti. Petit à petit, les idées ont évolué et à l'université, on est arrivés à l'idée de créer une organisation nationale regroupant tous les étudiants algériens de l'intérieur comme de l'extérieur du pays. C'est ainsi qu'est née l'idée de l'UGEMA, de la création d'une union des étudiants algériens dont les piliers étaient les militants du PPA.

C.M.H. : Avant la scission ?

B. Abdesselam : Oui, avant la scission, au début des années 1950. Sur le plan politique, les choses ont évolué et il y a eu une crise au sein de la direction du Parti. Le Parti s'est organisé autour de Messali car, pour convaincre les Algériens de rejoindre le mouvement pour l'indépendance, il fallait un exemple. Messali était l'exemple, il avait affronté la répression, la prison, mais n'avait jamais voulu changer ou renoncer à ses idées. Sous le gouvernement de Vichy, il avait

été condamné avec ses amis à 16 ans de travaux forcés. Il était donc devenu le symbole du nationalisme et de la Nation algérienne. Toute la propagande du Parti à l'époque faisait de Messali l'exemple et le héros... Petit à petit, je crois qu'il est arrivé à l'idée que le Parti était sa création, pour ne pas dire sa propriété.

C.M.H. : Comme Habib Bourguiba ?

B. Abdesselam : Oui, comme Habib Bourguiba et comme, dans une certaine mesure, Abdel Nasser. Au Maroc, Allal al-Fassi a été pris de court par Mohamed V. Les Français, en déposant Mohamed V, en ont fait un grand symbole, parce qu'il était le souverain. Le peuple marocain a oublié Allal al-Fassi. En Algérie, le nationalisme était représenté par Messali qui, dans les années 1920 et 1930, était l'agitateur, le bonhomme qui défendait et propageait les idées indépendantistes. Le mouvement étant devenu trop fort, il y avait nécessité de passer à une forme d'organisation plus sophistiquée, plus rationnelle. Il y a ensuite eu un problème de génération.

C.M.H. : Messali avait-il un problème d'éducation ?

B. Abdesselam : Oui, Messali était un homme du peuple, un autodidacte. Les initiateurs du mouvement qui s'étaient sacrifiés étaient des ouvriers. Pourquoi ? Parce que pour demander l'indépendance de l'Algérie à cette époque, il fallait être fou ! Les gens éduqués ne pouvaient pas avoir des exigences déraisonnables. Les premiers à exiger l'Indépendance ont donc été des hommes du peuple, que les intellectuels appellent à présent les populistes. Les intellectuels n'ont pas été les initiateurs du mouvement national. Ce n'est que plus tard que ces derniers sont arrivés à la direction. En février 1947 a eu lieu le premier Congrès du PPA, avec le retour de Messali après la guerre. Les Français

ont été obligés de lâcher un peu de lest et d'autoriser dans une certaine mesure la liberté d'expression. Mais malgré tout, le Congrès fut clandestin et c'est durant celui-ci qu'a émergé l'idée de la création d'une organisation militaire dont le premier responsable fut Mohamed Belouizdad, qui par la suite est tombé malade et est mort. Il a été remplacé par Hocine Aït Ahmed, qui fut ensuite exclu pour l'histoire du berbérisme⁽¹⁾ et qui fut remplacé par Ben Bella. En 1950, à la suite d'une opération mal menée par des gens de l'OS, la police française découvre l'existence de l'organisation paramilitaire, que celle-ci est armée et organise des entraînements militaires. La police procède alors à des arrestations et envisage même de dissoudre complètement le Parti et d'arrêter tous ses membres. Certains voulaient céder, mais d'autres disaient que la découverte de l'organisation ne devait pas aboutir à livrer tout le Parti. Une décision fut donc prise en tenant compte de ce que les Français avaient découvert. En attendant de trouver une solution, la décision fut prise de dissoudre l'OS.

C.M.H. : Cette histoire du berbérisme avait-elle affecté les intellectuels algériens ?

B. Abdesselam : Oui. En 1948, on a constaté qu'à l'intérieur du Parti, il y avait un autre parti constitué de militants kabyles ou de Kabylie, de gens instruits qui étaient en France ou en Algérie et qui commençaient à dire : « Cette Algérie qu'on veut libérer, quelle est-elle ? Pourquoi parle-t-on d'Algérie arabe ? Que deviendront les Berbères ? » Les Français avaient lancé l'idée, lors

1. Aït Ahmed, alors membre du PPA-MTL, dénonce l'idée d'une Algérie arabo-islamique. Un vote est organisé sur une motion défendant la thèse « d'Algérie algérienne ». Aït Ahmed et d'autres, accusés de berbérisme et d'antinationalisme par la direction du PPA-MTL, sont exclus du parti.

de leur arrivée en 1830, de l'existence de deux peuples en Algérie : les Arabes et les Berbères. Ils faisaient savoir qu'ils pensaient que les Berbères étaient les premiers habitants de l'Afrique du Nord qui, avant l'arrivée des Arabes, était sous la domination romaine. Ils pensaient que les Berbères étaient chrétiens, qu'ils parlaient le latin et que l'Islam leur avait été imposé par la force. Cette idée s'est donc développée au fil des décennies au sein d'un petit groupe de personnes ayant étudié à l'université française. Un autre phénomène était également apparu. Certains avaient un problème avec Messali et considéraient ses méthodes irrationnelles et dictatoriales. Le problème était surtout qu'ils n'étaient pas de la même génération. Il s'est donc créé au niveau de la direction un problème de personnes, sur lequel s'est greffé un problème idéologique et historique. Devant cette situation, des militants kabyles de la direction ont pensé qu'il ne fallait pas qu'il y ait un problème arabo-kabyle et se sont engagés à régler le problème. Faisaient partie de ce groupe Radjef Belkacem, un des premiers créateurs de l'Etoile nord-africaine, qui se trouvait en France et qui avait même été arrêté par les Français pour collaboration avec les Allemands, Mostefaï Chawki, docteur, le Capitaine Saïdi, ancien officier de l'armée française ayant intégré le Parti et sur place, en Kabylie, Krim Belkacem, Ouamrane et Ramdane Abane. Ce sont eux qui ont donc éliminé les militants qui véhiculaient les idées berbéristes en les excluant du Parti. Aït Ahmed fut écarté de ses responsabilités à l'OS et comme il était recherché par les Français, on l'a laissé partir. La presque totalité de notre section étudiante était composée de Kabyles berbéristes, comme c'était le cas de Sadek Hadjerès, qui a rejoint le parti communiste et qui continue d'écrire jusqu'à présent. Beaucoup de ceux qui ont été exclus du PPA ont rejoint le parti communiste.

C.M.H. : Quel était votre rôle dans le Parti ?

B. Abdesselam : J'étais anti-berbériste, mais j'étais jeune, encore lycéen.

C.M.H. : Cette crise berbériste a dû faire perdre pas mal d'intellectuels au Parti. Combien à peu près ? Une dizaine ?

B. Abdesselam : Oui, plus d'une dizaine. A l'Université d'Alger par exemple, seuls quelques-uns sont restés. Presque tous les militants kabyles sont partis et partis d'une manière définitive. Ils ont pour la plupart rejoint le parti communiste, à Paris et en Algérie, au sein duquel ils furent marginalisés. Le nombre total d'étudiants n'était pas très élevé. Nous étions à peine 200 dans toute l'université d'Alger, qui comptait 5000 étudiants, évidemment européens dans leur quasi-totalité.

C.M.H. : La perte des « berbéristes », c'est grave !

B. Abdesselam : Oui, c'était sérieux ! Mais ce problème se situait à l'intérieur du noyau étudiant, du noyau des cadres... pas au niveau de la population.

C.M.H. : Mais n'était-ce pas une perte pour l'Algérie que de perdre des gens qui auraient pu être de bons nationalistes ?

B. Abdesselam : Après le 1^{er} Novembre, nous les avons retrouvés et ils ont été récupérés. Mais ils avaient toujours leurs idées. Lorsqu'on s'est rendu compte qu'ils avaient toujours les mêmes idées, il a fallu procéder à une élimination physique. Ce n'était plus un problème de parti, mais un problème d'organisation révolutionnaire. On ne pouvait pas admettre cela. C'était notre système. Ce n'était pas l'OLP ou la Palestine. Chez nous, il fallait imposer l'uniformité et la cohésion parce que c'était notre seule force. Admettre les tendances, c'était ouvrir le jeu à l'extérieur. Ils étaient de bons cadres, mais à partir du moment où ils sont sortis de la ligne, il a fallu

les écarter. C'est ça la vérité. Et Amirouche est celui qui fut le plus strict dans ce domaine-là. On s'est rendu compte qu'on ne pouvait pas mener une action militaire en Algérie sans appui extérieur. Le seul appui qui s'offrait à nous, au vu des conditions historiques de l'époque, était le monde arabe. Il n'était pas question d'aller se mettre sous la protection du mouvement communiste. On ne voulait pas quitter le colonialisme pour tomber sous une autre domination. La ligne du Parti était de ne pas s'aligner derrière une puissance quelconque. Les dirigeants arabes de l'époque nous ont expliqué à quel point il leur était difficile de nous soutenir contre la France puisque la France répétait que le problème algérien était un problème intérieur français. Il aurait ainsi été difficile de convaincre l'ONU alors que la France était membre de l'OTAN, du Marché commun, du bloc occidental et que le problème majeur dans le monde était l'opposition monde occidental – URSS. Avec le Pacte atlantique, la France a fait inscrire l'Algérie comme territoire de l'OTAN. Avec le traité de Rome de 1957, l'Algérie est devenue territoire européen. Les dirigeants du monde arabe pensaient alors que le problème était très compliqué et qu'il fallait qu'on attende de régler d'abord les questions marocaines et tunisiennes qui étaient beaucoup plus faciles. Mais ici, les populations étaient impatientes de nous voir agir et voyaient bien que ça bougeait en Tunisie et au Maroc. Cela a créé une mauvaise ambiance au sein du Parti. Messali s'est plaint d'être brimé par les dirigeants en disant qu'il était prêt à agir, mais que les dirigeants l'en empêchaient.

C.M.H. : Messali disait que le Comité central ne voulait pas agir ?

B. Abdesselam : Oui, il les tenait pour responsables. Le système du Parti étant un système monolithique, lorsqu'il y avait un problème, on n'en discutait pas à

l'extérieur. Le Parti était basé sur le modèle type de l'organisation révolutionnaire. Au deuxième Congrès, en avril 1953, à Alger, un nouveau Comité central, dont j'ai fait partie, a émergé. Dans un mouvement révolutionnaire, tout se fait par cooptation. Il n'y a pas d'élections, ce sont les camarades, les anciens qui choisissent. Les amis de Messali ont été mis de côté lors de la formation de ce nouveau Comité central, composé d'un bureau politique. Le nouveau secrétaire général, Ben Khedda, a commis l'erreur d'éliminer les gens qui étaient proches de Messali. Il l'a d'ailleurs reconnu plus tard. Messali s'est senti menacé et a décidé de réagir en exigeant les pleins pouvoirs et la démission du secrétaire général. Le Comité central a alors refusé, n'admettant pas cette idée de pleins pouvoirs, particulièrement concernant Messali, qui était en résidence surveillée en France. Messali a alors brandi la menace de faire descendre les militants dans la rue. C'est à ce moment-là qu'il a demandé aux militants de le débarrasser de ces membres de la direction du Parti, en leur promettant en échange d'agir face à la situation, c'est-à-dire en déclenchant l'action révolutionnaire. Evidemment, toutes les masses du Parti étaient à l'extérieur et le Comité central était comme un état-major sans armée. C'était en mars 1954 et les dirigeants du Comité central ont promis de se venger de Messali en faisant appel aux anciens de l'OS. C'est ainsi que Boudiaf et le comité des 22 sont entrés en action. Alors que la crise continuait chez nous, à l'extérieur il y avait déjà eu le renversement de Farouk par les officiers libres puis la crise entre Naguib et Nasser en février 1954⁽¹⁾, à la suite de laquelle Nasser

1. Suite au coup d'Etat de 1952 lors duquel le roi d'Egypte Farouk est renversé, Naguib est déclaré président. Cependant, en 1954, Nasser le fait arrêter, au prétexte que celui-ci supporterait la confrérie des Frères Musulmans, et s'autoproclame président.

devint le chef déclaré du pouvoir en Egypte. A l'arrivée de Nasser, les dirigeants égyptiens nous ont dit : « Si vous faites quelque chose, nous sommes prêts à vous soutenir à l'ONU. Alors, bougez ! » Ben Bella, qui était dans la délégation du Caire, est venu à Alger et a pris contact avec Boudiaf. Quand l'action armée fut déclenchée le 1^{er} Novembre, on est revenus à l'idée initiale développée dans le Parti, à savoir qu'il fallait que tous se retrouvent autour du FLN. L'action fut déclenchée non pas au nom du Parti, mais par des éléments du MTLD qui ont appelé par la suite au rassemblement de tous les Algériens autour du FLN. C'est à ce moment que nous, qui étions étudiants, avons décidé de reprendre l'idée de lancer l'UGEMA, de crainte qu'en attendant davantage on se ferait devancer par les communistes.

C.M.H. : Il paraît que vous n'étiez pas vraiment pour l'idée d'une grève illimitée, que vous étiez même allé à Alger afin d'essayer de dissuader les autres et qu'après qu'Abane vous ait convaincu, vous étiez revenu à Paris, finalement favorable à l'idée.

B. Abdesselam : Oui, certains disent cela mais c'est inexact. Premièrement, au moment de la grève, Benyahia n'était plus à Alger. Avant de partir pour Djakarta, il s'était rendu à Paris pour le deuxième Congrès de l'UGEMA⁽¹⁾. Et c'est lui qui fut chargé par Abane de faire adopter par le deuxième Congrès de l'UGEMA la résolution pour l'indépendance de l'Algérie et le soutien au FLN, représentant du peuple algérien. La grève, dont l'idée a été lancée par le FLN,

1. «L'Union Générale des Etudiants Musulmans demande la proclamation de l'indépendance et des négociations avec le "Front de Libération".» *Le Monde*, 8 et 9 avril 1956. P7.

a éclaté le 19 mai 1956⁽¹⁾. Cependant, le FLN n'a pas donné à l'UGEMA la directive de lancer la grève. Pour Abane, il fallait parvenir à couper tout lien entre l'Algérie et l'administration française et pour cela, il voulait aller très loin, jusqu'à pousser les étudiants à quitter l'université, les lycéens, le lycée et les élèves, les écoles. Il s'agissait d'idées révolutionnaires dont le but était d'isoler l'administration française.

C.M.H. : Ce Abane semblait être un dictateur intellectuel...

B. Abdesselam : Oui, mais il n'était ni aventurier ni sanguinaire et ces idées existaient déjà. Il faut également resituer le contexte. En mai et juin 1956, des discussions entre la France et le FLN avaient déjà lieu, par exemple entre Guy Mollet et le FLN à l'étranger. Guy Mollet avait fait savoir que les élections qui avaient eu lieu en France en 1956 s'étaient jouées sur la paix en Algérie. Le Front républicain, dont faisait partie Mendès France, avait gagné les élections contre la droite au nom de la paix en Algérie. Il y a donc eu des rencontres au Caire, à Rome, etc. Pour certains, y compris au sein du FLN, l'indépendance n'était pas loin. Ben Bella, par exemple, était allé au Caire avec toute la délégation extérieure du FLN, puis à Rabat où il avait rencontré Mohamed V. Il devait par la suite se rendre à Tunis pour participer à une conférence maghrébine. L'atmosphère était euphorique et nous pensions que ce serait bientôt la fin. L'idée circulait qu'un accord n'était

1. « A Paris, l'évolution de la situation a paru surprendre aussi bien les étudiants métropolitains, dont le président a récemment rencontré à Alger des dirigeants de l'U.G.E.M.A., que les jeunes musulmans eux-mêmes. Ces derniers ont décidé d'envoyer sur place un des leurs, M. Abdeslam Belaïd, en mission d'information », «*La grève des étudiants musulmans - Un membre parisien de l'UGEMA se rend à Alger*», *Le Monde*, 25 mai 1956, p. 3.

pas loin et Ben Bella lui-même avait déclaré qu'au moment où lui et ses compagnons furent arrêtés, il n'était pas loin d'un accord avec le gouvernement français. Quand l'idée de la grève fut lancée en Algérie, on avait un problème en France, contrairement à ce que racontent les gens qui ne m'aiment pas. Je n'étais pas pour la grève illimitée, mais j'étais pour rejoindre l'ALN. Je considérais que les gens prêts à s'engager devaient le faire, mais, concernant les autres, pourquoi les priver de leurs études ? Ça ne me paraissait pas tout à fait rationnel. Abane m'avait alors dit qu'il ne fallait pas être rationnel pour diriger une révolution. Sa devise était : « Il fallait être fou pour déclencher cette Révolution, il faut continuer à avoir un grain de folie dans la tête pour continuer à la diriger. » La Révolution algérienne fut basée sur des coups de tête, car tout était contre nous. Affronter la France avec de si faibles moyens pouvait paraître relever de la folie. De Paris, on ne pouvait pas communiquer par téléphone car tout était surveillé. J'ai donc décidé de venir à Alger quand j'ai appris que les choses prenaient cette allure, afin de voir exactement de quoi il s'agissait et aussi pour discuter avec les responsables du FLN. Je n'ai pas vu Abane, mais j'ai vu Ben Khedda.

C.M.H. : Mais quand est-ce qu'Abane vous a parlé de...

B. Abdesselam : Je l'ai rencontré au Maroc en 1957. J'ai donc rencontré Ben Khedda à Alger et il m'a dit que c'était bien le FLN qui était derrière ce mouvement. Nous avons besoin des étudiants parce que le FLN était devenu une grande organisation et que nous avons besoin de cadres. Or, les étudiants, avant de s'engager, mettaient en avant leurs études. Et pour les pousser à s'engager, on leur disait : « C'est terminé ! Les études, c'est fini ! » Pour Ben Khedda, il fallait

étendre le mouvement à toutes les couches sociales et il s'agissait d'un processus de rupture. Il y a effectivement eu des grèves au sein de tous les milieux, parmi les étudiants, les élèves, les commerçants... C'était un peu la préparation du « grand soir ». Le « grand soir » dans la stratégie communiste est le jour de la rupture totale, lorsque le capitalisme bourgeois s'effondre. L'essentiel était que le FLN avait besoin de cadres instruits et que les étudiants s'engagent. Les dirigeants du FLN avaient conscience qu'un jour ou l'autre, l'Algérie serait entre les mains du FLN. Il fallait donc préparer les cadres puisqu'on ne pouvait pas envisager de mettre le pays entre les mains de dirigeants non instruits. Pour être les dirigeants de demain, les cadres devaient aussi passer par la lutte.

C.M.H. : C'était donc pour les former politiquement.

B. Abdesselam : Pour les former à diriger le pays plus tard.

C.M.H. : Il fallait donc qu'ils arrêtent leurs études immédiatement ?

B. Abdesselam : Voilà ! Il fallait qu'ils s'engagent, et pour qu'ils s'engagent, il fallait passer par cette grève illimitée.

C.M.H. : N'y a-t-il pas une certaine contradiction dans cet argument ? Vous avez hésité quand vous avez entendu parler de ce mot d'ordre de grève illimitée.

B. Abdesselam : Je suis allé à Alger car je voulais savoir s'il s'agissait d'une initiative de la section d'Alger ou si ça venait du FLN. En effet, il aurait été difficile d'amener tous les étudiants à interrompre leurs études uniquement par solidarité avec Alger. Par contre, les étudiants étaient majoritairement prêts à suivre un mot d'ordre du FLN.

C.M.H. : Il y avait le philosophe qui n'a pas suivi l'ordre... Il est professeur de philosophie à Paris et est aujourd'hui reconnu pour son interprétation moderne de l'Islam...

B. Abdesselam : Mohammed Arkoun ! Il n'était pas l'un des nôtres, mais ce sont les vôtres qui disent ce que vous me dites, parce que parfois ses idées vont dans le sens de ce que vous souhaitez voir adopter par l'Islam.

C.M.H. : Combien de cadres comme Arkoun y avait-il ?

B. Abdesselam : Il y en avait quelques-uns. Pour nous, ces gens étaient passés de l'autre côté. Arkoun se comporte aujourd'hui comme un Français et il est français. Ali Merad, qui habite aujourd'hui à Lyon, n'avait également pas participé à la grève. Il a d'ailleurs aussi écrit sur l'Islam. Même Abdallah Khodja, qui plus tard fut secrétaire d'Etat au Plan avec Boumediene, ne participa pas à la grève. C'est moi qui l'ai récupéré plus tard, puisqu'on avait besoin de cadres.

C.M.H. : J'ai entendu dire que le gouvernement français vous avait facilité la tâche lors de votre retour à Alger...

B. Abdesselam : Ceux qui vous ont dit ça sont des éléments plus ou moins liés au parti communiste qui cherchent à dévaloriser tout ce que je fais. Je suis rentré à Alger avec un laissez-passer parce qu'à l'époque, la circulation entre l'Algérie et la France était très réglementée et on ne pouvait pas voyager sans une autorisation. Ce laissez-passer m'avait été obtenu par la direction de l'UGEMA, qui avait fait intervenir pour cela certaines de ses relations avec la gauche française. Les propos que vous rapportez laissent penser que toute la direction de l'UGEMA était complice du gouvernement français. Vous contribuez à répandre

des propos malveillants sans connaître la situation et les conditions dans lesquelles nous agissions. Vous ne faites aucune référence à ce que j'ai dit à ce sujet dans le livre *Le hasard et l'histoire* publié en 1990⁽¹⁾.

C.M.H. : C'était à quel moment ?

B. Abdesselam : En 1956.

C.M.H. : Je croyais que l'Algérie était partie intégrante de la France.

B. Abdesselam : Oui, mais dans le cadre de l'état d'urgence, il fallait une autorisation de voyage.

C.M.H. : Etait-ce seulement pour les musulmans ?

B. Abdesselam : Non, cela concernait tout le monde. Mais peut-être que d'autres l'obtenaient plus facilement car il suffisait d'aller à la police, qui délivrait cette autorisation.

C.M.H. : Comment avez-vous fait pour obtenir cette autorisation ?

B. Abdesselam : Le Comité exécutif de l'UGEMA est allé demander une autorisation pour moi au bureau du représentant de Lacoste à Paris parce que le ministre-résident de France en Algérie et le gouverneur général de l'Algérie avaient une antenne à Paris. Le Bureau exécutif de l'UGEMA a donc demandé et obtenu cette autorisation en arguant du fait qu'il se passait quelque chose à Alger et qu'ils envoyaient quelqu'un pour savoir ce qu'il en était.

C.M.H. : La grève avait-elle déjà été annoncée ?

B. Abdesselam : Oui, la grève avait déjà été annoncée à Alger. C'était au moment où Guy Mollet et le

1. Mahfoud Bennoune et Ali El Kenz, *Le hasard et l'histoire : Entretiens avec Belaid Abdesselam*, 2 tomes. Alger, ENAG, 1990.

Front républicain étaient au pouvoir. Il y avait dans le cabinet de Lacoste des gens de gauche qui appartenaient à la revue *Esprit* et avec lesquels nous étions en contact. C'est grâce à Jean-Marie Domenach que nous avons pu entrer en contact avec des personnes qui nous ont aidés pour la délivrance du laissez-passer qui m'a permis de venir à Alger. La personne qui a délivré le laissez-passer à Paris avait dit aux représentants de l'UGEMA qu'il y avait à Alger quelqu'un d'acquis à la gauche dans le cabinet de Lacoste. Il recommanda d'aller le voir et donna son numéro de téléphone aux représentants de l'UGEMA, qui me le transmirent. Quand je suis arrivé à Alger, j'en ai parlé au FLN et Ben Khedda m'a dit que je pouvais y aller. Je suis donc allé au Palais d'Été, qui est devenu le Palais du Peuple depuis, pour aller voir ce monsieur. Ce dernier m'informa du sort de l'étudiant dont on avait dit qu'il avait été tué et qui avait servi de détonateur au déclenchement de la grève. Celui-ci se portait bien et n'avait en fait pas été tué... Il me dit que je jouais double-jeu, étant le jour nationaliste et le soir contre le colonialisme. Je lui répondis alors qu'il en était de même pour lui, qu'il était pour l'Algérie française le jour et qu'il discutait le soir avec les fellaghas... Nous avons beaucoup ri ensemble. Reprenant son sérieux, il me dit : « Le vrai problème est de savoir comment sortir de cette situation. » Je lui répondis alors que la seule solution possible était l'indépendance.

C.M.H. : Quelle était l'histoire de l'étudiant tué ?

B. Abdesselam : Il y a eu la grève parce que la nouvelle s'est propagée à Alger qu'un étudiant algérien avait été arrêté, conduit dans un camp et exécuté. Ce n'était pas vrai, mais la nouvelle s'est propagée et a créé l'émotion.

C.M.H. : Il me semble qu'un étudiant a effectivement été tué en 1956...

B. Abdesselam : Plusieurs étudiants ont été tués en 1956. Cependant, Ferhat Hadjadj, qui avait soi-disant été tué, a effectivement été arrêté, mais n'a pas été assassiné. Mais l'émotion qui a suivi la rumeur de sa mort a été à l'origine de cette grève.

C.M.H. : L'émotion était palpable chez les lycéens surtout.

B. Abdesselam : Les lycéens étaient très enthousiastes, beaucoup plus que les étudiants.

C.M.H. : Que pouvez-vous dire sur Mériem Belmihoub ?

B. Abdesselam : Elle était lycéenne à l'époque. Les lycéens ont effectivement joué un très grand rôle dans le déclenchement de la grève parce qu'ils étaient plus nombreux que les étudiants.

C.M.H. : J'ai aussi appris qu'Ali Abdellaoui avait déjà essayé en 1953 d'établir une association lycéenne à Constantine et que vous y aviez participé.

B. Abdesselam : En 1953-1954, nous avons considéré que pour répandre nos idées parmi les étudiants, il ne fallait pas attendre qu'ils soient à l'université, mais qu'il fallait commencer à les sensibiliser dès le lycée. On a donc lancé un mouvement de lycéens. Une association de lycéens existait déjà à Alger et nous nous sommes occupés de lui redonner vie. Je crois qu'il y en avait également une à Mostaganem dont nous nous sommes également occupés. On a créé une association à Constantine et je crois à Skikda. A Sétif, nous avons eu des problèmes avec certains partisans d'Abbas et avons préféré repousser la création d'une association à l'année suivante. On revenait toujours à l'idée de mobi-

liser et rassembler toutes les couches sociales du peuple algérien au sein du mouvement de libération nationale. Il s'agissait d'une vieille idée du Parti qu'Abane avait reprise à son arrivée. Il a ainsi appuyé l'idée de la création de l'UGEMA et celle de l'UGTA. La création de l'UGTA a été vécue comme une sorte de dissidence au sein de la CGT. En effet, ce sont d'anciens militants PPA, qui n'étaient pas communistes, qui ont créé ce mouvement. Il y a eu au sein du mouvement syndical le même problème que chez les étudiants. Et aussi chez les commerçants : Lebjaoui a été chargé de créer l'Union Générale des Commerçants Algériens⁽¹⁾. Il y a eu aussi une association de femmes.

C.M.H. : Les étapes n'ont-elles pas été un peu brûlées en créant toutes ces associations, unions... en même temps ?

B. Abdesselam : Tout à fait! Sachant qu'on se dirigeait vers un affrontement avec la France, il nous fallait trouver le moyen d'être forts. Pour revenir au conflit avec Messali, lorsque l'idée de créer une union pour rassembler les Algériens a surgi, nous savions que nous ne pourrions pas demander aux Algériens de se rallier à nous en leur imposant Messali comme chef. Chacun se considérait comme un leader et on ne pouvait pas demander aux autres de venir se mettre sous nos ordres. Nous partions de l'idée que Messali finirait par s'imposer par les faits car son parti était le plus dynamique. On n'avait donc pas à l'imposer comme un préalable. Messali avait mal pris cela et pensait qu'on voulait l'éliminer. Cette stratégie a donc mûri au sein du Parti et Abane, qui était du Parti et en suivait parfaitement

1. Mohamed Lebjaoui, *Vérités sur la Révolution Algérienne*, Paris: Editions Gallimard, 1970; Alger: ANEP, s.d., pp. 35, 79.

l'évolution même quand il était emprisonné en France, n'a fait que la reprendre. Ce rassemblement nous concernait tous, y compris ceux qui étaient intégrés au sein de l'administration française. Chacun avait sa place contre la domination coloniale. L'UGEMA n'était qu'une branche de ce mouvement. Nous qui étions des militants souterrains essayions de faire en sorte que les idées du Parti triomphent. Il fallait trouver des mots d'ordre attractifs, d'où l'idée de propager l'idée que l'Algérie faisait partie de la culture arabo-islamique, comme d'autres appartiennent à la culture latino-romaine. Cette idée n'a évidemment pas plu aux communistes, de même qu'à certains colonialistes français qui avaient décidé de faire de l'Algérie une province française. Pour eux, il fallait que les Algériens deviennent chrétiens et renoncent à la langue arabe pour pouvoir devenir Français. Je pense que c'est le même problème qu'ont les Kurdes aujourd'hui avec les Turcs, car la Turquie actuelle est l'héritière de l'Empire ottoman, qui était un empire multinational.

C.M.H. : Oui et les Kurdes sont considérés comme des montagnards.

B. Abdesselam : Pourtant, ils ont leur culture. Moi, je suis Kabyle, mais je suis anti-berbériste parce que la langue de culture des Kabyles et des Berbères a toujours été l'arabe. On parle kabyle, c'est une langue pratique dans les familles, mais la langue de culture a toujours été l'arabe depuis la venue de l'Islam dans la région. Et je considère que la civilisation arabo-islamique est née avec l'Islam. Avant l'Islam, il n'y avait pas beaucoup d'ouvrages arabes. La langue arabe s'est répandue avec l'Islam, qui est arrivé ici à ses débuts. Les Berbères ont contribué à la création et à l'épanouissement de cette culture.

C.M.H. : Oui, mais en Algérie, on dit qu'actuellement presque tous les Algériens sont berbères sur le plan génétique.

B. Abdesselam : Oui, des Berbères arabisés.

C.M.H. : C'est l'expression de la culture arabo-islamique sur fond berbère !

B. Abdesselam : C'est votre interprétation. Je vous disais qu'on ne peut pas comprendre l'UGEMA si on l'extrait de la globalité du mouvement. L'UGEMA n'est pas une question à part. C'est une tranche du mouvement national. Ceux qui connaissent cet aspect sont ceux qui ont milité de l'intérieur, mais évidemment, il y a eu des gens qu'on a entraînés et qu'on a mis en avant par la suite. Cela n'était en fait qu'une tactique.

C.M.H. : Il y avait donc ce noyau de quelques centaines d'étudiants et diplômés universitaires des années 1950. Pour revenir à l'année scolaire 1953-1954, quand vous n'étiez plus président de l'AEMAN, quel était le rôle d'Ahmed Taleb Ibrahim, qui fut plus tard premier président de l'UGEMA ?

B. Abdesselam : Il était pratiquement indifférent sur le plan politique. Il travaillait un peu dans le cadre des associations étudiantes avec les Oulémas et dirigeait un journal. A l'époque, on ne le voyait pas beaucoup mais, malgré nos rivalités, lorsque nous souhaitions former un comité, nous lui demandions toujours d'en faire partie afin de donner l'impression de regrouper tous ceux qui étaient en faveur d'une Algérie indépendante, arabe et musulmane et ayant comme valeur l'Islam. Nous considérions l'Islam en tant que valeur culturelle, non pas religieuse, afin de nous distinguer des communistes et des berbéristes. On essayait donc d'attirer vers nous tous ceux qui, sans être de notre parti, défendaient l'idée de l'Algérie

musulmane et arabe. Pendant un certain temps, le problème de savoir qui dirigerait le mouvement armé s'est posé. Le FLN était obligé de mentir dans certaines régions, en disant que nous étions sous les ordres de Messali, car les militants soutenaient Messali puisque c'était lui qui avait lancé l'idée du mouvement armé. Sur le plan étudiant, les étudiants messalistes et ceux du FLN dans la mouvance du Comité central se retrouvaient unis face aux communistes. Il y avait donc d'un côté les étudiants communistes soutenus par le parti communiste et de l'autre les étudiants UGEMA soutenus par le FLN. Lamine Khène, Benbaatouche, Mohammed Benyahia, etc. ont organisé la conférence d'Alger. Pour l'organisation de la conférence de Paris, j'étais un peu le meneur de jeu, assisté par Rédha Malek, Mouloud Belaouane... et au moment de former la direction, nous avons pris Taleb pour qu'on ne dise pas que l'UGEMA était la création de l'ancien parti de Messali. Il ne fallait pas qu'on donne cette impression, car notre but était d'avoir une union nationale qui aille dans le sens de nos idées et non d'être à la tête de cette union.

C.M.H. : Qui avait ce but ?

B. Abdesselam : Mohammed Benyahia, Rédha Malek, Lamine Khène, Benbaatouche, moi-même et d'autres.

C.M.H. : Le FLN était-il impliqué dans cette décision ?

B. Abdesselam : Le FLN nous laissait agir librement.

C.M.H. : Et Abane ?

B. Abdesselam : Abane... Les étudiants voyaient Abane, qui avait des méthodes révolutionnaires, à Paris.

C.M.H. : Et Ahmed Doum ?

B. Abdesselam : Vos questions commencent à prendre une allure désagréable. Vous semblez chercher auprès de moi de quoi confirmer ou infirmer des propos tenus par d'autres, sans le dire ouvertement. Ou alors, vous croyez pouvoir démentir mes affirmations parce que vous avez entendu d'autres personnes. Doum, j'en suis sûr, fut l'un des premiers militants du FLN en France. Il était éloigné des étudiants. Le premier étudiant se réclamant directement du FLN à nous avoir rejoints fut Mohamed Madhi.

C.M.H. : Etait-il votre contact avec la Fédération de France ?

B. Abdesselam : Il était le contact avec l'organisation. Il n'y avait pas encore de Fédération de France. C'était le premier noyau du FLN en France.

C.M.H. : Et Lebjaoui ?

B. Abdesselam : C'est plus tard, au début 1956, que Lebjaoui sera responsable de la Fédération de France, remplaçant Louanchi qui, comme moi, avait aussi été membre du Comité central. Consécutivement à la série d'attentats qui eurent lieu lors du déclenchement de l'action armée en Algérie, les Français ont commencé à se demander ce qui se passait et à s'informer. Un jour, vers la fin 1955 ou le début 1956, Taleb, qu'on avait placé comme président de l'UGEMA, est venu me voir pour me demander s'il pouvait entrer en contact avec le FLN. Je lui avais à l'époque répondu que je ne connaissais pas le FLN, parce que le responsable en France m'avait ignoré... Je développais les idées du FLN sans être au FLN. Cela va peut-être vous surprendre, mais je n'ai jamais demandé à adhérer au FLN et personne du FLN ne m'a jamais demandé d'y adhérer. Pour moi, le FLN était la continuation du

parti nationaliste auquel j'appartenais depuis ma prime jeunesse. En faisant ce que je faisais, je continuais tout simplement à suivre la politique qui avait été la nôtre. Les gens qui avaient créé le FLN suivaient cette même politique. A la différence de beaucoup de ceux qui vous parlent, je savais ce qu'était le FLN et qui en étaient les fondateurs. Je n'avais pas besoin de recruteurs pour savoir quoi faire, car j'avais été impliqué dans les débats précédant le lancement de la Révolution armée, de l'ALN et du FLN. Aussi suis-je complètement indifférent au comportement de ceux qui prétendent que leur intégration au FLN est antérieure à celle des autres afin d'en tirer argument pour se donner une certaine primauté. Mon appartenance au mouvement dont est issu le FLN et les positions que j'y avais acquises me mettaient et me mettent toujours au-dessus de ces contingences bien minables. Tout cela, je me dois de l'expliquer et de le faire connaître. J'ai essayé dans une certaine mesure de le faire à travers les entretiens que j'ai rédigés avec Mahfoud Bennoune et Ali El Kenz, mais cela ne suffit pas. Je compte y consacrer d'autres écrits. Je tente de m'y atteler en ce moment.

C.M.H. : Et Benyahia ?

B. Abdesselam : Il était à Alger et était en contact avec Abane et avec le FLN. Il avait été l'un des avocats de Rabah Bitat, qui avait été arrêté très peu de temps après le 1^{er} Novembre 1954, ce qui lui avait valu de se trouver très tôt en contact avec des hommes du FLN. Alors, quand Ahmed Taleb m'a demandé si je pouvais le faire entrer en contact avec le FLN et que je lui ai répondu que je ne pouvais pas, il est allé voir Lebjaoui, avec lequel il avait des relations familiales ou personnelles. Nous avons choisi Ahmed Taleb comme président de l'UGEMA, mais ce n'était pas son

rôle. Il était là pour représenter et pour diffuser une idée œcuménique de l'UGEMA, mais il n'était pas le véritable porte-parole du FLN au sein de l'UGEMA. Il a voulu lui-même être ce symbole en demandant contact à Alger, qui l'a renvoyé chez moi. Et lorsque Lebjaoui est venu en France, Taleb m'a contacté pour me dire que quelqu'un, venu d'Alger, voulait me voir. Jusqu'à ce jour-là, je ne connaissais pas Lebjaoui.

C.M.H. : Mais Lebjaoui était-il l'envoyé d'Abane ?

B. Abdesselam : Oui, il était l'envoyé d'Abane. Je connaissais Abane depuis avant son arrestation en mars 1950. Il était mon chef au sein du PPA. S'étaient créés entre nous des sentiments d'amitié et de fraternité qui allaient bien au-delà des liens qui existent normalement entre militants d'un même parti, surtout d'un parti comme le PPA, qui était davantage une famille qu'un simple regroupement d'adhérents au même mouvement politique. Dès sa sortie de prison, il a énormément contribué à l'expansion de la Révolution. Ses activités, ses initiatives et les résultats de son action ont suscité à son encontre des jalousies certaines et tenaces. Nous n'avions pas besoin de nous rencontrer pour savoir quoi faire. Nous étions l'un et l'autre guidés par les mêmes idées. Du reste, quand Ahmed Taleb avait essayé d'établir le contact avec le FLN à Alger, Abane lui avait fait répondre par Lebjaoui que s'il voulait le contact avec le FLN, il avait « Abdesselam à côté de lui » et n'avait pas besoin de s'adresser à Alger. Le lendemain de l'arrivée de Lebjaoui à Paris, apportant à Ahmed Taleb la réponse qu'il attendait d'Alger, Louanchi est venu m'aviser de la situation. Il m'avait jusque-là ignoré, et je ne sais toujours pas pourquoi. Il fut le premier contact de Taleb avec le FLN. Doum faisait partie des premiers militants qui ont suivi le Comité central au moment de

la scission du Parti. Mais quand le FLN s'est créé, il l'a rejoint. Le FLN s'est créé d'ailleurs en grande partie avec les militants qui n'avaient pas suivi Messali. C'est ainsi que s'est constitué le premier noyau du FLN en France. La Fédération de France ne fut formée qu'après, même si le terme « Fédération de France » existait déjà avec le MTLD. Au moment de la scission, Messali a créé sa propre fédération. Il y a même eu à un moment deux Fédérations de France du FLN en raison de la clandestinité.

C.M.H. : Y en avait-il deux en 1956 ?

B. Abdesselam : Oui.

C.M.H. : Taleb a-t-il dû quitter l'UGEMA car le FLN l'a appelé ?

B. Abdesselam : Non, Taleb a voulu continuer à être président de l'UGEMA, mais les étudiants ne voulaient plus de lui.

C.M.H. : Pourquoi ?

B. Abdesselam : Il n'avait aucune chance de se faire élire à nouveau.

C.M.H. : Y avait-il un problème avec son style ?

B. Abdesselam : Son comportement et sa manière de faire dérangeaient... S'il s'était présenté aux élections lors du Congrès, il n'aurait pas récolté beaucoup de voix. Il a demandé la caution⁽¹⁾ et on la lui a refusée. Il était président de l'UGEMA, mais il n'était pas le véritable patron de l'UGEMA. Lors du Congrès de l'UGEMA, Mouloud Belaouane fut désigné président. Louanchi, qui était le responsable désigné par Alger

1. *Résolution de quitus, ou vote de confiance. Voir par exemple, la Résolution de quitus du Comité directeur de l'UGEMA en 1961 (Annexe 3, page 3).*

pour la Fédération, a pris Taleb avec lui puisque celui-ci était un homme de relations publiques et de contacts. Louanchi avait besoin de quelqu'un pour faire le lien avec les partis français, les organisations françaises, politiques, de jeunes, etc.

C.M.H. : Mais il vivait dans la clandestinité...

B. Abdesselam : Dans les milieux parisiens, au bout d'un certain temps, on sait qui vous êtes même si on fait semblant de ne pas le dire. Mais la police vous suit tout le temps. Ce qui les intéressait n'était pas de repérer une personne, mais d'attraper toute l'organisation. Les gens qui s'affichent un peu trop finissent par attirer l'attention.

C.M.H. : Mouloud Belaouane fut arrêté par la suite...

B. Abdesselam : Bien qu'il eût déjà été repéré, car étant président de l'UGEMA, ce n'était pas vraiment lui qui était visé. Nous avons été arrêtés un jour ensemble dans un café par la DST, en décembre 1955 il me semble. Ils nous ont interrogés et relâchés.

C.M.H. : Qui sont ceux qui étaient intervenus lors de la conférence préparatoire ? Taleb avait-il pris la parole ?

B. Abdesselam : Il y avait eu deux conférences préparatoires au même endroit, au 115. Celle des communistes et la nôtre. Nous ne savions pas si nous allions discuter séparément ou fusionner. Les communistes ont accepté de fusionner et une seule conférence a finalement eu lieu. Ils ne voulaient cependant pas que la conférence arrête son choix sur UGEMA ou UGEA. Nous nous sommes arrangés pour nous prononcer pour UGEMA au lieu d'UGEA. Cela nous paraissait important, d'autant plus que nos délégués étaient venus avec un mandat impératif des militants. Les communistes voulaient simplement qu'on discute de l'organisation et

qu'on reporte la décision au Congrès. Quand la conférence s'est prononcée pour l'UGEMA, les communistes sont sortis en disant qu'ils allaient organiser leur propre congrès. En juillet, il y a donc eu deux congrès.

C.M.H. : Quand Ferhat Abbas est-il intervenu pour tenter de convaincre les étudiants sur le choix d'UGEMA au lieu d'UGEA ?

B. Abdesselam : Il me semble que Ferhat Abbas est venu avant la conférence.

C.M.H. : L'UDMA était donc avec vous ?

B. Abdesselam : La plupart des étudiants se réclamant des mouvances UDMA, PPA, Oulémas et ceux attachés à la notion « d'Algérie arabe et musulmane » étaient pour l'UGEMA. Les communistes ne rassemblaient quant à eux que quelques éléments de certaines universités et les berbéristes.

C.M.H. : Harbi était-il membre de la conférence préparatoire ?

B. Abdesselam : Harbi était d'abord avec nous, mais il les a rejoints. Et s'il fut un des membres de la conférence préparatoire, il a dû être désigné par les communistes.

C.M.H. : Et Taleb ?

B. Abdesselam : Oui, Taleb était des nôtres, il était parmi les étudiants de Paris. Au fur et à mesure que tout se mettait en place, le FLN devenait plus visible. Après sa libération en février 1955, Abane se rendit en Kabylie puis fut renvoyé à Alger pour s'occuper des questions politiques. Nous bénéficions aussi bien de l'appui du FLN que de celui des messalistes, qui étaient puissants jusqu'en 1957 et qui dominaient l'émigration vers la France.

C.M.H. : Y avait-il des étudiants messalistes ?

B. Abdesselam : Il y en avait quelques-uns, par exemple le docteur Amir, qui plus tard fut secrétaire général de la présidence avec Boumediene et qui est décédé à présent. A l'époque, il était président de l'AEMNA de Paris. Pour revenir à la création de l'UGEMA, deux organisations parallèles UGEMA et UGEA coexistaient en juillet 1955. Les communistes, se sentant isolés, furent contraints de fusionner leur organisation à l'UGEMA. L'UGEMA bénéficiait d'un appui politique, à la fois du FLN et des messalistes. Nous savions qu'Harbi sympathisait avec les autres, mais il était un de nos militants. Je ne l'ai jamais mis de côté jusqu'au jour où il s'est déclaré contre nous.

C.M.H. : Quand était-ce ?

B. Abdesselam : Juste avant la conférence préparatoire.

C.M.H. : Etait-il plus tard à la Fédération de France ?

B. Abdesselam : Ceci est une autre histoire. Le FLN continuait à se développer et le Congrès de la Soummam, en août 1956, a permis de former une nouvelle direction. En octobre 1956, la France a arrêté la direction extérieure lors du coup de l'avion. Abane est devenu le patron sur le plan interne. Concernant la direction extérieure, le docteur Lamine Debaghine est le seul de la délégation extérieure à être resté libre. En France, deux réseaux distincts s'étaient formés, l'un crée par Tarbouche dont Doum faisait partie, et l'autre auquel Mahboubi, qui se trouvait à Madrid, avait pris part. Chacun des deux réseaux se considérait comme le véritable réseau et c'est lors de la perception des cotisations que nous nous sommes aperçus de l'existence de deux réseaux parallèles, qui s'explique par la clandestinité dans laquelle nous

vivions. Nous avons fait se rencontrer les militants des deux réseaux, qui se sont placés sous les ordres de Louanchi, qui par la suite fut remplacé par Lebjaoui. Un jour de février 1957, tous furent arrêtés par la police. Par ailleurs, le CCE⁽¹⁾ avait quitté Alger à cause de la bataille qui y avait lieu. Certains anciens dirigeants du Comité central, dont Boulahrouf, ami de Harbi, avaient été marginalisés pour avoir été contre le FLN. Boulahrouf est allé voir à ce moment-là le docteur Lamine Debaghine, qui lui a dit de prendre les choses en mains en attendant que la situation s'arrange. Boulahrouf a gardé Harbi ainsi que quelques éléments communistes, principalement des amis de Harbi, dont Benmiloud, jusqu'au jour où le CCE avec Abane est sorti à l'extérieur. Quand ils se sont retrouvés à l'extérieur, ils ont désigné un nouveau chef pour la Fédération de France en la personne d'Omar Boudaoud.

C.M.H. : Celui qui a récemment publié ses mémoires⁽²⁾ ?

B. Abdesselam : C'est exact. Boudaoud arrive alors à Paris, y installe une nouvelle direction et envoie Boulahrouf à l'extérieur comme délégué à Genève, puis à Rome. Mais Harbi est resté. Qu'on le veuille ou non, Harbi considère qu'il s'est opposé à l'idée de l'UGEMA parmi les étudiants, mais il ne peut pas ignorer que l'UGEMA était aussi l'idée du PPA et du

1. « L'institutionnalisation du F.L.N. en août 1956 se traduit par l'adoption d'un programme et la mise en place d'un Conseil National de la Révolution Algérienne (C.N.R.A.), d'un Comité de coordination et d'exécution remplacé en septembre 1958 par un gouvernement provisoire (G.P.R.A.) », sous la direction de René Gallissot, *Les accords d'Evian*. Paris: Editions Karthala, 1997. p. 230.
2. Omar Boudaoud, *Du PPA au FLN: Mémoires d'un combattant*, Casbah Editions, Alger, 2007.

FLN. On l'a toujours considéré comme un élément suspect du fait de son ralliement au parti communiste.

C.M.H. : N'avait-il pas d'abord été membre du MTLD ?

B. Abdesselam : Oui, c'est exact. Mais lors de la crise de 1954, beaucoup de gens ne faisaient plus confiance au MTLD, car les communistes avaient réellement beaucoup d'influence. Le communisme apparaissait comme un mouvement mondial, qui avait le soutien de l'URSS. Il ne faut pas oublier qu'en 1954 et 1955, la première victoire au Vietnam a donné un prestige considérable au parti communiste. Harbi était de ceux qui ont pensé que le communisme était la seule alternative à la crise du Parti, c'est-à-dire du PPA. Il a donc rejoint les communistes, qui ne l'ont jamais considéré comme un véritable militant mais plutôt comme un simple sympathisant, peut-être à cause de son origine bourgeoise.

C.M.H. : Peut-être était-il trop indépendant ?

B. Abdesselam : Pas vraiment. Vous savez, les communistes ont des règles et ne prennent pas n'importe qui. N'oubliez pas qu'il est d'origine bourgeoise.

C.M.H. : Mais la plupart des étudiants n'étaient-ils pas d'origine bourgeoise ?

B. Abdesselam : Les règles sont strictes au parti communiste. Harbi n'a jamais pu obtenir de carte d'adhérent au Parti communiste français, ce qui m'a été affirmé par d'anciens dirigeants communistes. Nous, nous le considérons comme ayant rejoint le parti communiste.

C.M.H. : Mais la plupart des étudiants d'origine bourgeoise n'ont-ils pas eu le même problème en essayant de rejoindre le parti communiste ?

B. Abdesselam : Cela dépendait des cas. Le parti communiste a accepté certains étudiants d'origine bourgeoise, dont les frères Benmiloud par exemple. Leur père était bachagha et grand propriétaire du sud de l'Algérie, c'était un homme très respecté, considéré comme proche du peuple. Harbi, qui avait quitté un parti pour un autre, devait être considéré par les communistes comme un élément instable dont ils n'étaient pas sûrs de la fidélité.

C.M.H. : C'est un peu comme à l'église.

B. Abdesselam : Oui, c'est presque les mêmes règles qu'à l'église ou à l'armée. D'ailleurs, chez vous les Occidentaux, on considère, je crois, les partis comme une sorte d'imitation de l'Eglise.

C.M.H. : Après la dissolution de l'UGEMA en 1958⁽¹⁾, vous êtes parvenus à faire revivre le mouvement à partir de Tunis et à donner des bourses pour l'étranger aux étudiants. Comment arriviez-vous à faire cela ?

B. Abdesselam : Ce sont les retombées de la guerre de libération. Cette guerre s'est prolongée et développée, et le problème des réfugiés s'est posé. Beaucoup de gens partaient à l'étranger parce qu'ils étaient poursuivis ou parce qu'ils ne pouvaient plus vivre en Algérie ou en France, en raison de la répression. Il y avait donc des réfugiés un peu partout, surtout au

1. « Ce groupement, l'Union générale des étudiants musulmans algériens (U.G.E.M.A.), constitué dans son principe pour la défense des intérêts moraux et matériels de ces étudiants, a été ainsi complètement détourné de ses buts statutaires pour servir les fins politiques du F.L.N., ses dirigeants devenant les animateurs des organismes clandestins de ce parti dissous par décret du 29 juin 1957 », « *Dissolution de l'Union générale des étudiants musulmans algériens* », *Le Monde*, 29 janvier 1958, p.1.

Maroc et en Tunisie. Et parmi ces réfugiés, il y avait des étudiants, des jeunes qui ne pouvaient plus vivre en Algérie ou qui fuyaient les mobilisations de force dans l'armée française. Parce que l'Algérie était considérée comme territoire français, ces jeunes étaient intégrables dans l'armée française, d'autant plus qu'ils étaient grévistes. Le nombre de réfugiés algériens à l'étranger devenait de plus en plus important. L'UGEMA était dissoute et, ne pouvant plus exister légalement en France, sa direction a dû partir à l'étranger. Certains de ses dirigeants ont été arrêtés et emprisonnés. Les membres de cette direction à l'étranger se sont répartis les tâches. Mehri par exemple était chargé au sein du CCE des problèmes sociaux, dont faisait évidemment partie celui des étudiants. Mehri m'a appelé alors que j'étais déjà à Tanger, au Maroc. Avant cela, j'étais retourné clandestinement en Algérie, à Alger, malheureusement au moment où il y avait la bataille d'Alger. J'étais recherché, mais j'ai pu m'échapper grâce à des amis français faisant partie de l'église. Je suis sorti de la capitale avec l'idée de me retrouver dans le maquis, mais je me suis retrouvé à l'Ouest. On m'a dit d'aller voir la direction de la wilaya V, qui était à Oujda, et c'est ainsi que je me suis retrouvé au Maroc où j'ai retrouvé Abane. Je fus intégré dans l'organisation du Maroc au moment où l'UGEMA était également à l'étranger. Mehri m'a demandé de l'aider à trouver une solution pour tous ces jeunes.

C.M.H. : Comment avez-vous connu Mehri ?

B. Abdesselam : Il était un vieux militant du MTLD que j'ai connu pour la première fois en 1947 ou 1948 à Sétif, où il était le chef de l'organisation régionale du PPA-MTLD. On était tous les deux membres du Comité central, qu'on a intégré le même jour. Le FLN avait lancé le mot d'ordre de fin de grève et demandé aux

étudiants de reprendre leurs études en novembre 1957.

C.M.H. : Qui avait décidé de ce mot d'ordre ?

B. Abdesselam : C'est le FLN, précisément le CCE.

C.M.H. : Qui au sein du CCE ?

B. Abdesselam : Je ne sais pas et je n'ai jamais cherché à le savoir. Je pense que c'est le CCE qui a été formé en octobre 1957 au Caire.

C.M.H. : N'y a-t-il pas eu intervention de l'UGEMA à l'époque ?

B. Abdesselam : Je ne sais pas. J'étais à Oujda, complètement isolé. J'avais fait parvenir à Khemisti, de passage au Maroc, une lettre dans laquelle je lui demandais d'intervenir pour la levée de la grève. Déjà en mai 1956, la question était de savoir comment encadrer la structure de lutte du mouvement au sein du pays. La stratégie du FLN était de mettre en place une organisation politique détachant la population de l'administration française. Il fallait donc créer une sorte de structure administrant la population. Cela devait se faire par la formation de cadres. En novembre 1957, les idées avaient évolué et la question était de savoir quoi faire de l'Algérie indépendante. Des missions militaires ont commencé à être envoyées à Moscou, puis à Pékin et même dans les pays arabes. Des jeunes étaient envoyés dans tous ces pays pour y suivre une formation militaire et devenir les officiers de la future armée algérienne. Il n'était plus question de demander aux étudiants d'arrêter leurs études, mais de les pousser à étudier pour qu'on puisse les préparer à être les cadres de l'Algérie indépendante. Il y avait donc à la fois des préoccupations d'avenir et des préoccupations immédiates. Les réfugiés avaient des besoins de première nécessité. Nous ne savions pas où loger

lorsque nous étions à l'étranger. C'est par la force des choses que le FLN est devenu une sorte de gouvernement à l'étranger et c'est de cette façon que nous nous sommes mis à prendre en charge tous ces jeunes et à trouver à chacun d'eux ce qui lui convenait. On s'est mis à chercher de l'aide auprès de tous les gouvernements et organisations amis, par exemple auprès de l'Union nationale des étudiants américains pour les Etats-Unis et de l'Union des étudiants allemands pour l'Allemagne.

C.M.H. : Abderrahmane Megateli habite à Austin, aux Etats-Unis. Quel a été son parcours ?

B. Abdesselam : Megateli a rejoint le maquis durant la Révolution. Après trois ans de maquis, il a repris ses études, en 1959 il me semble.

C.M.H. : Justement, il m'a dit qu'un colonel l'encourageait à aller étudier. Et que c'est ce qui l'a poussé à reprendre ses études.

B. Abdesselam : Il s'agit peut-être de Si M'hamed Bougara⁽¹⁾, mais Boumediene voulait le renvoyer à l'intérieur de l'Algérie.

C.M.H. : Justement, y avait-il déjà des problèmes avec le GPRA ?

B. Abdesselam : Non, il n'y avait pas de problèmes, uniquement des différences de points de vue. L'Etat-major n'existait pas encore et nous ne parvenions pas à régler le problème de la création d'une wilaya VI au Sud. Boumediene voulait l'envoyer au Sud. Lui faisait partie de la wilaya IV, dans la zone où les wilayas IV et V se côtoyaient.

1. Si M'hamed Bougara fut commandant, puis colonel, de la wilaya IV de 1957 à 1959. Il meurt à l'été 1959 lors d'une bataille, dans la région de Médéa.

C.M.H. : Megateli faisait partie de l'ALN, il était déjà commandant à ce moment-là et il fallait lui donner une bourse pour étudier. Est-ce exact ?

B. Abdesselam : Nous obtenions facilement des financements pour les bourses. Notre problème était que les pays occidentaux exigeaient en général le baccalauréat pour l'admission dans une université.

C.M.H. : Un autre problème était le transfert des bourses. Celles-ci ne transitaient pas par le FLN.

B. Abdesselam : Oui, les Etats-Unis attribuaient des bourses à l'USNSA (United States National Student Association), qui les donnait à l'UGEMA. Mais tout le monde savait que l'UGEMA, c'était le FLN. Dans mon bureau à Tunis, je recevais l'attaché culturel de l'ambassade des Etats-Unis. Les bourses provenaient également d'une organisation alimentée par la Fondation Ford. Nous avons obtenu des bourses provenant de nombreux pays. Les pays communistes acceptaient de recevoir des étudiants qui n'avaient pas terminé leurs études secondaires et qui n'avaient donc pas de diplômes. Se trouvaient dans ces pays des écoles formant des techniciens supérieurs et aussi des universités qui acceptaient d'organiser des cycles de rattrapage pour les étudiants n'ayant pas le niveau, notamment pour les carrières à caractère scientifique. On a placé beaucoup d'étudiants un peu partout dans le monde.

C.M.H. : Les étudiants avaient certainement le choix, mais c'est vous qui preniez la décision finale !

B. Abdesselam : Ma mission était d'organiser la répartition des étudiants en fonction des possibilités que nous avions. J'avais aussi pour mission de prendre la tutelle de l'UGEMA au nom du FLN. J'étais en quelque sorte l'homme de liaison entre l'UGEMA et la

direction du FLN jusqu'en 1960. A partir de 1960, je me suis occupé uniquement des bourses pour laisser l'UGEMA s'émanciper. On a placé les jeunes en fonction des bourses qui nous étaient données et parfois on leur donnait un complément sur le budget du FLN.

C.M.H. : Quel était le processus de sélection ?

B. Abdesselam : Nous avons une politique qui consistait à envoyer par exemple vers des régions pétrolières les gens qui optaient pour les études scientifiques. C'est ainsi que Megateli fut envoyé aux Etats-Unis.

C.M.H. : Le frère d'Aït Chaalal, qui sera avocat, a également été boursier. Est-ce exact ?

B. Abdesselam : Oui. Nous n'imposons rien, mais essayions d'influencer les jeunes à s'orienter vers des carrières scientifiques. Certains étaient évidemment faits pour se tourner vers des carrières littéraires, juridiques ou administratives. Saïd Sahnoun et Aberkane, par exemple, sont devenus diplomates, de même que Saïd Aït Chaalal, avant de devenir avocat.

C.M.H. : Qui discutait de ces allocations ?

B. Abdesselam : Moi-même, avec des dirigeants de l'UGEMA ou certains de mes collaborateurs à Tunis. La gestion des bourses était centralisée au sein du FLN.

C.M.H. : Qu'en était-il alors de vos discussions avec Baghli ?

B. Abdesselam : Baghli gérait les problèmes de bourses au sein de l'UGEMA. Certaines bourses étaient cependant obtenues directement de gouvernements. Tout était centralisé au niveau du service que j'avais créé.

C.M.H. : N'y avait-il pas des pressions ?

B. Abdesselam : Non, il n'y a jamais eu de pression. Et si intervention il devait y avoir, ce n'était pas auprès de moi, mais de mon responsable, Mehri.

C.M.H. : A qui revenait le choix et la décision d'envoyer les étudiants aux différents endroits ?

B. Abdesselam : Il y avait des candidats aux bourses. On se réunissait et on discutait entre nous et on essayait d'orienter les gens en fonction de critères tels que l'âge, la formation déjà acquise, les langues parlées, les notes et les mentions obtenues aux examens qu'ils avaient passés. Nous arrivions à connaître ces notes et ces mentions. Certains, n'ayant pas connaissance de la prise en compte des notes et mentions obtenues, ont pu parler de discrimination, mais ce n'était pas le cas. Plusieurs problèmes se posaient. Les pays occidentaux, comme je l'ai déjà dit, n'acceptaient pas d'étudiants qui n'avaient pas le baccalauréat. Certains étudiants étaient âgés, ce qui pouvait poser problème pour leur admission à l'université. Ces étudiants furent pourtant de bons cadres par la suite. Bachir Kassis, par exemple, était dans ce cas-là. Il fut formé aux Etats-Unis avec un diplôme égyptien et fut le directeur du centre industriel de Skikda. Saadallah a également eu des problèmes pour étudier à l'étranger, mais il est devenu par la suite un très bon historien.

C.M.H. : Les ressortissants algériens n'étaient pas préparés pour des études à l'université de la Zitouna de Tunis ou à l'université Al-Azhar du Caire, sauf par le biais des médersas, qui furent fermées à partir de 1956...

B. Abdesselam : Non, il y a toujours eu des étudiants algériens à la Zitouna ou à El-Azhar... En 1956,

la guerre était déjà bien avancée. Le problème était que ceux qui allaient à Tunis ou qui venaient de Tunis étaient généralement âgés et avaient pour cela des difficultés à être acceptés en Egypte. Et même au Caire ou à Damas, les universités modernes n'acceptaient pas d'étudiants qui n'avaient pas le baccalauréat. Et les facultés modernes n'acceptaient pas les étudiants de la Zitouna, qui avaient plus de facilités à entrer à El-Azhar ou dans des facultés de lettres ou de droit. Bagdad les acceptait par contre par solidarité avec l'Algérie et pour nous, permettre à quelqu'un d'aller à l'université, n'importe laquelle, équivalait à lui donner de quoi vivre.

C.M.H. : Le fait que ces étudiants sans qualifications aillent à Bagdad ne posait-il pas un problème à leur retour ?

B. Abdesselam : Nous ne raisonnions pas comme cela à l'époque. Nous considérions que ces gens étaient avant tout des réfugiés et nous les prenions en charge. Selon le niveau qu'ils avaient, ils étaient envoyés soit dans une université d'un des pays de l'Orient, soit dans une académie militaire. Ça a donné ce que ça a donné. Les résultats n'ont pas été brillants, mais la cause n'était pas universitaire mais de direction politique.

C.M.H. : À l'indépendance, bon nombre de cadres furent mobilisés.

B. Abdesselam : D'une manière générale, les étudiants qu'on a envoyés sont venus se mettre à notre service une fois leurs études terminées. Ils étaient vraiment des pionniers et beaucoup ont fait du bon travail.

C.M.H. : En juillet 1960 s'est tenu à Tunis le quatrième Congrès de l'UGEMA. Vous n'étiez pas d'accord pour que ce Congrès ait lieu, pourquoi ?

B. Abdesselam : Je n'étais pas d'accord parce que je savais qu'il y avait des problèmes au niveau des étudiants.

C.M.H. : Quels étaient ces problèmes ?

B. Abdesselam : Il s'agissait de problèmes internes, comme il en existe dans toute organisation. Certaines anciennes mouvances étaient encore actives. C'était le cas des communistes, dont les sympathisants contestaient le choix de certains dirigeants. Par ailleurs, je ne voulais pas que ce Congrès ne représente que les éléments à l'extérieur. Il y avait encore des étudiants à Alger et à Paris et le Congrès de Tunis se composait essentiellement de gens des sections de l'extérieur, même si on a fait siéger au sein de ce Congrès quelques délégués censés représenter les étudiants de France et d'Alger.

C.M.H. : Ce sont ces problèmes internes qui ont fait que Messaoud Aït Chaalal, par exemple, est allé à Beyrouth comme représentant du FLN ?

B. Abdesselam : Le Congrès de 1960 a nommé un Comité directeur, puis il y a eu une crise et on a été obligés de tout changer. On a donc donné d'autres responsabilités aux anciens dirigeants qui n'étaient plus à l'UGEMA. Messaoud est allé à Beyrouth dans ce cadre.

C.M.H. : Qui était alors responsable de l'UGEMA ?

B. Abdesselam : Un comité fut désigné. Je pense que je l'ai proposé au GPRA, dont Ben Khedda était déjà le président. Belkacem Krim et Ben Khedda m'ont chargé de les aider à régler le problème des étudiants. Belkacem Krim était devenu ministre de l'Intérieur et son ministère était désormais en charge de tous les problèmes internes, y compris des problèmes sociaux et des étudiants. Krim fut également le président de la délégation algérienne lors des négociations d'Evian.

C.M.H. : Mais qui se chargeait alors de l'UGEMA ?

B. Abdesselam : L'équipe désignée par le Congrès de 1960 fut complètement éliminée et un nouveau comité fut établi. Parmi ceux écartés du comité, certains ont repris leurs études, d'autres ont été envoyés occuper diverses fonctions. A un moment donné, nous avons proposé à Khemisti de faire partie du nouveau comité, mais il a refusé. Il avait été en prison et venait d'être libéré, avant le cessez-le-feu.

C.M.H. : Taleb aussi...

B. Abdesselam : Oui, je me rappelle l'avoir vu au Caire. Son père était au Caire.

C.M.H. : Et vous ? Qu'avez-vous fait après ?

B. Abdesselam : J'ai quitté l'UGEMA peu de temps avant le Congrès et je me suis uniquement chargé des bourses et du placement des étudiants avec Baghli, qui m'a remplacé dans cette fonction en juillet 1961. Je pensais reprendre mes études. J'étais étudiant en médecine et, voyant mon âge avancer, j'ai voulu étudier la science politique. Mais en août 1961, Ben Khedda est devenu chef du gouvernement et je suis devenu conseiller. Nous avons travaillé ensemble, notamment pour les négociations avec les Français et nous nous sommes séparés à un moment où on ne partageait pas le même point de vue sur certains problèmes internes. J'avais opté pour rejoindre de nouveau l'Algérie. Je devais partir en France en février 1962 pour rejoindre l'Algérie, tout cela évidemment clandestinement avec des faux papiers procurés par le GPRA, mais j'en ai été empêché sur ordre de Ben Khedda. J'ai ensuite reçu une lettre de Ben Khedda m'annonçant que l'on me proposait de devenir membre de l'Exécutif provisoire. Je me suis donc retrouvé à Rocher Noir en mars 1962.

C.M.H. : Mais ces études de science politique, au lieu de les finir, vous les avez finalement pratiquées...

B. Abdesselam : Tout à fait. Je suis donc resté à Rocher Noir de mars à septembre 1962. Au mois de juillet, je fus retenu comme candidat aux élections législatives pour être membre de la première assemblée constituante et Ben Bella me dit qu'il avait prévu que je sois ministre de l'Economie au sein de son gouvernement. Mais avec la crise de l'été 1962, j'ai été éliminé, comme un certain nombre de candidats aux élections législatives, notamment des anciens membres du GPRA. Nous nous sommes retrouvés à l'extérieur de l'Algérie. Je suis alors allé m'inscrire à Science Po à Paris et me suis retrouvé en octobre 1962 avec des jeunes qui auraient pu être mes enfants. Je suivais les cours et me suis habitué petit à petit à ma nouvelle vie d'étudiant.

C.M.H. : Bénéficiiez-vous d'une bourse ? Etiez-vous marié ?

B. Abdesselam : Je n'étais pas encore marié. Nous étions encore considérés comme Français. C'est à ce moment que Ben Bella m'a demandé de venir m'occuper du problème du gaz.

C.M.H. : Votre père ne s'est-il pas fâché lorsqu'il a appris que vous ne termineriez pas vos études ?

B. Abdesselam : Non, mon père était vieux et ne s'occupait plus de ces choses. Il était heureux de me retrouver vivant après la guerre.

C.M.H. : Avec tous les cadres formés par l'UGEMA, ne pensez-vous pas qu'une organisation qui aurait servi à l'Algérie par la suite aurait pu être créée ?

B. Abdesselam : C'est là tout le drame de la Révolution algérienne. A chaque fois que quelque chose était créé, il y avait un échec par la suite. On a

créé le mouvement national avec le PPA-MTLD, mais il y a eu une crise. Vous savez, on ne crée pas une direction du jour au lendemain ; il faut du temps. Avec sept années de guerre, on a fini par forger une direction, le GPRA⁽¹⁾, et quoiqu'on en dise, c'était une entité. Pour les Algériens, il s'agissait de la direction de la Révolution, qui a éclaté plus tard, même s'il y a eu une amélioration avec Ben Bella, amélioration qui n'a pas duré longtemps. Boumediene a également tenté de redresser la situation, mais il mourut au moment où il commençait à surmonter les difficultés. Puis Chadli se mit à détruire tout ce que Boumediene avait fait. Et enfin, on a eu octobre 1988.

C.M.H. : Etiez-vous pour la suspension des élections de 1991-1992 ? Avez-vous des regrets ?

B. Abdesselam : Non, parce qu'en 1992, je parlais de l'idée que la crise était née à cause de la manière dont Chadli avait géré le pays. Sa politique a abouti à la crise. Boumediene avait géré le pays dans la continuité de la Révolution. Ce sont les misérables qui ont supporté la Révolution. Quand De Gaulle est arrivé au pouvoir, il a tout fait pour écraser l'ALN. Lorsqu'il est

1. « Le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) est né le 19 septembre 1958. [...] Il est d'abord présidé par Ferhat Abbas, et remplace le Comité de coordination et d'exécution (CCE), première direction centralisée du FLN. Un an plus tard, en décembre 1959, un Etat-Major général (EMG) de l'ALN est institué, sous la direction du colonel Houari Boumediene. Malgré les contradictions qui vont apparaître entre elles, ces deux structures entendent, dans un premier temps, jouer un rôle complémentaire : au GPRA revient la tâche de gagner des soutiens sur la scène politique internationale, d'entreprendre d'éventuelles négociations avec la France. L'EMG, de son côté, aura comme mission de réorganiser l'ALN, affaibli par les offensives de l'armée française en 1958-1959, cantonnée aux frontières marocaine et tunisienne. » Benjamin Stora, *Les mots de la guerre d'Algérie*. Presses Univ. du Mirail, 2005, p. 60.

venu en Algérie en décembre 1960, c'est le peuple qu'il a trouvé devant lui et qui lui a dit qu'il n'y avait qu'une seule solution : l'Indépendance avec le GPRA. Pour nous, l'Indépendance devait apporter quelque chose à tous et notamment aux plus pauvres. Dans les premières années, on avait des chantiers qui vivaient de dons américains. Il y avait un fort taux de chômage ainsi que pas mal de misère. Nous avons lancé une politique afin que ces gens-là aient le sentiment que l'Indépendance leur avait apporté quelque chose. C'est ce que nous avons appelé notre socialisme. Il y a donc eu des mesures pour limiter les ambitions de certains, pour pouvoir donner un peu plus aux autres, ce qui n'a pas plu à certains individus, notamment dans les sphères dirigeantes. L'arrivée de Chadli a tout bouleversé car il voulait satisfaire ce monde-là. Cela a abouti à la révolte populaire qui a eu lieu en octobre 1988, révolte qu'il a fallu contrôler par l'armée, qui pour la première fois a tiré sur le peuple. A la suite de cela, une réforme politique fut lancée. Le régime en place était impopulaire. Mon analyse personnelle est qu'au lieu de changer de politique, on a changé les hommes, mais tout en maintenant les privilèges et les abus. Et les gens pour se révolter sont allés voter pour ceux qui leur ont paru être les vrais opposants et le FIS a gagné les élections. Les gens n'ont pas voté parce qu'ils étaient pour leurs idées mais parce qu'ils apparaissaient comme étant la seule alternative. Je suis musulman et je respecte la charia, mais je ne suis pas pour le fait de gérer l'Algérie avec la charia, qu'on ne peut pas appliquer aujourd'hui comme on le faisait il y a dix siècles. Mais nous sommes un Etat musulman.

C.M.H. : Qu'est-ce que l'Etat musulman ?

B. Abdesselam : Il y a des Etats musulmans comme il y a par exemple des Etats de tradition latino-romaine,

anglo-saxonne ou germanique. Il faut prendre en considération nos traditions. On parle à présent de démocratie, mais les gens ici souhaitent uniquement que le pouvoir soit juste envers eux, même si le même pouvoir reste en place pour des années. A l'inverse, les gens ne veulent pas d'un pouvoir injuste envers eux.

C.M.H. : C'est le sens de la justice.

B. Abdesselam : C'est le sens de la justice d'abord parce que la justice est ce qu'on attend du pouvoir. C'est-à-dire que le pouvoir doit veiller à ce que les droits de chacun ne soient pas violés et à ce que tout le monde soit respecté...

C.M.H. : Oui, mais y a-t-il un Etat de droit ici ?

B. Abdesselam : Etat de droit dans le sens où vous l'entendez en Occident ?

C.M.H. : C'est-à-dire simplement l'application des mêmes lois à tous, au lieu de favoritisme.

B. Abdesselam : L'Etat de droit en Occident est représenté par des institutions... Chez nous, il existe d'une autre manière. Nous ne sommes pas nés des mêmes traditions. Vous êtes le produit de toute une histoire. L'indépendance de la justice par exemple est un concept qui a évolué et qui est consacré aujourd'hui aux Etats-Unis par l'existence d'une Cour suprême qui ne dépend pas de l'Exécutif. Vous trouverez dans l'histoire de l'Afrique du Nord un calife, qui était le chef suprême au temps du pouvoir musulman, des cadis, qui ne voulaient pas être nommés par le pouvoir, c'est-à-dire par le sultan ou alors quand ils étaient nommés, ils n'allaient même pas chez lui. Ils vivaient de leurs propres moyens afin de conserver une certaine indépendance. C'est une tradition qui existe, mais qui ne s'est pas traduite dans les institutions dites modernes.

C.M.H. : Pourquoi pas ?

B. Abdesselam : Cela ne peut pas se faire du jour au lendemain. On peut aujourd'hui faire adopter une loi qui autorise un juge à être indépendant, mais la mentalité des gens est telle qu'on ne peut pas considérer le juge comme totalement indépendant de celui qui détient le pouvoir suprême. Il faudrait créer des traditions qui s'affirment avec le temps. Il y a eu des cas dans notre histoire. Celui qui applique la charia, qui est la loi islamique, est le juge. Dans l'esprit du musulman, il doit être indépendant du pouvoir. Le problème est donc de réussir à traduire cette mentalité dans l'exercice du pouvoir.

C.M.H. : Pourquoi ne pas discuter cela dans les forums publics ?

B. Abdesselam : Ça se discute, mais il ne faut pas oublier que jusqu'en 1962, nous étions sous le régime colonial. Ceux qui ont déclenché la Révolution et pris le pouvoir en 1962 étaient des gens qui considéraient qu'ils étaient porteurs d'un projet et qu'ils avaient une mission à accomplir. L'Etat n'existait pas, il fallait d'abord le construire. Certains ont profité de leur position pour chercher à améliorer leur propre situation, tout en pensant qu'ils avaient des droits sur les autres. Les choses ont donc évolué dans ces contradictions pour finalement exploser en 1979 et en 1988. Il y a actuellement une nouvelle tentative, mais entretemps des groupes d'intérêt se sont constitués et le système mafiosi s'est installé. Je parle à haute voix devant vous, mais j'essaie en fait de comprendre ce qui se passe. Pour ces gens, il n'y a de justice que si leurs intérêts sont satisfaits.

C.M.H. : Mais qui sont ces groupes ?

B. Abdesselam : Il y a beaucoup de groupes qui représentent des intérêts qui se sont constitués à partir des abus de pouvoir. Pour arriver au pouvoir, le

dirigeant reçoit de l'aide de ces groupes d'intérêt, auxquels il est donc redevable une fois au pouvoir. Seulement, pour rester au pouvoir, il doit veiller à l'application de la loi. Cela va directement à l'encontre des intérêts de ces groupes. On en arrive finalement à des compromis et compromissions. J'ai vécu cela avec Boumediene. Il est arrivé au pouvoir en manipulant certains individus. A son arrivée, il avait un projet et voulait faire quelque chose pour le pays. Mais les gens qui l'ont aidé à prendre le pouvoir étaient là. Pour réaliser ses projets, soit il faisait évoluer ceux qui l'avaient aidé, soit il les éliminait.

C.M.H. : Il y a des phénomènes comme Zegar.

B. Abdesselam : Oui, on parle beaucoup de Zegar, mais il s'agit là d'un phénomène différent. Il était un homme d'affaires et a essayé d'exploiter ses relations avec le pouvoir. Mais les véritables maîtres du pouvoir sont ceux qui tiennent la force armée. Ce sont eux qui assurent l'ordre nécessaire au pouvoir pour perdurer.

C.M.H. : Qu'est-ce que ces gens exigeaient en retour ?

B. Abdesselam : Ils ne se permettent pas d'attendre qu'on leur donne, ils prennent.

C.M.H. : Khaled Nezzar⁽¹⁾ parle dans un de ses livres, au sujet de Boumediene, d'un affaiblissement systématique de l'armée.

B. Abdesselam : Khaled Nezzar considère qu'il y a eu affaiblissement de l'armée parce qu'on ne l'a pas laissé faire ce qu'il voulait. Boumediene voulait faire comprendre à l'armée que son rôle impliquait des actions autres que celles faites pour arriver au pouvoir.

1. Khaled Nezzar fut ministre de la Défense entre 1991 et 1993. Il publia en 2004 un ouvrage intitulé *Algérie : Echec à une régression programmée*. Editions Publisud.

La différence entre Boumediene et les autres, c'est que lui pensait à ce qu'il laisserait derrière lui. Quand il est mort, son compte en banque était vide, il n'y avait rien, ni pour sa femme, ni pour ses proches. Il y a eu toute sorte d'enquêtes, mais rien n'a été trouvé. Il voulait marquer l'histoire et pensait que les choses se normaliseraient petit à petit, mais il est mort avant que cela n'arrive.

C.M.H. : Comment aurait-il pu normaliser la situation ?

B. Abdesselam : Même au sein du Parti, il a développé une certaine idée de pluralité. Il voulait promouvoir cette idée pluraliste sans aller jusqu'au bout. Il s'agit sûrement du seul parti unique qui, après avoir créé des assemblées élues, notamment municipales, a décidé que deux candidats (trois plus tard pour l'Assemblée nationale) seraient désignés par le Parti et trois candidats par les militants. Boumediene a appelé cela des « primaires », comme aux Etats-Unis. On sentait chez lui la volonté de préparer les gens à une certaine forme de pluralisme. Mais à l'intérieur du parti unique, il voulait habituer les gens à autre chose. L'armée l'a aidé à prendre le pouvoir et il a gouverné au nom d'un conseil de la Révolution formé de chefs de l'armée. Il voulait que l'armée s'occupe petit à petit des questions militaires. Et c'est un homme qui comptait sur le temps. C'est ce que je comprends de son projet.

C.M.H. : En Tunisie, après la chute de Ben Salah, il y a eu une situation similaire avec le projet Mestiri, en 1970. Mestiri était ministre de l'Intérieur à l'époque et voulait instaurer le pluralisme au sein du Parti.

B. Abdesselam : Bourguiba avait aussi des hommes forts autour de lui. Dans ce genre de pouvoir, quand

celui qui a le pouvoir suprême sent qu'il y a autour de lui des gens qui ont de la consistance, il peut voir cela comme de la concurrence. Ce sont des réalités.

C.M.H. : Mais comment les institutions fonctionnent-elles dans ces conditions, avec toujours un noyau central de pouvoir ?

B. Abdesselam : Dans la situation où nous sommes, je crois que nous avons besoin d'un pouvoir fort. C'est peut-être idéaliste et pas très réaliste, mais il faut un pouvoir fort qui tranche, qui puisse arbitrer et qui ait la sagesse de laisser s'installer progressivement un certain nombre d'habitudes. Il faut du temps.

C.M.H. : Qu'en est-il alors des intérêts dont certains profitent, que vous avez critiqués plus tôt ?

B. Abdesselam : Dans une société comme la nôtre qui sort du néant, il n'y a pas d'industriels, pas de capitalistes, pas d'institutions comme celle de la famille Rockefeller aux Etats-Unis. Même en Turquie, cela existe parce que la société est vieille et n'a jamais été colonisée, même si elle a été plus ou moins malmenée. Il faut donc prendre en compte le retard historique et le phénomène de colonisation. L'Occident produit et recrute dans des pays comme le nôtre. C'est une sorte d'honneur pour les gens ici de dire qu'ils sont représentants d'IBM, de Renault... J'ai lutté contre cela, ce qui m'a valu beaucoup de déboires. Les gens ne comprennent pas pourquoi je les empêche d'être riches. Dans une société où il n'y a rien, l'implantation d'entreprises étrangères représente une ouverture économique extraordinaire, mais aussi une porte ouverte à la dépendance. Avant l'Indépendance, les sociétés françaises ou européennes avaient leurs propres représentants ici et les Algériens étaient mis de côté. L'Indépendance a changé les choses de ce point

de vue. Renault chercherait plutôt aujourd'hui un Algérien pour le représenter... Quand on a voulu nationaliser ou quand on a voulu commencer à fabriquer des voitures au lieu d'en importer, ces groupes d'individus affiliés aux entreprises étrangères s'opposaient à nous. C'était le grand combat des années 1970 et 1980. Cette catégorie de gens prospère et est heureuse aujourd'hui, d'autant plus que le pétrole et le gaz rapportent de l'argent.

C.M.H. : Mais les fortunés, qui ont intérêt à ce qu'un Etat de droit règne afin qu'ils puissent être sûrs de garder leur richesses, ne pourraient-ils pas financer la société civile et l'autonomie des associations ?

B. Abdesselam : Ceci est une théorie occidentale, qui consiste à dire qu'il faut créer une classe capitaliste.

C.M.H. : Oui, mais une classe qu'il faut quand même contrôler.

B. Abdesselam : Qui va mener ce contrôle ?

C.M.H. : L'Etat de droit justement. Prenons l'exemple d'Ali Yahia Abdennour, responsable des droits humains... Des hommes comme lui ne sont-ils pas des exemples, avec tout l'arsenal des organisations internationales des droits de l'homme ? Ne peuvent-ils pas servir d'instruments de contrôle ?

B. Abdesselam : Non, ils n'ont pas le pouvoir.

C.M.H. : Trois rapports du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) dans le monde arabe parlent de déficit de démocratie...

B. Abdesselam : C'est de la pure théorie. Peut-être qu'avec le temps, ça finira par servir à quelque chose. Pour l'instant, ça ne sert à rien. Il faut que les choses mûrissent et il faut du temps pour cela. En Occident

aussi, il vous a fallu du temps pour y arriver. Je ne sais pas combien de temps cela nous prendra.

C.M.H. : Ne risquez-vous pas de perdre la liberté de la presse ?

B. Abdesselam : Il n'y a pas de liberté de la presse.

C.M.H. : Et le livre de Benchicou⁽¹⁾...

B. Abdesselam : J'ai eu des problèmes avec ce monsieur. Il est un ancien communiste. Voilà quelqu'un qui se dit presse libre et qui fait imprimer son journal dans une imprimerie d'Etat sans payer. Si vous voulez réellement être une presse libre, vous n'allez pas faire imprimer votre journal gratuitement dans une presse d'Etat.

C.M.H. : Et Issad Rebrab⁽²⁾ ?

B. Abdesselam : La situation est la même avec lui. Quand vous discutez avec ces journalistes, ils vous disent que c'est leur manière d'avoir leur part du pétrole. Tous ces journaux sont liés à des groupes, ces journalistes ne peuvent pas être libres dans de telles conditions, les enjeux financiers sont toujours là. On ne peut pas dire que le journal *Liberté* soit libre.

C.M.H. : Et *El Watan* ?

B. Abdesselam : C'est la même chose pour *El Watan*, qui représente certains groupes d'idées.

C.M.H. : Et *Le Quotidien d'Oran* ?

B. Abdesselam : Ce journal semble plus sérieux. Je n'ai pas connaissance de relations entre ce journal et

1. Mohamed Boualem Benchicou est un écrivain et auteur. Il fut l'un des fondateurs du Mouvement des Journalistes Algériens (MJA) et publia quatre ouvrages, dont *Bouteflika, l'imposture algérienne*, pour lequel il sera condamné à deux ans de prison. (Benchicou, Mohamed. *Bouteflika, l'imposture algérienne*. Picollec, 2004.)

2. Issad Rebrab est le PDG de l'entreprise Cevital, premier groupe privé algérien. Il possède également le journal privé *Liberté*.

des groupes d'intérêt. Les journaux sont en général liés à des groupes d'intérêt. Prenons l'exemple d'un petit journal. Celui-ci fait beaucoup de publicité et gagne beaucoup d'argent. Il est donc devenu un groupe d'intérêt.

C.M.H. : Que peut-on tirer de tout cela ? Ces problèmes d'absence d'Etat de droit, d'articulation entre la base et le sommet du pouvoir, d'intermédiation, de pouvoir centralisé sans emprise sur la société s'observent bien au-delà du Maghreb, un peu partout dans le Tiers-monde.

B. Abdesselam : Vous êtes préoccupé par cette conception d'état de droit. La situation est différente ici ! La structure sociale ici n'est pas encore mûre pour les institutions à l'occidentale. Cela viendra peut-être un jour. Notre problème est de trouver un moyen de matérialiser l'Etat de droit et de le faire fonctionner. Mais je crois que l'Algérie n'est pas tout à fait le monde arabe, car l'Algérien n'hésite pas à s'exprimer, même sous Boumediene, qui passait pour un dictateur. L'Algérien a le sentiment de la justice et ne supporte pas qu'il y ait trop d'injustice. Pendant la guerre, un groupe de militants a décidé de passer à l'action et de laisser de côté la politique. Le sentiment des Algériens était tout à fait le même à l'époque et ils avaient compris qu'avec la France, on ne pouvait aboutir à rien. C'est ainsi que tout le peuple algérien a marché derrière ces militants qui étaient prêts à se sacrifier.

C.M.H. : Même avant l'été 1962, il y avait déjà des problèmes de prise de décision. L'exécution d'Abane par exemple...

B. Abdesselam : On parle beaucoup d'Abane, mais nous étions en guerre et face à l'ennemi, il fallait

assurer la cohésion. Quand quelqu'un décidait d'imposer quelque chose en ignorant les autres, il finissait par se faire éliminer ou par donner l'occasion à ceux qui voulaient l'éliminer de le faire et c'est ce qui est arrivé à Abane. Il a un peu trop méprisé et ignoré ceux qui étaient avec lui. Je vais vous surprendre, mais à l'époque, il y avait une certaine démocratie parce que la démocratie n'est pas uniquement le fait de voter, c'est aussi une certaine liberté de discussion entre ceux qui dirigent et c'était un peu le cas au FLN. Les décideurs discutaient et quand ils se réunissaient, ils se disaient beaucoup de choses et se disputaient même.

C.M.H. : Mais comment regagner cet esprit ?

B. Abdesselam : Les camarades de l'époque se respectaient. A présent, ce sont d'autres méthodes qui sont appliquées. Je crois que le passage de Chadli a été le pire.

C.M.H. : Et Bouteflika ?

B. Abdesselam : Il est arrivé au pouvoir et le système était déjà en place. Comment peut-il parvenir à le faire évoluer ? Je pense que cela n'est possible qu'avec le temps. Finalement, la véritable démocratie est le respect des règles non écrites. Cela suppose un développement de conscience assez élevé où chacun comprend par lui-même ce qu'il ne doit pas faire, pour ne pas casser l'ensemble.

C.M.H. : Pensez-vous que les différents intérêts qui se sont créés sont le principal danger ?

B. Abdesselam : Oui, se sont créés des intérêts de même nature, mais de groupes différents qui ne sont pas nécessairement solidaires. Je pense que c'est très dangereux d'affronter ces intérêts. Nous n'avons pas ici de gens comme les Rockefeller.

C.M.H. : Mais Rockefeller avait aussi une réputation horrible et il s'est dédouané en créant une fondation...

B. Abdesselam : Oui, au début, mais c'est devenu maintenant une institution. Et même à l'époque, il faisait déjà jouer la concurrence.

C.M.H. : Au lieu d'arriver à une situation dans laquelle les différents intérêts se disputent le pouvoir, l'UGEMA aurait dû être le noyau de la société civile algérienne...

B. Abdesselam : Pas l'UGEMA mais tous les étudiants qui sont passés par l'université française. La France a tout détruit en Algérie. Les élites traditionnelles et les notables de l'Algérie qui constituaient dans le passé l'armature de la société algérienne ont été liquidés.

C.M.H. : C'est-à-dire ceux qui portaient des titres et qu'on considérait comme les symboles du colonialisme...

B. Abdesselam : À cette époque, il y avait des familles, des tribus dont le chef était à la fois celui qui représentait le pouvoir et en même temps celui qui représentait sa société auprès du pouvoir. Les Français ont à peu près reconduit le même système. Les agents de l'administration avaient un rôle de gestion, mais étaient également un moyen de contrôle de la population. Les membres des différentes tribus préféraient que l'intermédiaire entre l'administration et eux soit un des leurs plutôt qu'un étranger. Ce système a duré 50 ans, puis s'est peu à peu dégradé. Vers la fin du 19^{ème} siècle, les Français ont permis aux Algériens d'intégrer leurs écoles, avec des restrictions certes. Normalement dans le droit international, quand un pays annexe un autre, les habitants de ce territoire

deviennent automatiquement des citoyens du pays occupant. En Europe, quand la Prusse a annexé la Pologne par exemple, les Polonais sont devenus Prussiens. Ici, cela n'a pas été le cas. Même quand la France a permis aux Algériens d'aller à l'école française, ces Algériens restaient limités à la fin de leurs études et n'avaient d'autre solution que de devenir Français. Leur objectif consistait à réclamer des droits de citoyens français. Les Français, voyant cela comme une menace, ne voulaient évidemment pas. Le mouvement nationaliste n'a pas été conduit par ces cadres, diplômés de l'école française, qui ne cherchaient qu'à devenir Français.

C.M.H. : Mais il y avait quand même des universitaires qui militaient dans le PPA...

B. Abdesselam : Ils sont venus après. Ils n'ont pas été les fondateurs du mouvement.

C.M.H. : Ceux qui furent les fondateurs du mouvement étaient-ils donc des autodidactes ?

B. Abdesselam : Oui. Ils étaient des autodidactes, des ouvriers.

C.M.H. : On a l'impression que ces universitaires étaient comme des otages.

B. Abdesselam : Ils n'étaient pas des otages ! Mais ils n'ont jamais pu s'affirmer et n'en ont pas eu l'occasion. Après les premiers dirigeants autodidactes et ouvriers, il y a eu au PPA des petits commerçants, comme par exemple Moufdi Zakaria, qui n'était pas n'importe qui.

C.M.H. : Faisait-il partie du PPA ?

B. Abdesselam : Oui, il faisait partie du PPA et il est l'auteur de l'hymne national. Il faisait partie des tout premiers et ces gens savaient parler au peuple, ce que les intellectuels n'ont jamais su faire.

C.M.H. : Qu'est-ce qui explique cela ?

B. Abdesselam : Les formations sont différentes. Nous, nous avons acquis une formation dans les universités françaises et sommes imprégnés plus ou moins de culture française. On ne connaît pas le peuple. Abassi Madani ou Ali Belhadj, par exemple, sont des gens qui savent parler au peuple, comme ils l'ont montré en 1991. Certains intellectuels prétendent défendre leurs idées mais ne savent pas se faire entendre.

C.M.H. : Arrivez-vous personnellement à parler avec les petites gens ?

B. Abdesselam : Je parle avec les petites gens. Et mon cas est un peu différent, je suis marginal.

C.M.H. : Mais vous n'étiez certainement pas marginal sous Boumediene.

B. Abdesselam : Si, Boumediene était le chef, pas moi. Le drame est que l'élite traditionnelle a été détruite. L'élite intellectuelle s'est formée à l'université française et il y a eu une coupure entre elle et le peuple. Les élites intellectuelles ne savent pas s'adresser au peuple, même s'ils prétendent défendre ce peuple. Notre peuple est marqué par la culture arabe et islamique. On est dans un pays où quelqu'un qui sait parler arabe et manipuler les concepts religieux attire les gens. Quand j'étais jeune, j'ai connu quelqu'un qui venait parler arabe classique. Personne ne le comprenait, mais il touchait les gens.

C.M.H. : La différence en Tunisie est-elle liée aux écoles coraniques ?

B. Abdesselam : Oui et Bourguiba par exemple était biculturel arabo-français. Il pouvait donc s'exprimer très bien en français en citant des auteurs comme Victor Hugo, mais aussi parler la langue que tout le monde comprend en citant des auteurs traditionnels ou le prophète.

C.M.H. : Mais avec l'alphabétisation, il y avait moins d'écoles coraniques en Algérie qu'en Tunisie.

B. Abdesselam : La sensibilité agit même quand les gens sont sans connaissance. L'Islam a peut-être un peu disparu des têtes, mais pas des cœurs.

C.M.H. : Mais que veut dire l'Islam ?

B. Abdesselam : Pour les Algériens de l'époque, les colonisateurs étaient contre l'Islam. Le colonisateur européen était le chrétien qui venait dominer.

C.M.H. : Mais est-ce qu'il y a toujours cette simplification des choses ?

B. Abdesselam : Ça continue un peu. Les choses évoluent, mais ne changent pas totalement. Il y a encore de la méfiance.

C.M.H. : Le problème est donc plus psychologique que structurel.

B. Abdesselam : Les Français ne font rien pour effacer cela. L'église catholique a fait beaucoup d'efforts, a beaucoup modifié son comportement, mais il y a encore beaucoup de travail à faire. Cela prendra encore du temps, surtout avec ce qui se passe dans le monde, en Palestine, en Irak, etc. Ça réveille des réflexes. L'Algérie est un cas particulier que vous ne pouvez pas comparer à la Tunisie ou au Maroc. Ici, il y a eu une guerre de conquête atroce qui a duré 40 ans.

C.M.H. : Et la société civile a-t-elle un avenir en Algérie ?

B. Abdesselam : Encore faut-il savoir ce que vous appelez « société civile ». Il faut tenir compte du contexte de la société algérienne. Les structures dont vous parlez sont les syndicats, les associations, les institutions... Ces entités sont nées et se sont développées dans le contexte des sociétés de type occidental.

Aux Etats-Unis comme en Europe, elles sont représentatives d'une certaine évolution sociale. Ces institutions sont nées en Europe, en général au sein de la bourgeoisie, à une période où l'aristocratie dominait et se sont plus tard propagées aux intellectuels et aux gens riches ayant acquis leur fortune par le commerce. Elles ont petit à petit évolué pour finalement s'étendre à tous. En Algérie, certains individus veulent s'affirmer, mais la force reste toujours à la masse.

C.M.H. : Voulez-vous dire qu'il n'y a pas de société civile ?

B. Abdesselam : Elle essaie de s'affirmer mais ne compte pas vraiment politiquement. Mon livre ne serait pas sorti avant 1988. En 1988, il s'est passé quelque chose d'exceptionnel. Pour la première fois, l'armée, qui appartient au peuple, est sortie et a tiré sur le peuple. En faisant cela, elle a perdu sa légitimité. Chadli, souhaitant rester au pouvoir, plutôt que de satisfaire les manifestants, a choisi de satisfaire les autres. Ceux qui ont bénéficié de 1988, finalement, sont ceux que vous appelez la société civile. Les autres, ce sont les gens du peuple, ceux qui sont morts. La société civile est constituée de gens instruits, les intellectuels...

INTERVIEW DE RÉDHA MALEK (Réalisée le 27 octobre 2007)

C.M.H. : Parlons de l'été 1955 et des origines de l'UGEMA...

Rédha Malek : Je me suis retrouvé secrétaire général de l'Union des étudiants algériens de Paris, une organisation concernant Paris uniquement. Inal, un ancien du PCA qui mourra au maquis, était trésorier quand j'étais secrétaire général. Le président, Senoussi Rahal, faisait des études de médecine dentaire. Il y a eu une scission à l'intérieur de cette organisation parce que nous voulions organiser un congrès avec tous les étudiants algériens pour ne pas se limiter seulement à Paris. Il y a eu un débat pour savoir quelle forme allait revêtir cette organisation et c'est ainsi qu'on a lancé l'UGEMA. Nous avons défendu le « M » en publiant une brochure de 25 pages pour expliquer que nous n'étions pas pour le confessionnalisme, mais que la religion faisait partie de la personnalité algérienne et qu'il ne fallait pas que les étudiants algériens soient coupés de leur peuple. Le « M » d'UGEMA était une passerelle, un lien et une façon de rester en harmonie avec le peuple algérien, mais qui n'empêchait pas l'évolution. C'est-à-dire que

le jour où l'on reconnaîtrait que l'Algérie a une personnalité arabo-musulmane faisant partie de son histoire, il n'y aurait alors plus d'UGEMA, mais il y aurait une UNEA (Union Nationale des Etudiants Algériens). Ça, je l'ai dit et écrit en 1955. Nous ne sommes pour le « M » que dans la mesure où la personnalité algérienne est contestée.

C.M.H. : Pouvez-vous me trouver cette brochure ?

R. Malek : Bien sûr ! Je l'ai encore. Elle est évidemment un peu mal écrite, mais elle existe. C'était un peu « la doctrine » de l'UGEMA. Et ce travail a été aussi déclenché, sur le plan des idées, par l'article de Léon Feix, membre du Comité central du PCF et responsable du Parti en ce qui concerne les relations avec les partis d'Afrique du Nord, publié dans *Les Cahiers du communisme*, une revue qui paraissait à Paris et était dirigée par Billoux, un membre du Bureau politique de l'époque. Cet article soutenant la théorie de l'Algérie comme « nation en formation » a aussi été ce qui a provoqué le déclic. En effet, cette thèse, qui argue que l'Algérie n'a jamais existé, reprend le discours de Thorez qui faisait de l'Algérie un lieu de passage pour conquérants, sans existence d'un peuple constitué, sans peuple algérien, ou peuplé d'un mélange de tous les habitants de l'Algérie, y compris du million d'Européens. Cette idée de la Nation algérienne nous a un peu choqués parce que pour nous, il y avait un peuple qui avait son histoire, comme le peuple marocain ou le peuple tunisien. Et puis la communauté européenne est venue dans le cadre de la colonisation de peuplement. Cela ne veut pas dire que nous devons les nier, on leur aurait donné des droits... mais la Nation algérienne a ses traditions, sa culture, sa personnalité et son identité. C'est pour ça que dans la brochure, il y a un chapitre que j'ai intitulé *L'habit*

d'arlequin, consacré à la thèse de M. Thorez, pour dire que l'Algérie n'est pas un habit d'arlequin fait de différents morceaux multicolores. Voilà la thèse que nous avons défendue à travers ce « M », qui n'avait pas un caractère purement religieux, mais plutôt un sens national avec un contenu culturel et historique. Nous avons fait cela aussi pour répondre à ceux qui exagèrent en disant que nous avons également été colonisés par les Arabes. Il ne faut pas oublier que dans l'histoire de l'Afrique du Nord, les Berbères, avec l'adoption de la religion musulmane, ont pu constituer des Etats tout à fait indépendants et on peut citer par exemple les Almoravides, les Almohades... et bien d'autres dynasties berbères islamisées. Il ne faut donc pas dire comme Maurice Thorez que ces peuples n'ont jamais été indépendants. Ils ont constitué des Etats qui étaient même parfois en avance sur les Etats européens de l'époque. Vous pouvez aller à Tlemcen voir la salle où Ibn Khaldoun, au XIV^{ème} siècle, donnait ses cours de sociologie. Il ne faut pas tomber dans le négationnisme total. Voilà à peu près l'histoire du « M » ! On nous avait dit qu'il y avait quelques éléments d'origine non-musulmane, des juifs, etc. qui étaient nos amis et qu'il fallait qu'ils adhèrent à l'UGEMA. Nous avons dit non parce que nous voulions une organisation qui puisse être représentative du peuple algérien. Parmi eux, il y avait des gens comme Ouazana, que j'estimais beaucoup, qui étaient engagés avec nous. Il y avait aussi André Akoun, pour lequel j'avais beaucoup d'amitié, qui est devenu professeur de sociologie à la Sorbonne, et avec lequel on a organisé la conférence préparatoire d'avril 1955, durant laquelle j'ai pris la parole pour développer toutes ces idées. Ça a évidemment eu un impact immédiat et presque décisif. J'ai ensuite fait une tournée dans toutes les villes universitaires de France où il y avait des Algériens, à

Montpellier, Grenoble, Marseille, Bordeaux, Toulouse, Caen... pour les convaincre de cette idée. Il y avait de l'autre côté des amis qui étaient pour l'UGEA. Mais on les a combattus sur le plan des idées.

C.M.H. : Parlez-vous d'Arkoun, le philosophe ?

R. Malek : Non, non ! Je parle d'Akoun. C'est un israélite d'Oran. C'était un ami qui a été pendant longtemps professeur à l'Université Paris-1 et qui, je crois, est à la retraite. Il a compris qu'il fallait voir les choses comme elles étaient et était très content de mon livre *Tradition et révolution*⁽¹⁾, dans lequel j'expliquais encore tout cela. Le problème est revenu sur le tapis lors de la négociation avec la France. Louis Joxe nous a dit qu'il n'y avait pas de peuple algérien⁽²⁾. C'est la théorie de Thorez que Monsieur Joxe nous a présentée alors que nous étions armés pour ça.

C.M.H. : Est-ce qu'il est rentré en Algérie ou a-t-il choisi la citoyenneté française ?

R. Malek : Non, il vit en France où il a toujours vécu et il est Français. Vous savez, les Juifs ont obtenu depuis 1870 la citoyenneté française.

1. Rédha, Malek, *Tradition et révolution, le véritable enjeu*. Alger: Editions Bouchène, 1991. Nouvelle édition : *Tradition et révolution, enjeu de la modernité en Algérie et dans l'islam*. Paris: Sindbad, 1994 ; Alger : ANEP, 2001, pp. 44-46.

2. Rédha Malek, *L'Algérie à Evian: Histoire des négociations secrètes, 1956-1962*, Alger : Editions ANEP 2001, p. 195. D'après Benjamin Stora, « Né le 11 septembre 1902 à Bourg-la-Reine, Louis Joxe a été député, ambassadeur et ministre. Son nom est lié à l'histoire de la fin de la guerre d'Algérie car il a conduit la délégation française, avec Robert Buron et Jean de Broglie, à la conférence d'Evian. Louis Joxe a signé ces accords le 18 mars 1962, au nom de la France, avec Krim Belkacem le représentant du GPRA. Il est décédé le 6 avril 1991. » Voir Stora, *Les mots de la guerre d'Algérie*, Presses Univ. du Mirail, 2005, p. 71.

C.M.H. : Parlons d'un musulman très connu, Arkoun...

R. Malek : Oui, Arkoun est mon ami. On a fait des études ensemble ici à Alger au début des années 1950. Il a passé l'agrégation d'arabe, il est donc professeur d'arabe.

C.M.H. : Est-ce qu'il faisait partie de l'UGEMA ou de l'UGEA ?

R. Malek : Non. Il faisait des études et était en dehors du mouvement étudiant.

C.M.H. : On dit que Belaïd Abdesselam est le père fondateur de l'UGEMA...

R. Malek : Oui, c'est vrai dans la mesure où il était chargé de s'occuper des étudiants dans le cadre du PPA et du MTLD. On est d'ailleurs allés à Paris à la même époque et on a travaillé ensemble. Il a rédigé une brochure sur l'histoire du mouvement étudiant algérien. La mienne était davantage idéologique. Il y a donc deux brochures, celle d'Abdesselam et la mienne.

C.M.H. : Parlons des divisions de 1955-1956 et de celles qui auront lieu plus tard... Et parlons aussi du FLN : personne ne savait ce que c'était au 1^{er} Novembre, sauf ceux qui étaient dans le coup, parmi lesquels il y avait certains étudiants. Mais en 1949, il y a eu cette fameuse scission au sein du PPA...

R. Malek : Oui, ça c'est l'histoire du Parti. Il y avait toujours cette histoire de berbérisme, qui existe encore un peu dans la mesure où il y a eu à un moment donné une exagération de ceux qui défendent la langue arabe et qui ont poussé à une sorte d'extrémisme sur le plan de l'arabisation, de « l'authenticité », alors que le mot « authenticité » a surtout été utilisé par le professeur Jacques Berque, qui l'a dit dans un sens positif,

affirmant que les pays qui ont été colonisés ont pu garder leur personnalité, même chez les gens qui étaient parfois des collaborateurs et qui avaient pourtant conservé une certaine personnalité dans leur tenue, leur comportement... et qui sont restés des autochtones authentiques. Donc le mot « authenticité » après l'Indépendance a pris une certaine valeur et est devenu un cheval de bataille pour défendre la personnalité algérienne. Mais là, on est allés un peu trop loin, car on est tombés dans une sorte d'authenticité figée...

C.M.H. : Narcissiste !

R. Malek : Exactement, narcissiste ! Alors que l'authenticité, ce n'est pas quelque chose de figé, mais qui évolue. Pour garder sa personnalité, il faut s'ouvrir à l'autre. Ce n'est que comme cela qu'on peut garder une certaine authenticité. Pour l'anecdote, Abdesselam, Taleb et moi-même sommes allés voir Albert Camus, qui était à l'époque à *L'Express*, pour lui demander comment il voyait l'Algérie, s'il la voyait comme Thorez avec une fusion de toutes les races, etc. Il a répondu que pour lui, l'Algérie, c'était les Français d'un côté et les Arabes de l'autre. Pour lui, une nation algérienne qui ne serait ni française, ni arabe, etc. n'existait pas. Malheureusement, à l'époque, pas mal d'étudiants algériens qui étaient en France avaient cru à cette théorie.

C.M.H. : Il y avait autre chose que Berque disait, l'expression « Islam refuge »...

R. Malek : Malheureusement et jusqu'à présent, on a fait de l'Islam une sorte de refuge devant l'oppression, devant la colonisation, devant toutes ces agressions. Les gens se réfugient dans l'Islam, comme maintenant. Ou alors, ils se réfugient dans le tribalisme et actuellement, il y a un regain du tribalisme alors qu'il avait beaucoup reculé avec la guerre de libération.

C.M.H. : Comment expliquez-vous cela ?

R. Malek : Ça s'explique très simplement. Lorsque l'individu n'a pas de protection, il se sent vulnérable. Quant il va demander un papier, on ne le lui donne pas ; quand il réclame son droit, on le lui refuse, alors il pense au piston des lobbies. Il faut s'accrocher à un clan et par extension à sa tribu d'origine.

C.M.H. : On se souvient de sa tribu ? Quel est la vôtre ?

R. Malek : Non, ça s'est terminé, mais dans les campagnes, les tribus sont encore là. J'ai été voir des chefs de tribus en tant que parti politique... C'est une existence qui n'est pas officielle, mais réelle.

C.M.H. : C'est réel, mais c'est une minorité...

R. Malek : Non, ce n'est pas une minorité. Ils sont nombreux. Et les gens des villes vont dans ces campagnes pour solliciter l'appui des tribus.

Une voix tierce : Il ne faut pas oublier que les gens des villes sont d'abord de ces milieux et que les liens sont maintenus, même à ce niveau.

R. Malek : La tribu a disparu, mais avec le désenchantement de la population qui ne trouve pas de protection ni dans l'Etat ni dans la justice, qui est un élément aussi fondamental que le pain pour ces populations, les gens n'ont pas d'autres ressources que celles de la tribu.

C.M.H. : Pensez-vous que la zaouïa s'est retrouvée diminuée à cause des dégâts des intégristes ?

R. Malek : Dans mon parti, il y a des gens de zaouïas, un chef de zaouïa qui est républicain...

C.M.H. : Combien de votes peut-il mobiliser ?

R. Malek : Il en mobilise. Mais j'ai discuté avec lui en lui disant : « Vous êtes contre le FIS, contre l'Islam

politique, nous sommes d'accord là-dessus, mais il est important que vous deveniez des associations éducatives. Il faut vous ouvrir sur le monde et dépasser la superstition, l'archaïsme et vous moderniser pour pouvoir enseigner le Coran, mais en même temps prendre en charge des enfants pauvres. » Ils sont d'avis que les zaouïas ne doivent pas rester repliées sur elles-mêmes.

C.M.H. : Ils sont d'accord avec vous ?

R. Malek : Oui, ils le sont et c'est pour ça qu'ils sont avec nous dans le Mouvement Républicain.

C.M.H. : Quelle est la formation de ces gens de la zaouïa ?

R. Malek : Ils ont généralement une formation traditionnelle. Ce sont des gens qui pour la plupart ont eux-mêmes été élevés dans une zaouïa, qui ont appris le Coran, un peu d'exégèse coranique, ils sont des lettrés en arabe.

C.M.H. : Ils n'ont pas reçu d'éducation ?

R. Malek : Il y en a qui ont reçu une éducation. Je dois dire que cela existe. Il y a à Mostaghanem Bentounès, un homme qui vit actuellement en France et qui avait une très grande zaouïa. On leur reproche évidemment d'avoir utilisé les zaouïas. Il y a jusqu'à présent des jeunes qui sortent de ces écoles. Ils développent des idées un peu mystiques, un islam très spiritualiste, très intérieur, etc. Ils développent également des idées modernes assez intéressantes et ont même des disciples anglais, français, etc. qui font partie de zaouïas. On essaie aujourd'hui de les instrumentaliser sur le plan politique, sans vraiment aller au fond des choses. Si on développait une pédagogie, voilà un moyen très efficace qu'on pourrait utiliser contre le terrorisme et contre l'islamisme politique, car ce sont des gens qui ont une formation

traditionnelle. Il y a évidemment une couche de superstitions qui a été entretenue pendant des siècles. Il faut dire que sous les Turcs, les zaouïas ont été encouragées parce qu'elles étaient des instruments de paix qui encadraient la population, qui les écoutait. Il vaut donc mieux les avoir avec soi et les Turcs avaient une politique en faveur des zaouïas.

C.M.H. : Est-ce qu'il faut avoir aujourd'hui cette sorte de politique ?

R. Malek : Moi, je ne crois pas, je crois que tout ça est dépassé. Ces gens existent au moment où le terrorisme bat son plein, ces gens-là sont contre le terrorisme, ce sont mes alliés et je les défends contre le terrorisme et s'ils peuvent évoluer dans un sens positif, pourquoi pas ?

C.M.H. : Pour revenir à l'histoire de l'UGEMA, il y a eu cette scission du PPA en 1954...

R. Malek : Les étudiants n'ont pas pris position. Abdesselam était dans le Comité central...

C.M.H. : Est-ce que ça lui a causé des difficultés plus tard, parce que le FLN voulait rester à l'écart de ces divisions ?

R. Malek : Le FLN a ensuite intégré tous les éléments du Comité central. Ils ont rejoint le FLN. Il y a eu une intégration de tout ce monde-là.

C.M.H. : Le premier Bureau exécutif de l'UGEMA fut élu en juillet 1955...

R. Malek : Nous étions là aussi, nous étions les fondateurs mais ne voulions pas être membres. On a donc proposé de placer Taleb comme président.

C.M.H. : Mais pourquoi ?

R. Malek : C'était dans un but de réconciliation, parce que pendant la bagarre du « M », les Oulémas,

dont faisait partie Taleb, n'étaient paradoxalement pas pour le « M », car ils voyaient le PPA enthousiaste.

C.M.H. : Il y a eu avant cela, d'après le docteur Ferradi, le problème d'Abdesselam à Alger. Il n'aurait pas été élu à l'AEMAN à cause d'une coalition PCA-Oulémas, dans laquelle Taleb était contre lui...

R. Malek : Il y a toujours eu une petite coalition. Je ne connais pas ça, mais ce que je peux dire, c'est que lorsqu'il y a eu un accord sur le plan des idées entre les deux clans, les Oulémas n'ont pas voulu prendre position pour le « M » ou contre le « M ». Taleb n'aime pas quand on dit ça, mais c'est la réalité. Et ensuite, lorsque tout le monde s'est entendu pour l'UGEMA, le nom de Taleb a été suggéré pour la fonction de président.

C.M.H. : Est-ce qu'il est resté président jusqu'au Congrès suivant ?

R. Malek : Il est resté président jusqu'à ce que Belaouane le remplace. Je crois qu'il est resté jusqu'en mars.

C.M.H. : J'ai l'impression qu'Abdesselam pouvait manipuler ceux qui étaient au Comité exécutif...

R. Malek : Non, ce n'était pas de la manipulation. Il avait une autorité personnelle réelle qui n'était pas de la manipulation.

C.M.H. : Vous avez, vous aussi, travaillé avec lui ?

R. Malek : Oui. Lui, c'était un peu le tacticien. Moi, je travaillais surtout le problème des idées, le problème des relations avec les gens... C'est ainsi qu'on est arrivés à avoir les débats les plus intéressants de toute la Révolution algérienne. Il n'y a pas eu depuis un débat aussi important sur le plan des idées.

C.M.H. : Où se situait Lacheraf dans tout ça ?

R. Malek : Lacheraf était un peu en dehors à l'époque. Il était professeur, mais il a plus tard prouvé qu'il était de l'UGEMA, tout comme le professeur Mohamed Cherif Sahli. Ils sont nos aînés et étaient progressistes. Mais notre attaque à l'égard du PCA a été très difficile parce que la plupart des étudiants qui étaient en France penchaient davantage pour le parti communiste, qui mettait à la disposition de ses membres beaucoup de moyens (brochures, etc.). La brochure que j'ai rédigée était une réponse à celle de l'UGEA, rédigée avec l'aide du parti communiste. Quand je me suis retrouvé dans les négociations avec les Français, j'ai été chargé comme par hasard du dossier de la minorité européenne en Algérie et c'est moi qui ai négocié ce dossier. On nous demandait de considérer en bloc tous les Européens d'Algérie comme des Algériens. Evidemment, on ne pouvait pas les intégrer en bloc et nous ne voulions pas d'un Etat binational. Pour nous, il y avait une population musulmane qui constituait le peuple algérien et il y avait les Européens qui étaient là. On allait leur donner des droits comme au Maroc ou en Tunisie, mais pas plus et pas moins.

C.M.H. : Mais pouvaient-ils devenir citoyens ?

R. Malek : Alors, concernant l'automaticité de la citoyenneté algérienne, que voulait M. Joxe qui nous disait : « Ils sont à vous. Débrouillez-vous ! », nous avons répondu : « Non, vous parlez au nom de la France, certes, mais en même temps au nom de tous les Européens qui sont chez nous. » Ce million d'Européens parle aussi au nom de la France. Ils ne veulent pas partir et veulent garder l'Algérie sous leur botte. Certains étaient progressistes et étaient pour l'Indépendance, mais la majorité était contre.

C.M.H. : Mais comment réconcilier cette idée de l'Algérie musulmane avec l'Algérie de 1830 et ses composantes juives et chrétiennes ?

R. Malek : La délégation algérienne, dont je faisais partie puisque je m'occupais de ce dossier, leur a fait une proposition. Eux disaient que tous les Français qui étaient en Algérie seraient automatiquement Algériens, mais naturellement, ils ne perdaient pas la nationalité française. Il fallait donc leur donner des garanties spéciales. Nous, nous avons rejeté cette idée de garantie spéciale et fait la différence entre la nationalité et la citoyenneté. Nous avons un peuple algérien qui est musulman et nous avons ce million d'Européens. A ce million d'Européens, nous avons proposé de leur donner pendant trois ans les droits civiques algériens, c'est-à-dire qu'ils allaient bénéficier des mêmes droits que les Algériens, mais ils restaient Français. Ils étaient donc des nationaux Français qui allaient jouir des attributs de la citoyenneté algérienne pendant trois ans. Mais ils auraient la possibilité de choisir de devenir algériens ou non s'ils le souhaitaient au bout des trois ans en formulant une demande individuelle. Dans ce cas, ils bénéficiaient de tous les droits algériens et on reconnaît leur religion. S'ils n'optaient pas pour la nationalité algérienne au bout des trois ans, ils pouvaient rester ici, mais étaient couverts par une convention d'établissement du même type que celles du Maroc ou de la Tunisie. Dans ce cadre, nous avons eu 19 ou 20 citoyens qui sont devenus députés, élus à l'Assemblée. Je peux citer M. Roth, l'Abbé Berrenguer... qui sont devenus citoyens et qui en ont profité pour devenir membres de la première Assemblée constituante. Mais les autres, sous la pression de l'OAS, étaient obligés de partir.

C.M.H. : Est-ce qu'Israël a poussé les Juifs à aller en Israël ?

R. Malek : Mais oui ! Je suis justement en train de lire un livre d'histoire sur les trois exils des Juifs. Les Juifs, c'est un problème qui malheureusement n'a pas été réglé. D'un côté, les Français ont voulu créer une division avec le décret Crémieux⁽¹⁾, du nom du ministre de l'Intérieur de l'époque, qui donnait la nationalité française aux Juifs d'Algérie. Or, les Juifs d'Algérie vivaient exactement comme les autres Algériens musulmans. Ils portaient la même tenue, parlaient la même langue, etc. Ils ont donc voulu créer une division. Mais lorsqu'il y a eu Vichy, ce décret Crémieux a été révoqué et ils ont perdu cette citoyenneté française et sont devenus comme les Indigènes, comme nous. Et je dois dire que sur cette affaire-là, les Indigènes ont été très solidaires des Juifs, surtout à l'intérieur du pays, dans les petits villages. Face à cette situation dramatique, les musulmans se sont fait un devoir d'aider les Juifs et de ne pas les laisser dans le désespoir. Ce sont des choses qu'il ne faut pas oublier. Il y en a même qui ont confié leur fortune à des musulmans. Les musulmans ont été très loyaux. Lorsqu'il y a eu la guerre de libération, il y a eu interférence d'Israël. Voilà le problème ! Dramatique là aussi parce qu'il y avait des Juifs qui étaient favorables à l'indépendance de l'Algérie, seulement ils n'étaient pas nombreux. Il y en avait dans le parti communiste. Il y avait même des appels de la Révolution disant que pour nous, les Juifs étaient des Algériens. Mais lorsque la guerre a commencé, Israël est intervenu auprès des Juifs pour leur dire de ne pas

1. Le 24 octobre 1870, le décret Crémieux donne la citoyenneté française aux juifs d'Algérie. Ce décret sera aboli en octobre 1940.

accepter l'Indépendance, parce que l'Indépendance était dangereuse pour l'Etat d'Israël. Israël n'a pas agi de manière intelligente, parce qu'ils auraient pu voter pour l'Algérie à l'ONU. Ça leur aurait ouvert des perspectives extraordinaires sur le plan du monde arabe. Mais à chaque fois, ils ont voté contre.

C.M.H. : Mais les Français leur donnaient la bombe atomique à l'époque.

R. Malek : Oui, alors ils étaient plus Français que les Français. Ben Gourion est venu visiter la France ; il y a un livre d'un Israélien sur Ben Gourion qui en parle. Il a rencontré De Gaulle et lui a demandé de diviser l'Algérie en deux, de faire un Etat européen dans le Nord et de renvoyer tous les musulmans dans le Sud en conseillant à De Gaulle de ne pas céder à l'Indépendance. De Gaulle lui a alors répondu qu'il voulait en finir avec cette affaire et qu'il n'était pas question de créer « un nouvel Israël en Afrique du Nord ». Ils ont alors encouragé la situation contre De Gaulle lui-même. Il ne faut pas oublier que le Général Dayan est venu ici pendant la guerre d'indépendance pour voir comment ça marchait. Il y avait même eu un général américain, le Général Kelly, qui était venu ici.

C.M.H. : Le Pentagone a utilisé récemment le film *La bataille d'Alger* par rapport à la guerre en Irak, mais pour en tirer malheureusement de mauvaises leçons.

R. Malek : Il faut dire que Brzezinski, qui était conseiller pour la sécurité quand j'étais à Washington et que j'ai invité à venir assister aux fêtes du 1^{er} Novembre, m'a demandé le film et on le lui a projeté à l'ambassade américaine.

C.M.H. : Il parle d'ailleurs de l'imbécilité de faire une guerre coloniale par rapport à la guerre en Irak...

R. Malek : Oui, il a été un de nos amis quand on était étudiants. Quand il y a eu le Festival mondial de la jeunesse, il était là et il représentait les étudiants américains. La délégation française s'est opposée à ce que la délégation algérienne déploie le drapeau algérien en menaçant de quitter le festival. Ça se passait à Vienne [en 1959]. Les Autrichiens, qui ne voulaient pas laisser partir les Français, ont interdit aux Algériens de sortir leur drapeau. Alors, toutes les délégations ont décidé de défiler sans drapeau en solidarité avec l'Algérie. Et Brzezinski a organisé un meeting en déployant le drapeau algérien et le drapeau tchèque et ça avait fait du bruit à l'époque. Pour revenir aux amis juifs, quand il y a eu le développement de la guerre, ils ont fait partie des milices, c'est-à-dire des organisations civiles armées, qui donnaient des renseignements à l'armée coloniale et qui faisaient arrêter les Algériens. Et ils ont envoyé d'Israël toute une équipe pour entraîner l'OAS et il y a eu en 1961 à peu près 60 agents juifs qui ont débarqué à Alger, dont une vingtaine a été envoyée à Constantine, une vingtaine à Oran et une vingtaine ici à Alger pour prendre contact avec la communauté israélite. Ils avaient leurs adresses et descendaient chez eux. Tout était organisé et ils sont venus pour encourager l'OAS contre le pouvoir gaulliste, qui était en train de négocier l'Indépendance. Je tiens ces infos de source sûre, de Jean-Louis Vigier, un indépendant qui était président du Conseil de Paris et qui avait des relations amicales avec l'Etat d'Israël. De Gaulle l'a appelé et lui a dit : « Vous allez en Israël pour dire au gouvernement israélien qu'ils retirent immédiatement leurs agents, sinon nos rapports vont prendre une autre tournure. » Alors, il s'est rendu en Israël et a été reçu par M. Aba Eban, le ministre des Affaires étrangères. Celui-ci l'a envoyé vers M. Begin, le chef du Likoud.

C.M.H. : En 1961 ?

R. Malek : Oui, au moment des négociations. Alors, il est allé voir M. Begin, qui l'a reçu et qui après cette rencontre a décidé de retirer tous les agents qui étaient envoyés à cette époque. Mais ils avaient fait des dégâts parce que des journalistes français comme Albert Paul Lentin étaient là et les ont rencontrés. Lentin m'a même appris qu'il avait rencontré des diplomates israéliens à Paris, qui lui avaient dit qu'ils regrettaient d'avoir envoyé tous ces gens car cela allait compromettre leurs futures relations avec l'Algérie. Ça n'a pas empêché Levi Eshkol, au moment où on a proclamé l'indépendance de l'Algérie, d'envoyer un message de félicitations. Le FLN a vraiment fait des efforts pour leur dire de rester en Algérie pour jouer leur rôle, etc. Malheureusement, il y a eu interférence de l'Etat d'Israël, qui, au fond, ne connaissait pas le problème algérien. Ils ont joué ce rôle négatif, ce qui fait que beaucoup de Juifs sont partis en Israël et beaucoup sont restés en France.

C.M.H. : Oui, parce que j'entends beaucoup plus parler des populations du Maroc que de ceux de l'Algérie...

R. Malek : Au Maroc, c'est le roi lui-même qui a autorisé les Juifs à aller en Israël. Il y avait un accord avec l'Etat israélien tandis que chez nous, il n'y avait pas de relations et ceux qui sont partis, sont partis à titre privé. Mais d'autres sont restés... Il y a eu un petit drame des Juifs parce que lorsqu'il y a eu le décret Crémieux, on a donné la citoyenneté aux Juifs du Nord et les territoires du Sud étaient exclus. Or, il y avait beaucoup de Juifs au Sud. Ils les ont oubliés. Ce qui fait qu'au moment de l'Indépendance, lorsqu'on s'en est aperçu, on le leur a dit. Alors, ils ont fait un nouveau décret rapidement, en leur donnant la nationalité

française et leur demandant de partir rapidement. Alors on a vu à Orly des Juifs algériens dans leurs tenues traditionnelles algériennes qui ne parlaient pas un mot de français.

C.M.H. : Mais pourquoi est-ce qu'ils sont partis ?

R. Malek : Parce que l'Etat français leur a dit de partir. Je n'en sais rien, mais ils ont dû avoir peur pour eux.

C.M.H. : Mais est-ce qu'ils avaient des raisons ?

R. Malek : Ils avaient simplement été oubliés et pour eux, les Juifs étaient Français. C'est malheureux car ils étaient complètement déracinés.

La voix tierce : Il paraît qu'il y en a qui sont revenus et qui vivent actuellement ici.

R. Malek : Oui, effectivement, il y en a qui sont revenus, mais ils ont été littéralement déracinés.

C.M.H. : J'ai lu un livre très intéressant de Benbitour, *Radioscopie de l'Economie algérienne*⁽¹⁾, dans lequel il parle des négociations de la dette, des premiers ministres sans mentionner les noms... Il était dans votre ministère...

R. Malek : C'est moi qui l'ai envoyé pour négocier, mais la décision m'appartenait. Lui, il était secrétaire d'Etat pour le budget. C'est moi qui ai pris la décision du rééchelonnement de la dette.

C.M.H. : Le livre d'Abdesselam insiste sur la pression des militaires...

R. Malek : Là, je ne voudrais pas faire de polémique avec mon ami Abdesselam.

1. Ahmed Benbitour, *Radioscopie de la gouvernance algérienne*. Editions EDIF 2000, 2006.

INTERVIEW D'AHMED TALEB IBRAHIMI
(Réalisée le 16 décembre 2008)

C.M.H. : Parlez-nous de la création de l'UGEMA.

Ahmed Taleb Ibrahim : Ce qui s'est passé réellement, c'est que nous avons débattu l'idée d'une Union générale des étudiants algériens dès 1954 à l'Université d'Alger. C'est là que cette idée fut perçue comme une nécessité, parce qu'avant la création de cette union générale, on vivait avec des associations locales qui se trouvaient un peu partout et qui s'appelaient toutes AEMAN ou AEMNA (Association d'Etudiants Musulmans d'Afrique du Nord ou Association d'Etudiants Musulmans Nord-Africains). Ces associations avaient des buts plutôt corporatifs, c'est-à-dire que leur rôle était de défendre les étudiants, de régler les questions de bourses, etc. tandis que l'idée d'une union générale avait quand même un fond politique. Je me souviens avoir discuté avec Abdesselam de la création d'une union, mais nous ne l'avons pas réalisée à l'époque. On sentait la nécessité, mais il a fallu que le 1^{er} Novembre 1954 arrive et que la Révolution éclate pour que cela se réalise. Je suis convaincu que lorsqu'Abane est sorti des prisons françaises en février 1955 et qu'il a créé l'Union générale des travailleurs algériens et l'Union générale des

commerçants algériens, il voulait également une Union générale des étudiants algériens. On peut donc dire que la naissance de l'UGEMA, le 14 juillet 1955 à Paris, fut la conjonction de deux volontés : la volonté des étudiants algériens, qui voulaient une union générale, et la volonté du FLN de régir toute la société algérienne.

C.M.H. : Mais n'y a-t-il pas une différence entre l'UGEMA et les autres organisations nationales, étant donné l'histoire qui a précédé la Révolution algérienne avec la création de l'UGTA ?

A. Taleb : On ne peut pas dire qu'il y ait vraiment une différence parce que, concernant même l'UGTA, des syndicats avaient travaillé avant la création de l'UGTA.

C.M.H. : Messaoud Aït Chaalal a expliqué qu'il y avait une différence entre les travailleurs et les étudiants, puisque le président de l'UGEMA était élu.

A. Taleb : Il est indéniable que j'avais la confiance des congressistes et j'ai donc été élu par mes amis de l'UGEMA. Mais il faut se mettre dans l'atmosphère de l'époque : le FLN était derrière...

C.M.H. : Dans quelle mesure ?

A. Taleb : Dès le mois de mars ou d'avril 1955, j'ai été contacté par un groupe qui parlait et agissait au nom du FLN...

C.M.H. : Qui étaient ces gens ?

A. Taleb : Ce groupe était dirigé par un certain Salah. Dans mon esprit, il s'agissait de Salah Louanchi, dont j'avais entendu parler mais que je ne connaissais pas. Or, j'ai su plus tard qu'il s'agissait de Salah Mouzarine, qui était personnellement lié à Krim Belkacem. Ainsi, avant même que ne s'organise sérieusement la

Fédération de France du FLN, des groupes isolés militaient pour le FLN en raison de relations d'amitié et de confiance avec des responsables du déclenchement de la Révolution du 1^{er} Novembre 1954. Ainsi, dès mars 1955, j'étais en contact avec certains éléments du FLN (et non avec la Fédération, ce qui se fera plus tard) qui me pressaient de prendre la tête de l'UGEMA.

C.M.H. : Et qui était à la Fédération de France du FLN ?

A. Taleb : Une équipe qui travaillait avec Boudiaf du temps du MTLD (avant 1954), puisque Boudiaf était le plus connu des chefs du FLN en France. On peut donc dire qu'il a été le premier organisateur en France de ce qu'on a appelé la Fédération du FLN. La première équipe était composée de cinq personnes : Mohammed Tarbouche, Abderrahmane Gherras, Fodil Bensalem, Mohammed Mechaty et Ahmed Doum. Ce dernier a d'ailleurs livré un témoignage sur le FLN et la création de l'UGEMA...

C.M.H. : J'ai justement réussi à prendre contact avec lui et il m'a expliqué qu'à l'époque, il y avait très peu de contacts entre la Fédération de France et Alger...

A. Taleb : Oui, les amitiés personnelles prévalaient. On ne peut pas dire que la création de l'UGEMA fut totalement autonome et on ne peut pas dire non plus qu'elle a dépendu entièrement du FLN. La meilleure formule pour un historien serait de dire que la naissance de l'UGEMA fut le résultat de deux volontés, le 14 juillet 1955 lors du Congrès constitutif, pour lequel les étudiants sont venus de toutes les universités d'Europe. Et là, vous auriez raison de dire qu'il y avait une certaine liberté, puisque tous les délégués qui représentaient les sections ont été élus. C'était très démocratique et les

délégués étaient envoyés selon le nombre d'étudiants qu'ils représentaient, soit un délégué pour cent étudiants. C'était un congrès représentatif, durant lequel le Comité directeur a aussi été élu. Ce Comité directeur a par la suite élu un Comité exécutif de cinq membres.

C.M.H. : Il y a eu en même temps que le Congrès de l'UGEMA un autre congrès, celui de l'Union générale des étudiants algériens.

A. Taleb : Objectivement, l'UGEA constituait une minorité. Je raconte souvent qu'il y avait à la rue Férou un restaurant universitaire dans lequel nous nous étions retrouvés un jour avec certains membres de l'UGEA. Il y a eu entre nous des prises de positions et Rahal, qui était le premier président de l'UGEA, a pris la parole en critiquant le « M ». J'ai alors pris la parole en expliquant que nous menions une lutte pour l'Indépendance et que nous avions besoin de montrer notre attachement à la civilisation à laquelle nous appartenions et que le « M » disparaîtrait le jour où l'Algérie serait indépendante.

C.M.H. : Oui, il y a eu une véritable bataille dans le cadre du Congrès préparatoire en avril.

A. Taleb : Une équipe, conduite par Rédha Malek, a été chargée de faire un tour de France afin de mobiliser les délégués pour que ceux-ci soient présents au Congrès. Je pense qu'en 1954, avant le Congrès, la bataille était déjà gagnée.

C.M.H. : Faisiez-vous de la politique en Algérie avant cela ?

A. Taleb : Mon père étant président de l'Association des Oulémas, il réunissait au siège de l'Association ou au domicile familial la plupart des dirigeants nationalistes. Ainsi, très jeune, j'ai été en contact avec la classe politique algérienne. Si je n'ai pas adhéré au

MTLD ni à l'UDMA, tout en étant plus proche des thèses du premier, j'ai fondé en 1952, à l'âge de vingt ans, le journal *Le Jeune Musulman*, qui avait pour objectif de faire prendre conscience aux jeunes Algériens formés à l'école française de leur identité nationale et de leur appartenance à la civilisation musulmane.

C.M.H. : Aviez-vous voté l'année précédente pour l'équipe qui avait installé Abdesselam comme président de l'AEMNA ?

A. Taleb : Non, car au sein de l'AEMNA, j'ai travaillé pour un compromis entre les partisans du MTL D et ceux de l'UDMA. Ce compromis ne s'étant pas réalisé, je me suis abstenu.

C.M.H. : Je n'ai pas étudié votre journal, mais il y avait je crois à l'époque des articles sur le mouvement étudiant.

A. Taleb : Il est dommage que vous n'ayez pas lu *Le Jeune Musulman*, vous auriez eu une idée de nos préoccupations entre 1952 et 1954. Les divergences au sein du mouvement étudiant n'y étaient pas évoquées pour des raisons de sécurité, car les autorités françaises surveillaient tout.

C.M.H. : Mais vous étiez bien connu en tant que rédacteur de ces journaux, non ?

A. Taleb : Seulement par certains, puisque nous utilisions des pseudonymes.

C.M.H. : Pourquoi n'avez-vous pas continué le journal à Paris ?

A. Taleb : On n'avait pas les mêmes moyens financiers à Paris qu'à Alger, où on disposait de locaux, d'une imprimerie qu'on payait avec l'argent de la vente des journaux... A Paris, les coûts étaient beaucoup plus élevés.

C.M.H. : L'UGEMA n'a-t-elle pas publié également un journal ?

A. Taleb : Quand l'équipe s'est constituée, j'ai cherché et trouvé un imprimeur communiste qui a accepté d'imprimer nos publications. Nous avons tiré trois numéros de *L'Etudiant Algérien* et je crois qu'il y a eu un quatrième numéro après mon départ.

C.M.H. : Belaouane était-il alors votre secrétaire général ?

A. Taleb : Dans mon équipe, Yaker était vice-président chargé des relations extérieures, Belaouane, secrétaire général, Abderrahmane Cheriet, secrétaire général adjoint et Mansour, trésorier.

C.M.H. : Quelle était la situation de la Fédération de France au moment de votre arrivée à Paris ?

A. Taleb : En 1955, la Fédération de France du FLN venait de commencer. Si l'on s'en tient à la carte politique de l'émigration algérienne en France, on peut dire que le MNA (les messalistes) dominait encore la situation en 1955. Les responsables de la Fédération du FLN avaient divisé la France en quatre régions, dont l'organisation était confiée à Ahmed Doum pour la région parisienne, Fodil Bensalem pour le nord de la France, Mohammed Mechaty pour l'est et Abderrahmane Gherras pour la région Lyon-Marseille. Ils ont fait un travail extraordinaire pour expliquer aux militants algériens qu'il s'agissait d'une nouvelle page de l'histoire de l'Algérie, caractérisée par une révolution armée dont Messali ne faisait pas partie. Les gens n'arrivaient pas à comprendre cela. C'est pourquoi l'année 1955 a nécessité de gros efforts pour que l'implantation du FLN se renforce en France. Au début de l'année 1956, au moment où je suis devenu membre du Comité fédéral, je peux dire que la balance a commencé à pencher du côté du FLN.

C.M.H. : Y avait-il déjà des collectes d'argent ?

A. Taleb : Oui et en 1961, quand nous étions en prison, ce que donnaient les travailleurs algériens au FLN représentait une part importante des revenus du gouvernement.

C.M.H. : Quand Harbi est-il entré au FLN ?

A. Taleb : En 1957, quand Lebjaoui a été nommé par Abane pour remplacer Louanchi à la tête de la Fédération de France du FLN, il est venu avec des idées de gauche. Et il a eu la bonne idée de contacter des éléments extérieurs qui étaient contre le « M » pour élargir le mouvement, vu qu'il était convaincu qu'il fallait utiliser tout Algérien compétent. C'est ainsi qu'il a fait appel à Harbi, pour que celui-ci s'occupe d'une cellule de l'information.

C.M.H. : Vous étiez déjà au Comité fédéral, bien que vous fussiez encore président de l'UGEMA.

A. Taleb : Oui et Lebjaoui (au nom d'Abane) m'a demandé de me consacrer davantage au Comité fédéral et j'ai alors quitté la présidence de l'UGEMA en mars 1956 pour le Comité fédéral. Du fait de la clandestinité, j'ai dû expliquer aux amis de l'UGEMA que j'avais des problèmes familiaux et qu'il fallait que je me consacre à ma thèse. Je ne pouvais pas leur dire que j'allais au FLN. C'est ainsi qu'Abdesselam et moi sommes restés plusieurs jours ensemble pour essayer de trouver mon successeur. On a d'abord pensé à Rédha Malek, qu'on a fait venir dans ma chambre de la cité universitaire. Comme il a refusé, on a ensuite fait appel à Belaouane, qui a accepté de me succéder et on a organisé très rapidement le deuxième Congrès en mars 1956. Je suis alors entré en clandestinité à partir de mars 1956 et j'y suis resté jusqu'à mon arrestation en février 1957.

C.M.H. : D'après le D^r Ferradi, vous étiez au Congrès de l'UGET de 1956 à Tunis en tant que représentant de l'UGEMA.

A. Taleb : J'ai été à Tunis en tant que représentant du FLN. Je me rappelle avoir effectué deux missions à Tunis au nom du FLN. Les gens savaient que j'étais président de l'UGEMA, mais personne ne savait que je représentais le FLN à Tunis. Avant cela, Lebjaoui et moi avons été chargés par Abane de rencontrer Bourguiba à Paris, à l'hôtel Crillon. On nous a fait entrer dans la suite de Bourguiba par l'ascenseur du personnel et nous étions chargés de lui dire quelque chose de très simple. Jusque-là, quand Bourguiba parlait de l'Algérie, il parlait de résistance algérienne. Nous lui avons demandé de parler désormais du FLN. Très habile, il nous a promis de parler du FLN lors de son entrée, qui fut triomphale, à Tunis. Il nous a aussi demandé de dire à nos amis du Caire de ne plus soutenir Salah Ben Youssef. J'ai ensuite écrit une lettre au nom de la Fédération de France à nos amis du Caire en leur demandant d'atténuer un peu leurs rencontres avec Salah Ben Youssef, afin d'obtenir l'aide du président Bourguiba.

C.M.H. : C'était à quel moment ?

A. Taleb : Au moment où Bourguiba est venu discuter des accords avec la France, peut-être au mois de mars 1956.

C.M.H. : Qui était au Caire à l'époque ?

A. Taleb : Il y avait Khider, que je connaissais.

C.M.H. : Et la mission à Tunis ?

A. Taleb : J'ai effectué deux missions à Tunis dans le courant de l'année 1956. La première, pour laquelle j'ai été chargé de trouver une solution à des divergences apparues entre responsables algériens à Tunis et

qui m'a amené à me rendre à Tripoli où j'ai rencontré Benbella et Khider, a eu lieu en juillet.

C.M.H. : Il y avait, semble t-il, des tensions entre les Algériens basés à Tunis et les équipes du Caire et d'Alger.

A. Taleb : J'ai évoqué ces tensions dans le premier tome de mes Mémoires⁽¹⁾. Pour l'essentiel, ceux qui parlaient au nom du Caire n'ont pas accepté la nomination par Alger d'Aït Ahcène comme représentant du FLN à Tunis. Aït Ahcène allait d'ailleurs être victime d'un attentat en Allemagne organisé par les extrémistes français.

C.M.H. : Et la deuxième mission ?

A. Taleb : Elle eut lieu en octobre 1956 et avait pour objectif, selon les directives d'Abane, de voir clair dans ce qui se préparait entre les Tunisiens, les Marocains et la délégation extérieure du FLN, notamment lors d'éventuelles négociations avec les Français. C'est ainsi que je me suis retrouvé à l'aéroport de Tunis parmi les officiels qui attendaient les cinq leaders algériens venant du Maroc, leaders qui n'atterriront jamais parce que leur avion fut arraisonné par l'armée française à Alger. Cet événement fut d'ailleurs le premier acte de piraterie aérienne dans le monde.

C.M.H. : Et où était le D^r Nekkache ?

A. Taleb : Il était à Tunis, chargé de former les cadres médicaux et paramédicaux dont avait besoin l'Armée de libération nationale.

1. Taleb, Ahmed ; *Mémoires d'un Algérien, Tome 1 : Rêves et épreuves (1932-1965)*. Alger : Casbah-Editions, 2006. *Mémoires d'un Algérien, Tome 2 : La passion de bâtir (1965-1978)*. Alger: Casbah-Editions, 2008.

C.M.H. : Pendant la grève, vous étiez toujours à Paris. Harbi a-t-il travaillé avec vous ?

A. Taleb : Harbi a travaillé avec ceux qui nous ont succédé à la tête de la Fédération de France du FLN après notre arrestation par les Français en février 1957.

C.M.H. : Pendant votre présidence de l'UGEMA, est-ce qu'on savait qui était FLN et qui ne l'était pas ?

A. Taleb : Il est certain que tous ceux qui ont adhéré à l'UGEMA avaient déjà des penchants nationalistes. Et il est aussi certain qu'ils savaient que c'était le FLN qui dirigeait la Révolution. Les choses étaient claires pour nous et nous étions dès le départ derrière le FLN. Qui disait UGEMA disait FLN. Personne parmi nous n'était pour le MNA ou pour « la 3^e force ». D'ailleurs, cette question que vous me posez, le chef du gouvernement de l'époque se l'est posée puisqu'il a demandé à Robert Barrat de lui organiser une rencontre avec le président des étudiants algériens. C'est ainsi que j'ai été reçu par Pierre Mendès France dans son bureau du parti radical. « Selon mes renseignements, me dit-il, la jeunesse algérienne n'était pas totalement acquise aux thèses du FLN... » J'ai répliqué que pour tous les étudiants algériens regroupés au sein de l'UGEMA, seule une négociation avec le FLN pouvait mener à la paix.

C.M.H. : D'après certains, Amir, un étudiant, présidait l'AEMNA...

A. Taleb : Il était notre aîné et c'est précisément lui qui présidait l'AEMNA lors de mon arrivée à Paris en 1954. Lorsque nous avons créé l'UGEMA, il m'a appelé pour me reprocher d'avoir pris position pour le FLN alors que mon père, affirmait-il, travaillait pour rassembler frontistes et messalistes.

C.M.H. : A l'époque de votre présidence, est-ce qu'il y avait déjà des discussions entre par exemple Mokrane et Hadj Driss ?

A. Taleb : J'ai connu ces deux frères beaucoup plus tard. Ils ont probablement travaillé avec Aït Chaalal.

C.M.H. : Est-ce que la décision de vous faire élire président de l'UGEMA venait de Lebjaoui ?

A. Taleb : Cela venait sûrement d'Alger, mais ce sont les gens de la Fédération de France à Paris qui m'ont poussé. Mentouri, qui était à Lyon, avait demandé à l'époque que je sois le président. Je crois que Lebjaoui a certainement joué un rôle dans ce choix. Abane ne me connaissait pas et ne m'a connu que par des gens comme Lebjaoui. Comme il y avait beaucoup de clandestinité, beaucoup de choses ne sont pas claires. Je n'ai pas pu dire par exemple aux amis que c'était Alger qui m'avait demandé de quitter la présidence de l'UGEMA.

C.M.H. : Abdesselam a dit qu'il se peut qu'il y ait eu deux réseaux FLN, puisqu'il pensait être aussi dans un réseau FLN.

A. Taleb : Il y avait deux réseaux. C'est certain ! Et Mouzarine par exemple n'était pas avec l'équipe de la Fédération. Certaines personnes étaient en contact avec le Caire et d'autres avec Alger.

C.M.H. : En un sens, Abdesselam était un peu votre aîné et vous gériez l'UGEMA ensemble. Mais saviez-vous que vous étiez tous les deux FLN ?

A. Taleb : On savait tous les deux qu'on était FLN et on savait dès le départ qu'on travaillait pour le FLN.

C.M.H. : C'est un peu la continuation de cette lutte entre le MTLD et la coalition communiste-UDMA.

A. Taleb : Oui, l'UDMA et les communistes étaient contre le « M ». Il a fallu que Ferhat Abbas fasse un

voyage à Paris pour convaincre Yaker d'accepter. Il était un militant UDMA qui soutenait d'abord l'idée de l'UGEA. J'ai expliqué cela dans mon livre.

C.M.H. : Il y a deux théories de la grève. L'une soutient que le FLN la voulait mais qu'elle fut spontanée à partir d'Alger et que l'UGEMA a dû envoyer Abdesselam à Alger.

A. Taleb : Incontestablement, le véritable patron du FLN était Abane. L'idée de la grève est venue de lui. Pour lui, il fallait couper les ponts avec la France puisque les négociations n'étaient pas sérieuses. On s'est donc rendu compte que la guerre allait durer longtemps. Le mot « illimité » n'a pas été prononcé au début, mais il fallait provoquer un choc pour que les étudiants quittent l'université. Je crois que ça a été une réussite et que tout le monde a marché, à quelques exceptions près. Cette grève a permis à certains étudiants de rejoindre qui le maquis, qui la Tunisie, qui le Maroc.

C.M.H. : Est-ce qu'Abane avait déjà pris cette décision de la grève en février, tout en attendant le moment opportun pour la déclarer ou est-ce en mai que la décision fut prise ?

A. Taleb : Je penche vers la première hypothèse, car il n'y avait pas de décisions brusques. C'était quelqu'un qui avait une vision à long terme. L'échec des premières négociations de Belgrade⁽¹⁾ a fait comprendre au FLN que les Français essayaient de gagner du temps et qu'ils n'étaient pas sérieux dans les négociations. Guy Mollet a fait partie de cette génération d'hommes politiques français nourris par le mythe de

1. Des négociations secrètes se sont déroulées à Belgrade à l'été 1956, mais se sont soldées par un échec.

l'Algérie représentant « trois départements français ». Seuls quelques intellectuels, comme Raymond Aron, ont fait preuve de lucidité en reconnaissant que l'indépendance de l'Algérie était inéluctable.

C.M.H. : Il me semble que cela coïncide avec la venue au pouvoir de Guy Mollet.

A. Taleb : Abane a vite compris que les socialistes français n'étaient pas sérieux et qu'il fallait s'attendre à une guerre longue. A partir de 1956, nous n'étions plus optimistes.

C.M.H. : Pendant la grève, que faisiez-vous ?

A. Taleb : Dans la clandestinité, la vie est loin d'être facile. Avec Doum, nous changions de logement tout le temps. Nous louions un studio pour un mois puis nous déménagions. Nous tenions une réunion du Comité fédéral chaque semaine dans des locaux de fortune : soit dans l'appartement d'un militant, soit dans une chambre de la cité universitaire appartenant à des étudiants tunisiens. Sur le plan personnel, la grève a retardé la soutenance de ma thèse de doctorat en médecine...

C.M.H. : Est-ce que vous arriviez à suivre ce qui se passait à l'UGEMA depuis la prison ?

A. Taleb : En prison, je n'ai pas pu suivre, mais je recevais quelques nouvelles de temps en temps par Aït Chaalal, qui m'écrivait. L'UGEMA est devenue par la suite comme une succursale des Affaires étrangères du FLN et c'est grâce aux différentes missions effectuées au nom du FLN à travers le monde qu'on a formé les premiers diplomates algériens.

C.M.H. : A l'été 1961, Messaoud Aït Chaalal était déjà à Beyrouth.

A. Taleb : Oui. Il m'a invité après ma sortie de prison à faire un séjour à Beyrouth. Je l'ai donc retrouvé

en janvier 1962 à Beyrouth et c'est lui qui m'a conseillé d'aller passer ma thèse à Lausanne. Je me suis donc installé en Suisse sur ses conseils. On n'a pas vraiment parlé de l'UGEMA lors de ces retrouvailles, mais plutôt de l'avenir de l'Algérie. L'Indépendance paraissant très prochaine, la question était surtout de trouver comment construire le pays. On a ainsi oublié toutes les histoires du passé pour parler de l'avenir.

C.M.H. : L'expérience de l'UGEMA était une prémonition de l'été 1962. A l'été 1961 à Tunis, il y a eu la décision de démission collective de l'UGEMA...

A. Taleb : C'était tout à fait normal que l'UGEMA s'autodissolve au lendemain de l'Indépendance, sa mission ayant été accomplie, notamment la formation des cadres pour l'Algérie indépendante. Même le « M » n'avait plus sa raison d'être puisque l'Algérie était indépendante. Peut-être aussi que chez tous ces jeunes démissionnaires, il y avait inconsciemment l'impression d'un anti-intellectualisme qu'il faudrait prendre en compte. Enfin, on ne peut pas comprendre l'histoire de la Révolution algérienne et de l'UGEMA si on ne sait pas qu'au Congrès de la Soummam en 1956, grâce à deux hommes de talent qu'étaient Ben M'hidi et Abane, on a écrit noir sur blanc que l'un des principes devant régir la Révolution algérienne était la primauté du politique sur le militaire⁽¹⁾. Le malheur a voulu qu'en 1958, on perde ces deux hommes et de 1958 jusqu'à l'heure où je vous parle, nous vivons la

1. « En Algérie, l'ALN va se structurer par le Congrès de la Soummam d'août 1956, qui donne la primauté au 'politique' sur le "militaire", et bénéficié du passage à l'indépendance marocaine. » Jean-Charles Jauffret, Maurice Vaïsse, et Charles-Robert Ageron, *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*. Édité par le Centre d'études d'histoire de la défense (France). Editions Complexe, 2001, p. 282.

primauté du militaire sur le politique. Il faudrait prendre en compte ces trois idées dans la démission du Comité directeur. Je crois que cette idée est très importante... Malheureusement, même la lutte au sein du GPRA n'était pas une lutte entre le politique et le militaire. C'était une lutte pour le contrôle du pouvoir. On ne peut pas dire que les gens du GPRA étaient pour les intellectuels comme on ne peut pas dire que l'Etat-major était contre les intellectuels. Cette idée de primauté du politique sur le militaire permet aussi de comprendre le drame que vit aujourd'hui l'Algérie.

C.M.H. : Quelles sont les leçons que les jeunes peuvent aujourd'hui tirer de cette expérience de l'UGEMA ?

A. Taleb : Une des leçons à retenir, c'est l'importance de militer pour la primauté du politique sur le militaire. Nous souffrons aujourd'hui en tant qu'Algériens parce qu'il y a la primauté du militaire sur le politique. Cela aurait pu s'expliquer dans le cadre de la lutte pour l'Indépendance. Mais à partir du moment où l'Algérie a obtenu son indépendance, il fallait laisser le peuple algérien libre de s'exprimer et de désigner ses dirigeants, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. On continue de considérer le peuple algérien comme un peuple mineur qui a besoin d'un tuteur, qui serait le commandement de l'armée. Sans jouer à l'opposant systématique, l'intellectuel doit accomplir sa mission et pouvoir dire non quand il le faut et quand sa conscience le lui dicte. Les étudiants algériens doivent aujourd'hui se battre pour la réalisation de ces objectifs : la justice sociale, la moralisation de la vie politique et de l'action économique.

C.M.H. : Vous avez aussi écrit un livre sur la réconciliation⁽¹⁾. Les militaires n'utilisent-ils pas aussi l'épouvantail de l'islamisme pour garder leur pouvoir ? Ne peut-on pas démystifier cela ?

A. Taleb : Il ne s'agit pas d'un livre mais d'un ensemble de textes sur les événements qui ont ensanglanté mon pays au cours des années 1990. Quant à votre question sur l'épouvantail de l'islamisme, je crois qu'on utilise parfois l'islamisme pour combattre l'Islam. Il faut d'abord définir ce que l'on entend par islamisme, car il y a 50 ans, islamisme signifiait Islam. Madame Laura Vaglieri Veccia, la plus grande orientaliste italienne, a écrit un beau livre intitulé *Apologie de l'islamisme*⁽²⁾ dans lequel elle explique l'Islam qui, selon elle, est comme le Christianisme ou le Judaïsme. Aujourd'hui, l'islamisme a pris une connotation extrémiste. Je crois que dans le mouvement islamiste, la grande majorité est modérée et veut que l'Islam joue un rôle dans la morale. L'Islam que nous ont légué nos ancêtres est un islam de tolérance, de modernité. L'Islam, qui est symbolisé par l'Emir Abdelkader au 19^e siècle ou par Ben Badis au 20^{ème} siècle, est un islam d'ouverture. Avant le FIS, le peuple algérien était un peuple musulman.

C.M.H. : Que pensez-vous du retour des confréries ?

A. Taleb : Vous savez, le soufisme dans l'histoire de l'Islam est un mouvement qui a fleuri à deux périodes extrêmes. Il y a eu fleurissement du soufisme lors de périodes de grande prospérité, comme durant les 9^{ème} et 10^{ème} siècles à Bagdad ou au 12^{ème} siècle au Maghreb. C'est un soufisme extraordinaire qui mérite d'être

1. Taleb, Ahmed. *Le drame algérien : la voie de la réconciliation*. Editions Dialogue, 1996.

2. Vaglieri, Laura Veccia. *Apologie de l'islamisme*. Paris : Editions Nilsson, 1926.

étudié. L'un de ses représentants, Mohieddine Ibn Arabi, a eu pour disciple l'Emir Abdelkader. Mais il y a aussi le soufisme qui fleurit dans les périodes de décadence et qui devient du fatalisme, une forme de superstition, de charlatanisme dans lequel on chloroforme le peuple pour le détourner des problèmes politiques. C'est ce qui s'est passé dans l'Algérie coloniale.

C.M.H. : Et le soufisme actuel qui se développe en Algérie ?

A. Taleb : Je me demande si les dirigeants actuels de l'Algérie n'utilisent pas les mêmes méthodes que le gouvernement français, en se disant que la meilleure façon de combattre l'islamisme radical, c'est de s'appuyer sur les confréries.

C.M.H. : Quelles sont les possibilités de sortir de cette situation ? Comment pourrait-on avoir un islam plus sain ?

A. Taleb : Je crois que la meilleure façon de régler le problème de la violence « islamiste » est de régler les problèmes sociaux et politiques. Il faut aller à la source. Le terrorisme islamiste disparaîtra le jour où on règlera le problème palestinien de façon juste. Et celui qui frappe l'intérieur des pays musulmans disparaîtra le jour où le fossé qui sépare une classe de nantis qui vit dans le luxe le plus effréné et une classe d'anéantis disparaîtra. Le drame des pays musulmans est l'absence de classes moyennes.

C.M.H. : Comment peut-on faire cela ? L'Algérie dispose en ce moment de plus de cent milliards de dollars de réserve.

A. Taleb : J'ai rencontré un Africain qui m'a dit que « nous sommes le peuple africain le plus pauvre avec le gouvernement le plus riche ». C'est une phrase assez blessante, qui fait réfléchir. Avec les moyens dont

dispose le gouvernement algérien, on aurait pu régler beaucoup de problèmes. On aurait pu améliorer la situation, notamment les salaires des enseignants. Il n'est pas normal qu'un professeur d'université touche le cinquième de ce que touche un ministre. Le seul pays au monde où un professeur d'université touche plus que le Premier ministre est le Japon. Et vous voyez où en est le Japon. En Algérie, lorsque Boumediene était au pouvoir, le traitement d'un ministre était l'équivalent de celui d'un professeur d'université. Ce n'est pas normal qu'un ministre gagne cinq fois plus qu'un professeur d'université. On ne peut pas laisser dans la misère ceux qui ont en charge l'avenir de nos jeunes. Comment voulez-vous que nous avancions alors que les professeurs ne disposent pas des moyens matériels pour faire leur travail ? Pourquoi regrette-t-on de plus en plus Boumediene ? C'est parce qu'il est arrivé à créer une classe moyenne qui représentait 75 à 80 % de la population algérienne. Cette classe vivait non pas dans le luxe, mais dans la décence et la dignité. Il n'y avait ni richesse insolente, ni pauvreté criante comme dans certains pays. Aujourd'hui, nous ressemblons à n'importe quel pays arabe.

C.M.H. : Et comment parvenir à rectifier cela ?

A. Taleb : J'ai voulu créer un parti, mais on ne m'a pas laissé faire. Je me suis présenté à la présidence en 1999 et si les élections avaient été libres, j'aurais été élu. Je pense que c'est aux jeunes Algériens qui ont aujourd'hui entre 30 et 40 ans de prendre la relève.

C.M.H. : Est-ce qu'il y a la possibilité pour ces jeunes d'une renaissance du syndicalisme étudiant ?

A. Taleb : Bien sûr, sous d'autres formes. Mais je crois que ce travail appartient aux partis politiques. Malheureusement, il n'y a pas d'opposition en Algérie.

C.M.H. : La méfiance des intellectuels fait aussi qu'il n'y a pas d'intermédiaires...

A. Taleb : En Algérie, il n'y a pas d'opposition au pouvoir. Il y a une opposition du pouvoir. Elle crie jusqu'à la limite d'une certaine ligne rouge, mais vote avec le gouvernement. Il faut donc travailler pour qu'il y ait une opposition réelle et qu'il y ait aussi primauté du politique sur le militaire.

INTERVIEW DE MOULOUD BELAOUANE
(Réalisée le 21 et le 30 juillet 2008)

C.M.H. : Vous avez été parmi les principaux fondateurs de l'UGEMA avec Lamine Khène, Abdesselam, Rédha Malek... Vous souvenez-vous de sa création ?

D^r Belaouane : La décision de créer l'UGEMA fut prise à l'été 1954. Il faut dire qu'à ce moment, les forces politiques existantes étaient bouleversées, comme l'illustre par exemple la scission PPA-MTLD survenue en juillet 1954, qui a conduit à une séparation entre messalistes, centralistes et indépendantistes modérés. J'ai longuement discuté cet été-là avec Abdesselam à Paris. Il était étudiant à Alger et nous avons fait ensemble le voyage de Paris à Marseille. Certains Algériens étaient déjà regroupés en associations dans les grandes villes françaises. A Paris existaient l'Union des étudiants algériens de Paris et l'AEMNA, qui se trouvait également à Alger et dont Abdesselam était justement le président. Des associations équivalentes existaient dans les autres villes. La plupart de ces associations étaient sous l'influence gauchisante du parti communiste. C'est dans ce contexte que l'idée est venue de regrouper les étudiants dans un ensemble plus grand, à l'échelle nationale. Je me rappelle qu'il y a eu des élections à Paris à l'Union des

Etudiants Algériens de Paris (UEAP), le 12 décembre 1954. J'ai été élu membre du bureau et vice-président, le président élu étant Rahal. Rédha Malek était aussi membre de ce bureau et nous avons discuté avec Abdesselam de l'idée de lancer une union générale. Deux tendances coexistaient cependant : la nôtre voulait constituer l'UGEMA et l'autre, l'UGEA. L'UGEA était d'inspiration gauchisante et il y avait à l'époque un théoricien marxiste qui disait que l'Algérie était une nation en formation. Pour nous, le « M » n'avait pas un caractère confessionnel, il s'agissait plutôt d'une prise de position nationaliste par rapport à la guerre qui venait de commencer en Algérie. Il y avait des étudiants non-musulmans, mais leur nombre était limité.

C.M.H. : Et les juifs progressistes ?

D^r Belaouane : Nous les musulmans étions majoritaires. Il y avait certes des juifs comme Ouazana, Melki, etc. qui étaient des gens très bien. Ils étaient des amis auxquels nous avons expliqué la situation. Le pays était en guerre et nous étions prêts à discuter de la question de la place des non-musulmans après la guerre. Mais l'idée était de faire face à la situation de l'époque. Il s'agissait de notre avenir, qu'il fallait construire de façon absolument logique, raisonnable et réfléchi. Moi, j'étais donc pour le mot « musulman ». Nous avons donc tenu une conférence préparatoire en avril 1955. Après les discussions entre partisans de l'UGEA et de l'UGEMA, nous nous sommes quittés et les partisans de l'UGEMA ont décidé d'une commission permanente pour préparer le Congrès. J'ai été désigné président de cette commission, avec comme adjoints Mohammed Benyahia, aujourd'hui décédé, et un autre membre qui est mort au maquis. Dans le cadre de cette rivalité qui existait entre les partisans

de l'UGEMA et ceux de l'UGEA, je me rappelle avoir fait une tournée dans toutes les universités de France avec Rédha Malek pour dialoguer avec les étudiants. A la fin de cette mission, nos compagnons restés sur place, y compris Ahmed Taleb, avaient préparé des brochures et tracts que nous devions envoyer aux militants. Et le plus important est la discussion que j'ai eue avec Abdesselam juste avant le Congrès. Nous nous sommes retrouvés dans un café, place de la République, et en parlant, il m'a demandé de prendre la direction de l'UGEMA. Je lui ai parlé de ma convocation à Alger et j'ai suggéré de choisir Ahmed Taleb, qui était bien connu, étant le fils de cheikh Brahimi, qu'il connaissait d'ailleurs. Abdesselam fut d'abord hésitant, mais il a finalement accepté cette idée en insistant pour que je sois dans le Bureau. Je suis alors revenu sur mon voyage à Alger...

C.M.H. : De quoi s'agissait-il ?

D^r Belaouane : Je devais aller au maquis puisque la guerre avait commencé. Nous étions quelques militants politisés, dont Rédha Malek, Mansour et d'autres, et nous avons déjà commencé à militer le 12 décembre 1954 dans le cadre de l'UEAP. Après le Congrès, je suis donc allé à Alger. Abdesselam m'avait dit qu'il fallait que je fasse d'abord démarrer l'UGEMA. C'est là qu'on a décidé que Taleb serait président et moi secrétaire général. Et ça, personne ne le savait. C'était une décision entre Abdesselam et moi. C'est seulement après que nous avons informé Malek et les autres.

C.M.H. : Pourquoi alors Yaker fut-il nommé vice-président ?

D^r Belaouane : Yaker était président de la Jeunesse de l'UDMA (JUDMA), groupe dont Cheriet faisait

aussi partie. Par rapport à Yaker et aux autres, j'ai été davantage considéré comme un des fondateurs, du fait de mon engagement depuis le début. Mais nous étions tous égaux.

C.M.H. : Où était alors Messaoud Aït Chaalal ?

D^r Belaouane : Il était à Paris. Il n'avait pas de poste officiel au début, mais était très actif au niveau de l'UGEMA. Les gens qui étaient actifs n'étaient pas nombreux à l'époque. Ceux qui étaient actifs au départ furent Abdesselam, Lamine Khène, Rédha Malek, Tahar Hamdi et moi-même.

C.M.H. : Est-ce qu'il y avait une division entre les anciens du PPA et les autres ?

D^r Belaouane : Non. Quand il y a eu la scission du MTLD, beaucoup ont adhéré au parti communiste.

C.M.H. : Etiez-vous au PPA avant 1954 ?

D^r Belaouane : Le PPA était un parti clandestin. Je n'avais pas de carte. J'ai toujours été partisan de l'indépendance de l'Algérie, sans vraiment militer dans tel ou tel parti.

C.M.H. : En discutant avec Lamine Khène ou Belaïd Abdesselam, j'ai eu l'impression que les étudiants qui constituaient la force motrice de l'UGEMA avaient des origines PPA depuis le lycée.

D^r Belaouane : Vous savez, on ne dit pas qu'on est membre d'une organisation clandestine.

C.M.H. : En tant que secrétaire général, les premiers mois ont dû demander beaucoup d'efforts, car vous étiez au centre de la structure.

D^r Belaouane : Oui. J'ai dû jouer ce rôle principal et ensuite, je suis allé à Alger. Le 20 août 1955, j'étais à Collo...

C.M.H. : Avec Lamine Khène ?

D^r Belaouane : On est tous les deux originaires du même village. Je me trouvais à Collo et je vous assure que le titre de secrétaire général de l'UGEMA était assez difficile à porter, d'autant que les journaux avaient parlé de la naissance de l'UGEMA. Je suis donc revenu à Paris avec l'idée de créer une publication, que l'on a nommée *L'Etudiant Algérien* et qui devait informer de la situation en Algérie. L'idée a été acceptée et j'ai été désigné comme directeur du journal. On a par la suite publié trois ou quatre numéros. Je peux vous trouver un ou deux numéros. J'ai aussi ici le mémorandum qu'on avait envoyé à l'ONU pour inscrire la question algérienne à l'ordre du jour. Celui-ci avait été rédigé par toute une équipe de l'UGEMA et je l'avais signé en tant que président de l'UGEMA⁽¹⁾. Je l'ai fait envoyer par l'ancien président de la Cour internationale de Justice de La Haye, Mohamed Bedjaoui, et par Ali Lakhdari, au secrétariat général de l'ONU à New York. A leur retour, je leur ai demandé de me rendre compte de ce qui s'était passé lors de leur voyage et Lakhdari m'a dit qu'il avait rencontré John F. Kennedy, qu'il lui avait parlé de la situation algérienne et que celui-ci lui avait promis de faire quelque chose...

C.M.H. : Oui, Kennedy est le premier homme politique américain connu à avoir pris position en novembre 1957 pour l'Algérie.

D^r Belaouane : Et De Gaulle en était furieux !

1. « L'U.G.E.M.A. vient d'adresser au secrétaire général des Nations Unies un mémorandum demandant à l'Organisation internationale d'aider le "peuple algérien à recouvrer son indépendance et sa souveraineté" ». «Les étudiants musulmans algériens adressent un mémorandum à l'O.N.U.» *Le Monde*, 9 février 1957. P3.

C.M.H. : L'UGEMA avait vraiment des capacités à l'époque !

D^r Belaouane : Oui, nous sommes tous devenus de grands responsables et ambassadeurs après l'indépendance. Moi, j'ai été ministre de l'Information. Il y a aussi les exemples de Benyahia, Lakhdar Brahimi, Belaïd Abdesselam, etc. L'UGEMA a été une véritable pépinière qui a donné une série d'ambassadeurs qui étaient déjà politiquement mûrs. Pour revenir au travail d'organisation, il fallait envoyer des circulaires à toutes les sections, il ne fallait pas oublier aussi qu'on était en guerre. Il fallait continuer la lutte sans se faire arrêter. C'était difficile !

C.M.H. : Quelle était la fréquence des circulaires aux sections ?

D^r Belaouane : On envoyait beaucoup de circulaires. Je me rappelle en avoir envoyé beaucoup en tant que secrétaire général. Ceux qui étaient pour l'UGEA avaient tenu leur propre Congrès au même moment que le nôtre. Mais ils se sont par la suite ralliés à nous.

C.M.H. : Une fois ralliés, se sont-ils comportés comme des marxisants ?

D^r Belaouane : Ce qui était le plus important était l'indépendance.

C.M.H. : Et quel était le rôle, par exemple, de Mokrane et Hadj Driss ?

D^r Belaouane : Ils étaient des militants et je ne veux pas minimiser le rôle de chacun, mais je vous parle de ce que je sais en tant que fondateur et président de l'UGEMA.

C.M.H. : Hadj Driss était-il trésorier adjoint de la section de Paris de l'UGEMA en 1955-1956 ?

D^r Belaouane : C'est possible, mais il me semble qu'Aoufi était le trésorier de la section de Paris. J'étais président de toute l'UGEMA et, à l'époque, le président de la section de Paris était Hafid Keramane.

C.M.H. : Avez-vous entendu parler de Larbi Madhi ?

D^r Belaouane : Oui. Il est de Souk Ahras et son rôle remonte à la période d'avant le 1^{er} Novembre. On sentait déjà vers la fin octobre que quelque chose se préparait. Le MTLD s'était scindé et on pouvait remarquer que des responsables arrivaient à Paris pour se rendre au Caire. Nous étions plus jeunes qu'eux et quand nous nous approchions d'eux, ils se taisaient. Larbi Madhi était militant au MTLD et nous avons décidé de l'envoyer à Alger pour s'enquérir de ce qui se passait. Vous savez, dans le climat de division de l'époque, il y avait ceux qui étaient centralistes, ceux qui étaient messalistes et ceux qui n'étaient pour personne, c'est-à-dire qui étaient plutôt de tendance marxiste, tel que Harbi. Madhi est donc parti à Alger et est revenu nous rendre compte de ce qui se passait. C'était quelqu'un de vraiment bien, qui est décédé en 1956.

C.M.H. : Il y a eu le deuxième Congrès, au cours duquel vous avez été élu président. Pourquoi ce changement ? En parlant avec Baghli, j'ai eu l'impression qu'il y avait beaucoup de mouvements. Lakhdar Brahimi par exemple est parti et il fallait un vice-président.

D^r Belaouane : Les positions de l'UGEMA se devaient d'être beaucoup plus rigides qu'elles ne l'étaient et la direction de l'UGEMA telle qu'elle existait à l'époque ne le permettait pas. Il fallait donc changer cela et on m'a demandé de prendre la présidence.

C.M.H. : Mais qui a insisté pour cela ?

D^r Belaouane : Lamine Khène vous donnera plus de précisions. C'était une décision difficile, car il y avait beaucoup de risques.

C.M.H. : Messaoud Aït Chaalal était membre du Comité directeur.

D^r Belaouane : Oui. Bellarbi Abdelkader, le premier secrétaire général, était mort au maquis et il avait donc été remplacé par Khemisti, que nous avons envoyé à Prague pour discuter avec Pélikan, le président de l'UIE de l'époque. Lors de son retour en France, il s'est fait arrêter, puis fut transféré en Algérie où il est resté en prison jusqu'à l'indépendance. La répression était sévère à l'époque, les étudiants et les cadres étaient sans cesse arrêtés et il fallait les remplacer, ce qui n'était pas une mince affaire. J'avais désigné Lakhdar Brahimi et Benyahia pour nous représenter à la conférence de Bandung. Ils y étaient pour plusieurs mois et il fallait les remplacer. C'était donc à cause de toutes ces circonstances que nous avons été obligés d'opérer tous ces changements.

C.M.H. : Mais Taleb n'aurait-il pas pu rester président et vous secrétaire général ?

D^r Belaouane : Taleb avait fait son travail. Il avait fait ce qu'il avait pu et il fallait le remplacer. Ce n'était pas une position éternelle.

C.M.H. : Parlez-nous un peu de l'organisation au sein de l'UGEMA.

D^r Belaouane : Il y avait un président, un secrétaire général et un trésorier. Brahimi était vice-président, Abdelkader, qui est décédé, était secrétaire, Choaieb Taleb était adjoint et Aoufi était trésorier. Sur le plan exécutif, nous n'avions pas d'adjoint, à moins que je n'aie oublié. Mais les sections étaient toutes structurées avec un président, un vice-président, etc.

L'essentiel pour nous était que l'UGEMA marche. Brahimi était toujours vice-président d'après ce que je sais. Il était en mission à Bandung et n'avait pas quitté l'UGEMA. Il en est de même pour Benyahia, qui était président de la section d'Alger et qui est parti en mission.

C.M.H. : Brahimi est ensuite devenu représentant du FLN et est resté en Orient.

D^r Belaouane : C'est exact, mais je ne peux pas vous dire qui l'a remplacé.

C.M.H. : Votre présidence était très difficile avec la grève. Qui étaient alors les principaux adjoints ?

D^r Belaouane : Une fois la grève déclenchée, beaucoup de gens sont venus de province, comme Baghli et d'autres. Les gens sont venus de Bordeaux, de Toulouse, de Strasbourg, etc.

C.M.H. : Mais vous avez perdu un grand conseiller en la personne d'Abdesselam, qui est parti pour Alger.

D^r Belaouane : Abdesselam est effectivement parti. Il venait d'être nommé responsable du FLN à Tanger et m'avait écrit une longue lettre. C'est à ce moment que j'ai terminé ma mission et je devais rejoindre l'ALN par Tunis. Je suis allé voir Abdesselam à Tanger et suis resté huit jours avec lui. Ensuite, j'ai rejoint l'ALN. Abdesselam et moi, nous nous sommes d'abord connus au collège. C'est un ancien militant et nous étions très proches. Je le considère comme quelqu'un de brillant. Les jeunes comme nous à l'époque, on n'en voulait pas. On nous renvoyait de l'école.

C.M.H. : Que s'est-il passé pour Yaker ?

D^r Belaouane : Il a été arrêté en même temps que Louanchi et Taleb Ahmed en 1957.

C.M.H. : Après l'UGEMA, ils ont travaillé pour le FLN.

D^r Belaouane : L'UGEMA était la vitrine du FLN.

C.M.H. : Y avait-il des élections démocratiques ?

D^r Belaouane : Absolument !

C.M.H. : Les étudiants qui représentaient l'UGEMA à l'extérieur étaient-ils un peu protégés ?

D^r Belaouane : De qui parlez-vous ? Les étudiants algériens à l'étranger ont fini par devenir le ministère des Affaires étrangères du FLN. Ils étaient les ambassadeurs et, une fois l'Algérie indépendante, ce sont eux qui sont devenus les directeurs des sociétés nationales. Leur apport a donc été considérable. Les Français n'ont jamais rien compris au phénomène de la Révolution algérienne. Ils ont été de répression en répression sans jamais rien comprendre au problème.

C.M.H. : Quel a été le rôle du FLN dans la formation de l'UGEMA ? Quelle différence y avait-il entre les membres de l'UGEMA et ceux du FLN ?

D^r Belaouane : Les membres de l'UGEMA étaient connus, contrairement aux membres du FLN.

C.M.H. : Qui étaient les responsables de la Fédération de France ?

D^r Belaouane : Louanchi, par exemple, était à Paris, mais il n'a cependant jamais dit qu'il était responsable du FLN. On le voyait souvent et nous déjeunions régulièrement ensemble. Je veux dire par là que nous n'avons été manipulés par personne et que nous n'avons reçu au départ d'instructions de personne. Quand l'UGEMA a déclenché la grève, il y avait aussi la grève en Algérie. Ramadier, le ministre français des Finances de l'époque, avait mis une taxe sur les cigarettes pour financer la guerre en Algérie. J'avais une

fois rendez-vous avec Abdesselam et Louanchi. Abdesselam a proposé qu'on aille manger un bifteck. Louanchi s'est ensuite levé pour aller fumer une cigarette. J'ai alors réagi en lui disant que nous interdisions aux militants de fumer⁽¹⁾ et que ce n'était pas acceptable qu'il fume, en tant que responsable du FLN. Il a eu un peu honte. C'était un homme formidable, un grand ami à moi qui a été arrêté bêtement. En effet, quand les Français ont décidé d'arrêter toute l'organisation du FLN à l'époque, les journaux en ont parlé aussitôt et ont publié les photos des militants. Si Louanchi avait lu les journaux, il aurait vu que sa photo y figurait. La police l'attendait chez lui et, à l'époque, il se faisait appeler Alain. Il est rentré et s'est fait arrêter. Ça a été la même chose pour Yaker, qui fut arrêté deux ou trois heures après.

C.M.H. : Ces deux là étaient-ils avec Taleb à la Fédération de France en février 1957 ?

D^r Belaouane : Je pense que c'était en mars ou en avril. Vous savez, tout le monde à l'époque était du FLN, bien qu'il y ait eu des gens dont l'occupation se situait entièrement au sein du FLN.

C.M.H. : C'est pour ça que j'ai du mal à comprendre le rôle des sections universitaires.

D^r Belaouane : Quand Louanchi a été arrêté, je suis allé voir Abane au Maroc. Il m'a présenté le successeur de Louanchi, qui n'était autre que Boudaoud Omar. On s'est vus plusieurs fois et on a travaillé

1. « Le Front National de Libération a lancé un mot d'ordre de boycott du tabac aux Algériens de la métropole [...] "A dater de ce jour, peut-on y lire, pas un seul Algérien ne devra fumer, sous peine d'être mis au ban de la nation Algérienne." La raison invoquée est que la récente augmentation du prix du tabac est spécialement destinée à alimenter "les caisses de l'ennemi". » « Le FLN enjoint aux Algériens de la métropole de ne plus fumer. » *Le Monde*, 7 août 1956.

ensemble. Son frère Mansour était le responsable du FLN au Maroc. Un autre de ses frères était au Caire. Il était donc issu d'une famille de militants. Quand on milite dans un parti clandestin, il faut savoir se taire. Dire qu'on était du FLN, c'était se rendre à l'ennemi. Avec Boudaoud, nous avons donc arrêté une stratégie concernant l'UGEMA. Je lui avais dit à ce moment que ma mission était terminée, ayant fait mon congrès et devant me retirer. Concernant les sections universitaires, il faut avouer que les Français ont manqué de jugeote. Quand ils ont dissout l'UGEMA, il fallait qu'on trouve un moyen d'exister autrement, étant donné que légalement, on ne pouvait plus exister. On a donc transformé l'UGEMA en sections universitaires du FLN. L'UGEMA faisait déjà une grande partie du travail du FLN.

C.M.H. : Que pouvez-vous nous dire à propos de la grève ? Pourquoi Abdesselam a-t-il été envoyé à Alger après le déclenchement de la grève ? Était-ce pour étudier la situation et décider de la position à adopter ?

D^r Belaouane : Non, nous connaissions la position à adopter.

C.M.H. : Pourquoi Abdesselam est-il alors allé à Alger ?

D^r Belaouane : Sa mission était de vérifier tous les points obscurs de cette affaire et de déterminer franchement la volonté du FLN. C'était une mission très difficile pour Abdesselam, d'autant plus qu'il allait dans un pays qui était dirigé par la France. Prendre la décision d'organiser une grève est une décision grave sur le plan politique, mais aussi sur le plan social. Il y a toujours eu contact entre Paris et Alger, c'est pour cela que nous avons envoyé Abdesselam à Alger. Il fallait

prévoir les conséquences, surtout que nous étions en France en territoire ennemi. Abdesselam est parti dans ce cadre et à son retour, il m'a apporté une lettre de Ben Khedda, qui était en faveur du déclenchement de la grève et qui disait qu'il fallait pourrir la situation. Nous devons profiter de la grève pour faire beaucoup d'agitation, notamment dans les congrès qui se tenaient partout autour du monde. J'ai envoyé deux délégations, une en Union soviétique avec Choaieb Taleb et l'autre en Chine. En août 1956, comme mentionné plus tôt, nous avons envoyé Lakhdar Brahimi et Mohammed Benyahia à Bandung.

C.M.H. : Etait-ce difficile de convaincre les étudiants de faire la grève, surtout à la veille des examens ?

D^r Belaouane : Chacun avait sa manière de penser, mais je peux vous affirmer que la très grande majorité des étudiants était pour la grève. Quand elle fut déclenchée, une université comme celle de Montpellier a été vidée. Ceux qui étaient contre la grève et qui ne l'ont pas suivie étaient une petite minorité, une demi-douzaine au maximum, dont la plupart ont surtout été poussés par leurs parents.

C.M.H. : Il y avait par exemple le philosophe Arkoun.

D^r Belaouane : Je ne veux pas citer de noms. Mais Arkoun a toujours vécu en France.

C.M.H. : Pendant la grève, que faisaient les étudiants et quels sont vos souvenirs ?

D^r Belaouane : Nous avons organisé une grève. Les étudiants algériens étaient devenus très vulnérables et avaient des problèmes financiers. Certains étudiants étaient prêts à rejoindre le maquis immédiatement et nous les acheminions via des filières, en passant par l'Espagne par exemple. L'ALN à l'époque avait surtout besoin d'étudiants en médecine

pour soigner, faire des pansements... Les besoins de l'ALN n'étaient cependant pas très grands, car il y avait des infirmières en Algérie. L'ALN arrivait toujours à se débrouiller. La question principale était de savoir quoi faire des autres étudiants. Nous avons demandé des bourses de pays socialistes, comme la Chine ou la Pologne. Nous y avons envoyé beaucoup d'étudiants. Nous avons également obtenu un certain nombre de bourses de pays occidentaux, comme l'Angleterre, les deux Allemagnes et la Suisse, où sont allés Hadj Driss et Amokrane.

C.M.H. : Quand l'envoi des étudiants à l'étranger a-t-il débuté ?

D^r Belaouane : Pendant la grève.

C.M.H. : C'était donc légitime pour un étudiant d'aller étudier ailleurs alors qu'il y avait la grève en France et en Algérie ?

D^r Belaouane : Tout à fait. Les étudiants ont commencé à être envoyés avant la rentrée de 1957. Mais il y avait également le problème des étudiants en France. Les Français ont commencé à supprimer les bourses des étudiants. Il a donc fallu les aider. C'est à ce moment que nous avons constitué le comité de soutien aux étudiants algériens, qui nous a permis de rassembler beaucoup d'argent. J'avais réuni tous ceux qui avaient de l'argent, notamment Maître Boumendjel, qui était très influent et qui nous a beaucoup aidés, et Tiar, un milliardaire algérien qui nous a donné 500 000 francs, ce qui représentait beaucoup d'argent. Tahar Hamdi était le trésorier général ; il était donc chargé de la collecte. Cela nous a permis d'aider les étudiants et je crois que le FLN a aussi poussé les Algériens à nous aider.

C.M.H. : Qui aurait pu faire cela au sein du FLN ?
Était-ce le CCE ?

D^r Belaouane : Le CCE, c'était Abane. Je me rappelle avoir demandé de l'argent à Abane pour l'achat du siège de l'UGEMA, qui a par la suite été cédé au FLN à l'indépendance.

C.M.H. : Mais comment le FLN pouvait-il vous acheter cela à Paris étant donné que le FLN était un organe illégal ?

D^r Belaouane : Nous avons acheté dans la rue de Montmartre cet appartement qui appartenait à un Marocain nommé Bendjeloun, au nom de l'UGEMA. Nous avions un notaire algérien qui s'appelait Ben Haroun. Nous n'avons eu aucun mal à acheter cet appartement.

C.M.H. : Avant la levée de la grève, vous êtes allé à Tanger parler avec Abane. Parlez-nous d'*El-Moudjahid*...

D^r Belaouane : Quand je suis allé le voir pour lui parler de la situation, il y avait Frantz Fanon et d'autres. Il m'a parlé du journal *Résistance Algérienne* et m'a suggéré de changer le titre en *Moudjahid*. Il m'a alors demandé de lui trouver un rédacteur en chef. J'ai d'abord pensé à deux noms : Ali Lakhdari et Ali Abdellaoui. Mais j'ai ensuite pensé à Rédha Malek et je lui ai proposé. J'ai été voir Rédha Malek à Rabat, où il habitait avec deux autres militants, pour le ramener à Paris.

C.M.H. : C'était à quel moment ?

D^r Belaouane : A la fin de l'année 1957, quelques jours avant la levée de la grève. En octobre 1957, je me suis rendu à Tétouan, où j'ai négocié la levée de la grève. La décision avait été prise par Krim Belkacem et les autres. Les objectifs étaient atteints, il n'y avait plus de raison de continuer.

C.M.H. : Je viens de lire le livre de Benkobbi, qui dit que la grève avait déjà été décidée en février 1956 par Abane et les autres et qu'il fallait juste attendre le prétexte pour la déclencher. Mais Lamine Khène soutient que c'était spontané avec les nouvelles de l'assassinat.

D^r Belaouane : Je respecte toutes les opinions. Dans la stratégie du FLN, cette grève devait avoir lieu parce que l'étudiant algérien devait se démarquer en soutenant cette guerre de libération. En tant que président de l'UGEMA, je savais que l'étudiant devait prendre ses responsabilités. Il fallait envoyer une partie des étudiants au maquis et trouver des bourses pour l'étranger au reste.

C.M.H. : Qu'avez-vous fait après la grève ?

D^r Belaouane : Nous avions des bourses. Quand j'ai tenu mon Congrès et levé la grève, je ne sais plus ce qui s'est passé, puisque j'ai rejoint l'ALN à Oujda au début 1958. J'ai été ensuite affecté en base arrière en tant que médecin. J'avais presque terminé et il ne me restait que la thèse à passer.

C.M.H. : Où et quand avez-vous passé votre thèse ?

D^r Belaouane : Après l'indépendance, à Alger. Nous étions quatre officiers de l'Armée de libération à passer la thèse.

C.M.H. : Taleb était-il avec vous ?

D^r Belaouane : Non. Il n'était pas avec nous. Nous sommes passés devant un jury constitué uniquement de Français. Ahmed Taleb a eu un autre parcours puisqu'il a été arrêté et était en prison. Aït Chaalal a été le seul à être toujours resté en liberté.

C.M.H. : Etes-vous aussi allé en prison ?

D^r Belaouane : Non.

C.M.H. : Après la guerre, il y a eu les accords d'Evian et l'indépendance. Avez-vous suivi ce qui se passait à l'UGEMA au cours des dernières années ?

D^r Belaouane : Non. Avec mes fonctions à l'ALN, croyez-moi, le dernier de mes soucis, c'était l'UGEMA. Mais quand il y a eu le passage de l'UGEMA à l'UNEA⁽¹⁾, on a fait appel à moi, j'ai pu assister et discuter avec les gens en tant qu'ancien responsable. Pour moi, c'était fini quand j'en ai eu terminé d'avec mes fonctions de président.

C.M.H. : Et qu'avez-vous pensé de ce Congrès où ils sont devenus l'Union nationale des étudiants algériens ?

D^r Belaouane : Il y avait une étape obligatoire, celle de l'UGEMA. Après cela, c'est devenu du n'importe quoi.

C.M.H. : Houari Mouffok a publié un livre dans lequel il parle de sa présidence de l'UNEA. Il parle d'une association qui se voulait indépendante et reconnaît avoir commis des erreurs... Mais il dit qu'il s'agit de la seule organisation démocratique ayant existé en Algérie indépendante.

D^r Belaouane : J'ai bien connu Mouffok, il était un gentil garçon. Concernant l'UGEMA, il est exact que c'était une institution démocratique. L'erreur de Mouffok a été le manque de réalisme et d'appréciation de Boumediene.

C.M.H. : Mais il y a également eu l'erreur commise de trop insister sur un conformisme idéologique. L'ancienne UGEMA est restée ouverte...

1. A la mi-août 1963, les étudiants, lors du Vème congrès de l'UGEMA, décident de suspendre le « M » et donc de transformer UGEMA en UNEA.

D^r Belaouane : Les gens comme Mouffok ont subi tout un lavage de cerveau dans les pays de l'Est, ce à quoi il fallait s'attendre. L'UGEMA a été bien réfléchi et c'était quelque chose de tout à fait national et algérien.

C.M.H. : Que pensez-vous de la démission du Comité exécutif et du Comité directeur en 1961 ?

D^r Belaouane : Je ne peux vraiment rien dire. Je n'ai pas vécu cette période.

C.M.H. : Avez-vous été au lycée à Collo avec Lamine Khène ?

D^r Belaouane : Nous n'étions pas au lycée à Collo mais à Constantine. Nous n'y étions cependant pas à la même époque, car je suis un peu plus âgé que Lamine Khène, que j'apprécie beaucoup par ailleurs.

C.M.H. : En quelle année avez-vous obtenu votre bac ?

D^r Belaouane : En 1949 ou 1950. Je ne me rappelle pas bien.

C.M.H. : Dans votre enfance, avez-vous senti la politisation grandissante ?

D^r Belaouane : Oui. Mon père est mort en 1942. Mon oncle a été arrêté en 1945. Il faisait partie des AML et a fait de la prison. J'ai été moi-même arrêté alors que j'avais à peine 17 ans. Nous faisons partie d'une famille honorable.

C.M.H. : Abdesselam a eu la même histoire, il a aussi été arrêté.

D^r Belaouane : Ce n'est pas pareil. Moi, j'ai été arrêté dans le cadre de la répression en 1945, au moment où on arrêtait tout le monde. Il manquait même de place en prison et c'était la population qui nous apportait à manger.

C.M.H. : Quelle était la profession de votre oncle ?

D^r Belaouane : Il était membre du Comité central

de l'UDMA. C'était un industriel et ancien instituteur. Pendant que le monde entier fêtait la fin de la guerre, c'était le deuil pour nous.

C.M.H. : Comment avez-vous fait pour étudier ?

D^r Belaouane : A Collo, on était à peine quatre à faire des études. On a donc souffert de cette période. J'ai connu des Algériens qui réussissaient au certificat d'études et étaient renvoyés aussitôt. C'est pour ça qu'on avait 90% d'analphabètes. J'ai réussi à étudier par chance. J'ai été reçu au concours des bourses, ce qui fait que j'ai pu aller au lycée. Ce n'était pas facile, car Constantine était à 108 kilomètres de Collo. Il fallait toujours être meilleur que les autres.

C.M.H. : Je crois que tous les présidents de l'UGEMA, y compris Mokrane, étaient des médecins.

D^r Belaouane : On n'avait pas beaucoup de choix : soit on devenait instituteur, soit médecin, soit on étudiait le droit pour devenir avocat. Je me rappelle qu'il n'y avait qu'un seul ingénieur.

C.M.H. : Les étudiants de médecine n'étaient pas nombreux.

D^r Belaouane : Oui. J'avais envoyé cinq étudiants dans les pays de l'Est pour qu'ils étudient les sciences nucléaires. Ils avaient terminé leurs études et rentraient lorsque leur avion s'est écrasé au Maroc. Comment expliquez-vous cela ?

C.M.H. : Quand était-ce ?

D^r Belaouane : Je ne me rappelle pas exactement, en 1959 ou 1960. Ce qui est important, c'est de savoir que l'Algérien ne pouvait en général rien faire d'autre que de se destiner à devenir instituteur. A Alger, il y avait plus de cinq cents étudiants musulmans. Les autres étaient « l'ennemi ». Comment constituer l'UGEMA

dans ces conditions ? Quand je vois un homme comme Harbi qui dit que l'UGEMA était confessionnelle, je n'ai plus envie de lui parler. Je trouve cela malhonnête de dire cela. Pour nous, le mot musulman voulait dire « colonisé ». Il faisait partie des étudiants qui n'avaient été ni messalistes ni centralistes au moment de la scission du MTLD. Il a préféré être communiste.

C.M.H. : Y avait-il des partis politiques au lycée ?

D^r Belaouane : Non, mais nous connaissions l'existence du PPA. On avait des tracts. C'était la clandestinité totale. Nous étions jeunes mais déjà très politisés. Les Français étaient d'un côté et nous de l'autre.

C.M.H. : Les élèves de votre génération étaient déjà très politisés et très réceptifs au message que vous avez lancé plus tard en tant que président de l'UGEMA.

D^r Belaouane : Cela s'explique par toutes les années d'injustice et de racisme que nous avons vécues.

C.M.H. : Perceviez-vous des différences avec certains étudiants qui venaient d'ailleurs, notamment du Sud ?

D^r Belaouane : C'était partout pareil ! Cette idée était générale.

C.M.H. : Parlons un peu de Frantz Fanon. Vous l'avez connu.

D^r Belaouane : Pas trop. Fanon était un médecin psychiatre de Blida. Moi, j'ai surtout connu Mlle Mitsusky, qui était aussi psychiatre à Blida et qui a rejoint l'ALN. Je l'ai connue quand elle était membre du service sanitaire de l'armée. Fanon était du côté du Maroc.

C.M.H. : Et Chérif Belkacem ?

D^r Belaouane : C'était un ami.

C.M.H. : Il était étudiant à Rabat, a assisté au Congrès constitutif de l'UGEMA et a également rejoint le maquis. L'avez-vous retrouvé à Oujda ?

D^r Belaouane : Oui. C'est quelqu'un de très bien... Un grand monsieur, très intelligent. C'est un excellent ami à moi. Je l'ai d'abord connu à l'UGEMA où je l'ai réceptionné quand il est venu au Congrès. Je l'ai ensuite retrouvé à l'ALN. Il était venu au deuxième Congrès en tant que représentant des étudiants du Maroc.

C.M.H. : Jusqu'à quand êtes-vous resté à l'ALN ? Jusqu'en 1962 ?

D^r Belaouane : Je pouvais rester tout le temps à l'ALN, mais on a décidé que je serais député et j'ai donc été député à l'Assemblée nationale. J'ai été ensuite secrétaire de l'Assemblée, puis vice-président de l'Assemblée, président de séance, ministre de l'Information et j'ai dirigé pendant 27 ans la Croix-Rouge et le Croissant Rouge algérien, que j'ai structuré. Je savais très bien quel était l'objet de ma mission, c'est à dire faire du Croissant Rouge algérien un organisme respecté et respectable.

C.M.H. : Etait-ce toujours avec vos collègues médecins de l'UGEMA ?

D^r Belaouane : Non. Il s'agissait là d'une autre dimension. C'était un pouvoir humanitaire. On devait venir en aide aux nécessiteux, promouvoir toute une politique et j'étais vice-président de la Croix-Rouge sur le plan international.

C.M.H. : Vous étiez à l'Assemblée nationale, mais certains de vos camarades de l'UGEMA étaient également sur les listes.

D^r Belaouane : C'était vrai au début. Il y

avait deux groupes, un de Tlemcen et l'autre de Tizi-Ouzou. Belaïd Abdesselam, Malek Rédha et d'autres figuraient effectivement sur la liste des députés. Il y a ensuite eu une division et leur nom a été rayé de la liste.

C.M.H. : Aït Chaalal aurait-il pu être député ?

D^r Belaouane : Il ne l'a pas été. Je parle de la première assemblée constituante, qui n'est restée en place que deux ans.

C.M.H. : Il y a un parallèle qui peut être fait entre l'UGEMA et le Croissant Rouge, en tant qu'organisations non gouvernementales.

D^r Belaouane : Je fais partie d'une génération qui a fait la guerre. A l'indépendance, il fallait prendre nos responsabilités. Nous étions tous devenus des responsables. Pour moi, l'après-guerre n'est qu'une continuité. Prenez l'exemple de notre président actuel : je l'ai connu il y a fort longtemps. Nous étions aux côtés de Boumediene ensemble et nos relations se sont maintenues. Quand j'étais ministre de l'Information, il était ministre de la Jeunesse et des Sports. Il est ensuite devenu ministre des Affaires étrangères. Il est d'Oujda et il a fait la grève des étudiants en tant que lycéen.

C.M.H. : Chérif Belkacem était aussi au Maroc.

D^r Belaouane : Il est originaire du Maroc et je crois qu'il a fait ses études à Casablanca.

C.M.H. : Que pouvons-nous retenir en conclusion ?

D^r Belaouane : Ça aurait pu être une table ronde qui aurait permis à la vérité de se révéler. La grève était inévitable et il fallait absolument faire taire certaines propagandes. L'UGEMA avait été constituée avant l'UGTA.

C.M.H. : L'UGEMA avait une origine indépendante et est restée indépendante, bien qu'étant parallèle au FLN.

D^r Belaouane : Oui, nous étions amis.

C.M.H. : C'est important pour l'avenir de l'Algérie de savoir qu'il y avait une telle organisation.

D^r Belaouane : Je vais vous étonner. Cette démocratie qui existait dans l'UGEMA, je l'ai retrouvée à l'ALN. Pour revenir à l'UGEMA, nous savions que l'UGEMA allait être constituée et qu'elle allait avoir un rôle à jouer en fonction des événements qui se déroulaient en Algérie. Regardez par exemple ce qui s'est passé à Tlemcen il y a deux ans : il n'y a pas eu de discussions, uniquement des discours. Pour comprendre la création de l'UGEMA, il faut se référer au contexte de l'époque. On ne peut pas fragmenter l'histoire de l'UGEMA.

C.M.H. : La question est surtout de savoir ce qu'on peut en tirer pour l'avenir.

D^r Belaouane : L'UGEMA, c'était un choix et la question du « M », une étape. Cela n'avait rien de confessionnel contrairement à ce que beaucoup ont avancé. La preuve est que l'objectif de l'UGEMA a été réalisé et qu'on n'en a plus parlé.

C.M.H. : Vous avez évoqué la question de la démocratie au sein de l'UGEMA et de l'ALN...

D^r Belaouane : La meilleure période de ma vie a été quand j'étais dans le service sanitaire de l'armée. Dans la base où j'étais, il y avait des soldats qui parfois désertaient. Ils ne désertaient pas pour se rendre à l'ennemi, mais souvent parce qu'ils en avaient marre. J'allais leur rendre visite en prison et quand je voulais faire sortir l'un d'entre eux pour lui prodiguer des soins, je le faisais. Une fois, dans le désert du Sud,

un de ces jeunes s'est enfui alors qu'il risquait d'être jugé pour désertion. Il a été sauvé parce qu'il a été mordu par un serpent. Je l'ai soigné et on lui a ainsi sauvé la vie. A chaque fois, Boumediene était au courant. Ce n'est pas dans toutes les armées qu'on retrouve cette tolérance. A l'ALN, quand on commettait une faute, on avait un avocat pour sa défense. Il y avait une justice et je n'ai jamais vu un responsable faire preuve d'une injustice quelconque. Je me rappelle d'un héros du nom de Bouamama qui était amoureux et qui désertait de temps en temps pour aller voir sa fiancée. On l'a donc mis en prison, où j'allais lui rendre visite. Pour régler sa situation, on a été obligés de passer par Fanon qui, en tant que psychiatre, a fait un rapport pour qu'on le libère en démontrant qu'il fallait qu'on le libère pour qu'il voie sa fiancée, le cas échéant il deviendrait fou. Je crois que la démocratie que nous avons vécue à l'époque n'existe plus aujourd'hui au sein de l'armée.

C.M.H. : Vous étiez au milieu de très grands événements de l'Algérie indépendante. Quelles sont vos réflexions sur cette période ?

D^r Belaouane : Il y a une chose qui m'étonne : je suis encore vivant après tous les risques que nous avons pris. Je ne pensais qu'à l'indépendance en 1962, alors qu'il fallait raisonner d'une autre façon et se préparer à une autre lutte. Et cette lutte d'après l'indépendance, on ne l'a pas anticipée. Prenez par exemple le choix de notre socialisme, une des décisions prises après l'indépendance. Le tout premier à avoir parlé de socialisme algérien était Bentobbal, qui avait dit que l'Algérie serait socialiste. La guerre et la véritable lutte, c'était à partir de 1962, pour reconstruire et construire le pays. Et là, on a fait de mauvais calculs.

C.M.H. : On voulait toujours reformer le FLN pour que ça devienne un appareil de décisions qui pourrait représenter les gens et orienter le pays, mais en fait c'était toujours un système de réseaux personnels...

D^r Belaouane : La démocratie s'est arrêtée après l'indépendance.

C.M.H. : Comment pourrait-on réinstaurer cette démocratie ?

D^r Belaouane : Par les jeunes.

C.M.H. : Oui, mais les jeunes ont-ils connaissance de la démocratie au sein de l'UGEMA ?

D^r Belaouane : Les jeunes d'aujourd'hui ne savent rien de l'UGEMA. Il y a des historiens algériens qui falsifient l'histoire...

C.M.H. : Qu'est-ce que l'expérience de l'UGEMA peut apporter aux jeunes d'aujourd'hui ?

D^r Belaouane : Il faut distinguer plusieurs étapes. L'UGEMA n'était pas une organisation étudiante normale qui se contentait par exemple de revendications syndicales liées à l'amélioration des conditions de vie des étudiants. Nous étions un pays en guerre, nous étions aussi menacés de disparaître du jour au lendemain. Il fallait alors batailler dur pour obtenir l'indépendance de l'Algérie. Et c'est ce que les étudiants algériens n'avaient pas compris au départ. Dans la logique de l'UGEMA, il fallait amorcer un déclenchement de la grève et normalement tout le monde aurait dû faire la grève. Il n'est donc pas normal que deux ou trois étudiants aient refusé de suivre le mouvement de grève. Au sein de l'UGEMA, il y a eu plusieurs phases. D'abord, il y a eu la phase de la lutte pour l'indépendance. Tous les critères d'ordre associatifs tels que les revendications ne marchent pas avec l'UGEMA.

C.M.H. : Mais il y a quand même une différence entre l'UGEMA et l'UGTA par exemple. A l'UGEMA, les responsables étaient élus...

D^r Belaouane : Oui, nous avions un règlement qui définissait la façon d'élire les responsables.

C.M.H. : N'était-ce pas une sorte de pépinière pour la pratique démocratique ? N'est-ce pas une formation que les étudiants ont reçue durant ces années à l'UGEMA ?

D^r Belaouane : Pendant la période que j'ai passée à l'UGEMA, on veillait à ce que les élections soient démocratiques et j'étais heureux de retrouver cet esprit démocratique au sein de l'ALN.

C.M.H. : Dans une armée, il y a quand même une discipline.

D^r Belaouane : Nous sommes d'accord, mais il n'y avait pas de dépassement. En définitive, cela ne pouvait marcher que de cette façon, puisqu'il s'agissait d'une discipline librement consentie. En principe, tous étaient des volontaires. Ce n'est que plus tard qu'il y a eu des recrutements.

C.M.H. : Vous suivez sûrement l'actualité de l'Algérie d'aujourd'hui.

D^r Belaouane : Très peu ! La situation de l'Algérie d'aujourd'hui est difficile. Vous savez, je connais bien Bouteflika. D'abord, il était lycéen pendant que j'étais président de l'UGEMA. Et je l'ai rencontré une fois alors que j'étais en zone opérationnelle. Nous sommes rentrés à Alger ensemble et avons cohabité dans la même chambre à la villa Joly. Il ne connaissait pas du tout Alger, car c'était la première fois qu'il rentrait en Algérie. On se voyait tous les jours, habitant la même chambre pendant à peu près six mois.

INTERVIEW DE BELKACEM CHÉRIF

(Réalisée le 11 juillet 2008,
en présence de Tahar Hamrou))

C.M.H. : Vous étiez membre du Comité directeur de l'UGEMA. Étiez-vous aussi un des fondateurs ?

Belkacem Chérif : Non, je n'étais pas membre fondateur. C'est à partir d'Alger que ça a commencé.

C.M.H. : Je pensais que c'était à partir de Paris.

B. Chérif : Non. L'UGEMA est née à Alger.

C.M.H. : J'ai parlé avec Baghli et il m'a fait comprendre que l'UGEMA était née à Paris en avril 1955.

B. Chérif : Ça, c'est le Congrès fondateur, mais la création de l'UGEMA remonte à Alger. Vous pouvez vous référer à Lamine Khène, qui a une grande connaissance de l'historique de l'UGEMA et qui a fait partie, avec Abdesselam, des membres fondateurs.

T. Hamrou : C'est vrai que nous avons vécu les événements d'Alger en 1955 et 1956 et pour la grève du 19 mai, on est allés à Sidi-Ferruch.

C.M.H. : Étiez-vous étudiant à Alger ?

T. Hamrou : J'étais lycéen et je préparais la première partie du baccalauréat. C'est à partir de Sidi-Ferruch que beaucoup de nos amis sont montés au

maquis, surtout ceux qui étaient menacés par l'enrôlement au service national français. Nous, nous étions plus jeunes et militions avec le capitaine Benhamouda. Quand l'ordre est venu d'en haut, un an plus tard, de monter au maquis, on nous a expliqué que, selon les instructions, tout le monde ne pouvait pas monter au maquis car le pays avait aussi besoin de cadres.

C.M.H. : Et vous ? Étiez-vous lycéen ou étudiant ?

B. Chérif : Il y a des étudiants qui ont rejoint le maquis, mais beaucoup sont restés dans le service extérieur. Il y avait une petite confusion entre étudiants et lycéens et il n'y avait d'ailleurs à l'époque pas beaucoup d'étudiants. Ils étaient tous connus. Mais ceux qui étaient à l'intérieur du pays et qui ont rempli les maquis étaient surtout des lycéens. Moi, j'étais au Maroc en tant que responsable de la Fédération et, à ce titre, j'étais responsable de cinq sections de l'UGEMA et automatiquement membre du Comité directeur élargi. Parmi les cinq sections, il y avait le lycée Lyautey, où l'on préparait les grandes écoles et il y avait aussi un centre d'études de Droit qui relevait de Bordeaux et dans lequel j'étudiais. Les autres sections étaient en réalité composées de lycéens.

C.M.H. : Avez-vous commencé vos études à Alger ?

B. Chérif : Non, j'ai commencé au Maroc où j'ai longtemps vécu. Mon père nous ramenait en Algérie chaque année jusqu'à sa mort. J'ai donc fait toutes mes études au Maroc.

C.M.H. : Êtes-vous d'Oujda ?

B. Chérif : Non, j'étais à Casablanca.

C.M.H. : En 1965, j'étais jeune professeur à Rabat, et chaque semaine j'allais à Casablanca, où il y avait un institut...

B. Chérif : Oui, c'était l'Institut de Droit, qui était le seul, qui relevait de Bordeaux et dans lequel j'étudiais le droit. Et jusqu'à l'indépendance du Maroc, il n'y avait qu'une université. Je me trouvais donc au Maroc où j'étais responsable au sein de la fédération marocaine. Nous avons commencé à militer avant même qu'arrivent les responsables désignés par le CNRA en 1956, avec un professeur de médecine, le docteur Hamidou, et un ophtalmologue ayant un jour sorti le drapeau algérien. C'est ainsi qu'est née la fédération FLN au Maroc. J'étais chargé du secteur de la propagande et de la communication. On a ensuite élargi l'UGEMA aux lycéens pour avoir en tout cinq sections, dont j'ai été élu responsable.

C.M.H. : Combien d'étudiants y avait-il à l'époque ?

B. Chérif : Je ne suis pas sûr. D'autres, comme Lamine Khène ou Belaïd Abdesselam, sont beaucoup mieux informés que moi et pourraient vous donner des informations. En tant que président de cinq sections, j'étais automatiquement membre du Comité directeur élargi, mais je n'allais pas aux réunions. Pour la première réunion, j'avais envoyé Benchehida, qui est mort à présent. Une autre fois, j'avais envoyé Tamba, qui est également mort à présent. Mais un jour, Boudiaf, qui était le coordinateur de la Révolution au Maroc, m'a appelé pour me demander d'y aller. Je ne me rappelle pas exactement de la date, mais c'était au moment où Mouloud Belaouane était responsable de l'UGEMA. Boudiaf connaissait déjà l'ordre du jour, qui était relatif à la continuation ou non de la grève, et a insisté pour que j'y aille absolument. En fait, Boudiaf était le véritable chef du FLN à l'époque. Cela prouve déjà la main mise du FLN sur l'UGEMA. C'était très clair et il m'a dit de les laisser discuter, tout en soulignant que la décision ne leur appartenait pas puisque, quelque

soit leur décision, la grève était illimitée. Il m'a ensuite confié une autre mission avec la Fédération de France et c'est à cette occasion, qui était d'ailleurs mon premier voyage en France, que j'ai connu tous les copains, notamment Hamdi, Belaouane, Abdellaoui, Lakhdari, Khemisti, qui était le secrétaire général, etc. Ils m'ont reçu comme un roi. On déjeunait et dînait pratiquement tout le temps ensemble. C'est ma seule expérience en tant que membre du Bureau directeur de l'UGEMA. Ensuite, je n'ai pas pu contacter les gens de la Fédération de France. Et c'est après cela que je suis entré au maquis.

C.M.H. : La Fédération de France avait commencé à changer à l'époque, c'était à plusieurs mois du déclenchement de la grève...

B. Chérif : Oui, c'était avant les arrestations. A un moment donné, pratiquement tout le monde a été arrêté.

C.M.H. : Quelle décision fut prise ?

B. Chérif : Ils ont continué la grève jusqu'en 1957. J'ai eu l'impression ensuite que le centre de décision s'est déplacé un moment vers la Suisse... Ceux qui avaient le plus rejoint le maquis étaient surtout des lycéens et lycéennes. Il y avait des étudiants, mais les lycéens étaient plus nombreux... et beaucoup sont morts au maquis. La rumeur circulait que beaucoup d'étudiants étaient restés représentants à l'extérieur. Ce qui est important, c'est que les étudiants se soient mis à la disposition des responsables. Les quatre facultés traditionnelles et les autres instituts avaient une capacité de 7000 étudiants à l'époque. Quand j'étais ministre en 1963, il n'y avait que 500 étudiants et il a fallu que je fasse rentrer ceux qui étaient à l'étranger.

C.M.H. : Vous êtes donc rentré au Maroc, vous étiez toujours à l'UGEMA et en même temps au FLN. C'était la grève et vous n'alliez donc pas en cours. Quand êtes-vous allé au maquis ?

B. Chérif : En 1957. Je me suis d'abord occupé du recrutement. On recrutait beaucoup de jeunes d'Alger. Il faut dire que je connaissais les autorités marocaines et, grâce à un ami, j'étais à la fois en contact avec le gouvernement marocain et avec le Palais. On a voulu me faire rester au Maroc, mais je ne pouvais pas, étant donné que j'envoyais des gens au maquis. Je me suis donc « envoyé moi-même » avec la deuxième promotion.

C.M.H. : Belaïd Abdesselam était au Maroc à l'époque.

B. Chérif : Oui, nous étions dans la même école. Il enseignait, et moi je m'occupais de la revue de presse économique. Il s'agissait de la première école de cadres algériens. Il y a eu des difficultés et on a fait un stage militaire. Ce n'était pas très sérieux et on s'en foutait... La moitié a ensuite rejoint le maquis et l'autre moitié est restée à l'extérieur. C'est là qu'on a créé les Renseignements et Liaisons générales. Les Renseignements relevaient de Boussouf, qui était le chef de la wilaya et qui est parti quand il est devenu membre du CCE. C'est donc lui qui a commencé à constituer ce service d'espionnage, d'écoute, etc. C'est ce qui a donné plus tard le ministère de l'Armement et des Liaisons générales... Mon expérience à l'UGEMA s'arrête en fait là.

C.M.H. : Pendant l'été 1961, il y a eu des changements au GPRA et l'éclatement de conflits au niveau de l'Etat-major. Selon certaines sources, il y aurait eu une réunion du Comité directeur de l'UGEMA à la fin du mois d'août 1961 à Tunis, au

cours de laquelle il y a eu une démission collective parce qu'il n'était plus possible pour eux de garder leur autonomie face à toutes ces forces contradictoires.

B. Chérif : Cela m'étonne, car je n'en ai pas entendu parler. Ce qui était important pour nous, ce n'était pas l'UGEMA, qui avait son importance seulement parce qu'elle avait fait la grève et libéré des énergies pour le maquis. L'UGEMA était par ailleurs une réserve de cadres qui a servi même après l'indépendance. Nous les avons tous recrutés et ils ont travaillé pour le GPRA à tous les niveaux. Cela est surtout dû à une réunion qu'on avait organisée quand des responsables comme Boumediene avaient été de passage à Oujda. Je leur avais alors fait un exposé pour leur expliquer qu'il fallait qu'on prévoie la gestion de l'indépendance. A un moment donné, vers 1961, quand on a commencé les négociations, on a donc réalisé qu'on aurait besoin de cadres pour l'indépendance. On s'est alors mis à recruter des cadres sans volontariat à Oujda au Maroc, de même qu'en Tunisie et en France. L'antichambre des cadres, c'était d'abord l'UGEMA, qui était surtout à l'extérieur. A l'intérieur, c'était surtout l'ALN-FLN. La plupart des gens qui sont venus suite à notre appel sont venus avant mars 1961.

C.M.H. : Qu'a-t-on fait de ces élites ? Leur a-t-on donné une formation militaire ?

B. Chérif : Oui, une formation militaire leur a été donnée afin qu'ils se sentent vraiment membres de l'ALN-FLN. Mais on ne les a pas exposés au conflit car on voulait les préserver.

C.M.H. : Devaient-ils se mettre à la disposition de l'Etat-major ou devaient-ils choisir entre le GPRA et l'Etat-major ?

B. Chérif : Non, nous les recrutions dans l'armée ; et ces officiers, Bousouf et les autres, avaient des responsabilités, mais ils n'ont jamais pu résoudre le problème des dissidences à l'Est... Je crois que l'histoire de Boumediene s'explique par l'accumulation de plusieurs choses. La réussite de Boumediene était un peu le constat de la carence de ces gens qui étaient les grands responsables de l'armée. Le texte de Harbi sur les archives de la Révolution⁽¹⁾ a été l'un des textes qui a posé le plus de problèmes politiques entre l'Etat-major et le GPRA. On a accusé le GPRA d'obéir à la France par l'intermédiaire de Bourguiba, mais le problème était en fait plus simple que cela. Boumediene a refusé de libérer un pilote dont on avait abattu l'avion. Les Français sont alors intervenus auprès de Bourguiba, qui est intervenu auprès du GPRA, qui est intervenu à son tour auprès de l'Etat-major pour réclamer le pilote. L'Etat-major a à nouveau opposé un refus... Finalement, Boumediene et ses amis ont démissionné et sont partis en Allemagne. A l'Ouest, on n'a pas eu besoin de créer un comité, et j'étais à la tête de la structure. C'est en fait Medeghri et moi qui avons rédigé ce texte de Harbi sur les archives, sans l'accord de Boumediene et des autres chefs de l'Etat-major. Nous avons donc donné un caractère politique à la crise. On savait qu'ils regrettaient d'avoir démissionné, qu'ils voulaient rentrer et on leur a facilité la tâche.

C.M.H. : C'était à quelle date ?

B. Chérif : C'était en 1961. Mais je ne me rappelle pas de la date exacte, que vous n'aurez d'ailleurs pas de mal à retrouver.⁽²⁾

1. Mohammed Harbi a publié en 1981 un ouvrage intitulé *Les Archives de la révolution algérienne*. Éditions Jeune Afrique, 1981.
2. *Mémoire de l'Etat Major au Président du GPRA, 15 juillet 1961 (extraits)*, Mohamed Harbi et Gilbert Meynier, *Le FLN Documents et Histoire 1954-1962*, Alger, Editions Casbah, 2004, pp. 322-324.

C.M.H. : L'UGEMA était-elle donc bien un instrument du FLN ?

B. Chérif : C'est une des plus belles initiatives qui aient été prises. Elle a eu un impact sur la Révolution en faisant se rejoindre une certaine élite. Beaucoup sont morts au maquis. D'autres ont rejoint d'autres structures de la Révolution. Après 130 ans de colonisation, les Français eux-mêmes avaient reconnu leur échec, car il y avait 90% d'analphabètes. On n'a jamais confondu les vraies forces politiques et, bien qu'étant contre le GPRA, on savait qu'il s'agissait d'une force politique avec beaucoup de moyens. La plupart des gens de l'UGEMA étaient dans les structures du GPRA... Il faut distinguer les vraies forces politiques en confrontation des fausses forces politiques. Je vois mal l'UGEMA se réunir en 1962 pour prendre une décision de grève.

C.M.H. : Mais pour la politique, la vie associative est importante.

B. Chérif : Il faut que ces associations existent, ce qui n'est plus le cas ici. L'UGTA, par exemple, est devenue la plus grande force de travailleurs, mais n'a plus aucune indépendance politique.

C.M.H. : Mais il y a une différence entre l'UGTA et l'UGEMA.

B. Chérif : L'UGEMA est sortie grandie. Cependant, je ne considère pas que l'UGEMA ait joué un rôle déterminant après 1958, car l'organisation avait dépassé le stade où elle était éminemment importante du fait de son rôle dans l'alimentation du maquis.

C.M.H. : Mais l'UGEMA avait aussi la mission de représenter la Révolution à l'étranger.

B. Chérif : Oui, mais ça ce n'est pas l'UGEMA. Ils y allaient pour le compte du GPRA.

C.M.H. : Mais les étudiants avaient une certaine assise dans les conférences internationales estudiantines.

B. Chérif : Oui, je ne nie pas le fait que ces organisations ont joué un rôle, mais pas le rôle essentiel. Il ne s'agit pas uniquement de l'UGEMA, mais aussi des organisations comme l'UGTA. Je reconnais que les gens issus de l'UGEMA ont occupé des postes importants, comme Belaïd Abdesselam, Rédha Malek...

C.M.H. : Mais comment développer les structures et lier les élites avec la masse sans les associations ?

B. Chérif : Les associations ne valent plus rien aujourd'hui. Pour que l'armée cesse de s'insérer dans la politique, il faut changer de système, or, il n'y a personne en Algérie aujourd'hui pour le faire. Ce ne sont ni le FLN, ni l'organisation des femmes de Louisa Hanoune, qui était toute puissante à un moment donné, qui changeront les choses. Il n'y a pas d'alternative à l'armée en Algérie. Si en Occident c'est sûrement l'ambition qui fait marcher les choses, en Algérie, nous n'avons pas cela et les postes ne sont pas attribués selon le mérite. Tout est construit sur le vice aujourd'hui en Algérie.

T. Hamrou : Ne faut-il pas se poser la question de savoir si les responsables de l'UGEMA n'ont pas failli à leur tâche, dans la mesure où l'UGEMA devait être une force de réflexion et d'action ? J'ai des amis qui sont morts au maquis. Nous avons certainement notre part de responsabilité dans la situation actuelle. Où sont les valeurs dans la situation actuelle ?

B. Chérif : L'UGEMA n'a pas donné toute l'intelligentsia du pays. Tu parles en fait de l'intelligentsia du pays et je pense qu'on a régressé en allant de régression en régression, concernant l'accès aux soins, aux médicaments, au travail. On peut quantifier ces

régressions, en termes de morts par exemple. Mais celles de l'intelligence passent inaperçues, parce qu'on ne peut les quantifier. Aujourd'hui, personne ne parle par exemple de l'après Bouteflika. Dans les années 1960, il n'y avait pas d'utopie, on voulait une Algérie normale et on était dans l'action réaliste. Aujourd'hui, les analyses ne tiennent pas. C'est un véritable problème pour l'Algérie. On n'a pas eu de chance, on a cru que le régime était celui du Parti unique. Mais ce n'est pas exact, il ne s'agit même pas de dictature, mais plutôt d'un pouvoir personnel érigé en programme de gouvernement.

C.M.H. : Mais j'ai l'impression qu'il ne s'agit pas d'un pouvoir unique, car l'Etat reste faible avec plusieurs centres de décision, animés d'opacité et sans responsabilités.

B. Chérif : Peut-être aussi que la seule force à même de faire de la politique et de changer les choses ici est l'armée.

C.M.H. : Mais l'armée est-elle compétente ?

B. Chérif : Ce n'est pas une question de compétence. Il s'agit de prendre une décision, parce que Bouteflika joue avec eux. J'ai l'impression qu'ils veulent que Bouteflika parte, mais avec l'accord de Bouteflika, alors qu'il est insensible. Et tout ce qu'ils ont comme moyen, c'est la force de répression. Mais il est totalement insensible à cela. Il ne devait pas y avoir de second mandat, mais il a dû faire une promesse aux Américains et il a découvert qu'il n'avait plus la légitimité des urnes. Il n'est pas le seul, car après 40 ans, Ben Bella l'a découvert aussi. Notre démocratie est en fait construite sur le Zaïm, le pouvoir arabe et absolu, c'est-à-dire que chaque responsable de parti est un Zaïm. Mais quand ils arrivent au pouvoir, ils se rendent compte qu'ils ne le

sont pas. Celui qui a le mieux exprimé cela, c'est Bouteflika, lorsqu'il a dit qu'il ne voulait pas être un trois-quarts de président. Le pouvoir absolu chez nous ne s'accompagne pas de programme, mais d'humeur. En Occident, ils peuvent être sanctionnés par l'obligation de réserve, mais chez nous, il n'y a pas d'obligation de réserve ni de sanction. Il y a des gens qui considèrent parfois que la responsabilité qu'ils détiennent n'est en fait pas une responsabilité et décident de marcher à l'humeur. Bouteflika, Sarkozy et même l'entraîneur de football Raymond Domenech sont tous de cette catégorie. Ils exercent le pouvoir selon leur humeur et arrivent à ne pas être responsables.

C.M.H. : L'Algérie a certes été émiettée par la colonisation, mais on pourrait quand même créer un Etat s'il y avait plus de débats historiques, au lieu de renier telle ou telle rupture...

B. Chérif : Je pense que Bouteflika n'est pas le problème aujourd'hui. J'ai le sentiment profond que son départ n'est pas la solution. Ce qui serait la solution est le changement. C'est un préalable à la solution. Je ne suis pas superstitieux, mais la colonisation a commencé par l'Algérie, la libération a aussi commencé par l'Algérie... Pour faire échouer l'islamisme, il faut le mettre en Algérie. Nous sommes prêts pour l'expérience démocratique. Je dis bien « l'expérience », car l'expérience est toujours suivie d'un apprentissage.

C.M.H. : Comment est-ce que l'extérieur peut aider la démocratie en Algérie ?

B. Chérif : Il faut d'abord que celle-ci ne soit pas imposée par les armes comme en Irak ou en Afghanistan. Il faut étudier chaque cas en tenant compte de l'histoire, de la culture, en passant par des accords...

C.M.H. : Que faire d'autre ?

B. Chérif : Il faut aussi penser à internationaliser la justice. C'est un moyen de faire peur aux dictateurs et aux régimes militaires.

C.M.H. : Qui faudrait-il alors mettre en cause ?

B. Chérif : Moi, je parle du principe, car, quand on fait de la politique, on étudie les cas et la conjoncture de façon réaliste en tenant compte de ses propres alliés... Je peux condamner moralement notre armée, mais je reconnais qu'on en a besoin telle qu'elle est. C'est l'armée qui a tenu et c'est la seule structure qui soit restée. Si elle n'avait pas été là, l'Algérie serait devenue la Bosnie. On aurait eu la république des Kabyles, la république oranaise, la république touarègue, les seigneurs de la guerre, etc.

C.M.H. : L'armée vient-elle en tête de ce que vous respectez le plus ?

B. Chérif : Bien sûr ! L'armée n'était pas aimée, mais crainte. On craignait l'armée, et quand on craint quelque chose, on se met à la respecter. Il y a eu une accélération des choses avec l'arrivée de Bouteflika et l'image de l'armée s'est détériorée. Mon avis est qu'il n'y a pas d'alternative à l'armée. Ni les partis politiques, ni même les institutions ne sont une alternative à l'armée. L'Assemblée nationale n'est pas une alternative à l'armée, et Bouteflika non plus... L'armée est un peu la seule structure capable de prendre en charge la gestion du pays...

INTERVIEW DE LAKHDAR BRAHIMI
(Réalisée le 18 juin 2008)

C.M.H. : De quelle région en Algérie êtes-vous originaire ?

Lakhdar Brahimi : Je suis de ce qu'on appelle maintenant le centre, au sud d'Alger sur la route de Bou Saada. C'est à mi-chemin entre Alger et Bou-Saada et c'est un endroit qui s'appelle El Azizia. A l'époque, ça s'appelait en français Le Frêne et en arabe Bagban, du nom de l'arbre. Je suis donc d'une région tout à fait isolée où il n'y a pas de villes. Il y a les frênes, une poste, une épicerie et une école.

C.M.H. : Est-ce une école pour les enfants ?

L. Brahimi : Oui, c'est une école d'une seule classe et nous habitons dans une ferme qui se trouvait à cinq ou six kilomètres de l'école. On allait donc à l'école à dos d'âne ou à pied puisqu'il n'y avait pas de voitures ni même d'électricité. Mon école était dirigée par un excellent instituteur, Ali Harbaoui, qui est mort récemment et qui enseignait à tous les enfants du village de 6 ans à 15 ou 16 ans. Je ne sais plus combien d'élèves il y avait, probablement entre 25 et 30 parce que les gens n'envoyaient pas leurs enfants à l'école. Il y avait cependant quelques filles de ma famille qui allaient à l'école de temps en temps.

C.M.H. : Votre famille devait être un peu progressiste alors ?

L. Brahimi : Pas du tout ! C'est une famille d'agriculteurs et d'administrateurs. J'avais ainsi un oncle qui était bachagha, membre de l'Assemblée algérienne et mon père était un tout petit fonctionnaire, un khodja. Mais il est mort jeune, à 40 ans, en 1945. Il avait appris le français sans avoir jamais été à l'école parce qu'il avait la tuberculose et avait été envoyé en France pour se faire soigner et c'est à ce moment qu'il avait appris le français, qu'il parlait bien, paraît-il, mais sans savoir l'écrire ni le lire. Il lisait et écrivait en arabe. On appelait notre ferme *La vieille ferme* parce que c'est le lieu d'origine de la famille Brahimi.

C.M.H. : Qu'est-ce qu'on y produisait ?

L. Brahimi : Du blé, de l'orge... Nous avions un petit jardin avec des arbres fruitiers. On avait aussi un puits qui se trouvait probablement à quelques centaines de mètres et on ramenait l'eau dans des outres. Le soir, on éclairait avec des lampes à pétrole. La première fois que j'ai vu l'électricité, c'était dans le village voisin de Bir Ghabalou, qui se trouve à dix kilomètres. Mon village se trouve derrière les montagnes, au début des plateaux. Le climat y est sec et il y fait très froid en hiver et très chaud en été. L'agriculture dépendait exclusivement de la pluie car il n'y avait ni rivière, ni barrage... Je suis allé par la suite à Bir Ghabalou, où il y avait une école un peu plus sophistiquée et à Aïn Bessem, une petite ville où j'ai commencé à apprendre l'arabe à l'école, mais il y avait aussi une école que l'Association des Oulémas venait d'ouvrir. J'ai donc appris l'arabe grâce à deux enseignants. Celui qui était de Bou Saada s'appelait Zmirli et l'autre, cheikh Oumeziane, était un Kabyle, enseignant de l'Association des Oulémas.

C.M.H. : *Il était kabyle et enseignait l'arabe ?*

L. Brahimi : Absolument. Monsieur Zmirli m'a encouragé à passer le concours d'entrée à la médersa et j'y suis donc allé à l'âge de 13 ans.

C.M.H. : Vous étiez donc très loin de la ferme familiale ?

L. Brahimi : Oui, mais j'habitais là-bas chez mes oncles. Quand mon père est mort, j'avais 11 ans et nous avons déménagé à Bir Ghabalou. Je n'étais pas le plus âgé, j'avais une sœur qui venait de se marier et qui est morte peu de temps après. J'ai aussi trois sœurs plus jeunes et un frère. La plus jeune de mes sœurs est morte quelques mois après la mort de mon père.

C.Henry : C'était alors une grande famille.

L. Brahimi : Oui, une très grande famille. Nous avions beaucoup de terres. Il y avait la terre ancestrale autour de la vieille ferme où je suis né et il y avait aussi des terres que nous avons achetées, notamment à Bir Ghabalou, auprès des colons.

C.M.H. : Vous ont-elles été restituées ?

L. Brahimi : Oui. Nous avons donné nos terres et la catastrophe de la révolution agraire a été telle qu'ils n'ont rien fait de nos terres et nous les ont finalement redonnées. Il y a évidemment quelques lopins qui ont fait l'objet de disputes devant les tribunaux à cause des héritages, etc.

C.M.H. : Ces terres sont-elles toujours cultivées ?

L. Brahimi : Ah oui ! Une partie des terres de Bir Ghabalou reçoit l'eau d'un barrage construit il y a quelques années, ce qui fait que leur productivité est totalement différente du reste des terres.

C.M.H. : Des membres de votre famille y vivent donc toujours ?

L. Brahimi : Oui. La génération de mon père a pratiquement disparu et mon dernier oncle est mort il y a une quinzaine d'années. A présent, des gens de ma génération commencent aussi à mourir comme encore récemment un cousin. Les plus nombreux sont les jeunes des générations suivantes.

C.M.H. : Y a-t-il d'autres membres de votre famille qui ont étudié jusqu'au baccalauréat ?

L. Brahimi : Un cousin, qui a le même prénom que moi, est un médecin très connu à Alger. Mon frère est avocat et un autre cousin, le frère du médecin, a été ambassadeur. Il a aussi été journaliste et directeur de radio. Ces deux cousins ont une sœur qui est pharmacienne. Le père de mon cousin Lakhdar était le cousin de mon père et nous avons grandi ensemble. Lakhdar et ses deux frères sont à Alger, tout comme mon frère. Salah, un autre cousin plus éloigné, a obtenu le bac et a étudié à la médersa comme moi. Il est à présent, je crois, à la Présidence. D'autres membres de ma famille ont aussi fait des études, mais ils sont beaucoup plus jeunes que nous. Nous nous voyons tous de temps en temps.

C.M.H. : Parlons des années 1950...

L. Brahimi : Il faut d'abord dire quelque chose au sujet de la médersa, qui a joué un rôle extrêmement important pour les gens de ma génération. Bien que ce fût une école de l'administration française, c'était aussi une école du nationalisme. Deux ou trois professeurs ont eu une influence extraordinaire sur nous. L'un d'entre eux était Abdelaziz Ouabdesselam, un professeur de mathématiques, parent de Belaïd Abdesselam. Il doit avoir plus de 90 ans à présent et a eu une influence considérable sur nous.

C.M.H. : Etait-il aussi PPA comme Belaïd Abdesselam ?

L. Brahimi : Non, mais il était patriote. C'est lui qui nous a poussés à passer le baccalauréat et à poursuivre nos études. Un autre professeur m'a personnellement beaucoup influencé. Il s'appelait cheikh Mechri Aouissi et était de Laghouat. Il enseignait l'arabe et le droit musulman et avait une certaine influence, surtout en matière de morale, d'éducation, d'intérêt pour la langue arabe. Ils étaient tous d'excellents professeurs.

C.M.H. : S'agissait-il de la médersa d'Alger ?

L. Brahimi : Oui.

C.M.H. : Abdesselam était plutôt à Constantine.

L. Brahimi : Oui. Il était constantinois. Ce sont des Kabyles qui se sont installés dans le Constantinois, alors que cheikh Abdelaziz était de Kabylie et était en France. Sa femme était de Grenoble, mais il est revenu pour enseigner les mathématiques en Algérie. Je venais d'une famille d'administratifs dans laquelle il n'y avait pas trop de nationalisme. C'est à l'école des Oulémas et surtout à la médersa que j'ai cultivé la fibre patriotique et nationaliste. Pour moi, la médersa a été plus importante que l'université, surtout qu'à l'université je n'ai pas fait grand chose. J'ai étudié une année à Alger et une année en France. Quand je suis arrivé à l'université en 1954, on m'a tout de suite élu vice-président de l'AEMAN, l'Association des étudiants musulmans d'Afrique du Nord. Il y avait une AEMAN à Alger et l'AEMNA à Paris.

C.M.H. : Le président de l'AEMAN à Alger en 1954 était...

L. Brahimi : Mohamed Baghli.

C.M.H. : Comment avez-vous pu être élu immédiatement ?

L. Brahimi : Je ne sais pas. C'était en novembre ou décembre 1954, après le commencement de la Révolution. C'est à ce moment que nous avons reçu la lettre de Belaïd Abdesselam pour la création de l'UGEMA. Cette lettre était adressée à Lamine Khène, mais nous était tous destinée. Je ne connaissais pas Abdesselam, je ne l'ai rencontré que plus tard. Nous avons donc commencé à préparer la création de l'UGEMA. Les Tunisiens et les Marocains nous avaient devancés dans la lutte armée contre le colonialisme. Il y avait à Paris l'Union des Etudiants Algériens de Paris, qui était présidée par Rédha Malek. Elle n'a existé qu'une année ou deux. Il y a eu très tôt un conflit avec les communistes sur le nom qu'on allait adopter : l'UGEMA ou l'UGEA. C'est à ce moment que Benyahia, qui venait de terminer sa licence et effectuait son stage d'avocat, a fait une tournée de France...

C.M.H. : Est-il plus âgé que vous ?

L. Brahimi : Oui, il a deux ou trois ans de plus que moi et a fait des études brillantes. Il était donc en stage chez un avocat juif, M^e Achouche, et comme il avait plus de temps que nous, on l'a envoyé faire une tournée dans plusieurs villes de France pour parler de la nécessité de créer une association nationale des étudiants algériens avec pour nom UGEMA et non UGEA. Je crois qu'il a fait cette tournée pendant les vacances de Noël. A Alger, il y avait presque unanimité sur l'idée de l'UGEMA, à l'exception d'un ou deux étudiants qui soutenaient celle de l'UGEA. Je pense qu'il s'agissait des frères Benmiloud. Benmiloud Khaled est devenu psychiatre et l'autre frère Benmiloud est devenu avocat et diplomate. Il était, je crois, communiste. En France, les étudiants étaient pratiquement divisés, une moitié soutenant l'UGEMA et l'autre, l'UGEA. L'idée de l'UGEMA n'était pas du tout majo-

ritaire. Avec l'intensification de la lutte au début de l'année 1955 et l'attitude des étudiants français pieds-noirs, l'idée de l'UGEA a été discréditée et, au moment du Congrès en juillet, il n'y avait plus de polémique, les communistes avaient rejoint l'UGEMA. Je n'ai pas pu assister cette année-là au Congrès parce qu'il y avait le Festival de la jeunesse à Varsovie et je faisais partie de la délégation envoyée pour représenter l'Algérie. Il y avait un peu de tout dans cette délégation : des artistes, des ouvriers et quelques étudiants. J'ai donc été très surpris d'apprendre à mon retour qu'on m'avait élu membre du Comité directeur et vice-président du Comité exécutif.

C.M.H. : J'ai entendu deux versions de cette élection. Une selon laquelle Abdesselam aurait été derrière tout ça et voulait des membres de toutes tendances pour avoir un certain équilibre...

L. Brahimi : Sûrement ! Mais moi, je n'étais pas présent, je ne sais donc pas. Mais je crois qu'Abdesselam, qui était déjà un homme mûr et responsable, voulait très certainement que le PPA ait le contrôle, mais il souhaitait sûrement que l'UDMA et les Oulémas, qui étaient auparavant alliés aux communistes, soient bien intégrés dans le mouvement étudiant. L'idée essentielle est qu'on voulait absolument que le président soit nationaliste. Taleb, qui avait l'avantage d'avoir terminé sa dernière année de médecine, qui avait déjà beaucoup de contacts avec les Français et qui n'était pas très remarqué par la police française, avait le profil idéal pour le poste de président.

C.M.H. : Il avait aussi une grande expérience en tant que leader de jeunes étudiants à l'université.

L. Brahimi : Absolument. Je crois que c'est Abdesselam qui tenait absolument à ce que cette orga-

nisation soit nationale, d'où la nécessité d'aller en Orient chercher des étudiants de Tunis, du Caire, de Damas, de Bagdad, etc. Et je crois que certains d'entre eux ont assisté au Congrès.

C.M.H. : L'autre version de l'élection est celle que Taleb m'a donnée. Il disait que le FLN avait lancé le mot d'ordre et se base sur un article qu'il a trouvé et qui a été écrit par un certain Ahmed Doum, un cheminot FLN devenu un des responsables de la Fédération de France. Mais j'ai parlé avec Ahmed Doum et il ne se rappelle pas des directives. Selon cette version, le FLN était assez organisé et avait lancé le mot d'ordre pour l'élection de Taleb.

L. Brahimi : C'est très possible. Moi, je n'y étais pas, mais l'impression que j'ai eue après est que le FLN n'est intervenu que plus tard, en 1956, quand Louanchi est arrivé à Paris.

C.M.H. : Au moment où Taleb travaillait déjà à plein temps pour le FLN.

L. Brahimi : Oui. J'ai l'impression qu'il est devenu très proche du FLN. Mais je crois aussi que l'intervention du FLN n'a pas été décisive en ce qui concerne l'élection de juillet 1955 à Paris.

C.M.H. : Etait-ce le FLN qui avait décidé de votre voyage en Indonésie ?

L. Brahimi : D'abord, il faut dire que les quelques mois que j'ai passés à Paris ont été assez importants car c'est pendant cette période que j'ai bien connu Abdesselam et Benhabyles. J'ai aussi passé beaucoup de temps avec Mokrane, Hadj Driss et tous les autres camarades...

C.M.H. : Et Mokrane ? Etait-il membre du Comité directeur ?

L. Brahim : Non, pas à cette période. Il était étudiant en médecine. En janvier 1956, il s'est passé quelque chose de très important en France : le Front républicain a gagné les élections et M. Guy Mollet est devenu Premier ministre. C'était important pour nous car le 20 janvier 1956, nous avons fait une grève et les étudiants algériens ont été attaqués à Montpellier par les étudiants de droite. J'ai alors été envoyé sur place par le Comité directeur pour faire un rapport sur ce qui s'était passé. Il y avait aussi là-bas le professeur Mustapha Laliem, qui est ophtalmologue et qui a épousé une femme remarquable, Nafissa Hamoud, qui a été maquisarde, comme son mari. Elle est morte il y a peu de temps et était aussi professeur de médecine et pendant un temps ministre de la Santé [durant le premier gouvernement de Sid Ahmed Ghazali, juin-octobre 1991]. Il y avait aussi à Montpellier Mohamed Khemisti. Il ne faut pas oublier le fait que la campagne électorale du Front républicain s'était jouée sur le thème de mettre fin aux événements d'Algérie. Or, Guy Mollet est arrivé à Alger en février 1956 et s'est rangé à droite alors qu'il avait été accueilli par une grande manifestation. La guerre aurait donc pu se terminer en 1956, mais elle a duré sept ans à cause de M. Guy Mollet. Sans compter ce qui s'est passé à Suez. C'était une période riche en événements.

C.M.H. : Et sur le plan politique en Algérie ?

L. Brahim : François Mitterrand, qui était ministre de l'Intérieur en novembre 1954, a dit que les événements de novembre 1954 étaient « un coup de tonnerre dans un ciel bleu ». C'est tout à fait compréhensible que le ministre français de l'Intérieur dise cela parce que rien n'avait prédit ce qui allait se passer. Le mouvement nationaliste était en crise avec la division entre les messalistes et les centralistes. C'est

le 20 août 1955 qu'il y a eu la première indication que c'était peut-être sérieux. La deuxième indication était plus grave et concerne Guy Mollet. Il a répondu négativement à la situation et a choisi une manière d'agir qui consistait à envoyer plus de soldats pour plus de répression, en pensant que tout rentrerait ainsi dans l'ordre, au lieu de chercher à éviter que le conflit ne se développe. La troisième étape, c'est aussi le 20 août 1956 avec la célébration du 20 août 1955 et naturellement le grand tournant a été la bataille d'Alger de 1957.

C.M.H. : Et le contexte international ?

L. Brahim : Sur le plan international, il s'est passé quelque chose en 1955 que nous avons remarqué, de même que certains hommes de gauche en France et même en Amérique. Il s'agit de la rencontre de 29 pays non-alignés à Bandung, en Indonésie [du 17 au 24 avril 1955]. Les Magrébins étaient représentés par une délégation commune comprenant Bourguiba, Allal El Fassi et les Algériens étaient représentés par Hocine Aït Ahmed et Mohamed Khider. Pour la première fois sur la scène internationale, on parlait du droit à l'indépendance de l'Algérie. Bandung a donc été un 1^{er} Novembre international pour l'Algérie. Nous avons demandé à plusieurs reprises aux Nations Unies de parler de l'Algérie et les Français ont réussi à chaque fois, très facilement, à faire passer l'idée que l'Algérie faisait partie de la France et qu'il s'agissait d'une affaire intérieure à la France. C'est seulement après Bandung que nous avons réussi à faire inscrire l'Algérie à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU à une majorité d'une voix. Les Français étaient tellement furieux qu'ils ont menacé de quitter l'organisation et finalement même nos amis ont cédé aux pressions. La question a donc été inscrite à l'ordre du

jour de l'Assemblée générale de 1955, mais n'a pas été discutée. C'est en 1956 qu'elle a été réinscrite et discutée à partir de cette date chaque année. Bandung a donc été un événement d'une importance capitale. C'est pour ça que lorsque les étudiants indonésiens ont invité les organisations estudiantines d'Afrique et d'Asie pour assister à la première conférence afro-asiatique des étudiants à Bandung en avril 1956, une année exactement après la grande conférence, l'UGEMA a décidé d'envoyer une délégation. C'est donc en mars que la décision a été prise par le Comité directeur d'envoyer deux étudiants à Bandung. Benyahia était venu rapporter les discussions qu'il avait eues à Alger avec des représentants du FLN...

C.M.H. : Avec qui avait-il discuté à Alger ?

L. Brahim : Je crois que c'était avec Ben Khedda, peut-être avec Abane aussi, mais certainement avec Ben Khedda. Il est venu en disant qu'il croyait qu'ils avaient payé nos billets et que les deux délégués ne reviendraient pas et qu'ils devraient se mettre à la disposition du Bureau du FLN au Caire, parce que la représentation du FLN à l'extérieur avait besoin de gens. L'idée était qu'Abdesselam aille à Bandung avec quelqu'un. Ensuite c'était Benyahia qui devait y aller avec un autre et la question s'est posée de savoir qui partirait avec lui. Je suppose qu'ils ont parlé avec le FLN et c'est moi qui ai finalement été retenu avec Benyahia pour aller à Bandung. Nous sommes donc partis pour la Suisse par le train avec nos passeports français. Nous sommes ensuite allés à Rome, où on nous a donné des visas pour l'Égypte. Nous nous sommes rendus au Caire, où nous avons rencontré Mohamed Khider, qui était le chef du Bureau du Caire. Ben Bella fut absent durant tout notre séjour au Caire, qui a duré deux ou trois semaines. Le jour du Ramadan, Khider nous a emmenés chez l'émir

Abdelkrim, qui était un peu l'aîné des Maghrébins, et c'est la première fois que je l'ai rencontré. Khider nous a dit qu'une fois à Djakarta, Benyahia devrait y rester pour une longue période et qu'il fallait que j'y reste deux ou trois mois pour apprendre l'anglais. Je ne connaissais pas du tout l'anglais, alors que Benyahia savait le parler un peu. Il a expliqué qu'après cela, je devrais aller ouvrir un bureau à New Delhi. Nous sommes arrivés à Djakarta à la mi-avril et Yazid nous y attendait. Il y avait un bureau du Néo-Destour à Djakarta jusqu'en 1956, je crois. Ils ont quitté Djakarta avec l'autonomie interne⁽¹⁾ et ont fermé leurs bureaux. Mais leurs locaux étaient encore vides et les Indonésiens nous les ont donnés pour y établir les bureaux du FLN après la conférence. Cette conférence était intéressante, bien qu'il y ait eu trop de problèmes de divisions idéologiques. Les étudiants indiens par exemple étaient très divisés entre communistes, nationalistes, pro-américains, etc. Il y avait aussi des organisations estudiantines qui étaient très pro-américaines comme les Philippins et des organisations de pays communistes comme la Chine, le Viêt-Nam, etc. Nous, nous avons une seule cause, celle de la libération de l'Algérie, et nous avons été très bien reçus. Je me souviens aussi que la conférence était prévue pour fin avril, mais elle a été retardée. Le 19 mai, nous avons reçu un télégramme d'Abdesselam nous annonçant la grève. On pouvait donc se rendre compte qu'il se passait quelque chose en Algérie. Je suis allé en Indonésie l'an dernier et le président de cette conférence, qui s'appelle Agostine, est venu me voir et m'a apporté une grande photo prise quelques jours après la conférence, quand ils ont organisé une marche de soutien à l'Algérie. Une

1. En juillet 1954, le gouvernement français proclame le principe de l'autonomie interne de la Tunisie, qui sera officiel en mai 1955.

belle photo avec Sukarno, Agostine, Benyahia et moi. Après la conférence, nous avons été installés par Yazid avant son départ. Benyahia est tombé malade et est resté au Caire, où il s'était rendu plus tôt après une conférence. Je suis donc resté cinq ans à Djakarta au lieu d'aller à Delhi. Et j'ai couvert à partir de Djakarta, le Singapour, la Birmanie, la Malaisie... J'allais donc de temps en temps dans ces pays. Après la médersa, je crois que mon autre école a été l'Indonésie, qui a été une école extraordinaire. Ce que je n'ai pas appris à la médersa, je l'ai appris à Djakarta.

C.M.H. : Alors vous avez quitté Djakarta en 1961 ?

L. Brahim : En 1961 a eu lieu une autre grande conférence : la première conférence des pays non-alignés [tenue à Belgrade du 1^{er} au 6 septembre 1961]. Ben Khedda, qui venait d'être nommé Premier ministre, et moi-même y sommes allés. Il était au Caire et on avait réussi à faire en sorte que le gouvernement provisoire algérien soit invité à la conférence comme membre à part entière. Ali Lakhdari, qui était au Caire, nous avait beaucoup aidés à cet égard, au cours de la réunion du comité préparatoire tenue à Alexandrie. A Belgrade, on était assis à côté de la Birmanie, qui était représentée à New York par l'Ambassadeur U Thant, dont le seul titre de gloire à l'ONU à l'époque était celui de président d'un sous-comité des pays afro-asiatiques pour l'Algérie. C'est un comité qui a été créé à Bandung pour suivre la question algérienne.

C.M.H. : La conférence de Belgrade a donc eu lieu juste après l'arrivée au pouvoir de Ben Khedda ?

L. Brahim : Juste quelques jours après. C'est ce qui explique que sa photo n'est pas apparue dans les documents de la conférence parce qu'on n'a pas eu le temps d'envoyer une photo de lui. U Thant était donc

à côté de moi et nous avons beaucoup parlé. Quelques semaines plus tard, Dag Hammarskjöld a été tué et U Thant est devenu secrétaire général des Nations Unies en octobre ou novembre 1961. A cette conférence, j'étais avec Ben Khedda, Harbi et Omar Oussedik.

C.M.H. : Y avait-il à l'époque des divisions au sein de l'UGEMA ?

L. Brahimi : Peut-être, mais il y avait de la distance. J'avais passé cinq ans en Indonésie et on commençait à s'intéresser à d'autres problèmes beaucoup plus importants, par exemple aux relations entre l'URSS et la Chine, donc je ne m'intéressais pas aux problèmes de l'UGEMA.

C.M.H. : Et à Belgrade ?

L. Brahimi : À Belgrade, Sihanouk⁽¹⁾ a annoncé la reconnaissance du gouvernement provisoire algérien et a demandé aux Algériens d'envoyer un représentant. J'ai donc été choisi pour aller à Phnom-Penh pour marquer cette reconnaissance. J'ai donc fait un petit voyage à Phnom-Penh. Je suis allé à Djakarta en novembre...

C.M.H. : Etiez-vous le premier diplomate, ambassadeur officiel algérien ?

L. Brahimi : Non, je ne crois pas. Boulahrouf par exemple était plus ancien que moi.

C.M.H. : Dans quel pays était-il ?

1. *Sihanouk Norodom fut Roi du Cambodge de 1940 à 1955, date à laquelle il cède le trône à son père. Après la mort de son père en 1960, il devient chef de l'Etat, sans reprendre le titre de roi. Renversé par le coup d'Etat de Lon Nol du 18 mars 1970, il s'exile à Pékin, où il forme un Gouvernement royal d'union nationale khmer.*

L. Brahimi : Il était à Rome. Yazid était à l'ONU, Boulahrouf à Rome, Mehri à Damas... Disons que nous étions parmi les premiers. Nous avons donc marqué notre reconnaissance envers Sihanouk quand il y a eu le coup d'Etat alors qu'il était en visite en Chine, en 1968 je crois. J'ai appelé son ambassadeur au Caire quand j'ai appris la nouvelle. Il y avait une conférence des pays non-alignés à Dar Es Salam, en Tanzanie. Je lui ai dit que les pays afro-asiatiques n'allaient pas reconnaître ce gouvernement issu du coup d'Etat au Cambodge, en lui suggérant de dire au roi d'envoyer un représentant à la conférence. Le gouvernement issu du coup d'Etat américain n'a donc jamais été reconnu par ces pays et Sihanouk m'a alors envoyé un télégramme de remerciement. Après Phnom-Penh, je me suis rendu à Djakarta pour dire au revoir. Nous avons donc coordonné au Caire une sorte de direction collégiale du ministère des Affaires étrangères. Il y avait Harbi, Socrate [Abdelmalek Benhabyles], Zerdani et moi.

C.M.H. : Abdelaziz Zerdani ?

L. Brahimi : Oui ! Nous étions quatre, et Djamel Houhou était un peu notre correspondant à Tunis. Le ministère des Affaires étrangères existait déjà ; il y avait Belhocine qui était avec Krim Belkacem et quand Saad Dahlab a remplacé Belkacem, il nous a nommés.

C.M.H. : Et Khemisti était encore en prison ?

L. Brahimi : Oui, il y était encore. Moi, je me suis évidemment occupé de la région afro-asiatique. Harbi était le coordinateur, un peu le secrétaire général du groupe. Nous sommes restés jusqu'en juillet, puis nous sommes rentrés...

C.M.H. : Quand êtes-vous rentrés à Alger ?

L. Brahim : Nous sommes arrivés le 5 juillet avec Ben Khedda et les autres, mais moi, je suis ressorti toute de suite, quelques jours plus tard, pour aller fermer nos bureaux au Moyen-Orient. J'ai donc été le dernier à rentrer, à la fin juillet, de Tunis.

C.M.H. : Hafid Keramane était ambassadeur à Tunis ?

L. Brahim : Oui, c'était notre ambassadeur à Tunis. Il est resté sur place. Mais moi, j'étais le dernier du ministère des Affaires étrangères en exil. Puis, il y a eu la crise des divisions...

C.M.H. : Comment est-ce que cela s'est répercuté sur vos travaux à Alger ?

L. Brahim : Nous avons essayé tant bien que mal de représenter la continuité de l'Etat, en essayant de faire la différence avec la zizanie politique. On était en contact avec les gens qui étaient à Tlemcen ; Harbi y est allé une ou deux fois pour les voir. La zone autonome était surtout constituée des amis d'Aït Chaalal, dans la ville d'Alger. On a essayé d'avoir de bonnes relations avec tout le monde. Et quand il y a eu les élections et que Khemisti a été nommé ministre des Affaires étrangères, il n'a eu aucun problème à prendre en charge le ministère, car on était tous des copains de l'UGEMA.

C.M.H. : Il avait donc connu une bonne partie des membres avant son emprisonnement ?

L. Brahim : Oui. J'arrivais justement à Montpellier le 20 janvier 1956 et j'ai été très surpris et touché quand il m'a dit qu'il avait réussi à garder ma photo sur lui tout le temps qu'il était en prison. Nous sommes donc allés ensemble à New York pour la première session de 1962 à laquelle l'Algérie assistait en tant que membre à part entière, avec Ben Bella et Khemisti.

C.M.H. : N'y avait-il pas trop de gens liés à Ben Khedda pour continuer à faire marcher les Affaires étrangères ?

L. Brahimi : Nous étions tous plus liés à Ben Khedda qu'à Ben Bella, que ce soit Harbi, Socrate, moi-même... mais on a essayé de se comporter en commis de l'Etat en travaillant avec Ben Bella. Mais lui, il avait un peu plus de soupçons...

C.M.H. : Khemisti était alors un peu l'intermédiaire ?

L. Brahimi : Oui, tout à fait ! Malheureusement, il est mort trop tôt. J'ai oublié de vous dire que je suis allé à l'ONU deux fois, en 1960 et en 1961. En 1960, j'y ai été pour la session, et ensuite, j'ai été à Cuba pour représenter le FLN à la fête du 1^{er} janvier et j'ai donc rencontré Che Guevara et Castro. Je me suis rendu à La Havane avec la Panam de Miami fin décembre. C'était l'un des derniers vols avant le grand boycott. J'ai donc été coincé au retour et j'ai été obligé de repartir avec la KLM par la Jamaïque, en passant par Londres, pour arriver à Tunis. Je suis ensuite reparti en 1961 pour la session et en 1962, avec Ben Bella. Ben Bella a alors été reçu à Washington par Kennedy et je crois que c'était la première fois que l'Amérique recevait un chef d'Etat dans le *Rose Garden*, avant que cela ne devienne une tradition. Ben Bella est ensuite allé à Cuba.

C.M.H. : Vous lui avez donc préparé le chemin ?

L. Brahimi : Pas du tout. Il a été invité par Castro. Officiellement, les Américains ne savaient pas qu'il allait à Cuba, mais la vérité est qu'il en a parlé à Kennedy, qui lui a suggéré de ne pas dire publiquement qu'il était au courant, mais il l'a quand même chargé de transmettre un message à Castro sur les missiles, etc. Ben Bella a transmis le message et l'anecdote est que l'un des résultats de l'entretien entre

Ben Bella et Kennedy, c'est qu'on nous a dit qu'ils allaient nous envoyer des gens pour aider à la reconstruction de l'Algérie. Et c'est Yazid, Sahnoun et moi qui avons été chargés des discussions. Quand nous sommes arrivés, nous avons trouvé un message très étrange : « Do not miss the 8 :00 news ! » Ce journal de 20h était en fait le message de Kennedy sur la question des missiles. Le lendemain, nous avons rendez-vous avec Soapy (G. Mennen) Williams, qui était sous-secrétaire d'Etat, et au lieu de nous parler de la reconstruction de l'Algérie, il avait les photos des missiles russes. Je suppose que lui, comme nous, ne savait pas que Ben Bella avait dit à Kennedy qu'il allait partir à Cuba. Nous lui avons dit que nous n'étions pas là pour parler de l'agenda de Ben Bella, mais de la reconstruction de l'Algérie, comme convenu par les deux chefs d'Etat. Il nous a dit qu'avec tout ce qui se passait, il voulait qu'on dise quelque chose sur la question des missiles. Nous avons refusé et sommes donc partis.

C.M.H. : Mais vous avez aidé sur le dossier Etats-Unis - Iran.

L. Brahimi : Oui. Ça, c'est beaucoup plus tard.

C.M.H. : N'étiez-vous pas au courant du Congrès de l'UGEMA de 1962 ?

L. Brahimi : Je suis sûr que j'étais au courant, mais je n'y ai pas assisté ; je n'en connais pas les détails. J'avais d'autres choses beaucoup plus importantes à faire. C'est surtout par Abdesselam que j'étais tenu au courant de ces histoires, mais aussi par Aït Chaalal et Houhou, qui avaient des positions différentes...

C.M.H. : Ont-ils participé à ce Congrès ?

L. Brahimi : Je ne sais pas.

C.M.H. : Parce que j'ai l'impression que la plupart des responsables de l'UGEMA n'y étaient pas.

L. Brahimi : Je ne me souviens pas de qui y était ou pas. Je sais seulement que la deuxième génération qui était à Lausanne était beaucoup plus proche de ces événements que moi.

C.M.H. : Parlez-nous de vos expériences et de l'avenir de l'Algérie.

L. Brahimi : Comme je vous l'ai dit, je considère que ma formation personnelle doit beaucoup à ma famille d'abord, puis à la médresa d'Alger et à l'Indonésie, pays que je voyais lutter pour son indépendance, qui a fini sa guerre pour l'indépendance d'avec la Hollande à peu près au moment où nous commençons la nôtre. Je suis arrivé au moment où le pays sortait d'une guerre coloniale qui n'était pas aussi sauvage que la nôtre, mais qui était cependant terrible. On a du mal à croire aujourd'hui que les Hollandais ont persécuté les Indonésiens. C'était un pouvoir colonial extrêmement dur ! C'était donc un pays qui essayait de construire son Etat sur les ruines de la guerre d'indépendance.

C.M.H. : Et c'est aussi un pays musulman.

L. Brahimi : Oui. Le comité de soutien à l'Algérie était présidé par le président du plus grand parti musulman du pays, qui s'appelait le parti Masyumi. Le secrétaire général appartenait au parti socialiste, le trésorier était le président du parti catholique et le vice-président, le président du parti protestant. Ils étaient des gens magnifiques avec lesquels j'avais gardé contact. Mais ils sont tous morts à présent.

C.M.H. : Etait-ce un islam ouvert ?

L. Brahimi : Très modéré ! Le parti Masyumi était considéré comme le plus grand parti musulman de

l'époque et le plus conservateur peut-être. Les deux grands partis du pays étaient très progressistes. Les Indonésiens ne se sont jamais couverts ni le visage, ni la tête. Ils s'habillaient avec les habits traditionnels de leurs régions, de Java, de Sumatra... La tolérance entre les religions était extraordinaire.

C.M.H. : Tandis qu'à la même époque en Algérie, il y avait une intolérance entre les confréries...

L. Brahim : Cette attitude contre les confréries n'est pas rétrograde en soi, parce que l'Association des Oulémas prêchait un islam moderne, comparé à celui des confréries qui travaillaient en plus avec l'administration coloniale. Ceci n'a rien à voir avec les fondamentalistes d'aujourd'hui qui sont contre les confréries et qui considèrent leur islam presque comme une déviation grossière. Les confréries chez nous sont un héritage chiite avec un contenu africain. Comme quand on attache par exemple des morceaux de tissus à certains arbres... L'Association des Oulémas considérait cela comme un peu païen, mais cela se faisait d'une manière pacifique. Personne à l'époque ne tuait de chefs de confrérie comme on le fait maintenant. L'Indonésie avait un islam très moderne et ouvert. Ça a donc été une très bonne école pour moi. J'y ai rencontré beaucoup d'ambassadeurs, de Yougoslavie, de Chine... Le premier ambassadeur à être allé à Washington était avec moi à Djakarta. C'était du temps de Nixon. Cet ambassadeur chinois, Wang Hua, était avec moi à Djakarta avant de venir à Washington. C'est quelqu'un que j'ai très bien connu et on se retrouvait souvent. Il y avait aussi un grand ambassadeur de l'Inde que j'ai retrouvé à Londres. On avait été collègues et il est devenu plus tard ambassadeur à Londres. J'ai connu les ambassadeurs du Sri Lanka, d'Égypte... C'est donc à Djakarta que j'ai fait mes premiers pas dans la diplomatie internationale.

C.M.H. : Vous êtes donc devenu un grand ambassadeur, surtout en ce qui concerne les situations difficiles...

L. Brahimi : On me demande souvent où est-ce que j'ai appris ça. Mais la réponse est que je n'ai pas vraiment appris. C'est en fait le Liban qui a été pour moi le grand baptême.

C.M.H. : Du temps où vous étiez secrétaire général adjoint de la Ligue arabe ?

L. Brahimi : Oui. J'ai fait quelques petites incursions dans le domaine de la médiation quand j'étais ambassadeur au Caire, aussi bien à l'intérieur qu'entre l'Égypte et la Syrie, entre la Syrie et l'Irak, entre l'Irak et l'Égypte, et aussi un peu au Yémen où j'étais ambassadeur d'Algérie, car l'Algérie était considérée comme un pays qui refusait de se mêler des querelles arabes...

C.M.H. : C'était justement l'idée de savoir qui était le plus nationaliste arabe ?

L. Brahimi : Nous n'étions pas considérés comme des nationalistes et les Maghrébins étaient surtout considérés comme n'étant pas trop favorables à l'idée du nationalisme arabe de Nasser. Ils avaient un très grand respect pour l'Algérie parce que c'est l'une des rares réussites d'une guerre de libération armée. Ils admiraient un peu notre indépendance, mais trouvaient quand même que nous manquions d'enthousiasme pour l'idée de l'unité arabe. Nous n'étions pas contre. Nous étions même proche de Nasser, comme du Baath, mais il est clair que nous n'étions ni nasséristes, ni baathistes.

C.M.H. : Vous étiez ambassadeur au Caire dans les années 1970 ?

L. Brahimi : Non. De 1963 à 1970.

C.M.H. : Au moment de la lutte de leadership entre la Syrie, l'Irak et l'Égypte sur le nationalisme arabe ?

L. Brahim : Oui. Nous sommes intervenus à plusieurs reprises pour calmer les choses. Quand l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) a été créée [en mai 1964], la Jordanie était très réticente car la création de l'OLP était un peu la négation de l'existence de la Jordanie. C'est dans ma résidence au Caire que la Jordanie a donné son accord pour la création de l'OLP. Ahmed Choukeiri et l'ambassadeur de Jordanie étaient venus chez moi un vendredi et nous sommes parvenus à un accord après discussion. J'étais très jeune quand même, car en 1963, je n'avais pas encore 30 ans. Nous avions l'avantage de fréquenter tous les grands de ce monde et quand j'étais au Caire avant l'indépendance, nous connaissions tous les intellectuels, les écrivains, les artistes, les journalistes... C'était une période très enrichissante. En 1964, en Egypte, il y a eu deux sommets arabes, un sommet africain et un sommet non-aligné, ce qui fait beaucoup de monde. Vous pouvez imaginer ce qu'il y avait comme chefs d'Etat et ministres. C'était encore Ben Bella ; et tout le travail de préparation de ces sommets s'est fait beaucoup plus à la maison qu'au bureau. Aussi avec Bouteflika, qui était jeune ministre.

C.M.H. : Qu'en est-il de la préparation du sommet afro-asiatique qui devait se tenir à Alger en 1965 ?

L. Brahim : On était tous à Alger pour le préparer.

C.M.H. : Et il y a eu le coup d'Etat [du 19 juin 1965] pour que Bouteflika ne perde pas son ministère et que Ben Bella n'utilise pas la conférence afro-asiatique pour se légitimer.

L. Brahim : Et pour se débarrasser de Boumediene aussi.

C.M.H. : Exactement.

L. Brahimi : C'est ce qu'il pensait. En ce qui concerne l'UGEMA, il y a aussi eu un événement important en 1964. Il s'agit de la conférence des ambassadeurs algériens à St Eugène, au Casino d'Alger où il y avait eu la fameuse bombe⁽¹⁾ et qui est devenu un cercle de l'armée. C'est une conférence que j'avais préparée avec Benyahia. C'est cette conférence qui a constitué un peu la mise au point de la politique étrangère de l'Algérie. C'était aussi un moment important dans la création et le développement de l'Etat algérien. En 1965, pour la conférence afro-asiatique, j'étais venu à Alger pour préparer la conférence et c'est à ce moment que le coup d'Etat a eu lieu. Certains chefs d'Etat sont arrivés, mais la conférence n'a pas eu lieu. Et il n'y a jamais eu de deuxième conférence des pays afro-asiatiques parce que la Yougoslavie, mais aussi l'Union soviétique, ne voulaient plus de cette conférence. La Chine commençait à jouer un rôle de perturbateur et il fallait empêcher qu'elle ait un tremplin.

C.M.H. : Les divisions ont donc commencé en 1960 ?

L. Brahimi : Oui, les divisions ont commencé en 1959-1960 et, étant en Indonésie, j'ai eu la chance de voir cette distance entre Moscou et Pékin grandir petit à petit, beaucoup plus tôt que n'importe qui ; surtout que le Parti communiste indonésien, qui était le plus grand en dehors de la Chine et de l'Union soviétique, était aussi divisé au début, mais il a finalement pris partie pour la Chine. Et j'avais quelques bons amis dans ce parti, en particulier le numéro deux, Njoto, qui était un garçon formidable que je voyais de temps en temps et qui me tenait au courant de l'évolution des choses. L'année 1965 est aussi celle du coup

1. Le 9 juin 1957, une bombe explose au casino d'Alger, faisant une dizaine de morts et 85 blessés.

d'Etat en Indonésie, qui fut autrement plus violent que le coup d'Etat en Algérie. J'ai des amis qui ont été tués des deux côtés, des militaires et des communistes. Il y a aussi Monsieur Pramoedya, souvent cité comme prix Nobel potentiel, qui a écrit *Buru Quartet*, dans lequel il raconte aux autres prisonniers une histoire formidable de l'époque coloniale. Mais je dois dire que Suharto a construit l'Etat indonésien. Il a fait beaucoup pour le pays, même s'il y a eu des excès.

C.M.H. : Quant à l'Algérie, qui avait beaucoup de pétrole et d'atouts en 1970...

L. Brahimi : Nous avions beaucoup d'atouts en 1970 et Boumediene aussi a construit l'Etat pendant une bonne dizaine d'années. Je ne sais pas comment l'histoire jugera son bilan. Nous avions des atouts considérables et il y a eu des gens qui ont eu des visions extraordinaires. En 1975 ou de 1974 à 1976, nous avons créé quelque chose qui s'appelait le Haut commissariat à l'informatique, à une période où personne ne parlait d'informatique. J'étais ambassadeur à Londres et on a commencé à envoyer des étudiants faire leur troisième cycle dans les pays anglo-saxons, notamment aux Etats-Unis, au Canada et en Angleterre, et beaucoup faisaient de l'informatique. Il y en a beaucoup qui occupent en Algérie, aux Etats-Unis, au Canada, en France et en Angleterre des positions extraordinaires parce qu'ils étaient parmi les premiers. Ce commissariat a été créé à un moment où l'Inde n'avait pas encore entendu parler d'informatique. Aujourd'hui, regardez où est l'Inde et regardez l'Algérie. Le commissariat à l'informatique a disparu...

C.M.H. : Comment expliquez-vous tout cela ?

L. Brahimi : Je ne sais pas. En 1970, tous les indicateurs de l'Algérie étaient meilleurs que ceux de la

Corée. Nous étions meilleurs que la Corée dans tous les domaines. En ce qui concerne l'informatique, l'ambassadeur de l'Inde à Vienne en 1982, au moment où Indira était Premier ministre, nous raconta que son fils, qui était pilote à Air India, était de passage à Vienne et il voulait envoyer un message urgent à sa mère. Il a donc demandé à l'ambassadeur de l'aider. Il a insisté que cela soit fait le jour même et l'ambassadeur lui a expliqué qu'il fallait d'abord que la poste ouvre avant qu'il ne puisse envoyer le télégramme et que cela ne serait possible que le lendemain. L'ambassade de l'Inde en 1982 n'avait pas de moyens de communiquer avec New Delhi autrement que par la poste. Il paraît que c'est Rajiv qui, une fois Premier ministre, a réagi par rapport à cette situation, bien après nous.

C.M.H. : Entre ambassadeurs par exemple, y avait-il des communications via l'informatique ?

L. Brahimi : Non, nous avons les communications radio. C'est le système radio utilisé pendant la guerre de libération que nous avons continué à utiliser aux Affaires étrangères pour communiquer entre les ambassades et Alger. Nous avons établi une politique de formation extraordinaire, mais nous n'avons pas créé une structure d'accueil pour ces gens. Tout ceux qui ont pu rester à l'étranger y sont restés et ne sont revenus que ceux qui n'ont pas pu rester parce qu'ils étaient médiocres ou alors ceux qui étaient très motivés pour revenir. J'ai l'impression que dans les années 1980, le monde extérieur a considéré que l'après Boumediene était la période d'ouverture, de démocratisation, ce qui n'est pas vrai. C'était une période de consommation et de gaspillage. On a acheté des voitures en Corée et permis aux Algériens de consommer pour les rendre contents. C'était aussi une période de

médiocrité. Les années 1990, c'est surtout l'horreur la plus totale.

C.M.H. : Parmi vous et vos collègues, est-ce que les points de vue étaient divisés quand il y a eu l'arrêt du processus électoral ?

L. Brahim : Je crois que la plupart des gens étaient pour l'arrêt des élections. On croyait que le FIS serait rétrograde. J'ai dit une fois à Chadli qu'il ne fallait pas participer à ces élections alors même que l'armée avait publié un article dans lequel il était dit qu'ils ne remettraient jamais le pouvoir à des gens qui les ramèneraient au Moyen âge, en lui demandant d'imaginer ce qui arriverait si le FIS gagnait. Il m'a répondu que le FIS ne gagnerait jamais. Les islamistes n'obtiennent que 25% et avec le système électoral qu'on avait, les autres 75% devaient être divisés entre dix ; il était prévisible et même certain que le FIS gagnerait tout. Chadli m'a dit que je venais de l'étranger et que je ne saisisais pas la réalité.

C.M.H. : Qu'est-ce que Ghozali pensait ?

L. Brahim : Il pensait qu'il y aurait une sorte de ballottage entre les indépendants, le FLN et le FIS, soit 30% chacun. Moi, j'ai toujours soutenu qu'il ne fallait pas faire ces élections.

C.M.H. : Hamrouche m'a dit que lui pensait que ça aurait pu marcher, mais que c'était lié à la mauvaise loi.

L. Brahim : C'est fort possible. Hamrouche était pour ces élections, de même que Mehri. Et je crois qu'eux avaient des relations avec le FIS, qui leur faisait croire que ce n'était pas très dangereux, etc. Mais ils ont fait des erreurs d'appréciation très réelles. J'ai téléphoné à Mehri du Liban au moment des élections municipales pour lui demander comment il voyait les

choses en tant que secrétaire général du FLN et il m'a dit que tout se passait bien et que sa seule crainte était qu'ils allaient avoir 80% des sièges et que tout le monde penserait qu'ils avaient falsifié les bulletins...

C.M.H. : C'est qu'ils n'avaient pas les renseignements...

L. Brahim : C'est la grande question et je crois que nous avons perdu contact avec notre pays.

C.M.H. : Mais on parle de la sécurité militaire, de leur efficacité...

L. Brahim : Ils sont plus efficaces à arrêter les gens. Mais je crois que nous ne connaissons plus notre pays. Nous avons pris un peu nos distances et je me souviens d'une superbe déclaration d'Ahmed Taleb au cours d'un Comité central du FLN où il dit : « Nous n'allons plus dans les cafés, nous n'allons plus dans les restaurants, nous n'allons plus dans les quartiers populaires... » Il avait parfaitement raison. Lui aussi, d'après ce que je sais, était pour la continuation du processus électoral car il pensait qu'il n'y avait pas de raison d'avoir peur du FIS.

C.M.H. : Mais est-ce que le FIS n'était pas tellement divisé qu'on aurait eu un parlement FIS divisé ?

L. Brahim : C'est ce que beaucoup de gens pensent, mais je vous avoue que je n'en suis pas certain. La bonne attitude était de ne pas tenir d'élections.

C.M.H. : Mais que fallait-il faire après avoir commencé à tenir des élections ?

L. Brahim : Il fallait peut-être continuer parce que ce qui est arrivé ne pouvait pas être pire : dix années de guerre civile terrible, 100 000 morts... Le FIS s'est radicalisé beaucoup plus.

C.M.H. : Et on se demande dans quelle mesure le mouvement a été utilisé par les autres pour garder le pouvoir.

L. Brahimi : Au début, certainement. L'élection était prévue pour ça, pour avoir l'alibi d'avoir un parlement issu des urnes tout en gardant le pouvoir.

C.M.H. : Est-ce qu'on n'a pas instrumentalisé la violence ?

L. Brahimi : On le dit beaucoup en Algérie, mais je ne crois pas. Moi, j'étais loin en 1993, mais je ne crois pas. Il y a des gens qui disent que Boudiaf a été tué par l'armée, je ne crois pas cela non plus. Il n'y avait pas de raisons de le tuer. Il travaillait très bien.

C.M.H. : Avec le changement de gouvernement en 1993, l'armée ne se trouvait-elle pas trop touchée par les réformes au point de vouloir arrêter ce processus ? C'est la théorie de Hamrouche.

L. Brahimi : Je ne suis pas sûr. J'aime beaucoup Hamrouche ; il était un bon cadre. Mais je ne crois pas. Je crois que c'était des zizanies au sein de l'armée, à laquelle il appartenait aussi. Il n'est pas venu de l'extérieur. C'est plutôt Ghozali qui est venu de l'extérieur.

C.M.H. : Ghozali faisait-il partie de votre histoire de l'UGEMA ?

L. Brahimi : Oui. Il fait partie de la deuxième génération.

C.M.H. : Que pensez-vous du fait que l'UGEMA n'a pas pu garder son autonomie face à toutes ces forces extérieures ?

L. Brahimi : L'UGEMA, en tant qu'organisation estudiantine, s'est mise volontairement dans les rouages de la Révolution. On ne pouvait pas faire autrement. Mais l'UGEMA, en tant qu'esprit, a fonctionné pendant

toute la guerre parce qu'avec ou sans le FLN, Abdesselam a contribué à envoyer les étudiants faire des études un peu partout. Et de nombreux cadres de l'UGEMA des premières années, de 1954 à 1958, ont ensuite joué un rôle capital dans certains secteurs, notamment dans la diplomatie, et sont restés liés entre eux. Il y a certainement un esprit UGEMA. On a les exemples du ministère de l'Industrie, de celui des Affaires étrangères... Je ne crois pas qu'on ait fonctionné comme une mafia, mais on est restés en contact même si nous n'étions pas toujours tous d'accord sur tout. Il y a donc un esprit UGEMA et les gens parlent encore de cette organisation 50 ans plus tard.

C.M.H. : C'est une organisation qui a eu un succès retentissant sur le plan international.

L. Brahimi : Absolument.

C.M.H. : Est-ce qu'il y a des leçons à tirer pour les jeunes d'aujourd'hui ? Comment régénérer cette expérience du passé ?

L. Brahimi : C'est très difficile à dire. On ne peut pas répéter l'expérience du passé, parce que les conditions de 1954 n'existent plus et n'existeront certainement plus jamais. Ce n'est donc pas la peine de chercher à refaire l'histoire. Peut-être qu'on n'a même pas besoin de conseiller aux jeunes ce qu'ils doivent faire, mais je crois qu'il faut leur dire de regarder un peu ce que les aînés ont fait : il y a beaucoup de bonnes choses comme beaucoup de stupidités. S'ils arrivent à apprendre une ou deux leçons de ce qui a été bien fait et une ou deux leçons de ce qui a été mal fait, alors ce serait un grand pas. Et ça ne fait pas de mal de connaître l'histoire de son pays, notamment celle d'une époque où il n'y avait que 500 étudiants, contre 800 000 aujourd'hui. Il y a une rupture historique terrible et ce n'est pas seulement

chez nous. Il y a quelques années à l'ONU, on m'a amené deux jeunes gens qui étaient en stage : une Canadienne et une Kényane. La Kenyane m'a dit que son père était un nationaliste ayant joué un rôle dans l'indépendance du Kenya. La Canadienne était d'origine chinoise et était avocate à Londres. Je leur ai parlé de Bandung. Elles n'en avaient jamais entendu parler. Ce qui est encore plus grave, c'est que quelque temps après, je raconte cette histoire à trois jeunes qui sont parmi les plus brillants fonctionnaires des Nations Unies et ils n'en avaient jamais entendu parler non plus. Un était pakistano-américain, un autre irano-anglais et la dernière irano-américaine. Il y a donc une sorte de rupture où ces jeunes s'en foutent un peu de ce que les vieillards racontent. Il n'y a plus de différence entre passé récent et passé ancien. Pour quelqu'un qui est né en 1945, Roosevelt et Napoléon, c'est un peu la même chose. Et pour quelqu'un qui est né après 1960, Eisenhower et César, c'est aussi la même chose.

C.M.H. : Il y a quand même certaines traditions qui se sont développées. L'UGEMA est la plus visible des organisations associatives. Avant cela, c'était l'époque coloniale et l'UGEMA est un peu entre l'époque coloniale et l'époque des indépendances. Il y a donc une liberté d'association, il y a des gens qui se sont trouvés solidaires malgré les grandes pressions. C'était quand même important !

L. Brahimi : C'est vrai. A la fin de notre parcours, il faut que nous essayions de réveiller cet effort de connaissance chez les jeunes afin qu'ils sachent ce que l'UGEMA a fait. Ce qui me tient aussi à cœur, c'est de relancer un dialogue avec les Marocains et les Tunisiens. Je crois qu'il y a une rupture.

C.M.H. : Il y avait une association, la Confédération des étudiants nord-africains, qui s'est créée en 1958 mais qui n'a pas continué à exister par la suite.

L. Brahimi : Dans les années 1960 et 1970, la politique étrangère de l'Algérie était très active. Nous étions l'oreille du monde.

C.M.H. : On parle aujourd'hui de la difficulté de démocratisation du monde arabe. Est-ce que l'UGEMA n'est pas une illustration de la possibilité de cette démocratisation ?

L. Brahimi : La manière dont on parle de la démocratie aujourd'hui dans le monde entier est un peu tronquée. C'est la politique américaine qu'on appelle la démocratie, alors que l'Amérique ne promeut pas la démocratie, mais tout le contraire. Nous avons besoin de créer un environnement politique et économique dans lequel le citoyen et aussi le groupe puissent être à l'aise. Je disais à Boumediene : « Tu peux faire toutes les lois que tu veux, mais respecte-les ! Que cette loi me protège et que personne ne me dispute l'espace qu'elle me réserve ! » Le *Rule of Law* est beaucoup plus important que la démocratie. Et cela est vrai aussi bien sur le plan national que sur le plan international.

C.M.H. : L'UGEMA a-t-elle pratiqué cela ?

L. Brahimi : Nous avons essayé. Et je crois qu'Abdesselam, qui a été traité de dictateur et qui a effectivement beaucoup de volonté, a avant tout deux ou trois très grandes qualités. D'abord, il ne demande jamais à personne de faire quelque chose qu'il ne fait pas lui-même. S'il vous demande de travailler trois heures, c'est qu'il travaille déjà dix heures. La deuxième chose est qu'il est juste et ne fait pas preuve de népotisme. Naturellement, il est aussi propre. Ensuite, il est très faible et sentimental. Il a beaucoup

aimé les gens de l'UGEMA. Il ne s'entendait pas un moment avec Ahmed Taleb et Messaoud Aït Chaalal. Mais quand ils ont été arrêtés, on aurait dit qu'ils étaient ses propres frères. Il n'a pas dormi jusqu'à ce qu'ils soient libérés. Il allait voir Ben Bella tous les jours pour demander leur libération. Personne n'a jamais fait autant que lui pour les faire libérer. Abdesselam dominait l'UGEMA par son travail, par ses idées. Lamine Khène nous a parlé de cette lettre-programme qu'ils nous a envoyée et je peux aussi vous parler d'une autre lettre de 40 à 50 pages qu'il nous a envoyée à Djakarta pour nous informer dans le détail de tout ce qui s'était passé après notre départ. Il y avait donc un esprit UGEMA, un esprit communautaire, malgré les différences.

C.M.H. : Ça veut dire que cette génération pouvait pratiquer la démocratie.

L. Brahimi : Absolument. Mais moi, je préfère parler, surtout dans le contexte actuel, de *Rule of Law*. Et c'est ce dont on a besoin dans le tiers-monde : faire respecter une règle du jeu par tout le monde. Et l'individualisme outrancier qu'on observe en Occident doit être tempéré par le fait qu'il y a aussi des groupes défavorisés qui doivent être aidés. La discrimination positive est beaucoup plus nécessaire dans nos pays que dans le vôtre. En Suède par exemple, ils n'en ont plus besoin. Nous, on en a besoin.

C.M.H. : Nous aussi quand même !

L. Brahimi : Oui, vous aussi !

INTERVIEW DE ZAHIR IHADDADEN
(Réalisée le 4 janvier 2009)

C.M.H. : Avant d'aborder le sujet de l'UGEMA et de sa création, parlez-nous de vous. De quelle région êtes-vous originaire ?

Zahir Ihaddaden : De la région de Constantine. Je suis né à Sidi Aïch, un petit village situé à 50 kilomètres de Bejaia, dans la vallée de la Soummam, aussi appelée « la petite Kabylie ».

C.M.H. : Quelle langue parliez-vous quand vous étiez enfant ?

Z. Ihaddaden : Je parlais kabyle. Mais ma mère étant de Bejaia, elle parlait l'arabe et j'ai ainsi également appris à parler arabe dès mon plus jeune âge. Mon père était originaire d'un petit village du nom de Toudja. Il était cadî notaire, s'occupait de la jurisprudence musulmane et avait bénéficié d'une formation supérieure. Il était aussi bilingue. Il travailla tout d'abord à Sidi Aïch, puis fut nommé à Taher. J'ai donc passé mon enfance entre Sidi Aïch, Taher et Toudja. Etant né en 1929, la Seconde Guerre mondiale a coïncidé avec mes études primaires. J'ai d'abord étudié en français à l'école coloniale. En 1942, quand j'ai eu mon certificat d'études, les lycées furent fermés après le débarquement des alliés dans la région. J'en ai profité

pour apprendre le Coran à la médersa de Constantine, où mon père m'a inscrit en 1946.

C.M.H. : Lorsque vous êtes entré à la médersa, votre niveau d'études était-il meilleur que celui des autres élèves ?

Z. Ihaddaden : Pour pouvoir étudier à la médersa, il fallait avoir non seulement obtenu le certificat d'études, mais parfois avoir également étudié deux ou trois années complémentaires. Le niveau exigé était relativement avancé, mais j'avais à peu près ce niveau. Après avoir étudié à la médersa, j'ai été admis par concours à l'Institut d'études islamiques d'Alger. L'Institut était dirigé par un grand professeur qui s'appelait Pérès, secondé par un autre historien de la colonisation, Roger Letourneau. J'ai obtenu mon diplôme d'institut, qui était équivalent au baccalauréat, au bout de deux ans. Cela m'a permis de m'inscrire à la Faculté des Lettres.

C.M.H. : Beaucoup de vos camarades de l'Institut étaient-ils, comme vous, étudiants à l'Université ?

Z. Ihaddaden : Non, nous n'étions pas nombreux. Sur une quinzaine d'étudiants à l'Institut, nous n'étions que trois à avoir intégré l'université. Les autres sont devenus enseignants de langue arabe ou ont rejoint la magistrature musulmane.

C.M.H. : Quelle était votre ambition avant la Révolution ?

Z. Ihaddaden : Avant la révolution, je voulais faire une licence de philosophie, mais la connaissance du latin était exigée. Ne connaissant pas le latin, j'ai voulu étudier l'histoire et il fallait alors faire une licence d'histoire et de géographie. Les professeurs coloniaux ont trouvé ce choix étrange étant donné mon parcours scolaire à la médersa puis à l'Institut

d'études islamiques et m'ont déconseillé d'étudier l'histoire et la géographie. J'ai dû alors m'orienter vers une licence d'arabe. Cela m'avait paru bizarre que l'on veuille que j'étudie l'arabe, mais les professeurs français avaient toujours le dernier mot et il fallait donc tenir compte de leurs remarques. Benyahia par exemple, bien que brillant, n'a jamais pu obtenir son diplôme de science politique, car les professeurs français n'appréciaient pas ses idées. Ces derniers contrôlaient l'enseignement et décidaient de ce que nous devons étudier pour servir la colonisation.

C.M.H. : Vous étiez depuis cette époque au PPA.

Z. Ihaddaden : Mon père, mon arrière-grand-père et mon oncle ont tous fait de la politique avec l'Emir Khaled. Je suis aussi lié à Ferhat Abbas, puisque son frère s'est marié à ma sœur. J'ai baigné dans la politique. A 13 ans, je déjeunais souvent avec mon père et Ferhat Abbas, qui parlait beaucoup de politique. C'était la période de l'AML, vers le début des années 1940. Quand je suis entré à la médersa en 1946, j'y ai découvert une cellule du PPA qui était très active. Un camarade de promotion est venu me parler dès ma deuxième année de cette organisation clandestine. Je lui ai répondu que cela m'intéressait à condition que mon père ne le sache pas. C'est ainsi que j'ai intégré le PPA en 1947.

C.M.H. : Y a-t-il eu une cérémonie d'initiation ?

Z. Ihaddaden : Oui, il s'agissait d'une cérémonie solennelle en tête-à-tête avec le responsable. Il m'a fait jurer sur le Coran de servir l'Algérie et le PPA, jusqu'à l'indépendance ou la mort.

C.M.H. : Plus tard au FLN, il n'y avait pas de cérémonie.

Z. Ihaddaden : Non, pas du tout. Il ne faut pas oublier que le PPA avait connu à l'époque des crises, dont la

plus meurtrière avait été celle du complot d'Annaba. L'organisation spéciale (OS) ayant été découverte dans le Constantinois, on a subi les contrecoups de la répression et pas mal de militants furent arrêtés. Le directeur français de la médersa, Vanderheyden, était formidable et a empêché la police de procéder à des arrestations à l'intérieur de la médersa. On a ainsi quelque peu pu éviter les arrestations à Constantine. La plupart des militants ont ensuite déserté le PPA et à la reprise des activités, nous n'étions plus nombreux.

C.M.H. : Avant cela, il y avait eu la crise de Kabylie. Que savez-vous de cette crise ?

Z. Ihaddaden : La crise berbériste a eu lieu un peu à Alger et Tizi Ouzou, mais surtout en France. C'était en 1949 et j'étais à Constantine. On n'a pas eu vent de ce qui se passait et on n'a pas eu à faire face à ce problème.

C.M.H. : Cette crise aurait poussé un bon nombre de militants kabyles du PPA à rejoindre le parti communiste, puis le FLN...

Z. Ihaddaden : Oui, quelques uns. Sadek Hadjerès, par exemple, s'est rallié au parti communiste, mais il n'a pas rejoint le FLN. Il était au PAGS après l'Indépendance, mais je ne crois pas qu'il y avait un lien avec le berbérisme. Le parti communiste essayait de se faire une place en Algérie. Ce n'est que plus tard, dans les années 1980, qu'il y a eu des problèmes...

C.M.H. : Et ces problèmes des années 1980 avaient-ils un lien avec la crise de 1949 ?

Z. Ihaddaden : Le problème est toujours le même. Certains militants qui ont vécu la crise de 1949 ont continué à se battre par la suite pour la même idée, comme c'est le cas de Hadjerès, qui est un grand militant ayant lutté avec nous comme étudiant. Il y avait

aussi Bachir Hadj Ali. Ce sont surtout des Kabyles qui ont tenté d'exposer la question kabyle, parce que le problème berbériste n'avait pas été correctement expliqué. Ils ont épousé la théorie coloniale qui soutenait qu'en Algérie, il y avait des Berbères et des Arabes. Or, ceci est historiquement inexact, il n'y avait que des Berbères. Les Kabyles ignoraient cela, ayant fréquenté les écoles françaises. Par la suite, ils ont découvert que notre histoire était beaucoup plus compliquée que ce qu'ils pensaient et qu'il ne fallait pas parler de Kabyles, mais d'Algériens. On essaie actuellement de dire que nous sommes des Algériens. C'est mieux !

C.M.H. : Revenons à votre parcours...

Z. Ihaddaden : Oui, quand je suis arrivé à Alger, venant de Constantine, j'étais le seul militant de la médersa à avoir continué à être militant du PPA à Alger. A Alger, je me suis retrouvé avec Belaïd Abdesselam et Lamine Khène, qui venaient respectivement de Sétif et de Constantine, ainsi qu'avec quelques autres individus provenant d'un peu partout. Nous avons essayé avec Abdesselam de transposer en quelque sorte l'activité du PPA à Alger, avec une organisation différente de celle que nous avons connue à Constantine. Nous étions davantage militants du MTLD que du PPA, alors que c'était l'inverse à Constantine. Il n'y avait à Alger qu'une seule cellule, présidée par Abdesselam, dont Lamine Khène était l'adjoint. On se réunissait et on travaillait. Avec la crise berbériste, tous les militants ont quitté l'activité politique ou rejoint le parti communiste. Ces militants communistes, dont Hadjerès faisait partie, ont pris la tête de l'AEMAN. A notre arrivée à Alger, le Parti nous a confié la mission de reprendre la présidence de l'AEMAN. Abdesselam, qui a toujours eu un don pour l'organisation, nous a mobilisés. Afin d'accomplir la

tâche confiée par le Parti, nous avons décidé d'isoler les communistes en nous alliant avec l'UDMA et les Indépendants. Le Bureau de l'AEMAN étant composé de neuf membres, notre objectif a été de recruter trois membres UDMA, trois membres MTLD et trois membres Indépendants pour former une équipe avec Abdesselam. Ahmed Taleb-Ibrahimi, Mostefaï et Oulmane étaient les trois membres Indépendants. L'UDMA nous a présenté Saber, Amazouz et Bennai. Abdesselam, Mekki Gherbi et moi-même étions les trois membres PPA-MTLD. Quand nous avons réalisé cette alliance, les étudiants ont voté pour nous plutôt que pour les communistes. Mais il y a eu un problème pour l'attribution de la présidence de l'alliance, car Saber s'est présenté alors qu'on espérait qu'Abdesselam obtiendrait l'unanimité des votes. Il y a en fait eu quatre voix pour Abdesselam, quatre pour Saber et un vote blanc. Nous avons voté trois fois sans pour autant parvenir à les départager. Nous avons finalement opté pour le candidat le plus âgé, croyant qu'Abdesselam était le plus âgé, mais Saber était en fait le plus âgé. Saber fut donc élu président et nous nous sommes par la suite partagé les postes du Bureau. Beaucoup de sympathisants n'étaient pas militants, notamment Benyahia, Rédha Malek, les frères Keramane, Kellou, etc. Ils avaient du mal à accepter l'idée de Saber comme président. Nous en avons parlé à Benyahia, qui nous a dit que cette élection n'était pas légale car elle ne tenait pas compte des statuts de chacun et qu'il fallait faire une pétition pour demander sa nullité. On a organisé une pétition qui a été signée par les deux-tiers des étudiants. Les premières élections avaient eu lieu en novembre 1951 et en février 1952, on a tenu des élections avec une liste uniquement composée de sympathisants et de membres du PPA, dont Abdesselam et Benbaatouche, sans l'UDMA et les Indépendants.

C.M.H. : Mais en 1953, Saber a contre-attaqué en présentant une liste UDMA, Communistes et Indépendants.

Z. Ihaddaden : C'est exact. Ils nous ont battus cette fois-là. Il y avait scission au sein du PPA.

C.M.H. : Pourquoi cette scission ?

Z. Ihaddaden : Certains militants n'appréciaient pas notre politique. Par la suite, on a repris le contrôle des choses. Il y avait une grande différence entre le travail de militant à Alger et celui que nous avions à Constantine. A Alger, nous étions dans la légalité, faisons de la propagande et assistions aux différentes réunions et congrès, mais il n'y avait pas un travail constructif pour l'avenir. En 1953, la crise entre messalistes et centralistes commençait à surgir. Abdesselam était en France ; il n'était donc plus là lorsque Saber a remporté le vote, en novembre. Lamine Khène assurait son intérim. Nous avons participé à la préparation du Congrès de 1953 et y avons discuté d'une nouvelle politique pour le MTLD, mais beaucoup de militants n'étaient pas d'accord. La frontière entre le MTLD et l'UDMA était floue et plusieurs d'entre nous se demandaient quelle était la différence entre les deux entités. Moi-même, je n'étais pas convaincu du bien-fondé de la nouvelle politique, qui n'avait rien à voir avec l'aspect révolutionnaire du PPA. Quand la crise a éclaté, on s'est retirés. La Révolution du 1^{er} Novembre 1954 nous a surpris car nous n'étions pas au courant de sa préparation. J'étais de ceux qui étaient contents que quelque chose se passe enfin en Algérie. Un mois plus tard, en décembre, j'ai assisté à une conférence donnée par Frantz Fanon au local des scouts algériens. J'y ai retrouvé un militant du PPA, Amara Rachid, qui m'a parlé du FLN, donné des tracts et proposé d'y adhérer. Il n'était pas étudiant à l'université à l'époque.

C.M.H. : Etait-il plus jeune ?

Z. Ihaddaden : En effet, il était plus jeune. Il était militant PPA et devait avoir des contacts en Kabylie. Il m'a demandé d'essayer de récupérer les anciens militants du PPA pour les engager dans le FLN. Ce fut ma première tâche au FLN. J'ai alors essayé de prendre contact avec les anciens militants du PPA. A cette époque, même les militants qui étaient préparés à la Révolution doutaient du succès de celle-ci et n'étaient pas prêts à s'engager, à l'exception de Lamine Khène. C'est dans ce contexte que nous avons constitué la première cellule et pris contact, au mois d'avril 1955, avec Abane Ramdane, qui nous a invités à nous engager davantage et nous a dit que la Révolution était ouverte à tous. C'est après cette discussion avec Abane que nous avons commencé à recruter, par la distribution de tracts que me donnait Amara Rachid. Certains militants me demandaient s'ils pouvaient rejoindre le maquis. J'ai rapporté cela à Amara Rachid, qui m'a répondu que ces étudiants pouvaient rejoindre le maquis dans leurs régions respectives. Cette réponse m'avait étonné. L'un de ces étudiants, Bellarbi, qui est d'ailleurs mort au maquis, était le fils d'un bachagha. Comment aurait-il pu rentrer chez lui pour rejoindre le maquis ? A cette époque, Baghli était président de l'AEMAN.

C.M.H. : Quand a-t-il été recruté au FLN ?

Z. Ihaddaden : Je ne sais pas. L'idée de créer une association musulmane remonte à bien avant la Révolution. Avec la création des organisations marocaine et tunisienne à Paris, on s'est décidés à faire de même. La conception de la création de l'UGEMA s'est ainsi située à Paris avec Abdesselam, mais son action se trouvait à Alger. On a travaillé, avec Lamine Khène et Benyahia, pour mobiliser les étudiants pour la création de l'UGEMA. En tant que militant du FLN, je ne

souhaitais pas participer au Congrès, mais je me suis décidé sachant qu'il y aurait des non-militants aussi bien que des militants.

C.M.H. : Avez-vous connu le docteur Ferradi, qui est actuellement à Oran ?

Z. Ihaddaden : Je ne me rappelle pas vraiment.

C.M.H. : Il me semble qu'on a également tenté d'organiser les lycéens avant qu'ils n'accèdent à l'université, par le biais du PPA-MTLD.

Z. Ihaddaden : Cela s'est fait lors de la pénétration du PPA-MTLD dans les lycées, qui eut lieu à la même période que la création de l'UGEMA et il était en effet question de créer une organisation spéciale pour les lycéens. Amara Rachid, Gaïd Tahar et Keramane Sadek furent membres de cette association. Hihi Mekki était très actif auprès des lycéens et était d'ailleurs responsable de l'association à Constantine. Il est mort au maquis, où il était capitaine à la wilaya I. Il me semble que la création de l'association remonte à 1952. En ce qui me concerne, quand j'eus terminé ma licence en 1956, je fus nommé professeur à Miliana, que je rejoignis en octobre 1956. J'ai gardé contact avec les frères, notamment avec Amara Rachid et Mohammed Benyahia. Je me rendais tous les jeudis à Alger, où je passais la nuit et prenais contact avec les étudiants.

C.M.H. : Aviez-vous de la famille à Alger ?

Z. Ihaddaden : Non. J'étais inscrit au CAPES, le Certificat d'Aptitude Pour l'Enseignement Secondaire, pour devenir professeur titulaire. Je devais donc suivre certains cours à Alger et c'était aussi l'occasion pour moi de rencontrer des étudiants. Un jeudi du mois de mai, je découvre une grande effervescence à mon arrivée à Alger. J'apprends alors qu'un étudiant aurait été arrêté. Nous nous réunissons au foyer des étudiants

musulmans à la Robertsau⁽¹⁾. Au cours de la réunion, un militant PPA, Abdelkrim Benmahmoud, qui sera plus tard ministre de la Jeunesse et des Sports, vient nous dire que l'étudiant arrêté a été assassiné. L'émotion était à son comble et on a décidé de faire la grève. On était partagés entre une grève illimitée et une grève symbolique, car certains des étudiants étaient en période d'examens. En tant que militant FLN, voir des étudiants exiger une grève illimitée me semblait extraordinaire. Certains militants et moi-même étions d'avis de ne pas faire grève de manière illimitée et Lamine Khène a proposé à ce moment de reporter la décision. Je pensais que Lamine Khène irait voir les dirigeants du FLN pour leur demander leur avis, mais il ne l'a pas fait. C'est au contraire le FLN qui est venu le voir. Je n'ai pas pu assister à la deuxième réunion parce que je suis retourné à Miliana.

C.M.H. : Lamine Khène aurait essayé de contacter vainement Abdesselam, puis Abdesselam serait venu par la suite à Alger pour s'enquérir de ce qui se passait.

Z. Ihaddaden : Oui, il est venu à Alger et a pris contact avec Ben Khedda, qui l'a convaincu. C'est ainsi que la grève fut décidée. Sur les 500 étudiants d'Alger, 80% étaient des fils de notables travaillant avec l'administration coloniale. La classe pauvre n'accédait pas à l'éducation supérieure.

J'ai par la suite été arrêté à Miliana. La gendarmerie, qui me recherchait, avait attendu mon retour d'Alger pour m'arrêter.

C.M.H. : Pourquoi vous ont-ils expulsé plutôt que de vous garder ?

1. Voir Salih Benkobbi, *Une époque pas comme les autres – ou le sort d'une génération*, Alger : Editions ANEP, 2002, p. 106.

Z. Ihaddaden : J'étais prudent et ils n'avaient pas de preuves accablantes contre moi, seulement des soupçons. Ils m'ont interdit de séjour dans le département d'Alger et ont voulu m'envoyer à Oran. Je leur ai expliqué que je n'avais jamais mis les pieds à Oran, que j'étais de Constantine. Ils m'ont tout de même envoyé à Oran, par le train, des policiers en civil étant également dans le train. A mon arrivée à la gare d'Oran, j'ai été de nouveau arrêté puis retenu au commissariat jusqu'à vingt et une heures. Quand j'ai été relâché, je me suis rendu dans un hôtel, où j'ai passé une nuit blanche. Le lendemain, j'ai pris le bateau pour me rendre en France. Je ne voulais pas rester à Oran, où je ne connaissais absolument personne. Je venais de toucher ma paie, 60 000 francs de l'époque. J'ai bien fait de partir car j'étais suivi par des policiers. En effet, quand je suis arrivé sur le bateau, j'ai entendu dire : « Le voilà ! ». Je suis allé à Paris parce que mon jeune frère y était étudiant. Il était un bon militant et a perdu la vie dans un accident d'avion avec une délégation de l'UGEMA, en 1961, alors qu'il avait quitté Paris pour Prague où il continuait ses études. J'ai eu beaucoup de difficultés à Paris. Je n'avais pas confiance en mon frère parce qu'il était engagé avec Harbi et était un peu procommuniste.

C.M.H. : Mais Harbi était à la Fédération de France...

Z. Ihaddaden : Oui, plus tard. Ce sont eux qui ont créé l'UGEA. J'avais davantage confiance en Abdesselam, que j'avais retrouvé à Paris. Il était un peu marginalisé à l'époque parce qu'il était centraliste. Il m'a mis en contact avec un avocat français qui m'a reçu une fois et que je ne suis plus retourné voir. Je suis finalement allé au Maroc.

C.M.H. : Comment ?

Z. Ihaddaden : Mon idée était de rejoindre l'Algérie. Il y avait à cette époque une lutte acharnée en France entre le FLN et le MNA. La fédération était occupée par ce problème et je ne pouvais donc pas vraiment leur demander de l'aide. Un de mes amis, que je connaissais de Miliana, résidait au Maroc. Je lui ai écrit une lettre pour lui demander de m'envoyer un passeport pour rejoindre le Maroc. Il s'est arrangé pour me trouver un passeport vierge. J'ai dû aller à l'ambassade du Maroc à Paris pour le faire légaliser, mais l'ambassadeur de l'époque a refusé. Je suis donc finalement allé en Tunisie, où l'on pouvait se rendre avec une simple carte d'identité. J'ai également rencontré des problèmes en Tunisie car il y avait une lutte au sein des fractions du FLN.

C.M.H. : Est-ce à ce moment-là qu'Ahmed Taleb est venu de la part de la Fédération de France ?

Z. Ihaddaden : Exactement. Je l'ai rencontré à Tunis vers septembre 1956, mais je n'ai pas voulu lui parler. Je suis allé à l'ambassade du Maroc en Tunisie où j'ai été accueilli à bras ouverts par l'ambassadeur, qui a remplacé le passeport vierge par un laissez-passer. C'est avec ce laissez-passer que je suis allé à Rabat où j'ai rejoint le FLN. Je suis ensuite allé à Tétouan en tant que rédacteur d'un journal FLN, *La Résistance algérienne*, et plus tard *El Moudjahid*.

C.M.H. : Avez-vous participé à *El Moudjahid* avec Rédha Malek et les autres ?

Z. Ihaddaden : Nous avons rédigé trois numéros à Tétouan, puis toute l'équipe a été transférée à Tunis avec Fanon, Rédha Malek, etc. Je suis resté à Tétouan en tant que responsable d'antenne du journal jusqu'à l'Indépendance. Le journal était édité et conçu à Tunis. On nous envoyait une copie et on refaisait la composition et l'impression à Tétouan pour ensuite le distribuer.

C.M.H. : Avez-vous continué à enseigner après l'indépendance ?

Z. Ihaddaden : Oui, je me suis remis à enseigner au lycée en 1962. Benyahia était un ami et quand il fut nommé ministre de l'Information et de la Culture en 1966, je suis allé le voir et il m'a « engagé » comme conseiller.

C.M.H. : Vous étiez donc uniquement enseignant durant toute la période de Ben Bella, vous n'étiez plus militant au FLN ?

Z. Ihaddaden : Je me suis retiré. A son retour en 1963, Benyahia n'avait pas de bons rapports avec Ben Bella, mais il a cependant été nommé ambassadeur à Moscou. Il a alors pris contact avec moi car il souhaitait que je devienne conseiller. J'étais d'accord, mais avec l'évolution politique de l'époque, j'étais aussi inquiet. Je n'ai pas voulu prendre de risque et je ne suis pas allé avec lui. Mes inquiétudes se sont avérées être fondées parce que Ben Bella s'est rendu à Moscou et a ignoré Benyahia lors de sa visite. C'est ainsi que Benyahia a présenté sa démission. Après le coup d'Etat de Boumediene, il est revenu au gouvernement en tant que ministre de l'Information et de la Culture. J'ai travaillé avec lui comme conseiller pendant dix ans, d'abord au ministère de l'Information et ensuite au ministère de l'Enseignement supérieur où j'étais à la fois conseiller et directeur de l'école de journalisme. En 1976, j'ai eu un problème avec le recteur de l'université, Mohamed Touri, dont je ne partageais pas la politique basée essentiellement sur la bureaucratie.

C.M.H. : Messali disait qu'il fallait apprendre aux Algériens à conjuguer le verbe « organiser », car il fallait de l'organisation.

Z. Ihaddaden : Absolument. On apprenait cela en tant que militants. On nous apprenait beaucoup sur l'organisation, sur la ponctualité, etc. L'organisation du PPA était sévère et nous étions habitués.

C.M.H. : Qu'avez-vous fait après ?

Z. Ihaddaden : En 1972, j'étais chargé au ministère de l'Enseignement supérieur de l'arabisation, un problème très difficile. Benyahia savait que j'étais partisan d'une arabisation organisée.

C.M.H. : Qui était à ce ministère avant Benyahia ?

Z. Ihaddaden : Taleb était ministre de l'Education nationale. L'Université d'Alger, notamment son recteur, Touri, était contre l'arabisation. Il y a derrière la langue arabe toute la civilisation arabe, les mathématiques, la physique, l'astronomie, etc. C'est une richesse extraordinaire.

C.M.H. : Le modèle que vous souhaitiez était celui qui a prévalu en Tunisie ou au Liban.

Z. Ihaddaden : Oui, exactement. C'était justement mon ambition : un véritable bilinguisme.

C.M.H. : Y a-t-il des exemples de réformes que vous avez entreprises ?

Z. Ihaddaden : J'ai dû faire face à ce problème d'arabisation. Certains étaient contre cela au niveau de l'enseignement supérieur. Quand je suis arrivé à la tête de l'école de journalisme, qui était une nouvelle école, créée après l'époque coloniale, il y avait deux sections : une en français et l'autre en arabe. Pour la section française, il y avait des professeurs de France. Et pour la section arabe, il y avait des professeurs d'Orient, particulièrement d'Egypte et du Liban. Je ne comprenais pas pourquoi nous étions arrivés à cette situation. J'ai d'abord essayé d'algérieniser les programmes, en

fusionnant certains programmes, en organisant des séminaires, des voyages communs, des rapprochements entre étudiants et un journal de l'école auquel participaient tous les étudiants. Il me semble avoir réussi.

C.M.H. : Qu'en est-il des journaux d'aujourd'hui ?

Z. Ihaddaden : Dans l'ensemble, il y a deux catégories de journaux : ceux édités en langue arabe et ceux en langue française. C'est malheureux, car cette situation vient des politiciens et non des journalistes. Les journaux en langue française sont proches du pouvoir francophone et ceux en langue arabe, proches du pouvoir arabophone.

C.M.H. : S'agissant de la conduite des affaires militaires ou de la haute sphère, tout se fait-il toujours en français ?

Z. Ihaddaden : C'est exact. Sauf aux ministères de la Justice, de l'Education nationale et parfois de l'Intérieur, où les circulaires et arrêtés sont rédigés en arabe. Pour tout le reste, tout est écrit en français puis traduit en arabe.

C.M.H. : Peut-on envisager l'arabisation des finances par exemple ?

Z. Ihaddaden : Oui, c'est possible. En Egypte ou en Arabie Saoudite par exemple, ce domaine est géré en arabe.

C.M.H. : Et quelle est la situation en Tunisie ou au Maroc ?

Z. Ihaddaden : Je ne sais pas quelle est leur situation.

C.M.H. : Quelles leçons de toutes ces expériences militantes les jeunes d'aujourd'hui peuvent-ils retenir ?

Z. Ihaddaden : C'est compliqué. Les jeunes d'aujourd'hui sont incroyables, ils n'ont plus confiance, ce qui peut déboucher sur une catastrophe. La politique ne se met pas à leur niveau. Ils sont témoins du truquage systématique des élections, ils pensent que les choses ne changeront pas. Même quand vous leur parlez de la Révolution, ils sont également incroyables. Si on ne change pas les choses, en rendant la politique et les responsables crédibles, ce sera certainement une catastrophe. Et nous autres qui avons fait la Révolution, on vit une période de crise et on préfère ne pas s'exprimer.

C.M.H. : Vous avez été une des personnalités centrales dans l'appareil culturel...

Z. Ihaddaden : On m'a dit une fois que j'étais en train de former de mauvais journalistes. Je n'étais pas d'accord et j'ai expliqué qu'à l'école de journalisme, on ne faisait pas de politique, mais du bon travail journalistique sur les plans technique et scientifique. A la sortie de l'école, nos étudiants sont de bons journalistes et c'est après leur sortie qu'ils sont déformés. Nous avons formé des journalistes qui ont été récupérés par les grands organes de presse du monde comme BBC, Al Jazeera...

C.M.H. : Jusqu'en 1990, c'était difficile pour les journaux d'aborder certaines questions.

Z. Ihaddaden : On pouvait parler des problèmes sociaux ou économiques, mais c'est sur le plan politique que le problème se posait. Il n'y a pas dans le monde arabe une presse aussi libre que la presse algérienne. Le pouvoir tel qu'il est présenté à la télévision et à la radio ne sert pas le pouvoir. Au contraire, les politiciens donnent une mauvaise image de leurs politiques. Le pouvoir ne sait pas où se trouve son intérêt,

car son intérêt serait de donner plus de liberté à la télévision, afin que celle-ci puisse présenter une bonne image du pouvoir. Bouteflika a beaucoup fait pour l'Algérie, qui est en plein développement économique et social. L'Algérie profonde est en train de se développer. La télévision ne rend pas compte de ce développement et dessert en fait le pouvoir actuel. Il me semble que la grande difficulté est l'opposition. L'opposition politique se contente de dire qu'on ne la laisse pas travailler. Il ne faut pas se contenter de critiquer. Il me semble que tout le problème vient de là. S'il y avait une opposition combattante, les choses ne seraient pas ainsi.

C.M.H. : Est-ce un problème de génération ?

Z. Ihaddaden : Non. La jeune génération est même recrutée par le pouvoir. Elle est partout, dans l'armée, dans l'administration, etc. Il me semble vraiment que le problème résulte des partis politiques. Nous avons un parti politique du nom de Parti des travailleurs. Louisa Hanoune est la responsable de ce parti et elle est la seule à être dynamique sur le plan de l'opposition. Si tous les autres partis ne faisaient pas de l'opposition stérile, mais plutôt de l'opposition constructive, il y aurait un changement au niveau du pouvoir.

C.M.H. : Mais on n'a pas non plus laissé d'autonomie aux associations comme l'UGEMA.

Z. Ihaddaden : Non. Avec l'AEMAN ou l'UGEMA, les étudiants eux-mêmes voulaient l'appui d'un parti. Ces organisations discutaient avec les partis. En tant qu'AEMAN, on avait besoin d'argent, vu qu'on n'en recevait pas du pouvoir colonial. Avec Abdesselam, on a décidé d'aller faire une tournée à travers l'Algérie pour présenter l'AEMAN et récolter un peu d'argent. On a demandé au Parti de nous aider. Le Parti étant installé un peu partout, on a demandé aux sections

locales de créer des comités d'accueil pour nous recevoir. On s'est alors adressés aux anciens étudiants installés dans les villes qu'on allait traverser. Le PPA a trouvé l'idée formidable parce que cela l'arrangeait. On a donc traversé toute l'Algérie, en 1953 il me semble. On a fait un grand travail et le Parti a profité de notre activité et nous avons profité de l'organisation du Parti pour faire notre travail. Il y avait une alliance et le Parti ne nous imposait rien. Et avec l'UGEMA, c'était aussi la même chose. L'UGEMA profitait du FLN, comme le FLN de l'UGEMA. Même au sein du FLN, il y avait une certaine forme de démocratie.

C.M.H. : Que peut-on suggérer aux jeunes d'aujourd'hui ?

Z. Ihaddaden : Nous, nous étions dans une situation donnée et nous avons essayé de nous y adapter. C'est aux jeunes d'aujourd'hui de s'adapter à la situation. Je leur dirai surtout de ne pas négliger leurs études.

C.M.H. : Mais la crise mondiale actuelle peut mener à une situation identique à celle des années 1980.

Z. Ihaddaden : Oui, c'est possible.

DEUXIÈME PARTIE

L'APOGÉE DE L'ASSOCIATION : 1957-1961

Une fois l'UGEMA créée, elle connut un grand succès. Entre 1957 et 1961, l'organisation vécut son apogée et la pratique démocratique au sein de l'UGEMA continua. Lors de l'élection organisée durant le Congrès de 1957, Messaoud Aït Chaalal fut élu Président de l'Union, Taleb Choaieb Vice-Président, Ali Abdellaoui Secrétaire Général, Djelloul Baghli Secrétaire Général Adjoint, et Tahar Hamdi Trésorier. La grève, annoncée le 19 mai 1956, accéléra l'activité de l'association, comme nous l'explique Ali Abdellaoui : *« A partir de ce moment-là, l'activité de l'UGEMA s'est emballée aussi bien en France qu'hors de France. Il fallait tout à la fois gérer discrètement les premiers départs volontaires des étudiants, en particulier ceux en médecine, en insérer certains dans les structures de la Fédération de France, répondre aux préoccupations matérielles des étudiants démunis en conséquence de la grève et enfin, assurer une digne représentation de l'UGEMA dans les rencontres avec les milieux universitaires syndicalistes et politiques en France et avoir une présence effective dans les congrès nationaux et internationaux, les forums et festivals. »* L'annonce de la grève

provoqua aussi de la frustration. Un certain nombre d'étudiants qui avaient, conformément aux directives, arrêté leurs études, furent tentés de rejoindre le maquis. Certains d'entre eux le firent, mettant en péril ou sacrifiant leur vie pour la libération de leur pays. Mais la future Algérie indépendante allait avoir besoin de cadres. Mustapha Negadi par exemple, ne pouvant passer les examens pour lesquels il s'était préparé, ressentit une « frustration énorme ». Il souhaita rejoindre le maquis mais, bénéficiant d'une bourse d'études, il fut envoyé en Union soviétique poursuivre ses études de médecine. En effet, les étudiants algériens ne pouvant plus étudier en France, l'UGEMA dut trouver une alternative et commença à envoyer des étudiants algériens à l'étranger avant même la levée de la grève. Les bourses affluèrent de pays solidaires de la cause algérienne, et ces pays furent nombreux, comme nous le décrit Choaieb Taleb : « *Les dix premiers étudiants envoyés en Suisse ont été envoyés à l'école polytechnique de Lausanne, cela bien avant la levée de la grève. D'autres étudiants sont allés à Zurich, à Genève, d'autres en Allemagne et on avait même des étudiants dans les pays de l'Est, en Tchécoslovaquie, en Union soviétique, en Allemagne de l'Est... Nous avons par exemple en Hongrie, à Bucarest, des représentants formés dans le domaine du pétrole. [...] Il y avait des étudiants en Bulgarie, en Yougoslavie, et quelques-uns sont allés aux Etats-Unis également, sans oublier ceux qui étaient en Tunisie, au Maroc, dans les pays arabes.* » Ces étudiants, n'oubliant ni le combat féroce qui devait mener à l'Indépendance ni leurs frères restés en France, fondèrent des sections de l'UGEMA où ils se trouvaient, dans le but de mobiliser l'opinion publique des pays dans lesquels ils étudiaient. Le futur docteur Mustapha Negadi fut ainsi membre de la section de l'Union soviétique et Chérif Faïdi de celle des Etats-Unis. Arezki Salhi et Abdelkader Nour fondèrent une

association au Caire, qui rejoindra l'UGEMA et qui viendra en aide à de nombreux étudiants venus en Egypte et en partance pour tout le Moyen-Orient. La situation de leurs camarades restés en France ne fut pas facile. C'est dans un climat de vive tension qu'ils durent s'organiser pour poursuivre la lutte. Certains furent arrêtés, tels Fatima Ould Rouis et Mohammed Rezzoug. La dissolution de l'UGEMA par les autorités françaises, en janvier 1958, n'allait pas arranger leur situation. Le combat devait continuer, comme nous l'explique Djelloul Baghli : « *Officiellement, nous ne devons plus exister, mais on a continué puisque nous ne voulions évidemment pas reconnaître la décision, vu que nous étions responsables des étudiants algériens. Le problème s'est posé de savoir comment continuer.* » Les dirigeants de l'UGEMA prirent la décision de déplacer la présidence de l'organisation en Suisse. Ali Abdellaoui, Djelloul Baghli, Tahar Hamdi et Faïdi furent ainsi de ceux qui s'occupèrent de continuer le travail de l'association en Suisse.

Ayant acquis de l'expérience au sein de l'UGEMA pendant plusieurs années, cette seconde génération de l'UGEMA continua par la suite à exercer de hautes responsabilités, certains avant même l'Indépendance. Messaoud Aït Chaalal, Tahar Hamdi, Ali Abdallaoui, Mahfoud Aoufi, Djelloul Baghli, Choaieb Taleb devinrent ambassadeurs ou directeurs au sein des ministères du GPRA. Abdelkader Nour fut le premier rédacteur en chef de la Radio Télévision Algérienne, dont Mohammed Rezzoug sera le directeur plus tard. Arezki Salhi fut haut fonctionnaire de l'Unesco. Fatima Ould Rouis et Mustapha Negadi, quant à eux, retournèrent à leur vieille passion : l'enseignement pour Mme Ould Rouis et la médecine pour le docteur Negadi. Malgré les difficultés liées à la grève et à la clandestinité après la dissolution de l'UGEMA, ces

Combat et Solidarité estudiantins

étudiants tinrent bon. Ils sacrifièrent leurs études et leur vie personnelle pour se mettre au service de l'Algérie. Le sacrifice consenti pour la libération de leur pays fut immense et ils auront à jamais la reconnaissance du peuple algérien.

RÉPONSES ÉCRITES
DU D^r MESSAOUD AÏT CHAALAL
(Le 30 octobre 2008)

C.M.H. : Où es-tu né et comment s'est passée ton enfance ?

Messaoud Aït Chaalal : Je suis né il y a 79 ans à Châteaudun-du-Rhumel, un petit village qui s'appelait comme cela au moment de la colonisation et qui s'appelle aujourd'hui Chelghoum Laïd. Ce village à vocation essentiellement agricole était dominé par une communauté européenne, majoritairement d'origine corse. C'est dans le cadre de ce petit bourg que j'ai grandi, au sein d'une famille nombreuse à caractère patriarcal. Mon père nous a inculqué un mode de vie traditionnel, fondé sur les principes d'un islam tolérant et les coutumes multiséculaires kabyles et ce, le plus naturellement du monde sans contrainte ni autoritarisme. Il convient de relever que mon père est issu d'une famille kabyle vivant depuis un temps immémorial dans un tout petit village haut perché sur les cimes du Djurdjura, en l'occurrence Aït Ali Ouharzoun du douar Iboudraren. L'aridité de ces monts n'avait d'égale que la pauvreté des terres et des populations, dont la subsistance se réduisait à l'exploitation de petits lopins où poussaient quelques oliviers

et figuiers. La population kabyle de ces hautes régions montagneuses partageait dans son ensemble la précarité, voire la pauvreté, imposée par la dureté de la nature et aggravée par la perte des vallées fertiles de la Kabylie, accaparées par les colons à partir des années 1860 et tout particulièrement après l'insurrection de Mokrani en 1871. Cette pauvreté structurelle de la Kabylie, les famines qui y ont régné à certaines périodes et la rigueur des lois coloniales, notamment le code de l'indigénat⁽¹⁾, ont amené la population kabyle, en fait les hommes valides, à quitter les montagnes et à aller s'installer dans des régions où ils pouvaient exercer une activité susceptible de faire vivre leurs familles qui, pour la plupart, demeuraient au village. Bref, c'est dans ce contexte que mon père a quitté la Kabylie pour venir à Châteaudun-du-Rhumel, avec son frère aîné, à la fin de la Première Guerre mondiale.

C.M.H. : Que faisait votre père ?

M. Aït Chaalal : Il s'est lancé avec son frère dans le commerce de textiles, en partant de zéro, n'ayant pour viatique que la volonté inébranlable et l'effort infatigable de venir à bout des difficultés, de la précarité et de l'adversité qu'ils ont affrontées. Malheureusement, il perdra son frère aîné quelques années plus tard et devra redoubler d'efforts et trimer jour et nuit pour

1. « Les indigènes sont soumis au Code de l'Indigénat. Ils ont tous les devoirs impartis aux Français, mais aucun de leurs droits. Le Code de l'Indigénat (institué de 1881 à 1927) représentait à la fois un déni de citoyenneté et 'un état d'exception'. Il instaure une série de pénalités exorbitantes du droit commun, constituées de quarante-et-une infractions spéciales aux indigènes (réduites à vingt et une en 1890). » Kamel Kateb et Benjamin Stora. *Européens, «Indigènes» et juifs en Algérie (1830-1962): représentations et réalités des populations*. Institut national d'études démographiques (France), 2001. P93

faire vivre sa famille et celle de son frère défunt. C'était une lourde tâche ! Mais avec une obstination peu commune, un travail forcené, des sacrifices inimaginables, il avancera petit à petit, au fil des années, dans le chemin harassant de la réussite. Au prix d'une persévérance exceptionnelle et d'un effort inlassable, il parviendra à se faire une place au soleil et à acquérir une position confortable. Il finira au fil des ans par s'imposer comme un opérateur économique qui comptera non seulement dans le village, mais également dans l'est du pays, qui représentait alors le département de Constantine. Devenu propriétaire terrien, il développera une intense activité agricole céréalière en même temps qu'il se livrera à un élevage intensif des ovins, orienté vers l'exportation du mouton en direction de la France.

C.M.H. : Vous avez donc vécu dans l'aisance ?

M. Aït Chaalal : Oui, j'ai été élevé dans un cadre d'aisance et de confort, mais aussi de rigueur et de modestie, enseignées par l'exemple vivant de notre père qui nous a appris le culte du travail bien fait, le sens et la pratique de l'humilité. Son attachement aux valeurs islamiques et aux traditions berbères et arabes n'excluait nullement son insertion dans le monde moderne. Faisant partie des générations nées à la fin du 19^e siècle, mon père, aussi invraisemblable que cela puisse paraître, était parfaitement alphabétisé en arabe et en français. Dans les années 1890, il a fréquenté une école française qui se trouvait à cinq kilomètres du village et qui regroupait les enfants de la région. Parallèlement, il a fréquenté l'école coranique où il a appris, à travers la mémorisation du Coran, les éléments fondamentaux de la langue arabe. Aussi attachait-il une importance primordiale à l'éducation de ses enfants et de ses neveux.

C.M.H. : Quelle éducation as-tu donc reçu ?

M. Aït Chaalal : J'ai fait mes études primaires à « l'école de garçons indigènes », école coloniale destinée aux Algériens auxquels on n'enseignait que le français, la langue arabe étant bannie ! J'ai également, comme la plupart des petits élèves, fréquenté l'école coranique durant les grandes vacances d'été où j'ai appris de nombreux versets du Coran, ce qui nous a initiés à la beauté de la langue nationale. Mais le mode d'enseignement de ces écoles coraniques était exclusivement fondé sur la mémoire, de sorte que nous n'avons pas pu maîtriser notre langue comme nous l'aurions souhaité. C'est ainsi que, le plus naturellement du monde, nous nous trouvions trilingues, parlant le berbère à la maison, l'arabe dans la rue et le français à l'école. Avec mes frères, nous avons fait nos études secondaires au collège et au lycée de Constantine, d'Alger et de Sétif. Mon frère Saïd et moi-même sommes diplômés de l'enseignement supérieur. Il est docteur en droit et moi, docteur en médecine. Nous avons fait nos études universitaires en Europe et mon frère a terminé ses études aux Etats-Unis.

C.M.H. : Le fait d'être issu d'une grande famille n'a pas porté atteinte à ton esprit révolutionnaire, mais les origines sociales relativement privilégiées des étudiants posaient-elles des problèmes avec les autorités de la Révolution ?

M. Aït Chaalal : Le fait d'être issu d'une grande famille n'a nullement été un handicap dans mes activités patriotiques au service de la Nation. Au contraire, j'ai toujours senti un sentiment de sympathie et de respect. Rappelons que la déclaration du 1^{er} Novembre 1954 faisait appel à toutes les forces vives de la Nation de s'engager dans la Révolution et

encourageait tous les Algériens, sans considération d'origine sociale ou de formation culturelle, à prendre part à la lutte de libération. Ces principes de base de la Révolution du 1^{er} Novembre ont été réaffirmés et explicités par la plateforme de la Soummam en 1956. Dès lors, l'arrivée dans les rangs du FLN-ALN de jeunes issus de milieux somme toute privilégiés, notamment les universitaires formés à l'école française, était la confirmation de la justesse de la vision de la direction de la Révolution, qui a toujours préconisé l'union et l'engagement de tous les Algériens dans la lutte, sans exclusion ni sectarisme.

C.M.H. : Quelles expériences politiques as-tu eu avant de devenir membre fondateur de l'UGEMA ? Etais-tu au PPA-MTLD, comme Belaïd Abdesselam et Rédha Malek ? Ou avais-tu plutôt des sympathies envers l'UDMA, comme Ahmed Taleb ?

M. Aït Chaalal : Avant mon insertion dans le mouvement étudiant en arrivant à Paris en 1950, je n'avais appartenu à aucun parti politique. Mais le spectacle que nous vivions quotidiennement, plein d'injustices et d'inégalités, a réveillé tôt chez les jeunes instruits un sentiment d'hostilité, voire de révolte intérieure, à l'égard du système colonial dominateur et oppressif. Personnellement, j'ai eu le privilège de connaître et d'approcher Abane Ramdane, qui a vécu à Châteaudun-du-Rhumel en qualité de secrétaire général de la Commune mixte, dirigée par un administrateur qui « régentait » d'une façon discriminatoire une population rurale évaluée à l'époque à près de 300 000 personnes. Pendant cette période de la fin des années 1940, lorsque nous revenions du collège pour les vacances, j'ai eu l'occasion de fréquenter Abane et de l'entendre exposer l'histoire

de la résistance algérienne à la domination coloniale et la nécessité pour la jeunesse de relever le flambeau de la lutte pour l'indépendance du pays en faisant le parallèle avec les combats similaires menés à travers le monde, en Afrique et en Asie notamment. Curieusement, il nous entretenait longuement de la lutte des Irlandais. Cet homme exceptionnel de par sa culture politique et son militantisme infatigable fascinait les jeunes qui ont eu la chance de le connaître. Fonctionnaire le jour, il parcourait nuitamment les campagnes et les douars de la région pour prêcher la bonne parole et réveiller le sentiment nationaliste des populations rurales, qu'il organisait avec patience et persévérance au sein du PPA-MTLD, où il assumait déjà des responsabilités au sein de la direction régionale du Parti. Cet homme exemplaire, qui devait devenir à partir de 1955, à sa sortie des prisons françaises, un des illustres organisateurs et dirigeants de la Révolution et qui malheureusement disparaîtra tragiquement en 1958, laissera sur tous ceux qui ont eu le bonheur de le connaître une empreinte profonde et indélébile dans la voie du patriotisme et de la lutte pour la liberté. Par la suite, j'ai connu Belaïd Abdesselam, venu poursuivre ses études au collège de Constantine. Il arrivait parmi nous avec une aura certaine d'un jeune de notre âge, fraîchement sorti des prisons françaises après son arrestation à Sétif lors des événements tragiques du 8 mai 1945. Elève remarquable par son sérieux et sa rigueur, il a indiscutablement exercé une profonde influence patriotique sur les collégiens qui l'ont fréquenté à cette époque.

C.M.H. : Quels sont tes souvenirs de ta participation aux réunions préparatoires de 1955 et aux Congrès de juillet 1955 et mars 1956 ?

M. Aït Chaalal : Je crois avoir traité amplement ces événements majeurs dans mon intervention à Tlemcen⁽¹⁾. J'ai effectivement participé à ces trois grandes réunions. Nous étions un groupe d'étudiants, engagés et pilotés par Abdesselam, composé d'Abdelmalek Benhabyles, Rédha Malek, Mouloud Belaouane, Tahar Hamdi et moi-même. Selon les circonstances, d'autres frères ont apporté leur précieuse contribution. Citons notamment Taleb Ahmed, Layachi Yaker, Berram Abdelhak, Cheriet Abderrahmane, Ali Abdellaoui, Ferdjioui Abdelhalim, d'autres venus d'Alger, en particulier, Mohammed Benyahia, Lamine Khène ou venus de la province comme les frères Baghli, Mohamed Khemisti, Mohamed Kellou, Choaiieb Taleb, Mahfoud Aoufi, Lakhdari Ali et la liste n'est pas exhaustive. Que faut-il retenir de ces trois grands forums ? Je résumerai les choses de la façon suivante :

– La conférence préparatoire tenue à Paris en avril 1955 a été le terrain d'une confrontation idéologique et politique entre les deux thèses antagonistes UGEMA/UGEA. Le débat n'a à aucun moment revêtu un caractère religieux mais a porté essentiellement sur les questions identitaires et culturelles du peuple algérien, c'est-à-dire sur la personnalité historique de la Nation algérienne. Cette conférence a permis de battre en brèche et de disqualifier définitivement la thèse communiste de « la Nation algérienne en formation », présentée en 1939 par Maurice Thorez, secrétaire général du PCF.

– Le premier Congrès de l'UGEMA, tenu à Paris en juillet 1955, consacre la victoire de la thèse de

1. Voir le discours « L'UGEMA, de sa création à l'indépendance » prononcé à Tlemcen à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de l'UGEMA.

l'UGEMA dans la mesure où les trois-quarts de nos étudiants se sont engagés pour cette option alors que les tenants de l'UGEA tenaient au même moment à Paris leur Congrès, qui s'est avéré être un échec puisque, trois mois plus tard, l'UGEA prononçait sa propre dissolution.

– Le deuxième Congrès de l'UGEMA tenu à Paris en avril 1956 a marqué l'engagement public et solennel de l'UGEMA aux côtés du FLN, auquel elle reconnut le statut de représentant exclusif du peuple algérien. Ainsi, les liens de l'UGEMA et du FLN furent officiellement proclamés et l'engagement collectif des étudiants dans la lutte de libération clairement affirmé.

C.M.H. : A Tlemcen, que voulais-tu dire quand tu as parlé de « la volonté de nos étudiants qui continuèrent à militer sans relâche, ni faiblesse, faisant face avec courage et détermination à toutes les provocations et exactions émanant des extrémistes et activistes de droite et en demeurant en parfaite adéquation avec la ligne politique tracée par la direction du FLN-ALN » ? Comment a-t-on formulé la résolution politique du Congrès de 1956 ? Qu'est-ce qui distinguait l'UGEMA des organisations satellites du FLN comme l'UGTA et l'UGCA ?

M. Aït Chaalal : Tu poses une question sur la résolution du deuxième Congrès d'avril 1956, relative au FLN. Cette résolution, dont je ne me souviens pas des termes exacts, proclamait :

- l'attachement de l'UGEMA à la politique d'indépendance nationale préconisée par le FLN, auquel on reconnaissait la direction de la lutte de libération ;
- que le FLN était le seul représentant légitime du peuple algérien ;

– un appel au gouvernement français d'engager avec le FLN des négociations pour la concrétisation de l'indépendance nationale.

A la question de savoir ce qui distinguait l'UGEMA des autres organisations nationales (UGTA, UGCA, organisation des jeunes, des femmes, etc.) la réponse est que l'UGEMA était la seule organisation à avoir été créée par un congrès, à avoir fonctionné sur des bases démocratiques et dont les congrès représentaient l'ensemble des étudiants algériens dans le monde, qui élisaient les instances dirigeantes. Par ailleurs, l'UGEMA s'est proclamée volontairement, à l'occasion du deuxième Congrès, comme une unité de combat engagée dans la lutte de libération dirigée par le F.L.N.

C.M.H. : Comment as-tu accepté de quitter l'Hôpital Bobigny pour acquérir les lourdes responsabilités de l'UGEMA ?

M. Aït Chaalal : Je me suis rendu au troisième Congrès à Paris, en décembre 1957 en tant que délégué de la section de Paris. A aucun moment, je n'ai ambitionné un rôle exécutif à la tête de l'Union. J'ai été élu au Comité directeur comme lors du premier Congrès. Ce n'est qu'après de longs débats du Comité directeur que j'ai été appelé par les frères à prendre la tête de l'Union. J'ai accepté cet honneur et cette lourde charge et j'ai constitué le Comité exécutif, dont j'ai proposé les membres à l'approbation du Comité directeur.

C.M.H. : Qu'en est-il du malentendu entre les membres du Bureau exécutif qui ont quitté la France pour la Suisse après la dissolution de l'UGEMA en janvier 1958 ? Peux-tu aussi parler des relations entre l'UGEMA et la Fédération de France du FLN au printemps 1958 ?

M. Aït Chaalal : Cette question soulève en fait un problème à la fois simple et complexe découlant d'un grave malentendu entre le Comité exécutif et les responsables de la Fédération de France. Comme je l'ai déjà souligné, l'UGEMA s'est volontairement rattachée au FLN et a estimé dès lors qu'en tant qu'unité de combat, elle devait, sur le plan organique révolutionnaire, accepter la discipline dictée par la direction de la Révolution à toutes les instances et rouages du FLN-ALN. C'était là un choix stratégique, librement consenti, qui traduisait la conscience profonde de tous les militants de la cause nationale de la nécessité pour une révolution authentique d'avoir une direction unique et soudée. Nous avons dès le départ les meilleures relations entre les dirigeants successifs de l'UGEMA et les différents responsables qui se sont succédé à la tête de la Fédération de France. Le malentendu est survenu à l'occasion de la sortie de France du Comité exécutif après la dissolution. Y a-t-il eu derrière ce malentendu des intentions malveillantes ? Je laisse le soin à ceux qui ont été mis en cause de répondre. Je ne fais aucun procès d'intention. En tout état de cause, après des discussions franches et loyales avec les responsables de la Fédération de France, une grande réunion a eu lieu à Cologne, réunion au cours de laquelle les protagonistes ont librement exposé leur point de vue et le malentendu a été levé séance tenante, remettant les choses à leur juste dimension. M. Omar Boudaoud, ancien chef de la Fédération de France qui a présidé la conférence de Cologne, relate scrupuleusement le déroulement, les débats ouverts et les conclusions qui ont été arrêtées lors cette conférence.⁽¹⁾ Je n'ai rien à ajouter. Après la conférence de Cologne et deux mois de cafouillage, l'UGEMA a

1. Omar Boudaoud, *Du PPA au FLN*, pp. 153-155.

assumé la plénitude de ses responsabilités tant sur le plan intérieur qu'international, étant évident que les étudiants d'Alger et de France étaient organisés dans le cadre des sections universitaires du FLN.

C.M.H. : Quel a été le rôle de Mokrane, en tant que représentant des sections universitaires du FLN ? Et que s'est-il passé lorsque tu es rentré clandestinement à Paris pour prendre contact avec Boudaoud ou son adjoint pour rectifier le malentendu entre toi, Harbi, et la Fédération ?

M. Aït Chaalal : Mokrane, que j'estime pour son militantisme, sa compétence et sa courtoisie, n'a eu aucune activité une fois qu'il s'est installé à Lausanne. Ce n'est qu'en septembre 1961, après la démission du Comité directeur et ma désignation comme chef de la mission diplomatique du GPRA à Beyrouth, qu'il a été nommé comme coordinateur des étudiants.

C.M.H. : Pourquoi organiser un quatrième Congrès de l'UGEMA à Tunis puisque les étudiants œuvraient pour la Révolution ? Pourquoi respecter les statuts de l'UGEMA basés sur la loi française de 1901 ?

M. Aït Chaalal : Nous avons organisé le quatrième Congrès car nous sentions la nécessité d'un renouvellement après trois ans d'exercice des instances dirigeantes. Ce n'est pas la loi française de 1901 qui nous a motivés, pour la raison très simple que l'UGEMA avait été dissoute par le gouvernement français.

C.M.H. : Peux-tu expliquer les « initiatives anarchiques » dont tu as parlé dans ton rapport moral au quatrième Congrès ? D'où venaient ces initiatives ? Etaient-ce des sections universitaires ou des marxisants qui avaient combattu le « M » ?

M. Aït Chaalal : Nous avions conscience que la base exprimait le désir de s'exprimer et de participer plus

activement à la gouvernance de l'Union. Nous avons en effet à l'époque des problèmes d'insubordination, voire d'opposition ouverte dans certaines sections, notamment dans certains pays socialistes et tout spécialement en République démocratique allemande. Certains de nos étudiants, par conviction ou opportunisme, se proclamaient marxistes-léninistes et voulaient entraîner l'Union dans cette direction. Ils avaient établi des relations étroites avec les autorités politiques des pays d'accueil, qui les protégeaient et leur donnaient les moyens de mener un travail fractionnel. L'UGEMA ne pouvait accepter une telle déviation, en contradiction totale avec les orientations idéologiques et politiques de la Révolution, qui se réclamait d'une indépendance totale et d'un refus catégorique d'une inféodation quelconque, même à l'égard de pays qui nous aidaient et dont par ailleurs nous apprécions hautement le soutien. Le quatrième Congrès a permis de vider cet abcès, les étudiants réfractaires ont été rappelés à Tunis et ceux qui ont refusé d'obtempérer se sont exclus eux-mêmes de l'Union.

C.M.H. : En fin de compte, quelle était la signification du Congrès de Tunis, que tu as décrit à Tlemcen comme « un sommet dans la vie de notre union » ?

M. Aït Chaalal : J'ai écrit dans mon intervention de Tlemcen que le Congrès était « le sommet de la vie de notre union » dans la mesure où tous les problèmes idéologiques qui, de nouveau, agitaient le mouvement étudiant algérien furent tranchés avec clarté et rigueur. J'ai parlé plus tôt de l'agitation « marxisante » dans nos sections des pays socialistes, spécialement en RDA. Le quatrième Congrès a statué sur cette affaire et a estimé qu'il s'agissait là d'un travail fractionnel et d'une déviation caractérisée par rapport à la ligne politique et idéologique du FLN et

partant de toutes les organisations de masse de la Révolution. Par ailleurs et paradoxalement, les étudiants arabisants inscrits dans les universités du Moyen-Orient, notamment en Syrie, ont plaidé pour la suppression du « M » de l'UGEMA. De toute évidence, ces étudiants ont été profondément influencés par la doctrine du « Baath arabe », pour qui seule « l'arabité » devait prévaloir sur tous les autres facteurs dans le Moyen-Orient arabe. Le Congrès a clarifié le problème en revenant aux thèses développées en 1955 par la conférence préparatoire, à savoir que le « M » n'était nullement une référence théologique mais une donnée fondamentale de l'identité et de la personnalité du peuple algérien. Enfin, le Congrès s'est penché sur l'unité du Maghreb et l'a approuvée dans tous ses aspects. Un accord s'est dégagé sur le renforcement de la « Confédération des étudiants du Maghreb » et sur la nécessité d'agir auprès de nos opinions publiques et de nos dirigeants politiques pour œuvrer dans la perspective de la création du Grand Maghreb. De même, il convient de rappeler qu'il s'agissait du premier congrès de l'UGEMA en territoire maghrébin, en présence des plus hautes autorités de l'Algérie en guerre et de la Tunisie indépendante.

C.M.H. : Le quatrième Congrès ne constitue-t-il pas aussi une certaine avancée des pratiques démocratiques de l'UGEMA ?

M. Aït Chaalal : De toute évidence, le quatrième Congrès a confirmé la tradition et la pratique démocratique de l'UGEMA. Un grand nombre d'observateurs représentant les unions nationales d'étudiants de l'Est et de l'Ouest, ainsi que ceux représentant les organisations internationales d'étudiants et de jeunesse, ont assisté aux travaux du Congrès et ont pu relever la liberté de ton dans les débats et le respect

des règles démocratiques dans la désignation des instances dirigeantes.

C.M.H. : Partages-tu mon impression qu'on voulait utiliser l'excuse de « discipline révolutionnaire » pour justifier la main mise sur l'UGEMA de la Fédération de France en 1961 ?

M. Aït Chaalal : Il est certain qu'après la réunion du Conseil National de la Révolution Algérienne (CNRA), qui s'est tenue à Tripoli en août 1961, une nouvelle distribution des cartes s'est opérée dans la direction du FLN-ALN. Chaque groupe de responsables ne négligeait aucune opportunité pour renforcer sa position, dans la mesure où chacun savait que des négociations décisives allaient bientôt s'engager avec le gouvernement français. Dès lors, chaque joueur espérait contrôler les organisations nationales telles que l'UGTA, l'UGCA, l'UGEMA, etc. et il est certain que l'UGEMA, qui était la pépinière des futurs cadres, excitait pas mal d'appétits.

C.M.H. : Ces machinations ont mené au désastre, notamment le Congrès ou le non-Congrès de 1962 dont parle Medjaoui, lors duquel on n'a pas pu se mettre d'accord sur des résolutions ou élections de nouveaux responsables. Y a-t-il des leçons pour les jeunes d'aujourd'hui qui désirent développer une société civile ou des ONG autonomes ?

M. Aït Chaalal : Tu soulèves la question du Congrès de 1962. Je n'y ai pas assisté, n'étant revenu à Alger de mon poste à Beyrouth qu'à la fin août 1962. Je me suis alors informé et j'ai appris que le « Congrès » s'était déroulé dans le désordre et la confusion et s'était terminé par un échec total. Cet échec s'explique tout simplement par le fait que les organisateurs du Congrès ont ignoré les principes et les critères de

représentativité démocratique, auxquels ils ont substitué la pratique d'un clientélisme politique au service de la classe au pouvoir.

C.M.H. : Comment les générations actuelles peuvent-elles recouvrer ces bonnes habitudes de pratique démocratique et de tolérance des oppositions qui étaient celles de l'UGEMA ?

M. Aït Chaalal : Ayant été en poste pendant longtemps à l'étranger, je n'ai pas suivi la vie étudiante en Algérie. Il m'est arrivé occasionnellement de rencontrer des responsables se réclamant de telle ou telle autre organisation étudiante. J'ai pu alors constater et mesurer combien le mouvement étudiant était émietté et atomisé. Aucune des organisations prétendant au statut d'union n'est vraiment représentative au sens démocratique du terme. Chacune de ces « unions » est plus ou moins inféodée à un parti ou à un courant politique. Actuellement, on peut affirmer que le mouvement étudiant algérien est inexistant et que, par conséquent, il ne joue aucun rôle tant sur le plan interne qu'international.

INTERVIEW DE TAHAR HAMDI
EN PRÉSENCE DE SON FRÈRE
BRAHIM LACHKHEM
(Réalisée le 9 juillet 2005)

C.M.H. : Avais-tu des responsabilités à l'UGEMA avant d'être élu trésorier à la fin décembre 1957 ?

Tahar Hamdi : Oui, depuis la naissance de l'UGEMA, j'étais membre du Comité directeur.

C.M.H. : Combien de membres composaient ce comité ?

T. Hamdi : Il y avait 17 membres au début lors du premier Congrès et 21 au quatrième Congrès. Il y avait par contre à peu près 35 membres au premier Congrès.

C.M.H. : Et lors du deuxième Congrès...

T. Hamdi : Au deuxième Congrès, il y avait à peu près 60 à 70 membres. C'est lors de ce Congrès qu'ont été élus des membres du Comité directeur comme Lakhdari, représentant l'Université de Grenoble, Faïdi, de Lyon.... Après le Congrès, on a tenu une réunion extraordinaire du Comité directeur. Durant cette réunion, nous avons modifié le Comité exécutif : ses membres sont restés membres du Comité directeur mais ont perdu l'habit du Comité exécutif. Ensuite, il y a eu le Congrès de St Mandé, supposé clandestin.

C.M.H. : C'était en quelle année ?

T. Hamdi : C'était en décembre 1957. Ce qu'il y a de curieux, c'est que la police a fait une descente au 115 boulevard Saint-Michel ce même jour et a arrêté, avant le début du Congrès, Aït Chaalal et Choaieb Taleb qui, quelques heures plus tard, ont été remis en liberté provisoire. Je ne sais pas si c'est un hasard, mais j'avais été convoqué le matin du [23 décembre] jour de l'ouverture du Congrès à la police, mais je n'y étais pas allé. Ce qui m'est arrivé est inouï. J'ai appelé le commissariat pour leur dire que je ne pouvais pas me rendre à la convocation mais que je viendrais dans les jours suivants. Ils m'ont alors dit : « Soyez tranquille, Monsieur, nous savons où vous trouver ! » Ils croyaient que je me moquais d'eux ou que je faisais du cinéma, alors que j'ignorais que la veille de la tenue du Congrès, aux environs de 22h30 ou 23h, ils étaient montés à la villa du sud de Paris, une villa tenue par une fleuriste, pour procéder à des fouilles. Par la suite, le 28 janvier, l'UGEMA fut dissoute. A ce moment-là, il fallait se cacher, sauf pour des apparitions rapides au 115. Un jour, Aït Chaalal, qui venait d'être élu président de l'UGEMA, me dit : « Tu n'as qu'à venir au 115 ! Il ne t'arrivera rien du tout. » On a tenu une réunion au 115 le soir. Il y avait Hafid Keramane, son frère et un chanteur. On écoutait de la musique andalouse et la police nous attendait dehors. A la fin de la réunion, nous sommes montés dans la voiture d'Aït Chaalal et la police nous a suivis. Moi, je suis rentré chez moi, je venais d'avoir une chambre à Antony. Le 28 janvier, vers 11 heures ou midi, je descends au 115 et on m'informe qu'il y a eu une perquisition et que l'UGEMA a été dissoute. Effectivement, ils avaient emmené Aït Chaalal, Choaieb Taleb, Mouloud Belaouane et Aoufi au palais. Ils ont interrogé Taleb et Aït Chaalal, je crois. On les a mis sous surveillance.

Leur dossier était géré par un célèbre juge d'instruction dont j'ai oublié le nom, mais qui avait la réputation d'accuser les prévenus et de les laisser ensuite en liberté provisoire afin que ceux-ci prennent le large.

C.M.H. : Il voulait qu'ils quittent la France ?

T. Hamdi : Oui, il voulait qu'ils quittent la France. Il voulait éviter les histoires, mais les dossiers n'étaient pas solides non plus. Son nom m'échappe ; il était très connu et était devenu spécialiste de l'interrogatoire des gens du FLN. A ce moment-là, le gouvernement français avait décidé par arrêté ou par décret la dissolution de l'UGEMA. Les dirigeants sont systématiquement poursuivis lors d'une dissolution. Les avis étaient partagés, certains voulaient qu'on reste à Paris clandestinement, d'autres disaient qu'il fallait sortir et agir car on n'aurait pas de liberté de mouvement à Paris. Finalement, c'est le courant qui voulait que la direction de l'UGEMA quitte le territoire français et aille, après une période transitoire, rejoindre Tunis, qui a gagné.

C.M.H. : Toi, tu faisais quoi à l'époque ? Tu es allé à Tunis ou tu es resté à Paris ?

T. Hamdi : Non, j'allais de temps en temps à Tunis, mais j'étais en Suisse. Aoufi Mahfoud et moi avons été les deux premiers à sortir du territoire. Nous sommes sortis clandestinement.

C.M.H. : Et quel était le rôle d'Aoufi ?

T. Hamdi : Il était président de la section de Paris.

C.M.H. : Était-ce à cette époque ou plus tard que vous développiez les bourses pour étudiants, toi en tant que trésorier ?

T. Hamdi : En 1957, on a envoyé à l'étranger la première vague d'étudiants. Ces étudiants provenaient

des différentes universités françaises. On sélectionnait les étudiants aussi bien en France qu'en Algérie. On a pu récupérer une vingtaine de jeunes bacheliers afin qu'ils puissent entreprendre des études scientifiques en Suisse. On a jeté le dévolu sur la Suisse parce qu'il y avait des écoles polytechniques à Lausanne et à Zurich.

C.M.H. : Comment les étudiants étaient-ils choisis ?

T. Hamdi : D'après les informations qu'ils nous donnaient, et on les connaissait aussi pratiquement tous. On n'était pas tellement nombreux. Chaque section envoyait des noms, ensuite on questionnait les candidats et on se faisait une idée. Généralement, ça se faisait de façon très correcte. Il n'y a pas eu d'excès d'élimination ou de laisser-aller. En tant que trésorier, je devais m'occuper des bourses. En ce qui concerne les bourses, j'ai donné deux mois d'avance aux vingt étudiants de la liste qui sont partis. Le montant était de 350 à 370 francs suisses. On leur donnait deux mois de bourse immédiatement, le temps d'obtenir leur transfert officiel des autorités françaises. Nous étions naïfs. En fait, on n'était pas vraiment naïfs parce que finalement, à ce moment, il n'y avait pas tellement de coordination entre les différents services français. On a pu obtenir de leur envoyer de Paris les deux mois de bourse de la banque qui se trouvait à Saint-Michel, rue Cujas.

C.M.H. : Mais tu étais en Suisse, comment arrivais-tu à te déplacer ?

T. Hamdi : Oui, j'étais en Suisse mais je pouvais me déplacer pour aller à Tunis, à Paris ou pour d'autres missions.

C.M.H. : Clandestinement ?

T. Hamdi : Je suis sorti clandestinement, mais au moment où je sortais, j'avais un passeport français,

authentique, pas un falsifié. Un week-end, en rentrant, nous sommes passés par ce qui était considéré comme la douane, qui était libre parce qu'on connaissait les horaires. Aoufi et moi devions passer la douane l'après-midi. Aoufi a suggéré de commencer par moi puisque j'avais un passeport et qu'il n'avait qu'une carte d'identité. Je suis donc passé le premier.

C.M.H. : Tu étudiais quoi à l'époque ?

T. Hamdi : J'ai commencé par la pharmacie mais ça n'a rien donné, et j'ai terminé par la politique et le droit, une licence de droit.

C.M.H. : C'est bien d'avoir ce fond de science, d'être polyvalent. Cela a dû aider plus tard dans le secteur public...

T. Hamdi : Je voulais faire à l'époque ce qu'on appelait les professions libérales.

C.M.H. : Tu as donc finalement étudié la science politique à Lausanne, en Suisse ?

T. Hamdi : Oui, quand j'étudiais la pharmacie, donc une profession libérale, j'ai compris qu'il n'était pas possible pour les gens qui faisaient ce genre de diplômes d'être pris dans l'administration.

C.M.H. : Qu'est-ce qui t'est arrivé quand tout le monde ou presque est allé à Tunis en 1959 ?

T. Hamdi : Je suis resté en Suisse. Pendant deux ans, j'étais inscrit en science politique. Il n'y avait pas de présence obligatoire comme en pharmacie. J'ai changé d'orientation par rapport à la perspective de l'indépendance de l'Algérie dans les années qui allaient suivre. Je suis donc resté en Suisse de 1962 à 1964 pour terminer mes deux licences en droit et en science politique.

C.M.H. : Tu n'es pas rentré immédiatement en Algérie à l'Indépendance, tu es resté en Suisse et tu es rentré en 1964...

T. Hamdi : Exactement !

C.M.H. : Es-tu entré immédiatement dans l'industrie en 1964 ?

T. Hamdi : Non. Le ministère était à la recherche de cadres, parce qu'il n'y avait pas tellement de diplômés.

C.M.H. : Quel ministère ?

T. Hamdi : Le ministère du Travail. J'y suis entré en 1964 ; le deuxième gouvernement de Ben Bella avait été formé en décembre 1963.

C.M.H. : Et qui était le ministre du Travail ?

T. Hamdi : Safi Boudissa, un ancien de l'UGTA. C'est lui qui m'a nommé secrétaire général du ministère. J'y suis resté quelques mois. Lorsque le remaniement ministériel a été fait, Boudissa n'était plus ministre. J'ai été au chômage pendant quelques mois.

Brahim Lachkhem : A l'époque, c'était le ministère du Travail et des Affaires sociales.

C.M.H. : D'accord ! Mais en tant que chômeur, comment vivais-tu ?

T. Hamdi : C'était seulement quelques mois.

C.M.H. : Et puis il y a eu Boumediene...

T. Hamdi : Boumediene est arrivé au pouvoir le 19 juin, Abdesselam est devenu ministre et m'a demandé de le rejoindre.

C.M.H. : Parce que Boudissa avait été limogé...

T. Hamdi : Oui, il n'était pas dans les petits papiers de Boumediene parce qu'il avait été aux frontières

pendant deux ans. J'ai d'abord été désigné dans un projet de pétrochimie pour négocier un contrat de fabrication d'engrais azoté. Ce dossier était l'objet de concurrence entre les Français et les Allemands.

C.M.H. : Et tu te trouvais à la tête de cette...

T. Hamdi : Oui, de cette direction, la pétrochimie. Et il fallait négocier le contrat, ce qui demandait deux à trois mois de travail puisqu'on entrait dans les détails. C'était assez technique.

C.M.H. : Mais avec tes connaissances en droit, ça a dû être plus facile...

T. Hamdi : Vous savez, dans la négociation, on se découvrait. Il s'agissait d'abord de vendre des principes. C'est ce qui a fait dire à certains qu'il est plus facile d'être dirigeant que d'être gestionnaire.

C.M.H. : Tu es passé à une autre industrie en 1965 ?

T. Hamdi : Non, c'était le même projet d'industrie. Abdesselam venait d'être nommé, en 1965, ministre de l'Industrie et de l'Energie. On m'avait appelé au ministère du Travail et à celui du Commerce, qui était le plus offrant. Mais j'ai finalement opté pour le ministère du Travail parce je connaissais Boudissa.

C.M.H. : Tu as aussi été au ministère du Commerce à un moment donné, est-ce exact ?

T. Hamdi : Non, ça, c'était avec le gouvernement d'Abdesselam, dans les années 1992-1993. Je suis resté à peine un an au ministère et à la fin de la négociation du contrat, j'ai été appelé pour m'occuper des Mines. J'ai voulu refuser en prétextant du fait que je n'étais pas ingénieur ni technicien. Ça n'a pas marché, alors j'ai accepté.

C.M.H. : Vous étiez tous les deux universitaires...

B. Lachkhem : Oui, moi, j'ai été en Allemagne pendant la Révolution. Je suis arrivé en 1957 à Paris, j'y ai passé un an et demi et ensuite l'UGEMA nous a fait sortir de France pour nous envoyer en Allemagne.

C.M.H. : Et vous aussi vous avez fait une carrière dans le secteur public ?

B. Lachkhem : Non, j'ai travaillé un an et demi à la direction de la Banque centrale d'Algérie dans la fabrication des billets avec Ammour. Ensuite, je me suis lancé dans le secteur privé, en créant une petite société au moment où on nationalisait tout. Je me suis lancé quand même, je fabriquais alors des encres pour les imprimeries.

C.M.H. : Y avait-il d'autres membres de la famille ? D'autres frères ?

B. Lachkhem : Non, il n'y avait que nous deux. Il y avait un cousin.

C.M.H. : Et la famille pouvait vous envoyer tous les deux à l'université ?

B. Lachkhem : Au début oui, mais après on a été pris en charge par l'association car on avait rompu tout lien avec l'Algérie. C'était donc l'UGEMA qui s'occupait de nous.

C.M.H. : Et vous êtes de quelle partie de l'Algérie ?

B. Lachkhem : On est du Sud, de Laghouat, de la même région que Rezzoug, qui est d'ailleurs un cousin.

C.M.H. : Il y avait très peu d'étudiants pour beaucoup de tâches administratives. Est-ce que tu as eu des difficultés à t'intégrer ?

T. Hamdi : On avait beaucoup de responsabilités à distribuer. N'importe qui pouvait se faire un chemin.

Je me rappelle que nous étions venus à la Sonarem pour détacher deux cadres que j'avais débauchés de la BP. Deux candidats avaient été contactés par la société nationale du ciment en même temps que par le ministère de l'Education nationale. On se disputait les cadres. Ce que j'ai appris, c'est que la formation sur le terrain vaut mieux qu'une licence. Je crois que c'est grâce à ces équipes réduites que l'Algérie a pu redémarrer. Quoi qu'on dise, chacun a fait une partie du boulot, que ce soit Ben Bella ou Boumediene, chacun a sa part de responsabilité et je suis sûr que chacun y est allé de bonne foi. Sinon, les appréciations personnelles, c'est subjectif, mais devant la réalité économique, les gens se mobilisaient. Un jour, je me suis rendu au siège de la Sonarem à 11 heures du soir et j'y ai trouvé le directeur de l'administration. Je lui ai alors demandé : « Mais qu'est-ce que tu fais là ? » et il m'a répondu : « Et toi, qu'est-ce que tu fais ici ? » Il était à la tête du personnel et moi, j'étais en charge de 14000 ou 15000 agents.

C.M.H. : Mais avec la mort de Boumediene et le changement de politique, qu'en est-il de toutes ces sociétés ? N'était-il pas difficile de travailler ? Surtout que Belaïd a été éloigné du Comité central...

T. Hamdi : C'est de la politique politicienne. Je crois que dans l'ensemble, les cadres qui répondaient à l'appel des autorités n'étaient animés que par le désir de voir l'Algérie redémarrer. Et ils ne faisaient pas cas de tous les problèmes et difficultés. Personne parmi eux n'avait eu une formation scientifique et technique adéquate.

C.M.H. : Mais le rapport d'autorité a-t-il été plus tard plus difficile avec les jeunes qui avaient une formation plus poussée ?

T. Hamdi : Oui, il y avait quelques écarts, mais dans l'ensemble, on se retrouvait, comme il y avait beaucoup de tâches à accomplir. Les relations personnelles ont facilité les choses.

C.M.H. : Jusqu'à quand es-tu resté à la Sonarem ?

T. Hamdi : Jusqu'en 1972, soit pendant 6 ans, de 1965 à 1972. Après, je suis resté quelques mois sans activité et deux ans plus tard, j'ai été repris.

C.M.H. : Quel était le problème ?

T. Hamdi : C'est ce qu'on appelle des incompatibilités. Il y a des gens qui acceptent tout, d'autres qui n'acceptent rien. Ils préfèrent s'en aller que de se soumettre.

C.M.H. : C'était à l'époque des révolutions, de la révolution agraire...

T. Hamdi : Oui, c'était l'époque des révolutions agraire, industrielle, culturelle... et de la nationalisation des hydrocarbures aussi.

C.M.H. : Tu étais ministre en 1992 et il y a eu un attentat.

T. Hamdi : Oui, j'étais ministre de 1992 à août 1993 et il y a eu un attentat contre moi.

C.M.H. : A-t-on jamais su qui était derrière cet attentat ?

T. Hamdi : Oui, c'était les gens du FIS. Ils ont été arrêtés et interrogés et ils ont reconnu avoir organisé l'attentat à la mosquée.

C.M.H. : Mais pourquoi t'ont-ils attaqué ?

B. Lachkhem : Mais il était ministre...

C.M.H. : Simplement parce que tu étais ministre ?

T. Hamdi : Mais oui, parce que ça fait plus d'écho et de propagande pour eux. Le jour de l'attentat,

Mokhtar Bouabdallah est venu me voir et m'a proposé de l'accompagner dans sa voiture. J'ai dit non car mon chauffeur m'attendait. Mokhtar a insisté pour que je monte avec lui.

C.M.H. : Es-tu monté avec lui ?

T. Hamdi : Non, mon chauffeur attendait et j'avais aussi un garde du corps.

C.M.H. : Tu n'aurais pas eu de problème si tu étais monté avec Mokhtar ?

B. Lachkhem : Il y avait deux groupes, mais je ne pense pas qu'ils auraient réussi s'il était monté avec Mokhtar. Moi, je n'étais pas là.

C.M.H. : Ils connaissaient la voiture.

T. Hamdi : Oui, ils connaissaient la voiture. L'ancien ministre du Travail avait déjà été victime d'un attentat manqué avec cette même voiture. Son chauffeur avait rebroussé chemin. Il y avait deux groupes et ils avaient chacun de leur côté des kalachnikovs, 30 à 40 kalachnikovs.

B. Lachkhem : Ils ont tiré plus de 60 balles dans la voiture.

C.M.H. : S'ils ont été arrêtés, que sont-ils devenus ? Y a-t-il eu un procès ?

B. Lachkhem : Il y a eu un soi-disant procès, mais je ne suis pas sûr qu'ils aient été condamnés. Tu as entendu quelque chose ?

T. Hamdi : Oui, il n'y a pas eu de condamnés.

C.M.H. : Parce qu'en 1993, la justice ne marchait pas ?

B. Lachkhem : C'était la période noire en Algérie.

T. Hamdi : Ça donne aussi plus de poids à leur thèse.

C.M.H. : Combien de gens de l'UGEMA travaillaient avec Abdesselam dans cet empire industriel pétrolier ?

T. Hamdi : Une centaine, dans les différents secteurs de l'industrie. Peut-être un peu plus, car il y a eu à partir des années 1960 une accélération de la formation des cadres, ce qui fait que ce sont ces équipes qui ont fait redémarrer l'appareil économique et industriel.

C.M.H. : Abdesselam n'est pas resté longtemps ?

T. Hamdi : Il est resté. C'est lui qui a lancé la politique pétrolière. Boumediene a eu la chance d'avoir des gens comme Abdesselam, qui ont beaucoup fait en Algérie et même à l'étranger. Le jour de la nationalisation de Hassi Rmel, le maréchal yougoslave Tito était en visite officielle en Algérie et a participé à la pose de la première pierre du complexe d'Arzew. Et effectivement, ce projet, qui a demandé deux ans de réalisation, financé en partie par des prêts arabes, a été un succès.

C.M.H. : De quel projet s'agit-il exactement ?

T. Hamdi : Le projet d'engrais azoté.

C.M.H. : Ce projet a finalement abouti, mais d'autres projets n'ont jamais marché.

T. Hamdi : Oui, il y a plein de projets qui ont été abandonnés au stade de projet, sans être réalisés.

C.M.H. : Est-ce qu'il aurait fallu continuer la même politique en 1979 ou un changement était-il vraiment nécessaire ?

T. Hamdi : Non, un changement n'était pas nécessaire. Il y avait des rectifications partielles nécessaires qui pouvaient toucher quelques unités ou quelques sociétés, mais pas totalement. Il y avait par exemple la Sonacome...

C.M.H. : Beaucoup d'entreprises publiques ont ainsi été perdues entre 1994 et 1997. Mais les réformes de Hamrouche auraient-elles marché ?

B. Lachkhem : Il n'est pas resté longtemps.

C.M.H. : Mais s'il était resté, est-ce que ça aurait pu marcher ?

T. Hamdi : Non, il n'y avait pas de locomotive. Il faut de l'engagement pour que ça marche.

C.M.H. : Mais avec le pétrole qui marche en ce moment, que vois-tu comme possibilité ?

T. Hamdi : Il faut que les jeunes occupent des postes de responsabilité.

C.M.H. : Il y a toujours le problème de la représentation politique...Quelles leçons pourrait-on tirer de ces expériences, surtout la jeune génération ?

T. Hamdi : Il faudrait d'abord établir un bilan pour voir tout ce qui est positif et tout ce qui est négatif pour ensuite faire la comparaison. Ce n'est qu'après cela qu'on pourra juger. Ce qu'il faut retenir, c'est le mot "enthousiasme". Ce que nous faisons à l'époque, c'était par enthousiasme collectif. Nous faisons partie d'un groupe d'une centaine d'étudiants qui a quand même démontré ses capacités.

C.M.H. : Oui, et dans une situation très difficile.

INTERVIEW DE CHÉRIF FAÏDI (Réalisée le 14 janvier 2009)

C.M.H. : Parlez-nous de vos origines, de votre éducation et de la manière dont vous êtes arrivé à la politique.

Chérif Faïdi : Je m'appelle Mohamed Chérif Faïdi. Je suis né le 5 mars 1933 à Aïn M'lila. Ma famille a par la suite déménagé à Batna, où j'ai suivi les cours élémentaires jusqu'en sixième. J'ai continué ensuite à Guelma jusqu'en troisième. Après le brevet, je suis allé au lycée St Augustin à Annaba et j'ai passé le baccalauréat en mathématiques à Sétif, au lycée Albertini, qui a formé beaucoup de dirigeants de l'UGEMA, tels qu'Aït Chaalal, Benyahia, Abdesselam, Taleb, etc.

C.M.H. : C'était dans le cadre du système français. N'avez-vous donc pas reçu d'enseignement en arabe ?

C. Faïdi : Non, mais nous avions une ou deux fois par semaine un cours de langue arabe avec un professeur du nom de Mostefai. C'était un bon professeur, mais les heures de cours n'étaient pas suffisantes. Je maîtrise cependant assez bien la langue arabe, que j'écris, mais pas comme Brahim ou Taleb qui sont bilingues. J'ai pu améliorer mon arabe lors de mon séjour de trois ans à Abu Dhabi. Après avoir obtenu

mon bac en 1954, je suis parti à Lyon, où j'avais des amis.

C.M.H. : Votre famille devait avoir les moyens.

C. Faïdi : Oui. Mon père était interprète judiciaire, issu d'une grande famille maraboutique et propriétaire terrien. Nous étions donc une famille aisée. Ma famille appartenait à la zaouïa de Sidi Abderrahmane et l'histoire retient que ce sont des gens qui sont venus islamiser ou plutôt enseigner le Coran aux Berbères de la petite Kabylie. Ce sont peut-être des descendants des Almoravides.

C.M.H. : Vous aviez des propriétés des deux côtés de vos parents.

C. Faïdi : Absolument. Nous n'étions pas riches, mais nous étions une famille de condition aisée. J'ai eu beaucoup de frères et sœurs, dont certains sont morts en bas âge. Les autres ont comme moi suivi des études. Un de mes frères était un très grand avocat en Algérie et avait une réputation nationale et internationale. Il s'appelait Me Ahmed Faïdi et est mort il y a quelque temps. Au moment où je suis arrivé à Lyon, tous les étudiants algériens aspiraient à devenir avocats, médecins ou pharmaciens. Je me suis inscrit à la faculté de médecine de Lyon. C'est à ce moment-là qu'a eu lieu le déclenchement du mouvement et j'ai aussitôt pris le chemin de la lutte. Nous avons constitué une section d'étudiants algériens à Lyon et j'étais un des responsables de cette section avec Mentouri, qui est malheureusement mort plus tard au maquis. Je crois qu'il a été assassiné dans un complot entre maquisards.

C.M.H. : L'Université de Constantine porte son nom je crois.

C. Faïdi : Absolument, c'est en son hommage et en hommage à son frère. Il y avait en effet deux Mentouri

à Lyon. Mentouri Bachir était déjà en sixième année de médecine lorsque je suis arrivé. Il est devenu un éminent chirurgien et a dirigé l'hôpital Moustapha d'Alger, et a aussi été maire d'Alger. Il est mort il n'y a pas longtemps. Mahmoud Mentouri, qui était mon ami et collègue, étudiait le droit. Il a ensuite interrompu ses études. Je crois qu'il était déjà en contact avec Abane Ramdane à l'époque. Il était venu me faire ses adieux avant de rejoindre le maquis. Je m'en rappelle parfaitement. Il m'a dit de reprendre l'association que nous avions constituée à Lyon. J'ai rejoint Paris à la veille du premier Congrès de l'UGEMA, en emportant quelques mandats d'étudiants pour l'UGEMA au lieu de l'UGEA. Certains à Lyon étaient contre la constitution de l'UGEMA. Ils étaient plutôt pour l'UGEA. Je me rappelle être arrivé tôt le matin et avoir montré les mandats à Abdesselam, qui les a jetés en me disant que ce n'était pas suffisant et qu'il fallait repartir chercher davantage de mandats. Je suis donc reparti recueillir suffisamment de mandats pour obtenir la majorité.

C.M.H. : La division entre les étudiants qui supportaient l'UGEMA et ceux qui supportaient l'UGEA était-elle une division kabyle ?

C. Faïdi : On ne l'a pas senti. Nos divisions étaient folkloriques et je n'ai jamais ressenti une différence ethnique.

C.M.H. : Mais Abdesselam m'a expliqué qu'il y avait des problèmes au sein du PPA-MTLD.

C. Faïdi : Oui, il y avait des problèmes à ce niveau.

C.M.H. : Des Kabyles auraient rejoint le parti communiste. Je me demande s'il n'y a pas eu de séquelles de cette histoire.

C. Faïdi : Peut-être. Il y avait beaucoup de Kabyles qui étaient pour le « M ». C'était heureusement un

problème d'idéologie, sinon, on aurait eu un très grave problème de scission.

C.M.H. : Comment avez-vous pu vite vous intégrer à Lyon ? Aviez-vous fait de la politique avant ?

C. Faïdi : Non, pas du tout. En terminale à Sétif, nous faisons partie d'une espèce de petite cellule UDMA dans laquelle on ne faisait que discuter des problèmes de l'avenir. On était plutôt du côté de Ferhat Abbas. Je me rappelle que le chef de cellule s'appelait Mohamed Hakimi et était un camarade de classe, et les membres étaient entre autres le docteur Abdelkrim Salem, qui est maintenant un grand chirurgien, et deux autres camarades je crois. C'était juste des discussions de lycéens et nous n'étions pas vraiment dans le militantisme actif. Il n'y avait pas de tracts et on se passait des journaux de temps en temps.

C.M.H. : D'après son témoignage, Ahmed Taleb était un peu le chef de file du FLN pour les étudiants au début 1955. Était-il déjà au maquis avant le premier Congrès ?

C. Faïdi : Il était en contact avec les responsables du FLN.

C.M.H. : Et Mahmoud Mentouri n'était-il pas au Comité directeur de l'UGEMA ?

C. Faïdi : Non. J'ai été le premier représentant de la section de Lyon. Mahmoud Mentouri est parti tout de suite après. J'avais senti qu'il était en contact avec de hauts responsables du FLN, mais il ne les a jamais nommés. Il est parti et deux ans plus tard, j'ai appris qu'il avait été assassiné dans un complot. Je crois qu'il était parti de Lyon avant le Congrès. J'étais chargé d'amener à Paris les mandats des étudiants inscrits à Lyon. Nous n'étions pas nombreux, entre 30 ou

35 répartis entre les différentes facultés. Je crois que deux ou trois étudiants de Clermont-Ferrand se sont joints à nous. A part Montpellier et Grenoble, dont Lakhdari faisait partie, qui étaient des sections importantes, les autres sections en dehors de Paris ne représentaient que quelques centaines d'étudiants. On a participé au premier Congrès au 115 boulevard Saint-Michel, congrès dont je garde encore les photos. Je me rappelle que nous sommes allés, Abdesselam, moi-même ainsi que quelques autres, défoncer la porte de la mutuelle parce que la réunion de l'UGEA s'y tenait. Y étaient présents Ben Miloud, Harbi, un monsieur de bonne famille et un intellectuel, Nordine, qui est devenu avocat plus tard, un charmant monsieur avec lequel on a gardé de bons contacts malgré les différences. L'UGEMA est par la suite devenue très active dans le mouvement national, on a ainsi été arrêtés à Lyon pour y avoir distribué des tracts.

C.M.H. : Il y avait donc la bataille du « M » avant le Congrès. Est-ce qu'il y avait une campagne dans ce sens à Lyon ? Est-ce que Rédha Malek et d'autres sont venus à Lyon ?

C. Faïdi : Non, ils ne sont jamais venus à Lyon. La controverse entre les deux entités a eu lieu après, si je me rappelle. Il y avait un petit clivage au sein des sections, chacun revendiquait des mandats. D'ailleurs, lorsqu'on a défoncé la porte de la mutuelle et qu'on est entrés dans la salle de réunion, elle était au trois-quarts vide. L'UGEA rassemblait très peu de gens alors que nous faisons salle comble. La rivalité se faisait sentir essentiellement à Paris, car les dirigeants s'y trouvaient.

C.M.H. : Benyahia serait venu d'Alger, et lui et d'autres ont fait un tour des régions pour mobiliser les étudiants pour le « M ».

C. Faïdi : C'est exact, il y a eu une tournée, mais je ne me rappelle pas vraiment des détails. Je me rappelle avoir vu Benyahia dans une petite chambre de la cité universitaire rédiger les statuts de l'UGEMA pendant le Congrès. Il était avec Taleb, mais le rédacteur était bien Benyahia. Je pense que Taleb était l'inspirateur. Benyahia venait de terminer sa licence en droit et était brillant.

C.M.H. : Mais je ne comprends pas pourquoi il restait un éternel étudiant.

C. Faïdi : C'est un peu comme Abdesselam, qui a entièrement épousé la Révolution. C'est quelqu'un d'extrêmement brillant qui aurait pu obtenir n'importe quel diplôme. Il aurait pu être docteur s'il ne s'était pas entièrement consacré à la Révolution. Ses dissertations au lycée de Sétif étaient affichées car il avait une plume remarquable, un esprit d'analyse extraordinaire et une mémoire phénoménale. Il est monté évidemment dans l'échelon de la Résistance grâce à son intelligence, son mérite et son sacrifice. On lui reprochait beaucoup de choses : d'être coléreux, de nous engueuler... mais ce monsieur est d'une honnêteté irréprochable. Pour moi, c'est un Saint-Just et même plus. J'adorais aussi Benyahia pour sa finesse et Taleb pour sa grandeur, un monsieur extrêmement posé.

C.M.H. : Parmi les jeunes lycéens de l'UDMA, il y avait aussi Yaker.

C. Faïdi : Oui. Je l'ai connu à Paris. Il a fait une belle carrière, a un français très articulé et impeccable. Il a été diplomate à Washington et Moscou et ministre du Commerce. A l'UGEMA, il faisait des interventions extrêmement percutantes du fait de la facilité avec laquelle il maniait la langue.

C.M.H. : Vous étiez au Comité directeur...

C. Faïdi : Oui, et il y avait aussi un Comité exécutif. Il y avait quatre membres du Comité exécutif et douze du Comité directeur. En tant que président de la section de Lyon, j'étais d'office membre du Comité directeur. Nous avons par la suite été arrêtés en 1955 et nous sommes restés une vingtaine de jours en prison. La police nous reprochait d'avoir porté atteinte à la sécurité extérieure de l'Etat, mais nous avons été relâchés au bénéfice du doute. Ils étaient venus arrêter à six heures du matin quatre ou cinq d'entre nous, parmi lesquels mon ami et camarade d'enfance et de lycée, Amar Tahar, qui est devenu un des grands mathématiciens de France et qui enseigne à Clermont-Ferrand. A notre libération, je suis parti tout seul en Suisse au début de l'année 1956.

C.M.H. : Etiez-vous au Comité directeur au moment de la décision de déclencher la grève ?

C. Faïdi : Oui, j'ai été reconduit au deuxième Congrès comme membre du Comité directeur. La grève fut déclenchée alors que j'étais à Lyon et un des étudiants ne voulait pas la faire.

C.M.H. : Vous souvenez-vous d'une réunion du Comité directeur avec Chérif Belkacem, qui venait du Maroc ?

C. Faïdi : Oui, je crois.

C.M.H. : La grève a-t-elle été reconduite de façon automatique ?

C. Faïdi : Je me rappelle qu'il y avait beaucoup de réticences un peu partout, ce qui ne remet pas en question le patriotisme de ces gens. Mais une fois encore, je ne me rappelle pas des détails exacts. Je suis parti en Suisse parce que je savais que j'étais extrêmement surveillé.

C.M.H. : Vous souvenez-vous de votre arrivée à Lausanne ?

C. Faïdi : J'avais ma carte d'identité française et j'habitais une petite chambre à Lausanne. Vous savez, la grève a été une catastrophe pour beaucoup. Certains n'ont pas pu reprendre leurs études par la suite parce que la grève avait duré longtemps. J'ai perdu en fait deux années universitaires.

C.M.H. : D'après Ali Abdellaoui, il y aurait eu une autre réunion du Comité directeur en décembre 1956. Y étiez-vous ?

C. Faïdi : Ce n'était pas en ma présence. Les membres du Comité directeur étaient des provinciaux et les consultations étaient presque inexistantes, sauf quand on se réunissait. En Suisse, j'étais devenu président de la section de Lausanne.

C.M.H. : Qu'avez-vous fait ensuite à Lausanne ?

C. Faïdi : Je me suis d'abord inscrit à l'école polytechnique de Zurich, mais l'allemand me rebutait et puis tous les gens de l'UGEMA sont ensuite venus et c'est moi qui les ai littéralement accueillis. Le premier à être venu fut Hafid Keramane, il était très impliqué. On l'appelait « toast au miel » parce que chaque fois qu'on se réunissait le matin, il demandait un toast au miel. C'était un ami et c'est lui qui m'a fait faire mon passeport marocain parce que lorsque j'ai obtenu une bourse du *United States National Student Association* (USNSA), j'ai dû partir au Maroc pour y faire établir un visa en octobre 1958. Je suis parti aux Etats-Unis en novembre 1958. J'avais suivi des cours à l'école polytechnique de Lausanne, mais je n'y avais pas tellement pris goût et j'étais tout le temps avec le représentant du FLN en Suisse, qui était à l'époque Tayeb Boulahrouf, un vieux militant du PPA-MTLD.

C'est à ce moment que la fameuse réception avec les joueurs algériens professionnels de football eut lieu. On les avait emmenés voir Ferhat Abbas à Montreux, mais on est arrivés trop tard, parce qu'il allait se coucher avant 21 heures.

C.M.H. : Combien de temps Ferhat Abbas a-t-il passé à Montreux ?

C. Faïdi : Pas longtemps.

C.M.H. : C'est de Montreux qu'il a annoncé son ralliement au FLN.

C. Faïdi : J'en ai bien l'impression. En tout cas, le représentant officiel du FLN lui à rendu visite là-bas. Si je n'avais pas obtenu de bourse de l'USNSA, je serais allé au maquis ou j'aurais sûrement continué mes études autrement. Un des étudiants qui étaient avec nous à Lausanne, Bachir Hihi, venait d'apprendre la mort de ses deux frères au maquis. Il voulait à tout prix rejoindre le maquis à Tunis et je me rappelle l'avoir supplié dans un café en Suisse de ne pas le faire. J'ai essayé de le convaincre de faire des études, surtout qu'on était ensemble depuis le lycée. Je n'ai pas réussi à le retenir, mais il a eu l'intelligence de revenir étudier plus tard, en Allemagne de l'Ouest. Il est devenu un brillant ingénieur et un des hauts responsables de la Sonelgaz.

C.M.H. : Vous étiez toujours membre du Comité directeur en Suisse.

C. Faïdi : Absolument, jusqu'à l'arrivée des étudiants qu'on a inscrits pour la plupart à l'école polytechnique, d'autres à HEC, et d'autres encore à la faculté de droit ou de médecine. D'autres personnes sont venues par la suite, comme Harbi ou Lakhdari. Certains d'entre eux n'étaient pas étudiants. J'ai hébergé beaucoup d'étudiants à Lausanne, notamment

Lakhdari et même l'éminent historien et écrivain, le professeur Mohamed Cherif Sahli. Comme nous commençons à être nombreux, nous avons décidé de constituer une section de l'UGEMA à la fin de l'année 1957.

C.M.H. : Avez-vous des souvenirs du troisième Congrès semi-clandestin tenu à Paris en décembre 1957 ?

C. Faïdi : Non, je ne crois pas. Mais je sais que j'ai été une fois appelé à Paris, où j'ai été reçu par Khemisti et Lakhdari lors d'une réunion importante dont je ne me souviens pas. Je me rappelle que nous avons déjeuné dans un petit café de la rue Cujas. Je me rappelle aussi d'une fois où ils sont passés à Lausanne. Lakhdari portait un chapeau, ce qui était peu courant pour un jeune musulman. Ils devaient partir en Tchécoslovaquie. J'ai d'ailleurs assisté à la réunion de l'Union Internationale des Etudiants (UIE) à Prague avec le Comité exécutif de l'UGEMA. Je suis aussi allé en Chine assister au Congrès international de l'UIE. J'avais voyagé de Moscou à Pékin avec Rédha Malek, qui ne se sentait pas bien du tout durant le voyage. Il avait extrêmement mal aux oreilles. On nous avait servi du caviar sur un plateau et c'est moi qui avais pris son plateau. En Chine, on a trinqué avec Chou En-Lai et la délégation de l'UGEMA a dû se séparer. L'Union Nationale des Etudiants Vietnamiens a invité une partie des délégués de l'UGEMA et nous autres avons été invités par les Russes. J'étais avec Tahar Hamdi. Aït Chaalal et Rédha Malek sont partis au Vietnam. Nous devions partir un samedi et j'étais fatigué. Je ne me suis donc pas réveillé et Tahar Hamdi n'arrêtait pas de m'appeler. Nous avons raté notre vol. L'avion a par la suite explosé. La délégation marocaine était à bord et ils

sont tous morts. Tahar Hamdi m'a répété très souvent que je lui avais sauvé la vie. J'ai regagné ensuite la Suisse, en septembre, et en octobre 1958 il me semble, je suis parti au Maroc, puis aux Etats-Unis.

C.M.H. : Vous étiez parmi les premiers boursiers ?

C. Faïdi : J'étais le premier boursier à temps plein, parce qu'il y avait un boursier FSLP⁽¹⁾ (*Foreign Student Leadership Program*) du nom de Yala, que j'ai rencontré plus tard en 1979 au Brésil. Il était à la mission diplomatique de l'Algérie au Brésil. J'étais invité par mon ami, qui y était notre ambassadeur. Quand je suis parti aux Etats-Unis, tout le monde m'a accompagné à la gare de Lausanne. Il y avait Belaïd Abdesselam, Aït Chaalal, etc. Je suis arrivé aux Etats-Unis en novembre 1958 après avoir rejoint le Maroc puis l'Espagne. Je suis d'abord arrivé à Boston, puis je suis allé à New York à Columbia University, où j'ai habité à la cité étudiante *International Students House*. Je me suis inscrit pour suivre des cours d'anglais. C'était un hiver terrible à New York et j'allais de temps en temps au bureau du FLN, qui était tenu par Raouf Bouchakji et Abdelkader Chanderli. Yazid venait de temps en temps à New York parce qu'il voyageait beaucoup. J'avais obtenu une bourse de quatre ans et je voulais reprendre mes études de médecine, que j'avais commencées à Lyon. Cela semblait compliqué et j'ai alors pensé étudier la science politique. Yazid m'a découragé et m'a recommandé d'étudier le pétrole. On venait de découvrir le pétrole en Algérie et il y avait eu un incident : un train transportant du pétrole avait été attaqué et

1. Le Foreign Student Leadership Program, organisé par United States National Student Association, est un programme délivrant des bourses d'études d'un an aux étudiants désirant approfondir leur expérience de leadership.

brûlé par le FLN. En janvier 1959, je suis donc allé m'inscrire à l'Université du Texas à Austin, que je trouvais fabuleuse. J'ai beaucoup aimé Austin, et j'ai terminé mes études en 1963. Je m'étais marié en 1962 et je suis rentré en 1963 travailler avec Lamine Khène et Claude Cheysson à l'Organisme saharien, accompagné d'Aït Laoussine et de Megateli. Nous avons tous les trois été les premiers ingénieurs formés aux Etats-Unis à être rentrés en Algérie en 1963 et à avoir immédiatement intégré l'Organisme saharien.

C.M.H. : Connaissiez-vous Lamine Khène avant ?

C. Faïdi : Non. J'entendais parler de lui, mais il était au maquis. Il a toujours été un grand ami d'Abdesselam et il le chargea de la mission du gaz en 1964. On travaillait dans le même immeuble et il nous faisait venir tout le temps. Les boursiers qui sont allés aux Etats-Unis sont Sahnoun, Megateli, Aït Laoussine et Mohamed Aberkane, qui est devenu ambassadeur. Il y a eu ensuite les arabisants du Caire et de l'Irak. Et l'USNSA nous organisait des réunions dans le Connecticut. Entre nous, il y avait déjà des conflits liés à la langue. Certains parlaient aussi déjà de réforme agraire et de socialisme. Et nous autres, en tant que fils de propriétaires terriens, étions contre. Il y avait donc déjà ce clivage.

C.M.H. : Combien d'étudiants y avait-il ?

C. Faïdi : Une quarantaine à peu près.

C.M.H. : En tant qu'un des fondateurs de l'UGEMA, avez-vous été délégué pour représenter l'UGEMA aux Etats-Unis ?

C. Faïdi : Non, mais on s'est organisés en formant une espèce d'organisation des étudiants algériens aux Etats-Unis, dont j'étais un des principaux dirigeants. Aït Laoussine était secrétaire.

C.M.H. : Qui a représenté les étudiants des Etats-Unis au Congrès de Tunis ?

C. Faïdi : Je n'ai pas participé à ce Congrès et je ne sais pas si c'est Megateli ou quelqu'un d'autre qui nous a représentés. Je me rappelle qu'Aït Chaalal était venu nous rendre visite aux Etats-Unis.

C.M.H. : Vous n'avez donc pas suivi les crises de l'UGEMA, à part celle de 1958 ? Que pensez-vous de ces crises ?

C. Faïdi : J'ai toujours été membre de l'UGEMA, bien que je fusse un électron libre. Je n'avais pas la discipline de certains militants et je tenais énormément à l'autonomie du mouvement étudiant. J'ai aussi souscrit à l'attitude courageuse de Messaoud Aït Chaalal. D'ailleurs, en Suisse, j'ai envoyé promener le représentant du FLN. J'étais un peu l'enfant terrible de toute cette bande. En Algérie, la Sonatrach fut créée. Belaïd Abdesselam en était le principal pilote et Djamel Lakhdari, un éminent juriste et grand avocat qui était le frère d'Ali, en était le grand juriste. La Sonatrach a débuté avec trois membres : Aït Laoussine, Megateli et moi-même. Nous avons commencé les opérations de recherche et de production. Auparavant, Mohamed Aït Si Mohamed, ancien maquisard et ingénieur, avait supervisé la construction du premier pipeline algérien.

C.M.H. : Où se trouvait Sid Ahmed Ghazali ?

C. Faïdi : Il fut d'abord le directeur de l'Energie et du Carburant, puis fut secrétaire d'Etat aux Travaux Publics sous Ben Bella. Il venait de rentrer des Ponts et Chaussées et était très brillant. Abdesselam a été le premier président de la Sonatrach. Aït Laoussine était directeur de la recherche et production, Megateli était le directeur de production et moi, j'étais le directeur

de la recherche. Le volet pétrolier des accords d'Evian comprenait la création de l'Organisme saharien et nous avons ensuite lancé l'association coopérative. L'ensemble du domaine minier algérien a été pris par Elf ERAP, la compagnie minière gouvernementale française de l'époque qui était censée investir 200 millions de dollars. Cette coopération maintenait les intérêts pétroliers de la France. On s'est engagés avec Abdesselam et la naissante Sonatrach à négocier pour le développement de la recherche. Je crois que les Français n'ont pas joué le jeu, à l'encontre de la CFPA⁽¹⁾, qui a été plus coopérative. Ils voulaient uniquement investir là où ils étaient sûrs des rendements et ont figé tout un domaine minier. On a alors fait voler en éclat cette association coopérative qui ne servait à rien. Nous sortions de grandes universités, mais n'avions aucune expérience. Notre expérience était notre foi, notre nationalisme et notre arrogance. On a donc essayé d'engager des techniciens et les Russes sont venus en force avec un éminent académicien, M. Aliev, un géologue. C'est à ce moment que Megateli et moi avons décidé d'aller recruter des ingénieurs américains. Nous avons lancé des annonces dans l'*Oil and Gas Journal* et sommes allés à Dallas recruter des conseillers américains après avoir interviewé plusieurs géologues. Il y a eu ensuite les Roumains. Nous étions à la recherche d'efficacité et nos objectifs en tant que technocrates étaient purement techniques.

C.M.H. : Y avait-il des conflits entre la logique politique et celle de l'efficacité ?

1. La CPFA [Compagnie Française des Pétroles (Algérie)], créée en 1953 dans le but de la recherche de pétrole dans le Sahara, restera en Algérie jusqu'à la nationalisation de ses installations par le gouvernement algérien en 1971.

C. Faïdi : A mon avis, il y avait une logique politique et les Russes étaient d'excellents géologues qui pouvaient anticiper les choses mieux que les Français. Les Américains étaient des professionnels qui venaient pour le salaire et ils étaient très efficaces du point de vue de la qualité technique, du management, etc. Le matériel pétrolier était américain dans 80% des cas. Ils dominaient le marché et les premiers appareils de forage étaient américains. Par soucis d'efficacité, notre matériel était donc américain. J'ai ensuite été nommé commissaire du gouvernement chargé du contrôle des sociétés, à la suite de la guerre de juin 1967. Il fallait exercer ce contrôle car les techniciens étrangers voulaient partir. C'était une catastrophe. Abdesselam nous a évidemment rappelés. J'allais de temps en temps à El Paso, où se trouve la société Philips Petroleum, et je m'entendais très bien avec les managers. J'ai ainsi rassuré les techniciens par rapport à leurs salaires, leur sécurité, etc. On m'a envoyé par la suite à l'OPEP à Vienne en 1972-1973, où je suis resté trois ans. Avec le changement de régime, le nouveau ministre m'a demandé plusieurs fois de rentrer, mais j'ai refusé. Lamine Khène fut secrétaire général, remplacé ensuite par le Nigérian Chief Fedy, qui était presque mon homonyme. Après, je suis allé à Abu Dhabi, où je fus directeur général d'Enron. Je n'ai pas voulu rentrer en Algérie parce que j'estimais que la loyauté envers mon équipe, surtout envers Abdesselam et Ghozali, était essentielle.

C.M.H. : Il y a eu en 1972 le tournant politique de la révolution agraire. Quelles répercussions a-t-elle eu sur la Sonatrach ?

C. Faïdi : La Sonatrach était un diamant dans une bourse de vache. On était d'abord un peu en dehors des contraintes. La plupart des cadres de la Sonatrach

étaient à ma connaissance contre cette réforme agraire. Nous étions traités de capitalistes.

C.M.H. : Etes-vous le seul à être parti de la Sonatrach ?

C. Faïdi : L'hémorragie a commencé un peu plus tard. Megateli est parti aux Etats-Unis. Il a d'ailleurs supervisé le programme d'envoi des étudiants par la Sonatrach aux Etats-Unis et beaucoup sont partis. Certains ne sont pas rentrés et l'hémorragie a continué. La deuxième crise a eu lieu lors de la construction des raffineries. Beaucoup d'ingénieurs ayant acquis de l'expérience sont ensuite partis au Qatar, aux Emirats Arabes Unis ou en Arabie Saoudite, où ils étaient beaucoup mieux payés. Cela a commencé officiellement lorsque cheikh Zayed d'Abu Dhabi est venu rendre visite à Boumediene en 1974-1975 et lui a demandé assistance. Un des vice-présidents de la Sonatrach chargé des études économiques, Mahmoud Hamra Krouha, y a alors été envoyé avec une vingtaine d'Algériens, qui ont fait un travail extraordinaire.

C.M.H. : Avec les problèmes des sociétés d'Etat, la Sonatrach peut-elle encore être compétitive ?

C. Faïdi : Elle peut mieux faire. Elle reste la meilleure société en Algérie parce qu'elle a accaparé les meilleurs cadres. Le problème de la Sonatrach est le même que celui de toutes les sociétés des pays sous-développés. L'effectif est pléthorique, plus de 90000 employés. Elle pourrait être parfaitement gérée avec seulement 50000 employés. Mais elle reste une des meilleures compagnies en Afrique et a su attirer des cadres de valeur. Il ne faut pas oublier aussi la création de l'Institut Algérien du Pétrole (IAP) par Abdesselam et Baghli. L'IAP a joué un rôle considérable et était jumelé avec des universités prestigieuses

du Canada, des Etats-Unis, de France, etc. Ils ont formé en 30 ou 40 ans des générations d'ingénieurs et des techniciens supérieurs qu'on payait suffisamment. La Sonatrach est la mère nourricière de l'Algérie. Le pétrole nous a appauvris en un sens parce que gagner beaucoup d'argent et ne pas savoir le dépenser équivaut à ne pas en gagner.

C.M.H. : Pour terminer, que peut-on retenir de vos expériences avec l'UGEMA ?

C. Faïdi : Aux Etats-Unis déjà, il y avait des clivages entre nous autres étudiants algériens socialistes et libéraux. Il y avait des débats houleux et j'étais très véhément. Il y avait déjà cette branche baathiste qui a mis l'Algérien dans un carcan pendant trente ans de socialisme et qui nous a mis à genoux. Pour l'avenir, il y a encore chez l'Algérien ce côté tribal, grégaire, instinctif, et je ne sais pas quand il deviendra démocrate.

INTERVIEW DE ALI ABDELLAOUI
(Réalisée le 18 octobre 2007)

C.M.H. : Parlez-nous du problème de la formation dans les médersas et de leur fermeture en 1956.

Ali Abdellaoui : Ceci est un vaste sujet qui demande de longs développements historiques, mais je vais essayer de faire court. Lorsqu'on parle de médersas en Algérie durant la période coloniale, il faut distinguer principalement :

– En premier lieu, les médersas d'enseignement en langue arabe créées sous l'égide soit de l'Association des Oulémas depuis 1931 et dont le développement s'est accentué à partir de 1946 (on en dénombrait une soixantaine en 1955), soit du PPA-MTLD vers la même date, en nombre plus restreint. Dans ces établissements, l'enseignement primaire et du premier cycle, proche du secondaire, qui y était dispensé, était pratiquement le même. Il était prolongé par des études secondaires à Constantine, à l'Institut Ben Badis créé en 1947 (géré par l'Association des Oulémas) ou à El Kettania, et au-delà à la Zitouna de Tunis ou à El Qaraouyine de Fès. Pour qui voulait poursuivre des études universitaires plus poussées en arabe, il y avait l'ouverture vers les universités du Moyen-Orient. Pratiquement à partir de 1956, ces médersas ont vu

leurs activités réduites à néant. Seules quelques écoles coraniques, dont l'enseignement était limité à l'apprentissage du Coran et à quelques rudiments de la langue arabe aux enfants, restaient ouvertes. D'où la rupture qui a affecté une bonne partie de la société algérienne dans sa formation culturelle et son éducation religieuse dans le cadre d'une approche moderniste de ses valeurs arabo-islamiques.

– En second lieu, les trois médersas d'enseignement secondaire bilingue (arabe-français) à Tlemcen, Alger et Constantine, créées, dès 1850 je crois, par l'administration coloniale dans le but de se pourvoir en personnel affecté dans la magistrature, l'interprétariat ou l'enseignement. Ces médersas, dont les élèves étaient recrutés sur concours, ont connu des transformations progressives tant en matière d'admission que de disciplines enseignées et de durée des études. A partir de 1950, elles furent transformées en lycées franco-musulmans. Les six années d'études pouvaient se poursuivre, pour une période de deux ans, à l'Institut des hautes études islamiques d'Alger relevant de l'université.

– Pour ma part, j'ai commencé mes études à la médersa de Tlemcen en 1947 et, en 1950, je la quittai pour rejoindre celle d'Alger, en section moderne. En 1953, j'obtins mon diplôme d'études secondaires et je passai en même temps avec succès la première partie du bac grâce aux encouragements prodigués par notre professeur de mathématiques Ouabdesselam. De 1953 à 1955, je fus affecté durant deux années successives comme maître d'internat au lycée franco-musulman de Constantine, aujourd'hui lycée Hihi Mekki. J'ai profité de ce séjour pour poursuivre mes études en classe de philo au lycée d'Aumale et obtenir la seconde partie du bac.

Durant la guerre de libération, les médersas libres étaient pratiquement interdites d'enseignement et les

lycées franco-musulmans, ainsi que les instituts, ont été à partir de 1955 et surtout à la suite de la grève de mai 1956, désertés par une partie appréciable de leurs élèves qui ont rejoint l'ALN et l'OCFLN. Quoiqu'on en dise, ces établissements, contrairement à l'attente de l'administration coloniale, ont été à des degrés divers des foyers vivifiants du patriotisme, des écoles de formation et de maturation politique et culturelle. Au lendemain de l'Indépendance, un enseignement unifié a été progressivement mis en place sous l'égide du ministère de l'Education dans des conditions difficiles et chaotiques en raison de la situation héritée du colonialisme et de la saignée de cadres valeureux, monolingues ou bilingues, morts au combat. Ceux qui ont survécu devaient faire face à une demande innombrable, tous secteurs d'activités confondus.

C.M.H. : Comparé au Maroc, n'y a-t-il pas eu en Algérie une coupure entre les élites éduquées d'un côté et la masse des gens de l'autre ?

A. Abdellaoui : Si vous faites allusion aux élites de façon générale, c'est-à-dire de formation arabophone et francophone, globalement parlant, les élites en Algérie n'ont pas connu le même processus de formation qu'au Maroc en raison des conditions de colonisation subies par chacun des deux pays. On sait ce qu'il est advenu de l'élite algérienne traditionnelle depuis la conquête française en 1830 et au cours des différentes insurrections qui ont jalonné la vie du pays. Ensuite a émergé petit à petit une élite strictement francophone. Bien entendu, à l'exception d'une infime minorité qui, dans le passé, a fait un choix idéologique ou identitaire hors des creusets historique, religieux et culturel algériens, on peut dire que dans l'ensemble, cette élite, qu'elle soit arabophone ou francophone, regardait dans la même direction –

peut-être pas avec la même intensité - pour asseoir les fondements de l'Algérie indépendante. Elle était soucieuse de coller aux masses, d'autant plus qu'elle était issue des couches moyennes, voire populaires. Il est vrai que dans l'approche des problèmes et des solutions à leur apporter, tout dépendait du type de formation prodiguée et des secteurs d'intervention.

En réalité, ce qui a le plus marqué et cela de façon continue, c'est un déficit de communication positive, nourrie de pédagogie adéquate, des élites arabophones et francophones entre elles ou lorsque ces élites dialoguaient avec le peuple, lui aussi ballotté entre une formation rudimentaire arabophone ou francophone. Voilà dite brièvement une des causes – secondaire peut-être – de cette impression de coupure à laquelle vous faites allusion et j'ajoute, qui fait que notre pays a connu depuis son indépendance une évolution en dents de scie en matière d'éducation et de formation. D'ailleurs, pour revenir à un seul exemple, celui des trois établissements bilingues : il eut été mieux indiqué d'en élargir le nombre et la formule à d'autres villes du pays au lieu de s'empressement de les supprimer en 1966.

C.M.H. : L'élite constituée par l'UGEMA s'est beaucoup battue pour l'indépendance. Mais après l'indépendance et surtout à cause de l'histoire coloniale, les rapports entre la masse et les élites étaient beaucoup plus faibles qu'en Tunisie ou au Maroc. N'est-ce pas un facteur important pour mieux comprendre l'évolution de l'Algérie après l'indépendance ? Vous êtes une génération charnière...

A. Abdellaoui : Je crois avoir répondu partiellement à cette question à propos des élites. Effectivement, ceux qui ont eu à militer au sein de l'UGEMA font partie d'une génération charnière.

De notre société, nous étions une partie de la jeunesse. De l'élite intellectuelle, nous étions en tant qu'étudiants proches d'y accéder. Nous étions à l'âge de l'engagement par excellence ou de l'immobilisme, voire du retrait par découragement ou désespoir. Nous avons choisi la voie de l'engagement en nous situant volontairement comme militants de la cause nationale.

A partir du 1^{er} Novembre 1954, le mouvement étudiant algérien connaîtra une mutation profonde par la création en juillet 1955 d'une union nationale. A la même période en Algérie naissaient simultanément des associations regroupant les élèves musulmans des établissements secondaires qui allaient donner à cette frange privilégiée de la jeunesse algérienne l'opportunité de développer le sens de l'organisation et de la discipline dans l'action, de la confiance en soi, à un moment crucial de la vie de notre Nation. Dès l'indépendance acquise, pour ceux d'entre nous qui étaient engagés dans la lutte à travers différents canaux, l'objectif visé dans l'exercice des nouvelles responsabilités qu'on a eu à assumer au hasard des circonstances de l'époque et des affinités, était de consolider et d'accompagner le positionnement majeur acquis dans le Concert des Nations. Mais je dois reconnaître qu'au bout du chemin, il n'y a pas eu que des motifs de satisfaction, voire de fierté.

C.M.H. : En novembre 1954, étais-tu à Alger ?

A. Abdellaoui : Non. Début octobre, j'ai quitté Mostaganem, ma ville natale, pour rejoindre mon poste de maître d'internat au lycée franco-musulman de Constantine.

C.M.H. : Mais tu es membre fondateur de l'UGEMA ?

A. Abdellaoui : Je n'ai pas assisté au Congrès constitutif, qui s'est tenu à Paris du 8 au 13 juillet 1955. Je

me trouvais encore à Constantine pour une deuxième année consécutive comme maître d'internat (1954-1955). Je présidais l'Association de la Jeunesse estudiantine de Constantine (AJEMC). Lorsqu'en février 1955, l'appel a été lancé par l'AEMAN d'Alger pour la création d'une union nationale, les élèves des classes terminales étaient tout naturellement concernés à participer à la création de cette union nationale. Une coordination s'est mise en place entre nous et l'AEMNA à partir d'Alger, avec les regrettés Mohammed Benyahia et Abdelkader Belarbi, et à partir de Paris avec notre aîné Belaïd Abdesselam, qui avait fait un passage à Constantine en 1953-1954 en qualité de maître d'internat au lycée d'Aumale. Nous étions tenus informés des débats autour du « M ». Notre participation au Congrès constitutif était acquise. Malheureusement, la rencontre préparatoire prévue à cet effet à Alger entre les responsables des différentes AJEM n'a pas pu se tenir pour désigner la délégation (période des examens du bac). Si physiquement nous étions absents, notre engagement de cœur allait unanimement vers l'UGEMA.

C.M.H. : Quand es-tu arrivé à Paris ?

A. Abdellaoui : En octobre 1955. Bénéficiant d'une bourse d'études, je me suis inscrit à la fac de droit. Ayant une formation bilingue, j'avais pour ambition de me spécialiser dans le droit comparé. Mon arrivée à Paris coïncidait avec le renouvellement du Comité exécutif de l'AEMNA, qui regroupait les représentants des trois communautés estudiantines maghrébines (Algériens, Tunisiens et Marocains). Au sein de cette organisation créée dès 1927, s'est instaurée une tradition : ses éléments étaient des militants ou des sympathisants proches des trois partis indépendantistes de l'époque : le PPA-MTLD, le Néo-Destour et

l'Istiqlal. Ils assumaient la présidence annuelle à tour de rôle.

Au moment où j'ai intégré le Comité, la présidence pour l'année 1955-1956 devait être assurée par le Maroc en la personne d'Ahmed Senouci, qui nous quitta quelques mois plus tard, appelé auprès de la délégation marocaine en pleines négociations avec les Français. C'est M'hamed Chaber (Tunisien) qui prit la relève. Avant eux, pour l'année 1954-1955, c'était au tour des Algériens de présider, cette fonction a été assumée par le regretté docteur Amir. Moi-même, j'ai été désigné pour assumer les fonctions de secrétaire général pendant deux années consécutives, en 1955-1956 et 1956-1957.

C.M.H. : Est-ce qu'Amir était de Tlemcen ?

A. Abdellaoui : Mohamed Amir Benaïssa était originaire de Sidi Bel Abbès. Il fit de brillantes études de médecine à Paris, tout en militant dans le PPA-MTLD section universitaire. Je crois même qu'il a assuré à un certain moment le secrétariat particulier de Messali Hadj, en résidence surveillée en France avant 1954.

C.M.H. : La presque totalité des étudiants algériens n'étaient-ils pas PPA? D' Ferradi m'a expliqué qu'à Paris le PPA était minoritaire...

A. Abdellaoui : Le militantisme au sein du PPA-MTLD était soumis à des règles très strictes d'adhésion, d'engagement et de discipline. Il en résultait un recrutement sélectif, d'autant plus que l'activité était semi-clandestine. Mais, si le nombre de militants actifs était réduit, le nombre de ceux qui sympathisaient avec la mouvance PPA-MTLD était important.

C.M.H. : Et toi, à l'époque, tu étais jeune militant PPA-MTLD ?

A. Abdellaoui : Enfant et adolescent dans ma ville natale, Mostaganem, et dans le quartier populaire et

historique de Tijdit où j'ai grandi, je baignais dans une ambiance nationaliste où le PPA-MTLD avait une forte assise populaire. C'est durant mes études à Tlemcen que mes convictions se sont consolidées au contact d'autres camarades de Tlemcen ou de l'Oranie, internes avec moi à la médersa. Mais c'est à Alger, où j'ai intégré le lycée franco-musulman (qu'on appelait El Medrassa Et-Thaalybia) en 1950, que je suis devenu militant actif au sein de la section universitaire.

C.M.H. : Tu t'es retrouvé ensuite à Constantine. C'était une chance !

A. Abdellaoui : Et comment ! Pour moi, c'était une chance de faire connaissance avec la région est de notre pays et de me retrouver dans cette ville historique, un vivier très riche sur le plan politique, culturel et artistique - dont j'ai tiré profit pour meubler avantageusement les activités de notre association, à la satisfaction des membres et de notre communauté, toutes tendances confondues, attentive à notre démarche au moment où l'Algérie entamait sa grande marche vers la libération nationale. Et pour accompagner ce mouvement, avec l'aide de mes amis Hihi Mekki et Mohamed Sahnoun, j'avais lancé un journal, *L'Essor estudiantin*, dont le nom même était révélateur de nos intentions.

C.M.H. : C'était en français ?

A. Abdellaoui : Non, bilingue, en français et en arabe. Pour le peu de temps qu'il a duré, je crois qu'il a rempli la mission qui lui était dévolue. Il a suscité un tel engouement dans les établissements scolaires de Constantine et au-delà, à travers le pays, qu'il m'a valu une convocation par l'inspecteur d'académie de Constantine. Je m'y rendis accompagné de deux membres de notre comité, la chahida Fadhela Saadane, qui

était en 1955 élève au collège de jeunes filles, et Sadek Keramane, qui était maître d'internat au lycée d'Aumale. Je me rappelle que l'inspecteur nous reçut courtoisement et m'interrogea sur les objectifs de notre association. Ensuite, il me demanda pourquoi nous n'avions pas nommé notre organisation « Association de la jeunesse estudiantine franco-musulmane de Constantine ». Je me rappelle lui avoir répondu que nos camarades de classe chrétiens et juifs, qui avaient leurs propres organisations, similaires à la nôtre, ne les avaient pas appelées « franco-chrétienne » ou « franco-juive » ! Par prudence, il n'était pas question d'entrer dans d'autres considérations plus approfondies !

C.M.H. : Et Belaïd Abdesselam à ce moment ?

A. Abdellaoui : Comme je l'ai dit, il se trouvait à Paris et c'est à partir de là qu'il a mis en œuvre le processus de création de l'UGEMA, en liaison avec les camarades dirigeants de l'AEMAN à Alger.

C.M.H. : Mais pourquoi es-tu devenu membre du PPA-MTLD au lieu des Oulémas par exemple ? Y avait-il un choix délibéré ?

A. Abdellaoui : Oui, c'était un choix volontaire, et j'ai certes grandi dans un milieu populaire foncièrement attaché à ses valeurs culturelles arabo-musulmanes. Je suis d'une génération qui a ouvert les yeux à la politique après Mai 1945. J'ai suivi les manifs du 1^{er} et du 8 mai 1945, organisées à Mostaganem et j'ai été, comme tous les enfants de notre quartier, impressionné par la harangue enflammée d'un jeune militant du PPA, Si M'hamed Abdelouahab, à l'endroit où la foule se trouvait, pour entraîner vers le centre-ville le drapeau national déployé pour la première fois. Mais j'ai vécu aussi les centaines d'arrestations qui ont été opérées par la suite dans notre ville.

A partir de 1946, avec la reprise des activités des partis politiques et l'ouverture de la première médersa libre, j'eus l'occasion d'assister à des débats souvent homériques entre tenants des différentes tendances dans les cafés, les cercles restreints, les bains maures, les meetings et autres lieux de retrouvailles communes. J'ai été impressionné par l'accueil inimaginable réservé par la population mostaganemoise à Messali Hadj auquel, tenu à bout de bras par deux militants, j'ai présenté les brèves paroles de bienvenue et remis un bouquet de fleurs au nom des élèves de la médersa en 1946. Deux années plus tard, à Tlemcen, je suis allé lui rendre visite chez lui à la maison avec Benmelha, qui était mon aîné en fin d'études à la médersa. Il nous reçut gentiment le temps de déguster un thé. Je n'ai pas dit un mot, mais je n'ai cessé de le regarder. Il avait de l'allure ! On peut dire que notre génération a vécu ses années d'adolescence et de jeunesse, de 1945 à 1954, dans une ambiance d'effervescence politique qui a nourri notre prise de conscience des enjeux et éveillé en nous un besoin de militantisme. Pour en revenir à l'Association des Oulémas, dont nous partagions les options identitaires, culturelles et religieuses, ce n'était pas le lieu le mieux indiqué pour entretenir sa flamme militante. Cela ne peut être envisagé que dans le cadre d'un parti politique fortement structuré, poursuivant un objectif clairement énoncé : l'Indépendance nationale.

C.M.H. : Dans ta famille, étais-tu le seul ?

A. Abdellaoui : Dans ma famille, nous étions deux frères et deux sœurs. Mon frère aîné, qui n'a pas poursuivi ses études au-delà du primaire, a été très jeune un militant de terrain actif au sein du PPA-MTLD à Mostaganem, ce qui lui a permis d'acquérir une solide formation politique. Au lendemain du 1^{er} Novembre 1954 (je me trouvais à Constantine), il a rejoint le

FLN, et dans les années 1955-1956, il a contribué à la mise en place des cellules FLN de la ville. En octobre 1956, il fut affecté dans les maquis du Dahra en tant que commissaire politique. En 1957, il fut désigné comme responsable politico-militaire dans la région de Mascara, où il trouva une mort glorieuse en juillet 1957. J'ai appris cette nouvelle dans ses détails fin 1958, en Suisse, par des témoins ayant vécu l'événement. C'est seulement au lendemain de l'indépendance que mes parents ont eu confirmation de la nouvelle, lorsqu'ils n'ont pas vu leur fils revenir avec les combattants de l'ALN.

C.M.H. : Que pensait ton père de tout cela ? Etait-il aussi PPA ?

A. Abdellaoui : Mon père était un illettré mais il a toujours évolué dans les milieux Oulémas. Retraité de l'armée française sans en avoir la mentalité, il travaillait comme ouvrier journalier, puis comme chef d'équipe dans la minoterie Skalli de Mostaganem. Proche de l'Association des Oulémas, notre maison était devenue dès 1950 un des lieux de rencontres de cheikhs de passage. Il ne nous a jamais interdit d'avoir une activité politique. Il nous recommandait, à mon frère et à moi-même, d'être prudents, vigilants et discrets, sans ostentation. Et lorsque mon frère, en 1955-1956, lui avait demandé de planquer armes et documents dans des sacs de farine et de semoule qui devaient être livrés à des commerçants ciblés dans la région du Dahra, il accomplit sa mission dans une discrétion absolue. Lorsque mon frère rejoignit le maquis et lorsque je fus moi-même hors d'Algérie, les perquisitions de la police et de l'armée se sont multipliées au domicile familial de jour comme de nuit, accompagnées de menaces physiques, de provocations humiliantes à l'égard de mes parents, qui tinrent bon.

C.M.H. : Il paraît que le père de Taleb était devenu un personnage secondaire au sein de l'Association des Oulémas pendant la guerre.

A. Abdellaoui : Il en était tout de même le président et était également le compagnon le plus proche du cheikh Ben Badis et son successeur. Il était entouré à la tête de l'Association de quelques fortes personnalités. Il n'était peut-être pas adulé, mais il jouissait d'un grand respect en raison de l'étendue de son savoir, qui se traduisait par des écrits et des conférences d'orientation qui le situaient parmi les figures les plus marquantes de l'Algérie contemporaine. Qu'à l'intérieur de la direction de l'Association, certains de ses choix politiques n'aient pas toujours été appréciés unanimement, cela est possible. Maintenant, si tu fais allusion à son rôle durant la guerre de libération nationale, je pense que le sort de son positionnement rejoint celui vécu par d'autres leaders de même envergure qui dominaient la scène politique algérienne avant le 1^{er} Novembre 1954. Pour différentes raisons, longues à expliquer dans les limites de cet entretien, ils n'ont pas joué un rôle dominant moteur et organisationnel dans le déclenchement de la Révolution. C'est l'anonymat de la direction qui a prévalu au départ sur une direction collective autour d'un sigle, le FLN. C'est durant les années 1955-1956 que le voile s'est progressivement éloigné et on a pu mettre des noms sur les visages de dirigeants à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Je me souviens qu'en décembre 1955, Hedi Baccouche (ancien Premier ministre tunisien), alors responsable de la fédération étudiante du Néo-Destour en France, m'a invité à aller rendre visite au président Bourguiba, qui se trouvait à Paris à ce moment. Bourguiba nous a reçus, il devait être 19h ou 19h30. J'étais secrétaire général de l'AEMNA. Bourguiba m'a expliqué brièvement sa démarche

politique autour de l'autonomie, son opposition à la politique prônée par Salah BenYoucef et, à l'appui de sa démonstration sur le bien-fondé de sa ligne politique à l'encontre de la France coloniale, il usa de cette image : « Moi, j'utilise simultanément la carotte et le bâton », qu'il répéta à trois reprises en l'accompagnant de gestes des deux bras. Puis, venant à notre pays, il me posa à brûle-pourpoint cette question : « Le FLN, qu'est-ce que c'est ? », et il poursuivit : « Moi, je connais Messali Hadj, Ferhat Abbas, mais FLN, je ne vois pas ce que c'est ». Ce fut une brève question qui en disait long sur ses inquiétudes. Il se leva et Hedi Baccouche et moi-même prîrent congé. Plus tard, ayant appris ce qui se passait à ce moment-là à la frontière algéro-tunisienne et en Tunisie même, en cette première arrivée de notre lutte armée au sein des milieux algériens, je compris son interrogation.

C.M.H. : Mais les liaisons entre les différents centres de décision étaient très difficiles.

A. Abdellaoui : Elles étaient effectivement très difficiles, que ce soit à l'intérieur du pays, territoire immense, ou à l'extérieur, compte tenu du maillage des structures de l'ALN et du FLN qui connut une expansion rapide, sans commune mesure avec la modicité des moyens. Ce problème de communication devenait de plus en plus préoccupant au fur et à mesure de l'avancée de notre lutte, ce qui entraînait multiplicité et complexité des problèmes à résoudre. C'est pourquoi on ne soulignera jamais assez à ce propos, le rôle très important joué par les services de communication mis en place grâce à l'apport des jeunes étudiants et élèves qui ont rejoint l'ALN à la suite de la grève de mai 1956.

C.M.H. : Taleb, le fils du cheikh El Ibrahimî, fut le premier président de l'UGEMA. Puis il est parti

pour rejoindre le FLN. Mouloud Belaouane lui a succédé comme président. Que s'est-il en fait passé ?

A. Abdellaoui : Comme je l'ai dit, moi, je n'ai pas vécu directement la période des joutes parisiennes qui ont abouti heureusement au consensus qui a permis la création d'une seule union nationale représentative des étudiants algériens, l'UGEMA, à l'exclusion de toute autre. D'autres sont mieux placés que moi pour situer le rôle effectif, dynamique, timide ou oppositionnel joué par chacun des acteurs en présence dans le processus de création de l'UGEMA et de la direction de son premier Comité exécutif. Quoiqu'il en soit, l'essentiel était de gagner la bataille idéologique autour du « M » et de faire en sorte que les étudiants algériens clôturent leurs débats autour d'une organisation unique. Après cette fin de bataille, il n'y a plus eu à Paris de nouvelles tentatives de la part des opposants au « M » de créer une autre organisation concurrente. J'ai suivi dès mon arrivée à Paris les premiers pas des activités de l'UGEMA en tant que membre, sans avoir de poste de responsabilités en son sein. J'ai assisté au deuxième Congrès fin mars 1956, qui s'est déroulé dans de très bonnes conditions et Taleb a quitté la présidence de l'UGEMA dans des conditions normales.

C.M.H. : Mais entretemps, qu'est devenu Taleb ?

A. Abdellaoui : Vous savez, la Fédération de France du FLN à ses débuts était confrontée à un problème éminemment complexe et très difficile à résoudre qui était le suivant : comment se réapproprier le terrain de l'émigration algérienne et réduire la dissidence MNA ? En 1956-1957, elle a connu une réorganisation dans sa direction et ses structures, sa base s'est élargie profondément et ses missions se sont multipliées aussi bien vers la communauté algérienne que vers

l'opinion française dans toutes ses composantes. Et Taleb Ahmed a été appelé à y assumer des responsabilités, à l'instar d'autres étudiants qui ont occupé des fonctions éminentes dans le milieu universitaire.

C.M.H. : Quelle était la composition du nouveau Comité exécutif issu du deuxième Congrès ?

A. Abdellaoui : Ce congrès, qui s'est tenu du 24 au 30 mars 1956 au siège de l'AEMNA au 115 boulevard Saint-Michel à Paris, a réuni les délégués des 31 sections de l'Union. Il fut présidé par le regretté M. Khemisti, président de la section de Montpellier et chef de sa délégation. C'était une façon pour les congressistes de rendre hommage à nos camarades de Montpellier, qui ont su résister avec courage, sang froid et fermeté aux provocations et agressions de la part des étudiants réactionnaires, sous la conduite de leur président Mousseron, à l'occasion de la journée de grève des cours et de la faim, observée par tous les étudiants algériens dans les universités et à Alger. Cette grève se situait dans le cadre d'une quinzaine de solidarité avec leurs frères emprisonnés et pour dénoncer l'assassinat de Kacem Zeddour, étudiant au Caire (il fut arrêté à Oran en septembre 1954 et transféré à Alger, où son corps a été retrouvé rejeté près du fleuve d'El Harrach, selon les révélations de l'hebdomadaire *L'Express* en novembre 1955). Ces agressions soulevèrent l'indignation de l'ensemble de la communauté étudiante et entraînèrent de profonds remous au sein de l'UNEF, qui connut ainsi sa première grande crise liée à la guerre d'Algérie.

Le Congrès fut dominé par la remarquable intervention du regretté Mohamed Seddik Benyahia, qui conduisait la délégation d'Alger et qui était chargé de mission par la Direction politique du FLN installée à Alger. Au cours d'une séance de nuit tenue à huis clos,

il fit pour les congressistes un historique de l'évolution politique du pays depuis le 1^{er} Novembre 1954, des avancées de la lutte de libération nationale et esquissa dans ce cadre la mission dévolue désormais à l'UGEMA, au-delà de ses activités purement syndicales. A la suite de cela, le Congrès adopta à l'unanimité une résolution par laquelle l'UGEMA réclamait publiquement la proclamation de l'Indépendance de l'Algérie et l'ouverture de négociations directes avec le FLN.

Aux termes du Congrès, un nouveau Comité directeur fut élu, conformément à l'article 21 des statuts de l'Union. Composé de 17 membres, il élut à son tour, conformément à l'article 25 des statuts, un Comité exécutif de cinq membres :

- Mouloud Belaouane : Président
- Lakhdar Brahimi : Vice-président chargé des relations extérieures
- Abdelkader Belarbi : Secrétaire général
- Ali Abdellaoui : Secrétaire général adjoint
- Mansour : Trésorier général

Le lendemain de la fin du Congrès, Mohammed Benyahia me demanda de l'accompagner pour rencontrer le nouveau responsable de la Fédération de France du FLN qui venait d'Alger, Salah Louanchi, auquel il me présenta comme l'agent de liaison entre l'UGEMA et la Fédération, désigné par la Direction politique du FLN à Alger. Nous échangeâmes nos coordonnées respectives et arrêtâmes les premières mesures à prendre au niveau étudiant : renforcer les structures de l'UGEMA dans le cadre de ses statuts, développer notre action de sensibilisation et de propagande dans le milieu étudiant et intellectuel en général et, parallèlement à cela, mettre sur pied des cellules restreintes constituées de militants engagés, disciplinés, volontaires et politiquement avertis pour

encadrer et stimuler le mouvement étudiant. Ce travail devait être mené progressivement, mais la déclaration de grève, presque deux mois après le Congrès, a donné une autre dimension à notre mouvement, qu'il fallait assumer dans toutes ses conséquences. Mais très vite, notre Comité exécutif s'est trouvé privé de deux de ses membres : Lakhdar Brahimi nous a quittés quelques jours après notre élection pour se rendre à Djakarta où, avec Mohamed Seddik Benyahia, il a représenté l'UGEMA au premier Congrès des étudiants afro-asiatiques qui s'est ouvert vers le 24 avril 1956. Après quoi, Lakhdar Brahimi est resté à Djakarta pour ouvrir la représentation permanente du FLN en Indonésie. Un mois plus tard, nous perdions notre trésorier général, qui s'est exclu de lui-même en refusant de suivre la décision de grève prise par le Comité directeur réuni à Paris les 24 et 25 mai.

C.M.H. : Tu étais déjà secrétaire général de l'AEMNA. C'est beaucoup de responsabilités, juste quelques mois après ton arrivée à Paris. En tant que secrétaire général adjoint, avais-tu beaucoup à faire ?

A. Abdellaoui : Il y avait beaucoup à faire pour tous, aussi bien à l'UGEMA qu'à l'AEMNA. Heureusement que nous travaillions en équipe avec d'autres membres du Comité directeur présents à Paris et des membres de la section de Paris, ce qui nous permettait de remplir correctement, pour ne pas dire plus, notre mission. Les années 1956, 1957 et 1958 ont été pour nous à Paris, jusqu'à notre départ pour la Suisse, des années d'activités politico-universitaires intenses, excitantes et, disons-le, glorieuses pour le mouvement étudiant algérien, qui a su s'insérer de façon remarquable dans le processus de lutte pour l'Indépendance nationale sans négliger pour autant les intérêts spécifiques des étudiants (études, bourses, hébergement, etc.).

C.M.H. : Justement, quels sont les faits majeurs qui ont distingué cette période ?

A. Abdellaoui : Il était clair que dès l'instant où, dans sa résolution politique adoptée à l'issue du deuxième Congrès, elle affichait publiquement et fermement son engagement, l'UGEMA était appelée à répondre à tous les défis qui n'allaient pas manquer de surgir, au fur et à mesure de l'avancée de notre combat. Et de fait, l'un des premiers grands défis est intervenu dès le 19 mai 1956 avec l'appel de la section d'Alger et fut amplifié par la déclaration du Comité directeur, réuni à Paris les 24 et 25 mai 1956. Cette déclaration exhaustive de plusieurs pages, rendue publique à la suite d'une conférence de presse donnée au 115 boulevard Saint-Michel, a été diffusée à des milliers d'exemplaires dans les campus universitaires et surtout adressée par lettre tous azimuts en France. Je me rappelle que pour cela, nous avons fait usage du gros bottin mondain, que j'avais acheté et dont nous avons arraché les pages, distribuées par paquets à nos étudiants présents au foyer du 115, mobilisant toutes les tables pour remplir les enveloppes et écrire les adresses puisées du bottin. Ceci est raconté pour l'anecdote. A ce propos, on pourrait en raconter d'autres aussi succulentes que significatives.

A partir de ce moment-là, l'activité de l'UGEMA s'est emballée aussi bien en France qu'hors de France. Il fallait tout à la fois gérer discrètement les premiers départs volontaires des étudiants, en particulier ceux en médecine, en insérer certains dans les structures de la Fédération de France, répondre aux préoccupations matérielles des étudiants démunis en conséquence de la grève et enfin, assurer une digne représentation de l'UGEMA dans les rencontres avec les milieux universitaires syndicalistes et politiques en France et avoir une présence effective dans les

congrès nationaux et internationaux, les forums et festivals. Le siège de l'AEMNA et son restaurant universitaire devinrent un lieu privilégié de retrouvailles à partir de mai 1956, pour tout ce que l'Algérie comptait de politiciens, syndicalistes, écrivains, artistes, sportifs, réfugiés à Paris ou de passage. Tout ce monde allait progressivement être intégré d'une façon ou d'une autre dans les structures du FLN et chargé de porter aux quatre coins du monde le message de l'Algérie combattante.

Après la levée de la grève le 14 octobre 1957, lors du troisième Congrès de l'UGEMA qui s'est tenu dans une semi-clandestinité dans la région parisienne du 23 au 26 décembre 1957 et auquel tu as assisté en tant que représentant de l'USNSA, la direction de l'UGEMA connut quelques remaniements. Le nouveau Comité directeur, élu par le Congrès, porta à la présidence du Comité exécutif le frère Aït Chaalal, je devins moi-même secrétaire général, Djelloul Baghli secrétaire général adjoint, le regretté Tahar Hamdi trésorier général, et Choaieb Taleb vice-président. Le 28 janvier 1958, le gouvernement français prononçait la dissolution de l'UGEMA, qui ne pouvait plus avoir d'activités légales en France. Il espérait ainsi faire taire notre voix, qui résonnait dans tous les campus universitaires en France et dans le monde – à travers les relations étendues et solides que l'UGEMA avait réussi à tisser avec les unions nationales et les organisations de jeunesse dans le monde.

Afin de ne pas perdre ce capital d'audience acquis de haute lutte, le Comité exécutif décida de s'installer au cœur de l'Europe, à Lausanne, où il séjourna de 1958 à 1960. Notre présence en Suisse, tolérée par le gouvernement suisse, allait nous permettre un déploiement d'activités soutenues en toute liberté, des communications multisectorielles de toutes sortes

et la poursuite de notre tâche d'installation de nouvelles sections dans les différents pays où nos étudiants poursuivaient leurs études. Quant à nos sections en France, elles devaient poursuivre leurs activités sous couvert de l'AEMNA et étaient organisées sous forme de sections universitaires.

C.M.H. : Peux-tu dire quelques mots des relations avec les étudiants au Moyen-Orient ? Il semblerait qu'il y ait eu quelques problèmes à propos de leur intégration dans l'UGEMA.

A. Abdellaoui : En raison des circonstances exceptionnelles vécues par l'UGEMA en Algérie et en France, où se concentrait la majorité de nos étudiants durant la période 1956-1958 et des difficultés inhérentes à la faiblesse de nos moyens, la direction de l'UGEMA n'a pas poursuivi l'installation des sections au Moyen-Orient dans la continuité de celle que j'ai moi-même effectuée à Tunis en mars 1957. Ce n'est qu'après sa stabilisation hors de France, à Lausanne, que le Comité exécutif, plus libre de ses mouvements, fut en mesure de se pencher plus sérieusement sur la qualité des liens qu'il devait développer en direction de nos étudiants au Moyen-Orient, sérieusement préoccupés par leur intégration statutaire au sein de l'UGEMA. C'est à partir pratiquement de février 1959 que cette opération d'intégration a été entamée et menée à son terme, suite à mon séjour au Caire et à Bagdad. Et là, je me suis rendu compte, après des entretiens avec les étudiants et les responsables de leurs associations locales, qu'il y avait globalement deux tendances. Une majorité se préparait de bonne foi à intégrer l'UGEMA dans le strict respect de ses statuts, et une minorité ambitieuse et turbulente voulait profiter de ce vide structurel pour investir le terrain en encourageant les associations à Damas,

Bagdad et le Caire à se regrouper en tant que telles en une fédération des étudiants algériens du Moyen-Orient, indépendante de l'UGEMA et avec pour objectif de jouer un rôle non seulement à l'échelle régionale au sein d'une union des étudiants arabes en voie de création depuis 1958, mais au-delà dans le concert des forums estudiantins internationaux qui vivaient intensément à l'époque au rythme de la guerre froide. En effet, la scène politique au sein des universités des trois principaux pays où se concentraient nos étudiants était animée par des courants idéologiques aussi attractifs et actifs les uns que les autres (baathistes, nassériens, frères musulmans, communistes, etc.). C'était aussi la période d'exaltation de l'union syro-égyptienne et à Bagdad, après la Révolution du 14 juillet 1958, de l'émergence d'un régime à dominante communiste. Il était clair que l'intégration de nos étudiants au sein de ces courants, sous couvert de fédération ou autre, ne manquerait pas de perturber la distance que l'UGEMA, à travers ses sections, a toujours su maintenir pour garantir l'indépendance de décision dans l'unité d'action de nos communautés étudiantes, où qu'elles se trouvent à travers le monde, en ayant toujours à l'esprit notre combat pour la libération nationale. Donc pas de voix discordantes ou de chamailleries perturbantes.

C.M.H. : Quelle démarche avez-vous adopté pour surmonter ces obstacles ?

A. Abdellaoui : Tout simplement un dialogue soutenu, parfois vif, avec les comités locaux et les étudiants réunis en assemblées générales, pour favoriser une écoute mutuelle et permettre à chacun d'exprimer en toute liberté et démocratie son avis. Notre objectif était de travailler à développer l'esprit de fraternité entre tous les étudiants algériens, quel

que soit le lieu de leur implantation universitaire, et de cimenter leur unité de combat hors de toute référence arabophone ou francophone.

Pour cela, il fallait bloquer le processus séparatiste entamé par les récalcitrants, concentrés surtout au Caire et à Damas, qui posaient des préalables à leur constitution en sections en raison de leurs problèmes spécifiques, qu'ils disaient !

C.M.H. : Quels étaient ces préalables ?

A. Abdellaoui : Nous sommes, disaient-ils, liés par les décisions de notre rencontre à Damas en septembre 1958, qui préconisait essentiellement deux points :

– la constitution officielle d'une fédération dite « Lien des étudiants algériens en pays arabes » ;
– l'adhésion de cette fédération en tant que telle à l'UGEMA sous deux conditions :

- la reconnaissance de cette fédération comme le représentant exclusif de l'ensemble des étudiants au Moyen-Orient ;
- que l'UGEMA révise ses statuts pour ce faire.

A l'argument concernant les problèmes spécifiques, il fut répondu que l'UGEMA avait pour instance suprême le Congrès, constitué de délégués élus par les membres. Les organismes directeurs détenaient leurs pouvoirs de mandats électifs conférés par le Congrès. A la base, les étudiants étaient organisés en sections qui bénéficiaient d'une large autonomie. De cette façon, la possibilité était donnée à chaque section de gérer les intérêts particuliers de ses membres, selon leurs conditions spécifiques, en usant de leur autorité dans leur zone d'activité.

Mais il était fermement exclu de prendre en considération le préalable avancé, à savoir la reconnaissance et l'admission de cette entité projetée de fédération au sein de l'UGEMA. Cette ouverture à la fois au débat

L'apogée de l'association : 1957-1961

fraternel et à la manifestation sans équivoque de fermeté autour du strict respect des règles démocratiques qui régissaient le fonctionnement de l'organisation ont fini par faire prévaloir l'idée de transformation de ces associations locales en sections de l'UGEMA, en conformité avec les statuts. Et c'est une UGEMA regroupant l'ensemble des communautés étudiantes algériennes réparties à travers le monde qui réunit son quatrième Congrès à Tunis, du 26 juillet au 1^{er} août 1960, en présence des plus hautes autorités de l'Algérie combattante, du gouvernement tunisien et de nombreuses organisations de jeunesse et d'étudiants nationales et internationales à travers le monde.

INTERVIEW DE MAHFOUD AOUI
(Réalisée le 25 novembre 2007
et le 28 juin 2008)

C.M.H. : Parlons de la situation des étudiants maghrébins en France avant la création de l'UGEMA.

Mahfoud Aoufi : Je crois que ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que les étudiants d'Afrique du Nord étaient encadrés par l'AEMNA, aussi bien à Alger qu'à Paris. Il y avait une section de l'AEMNA dans presque toutes les villes universitaires, à Paris, Lyon, Grenoble, Montpellier, Toulouse et dans la plupart des universités où il y avait des étudiants maghrébins. Dans ce cadre, les premiers à se constituer en association nationale d'étudiants furent les Tunisiens. Ils ont créé l'UGET et ça correspondait avec l'autonomie et l'indépendance de la Tunisie. Dans la même période, les étudiants marocains, après le retour de Mohamed V de Madagascar, ont aussi voulu créer une association d'étudiants marocains. Dès avril 1955, nous avons alors estimé qu'il était de notre responsabilité de créer une association d'étudiants algériens.

C.M.H. : Le projet de l'Union musulmane des étudiants maghrébins était-il alors dépassé ?

M. Aoufi : Oui. Chacun voulait créer une association nationale. En avril 1955 donc, à la conférence préparatoire d'une union d'étudiants algériens, le problème

de l'ouverture de cette association à tout le monde s'est posé. Et nous pensions à l'époque qu'une association d'étudiants algériens ne pouvait et ne devait regrouper que les étudiants musulmans. La conférence s'est donc achevée sur l'idée de créer l'UGEMA. Pendant tout l'été, il y a eu des assemblées générales dans toutes les villes où il y avait des étudiants algériens et en juillet 1955, on s'est réunis à Paris pour la création de l'UGEMA. Il faut signaler cependant que depuis novembre 1954, la situation avait totalement changé en Algérie avec le début de la Révolution et, en 1955, les étudiants qui se sont regroupés au sein de l'UGEMA étaient pratiquement tous des nationalistes. Dès juillet 1955, le porte-drapeau de la Révolution a été le FLN et la plupart ou l'ensemble des étudiants de l'UGEMA étaient d'obédience FLN.

C.M.H. : Dans un article d'Ahmed Doum publié en 1992, il est dit que la Fédération de France du FLN de l'époque, sous la direction d'Abane, avait nommé Ahmed Taleb Ibrahimimi comme premier président de l'UGEMA. D'après Taleb, c'est probablement Lebjaoui, qui connaissait Abane, qui a dû l'influencer dans ce choix. D'un autre côté, il y a aussi le travail en profondeur de gens comme Belaïd Abdesselam, Mouloud Belaouane, Rédha Malek, Mohammed Benyahia, etc.

M. Aoufi : Tous ces gens étaient d'obédience FLN. Déjà en tant qu'étudiants dans ces universités, sans recevoir de directives, nous étions constamment en contact avec les ouvriers pour leur apprendre que la Révolution avait commencé en Algérie, qu'il fallait s'organiser, que cette Révolution était dirigée par le FLN et on militait sans être accrédités par le FLN, dans le cadre des ouvriers qui étaient organisés. Que ce soit Ali Lakhdari ou Djelloul Baghli, notre tâche

était d'organiser la communauté des ouvriers algériens, qui se trouvaient par exemple à Grenoble.

C.M.H. : N'étaient-ils pas déjà organisés en suivant Messali ?

M. Aoufi : Effectivement. Mais la majorité suivait le FLN en ce qui concerne 1955-1956, jusqu'à la grève. Le fait d'avoir abandonné l'université nous a amenés à nous intégrer dans la communauté des ouvriers. Je ne pense pas qu'il y avait, parmi les étudiants qui ont participé à la création de l'UGEMA en avril 1955, un seul étudiant d'obédience MNA.

C.M.H. : La Fédération du FLN avait justement pour but d'indiquer à tout le monde qu'il fallait isoler les messalistes...

M. Aoufi : Pas seulement les isoler, mais aussi corriger l'idée qui circulait selon laquelle Messali aurait été à l'origine du mouvement armé, en indiquant que le FLN était le seul à mener la lutte en Algérie. Il fallait donc s'organiser derrière les directives du FLN. Il se peut qu'on ait voulu montrer, autour de Messali et surtout de la première organisation syndicale l'USTA, que le MNA et Messali avaient une représentation quelconque. Mais cette représentation de l'USTA n'a pas du tout subsisté en France car la seule organisation qui s'occupait des travailleurs était l'UGTA. Malgré le soutien de certains socialistes en France, l'USTA n'a donc pas subsisté.

C.M.H. : C'était les communistes.

M. Aoufi : Les communistes et surtout les socialistes. C'est le FLN qui a été à la base de la Révolution en Algérie et qui a mené cette Révolution, même s'il faut reconnaître que Messali a été un des pères du nationalisme, surtout dans les années 1940 et au début des années 1950.

C.M.H. : Est-ce que tu étais là en 1955 ?

M. Aoufi : Non, moi, je n'étais pas au Congrès de 1955. J'ai participé à la conférence préparatoire et j'étais le président de la section de l'AEMNA à Grenoble. Je m'occupais plus du Maghreb que de l'UGEMA. Ce n'est qu'en 1956, quand j'ai quitté Grenoble pour Paris, que je me suis intégré. Hafid Keramane était alors président de la section de l'UGEMA de Paris et je lui ai succédé.

C.M.H. : Est-ce que tu connaissais la composition du deuxième Comité directeur de mars 1956 ?

M. Aoufi : Non.

C.M.H. : Taleb, le premier président, a été appelé au FLN et il a voulu que la deuxième conférence ait lieu plus tôt, en mars.

M. Aoufi : Je n'ai pas non plus assisté au deuxième Congrès, mais j'ai organisé le troisième, celui de décembre 1957, sans être membre du Comité exécutif ou du Comité directeur. J'ai l'impression que les membres du Comité directeur n'excédaient pas 11 ou 15.

C.M.H. : D'après Taleb, il y avait une vingtaine de membres pour le premier Comité directeur, dont les cinq membres de l'exécutif, c'est-à-dire Taleb, Yaker, Abdellaoui, Mansour et Cheriet.

M. Aoufi : C'est à ce comité qu'il faut ajouter les membres du Comité directeur : Kellou, Khemisti, Tahar Hamdi, Djelloul Baghli, Ali Lakhdari, Lakhdar Brahim...

C.M.H. : Et Mentouri de Lyon, Abdelhak de Paris, Belarbi, Choaieb Taleb de Nancy, Ali Abdellaoui ?

M. Aoufi : Il faut ajouter Belaouane, Ferdjioui, Boumaza de Marseille, Braham Oulmane de Bordeaux.

C.M.H. : Et Messaoud Aït Chaalal ?

M. Aoufi : Il n'est venu qu'en décembre 1957.

C.M.H. : Mais je ne comprends pas l'hypothèse selon laquelle la nomination du premier président aurait été montée de toute pièce, selon la version d'Abdesselam. La version de Taleb n'est-elle pas plus vraisemblable ?

M. Aoufi : Taleb est un des rares étudiants qui était dans l'organisation de la Fédération de France du FLN et c'est à ce titre que dès avril 1956, il devait abandonner ses fonctions de président de l'UGEMA pour se consacrer à la Fédération de France du FLN. A partir d'avril 1956, il était dans la clandestinité la plus totale à Paris. Et à cette époque, les étudiants français de diverses organisations avec lesquels nous étions en contact étaient convaincus que Taleb avait rejoint le Mouvement et était au maquis. On ne peut pas nier que c'est un des rares responsables des étudiants qui était aussi responsable de la Fédération de France du FLN.

C.M.H. : J'ai la liste des étudiants boursiers de l'année 1961-1962 et aussi celle de l'année 1960-1961. Cette liste concerne les étudiants qui étaient hors de France et d'Algérie, mais il devait y avoir d'autres étudiants en dehors des boursiers.

M. Aoufi : Il faut attendre le Congrès de Tunis pour voir les étudiants du Moyen-Orient, qui étaient organisés dans le cadre de l'UGEMA, entrer dans le Comité exécutif et dans le Comité directeur. Il y en avait très peu : Chérif Sisbane, Aïssa Boudiaf, Saâdallah... Qu'on le veuille ou non, l'UGEMA s'est constituée à partir d'Alger et à partir des universités françaises, pour s'organiser en tant qu'entité estudiantine d'une part, mais surtout pour participer d'une manière organisée à la lutte de libération nationale. Les quelques

étudiants du Moyen-Orient, c'est-à-dire d'Égypte, d'Irak et de Syrie se sont certes organisés en sections, mais ils étaient un peu loin de la lutte.

C.M.H. : Mais y avait-il, en dehors de la liste des étudiants boursiers, des étudiants non-boursiers qui étaient engagés dans la lutte, peu importe l'endroit où ils se trouvaient ?

M. Aoufi : Ce n'est qu'à partir du troisième Congrès qu'on a essayé de rassembler l'ensemble des étudiants. Ceux qui étaient en Europe et en Algérie étaient organisés dans le cadre de l'UGEMA pour participer à la lutte de libération nationale. Mais je n'ai pas connaissance d'un seul étudiant qui était d'obédience MNA.

C.M.H. : Et j'ai l'impression qu'une bonne partie des étudiants étaient d'abord membres ou sympathisants du MTLD ou de l'UDMA...

M. Aoufi : Moi, j'étais davantage du Manifeste algérien que du MTLD. Ça remonte quand même à 1947-1948. Dès la Révolution, tous les Algériens se sont mis derrière le FLN pour la libération nationale et il n'y avait plus d'appartenance à un quelconque parti.

C.M.H. : On a beaucoup parlé des sections universitaires du FLN et des problèmes de 1958. Mais est-ce qu'il y avait des sections universitaires du FLN avant 1958 ? Quelqu'un m'a dit qu'il faisait partie en 1957 d'une section FLN dont le chef était Rahal.

M. Aoufi : Non, je ne pense pas. Il y avait des étudiants qui participaient individuellement dans le cadre du FLN. Le seul responsable, c'était Taleb.

C.M.H. : Quand es-tu entré au FLN ?

M. Aoufi : Avant la Révolution. C'est cela le grand problème. A partir de 1952-1953, on commençait à

organiser la masse des travailleurs dans la région de Grenoble. Le 1^{er} Novembre 1954, nous l'attendions avec impatience. Déjà en décembre 1952, dans le cadre du Groupement des étudiants d'Outre-mer, qui regroupait les Africains et les Nord-Africains, nous avons organisé une des premières manifestations, le 12 décembre, le jour où Ferhat Hached, le premier secrétaire du syndicat tunisien, a été assassiné par la Main-Rouge⁽¹⁾. J'ai encore les photos de la manifestation contre cet assassinat. C'est donc à partir de 1952 qu'on a commencé à bouger. Je suis de ceux qui ont organisé le premier voyage de Bourguiba à Grenoble en avril 1955. Moi, je travaillais donc beaucoup plus dans le cadre nord-africain.

C.M.H. : Où as-tu été contacté pour intégrer le FLN ?

M. Aoufi : Un des premiers responsables du FLN à Grenoble était un certain Othmane, un ouvrier avec lequel, dès les débuts de 1955, on organisait sous son autorité les ouvriers qui travaillaient dans les usines environnantes.

C.M.H. : Combien d'Algériens y avait-il ?

M. Aoufi : Il y avait des milliers d'Algériens. Dans toutes les villes où il y avait un pont à construire dans la région de Grenoble, il y avait des Algériens. J'ai provoqué une fois un accident de Vespa dans lequel un de mes amis a eu la jambe cassée parce qu'on était persuadés qu'on était suivis par la police. On revenait de La Mure, une ville minière qui se trouve à 40 kilomètres de Grenoble. J'étais avec Hamira, un ami qui est

1. Homme politique et syndicaliste tunisien, Ferhat Hached est l'un des principaux chefs de file du mouvement nationaliste tunisien. Il sera Secrétaire général de l'Union Générale Tunisienne du Travail pendant cinq ans. Déclaré ennemi des intérêts de la colonisation française en Tunisie, il sera assassiné le 5 décembre 1952.

mort à présent. On travaillait donc avec Othmane et nous reconnaissons donc de fait l'autorité de cet ouvrier du FLN.

C.M.H. : Quand était-ce ?

M. Aoufi : L'accident s'est passé en avril 1956. Mais dès le départ, on reconnaissait l'autorité du FLN par cet ouvrier.

C.M.H. : Le problème est qu'avec la clandestinité, n'importe qui pouvait dire qu'il était FLN sans pour autant être autorisé à représenter le FLN...

M. Aoufi : Oui, effectivement. Je me rappelle que le MTLD a été dissous en novembre 1954 par décision du gouvernement français, juste après l'éclatement de la Révolution. Et comme j'étais le responsable des étudiants magrébins, c'est chez moi que la police est venue fin novembre 1954 pour me notifier l'interdiction du MTLD. Pour eux, le MTLD était évidemment un parti politique qui prônait cette Révolution. J'ai été arrêté une journée et l'administration française m'a catalogué FLN dès le mois de novembre 1954. On reconnaissait donc que l'autorité du FLN se portait davantage sur les ouvriers et on venait apporter notre contribution à ces ouvriers qui étaient reconnus comme responsables. L'un de ceux qui ont participé au Congrès à partir de Grenoble, le D^r Hakimi Ali, a ensuite été membre de l'organisation à Grenoble et Boudaoud le cite⁽¹⁾ comme étant le responsable organique du FLN à Grenoble en 1959.

C.M.H. : Mais ce livre ne décrit pas vraiment ce qui s'est passé avant 1957...

1. Boudaoud, Omar. *Du PPA au FLN, mémoires d'un combattant : cinq ans à la tête de la Fédération de France*. Alger : Editions Casbah, 2007, p. 254.

M. Aoufi : Il faut donc aussi voir le livre de Lebjaoui⁽¹⁾, qui a aussi écrit sur le sujet... Je pense que tant que l'UGEMA était légale et travaillait normalement, nous considérons à travers l'ensemble des documents que nous étions derrière le FLN et qu'il n'y avait d'issue à la guerre d'Algérie que par des négociations avec le FLN. Il n'y avait pas de raison de créer une section universitaire du FLN. Et c'est pour cela que la première section universitaire a été créée par le Bureau directeur de l'UGEMA en février 1958, après la dissolution de l'UGEMA le 28 janvier 1958. Choaieb Taleb, Aït Chaalal et moi avons créé la première section universitaire du FLN avant de quitter Paris. La responsabilité de la section a été confiée à Boussalah, le neurologue qui est mort il y a six ans et qui était mon second au Bureau de la section universitaire de l'UGEMA. C'est donc nous qui avons installé à Antony, dans le cadre d'une réunion de l'UGEMA, la première section universitaire du FLN.

C.M.H. : Qui étaient les membres du Comité directeur à l'époque ?

M. Aoufi : A l'époque, tous ceux qui étaient à Paris : Aït Chaalal, Hamdi, Abdellaoui, Boudjellab.

C.M.H. : Et qui était le contact à la Fédération de France du FLN ? Il y avait toujours l'histoire de Harbi...

M. Aoufi : Il n'est pas venu à cette réunion, n'étant pas membre du Comité directeur.

C.M.H. : Mais Harbi était la liaison entre la Fédération de France et les étudiants...

1. Mohamed Lebjaoui, *Vérités sur la Révolution Algérienne*, Paris ; Editions Gallimard, 1970 ; Alger : ANEP, s.d.

M. Aoufi : Il y avait à l'époque Boussala, Mokrane, Hadj Driss.

C.M.H. : Said Hadj Driss a été mentionné comme celui qui connaîtrait toute l'histoire, sous la perspective du FLN, depuis le début. Je crois qu'il est en Suisse.

M. Aoufi : Oui et il serait malade (Voulez-vous garder « et il serait malade » ? C'est un peu personnel). On a pensé qu'on ne pouvait plus agir en tant qu'UGEMA et on a donc installé cette section universitaire avec pour responsable Boussala, parce qu'il était membre du comité de la section de Paris.

C.M.H. : Quelle relation entretenait-il avec le FLN ?

M. Aoufi : C'était à lui ensuite de prendre contact avec le FLN.

C.M.H. : A-t-il fait cela ?

M. Aoufi : C'est ce que raconte Boudaoud. On a eu des problèmes.

C.M.H. : Boudaoud m'a parlé de membres qui auraient quitté l'UGEMA de façon irrégulière.

M. Aoufi : Nous n'avons pas quitté l'UGEMA de façon subite. Nous avons organisé une passation de pouvoir durant les quelques heures qui nous restaient comme clandestins. On a été arrêtés le 28 janvier 1958. Harbi à l'époque nous avait dit qu'il fallait que l'on quitte immédiatement la France. Nous lui avons répondu qu'on avait des assurances par rapport au juge Perez, qui allait nous convoquer. Taleb, Aït Chaalal et moi avons ainsi l'assurance que le D^r Benjelloul, un ancien politicien qui avait ses entrées au Palais de justice, avait vu le juge Perez, qui allait nous inculper de reconstitution de ligue dissoute, mais qui allait nous laisser en liberté provisoire. Profitant

de cette liberté provisoire, nous allions organiser la passation de pouvoir pour que les étudiants ne soient pas totalement abandonnés. Harbi nous avait avertis que si par malheur le juge Perez ne nous accordait pas la liberté provisoire, le FLN ne prendrait pas notre défense parce que nous avions désobéi à l'injonction de quitter le territoire français. Le 8 ou le 10 février 1958, nous avons été tous les trois convoqués chez le juge Perez et c'est là où j'ai rencontré le D^r Bendjelloul, qui nous attendait. Nous avons ensuite quitté la France par une filière du FLN le 3 mars par Annecy. Ce n'est qu'en avril ou mai 1958 qu'il y a eu une réunion en Allemagne avec Hafid et Boudaoud.

C.M.H. : Je pensais que cette fameuse réunion de Cologne avait eu lieu en août et qu'il y avait eu, entre avril et août, une autre réunion en Suisse et qu'Aït Chaalal était parti au maquis...

M. Aoufi : Quand on s'est installés à Lausanne, on n'a pas quitté l'UGEMA. Il y a eu ensuite en avril 1958 la conférence de Londres, celle de Prague et c'est à ce moment que j'ai été à Prague. C'est à partir de Prague que j'ai effectué cette fameuse tournée en Union soviétique, en Corée du Nord, en Chine et au Vietnam pendant presque deux mois. Je ne suis rentré que le 17 ou le 18 mai en Suisse. C'est cet été-là qu'on s'est organisés en section de l'UGEMA de Lausanne, dont j'ai assuré la présidence. Le Comité exécutif s'est aussi installé à Lausanne et on a noué des relations avec l'ensemble des associations étudiantes du monde.

C.M.H. : Des responsables comme Choaieb et Messaoud étaient en difficulté parce que la Fédération de France les condamnait...

M. Aoufi : Pendant cette période d'avril à juin. Dès septembre, nous nous sommes inscrits à l'université. Il

fallait aussi trouver un moyen de prendre en charge les 16 étudiants qui étaient en Suisse. On a donc pris contact avec le World University Service, grâce auquel on a obtenu des bourses qui nous ont permis d'envoyer des étudiants un peu partout, y compris vers les Etats-Unis à partir de Lausanne.

C.M.H. : J'ai des statistiques d'étudiants des années scolaires 1960-1961 et 1961-1962. Mais y a-t-il des statistiques plus anciennes ?

M. Aoufi : J'ai un document avec des statistiques du ministère de l'Education pour les étudiants en France et en Algérie que je vais essayer de retrouver. [Voir Annexe 6 : Effectifs scolarisés en Algérie]

C.M.H. : Concernant la conférence de Londres, je ne savais pas que certains étudiants qui arrivaient de Genève avaient eu des difficultés et qu'ils avaient été refoulés en France...

M. Aoufi : Kellou était installé à Londres et c'est pour ça qu'on a tenu la réunion à Londres. Il avait fui Montpellier et Paris parce que sans avoir la carte du FLN, il travaillait déjà pour le FLN. Et à un moment donné, il était persuadé que s'il restait à Paris, il serait arrêté. Il a donc préféré aller à Londres, où il est devenu plus tard le représentant du FLN.

C.M.H. : Il n'était pas représentant avant la conférence de Londres d'avril ?

M. Aoufi : Je ne pense pas. Je ne suis pas sûr, mais il était certain qu'on allait l'arrêter, tout comme je suis sûr que j'aurais été arrêté si je n'avais pas quitté Grenoble. Bien qu'on m'ait notifié la dissolution du MTLD, je continuais à intervenir à droite et à gauche lors de conférences. J'étais littéralement fiché. A partir de septembre 1956, je ne me sentais plus en sécurité et je suis allé à Paris.

C.M.H. : Mais il y a une différence entre Keramane, qui était ton prédécesseur, et toi...

M. Aoufi : Quand sa présidence de la section de l'UGEMA s'est terminée, on savait que Keramane travaillait dans le cadre du FLN.

C.M.H. : Quelqu'un a dû le contacter pour le mettre dans l'organisation.

M. Aoufi : Bien sûr !

C.M.H. : Mais pour toi, est-ce qu'il y a eu une expérience...

M. Aoufi : Oh non ! En tant que responsable des étudiants algériens à Paris, il fallait par exemple contacter les anciens sénateurs pour les amener à démissionner, parce qu'à un moment donné il y avait un mouvement qui prônait la démission des délégués à l'Assemblée algérienne. Il restait cinq ou six sénateurs qui étaient à Paris. Un jour, j'ai reçu la directive orale d'aller voir le sénateur Mosbah...

C.M.H. : De qui cette directive venait-elle ?

M. Aoufi : Quelqu'un est venu au 115 me dire que M. Mosbah serait dans tel café à telle heure et telle date et que je devais aller le rencontrer au nom du FLN pour lui demander de démissionner en tant que sénateur. Fallait-il que je demande un ordre de mission ?

C.M.H. : Donc, tu travaillais en toute confiance pour le FLN sans chercher à vérifier si ces personnes qui t'approchaient étaient effectivement du FLN...

M. Aoufi : Oui, et je ne me demandais même pas si la personne qui était venue me voir au 115 n'avait pas été envoyée par Hafid lui-même, puisqu'il était encore le président de la section de Paris de l'UGEMA à l'époque. Alors que j'étais encore à Grenoble, il y a eu en

avril 1956 le Congrès des instituteurs de France. Belhocine Mabrouk, un avocat qui était dans l'organisation du FLN⁽¹⁾, est venu à Grenoble et nous a donné un tract signé du FLN qui appelait les instituteurs de France à s'élever contre la politique menée par Guy Mollet. On a tapé 500 exemplaires de ce tract, que nous sommes allés déposer à l'entrée de la salle de conférence. Le lendemain, le journal *Le Monde* a titré : « Au congrès des instituteurs de France, le FLN s'est manifesté par un tract. » Voilà un peu comment nous travaillions.

C.M.H. : Quand eut lieu la rencontre avec le sénateur ?

M. Aoufi : Entre avril et juin 1957, puisque je suis allé à Paris en octobre 1956. Dès que Hafid, que je connais depuis Sétif où on a fait nos études, est arrivé à Paris, il a constitué la section de l'UGEMA dont il a pris la direction et on a continué à travailler ensemble. J'ai donc rencontré ce sénateur qui m'a offert un café. On a discuté cinq minutes et il m'a demandé ce que je faisais comme études... Quelque temps après, l'ensemble des élus Algériens avait démissionné.

C.M.H. : Parlons du changement de l'équipe dirigeante de l'UGEMA à Tunis en 1961, un an après la tenue du quatrième Congrès.

M. Aoufi : Je crois que dès le départ, Belaïd Abdesselam était contre la réunion de ce quatrième Congrès à Tunis.

C.M.H. : Pourquoi ?

M. Aoufi : Il ne nous en a jamais indiqué les raisons. Une année auparavant, quand il était à Lausanne avec nous, j'étais, en tant que président de la section de

1. Belhocine Mabrouk fut par la suite porte-parole du GPRA à Tunis.

Lausanne, en contact direct avec lui pour régler les problèmes des étudiants à travers le monde et je faisais partie de ceux qui tapaient ses courriers relatifs aux étudiants. En arrivant à Tunis, nous voyions qu'il nous boudait, mais nous ne connaissions pas ses raisons et étions dubitatifs. Le Congrès a eu lieu et le Comité directeur et le Comité exécutif ont été élus. C'est un congrès auquel avaient assisté de nombreuses associations étudiantes et internationales. Nous pensions que c'était un succès. Après que le Comité exécutif se fut installé en Tunisie, les relations ne se sont pas améliorées avec Abdesselam. Ce n'est qu'à la fin août qu'il a estimé que nous devions de nouveau convoquer un Comité directeur, puisque le Comité exécutif avait des problèmes avec les sections de Genève, de Lausanne, etc. à tel point que nous doutions de notre autorité sur l'ensemble des sections de l'UGEMA. Lors de cette réunion extraordinaire du Comité directeur, que j'avais moi-même convoquée, nous avons eu une explication très orageuse avec Abdesselam, qui nous a reproché de continuer un certain légalisme en organisant le Congrès de l'UGEMA régulièrement tous les ans ou tous les deux ans parce que nous étions membres de l'UIE ou membres du COSEC et qu'il était normal que les instances dirigeantes de ces étudiants se renouvellent régulièrement. Après cette réunion, le Comité directeur de l'UGEMA a voté une motion demandant la dissolution du Comité directeur pour se mettre sous la direction de la section universitaire du FLN.

C.M.H. : Le comité s'est suicidé !

M. Aoufi : Exactement, et ce malgré le fait que le ministre des Affaires sociales de l'époque, A. Mehri, ait écrit deux lettres dans lesquelles il leur reprochait leur manière d'agir, tout en maintenant sa confiance

au Comité directeur ainsi qu'au Comité exécutif de l'UGEMA. A partir de cette date, tout le Comité exécutif a disparu de Tunis. Djelloul Baghli a remplacé Belaïd Abdesselam au ministère des Affaires sociales. Messaoud Aït Chaalal a été un moment aux frontières, puis ambassadeur au Liban. Djamel Houhou a regagné le Caire pour être au ministère des Affaires étrangères du GPRA, et le seul qui soit resté en poste, c'est le trésorier, c'est-à-dire moi.

C.M.H. : N'y avait-il pas Boutemedjet ?

M. Aoufi : Oui. Il y avait Boutemedjet, Rezzoug, Mokhtar et moi. Mais, ils ont tous disparu puisque nous avons demandé notre dissolution.

C.M.H. : Mokhtar Abdallah a disparu ? Je croyais qu'il faisait ses études en Suisse...

M. Aoufi : Oui. Soit il avait terminé, soit il est retourné en Suisse.

C.M.H. : Mais Rezzoug n'a pas dû disparaître. Où était-il ? D'ailleurs, il paraît qu'il a tous les enregistrements...

M. Aoufi : Oui, c'est le seul à avoir les enregistrements. Il y a eu tous ces problèmes et je suis pratiquement le seul à être resté. Et le 1^{er} novembre 1961, Sayah, président de l'UGET, qui présidait la manifestation dont je garde encore les photos, a donné la parole au président par intérim de l'UGEMA. Et c'est un des grands reproches que m'a fait Abdesselam, m'accusant d'avoir proclamé une présidence que je n'avais pas. La section universitaire du FLN avait été mise en place et on avait constitué un nouveau bureau en me demandant de continuer, avec Mokrane comme second responsable de cette section. Comme on avait démissionné, je n'avais aucun droit de rester, j'ai donc refusé de rester dans cette section universitaire. J'ai organisé alors une passation de

pouvoirs, lors de laquelle j'ai remis tout ce que j'avais comme argent et documents à cette section universitaire.

C.M.H. : Où se trouvait cette section ?

M. Aoufi : A Tunis.

C.M.H. : Combien d'étudiants y avait-il dans ces deux sections ?

M. Aoufi : Au minimum, une soixantaine d'étudiants.

C.M.H. : En Suisse, il devait y en avoir plus.

M. Aoufi : Oui. Une centaine d'étudiants qui nous ont créé énormément de problèmes.

C.M.H. : La réunion finale de ton refus s'est passée à Tunis le...

M. Aoufi : Le 26-27 décembre 1961. Et le lendemain, j'ai été voir Lamine Khène pour lui expliquer la situation difficile dans laquelle j'étais et mon désir de partir de Tunis le plus rapidement possible. Il était le responsable des finances au GPRA avec Ben Khedda comme ministre des Finances. Il m'a alors envoyé au ministère des Affaires étrangères du GPRA où Houhou, qui m'a fait faire un passeport algérien, assurait l'intérim du secrétariat général.

C.M.H. : Un passeport algérien ?

M. Aoufi : Oui, un passeport algérien reconnu par les Marocains, les Libyens, les Tunisiens...

C.M.H. : Mais comment es-tu passé de la Tunisie au Maroc ?

M. Aoufi : J'avais aussi un passeport tunisien et un passeport marocain. Mais pour mes activités au Maroc, j'avais un passeport diplomatique algérien. Je suis donc parti de Tunis pour le Maroc le 2 janvier 1962, en faisant le voyage dans le cadre de la visite officielle du

président Ben Khedda au Maroc. J'ai voyagé de Tunis à Palerme, puis de Palerme à Madrid, où on a passé une nuit avant de continuer vers Tanger. De Tanger, j'ai alors quitté la délégation pour rejoindre Rabat pour occuper mes fonctions de responsable des finances du P.C. Ouest.

C.M.H. : Lamine Khène, que tu connaissais depuis longtemps et qui fut le directeur des Finances du GPRA, ne fut-il pas également un des fondateurs de l'UGEMA ?

M. Aoufi : Effectivement. Il était donc au cabinet du président du GPRA, Ben Khedda, et avait aussi la responsabilité des finances. J'étais donc responsable financier au Maroc. C'est le fait d'avoir été le trésorier de l'UGEMA pendant deux ans qui a fait que Lamine Khène m'a confié cette responsabilité. J'avais acquis en effet une réputation de rigoureux gestionnaire des fonds de l'UGEMA.

C.M.H. : C'était donc en janvier 1962 ?

M. Aoufi : La première semaine de janvier 1962. Il ne faut pas oublier que durant notre séjour en Tunisie, dans le cadre du contrôle que le GPRA exerçait sur la communauté en Tunisie, nous avons reçu une inspection du ministère de l'Intérieur et des Finances pour vérifier que la gestion des finances de l'UGEMA pendant les deux années avait été bonne. Il y a donc eu une inspection dirigée par les cadres du FLN. Il s'est avéré qu'à la suite de cette inspection, toutes les dépenses avaient leurs justifications et que tout était clair et net au niveau de la gestion.

C.M.H. : Mais l'espace financier dont vous vous occupiez devait être beaucoup plus grand que la trésorerie de l'UGEMA, n'est-ce pas ?

M. Aoufi : Oui. On avait une ambassade à Rabat dont il fallait payer l'ensemble des dépenses. Et il y

avait les différents services comme le Croissant Rouge, les affaires sociales, etc. qui étaient aussi financés par le FLN à partir du Maroc pour tout ce qui concernait les dépenses du Maroc.

C.M.H. : Et cela représentait environ quel pourcentage du budget global ?

M. Aoufi : Je n'ai pas idée du pourcentage. Les décisions étaient prises par le GPRA. J'étais en réalité davantage une sorte de trésorier payeur général qu'un financier.

C.M.H. : Dans quelle mesure les Algériens qui habitaient au Maroc pouvaient-ils contribuer à ce budget ?

M. Aoufi : Ce sont deux choses très différentes. Les nationaux Algériens résidant au Maroc relevaient du ministère de l'Intérieur. Et s'il y avait une contribution, elle passait par le ministère de l'Intérieur.

C.M.H. : Ensuite, il y a eu l'Indépendance et tu es rentré...

M. Aoufi : Oui, je suis rentré à Alger après l'Indépendance, fin juillet. J'avais même voulu assister au sixième Congrès de l'UGEMA auquel personne n'a assisté. On ne peut pas dire qu'il y ait eu une succession puisqu'il n'y a pas eu de passation de pouvoirs. Mais il y a eu un congrès de l'Union nationale des étudiants algériens, qui s'est dite dès le départ successeur de l'UGEMA.

C.M.H. : Est-ce Mokrane qui a organisé ce Congrès de 1962 ?

M. Aoufi : Je n'en ai aucune idée. L'UGEMA ayant terminé sa mission à Tunis, c'est un peu par curiosité qu'on est venus ici, en apprenant par la presse qu'il y avait un congrès de l'UGEMA.

C.M.H. : D'après Megateli, qui est devenu président de ce Congrès, il n'y a pas eu de bureau élu et il y avait tellement de confusion et de tendances différentes qu'on ne pouvait rien décider.

M. Aoufi : Il y a eu la désignation d'un Bureau, le premier de l'UNEA, présidé par Moufok. Tout ce qu'on peut déplorer, c'est que lorsque nous avons créé l'UGEMA, c'était dans la perspective de l'indépendance de l'Algérie, qu'on a finalement obtenue. On aurait pu être dans une perspective de développement, mais les problèmes étaient tels qu'à l'Indépendance, il y avait plusieurs tendances, tout comme aujourd'hui. On peut le déplorer, mais on n'y peut rien.

C.M.H. : L'équipe qui a dirigé l'UGEMA jusqu'en 1961 avait démontré une grande solidarité. Pourquoi cela a-t-il disparu ?

M. Aoufi : Parce qu'on a considéré que les problèmes étudiants étaient des problèmes secondaires. Le problème était à l'époque la construction du pays. On n'était pas un lobby pour pouvoir s'imposer. La majorité des cadres de l'UGEMA ont servi aux Affaires étrangères comme ambassadeurs. On avait d'autres problèmes que de penser à ce qu'on a eu à faire ensemble. Si on doit reconnaître une certaine paternité morale d'Abdesselam sur l'ensemble des étudiants, il était lui-même, dès l'indépendance, branché sur les problèmes de la future Sonatrach, la future industrialisation et il donne des détails sur la période qui va jusqu'en 1965, quand il est devenu ministre de l'Energie et de l'Industrialisation, dans son dernier livre qui est disponible sur internet. Ce sont des problèmes beaucoup plus exigeants que les problèmes auxquels on faisait face en tant qu'étudiants.

C.M.H. : Tu as gardé une certaine continuité en tant que trésorier...

M. Aoufi : Bien sûr ! Au Maroc, j'étais beaucoup plus payeur que financier. Mais en rentrant en Algérie, j'ai décidé de mieux connaître le côté financier. Je me suis trouvé avec Braham Oulmane⁽¹⁾ comme conseiller technique à la trésorerie générale. J'ai ensuite formulé le vœu d'aller apprendre le métier en commençant à la base et je me suis retrouvé futur receveur principal des finances d'Oran. En arrivant à Oran en novembre 1962 pour la passation de pouvoirs, nous avons recruté quelques jeunes pour assurer les recettes financières. Je me suis présenté alors à Monsieur Métayer, le receveur, avec une vingtaine de jeunes. Sachant que je n'avais pas de formation dans le Trésor, il s'est alors moqué de nous. La séparation des deux Trésors a eu lieu le 29 décembre 1962, devant le secrétaire général de la préfecture d'Oran et M. Chailley, le consul général de France, qui est devenu par la suite le premier ambassadeur de France en Chine. Sur les 200 agents qu'on avait, 180 étaient des Français et ils ont préféré partir pour constituer un groupe de travail auprès de l'ambassade de France à Oran. Il fallait donc faire marcher la recette des finances d'Oran avec moins de 40 personnes. Le 2 janvier 1963, bien que M^{lle} Rioux fût restée avec nous au service du portefeuille, il n'y avait que quatre ou cinq coopérants. On avait donc beaucoup de difficultés au départ et il fallait tout apprendre dans des conditions difficiles. Mais au bout de quelques mois, on s'en est sorti et les responsables du Trésor ont assumé leurs responsabilités comme il le fallait dès la première

1. Braham Oulmane fut le premier Trésorier général de l'Algérie à partir de janvier 1963.

année. En février 1965, j'ai été nommé Trésorier général de l'Algérie, et pendant deux ans il fallait s'assurer de faire marcher les recettes du pays. Il n'y avait pas de trésorerie dans toutes les wilayas et il fallait se déplacer un peu partout. On avait cependant des missions d'inspection françaises ou de pays amis comme les Tchèques, qui nous ont aidés à organiser les finances du pays. Aujourd'hui, il y a 48 trésoreries à travers le pays. Entre 1965 et 1969, on a fait une refonte totale de la comptabilité publique.

C.M.H. : C'était avant l'ère du pétrole.

M. Aoufi : Exactement.

C.M.H. : Et quelles étaient vos rapports avec la Banque centrale ?

M. Aoufi : La Banque centrale n'a été créée que le 29 décembre 1962 et n'a fait ses premières opérations que le 2 janvier 1963. Il y avait encore des banques françaises qui ne jouaient pas le jeu. On a créé le dinar en avril 1964, mais on a dû instaurer un contrôle des changes en octobre 1963 parce que la situation financière n'était pas agréable. Au 31 décembre 1962, pour faire fonctionner l'ensemble du pays, nous n'avions que 144 millions de dinars, qui étaient en fait le solde de deux prêts français contractés en novembre 1962. On était obligés de quémander pour faire marcher le pays durant cette période et j'ai été de ceux qui se sont battus pour que ces deux prêts soient remboursés à la date convenue, avant le 31 décembre 1966. On faisait de la politique mais aussi des finances. J'ai ensuite été directeur adjoint du Trésor et du crédit de 1967 à 1970 et j'ai été nommé secrétaire général du ministère des Finances de 1970 à 1978. J'ai par la suite dirigé la Banque algérienne de développement de 1979 à 1980. J'ai ensuite été nommé

gouverneur de la Banque centrale de 1980 à 1982, puis j'ai estimé avoir déjà donné le meilleur de moi-même pour partir en retraite.

C.M.H. : Avais-tu reçu une formation arabophone ?

M. Aoufi : Non...

C.M.H. : Etait-ce un problème d'administrer les finances sans avoir eu une formation bilingue ?

M. Aoufi : L'administration des finances a toujours travaillé en français. Et c'est l'une des raisons pour lesquelles on connaissait assez bien les réglementations du Trésor ou la comptabilité publique française. On connaissait même parfois mieux les circulaires Martial Simon que n'importe quel trésorier en France. On n'a fait qu'adapter ces réglementations à la réalité algérienne.

C.M.H. : Est-ce que cela continue encore aujourd'hui ?

M. Aoufi : La comptabilité publique, c'est toujours à peu près la même chose. Ce n'est pas comme la comptabilité privée, qui est en partie plus simple et je pense qu'on a continué ainsi jusqu'à présent. Il n'y a pas eu de nouveauté.

C.M.H. : N'y a-t-il pas eu d'arabisation du système ?

M. Aoufi : Non, je ne pense pas. Peut-être que de temps en temps, les rapports sont établis en arabe, mais ce n'est pas la langue de travail.

C.M.H. : Parce qu'il y en a quelques uns dans cette génération, comme Lakhdar Brahimi...

M. Aoufi : Oui, tout comme Abdellaoui et Sahnoun, qui étaient effectivement bilingues. Je crois que notre génération n'a pas souffert de cette dichotomie. On s'exprimait en français sans aucune honte. Alors que j'étais directeur adjoint du Trésor et du Crédit en

1967-1968, nous devions signer une convention avec l'Égypte à la fin de la banque algérienne qui avait été créée au lendemain de l'indépendance et qui devait être réappropriée dans le cadre de cet accord par le Crédit Populaire d'Algérie (CPA). On a donc eu une négociation avec les Égyptiens, sous l'égide du ministère des Affaires étrangères, pour le règlement de ce problème. Le responsable économique, qui était arabophone puisqu'ayant fait ses études au Moyen-Orient, a voulu que l'accord soit rédigé en arabe. Je n'y ai vu aucun inconvénient et lui ai laissé le soin de transcrire en arabe cet accord. Il fallait préciser dans l'un des derniers articles que le quitus avait été donné à la banque, dans le cadre de sa reprise par le Crédit Populaire d'Algérie, sous réserve que cette banque ait payé le solde dû au fisc. J'ai suggéré une formulation [arabe], que mon collègue a jugée mauvaise et il a alors traduit lui-même. C'était le sens inverse de ce que nous souhaitions et, le jour où le solde devait être transféré en Égypte, un conseiller économique égyptien, qui est devenu un grand ami, m'a dit qu'il n'avait pas voulu me le signaler au moment de la signature pour éviter de vexer mon collègue. C'est ainsi que j'ai eu ma première erreur du point de vue financier, parce que je m'étais appuyé sur un linguiste. Depuis cet incident, j'ai pris la décision de ne plus jamais signer de document en arabe s'il n'y a pas de traduction en français faite par un financier. On lisait en arabe, mais on ne travaillait pas en arabe.

C.M.H. : Avec les générations nouvelles qui sont de plus en plus arabisées, on va vers une culture bilingue.

M. Aoufi : J'avoue que je n'ai aucune information à ce sujet, mais je pense que les balances sont faites en français et traduites en arabe, que ce soit au niveau du

ministère des finances, de la Banque centrale ou même au niveau du Trésor. Le projet de budget est certes distribué dans les deux langues, mais on discute en français. Le bilan de la Sonatrach est en français ou en anglais. Selon les dernières informations, il y aurait un nouveau Plan comptable en préparation. De mon temps, on avait essayé d'adapter le plan comptable français à la situation algérienne et le Plan comptable qui avait été préparé par l'inspection des finances a été adopté par une loi en 1976 ou en 1977. Il est normal qu'on fasse un nouveau Plan comptable 30 ans plus tard, mais avec la mondialisation et l'internet, ce qui est le plus utile, c'est de pouvoir sortir les comptes le plus rapidement possible et ne pas attendre six mois pour sortir le bilan d'une banque ou de la Banque centrale, peu importe la langue.

C.M.H. : Oui, mais n'y a-t-il pas de problème de transparence économique ? Qui publie le bilan et dans quelle mesure le vérifie-t-on ?

M. Aoufi : Mais au moins on devrait être à même de donner une situation trimestrielle. Le problème est que les bilans sont tirés tardivement.

C.M.H. : As-tu continué à travailler avec Abdesselam ?

M. Aoufi : Une deuxième anecdote. En 1974 ou 1975, le ministère de l'Industrie et de l'Energie avait signé toute une série de contrats de réalisations. A la signature de ces contrats et pour qu'ils soient mis en exécution, le premier acompte de 15% devait être payé en devises. Au ministère des Finances, on avait une série d'accords financiers qui nous amenaient à payer une certaine somme au cas où tous ces contrats étaient mis à exécution. Si nous avions payé tous ces acomptes, nous aurions été en cessation de paiement. Il fallait attirer l'attention du Président sur cette

situation et nous l'avons fait sans apporter notre jugement sur ces contrats, mais simplement en décrivant la situation de nos finances. A l'époque, Monsieur Abdesselam, en tant que ministre de l'Energie et de l'Industrie, s'en était offusqué et s'était plaint au Président. Le Président lui avait répondu que la Sonatrach pouvait chercher du pétrole et on ne pouvait pas le lui reprocher si elle n'en trouvait pas, mais aux finances, il fallait chercher de l'argent, mais si on n'en trouvait pas, cela constituait un reproche permanent. Il a alors dit qu'il fallait se débrouiller pour payer ces acomptes. C'est ainsi qu'en moins de deux mois, en juillet 1974, je crois, nous avons monté le premier emprunt libre BNA-BEA de 200 et 400 millions de dollars, pour payer les acomptes réclamés par M. Abdesselam.

C.M.H. : Il a donc gagné !

M. Aoufi : Oui, il a gagné. Mais nous avons aussi montré notre efficacité à chercher de l'argent. D'ailleurs, dans son livre disponible sur internet, il y a des choses qui ne sont pas exactes.

C.M.H. : Il ne voulait pas d'accord avec le FMI⁽¹⁾, etc.

M. Aoufi : Concernant l'accord avec le FMI, je suis d'accord avec lui. Mais je crois que pour un financier 2 et 2 font 4. C'était notre seule exigence. Et en 1978, lorsqu'on a arrêté un budget, le ministère des

1. « Au début de l'année 1994, l'Algérie n'avait plus d'alternative : compte tenu des prévisions de recettes, les remboursements et le paiement des intérêts de la dette dépassaient les ressources en devises du pays. [...] Un accord fut signé avec le FMI en avril 1994 pour une durée d'un an. Au terme de ce programme, un nouvel accord accompagné d'un nouveau rééchelonnement était conclu pour une période de trois ans. » Organisation de coopération et de développement économiques. *Migrations, libre-échange et intégration régionale dans le Bassin méditerranéen*. OECD Publishing, 1998, p.43

Finances a commencé à avoir des problèmes avec le ministère de l'Industrie à partir du mois de mai ou juin. Quand Benyahia est arrivé en tant que ministre des Finances, il a été assailli par une série de demandes. A l'époque, il y avait l'éclatement des différents ministères et Abdesselam est devenu ministre des Industries légères, Ghozali était au ministère de l'Energie et Liassine était au ministère des Industries lourdes. Ghozali et Liassine ont convoqué l'ensemble des cadres de leurs ministères et ont demandé à être reçus par Benyahia. Benyahia, qui est très politique, a jugé bon de tenir la réunion tout seul avec les deux ministres et leurs collaborateurs. Pour lui, il n'y avait aucune modification à accepter ni à tolérer sur le budget. Ayant discuté avec lui sur le sujet, je lui ai suggéré d'accorder un certain nombre de rallonges malgré la loi, comme on l'avait fait antérieurement, sous bénéfice d'inventaire. Il a refusé catégoriquement. Mais il m'a appelé au bout d'un quart d'heure, alors qu'au départ, il voulait faire cette réunion seul. La réunion s'est terminée en queue de poisson. Après leur départ, il m'a demandé quelle était la solution. Je lui ai redit ma position, sachant qu'ils iraient se plaindre au président, qui trancherait certainement en leur faveur. Il ne comprenait pas comment cela pouvait se faire puisqu'il y avait une loi. Je lui ai expliqué que cela s'était déjà fait. Le lendemain, il fut convoqué chez le président. Le président lui a répété ce que je lui avais déjà dit. Il était furieux, mais étonné de savoir deux jours plus tard comment j'avais pu anticiper la réaction de Boumediene. Il y a eu ensuite un décret de Boumediene modifiant les dotations...

C.M.H. : Est-ce Benyahia qui lui a fait faire cela ?

M. Aoufi : Oui. Et Benyahia était le seul qui osait parler à Boumediene. Ni Mahroug, ni même

Abdesselam n'auraient pu lui dire de signer un décret. C'était une chose inimaginable. Je ne sais pas si ces décrets ont été publiés, mais ils ont été signés et j'en possède des copies.

C.M.H. : Penses-tu que si cela avait continué, on aurait pu avoir un système un peu plus responsable ?

M. Aoufi : En fait, on commençait un peu à rechercher une bonne gouvernance. Au niveau de la Banque centrale, on établissait trois bilans de la situation : l'un allait au ministère des Finances, un autre au président et le dernier au gouverneur de la Banque centrale. Le président exigeait que ce bilan lui soit remis immédiatement et dès qu'il y avait un mouvement en devises assez important, il appelait Amir et Hamdani, qui m'appelaient à leur tour pour demander des explications. Dès que je recevais l'enveloppe jaune de la Banque centrale, je faisais les vérifications...

C.M.H. : Et pour contrôler la corruption ?

M. Aoufi : Elle n'aurait pas pu exister avec nous. Il n'y a pas eu de vol du tout chez nous. Jusqu'en 1979, il n'y avait rien. Ensuite, il y a eu la période Chadli où il y a eu ce qui a été à l'origine de la corruption : le séisme d'El-Asnam de mai 1980. C'est à partir de cet instant qu'on a voulu reconstruire et acheter les chalets. J'étais alors à la Banque algérienne de développement et un texte signé par Chadli est sorti et disait que tout ce qui concernait les achats relatifs au séisme était exempté de toute contrainte, ni a priori, ni a posteriori.

C.M.H. : Et les réformes. Que peut-on faire à présent ?

M. Aoufi : Il faut préparer les hommes. Ce qu'il faut c'est prendre 10 000 étudiants licenciés, leur assurer

une formation tous azimuts et, du jour au lendemain, comme on change la monnaie, dire qu'à partir du 1^{er} juin 2010, 6000 fonctionnaires des impôts et 8000 fonctionnaires de l'éducation seront à la retraite. C'est impossible de changer petit à petit, il faut changer dans toutes les directions.

C.M.H. : Tu avais déjà suggéré une idée similaire avec les cadres de l'UGEMA ?

M. Aoufi : Je sais qu'on a maintenant un million d'universitaires. On peut en choisir 20 000 parmi les meilleurs étudiants pour installer une autre direction.

C.M.H. : C'est un peu ce qu'Abdesselam avait voulu faire dans le domaine de l'industrie dans les années 1970.

M. Aoufi : Un peu. Mais en 1970, il y avait moins de formation. Aujourd'hui, il y a eu une formation de gens incroyable. On en a les moyens. La privatisation du Crédit Populaire n'a toujours pas eu lieu. Si elle avait été faite avec le Crédit Agricole français, qui a énormément d'agences, on aurait pu choisir 3000 cadres à insérer dans toutes les agences du Crédit Agricole en France, en leur assurant la même formation pendant six mois. A la fin de cette formation, ils auraient pu être insérés dans les agences.

C.M.H. : Et que faire à la Banque centrale ?

M. Aoufi : C'est la même chose. Avant, on cherchait 200 millions pour assurer le paiement des acomptes. Aujourd'hui, on ne sait pas quoi faire de l'argent.

C.M.H. : On peut alors être optimiste pour l'avenir.

M. Aoufi : Sauf que la ressource humaine ne vit pas d'espoir. Il faut que la construction du logement soit multipliée par dix. Un million de logement pendant cinq ans, ce n'est pas suffisant.

C.M.H. : Mais qui va les construire ? Les Chinois ?

M. Aoufi : Soit les Chinois, soit on laisse les entreprises se débrouiller. Il faut avoir des logements pour s'assurer que chacun puisse avoir son pied-à-terre. Il faut aussi assurer une formation des universitaires, qu'on devrait aussi intégrer. Mais si on continue et que demain, il y a trop de fonctionnaires, tu verras... En France, dans dix ans, il y aura des problèmes. C'est une approche qui n'est pas exacte, mais ici, il y a nécessité de donner un espoir aux jeunes, un espoir aux universitaires.

C.M.H. : Sur ces millions, comment choisir les 20 000 ?

M. Aoufi : Il ne faudrait pas laisser le soin à chacun des ministres de choisir ; ils risqueraient de ne choisir que des membres de leur village.

C.M.H. : Comment sortir alors de ce clientélisme ?

M. Aoufi : Ces choix devraient être faits par des ordinateurs. Il faut enlever aux ministres et à leurs collaborateurs la possibilité de faire des choix. Il faut 200 personnes dans une centrale avec des ordinateurs et des fichiers. S'il n'y a pas d'espoir, moi, j'ai peur pour l'avenir.

C.M.H. : Et ta conclusion ?

M. Aoufi : Comment conclure cette longue discussion si ce n'est pour dire que l'histoire personnelle de chacun de nous fut celle d'un engagement total dans un combat de tous les jours pour la restauration de notre souveraineté nationale. Cette indépendance acquise au prix de lourds sacrifices, nous avons continué d'être au service de notre pays avec abnégation comme aux premiers jours de notre combat.

INTERVIEW DE DJELLOUL BAGHLI
(Réalisée le 24 novembre 2007)

C.M.H. : Parlons de quelques uns de vos souvenirs à l'UGEMA...

Djelloul Baghli: Du point de vue carrière à l'UGEMA, j'ai été membre élu du Comité directeur depuis le Congrès constitutif en 1955, secrétaire général adjoint du Comité exécutif en 1957 puis vice-président chargé des Affaires intérieures en août 1960. J'ai ensuite été chef du service culturel du GPRA avec Abdelhamid Mehri comme ministre des Affaires sociales et culturelles, puis avec Krim Belkacem dans le dernier GPRA de Ben Khedda, dans lequel il y a eu un regroupement au niveau du ministère de l'Intérieur des Activités culturelles, sociales, etc. Lors de la mise en place de l'Exécutif provisoire en 1962, je suis rentré à Boumerdès comme directeur de cabinet du cheikh Bayoud, qui était délégué aux Affaires culturelles. J'ai ensuite été, dans le premier gouvernement de Ben Bella, chef de cabinet d'Abderahmane Benhamida, qui fut ministre de l'Education nationale de septembre 1962 à septembre 1963. J'ai ensuite été assistant à la Faculté des Sciences d'Alger de 1964 à 1965. En septembre 1965, j'ai été chargé de créer l'Institut Algérien du Pétrole, que j'ai dirigé jusqu'en 1985, soit pendant 20 ans. Avec le siège

de l'Institut à Dar El Beida puis à Boumerdès et des centres au Sud (Hassi Messaoud), à l'Ouest (Es Sénia et Arzew) et à l'Est (Annaba et Skikda), nous avons lancé la formation d'ingénieurs et de techniciens avec la coopération française (Institut Français du Pétrole) pour les hydrocarbures liquides, puis avec la coopération américaine pour le gaz (*Institute of Gas Technology* de Chicago), pour les matières plastiques (EDC Boston), et enfin avec la coopération allemande (GTZ pour la chimie industrielle). On a ensuite fait appel à moi pour être secrétaire général du ministère de la Santé avec Djamel Houhou comme ministre de la Santé de 1985 à 1988. J'ai ensuite occupé un poste dans les Fonds de participation en 1989-1990 et, avec la formation du gouvernement de Belaïd Abdesselam en juillet 1992, j'ai été désigné ministre de la Formation professionnelle jusqu'à septembre 1993. Depuis, je suis à la retraite.

C.M.H. : Quelle carrière !

Dj. Baghli : On a aussi fait appel à moi en 2005 pour prendre en charge bénévolement la présidence du Croissant Rouge algérien, où il y avait un problème statutaire, de janvier 2005 à février 2006.

C.M.H. : Pour revenir à l'UGEMA, tu as quitté l'exécutif de l'UGEMA en mai 1961 pour entrer au ministère des Affaires sociales et culturelles. Est-ce que Messaoud Aït Chaalal était encore président ?

Dj. Baghli : Revenons d'abord à ce qui s'est passé au moment de la dissolution.

C.M.H. : Peut-être un peu avant. D'après ce que je comprends, Belaïd Abdesselam n'était pas d'accord pour tenir une conférence à Tunis.

Dj. Baghli : Je reviens d'abord au Congrès de décembre 1957. Le troisième Congrès, qui a eu lieu à Paris dans la semi-clandestinité, a donné naissance à

un nouveau Comité exécutif présidé par Aït Chaalal. Un mois plus tard, le 28 janvier 1958, l'UGEMA a été dissoute par les autorités françaises car nous étions déclarés à la Préfecture de Paris en conformité avec la loi de 1901 sur les associations et nous transmettions régulièrement les noms des responsables, etc. Officiellement, nous ne devions plus exister, mais on a continué puisque nous ne voulions évidemment pas reconnaître la décision, vu que nous étions responsables des étudiants algériens. Le problème s'est posé de savoir comment continuer. L'idée est alors apparue de sortir de France. Déjà en octobre 1957, avant la dissolution, à la levée de la grève, nous avons commencé à envoyer des étudiants à l'extérieur avec un contingent important à Lausanne. Nous pouvions donc aller à Lausanne en attendant de voir si on pouvait aller au Caire ou en Tunisie. Cette idée fut communiquée à Mohammed Harbi par Aït Chaalal et Hamdi, qui étaient en contact avec lui. Ils ont cru comprendre qu'ils avaient l'accord pour partir et sont sortis en avril 1958, je pense. Mais il y a eu un retournement de situation. Les responsables de la Fédération de France du FLN pensaient qu'ils étaient partis sans leur accord. Choaieb Taleb, Aït Chaalal et Tahar Hamdi ont donc été sanctionnés. La Fédération de France voulait que nous deux (Abdellaoui et moi-même) qui étions restés volontairement pour nous occuper des étudiants de France, continuions à représenter les étudiants algériens, surtout vis-à-vis des organisations internationales. Nous n'étions pas d'accord et restions solidaires de nos camarades, persuadés qu'Harbi nous avait donné son accord. Nous avons cependant accepté d'aller en Suisse et pris contact avec le représentant du FLN en Suisse.

C.M.H. : Etait-ce Hafid Keramane ?

Dj. Baghli : Non, Keramane était déjà en Allemagne. Il avait d'abord été étudiant à Alger et était venu après la grève à Paris, où il était devenu responsable de la section. Après, il est parti avec la Fédération en Allemagne comme représentant du FLN. Les responsables de la Fédération ont donc décidé d'organiser en août 1958 une réunion à Cologne, une espèce de tribunal où on devait être sanctionnés. On a exposé notre problème et la vérité est apparue qu'on n'avait pas été indisciplinés mais qu'il s'agissait d'un malentendu. On a donc été remis en selle en tant que responsables. Après la dissolution de l'UGEMA, nous avons décidé de lancer une campagne auprès de toutes les organisations estudiantines occidentales et des pays de l'Est pour dénoncer la situation et expliquer que nous étions toujours les responsables. Dès 1956, nous avons été reconnus comme Union nationale, aussi bien par le COSEC de la Conférence Internationale des Etudiants réunie à Colombo en 1956 que par l'Union Internationale des Etudiants (UIE) à Prague. Nous avons programmé des visites dans un certain nombre de pays de l'Est. On avait prévu une conférence internationale à Londres, qui s'est tenue en avril 1958 et qui a regroupé les organisations nationales estudiantines de l'Ouest. On avait des passeports français mais, en arrivant à Londres et en regardant le cartable d'Aït Chaalal, la douane a trouvé une brochure de l'UIE de Prague. Ils nous ont traité de communistes et ont annulé nos visas. Ils nous ont gardés à l'hôtel de l'aéroport avec un policier devant nos chambres et on devait être refoulés sur Paris. S'il y avait eu un avion ce soir-là, on aurait été refoulés. Notre ami Kellou, ancien responsable de l'UGEMA et représentant du FLN en Grande Bretagne, nous attendait. Ne nous voyant pas venir, il a alerté les étudiants anglais, qui étaient les organisateurs de la conférence et qui ont contacté le

ministre de l'Intérieur, qui est intervenu en personne pour qu'on puisse nous libérer et nous permettre de tenir la conférence prévue. Moi, j'ai ensuite eu un passeport tunisien avec lequel je voyageais.

C.M.H. : Tu as beaucoup voyagé...

Dj. Baghli : On était obligés. Je rendais visite à tous nos étudiants, en visitant toute l'Europe de l'Est et de l'Ouest.

C.M.H. : Après cette parenthèse sur les passeports, revenons à l'UGEMA. A cette époque, il y avait un Comité directeur de l'UGEMA composé de 17 personnes, n'est-ce pas ?

Dj. Baghli : Oui et les membres étaient dispersés.

C.M.H. : Te souviens-tu des noms ? Il devait y avoir les 5 membres du Comité exécutif et 12 autres membres. Etaient-ils utiles, avec les problèmes du rapport entre la Fédération de France et l'UGEMA ?

Dj. Baghli : Je n'ai pas les noms, mais la plupart des membres du Comité directeur se trouvaient à l'extérieur et n'avaient pas de contact avec la Fédération de France. Le problème était surtout entre la Fédération de France et le Comité exécutif. Le GPRA n'était pas encore constitué.

C.M.H. : C'est justement en 1958 que Belaïd Abdesselam est revenu de Tanger pour aider les étudiants de l'UGEMA. C'est aussi en 1958 qu'il est entré dans le cabinet de Tewfik Madani...

Dj. Baghli : Justement, Belaïd Abdesselam est resté lui aussi quelque temps en France après la grève, puis il est rentré à Alger et enfin il est allé au Maroc en transitant par Oujda, où il a eu des problèmes. Il en parle d'ailleurs dans son livre. Il a ensuite été désigné représentant du FLN à Tanger vers juin ou juillet

1958. Il avait donc des problèmes au moment où nous en avons aussi et il ne pouvait pas nous aider. Mais nos problèmes se sont réglés pratiquement au même moment. Nous avons été remis en place et avons lancé la Confédération nord-africaine. Nous étions allés à Tunis en janvier 1958 pour établir le premier contact pour la création de cette Confédération, mais le Congrès constitutif n'a eu lieu qu'à l'été 1958. Quand il y a eu la formation du GPRA en septembre 1958, Abdesselam a été pris avec Madani et il a décidé de travailler avec le Comité exécutif à Lausanne.

C.M.H. : Madani l'a-t-il choisi ou a-t-il été prié de le choisir ?

Dj. Baghli : Je pense que Madani était un ancien responsable des Oulémas et, au moment où il a été désigné ministre des Affaires culturelles, on a pensé que la personne qui connaissait tous les problèmes des étudiants était Belaïd Abdesselam. On lui a donc proposé de le prendre.

C.M.H. : Je me demande qui a eu l'idée...

Dj. Baghli : La plupart des responsables du GPRA à l'époque étaient des anciens du MTLD qui connaissaient Abdesselam. Et pour tout le monde, il était le responsable de l'UGEMA, même s'il n'a jamais occupé de fonction officielle à l'UGEMA. Il est donc venu à Lausanne travailler avec nous.

C.M.H. : Travaillait-il à Lausanne ou à Tunis ?

Dj. Baghli : D'abord à Lausanne à la fin de l'année 1958 et ensuite à Tunis en 1959.

C.M.H. : Il doit y avoir des articles relatifs à l'UGEMA dans *El Moudjahid*...

Dj. Baghli : Oui. Il y a une collection en trois tomes des numéros d'*El Moudjahid* parus durant la

Révolution. On y retrouve les discours des dirigeants de l'UGEMA, les missions qu'ils faisaient à l'époque et des articles pour les faire connaître à l'opinion publique algérienne.

C.M.H. : Cette collection est-elle disponible ?

Dj. Baghli : Je ne sais pas si c'est toujours disponible, mais cela a été fait en Yougoslavie durant les premières années de l'Indépendance. Certainement qu'elle doit être en bibliothèque.

C.M.H. : Revenons à l'été 1958.

Dj. Baghli : Après cette période de flottement, la Fédération de France a lancé les sections universitaires, voyant que nous étions solidaires et d'autre part tenant compte du fait que les sections de France ne pouvaient plus exister en tant que telles en France, du fait de la dissolution de l'UGEMA.

C.M.H. : D'après Aoufi, en février, au lieu de quitter la France, il est resté à Paris avec un autre collaborateur pour assurer la continuité de l'UGEMA...

Dj. Baghli : Dans notre stratégie de l'époque, des responsables devaient rester en France pour continuer à organiser et superviser les anciennes sections de l'UGEMA, même si officiellement on n'avait pas le droit d'exister. C'est dans ce cadre que je suis moi aussi resté.

C.M.H. : Et Aoufi aussi est resté...

Dj. Baghli : Aoufi était membre de la section de Paris, tandis que nous, nous représentions l'ensemble du pays et nous avons tenu à ce que les sections continuent d'exister. Entre-temps, la nouvelle équipe de la Fédération qui venait d'arriver voulait prendre en charge tous ces étudiants sous la dénomination de sections universitaires, et elle a pris pour l'intérieur

Mokrane et Hadj Driss comme responsables et voulait même qu'ils représentent les étudiants sur le plan extérieur. A la conférence de Londres, Mokrane était avec nous en tant qu'UGEMA. La Fédération de France voulait donc prendre en charge petit à petit tout le mouvement étudiant. Mais après la conférence de Cologne, il y a eu une espèce d'accord tacite. La section universitaire s'occuperait de tout ce qui était à l'intérieur de l'Algérie et de la France, mais l'UGEMA resterait en charge de l'extérieur. Ça a continué ainsi jusqu'au début de l'année 1960, quand on a décidé de quitter Lausanne pour s'installer à Tunis puisque le GPRA était aussi à Tunis. Selon nos statuts, le congrès devait se tenir annuellement et on avait pris cette habitude avec les premiers congrès. Comme on était en 1960 et qu'il n'y avait pas encore eu de congrès, on a décidé d'en tenir un. Abdesselam n'était effectivement pas d'accord sur l'opportunité de la tenue d'un congrès ; il était contre.

C.M.H. : Mais pourquoi était-il contre ?

Dj. Baghli : On n'a jamais compris pourquoi. Il me semble que le fait que nous soyons rentrés à Tunis et que nous décidions de tenir un congrès en étant en contact avec le GPRA ne lui ait pas plu. En tout cas, il était contre. Mais on a tenu ce Congrès de 1960 avec l'accord de Mehri.

C.M.H. : Est-ce pour ça qu'un peu plus tard Abdesselam vous a quittés ?

Dj. Baghli : C'est peut-être l'une des raisons. Mais c'est aussi parce qu'il n'était pas sur la même longueur d'onde que les autres, comme Mehri. Il était présent à Tunis, mais il n'est pas venu au Congrès. Ce Congrès, présidé par Ferhat Abbas, a connu la participation de beaucoup d'organisations nationales estudiantines

venues de partout. On a donc élu une nouvelle direction en août 1960. Mais en août 1961, il y a eu une réunion du Comité directeur, lors de laquelle Abdesselam est venu pour nous critiquer.

C.M.H. : Après qu'il ait quitté Mehri et aussi au moment du changement du GPRA ?

Dj. Baghli : Voilà. Et pratiquement au moment où on avait terminé la session du Comité directeur, il y a eu le nouveau gouvernement de Ben Khedda.

C.M.H. : Ce Comité directeur était-il composé de ses 21 membres ?

Dj. Baghli : Oui, mais ceux de France n'ont pas pu venir. Tous les autres étaient par contre présents. Il y a eu une critique systématique pour dire qu'on voulait se faire connaître. Je crois qu'il y a eu une cassure à ce moment et on a compris qu'il fallait céder la place, surtout que certains comme moi étions déjà mis en orbite ailleurs. Moi, j'étais déjà au ministère des Affaires sociales et culturelles. Cette fameuse réunion du Comité directeur a été enregistrée par Rezzoug, qui était aussi membre du Comité directeur. Avec le nouveau GPRA, Krim Belkacem a pris le ministère de l'Intérieur avec tout ce qui était social et culturel ; l'UGTA et l'UGEMA relevaient directement de lui. Il a donc décidé de mettre fin à la mission du Comité exécutif et de mettre en place une Commission nationale présidée par Mokrane, pour représenter les étudiants et continuer le travail de l'UGEMA. Ils ont ainsi occupé le siège de l'UGEMA, qui était à Tunis, et ont pris tous les documents de l'UGEMA, qui ont disparu à ce moment-là. Ils avaient en principe pour mission de préparer un congrès indépendant pratiquement six mois avant le cessez-le-feu, en août 1961. La Fédération de France, qui était proche du ministère de

l'Intérieur et tutelle des sections universitaires du FLN, a joué un rôle dans cette opération pour avoir le leadership sur le mouvement étudiant.

C.M.H. : Aoufi est resté à Tunis et il m'a dit qu'il était un peu embarrassé car, au Congrès de l'UGET, il avait été présenté comme président de l'UGEMA.

Dj. Baghli : Je ne me rappelle pas de cela, mais parmi l'ancien Comité exécutif, qui était composé de sept membres : Messaoud a été envoyé à Beyrouth, Djamel Houhou est allé avec le GPRA aux Affaires étrangères, Mokhtar Bouabdallah est reparti en Suisse continuer ses études, Tahar Boutemedjet est resté à Tunis, également pour ses études, Rezzoug s'est inscrit à l'université, Mahfoud Aoufi est resté en tant qu'ancien trésorier de l'UGEMA et moi, j'étais déjà aux Affaires sociales. Les membres de l'UGET pensaient que l'UGEMA continuait d'exister et n'étaient pas au courant de ce qui se passait à l'intérieur. Etant donné qu'Aoufi a participé à leur Congrès, ils ont dû penser qu'il était représentant ou président de l'UGEMA. Mais lui aussi a ensuite été pris par Lamine Khène, qui était responsable des finances au niveau du GPRA et qui l'a envoyé au Maroc.

C.M.H. : Pour revenir au gouvernement provisoire de 1962, Belaïd Abdesselam, qui était à un poste clé, est revenu. Qu'est-il advenu de Lamine Khène, qui avait aussi le poids politique pour s'occuper des étudiants ?

Dj. Baghli : L'itinéraire de Lamine Khène a été le suivant : il a été responsable au niveau d'Alger et il a représenté les étudiants d'Alger au deuxième Congrès en 1956. Avec la grève, il a rejoint le maquis où il est resté, je crois, jusqu'en 1959 ou 1960. Il a gravi les échelons jusqu'à devenir commandant. Il a été désigné

secrétaire d'Etat dans le premier GPRA de septembre 1958. Il y avait symboliquement trois secrétaires d'Etat qui étaient à l'intérieur de l'Algérie et qui ont été désignés selon une répartition géographique. Tous les autres membres du GPRA étaient à l'extérieur. Lamine Khène est ensuite allé en Tunisie, où il n'avait pas de responsabilité directe jusqu'à ce qu'il s'occupe des finances. Par rapport aux responsables qui jouaient un rôle dans les affaires estudiantines, il y avait non seulement Abdesselam, mais aussi Benyahia, qui lui a continué en tant que membre du CNRA et secrétaire de Ferhat Abbas dans les deux premiers GPRA. Mais ces responsables avaient d'autres secteurs dont ils s'occupaient et c'est Abdesselam qui continuait à être considéré un peu comme le leader. Cependant, il a eu des hauts et des bas après la grève, dont des problèmes à Oujda puis avec Mehri... Il est ensuite resté un peu à l'écart et quand Ben Khedda a pris le GPRA, il est devenu son directeur de cabinet, mais il n'est pas resté jusqu'à la fin. Il est parti de nouveau et à la formation de l'Exécutif provisoire, on a pensé à lui pour les Affaires économiques. Il s'est désintéressé de l'UGEMA à partir du moment où il a considéré qu'on voulait faire notre politique à part. Un autre problème, c'est qu'à l'UGEMA on reprenait soit des anciens étudiants, soit des jeunes et on les envoyait se former à l'extérieur alors que l'Etat-major avait besoin de cadres. On n'était donc pas bien vu du côté de l'Etat-major. Du côté des forces en présence, chacun voulait que l'UGEMA soit avec lui, mais nous-mêmes ne voulions être ni avec les uns, ni avec les autres.

C.M.H. : Vous étiez donc devenus des centralistes et Belaïd Abdesselam s'est retrouvé un peu dans le rôle de Messali. Il y a toute une histoire à faire avec cet épisode de l'UGEMA...

Dj. Baghli : Si on veut faire cette comparaison, on peut dire qu'au niveau du MTLD, les centralistes ont critiqué Messali et se sont opposés à lui tandis que nous, nous n'avons jamais critiqué Belaïd Abdesselam, on l'a même invité aux congrès, etc.

C.M.H. : Il était même un membre d'honneur...

Dj. Baghli : Il n'y a donc jamais eu de critique de notre côté, mais c'est de son côté qu'il a pensé qu'on voulait peut-être lui échapper ou échapper à son autorité ou peut-être diminuer son influence. C'est ce qui fait d'ailleurs qu'il est entré en opposition.

C.M.H. : Que penses-tu, 40 ans après, de tous ces comportements politiques, c'est-à-dire pouvoir personnel contre décision collective ? Est-ce que tu y vois ce qui est arrivé plus tard dans les ministères, au niveau national, etc. ? Il y a toujours des tentatives de prise de pouvoir qui font que la collectivité s'affaiblit...

Dj. Baghli : Je pense que les situations ne sont pas du tout analogues. On ne peut pas faire de comparaison entre les périodes, surtout entre celle d'avant 1954 et celle de la lutte dans la clandestinité, durant laquelle tous les moyens étaient bons et on n'avait pas suffisamment d'informations pour croire tout ce qui se disait. Le fait qu'il n'y avait pas de confiance ni de structures démocratiques pour débattre et discuter pouvait donc se comprendre. L'importance de l'individu était énorme et le responsable pouvait imposer son point de vue. Il fallait soit se soumettre, soit se démettre, comme on dit. Mais, dans l'ensemble, je crois que la plupart de ces gens étaient imprégnés de l'esprit nationaliste, même s'ils pouvaient se tromper. Tant qu'il y avait un problème unique, c'est-à-dire la lutte contre le colonialisme et le colonisateur, toutes

les origines pouvaient être oubliées mais, au moment de construire, les différences renaissent et chacun reprend un peu ses premières opinions politiques.

C.M.H. : Et en 1961, tout le monde savait que l'Indépendance était proche ?

Dj. Baghli : Pratiquement. A partir de l'ouverture des négociations d'Evian et au moment où ça a avancé, les gens préparaient déjà l'après-indépendance.

C.M.H. : Quand exactement ? Comment peut-on lier les difficultés de l'UGEMA avant et après le Congrès de Tunis à l'évolution générale de l'Algérie ?

Dj. Baghli : On savait que les choses évoluaient, surtout sur le plan international, mais on n'était pas sûrs du calendrier. Je me rappelle que le jour du 19 mars 1962 (signature des Accords d'Evian) a vraiment été une fête pour nous. Chacun se préparait un peu à l'Indépendance, mais pour nous, le combat devait continuer jusqu'à l'Indépendance.

C.M.H. : Qu'en était-il de la question des bourses ? Quels étaient les critères ? Comment étaient-elles gérées ? Y avait-il des interventions de certains ?

Dj. Baghli : À partir du moment où on a décidé d'envoyer les gens à l'extérieur, nous avons dû prendre certains aspects en considération. Pour la formation de nos cadres, nous avons remarqué que le domaine des sciences était dépourvu par rapport aux autres. Il fallait donc une orientation scientifique et technique avec des étudiants ayant ces bases. Mais, à côté de la formation engagée par l'UGEMA, il y avait aussi la formation militaire, qui était prise en charge par l'ALN, en Chine, dans les pays socialistes...

C.M.H. : Les militaires n'exigeaient-ils pas aussi des bourses, par exemple pour les Etats-Unis ?

Dj. Baghli : Non, pas du tout. Pour l'armée, ils étaient envoyés en Egypte, en Irak, etc. A côté de l'UGEMA, dans le cadre de ce programme général de formation, deux opérations similaires ont été effectuées pour la formation militaire dans les pays arabes et socialistes, et pour la formation administrative et politico-administrative à l'école des cadres d'Oujda. L'UGEMA était donc chargée du secteur classique de l'éducation nationale et de préparer des cadres pour l'après-indépendance dans les domaines purement techniques puisque, jusque-là, la plupart de nos étudiants faisaient des études de médecine, de pharmacie, de droit ou de lettres. Concernant les critères de sélection, ils étaient uniquement d'ordre pédagogique, sans aucune autre considération. Il fallait ajouter à ces éléments les aptitudes et la volonté de travailler. Il y avait un imprimé spécial de candidature de huit pages que les étudiants remplissaient et qui contenait les informations relatives à leur état civil, leur scolarité, etc. Une commission nationale des bourses se réunissait au ministère des Affaires sociales et culturelles d'abord à Lausanne, puis à Tunis et on étudiait les candidatures pour ensuite orienter et affecter les candidats. Le choix du pays se faisait en fonction non seulement du désir des étudiants, mais aussi de leur dossier. Pour les pays occidentaux, il fallait qu'il y ait les originaux des diplômes. Beaucoup de jeunes, surtout ceux qui venaient d'Algérie et de France, ne pouvaient pas retirer leurs dossiers universitaires et on les envoyait dans les pays qui pouvaient les accepter. Les pays de l'Est acceptaient ces étudiants sur une simple attestation de l'UGEMA. Deux ou trois cas de fausses déclarations ont été découverts et on a alors rappelé les étudiants concernés. Il y a eu le cas d'un étudiant envoyé au Maroc qui avait déclaré qu'il était bachelier alors qu'il ne l'était pas. On

essayait d'être très sérieux dans la sélection et le choix des étudiants et des disciplines. On veillait à ce que ces étudiants s'organisent en sections de l'UGEMA aussi bien sur le plan politique que syndical. Les étudiants envoyés dans ces pays n'étaient pas du tout abandonnés à leur sort et un suivi pédagogique et une demande d'information auprès des pays hôtes étaient organisés pour vérifier leur comportement, leur scolarité et leurs résultats. Quelques étudiants ont été rappelés parce qu'ils n'accomplissaient pas la mission pour laquelle ils avaient été envoyés. Une dizaine d'étudiants ont par exemple été rappelés d'Allemagne de l'Est.

C.M.H. : Une dizaine ? Parce qu'ils ne travaillaient pas bien ?

Dj. Baghli : Il y avait un aspect politique, mais il y avait aussi des étudiants qui avaient de mauvais résultats.

C.M.H. : Et le comité national de bourse...

Dj. Baghli : Au début, dès notre installation à Lausanne, on a commencé le travail. S'y trouvaient Belaïd Abdesselam, qui représentait le ministère du GPRA, les cinq membres du Comité exécutif et le représentant de la Fédération de France, Abdelkrim Souici. Quand nous sommes allés à Tunis, la commission était présidée par Belaïd Abdesselam et j'étais le principal représentant de l'UGEMA, les autres membres étant souvent absents. Il y avait également Chibane, un représentant du ministère de l'Intérieur, ancien des Oulémas et qui est maintenant le président de l'Association des anciens Oulémas.

C.M.H. : Et Souici ?

Dj. Baghli : Souici n'était plus là quand nous sommes allés en Tunisie. Il ne représentait que la France.

C.M.H. : Mais la Fédération de France avait-elle toujours des boursiers algériens en France ?

Dj. Baghli : Non. Toutes ces bourses ne concernaient pas la France. Ces bourses étaient prises en charge par le GPRA, par les pays hôtes ou par des organismes internationaux.

C.M.H. : N'y avait-il pas d'intervention ni de favoritisme ? Il y a notamment le cas de Megateli, qui a été envoyé aux Etats-Unis parce que son colonel avait suggéré cela...

Dj. Baghli : Les premiers bénéficiaires de bourses étaient des jeunes démobilisés qui étaient des anciens étudiants ou élèves qui avaient abandonné leurs études pour le maquis. Megateli était un brillant élève des classes préparatoires aux grandes écoles qui remplissait les conditions requises. Et il n'était pas le seul. Il y a eu d'autres étudiants, comme Nourredine Aït Laoussine, qui plus tard a été patron de la Sonatrach puis ministre de l'Energie. Il était au Maroc et y travaillait bien. Comme il voulait faire des études scientifiques et grâce à ses bons résultats, on l'a envoyé aux Etats-Unis. Il y a aussi eu Chérif Faïdi.

C.M.H. : Mais Faïdi était à Lausanne.

Dj. Baghli : Oui, Faïdi était d'abord étudiant à Lyon. Il a assisté au Congrès constitutif comme représentant de Lyon et il faisait partie, au moment de la grève, des premiers éléments choisis pour l'école polytechnique de Lausanne. Il a eu des problèmes dont je ne me rappelle plus des détails et on l'a ensuite envoyé à Dallas.

C.M.H. : Tu étais donc au centre de ces prises de décision et cela paraît logique, au vu de ta formation scientifique...

Dj. Baghli : Dès le début, soit déjà au niveau du Comité exécutif de 1957, je m'occupais des problèmes

organiques et mon rôle a été renforcé par la suite dans les autres comités. Et comme j'ai d'abord été trois mois à Tunis avant de venir à Lausanne, j'étais en contact avec les jeunes.

C.M.H. : Mais comment pouvais-tu te protéger de toutes les tentatives d'intervention ?

Dj. Baghli : J'ai essayé de faire ce que je pensais être le plus honnête et le plus logique et les gens ont reconnu plus tard que j'avais fait du bon boulot.

C.M.H. : Le fait qu'il y avait un comité te protégeait aussi.

Dj. Baghli : Oui, en principe, je ne décidais jamais. Je faisais des propositions à la commission nationale, qui les approuvait en général.

C.M.H. : Dans quelle mesure Abdesselam intervenait-il dans ces décisions ?

Dj. Baghli : Lui par contre recevait plus de demandes et d'interventions directes, parce que pour tout le monde, c'était lui le patron.

C.M.H. : Quelle marge de manœuvre avait-il ?

Dj. Baghli : Dans 90% des cas ou plus, les gens acceptaient les règles du jeu. On a eu un petit problème en 1959 avec quatre jeunes de Tunis, dont Tahar Boutemedjet, qui est devenu trésorier général adjoint du Comité exécutif en 1960. Ce groupe a fait une brochure contre nous en disant qu'on envoyait uniquement nos copains en Suisse. Mais en réalité, le problème était qu'ils faisaient des études de droit et qu'on ne pouvait pas les envoyer ailleurs qu'à Tunis.

C.M.H. : La décision d'accorder une bourse au frère d'Aït Chaalal a dû être sensible, même s'il était

hautement qualifié. Il était le frère du président de l'UGEMA...

Dj. Baghli : D'abord, c'était assez tard. Il n'était pas parmi les premiers envoyés, c'est-à-dire qu'à un moment donné, il y avait suffisamment de bourses pour essayer de satisfaire tout le monde. Lui, il était à Grenoble et je le connaissais personnellement. Ce n'est qu'après qu'on l'a envoyé aux Etats-Unis. Je ne pense pas que ça ait créé un problème. De façon générale, on ne tenait pas compte des relations, mais de critères établis. Il y a eu aussi des cas de femmes de militants qu'on a envoyées : c'était entre autres une façon de les prendre en charge.

C.M.H. : Harbi avait-il une bourse en Suisse ?

Dj. Baghli : Non. Il a dû s'inscrire, mais on ne lui a jamais donné de bourse. En Suisse, on nous avait donné une grille des salaires, et nous touchions l'équivalent d'une bourse. Harbi devait probablement recevoir cette indemnité de la Fédération de France et n'avait pas besoin de bourse. Ensuite, en Tunisie, nous avions aussi une grille similaire comprenant trois catégories. Nous, nous touchions un salaire de l'ordre de 30 dinars tunisiens de l'époque par mois. On vivait.

C.M.H. : L'UGEMA a-t-elle fait des comparaisons avec d'autres grilles des salaires ?

Dj. Baghli : Le statut de l'UGEMA nous considérait comme une organisation syndicale qui avait comme objectif premier les revendications estudiantines, le logement, les restaurants universitaires, les bourses, l'accès aux études de façon juste, etc. On n'a jamais vraiment rien revendiqué pour nous-mêmes et, même si on avait des besoins réels, ces besoins passaient après la cause nationale : l'Indépendance.

INTERVIEW DE CHOAIEB TALEB
(Réalisée le 16 octobre 2007)

C.M.H. : Parle-nous de la création de l'UGEMA.

Choaieb Taleb : L'UGEMA a été créée par la nécessité de la Révolution. La Révolution avait été engagée le 1^{er} Novembre 1954 et, au début de l'année 1955, il y avait une nécessité absolue d'organiser les étudiants. Il fallait créer une organisation nationale et, comme le FLN, qui était une organisation nationale de militants, il fallait créer une organisation d'étudiants. C'est pourquoi certains militants politiques et étudiants ont cru devoir poser le problème de la création de cette association. Etaient à Alger : Benyahia, Lamine Khène et Benbaatouche, qui est malheureusement mort au maquis, commandement de l'ALN. A Paris, il y avait Abdesselam, Aït Chaalal, Lakhdar Brahimi, et dans les autres villes de France Hamdi, Baghli, Lakhdari et moi-même. Nous avons décidé de créer un comité préparatoire de l'UGEMA. Le problème se posait de savoir s'il fallait créer une Union générale des étudiants musulmans algériens ou une Union générale des étudiants algériens. Et ce problème a posé un nouveau problème car ceux qui étaient pour l'UGEMA étaient de véritables nationalistes engagés pour la bataille et ceux en faveur de l'UGEA étaient

davantage des gens de gauche engagés avec les partis de gauche français comme le Parti communiste français.

C.M.H. : Et ceux qui suivaient Ferhat Abbas ?

Ch. Taleb : Ils étaient beaucoup plus UGEMA.

C.M.H. : Qu'est-ce qui expliquait cette division ?

Ch. Taleb : Il y avait des jeunes tlemceniens qui étaient au collège de Tlemcen et qui suivaient des cours de philosophie pour la deuxième partie du baccalauréat. Un des professeurs, qui s'appelait le professeur Minne, était un homme d'extrême-gauche et je pense que c'est à la suite du contact avec ce professeur qu'ils ont épousé les thèses marxistes-léninistes et ils ont continué dans cette voie. Nous nous sommes engagés dès notre plus jeune âge et je me rappelle que dès l'âge de 15 ans, je faisais parti d'une cellule militante du MTLD, le mouvement nationaliste.

C.M.H. : Et au lycée, la plupart des jeunes étaient-ils avec le PPA ou avec le MTLD ?

Ch. Taleb : Non, c'était surtout en dehors du lycée et la majorité était au MTLD. C'est évident que le MTLD était nettement majoritaire et ceux qui étaient de gauche se comptaient sur les doigts de la main. Mais ce sont eux qui se sont retrouvés à Paris à l'époque et qui ont mené la campagne en faveur de l'UGEA, parce qu'ils disaient qu'il ne fallait pas fermer la porte aux étudiants qui n'étaient pas arabes ou musulmans, c'est-à-dire aux Français, aux Juifs, etc. Nous, nous avions la position suivante : le « M » n'avait pas une signification religieuse, mais une signification ethnique, c'est-à-dire qu'il représentait l'Algérien authentique. Moi, je me rappelle très bien que sur ma carte d'identité de l'époque, il était écrit : « Algérien

musulman, non naturalisé ». On ne mettait pas « Français ».

C.M.H. : On pouvait être Algérien musulman naturalisé à partir de 1947...

Ch. Taleb : Non, beaucoup plus tard. Ce n'est qu'au début des années 1950 qu'ils sont arrivés à l'expression : « Français-musulman ». On nous appelait les Français-musulmans, mais au début nous étions « Algérien musulman, non naturalisé »⁽¹⁾. Le « M » pour nous avait donc une signification ethnique et nous ne pouvions pas, nous qui étions à peine 500 étudiants à Alger, faire le poids devant les 5000 étudiants français, d'origine française, etc. Nous aurions été en minorité et ça n'aurait pas été vivable. C'est pour cela que nous tenions à avoir l'UGEMA, et la très nette majorité des étudiants algériens avaient opté pour la création de l'UGEMA.

C.M.H. : Parlons des lycéens qui étaient membres de l'UGEMA, mais qui n'avaient pas fait la grève de 1956. Quel était exactement le statut de ces lycéens ?

Ch. Taleb : Au moment où nous avons posé le problème de la grève le 26 mai 1956, quand on s'est réunis après la décision de notre section d'Alger de suivre la grève, nous avons étudié ce problème des lycéens. Nous avons décidé de ne pas, je dis bien de ne pas associer les lycéens à la grève, parce que nous considérons qu'il fallait les maintenir dans leurs lycées pour qu'ils continuent leurs études et ce afin de constituer les cadres de demain.

1. « Au regard du statut constitutionnel de l'Algérie modifié en 1946-1947, les Algériens ont le choix entre le maintien du statut personnel, pour être alors des Français de souche nord-africaine (FSNA) ou bien devenir des citoyens français à part entière (mais en remplissant des conditions restrictives). » Le Pautremat, Pascal. *La politique musulmane de la France au XX^{ème} siècle: de l'Hexagone aux terres d'islam : espoirs, réussites, échecs*. Maisonneuve & Larose, 2003. P424

C.M.H. : J'ai entendu dire quelque part que les étudiants en France n'étaient pas d'accord et qu'Abdesselam aurait tenté de modifier sans succès cette décision en se rendant sur place à Alger. Quelle est l'histoire ?

Ch. Taleb : Le problème est le suivant : la décision a été prise par la section d'Alger pour Alger, vu que la situation était devenue intenable et qu'il y avait des actions terribles tous les jours contre les étudiants algériens d'origine algérienne. Leur place n'était alors plus à l'université, mais dans les maquis et ailleurs, pour aider leurs compatriotes en apportant leur contribution à la Révolution. Ils se sont alors réunis pour décider de la grève. Mais la décision d'Alger ne concernait qu'Alger, parce qu'une décision concernant tous les Algériens devait être prise par le Comité directeur, seul habilité à prendre une décision concernant tous les étudiants algériens, où qu'ils se trouvent. Ce Comité directeur, qui avait son siège à Paris à l'époque, devait se réunir. Quand nous avons appris la nouvelle d'Alger, nous avons décidé d'envoyer Abdesselam à Alger. C'est au contraire le Comité exécutif de l'UGEMA qui a chargé Abdesselam d'aller à Alger pour aller voir de quoi il s'agissait. Abdesselam est rentré à Alger et a rencontré les responsables de l'UGEMA, qui étaient à l'époque Benyahia, Lamine Khène, Benbaatouche, etc.

C.M.H. : Y avait-il d'autres étudiants, du FLN ?

Ch. Taleb : C'est ça le problème, on pouvait difficilement dissocier à l'époque le FLN des étudiants qui étaient militants. Donc le problème s'est posé de savoir si c'était le FLN qui avait pris la décision ou pas, mais on a su une chose, c'est que le FLN a dit qu'il fallait y aller. C'est-à-dire que puisque la décision avait été prise, il fallait la généraliser.

C.M.H. : Le FLN, c'est-à-dire Abane ?

Ch. Taleb : Non, d'après ce que je sais, Abdesselam a contacté Ben Khedda, qui était membre du CCE. Ils ont discuté et la décision fut prise de ne pas reculer. Abdesselam est alors revenu à Paris pour rendre compte au Comité directeur, qui était composé de 20 ou 25 membres à l'époque. Le Comité directeur a décidé le 26 mai de généraliser la grève à tous les étudiants, où qu'ils se trouvent.

C.M.H. : Est-ce que les membres d'Alger étaient représentés au Comité directeur ?

Ch. Taleb : Ah oui, absolument ! Il y avait des représentants d'Alger au Comité directeur.

C.M.H. : Etaient-ils présents à la réunion ?

Ch. Taleb : Non, ils n'avaient pas besoin de venir puisque la décision avait été prise par eux. Il n'était donc pas nécessaire qu'ils viennent à la réunion. Mais tous les autres représentants étaient là. Ils sont venus du Maroc, du Moyen-Orient et de toutes les villes de France pour assister à cette réunion du Comité directeur qui était, je me rappelle très bien, au complet. Et nous avons à ce moment-là décidé d'étendre la grève à tous les étudiants algériens, mais nous avons précisé que les lycéens n'étaient pas concernés par cette grève. Mais malgré cela, nous avons appris par la suite que les lycéens en Algérie avaient fait la grève. Voilà à peu près l'histoire de la grève.

C.M.H. : Quel était le pourcentage d'étudiants ayant suivi la grève en France ?

Ch. Taleb : Moi, je pense que la grève en France a été suivie à la quasi-unanimité⁽¹⁾. Quelques uns étaient

1. « D'après les premiers renseignements, la grève des cours et des examens est totale [...]. » « Grève illimitée des cours et des examens. » *Le Monde*, 29 mai 1956. P1.

contre, mais quand nous avons pris la décision, nous avons envoyé des délégués à toutes nos sections pour leur expliquer pourquoi la grève avait été décidée. Alors, il s'est avéré que la très grande majorité des membres étaient en accord avec le mouvement. Mais le problème qu'il y a eu par la suite, c'est que pour nous, il s'agissait d'une grève illimitée. Une grève illimitée, c'est difficile à admettre, c'est pour ça que nous avons au bout d'une année envoyé un rapport au FLN pour lui expliquer que la situation des étudiants était un peu difficile et qu'il fallait prendre une décision. Le FLN nous a répondu qu'il nous fallait prendre la décision que nous voulions. Le Comité directeur s'est réuni à nouveau, au bout de deux ans, pour décider de la levée de la grève.

C.M.H. : C'était avant octobre 1957 ?

Ch. Taleb : C'est précisément en octobre 1957 que nous avons décidé la levée de la grève et la grève a été levée. Mais entret-empis, pour éviter que les étudiants ne tombent dans l'oisiveté, nous avons décidé de les placer à l'étranger. Les dix premiers étudiants envoyés en Suisse ont été envoyés à l'école polytechnique de Lausanne, cela bien avant la levée de la grève. D'autres étudiants sont allés à Zurich, à Genève, d'autres en Allemagne et on avait même des étudiants dans les pays de l'Est, en Tchécoslovaquie, en Union soviétique, en Allemagne de l'Est... Nous avons par exemple en Hongrie, à Bucarest des représentants formés dans le domaine du pétrole. C'est le cas par exemple de l'ancien directeur de la REPAL, Kazi-Tani, qui a fait ses études à Bucarest en pétrochimie. Il y avait des étudiants en Bulgarie, en Yougoslavie et quelques uns sont allés aux Etats-Unis également, sans oublier ceux qui étaient en Tunisie, au Maroc, dans les pays arabes.

C.M.H. : Tu as fait référence au FLN. Qui au FLN était responsable de ces décisions ?

Ch. Taleb : Il y a eu une grève générale de dix jours en Algérie, décidée par le CCE du FLN. Mais pour la grève des étudiants, c'est plutôt le Comité directeur de l'UGEMA qui a décidé et le FLN y était favorable. C'est également nous qui avons proposé la levée de la grève. Nous étions membres du FLN, c'était le FLN qui dirigeait la Révolution. Nous ne pouvions donc pas ne pas demander l'avis du FLN. C'est normal ! L'action de l'UGEMA s'inscrivait dans l'action révolutionnaire du pays. Il était donc normal qu'on s'adresse aux dirigeants du FLN pour leur demander ce qu'ils pensaient exactement de cette situation. C'est ainsi que nous leur avons proposé la levée de la grève, qu'ils ont acceptée.

C.M.H. : Qui étaient alors les leaders du FLN à cette époque ?

Ch. Taleb : Je me rappelle que le dernier à avoir été contacté au Maroc par le président de l'UGEMA du moment, le D^r Belaouane, était Krim Belkacem.

C.M.H. : Et Chérif Belkacem ?

Ch. Taleb : Il était membre du Comité directeur de l'UGEMA. Il a assisté à la réunion de la levée de la grève. Il était venu du Maroc et représentait le Maroc. Il était étudiant à l'époque.

C.M.H. : Comment se prenaient les décisions par rapport à l'envoi des étudiants aux différents endroits ?

Ch. Taleb : Au début, c'était le Comité exécutif de l'UGEMA qui décidait. Nous étions cinq : Aït Chaalal, le président, Ali Abdellaoui, le secrétaire général, Djelloul Baghli, le secrétaire général adjoint, Tahar Hamdi, le trésorier et moi-même, le vice-président.

Voilà les cinq qui étaient à Lausanne après la dissolution de l'UGEMA.

C.M.H. : Et Aoufi ?

C. Taleb : Aoufi était président de la section de Paris. Il était seulement président de section et n'était pas membre du Comité exécutif. Nous cinq nous réunissions à Paris pour prendre les décisions. Une fois que nous sommes sortis de France, ces réunions se déroulaient à Lausanne. Par la suite, quand ça a pris beaucoup d'importance, le FLN, précisément le GPRA, s'est impliqué beaucoup plus et c'est Belaïd Abdesselam, qui était au niveau de l'Education nationale, qui s'est occupé de ce problème, parce qu'il n'y avait pas que des bourses étrangères, il y avait aussi le financement qui se faisait par le FLN.

C.M.H. : Et le ministre, c'était Mehri ?

Ch. Taleb : Oui, c'est exact ! C'était Mehri, mais au début c'était Tewfiq Madani.

C.M.H. : Le représentant des Oulémas ?

Ch. Taleb : C'est exact ! Mais il était membre du GPRA. Tewfiq Madani était Oulémas, mais il faisait partie des Amis du Manifeste et de la Liberté avec Ferhat Abbas et a été pris comme ministre pour s'occuper des problèmes des étudiants. Mais il n'est pas resté longtemps et c'est par la suite Mehri, avec Belaïd Abdesselam, qui s'est occupé des problèmes des étudiants.

C.M.H. : Belaïd Abdesselam est donc venu avec Mehri ?

Ch. Taleb : Non, il était avec Madani.

C.M.H. : N'a-t-il pas fait l'école des cadres ?

Ch. Taleb : Oui, mais il n'est pas resté longtemps. Et l'école des cadres, c'était bien avant ! Il a quitté l'école

des cadres pour être désigné représentant du FLN à Tanger au Maroc. C'est à partir de là que Madani l'a pris avec lui.

C.M.H. : Et Djelloul Baghli ? Il s'occupait aussi de l'allocation des bourses à Tunis ?

Ch. Taleb : Non, cela c'est quand ils sont allés à Tunis en 1960, bien après ! Après le Congrès, il y a eu un changement dans l'Exécutif et il a été intégré. Et juste avant l'Indépendance, il est entré au ministère de l'Education avec Abdesselam.

C.M.H. : C'est donc Abdesselam qui fut le responsable des bourses pendant toute cette période ?

Ch. Taleb : Exactement ! C'est lui qui était le responsable, mais ça se faisait avec nous au niveau des membres du Comité exécutif, parce que c'est nous qui étions en contact avec les organisations internationales d'étudiants. On recevait les bourses, on sélectionnait les étudiants, on étudiait les candidatures, etc.

C.M.H. : Et ce comité qui était en Suisse en février 1958, combien de temps êtes-vous restés ensemble avant de vous éparpiller ?

Ch. Taleb : Jusqu'à l'Indépendance. Parce qu'après le Congrès de Tunis, il y a eu un changement, je me suis retiré du Comité exécutif et je suis devenu membre du Comité directeur et délégué général en Europe. Je suis resté en Europe. Celui qui a pris ma place, c'est Djamel Houhou. C'est à partir de Tunis que Djamel Houhou a commencé avec l'UGEMA. Il y a eu un nouveau Comité exécutif composé d'Aït Chaalal, de Djelloul Baghli, qui était vice-président alors qu'il était auparavant secrétaire général, de Djamel Houhou, vice-président mais aussi chargé des relations extérieures. Hamdi s'était lui aussi retiré du Comité exécutif et a été remplacé par Aoufi, qui est devenu trésorier.

C.M.H. : Et Ali Abdellaoui ?

Ch. Taleb : Il s'est lui aussi retiré.

C.M.H. : Et les anciens qui sont allés travailler dans la diplomatie ? Brahim par exemple...

Ch. Taleb : Brahim, vous savez comment il a intégré le FLN. En 1956, il y a eu ce qu'on a appelé Bandung. Il y a eu un Bandung politique et un Bandung de la jeunesse. Et l'UGEMA a envoyé deux délégués à ce Bandung de la jeunesse, en Indonésie. Ces deux responsables étaient Brahim et Benyahia. A leur arrivée là-bas, le FLN les a gardés. Ils ne sont plus revenus. L'un est resté à Djakarta et l'autre a représenté le FLN à New Delhi. Ils ont quitté l'UGEMA.

C.M.H. : Et Kellou ?

Ch. Taleb : Kellou s'est retiré aussi. Il est rentré au Maroc, et du Maroc il fut envoyé comme représentant à Londres. Messaoud Aït Chaalal s'est aussi retiré et il a été nommé représentant de l'UJP à Beyrouth, avant l'indépendance.

C.M.H. : Et Megateli, qui faisait ses études aux Etats-Unis ?

Ch. Taleb : Il n'était pas membre du bureau directeur de l'UGEMA. Le problème qui s'est posé à l'indépendance, c'est que les gens disaient qu'il n'y avait plus de problèmes entre UGEMA et UGEA et qu'il fallait créer une Union nationale des étudiants algériens. Et c'est ce qui s'est passé. C'est normal, nous avons obtenu l'indépendance et il n'y avait plus ces problèmes. L'UGEMA a disparu et on a créé l'Union nationale des étudiants algériens, mais certains voulaient de nouveau créer l'UGEA et le problème s'est posé entre l'UNEA et l'UGEA. L'UGEMA était finie et son rôle s'était terminé avec l'Indépendance.

C.M.H. : Et les responsables de l'UGEMA n'ont-ils pas fait partie du Congrès ?

Ch. Taleb : Non, pas du tout. Ils étaient ailleurs. Moi, je me rappelle très bien, j'étais en poste à Paris. Brahimi était en poste au Caire. Tous les anciens de l'UGEMA avaient des postes d'ambassadeurs.

C.M.H. : Déjà avant l'indépendance ?

Ch. Taleb : Quelques uns avant l'Indépendance, d'autres après. On avait des postes à responsabilité. Baghli était par exemple secrétaire général du ministère de l'Education nationale, moi, j'étais à l'extérieur. Nous nous sommes retrouvés au ministère des Affaires étrangères en 1962, je me rappelle, il y avait dans ce ministère des anciens de l'UGEMA comme Khemisti, Ali Abdellaoui, Djamel Houhou, Layachi Yaker, Ali Lakhdari, Mohammed Kellou...

C.M.H. : Et à part Ali Abdellaoui, qui avait reçu une double formation en français et en arabe ?

Ch. Taleb : Ahmed Taleb, Brahimi. Ali Abdellaoui a reçu une double formation parce qu'il a fait la médersa de Tlemcen. J'ai aussi reçu une double formation pour avoir fait la même école.

C.M.H. : Etes-vous les seuls ?

Ch. Taleb : Oui nous sommes à peu près les seuls. Sahnoun a aussi étudié à la médersa.

C.M.H. : Y a-t-il eu une différence d'optique du fait de ces problèmes ?

Ch. Taleb : Il y a eu un problème à la suite de l'arabisation à outrance dans les années 1970, et on a parlé du problème des arabisants qui ont fait leurs études dans les pays arabes comme la Syrie ou l'Egypte. Certains ont été traités de baathistes, évidemment, ça c'est du passé, mais c'est une lutte qui a été très dure

pour l'arabisation du pays, mais on n'avait pas besoin de ça. Tout le monde est d'accord pour arabiser le pays. C'est normal, c'est notre pays, c'est notre langue... Mais il ne fallait pas poser le problème politiquement mais plutôt de façon beaucoup plus technique, comment enseigner l'arabe et ne pas politiser le débat ?

C.M.H. : Mais est-ce que ce débat sur l'arabisation n'a pas divisé l'UGEMA ? Etiez-vous solidaires ?

Ch. Taleb : Avec l'Indépendance, l'UGEMA, c'était fini ! Nous sommes restés de bons amis, mais l'UGEMA n'a jamais constitué un groupe politique.

C.M.H. : Mais Taleb est devenu ministre et a poussé l'arabisation...

Ch. Taleb : Oui, il était ministre de l'Education nationale. C'est tout à fait normal. Nous n'étions pas contre l'arabisation. Ce n'est pas possible, on ne peut pas être contre la langue de son pays, surtout que c'est une langue qui a été brimée...

C.M.H. : Peut-être fallait-il apporter des nuances à l'arabisation...

Ch. Taleb : Nous considérons qu'il fallait faire ça par étapes. Il ne faut pas brusquer en arabisant. En arabisant du jour au lendemain l'administration algérienne, on la bloque totalement. C'est parce que nous avons voulu faire ça brusquement que ça n'a pas marché. Il faut faire ça par étapes.

C.M.H. : Mais parmi les responsables, y en avait-il qui avaient des positions partagées ou souples ?

Ch. Taleb : Ils avaient chacun des pensées individuelles. Ça n'a jamais été une position concertée ou une position de groupe. Ça a été des positions individuelles. Les anciens membres de l'UGEMA n'ont

jamais pu constituer un groupe politique ou d'influence. Nous avons refusé de prendre des positions pareilles. Nous nous sommes intégrés dans l'administration algérienne, la plupart ont eu de grandes responsabilités d'ambassadeurs, de ministres, etc. C'est dans ce cadre là qu'ils ont agi et non pas en tant qu'anciens de l'UGEMA ou en tant qu'individus ayant une double culture. Mais moi, en tant qu'individu ayant une double culture, j'estimais qu'il fallait faire ça de façon bien étudiée, inscrite dans le temps, pour pouvoir asseoir l'arabisation de façon solide et déterminée. Je pense que ça été la même chose pour tous. Mais ceux qui ont voulu arabiser à tout prix sont ceux qui avaient uniquement reçu une formation arabisée et qui ont fait leurs études au Moyen-Orient.

C.M.H. : Est-ce qu'ils étaient en ce sens favorisés par Boumediene ?

Ch. Taleb : Non, je ne pense pas qu'il ait favorisé cela. Boumediene n'a pas envoyé d'ambassadeurs arabisants par exemple. Il voyait clair Boumediene. Il savait ce qu'il faisait.

C.M.H. : Est-ce que tu penses que les intellectuels ont été marginalisés, étant donné que les détenteurs du pouvoir n'étaient pas des intellectuels ?

Ch. Taleb : En 1962, c'est l'armée qui était au pouvoir et ça a continué par la suite. Il y avait à l'intérieur du pouvoir quelques intellectuels, mais en général, c'est vrai que ce sont les militaires qui détenaient le pouvoir... Après la mort de Boumediene, ce sont les militaires qui se sont réunis et qui ont décidé de présenter la candidature de Chadli Ben Djedid. Et c'est lui qui est devenu président et non pas Bouteflika, qui était aussi candidat à l'époque. Je me rappelle très bien, nous étions avec lui et avons tout fait pour qu'il

soit l'élu, mais nous n'avons pas réussi. Les militaires ont imposé leur représentant. Et il faut le reconnaître, c'est vrai. Nous étions avec lui, il était le mieux placé pour succéder à Boumediene, mais il n'a pas réussi parce que les militaires se sont réunis et ont décidé de la candidature de Chadli Ben Djedid.

C.M.H. : Essaient-ils toujours de vouloir contrôler les forces...

Ch. Taleb : Ce n'est pas facile. C'est difficile de contrôler les forces. Il y a maintenant le multipartisme et, même si on a beaucoup à dire sur ce multipartisme, il existe et il est là. J'espère que quand notre génération disparaîtra, il y aura une nouvelle génération avec une nouvelle situation politique.

C.M.H. : Avec ta double formation, je suppose que tu n'as pas de complexe d'infériorité. Mais avec le problème des islamistes, ne faudrait-il pas faire la nuance ? Il y a des gens qui les regardent comme la bête noire.

Ch. Taleb : Le peuple Algérien est un peuple musulman, je dis bien musulman. Les groupes islamistes sont des groupes extrémistes qui se sont peut-être trouvés marginalisés à un moment donné et qui eux aussi ont posé le problème du pouvoir, et avec la situation économique difficile de l'époque, le chômage... Tout cela a favorisé l'émergence de ce mouvement qui malheureusement a pris une tournure violente.

C.M.H. : Aurait-on pu l'éviter ?

Ch. Taleb : Pour l'éviter, il fallait régler les problèmes sociaux, c'est-à-dire qu'il fallait créer du travail... Il y avait beaucoup de choses à faire qui, malheureusement, n'ont pas été faites. Ils ont donc trouvé un terrain favorable. En 1991, je crois, j'étais à Bruxelles et je suis venu en vacances ici, juste à la veille des

élections législatives. Je me trouvais dans une agence de voyage pour prendre un billet pour repartir à Bruxelles. Deux fonctionnaires de cette agence discutaient entre eux et disaient en parlant du FLN : « On va leur fermer le passage. Il ne faut pas qu'ils passent. Nous allons voter tout sauf le FLN. » C'était ça, l'idée. Ils n'ont pas voté pour l'islamisme, mais c'est un vote de protestation contre le FLN qui a donné la majorité aux autres. Et moi, j'estime que ceux qui ont arrêté ce processus, ils ont bien fait. Ce n'est pas peut-être démocratique, mais la démocratie passera après la liberté du peuple. C'est pour ça que je n'étais pas contre ceux qui ont stoppé le processus. Malheureusement, ça a donné ce que nous avons connu : la décennie noire.

C.M.H. : J'espère qu'on trouvera quand même un moyen de s'en sortir...

Ch. Taleb : Non, on s'en est sorti. Pour moi, on est sorti de l'auberge. Ce qu'il y a, c'est qu'il y a des séquelles qui existent toujours et qui sont certainement entretenues. Vous êtes venu d'Oran à Tlemcen et vous allez repartir. Il y a dix ans, vous ne pouviez pas faire ça. Maintenant, la situation a totalement changé. Il existe encore des coins où il y a des problèmes, peut-être dans la région de Tizi-Ouzou et autre, mais je crois qu'on arrivera à régler ça.

C.M.H. : Les problèmes sociaux qui ont créé le problème sont toujours là.

Ch. Taleb : Non, pas tous. Actuellement, la situation n'est pas ce qu'elle était avant, nous n'avons pas de problèmes sociaux tels qu'ils existaient à l'époque. Evidemment, pour ceux qui sont contre le pouvoir, il y a toujours des problèmes sociaux. On crée toujours des problèmes. Bon, il n'y a pas la richesse pour tout le monde, mais le pays s'est nettement développé. Le

pays est en train de réaliser des choses. Comme vous l'avez remarqué, on a trois universités à Tlemcen... C'est énorme ! C'est très bien tous ces projets qui sont en train d'être réalisés ! Evidemment, le résultat n'est pas immédiat, mais les résultats seront encourageants.

C.M.H. : Le problème de l'emploi par exemple. Ces étudiants en biologie, auront-ils du travail ?

Ch. Taleb : Ces étudiants de biologie, demain, quand ils finiront leurs études, nous n'aurons plus besoin des Chinois, ce sont eux qui vont prendre la relève. Il faudrait qu'ils s'imposent par leur travail, leur façon de faire les choses et leur apprentissage. C'est de cette manière qu'ils finiront par s'imposer. Si nous avons trouvé des gens pour nous construire des universités en une année, nous n'aurions certainement pas eu besoin des Chinois pour le faire, parce que nous en avons les moyens, mais malheureusement nous n'avons pas la main d'œuvre qu'il nous faut.

C.M.H. : Alors, on n'a pas seulement besoin d'universités, mais aussi de centres de formation de travailleurs qualifiés ?

Ch. Taleb : Exactement ! Mais nous avons actuellement des centres de formation professionnelle. Ça existe dans toutes les grandes villes, mais ça ne suffit pas, il faut les multiplier et les développer. Mais il faudrait aussi, et c'est le problème de l'Algérie actuellement, régler le problème des partis politiques. Ils ne jouent pas leur rôle. Il y a des partis qui ne cherchent que des postes de députés, de sénateurs, etc. Il faudrait qu'il y ait également un renouvellement dans ce domaine-là. Il faudrait qu'il y ait un changement, même au niveau des partis.

C.M.H. : Est-ce que l'expérience de l'UGEMA est quelque chose qui pourrait aider et encourager les jeunes ?

Ch. Taleb : Malheureusement, ces gens de l'UGEMA sont en train de disparaître. Il y en a qui ont déjà quitté ce monde, il y a aussi la vieillesse et je crois que leur rôle est terminé. Il faut qu'ils laissent des écrits, des documents et des leçons pour que la génération de demain puisse s'en servir.

C.M.H. : Qu'est-ce que tu peux leur conseiller après toutes ces expériences et cette carrière diplomatique et politique ?

Ch. Taleb : Nous, nous sommes marqués par le colonialisme. Nous avons été élevés avec les Français. C'est cette génération qui a fait l'UGEMA, qui a fait la Révolution et amené l'indépendance. C'est cette génération qui a souffert de la présence française. La génération actuelle, c'est une génération gâtée. Combien d'étudiants y avait-il à Alger ? Il y en avait 500 contre 5000 étudiants français. Nous étions minoritaires. Quand nous sommes entrés au lycée, nous étions une trentaine en sixième et sommes arrivés en première à six ou sept. Une sélection s'est faite et tout le monde était liquidé. Actuellement, tout le monde peut y arriver, tout le monde va à l'université, tout est facile ! Je ne parle pas de problèmes sociaux, mais quand je vois l'université, ils ont tous des bourses.

C.M.H. : Mais la qualité...

Ch. Taleb : Oui, mais la qualité, ce n'est pas les étudiants, mais les enseignants. Nous, nous avons vécu la période française, qui a été le creuset où nous nous sommes formés. Je ne sais pas, mais le fait que ces problèmes se multiplient peut pousser notre jeunesse à se montrer beaucoup plus rigoureuse, beaucoup plus travailleuse, mais il faudrait aussi que notre génération disparaisse.

RÉPONSES ÉCRITES
DE MOHAMMED REZZOUG
(19 avril 2009)

C.M.H. : Parlez-nous de vous et de vos origines. D'où êtes-vous originaire et que faisaient vos parents ?

Mohammed Rezzoug : Je suis né en 1932 dans une petite oasis située à dix kilomètres de Laghouat : El Assafia. C'est là que j'ai passé ma prime enfance et que j'y ai fait mes premières classes préparatoire et élémentaire. J'ai gardé de très bons souvenirs de ces années heureuses. Mon père, sorti de l'École normale de la Bouzaréah en 1924, y enseigna de 1931 à 1941. Un instituteur « indigène » n'était pas seulement un enseignant ; entre les visites trimestrielles du médecin militaire et des sœurs blanches, il devait savoir traiter le trachome et la gale, donner les soins urgents ou quotidiens aux villageois, traiter les piqûres de scorpion, les morsures de vipère ou de chiens douteux. Les promenades hebdomadaires des écoliers se faisaient chez les jardiniers où nous apprenions - textes à l'appui - les techniques agricoles (taille, bouture ou greffe...). L'institut était associé par la Djemaa aux affaires de la petite communauté, au règlement des litiges en matière de distribution des eaux d'irrigation ou de partage des terres. J'ai assisté une fois, sur la route

conduisant à Laghouat, à un affrontement sanglant opposant une tribu qui voulait interdire le passage par leurs champs aux villageois se rendant au marché de la ville : me laissant dans la voiture, il alla s'interposer et ramener le calme ; il fallut panser les blessés et transporter l'un d'eux à l'hôpital de la ville. Son engagement remonte aux années 1930 : il fut parmi les premiers disciples du cheikh Mbarek el Mili⁽¹⁾, un des premiers Oulémas (assigné à résidence à Laghouat). Ce groupe d'intellectuels comprenait des collègues enseignants, dont le futur professeur agrégé Amar Dhina, M^e Aïache Benadjila (le futur secrétaire général de l'Assemblée nationale en 1963, puis secrétaire général du gouvernement), ainsi que le cheikh el Hadj el Mechri Aouissi (qui formera plusieurs générations de magistrats). Je dois aussi citer Aïssa Zahar, originaire de Bordj Bou Arréridj, interprète judiciaire qui garda des liens fraternels avec ce groupe jusqu'à la fin de sa vie. Cet activisme s'est concrétisé par l'inauguration le 13 février 1927 de la première médersa libre d'Algérie, en présence du cheikh Mbarek el Mili ainsi que du bachagha xxxx (donateur du terrain d'implantation de l'actuelle médersa) et du commandant de la région militaire de Laghouat. A cette époque, l'administration «surveillait» le comportement de ses fonctionnaires. Pour avoir divorcé d'avec ma mère, mon père eut droit à une lettre de mise en garde signée de la main de l'inspecteur d'académie d'Alger, lui rappelant « qu'un instituteur indigène est le représentant de la France dans sa tribu ». Les « Services » savaient qu'à l'époque du Front Populaire, mon père recevait par la poste les publications de gauche,

1. Voir l'ouvrage de Cheurfi, Achour. *La classe politique algérienne de 1900 à nos jours - Dictionnaire biographique*. Alger: Editions Casbah, 2001. P276-277.

celles du Syndicat national des instituteurs (Ecole Libératrice), les écrits des Oulémas d'Algérie, etc. Les publications du PPA se passaient sous le manteau. Telles furent mes premières lectures et références. C'est pendant notre séjour dans ce village que j'ai pu fréquenter l'école coranique, où j'appris à lire et écrire les premiers versets du Coran, ce qui me manquera quand nous habiterons à Laghouat dans notre petite ferme assez loin de la ville. Peu de livres scolaires et romans à cette époque ; je parcourais tous les journaux. La collection du *Canard enchaîné* et du *Canard Sauvage* sera conservée jusqu'en 1950, quand mon père décéda et que la maison familiale se délita. Durant les dix années vécues à El Assafia, mon père aimait recevoir quelques vieux amis villageois le soir, avant d'entreprendre la préparation des cours du lendemain, dans un petit vestibule où il disposait d'une TSF fonctionnant sur la batterie de la voiture et sur une vingtaine de piles. Parfois, il se mettait à l'écoute des nouvelles de la guerre en Europe. Il écoutait Radio Paris (et dira-t-on la BBC). Insouciant, il rapportait à ses visiteurs quelques informations, qui finirent par arriver à l'oreille des services vichyssois de la « commune mixte de Laghouat ». Au moment où ces agents convertis au « vichysme » ont proposé aux notables de la ville de se partager les biens de la communauté juive de Laghouat, ces « représentants » (bachagas, oulémas, instituteurs, représentants des confréries religieuses...) ont unanimement décliné cette offre, invoquant les Hadiths du Prophète, qui interdisent toute appropriation forcée des biens des Juifs. A ces « agents de Vichy » mon père offrit imprudemment le prétexte de la « sanction », qui allait mettre fin à notre existence paisible et heureuse dans cette petite oasis où j'étais né et où j'avais grandi : il négligea d'afficher dans sa classe le portrait du

Maréchal Pétain ; il devait vendre à ses élèves ce même portrait – format carte postale –, dont il avait pourtant payé le montant à l'administration, voulant sans doute épargner la dépense à des familles démunies. En milieu d'année scolaire, il reçut un ordre de mutation daté du 16 avril lui enjoignant de quitter El Assafia pour prendre dès le 21 un nouveau poste en Kabylie, au sommet du Djurdjura, accessible à dos de mulet, avec pour tout logement une pièce unique alors que notre famille comptait six personnes, dont ma grand-mère âgée de plus de 70 ans. Dans ce délai de 5 jours, il fallait déménager, se réinstaller à Laghouat après avoir fait admettre ma sœur chez les sœurs blanches et moi en cours élémentaire à Laghouat. Il dut s'y rendre en catastrophe, seul et sans bagages. Ce véritable « séisme » devait conduire peu à peu à la dislocation du cadre de mon enfance. Mon père mit deux jours pour atteindre son poste d'affectation, Taddert el Djedid, avec l'aide de la population de « Maillot ». En raison de l'altitude, il connut sa première défaillance cardiaque. Il passera péniblement les deux mois restants de l'année scolaire. La famille, aidée par les villageois, le ramena à Laghouat en mauvais état. Il dut se mettre en congé maladie, puis en congé sans solde pour les cinq années suivantes.

C.M.H. : Comment votre famille a-t-elle survécu suite à cela ?

M. Rezzoug : Privés de son traitement, nous avons pu subsister grâce au produit de notre petite ferme durant cette période de rationnement : maraîchage, culture de luzerne, de céréales et petit élevage de chèvres et de moutons. Mon père étant malade, il me revenait d'assurer seul les tâches de « garçon de ferme », dès la sortie de l'école. Ceci fut une période d'épreuve, d'initiation et de responsabilité

(faire fonctionner les moyens de puisage d'eau, noria, puis motopompe, irriguer et assurer les travaux de jardinage, d'entretien du bétail ainsi que des chevaux ; ma sœur aînée s'occupant du petit élevage). Nous ignorions la gravité de sa maladie de cœur, qui allait l'emporter à 45 ans. Etant fils unique, je savais qu'il me revenait de lui épargner tout souci et tout effort. Je n'étais pas peu fier d'assumer ce rôle. Un jour, je lui remis le produit de deux charretées de luzerne que j'avais vendues au marché 5000 francs ; il m'indiqua que cela correspondait au traitement mensuel d'un instituteur. Durant cette période de guerre, les soucis n'étaient pas uniquement d'ordre alimentaire : il ne fallait surtout pas que viennent à manquer les paquets de cigarettes et les journaux *Alger Républicain* et le *Canard Sauvage* (1943-45). Mon père s'installait dans le jardin pour lire, attendant la visite de quelques camarades qui lui rapportaient les échos de la ville et de l'administration...

C.M.H. : Est-ce ainsi que vous avez commencé à vous intéresser à la politique ?

M. Rezzoug : C'est pour avoir côtoyé ce groupe de copains que je me suis familiarisé avec leurs thèmes de conversation : « la perspective d'indépendance », suscitée par le débarquement américain en Afrique du Nord et la conversion de « nos » administrateurs au gaullisme, « l'émancipation du monde arabe ». Mon éducation politique a ainsi commencé. Mon père m'en parlait directement ; il m'expliqua une fois ce qu'étaient les Amis du Manifeste et de la Liberté, me rappelant à l'occasion qu'à ses yeux seul comptait le bulletin de notes scolaires mensuel. Il était généralement satisfait de mes résultats ; je découvrais qu'il était bon pédagogue : il n'a jamais exprimé une critique sur mes enseignants ; devant toute difficulté de

devoir à faire, il ne me donnait jamais la solution tant que je n'avais pas épuisé les ressources du Larousse et de mes cahiers de cours (à cette période, il n'y avait à Laghouat ni livres ni librairie). Il me rit au nez le jour où, revenant de l'école, je lui fis part de la tristesse de notre classe causée par la mort du General Huntziger dans un accident d'avion dans le sud oranais... sans plus de commentaire. J'obtins une fois l'autorisation d'accompagner un parent, membre de la petite troupe musicale « Ethouraia », qui devait, un matin de l'Aïd, aller interpréter l'hymne national tunisien au pied de la terrasse de l'hôtel Transatlantique où Moncef Bey, interné, faisait une promenade matinale. Il me semble cependant que l'« administration » locale n'a pas fait montre d'une hostilité déclarée vis-à-vis de mon père pendant cette période de congé « pour convenance personnelle ». Nous vivions dans notre ferme loin de la ville de Laghouat et étions à distance de toute autorité (1941-1944), jusqu'au jour où je fis connaissance avec la prison de Laghouat en février 1944 : revenant de l'école en compagnie de Tahar Hamdi, camarade d'enfance, je me suis mêlé à un groupe de gosses qui jouaient au ballon, sous les murailles de la caserne de la ville, où des prisonniers allemands étaient détenus. Des gamins auraient échangé quelques dattes et figes sèches par-dessus la muraille avec ces prisonniers contre des boutons d'uniformes. J'étais à peine rentré à la ferme qu'un flic vint à bicyclette me réclamer ; il m'embarqua sur le cadre de son vélo et me conduisit en prison. J'avais 12 ans. J'y retrouvai une dizaine de mes camarades de jeu - dont Tahar Hamdi - qui avaient été « raflés » à peine une heure auparavant. J'y ai passé une nuit seulement, le temps que mon père retrouve le chef de la milice locale, le fasse sortir de sa maison et l'oblige à me faire libérer au petit matin.

C.M.H. : Qu'avez-vous comme souvenir de cette nuit en prison ?

M. Rezzoug : J'ai gardé de cette nuit la vision sinistre d'un hangar obscur où étaient groupés autour d'un brasero des délinquants hirsutes et, dans un coin, mes camarades terrorisés. Le lendemain, je fis à mon père un compte rendu exact de mon parcours de l'école à la maison : de fait, je n'avais nullement fait attention aux échanges entre gamins et prisonniers. Il avait convenu de me conduire chez le chef d'annexe, auquel je devais rapporter ma version des faits. L'affaire s'arrêta là. Mes autres camarades ne furent libérés que six jours après, sans explication... Passé le certificat d'études, le cours complémentaire correspondait aux premières années devant préparer le brevet élémentaire, qui deviendra le BEPC ; pendant les premières années d'après guerre, l'absence de manuels obligeait nos deux enseignants à nous dicter ce qui devait être appris de manière plutôt scolastique. La seule langue enseignée par l'instituteur à part le français était l'anglais. L'école comprenait des enfants des trois « communautés » : les enfants d'officiers ou médecins dits « métropolitains » et les deux communautés autochtones, arabe et israélite. Celle-ci se fondait dans le reste des gens de la ville sur le plan de la langue, des us et coutumes, des habits comme des traditions culinaires. Ils étaient commerçants, artisans mécaniciens, bijoutiers, ferronniers ou plombiers, cultivant par ailleurs de petits jardins dans l'oasis. Aucun n'assumait de fonction d'autorité ni même d'agent d'administration ; les rapports étaient fondés sur des relations ancestrales, de famille à famille et, ni la colonisation ni le décret Crémieux ne les ont affectés. Il était fréquent que des femmes arabes et juives donnent le sein aux nourrissons de leurs voisines, si l'une ou l'autre était malade ou privée de lait. Un grand nombre de Laghouatis se souviennent de leurs frères ou

sœurs de lait, partis ailleurs. Certains se revoient de plus en plus souvent, à Paris ou à Laghouat. La population européenne était constituée essentiellement de fonctionnaires « métropolitains » ou d'officiers en poste dans la garnison de la ville. Point de gendarmes ni de policiers ; la milice locale était chapeauté par un commissaire qui n'intervenait pas hors de son bureau. Point de colons par conséquent ; les premiers qui s'étaient fait attribuer des lots de terre de huit hectares environ ont vite eu revendu leurs fermes à des autochtones pour s'établir dans les régions du nord, moins arides et plus proches de la capitale. Mon grand-père avait acquis la ferme où nous vivons en 1913. Il y avait bien quelques médecins israélites et européens qui restèrent à titre privé au terme de leur carrière. Au lendemain de la constitution du premier gouvernement De Gaulle en 1945, mon père reçut du ministre de l'Éducation nationale une proposition de reprendre ses fonctions à Laghouat même. C'est alors que la perspective de poursuivre mes études dans un collège du « nord » fut envisagée au terme des trois années du cours complémentaire. Je fus admis sur concours au collège de Boufarik, où je bénéficiai d'un enseignement de bonne qualité. C'est à 18 ans que je connus l'épreuve la plus dure de mon existence : mon père mourut subitement, emporté par une crise cardiaque ; on m'informa un soir au collège que mon père me réclamait ; je mis une journée pour arriver à Laghouat ; mon père était déjà enterré. Ma grand-mère, qui m'avait élevé dès l'âge de deux ans (en lieu et place de ma mère divorcée), disparut en pèlerinage à la Mecque, la même année. La brutalité de ces deux événements, puis l'éclatement du foyer familial m'ont enlevé tout ressort. Admis au lycée Bugeaud comme interne en terminale de mathématiques, je connus d'excellents professeurs.

C.M.H. : Comment en êtes vous arrivé au militantisme ?

M. Rezzoug : C'est au contact de la communauté estudiantine de la capitale que je fis mes débuts de militant. Au contact des étudiants de la médersa d'Alger, foyer du nationalisme, je me suis mis à fréquenter les militants et le siège du MTLD. J'assistai aux joutes qui opposaient Belaïd Abdesselam à ses adversaires lors de l'élection à la présidence de l'AEMAN. C'était la période où les frères marocains et tunisiens s'étaient engagés dans la lutte marquée par l'assassinat de Ferhat Hached et par le bannissement du roi Mohammed V et de sa famille. La répression des manifestations violentes, notamment à l'occasion du 1^{er} et du 8 mai, cachait mal la situation de crise qui paralysait le mouvement national. Les camarades européens du lycée Bugeaud n'étaient guère préoccupés par ces événements qui nous tourmentaient. Ayant échoué au bac, on nous conseilla de nous rendre en France, Tahar Hamdi et moi. C'est à Tarbes que nous avons passé l'un et l'autre la seconde partie du bac et c'est dans le lycée de cette ville que j'ai connu Simone, celle qui deviendra ma femme.

C.M.H. : Qu'avez-vous fait après avoir passé la seconde partie du baccalauréat ?

M. Rezzoug : Je venais d'être admis comme interne en mathématiques supérieures au lycée Gambetta à Toulouse quand la guerre de libération a commencé. Suite à des échanges de correspondance avec mes anciens camarades restés à Alger (dont le D^r Mokrane et Ahmed Ouameur), j'ai vite réalisé que les événements allaient me conduire, à court terme, à quitter l'internat, contre l'avis de mon professeur de mathématiques. C'est justement à ce moment-là que le projet de création d'une UGEA s'esquissait. Au cours

d'une première réunion tenue dans un café de la place du Capitole, je fus coopté comme secrétaire général de la section de Toulouse par un groupe d'étudiants originaires d'Algérie, européens et musulmans. C'est dans ce contexte que Simone, ayant quitté à son tour l'internat du lycée St Sernin où elle était en Lettres Sup, fut admise comme membre de la section UGEA, dès février 1955.

C.M.H. : En tant que secrétaire général de la section de Toulouse, comment en êtes-vous venu à l'UGEMA au lieu de l'UGEA ?

M. Rezzoug : La journée du 21 février 1955 fut marquée par des manifestations d'associations d'étudiants anticolonialistes et de l'UNEF. Je devais prendre la parole au nom des étudiants algériens. La veille de cette manifestation, j'avais été mandaté par les camarades pour aller accueillir à l'aéroport de Toulouse un certain Mohammed Benyahia, en provenance d'Alger. Le soir même où ma femme et moi le recevions à dîner dans notre chambre d'étudiants (en compagnie des regrettés Tahar Hamdi et Hachemi Bounedjar), il nous fit part de l'objet de sa visite : il fallait le lendemain, le 21 février justement, qu'il puisse réunir tous les étudiants algériens pour leur exposer, au nom de leurs camarades d'Algérie, le projet de création de l'UGEMA. Mohammed Benyahia avait un programme précis de réunions à tenir avec chacune des communautés universitaires algériennes de France. Devant maintenir ma participation au meeting, aux côtés des organisations anticolonialistes, il fut décidé que je déléguerais ma femme à l'assemblée des Algériens qui devait se tenir au même moment. M. Benyahia nous apprit que la création de la section UGEA à laquelle nous nous étions associés s'inscrivait dans le cadre d'opérations initiées simultanément au

niveau de toutes les universités de France où se trouvaient des étudiants algériens décidés à s'engager dans l'action pour l'indépendance du pays. Il confirma les informations que Mokrane nous avait données par lettre. Une course de vitesse était donc engagée entre les deux opérations. Il était clair qu'au sein de l'UGEA, les étudiants d'origine européenne étaient en nombre bien supérieur aux musulmans et que l'idée d'une action quelconque en appui à la lutte engagée par nos frères se heurterait à une forte opposition au sein de l'UGEA. J'avais pour ma part déjà remarqué que certains des initiateurs de l'UGEA avaient émis des réserves à notre participation à la « journée anticolonialiste du 21 février ». Les membres européens les plus progressistes s'opposaient à tout message de solidarité avec les étudiants d'Algérie, qui subissaient déjà des arrestations et des brimades de la part de leurs camarades de faculté et de lycée. L'issue du vote, intervenu au terme de la réunion, fut très incertaine : la majorité 13 contre 12 ne fut obtenue que par la prise en compte très disputée du mandat que ma femme fit valoir en même temps que sa propre voix. C'est grâce à la bonne foi du frère Berrouane qui, bien qu'opposant, confirma avoir exigé et obtenu la cotisation de ma femme quelques jours auparavant, que fut acceptée la validité de son vote et du mandat que je lui avais donné. Quelques mois après, les deux frères Belaouane et Malek Rédha vinrent à Toulouse pour exposer aux étudiants les textes définissant l'esprit et les principes qui étaient à la base de la création future de l'UGEMA. Une conférence préparatoire, à laquelle fut délégué Tahar Hamdi, s'est tenue à Paris. Dans la deuxième semaine de juillet, le Congrès constitutif s'est tenu au siège de l'AEMAN, au 115 boulevard Saint-Michel à Paris. Bounedjar, Hamdi et moi avons été élus pour représenter les étudiants de Toulouse.

(Le sujet étant traité par ailleurs, je n'évoquerai qu'un détail : nous étions à bout de ressources lors de la dernière séance marathon qui n'a été clôturée qu'après adoption de tous les articles des statuts de l'UGEMA). Entre Bounedjar et moi, il fut convenu que Tahar Hamdi était le seul à pouvoir effectuer les déplacements pour participer à Paris aux travaux du Comité directeur. Il appartiendra dès lors à toutes les instances de l'UGEMA, en particulier au Comité exécutif jusqu'en 1960.

A la rentrée 1955-1956, la section de Toulouse allait garder les séquelles des confrontations et des frictions qui ont prélué à la naissance de l'UGEMA. Le président de la section devait être « choisi » de façon consensuelle, comme l'avait été le président de l'Union lui-même, ne devant pas appartenir à la « tendance » PPA-MTLD. L'accord s'est fait sur un juriste brillant, A.K, qui préparait son doctorat en droit. Il avait toutes les qualités morales et l'attitude de réserve qui convenait pour amortir les réticences qui avaient marqué la période de gestation de notre union. L'assassinat du D^r Benzerjeb près de Tlemcen par les colonialistes devait être marqué par une journée de grève et de protestation par toutes les sections de l'Union. A.K présida cette journée, durant laquelle tous les représentants d'associations politiques ou estudiantines toulousaines vinrent nous apporter leur appui ; la plus inattendue des visites fut celle des représentants de l'Action française !!! Nulle hostilité, mais une surprenante courtoisie. Tout se passa dans la sérénité ; cette journée de jeûne du 20 janvier, qui avait réuni tous les étudiants algériens et des frères maghrébins dans une salle d'un grand café de la place du Capitole, aura été l'occasion d'une unanimité exceptionnelle. La section de Toulouse allait garder quelques mois encore, jusqu'à la grève,

une attitude réticente et de contestation à l'égard des « initiatives » des étudiants de « l'intérieur » ou du Comité exécutif de l'UGEMA. Cette attitude atteignit son paroxysme une année plus tard, au moment où, par vote, on devait décider la grève des examens et des études en mai 1956. Il a fallu que des camarades de la section de Montpellier viennent nous assister dans la confrontation dans laquelle le frère Hachemi Bounedjar, Tahar Hamdi et moi-même étions en position incertaine. Beaucoup de nos camarades étaient mal informés à cette époque de la situation de nos frères vivant la répression et, il faut bien le dire, mettaient au dessus de toute considération l'aboutissement de leurs études, pour lesquelles leurs familles les entretenaient parfois dans une certaine aisance. L'origine sociale de ces étudiants ne les disposait pas à suivre les initiatives de l'UGEMA. Surtout que pour beaucoup, celui qui était derrière l'UGEMA n'était autre que Belaïd Abdesselam, connu de tous pour animer des joutes épiques contre les candidats d'obédience réformiste (UDMA, PC, Oulémas) lors des élections du Bureau de l'AEMAN. Il faut se rappeler qu'à cette époque, les militants de ces organisations d'obédience PCA et UDMA n'avaient pas encore rejoint le FLN, qui leur paraissait être une simple résurgence du PPA-MTLD. L'accroissement de la répression et les ralliements de tous les cadres nationalistes et patriotes a fini par réduire les antagonismes. Le sens du devoir prévalut malgré tout et la grève fut décidée par un vote secret et incontestable le 19 mai 1956. Ceux d'entre nous qui avaient des échanges de lettres avec nos frères d'Algérie, et qui connaissaient l'élan de mobilisation, sentaient bien que l'engagement était imminent. Certains étaient au bout de l'effort de plusieurs années d'études. Leur demander de renoncer à cueillir le fruit des sacrifices

de leurs parents après quatre ou cinq années d'études, il faut bien convenir que ce n'était guère évident. Certains, d'extraction bourgeoise, vivaient en France privés de toute référence politique, ignorant souvent les humiliations et les espoirs de leur peuple. Aujourd'hui, je regrette que le frère Abrous par exemple, admissible à l'école de vétérinaire, ait dû renoncer à passer l'oral du concours. Ce fut la fin de l'ambition d'un jeune universitaire d'origine modeste ; il me tiendra compagnie dans la prison de Toulouse. Par contre, le président de la section toulousaine de notre union n'a pas pu consentir le même sacrifice. Je serais le dernier à lui en tenir rigueur.

C.M.H. : Comment se déroula l'année universitaire qui suivit ?

M. Rezzoug : L'année universitaire qui suivit fut marquée par différents éléments. Un certain nombre de nos étudiants rejoignirent le Maroc ou la Tunisie, notamment ceux qui avaient commencé des études médicales ou paramédicales. Ceux qui s'étaient engagés dans les domaines scientifiques et techniques serviront au maquis dans les structures de liaisons et de radio-télécommunications. Tahar Hamdi et Hachemi Boundedjar durent rejoindre la région parisienne et menèrent en parallèle leurs activités au sein des structures du FLN, tout en assumant les tâches qui leur étaient dévolues dans le cadre de l'UGEMA et ce, jusqu'à la dissolution de celle-ci par les autorités françaises. Pour ma part, j'avais dès 1955 été intégré dans l'organisation FLN, d'abord pour assister le frère Benbelkacem dans ses missions dans la région bordelaise puis, à la fin de cette année-là, pour créer les premières cellules FLN dans le Sud-ouest et les Pyrénées. En juillet 1956, je fus convoqué pour une réunion des cadres FLN à Grenoble, où je rencontrai

pour la première fois les responsables de la Fédération de France. La veille de la confirmation de ma nomination comme « régional » et de la prise de contact avec celui dont je devais dépendre, celui-ci me convia à le retrouver dès le lendemain à quelques kilomètres de Grenoble sur la route de Genève. Quand il apparut devant moi, sortant d'un bois, je crus reconnaître un des amis de mon père. Il me dit son nom, Hamida Chenaf, et me demanda de ne le révéler à personne. Je ne l'avais pas revu depuis une dizaine d'années. Ayant perdu ses dents au cours d'un interrogatoire dans un commissariat de Tizi Ouzou, il était méconnaissable. Il avait mal vécu les dissensions survenues au sein du PPA-MTLD et l'avait quitté. Il était technicien en électricité dans une grande firme de la région de Lyon et venait de réintégrer l'Organisation sur l'insistance de ses vieux compagnons. Il avait appris la veille que j'étais marié et père d'un enfant. Il m'apprit que j'allais dépendre de lui, mais que je devais réfléchir avant de me faire confirmer par lui comme « régional ». Pour ce qui le concernait, me dit-il, il avait décidé de demeurer célibataire en raison des contraintes de la clandestinité. Ayant maintenu mon engagement, il me suggéra de ne pas impliquer mon épouse dans les « affaires » de l'Organisation. En effet, il allait être arrêté quelques mois plus tard dans la région de Montpellier portant un sac contenant quelques dizaines d'exemplaires d'*El-Moudjahid*, alors que je l'attendais pour une première visite à Toulouse. Condamné à un an de prison, il fut libéré au trois-quarts de sa peine pour bonne conduite, sans avoir été identifié comme ancien membre du PPA et ancien du Comité central, ni d'ailleurs comme membre de la direction de la Fédération de France.

C.M.H. : Quelle fut votre activité au sein de l'UGEMA durant la période qui suivit ?

M. Rezzoug : Mon activité au sein de l'UGEMA durant la période qui suivit était une pure façade. Elu président de la section de Toulouse et en l'absence d'une grande partie des étudiants, qui étaient en grève, mon rôle dans ce cadre visait à assurer dans le milieu universitaire la diffusion des publications du FLN et la participation aux manifestations de solidarité avec notre Révolution des organisations d'étudiants « coloniaux », dont principalement la FEANF (Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France), des étudiants marocains et tunisiens, de l'UNEF et des organisations françaises de gauche, dont l'Association des étudiants catholiques. C'était la période durant laquelle les organisations d'étudiants et nous avons reçu Claude Bourdet lors d'un meeting contre la guerre en Algérie. Ce sont ces organisations qui, avec les militants de gauche, apporteront un soutien précieux à mes camarades et moi-même au lendemain de notre arrestation le 16 janvier 1957. Parallèlement à cette activité officielle, je dus mener à bien les missions d'organisation des cellules FLN. La première visait à obtenir la participation de la structure nationaliste qui préexistait place Bachelier à Toulouse, qui était fréquentée essentiellement par des travailleurs venant presque exclusivement d'Algérie. L'un des restaurants où j'avais coutume d'aller était tenu par le responsable PPA-MTLD. Je le conviai à prendre place au sein de la future organisation. Il déclina courtoisement mon offre en invoquant sa fidélité inébranlable à Hadj Messali. Après deux vaines tentatives, nous avons convenu d'agir chacun de notre côté et le mieux possible pour éviter toute confrontation entre Algériens. Il me souhaita bonne chance et les groupes d'étudiants qui « visitèrent » ce restaurant et ceux du voisinage purent par la suite distribuer les tracts et les journaux du FLN sans susciter de réaction hostile. Je

retrouverai cet homme en 1970 dans son petit restaurant à Alger, égal à lui-même.

C.M.H. : N'était-ce pas un problème que de ne pas pouvoir rassembler les militants ?

M. Rezzoug : Faute de « rallier » les anciens cadres militants, j'ai trouvé comme premier noyau un groupe d'Algériens originaires d'un même village de Kabylie - Irdjen - qui faisait du commerce ambulancier de tapis et que je croisais dans les avenues de Toulouse. Ils constitueront la première structure véritablement homogène qui assura une liaison sûre avec la plupart des cellules que j'allais pouvoir créer dans tout le Sud-ouest. De Perpignan à Agen et de Cahors à Pau, je fus secondé par Mohammed Hadni, le chef de cette communauté familiale d'Irdjen, dont il sera le maire après l'Indépendance. C'est lui qui prendra ma relève au lendemain de mon arrestation par la DST, le 16 janvier 1957. Je devais compter sur une autre personne d'exception : le futur professeur de gastro-entérologie d'Alger, Gana Illoul, étudiant en médecine à l'époque et qui était déjà connu dans le milieu des travailleurs, où il assurait des tâches de soutien socio-médical. Il me proposa sa collaboration sous réserve que sa mission en rapport exclusif avec moi soit bien circonscrite. Il fut convenu que sa mission consisterait à assurer la liaison avec tous les médecins algériens du Sud-ouest. C'est lui qui me prévint, six mois avant mon arrestation, de la surveillance dont je faisais l'objet et du contrôle de mon courrier au niveau de la poste. Un de ses amis français l'en avait prévenu. J'en eu la confirmation en me faisant envoyer une lettre anodine où un brin de tabac avait été soigneusement inséré dans les plis de la lettre... Je dus le mettre en contact avec Hadni, afin de parer à l'éventualité de mon arrestation... Le troisième appui sur lequel je pus compter fut Abdennour Abrous

(cité plus haut). Grand et solide militant, il sera à la tête des groupes de choc chargés de protéger les distributeurs de tracts dans les milieux les plus exposés. Dans les dernières semaines de décembre, la filature par la DST devint permanente et ostensible. Je m'étais fait à l'idée que mon arrestation était imminente ; j'avais prévu en cas d'urgence et pour « lâcher » la 203 qui me prenait en charge tous les matins, de prendre une traverse par un petit bois au bord du Canal du Midi, par lequel je pouvais seul me faufiler sur ma moto et rejoindre le chef de wilaya, dont j'attendais la visite. C'est ainsi qu'un matin, le militant venu me chercher pour cette rencontre dut attendre que j'entraîne la voiture « suiveuse » vers ce piège pour qu'il aille prévenir mon responsable du lieu de la rencontre, qui allait être notre dernière rencontre, dans un grand hôtel du centre de Toulouse où je le retrouvai après avoir planqué ma moto. Je lui rendis compte de ma mission, du nom de mes adjoints et des comptes des cotisations que j'avais en main et de l'imminence de mon arrestation, à laquelle il échappa. Un camarade étudiant juif d'Algérie, Emile E., se chargea du paquet de documents, dont il assurera la diffusion dans les milieux de la fac. Avant d'être arrêté avec moi quelques jours plus tard, ma femme prévint le D^r Illoul et les frères Hadni, par l'intermédiaire d'une camarade de la fac au restaurant universitaire. Le frère Abrous et la dizaine d'étudiants qui formaient son groupe de choc furent raflés à la même heure (le 16 décembre 1957). A cette époque, les interrogatoires se faisaient sans torture, mais non sans violence. Durant les trois premiers mois, nous serons mis en régime d'isolement total en cellule individuelle et privés de toute autre visite que celle des avocats. Au bout de trois mois de ce régime, je décidai d'organiser une grève de la faim. Par inscription sur les murs des cours-promenade où nous passions à tour de

rôle pour une promenade quotidienne de 15 minutes, j'ai pu graver le mot d'ordre de grève de la faim de trois jours. Cette limitation s'avéra bonne, car je n'avais pas imaginé que l'administration allait nous couper l'eau et nous mettre dans des cellules cachots. Nous n'aurions pas pu tenir plus de trois jours. Bien qu'isolés, notre grève prit fin à l'heure prévue. Le retentissement de ce mouvement dans les universités de France se traduit par une centaine de télégrammes de solidarité que nous envoyèrent les sections de l'UGEMA et toutes les organisations africaines et françaises d'étudiants ou d'organisations progressistes. Dès les premiers jours de notre arrestation, un collectif d'avocats de Toulouse s'était constitué pour assurer notre défense (M^{es} Viala, Souquière et Labri, auxquels se joindront M^e Pierre Stibbe et son épouse, avocats à Paris). La *Dépêche du Midi* et le journal *Le Monde* donnèrent de notre procès plusieurs comptes rendus. Avant le terme des 13 mois de détention et avec la menace d'un transfert en camp en Algérie, le jour de sortie de la prison était certain et j'eus l'idée d'écrire une lettre demandant audience au préfet de Toulouse qui, à ma stupéfaction, me fixa rendez-vous le matin même de ma « libération ». Les gendarmes chargés de me convoier de la prison au Camp furent stupéfaits quand je leur montrai cette lettre, portant timbre et signature du préfet, que j'avais gardée sur moi. Après un coup de fil à la préfecture, ils reçurent l'ordre de me conduire à la gare et de me laisser libre. Le préfet Périllier (ancien préfet d'Alger, ancien résident général de France en Tunisie) prit note de ma demande d'autorisation de rejoindre ma famille à Paris, tenant compte des arguments fournis à l'appui de ma requête :

– Ma femme avait obtenu un logement dans la cité universitaire d'Antony. Elle m'avait inscrit, s'était inscrite à la Sorbonne et avait en charge notre premier enfant.

– J’avais continué à suivre les cours de mathématiques de la Sorbonne, grâce au professeur Godement, que mon épouse avait prévenu de ma situation et qui m’envoyait ses cours et corrections de travaux pratiques (il avait adressé une lettre au directeur de la prison pour se porter garant du courrier, qu’il contrôlait personnellement).

Pour convertir l’arrêté ministériel d’internement en assignation à résidence, il lui fallait soumettre ma demande au ministre de l’Intérieur. Pendant les deux jours d’attente, je fus pris en charge par les responsables de l’UNEF et des organisations d’étudiants africains. M. Périllier me reçut deux jours plus tard et me fit part de la difficulté avec laquelle il avait obtenu du ministre de l’Intérieur que l’assignation dans un camp soit convertie en assignation à résidence à Antony, dans la Seine. Il m’indiqua que le ministre Bourgès-Maunoury ne me pardonnait pas d’avoir « implanté » le FLN dans « sa ville » de Toulouse et sa région du Sud Ouest, considérant cela comme un affront personnel. M. Périllier lui aurait répondu que durant la période où j’avais été responsable de la région, il n’y avait pas eu un seul attentat. Le premier meurtre politique eut lieu trois mois après mon arrestation. Cet argument fut retenu. Le préfet Périllier évoqua les nombreuses amitiés qu’il comptait au Maghreb et notamment celle de Abderrahmane Farès, qu’il avait reçu quand il était venu en compagnie de Mouloud Belaouane, Hafid Keramane et Tahar Hamdi nous soutenir lors de notre premier procès. La période de liberté dura à peine cinq mois. J’avais passé l’été en famille pour la première fois et préparais la session de septembre dans le Sud-ouest lorsque je fus arrêté en rase campagne, remontant à Paris en moto avec ma femme. C’était le moment des rafles effectuées après les attentats de Mourepiane, organisés par la

Fédération de France du FLN. Je fus interné dans une grange, puis dans la prison de Cahors. Ma femme fut secourue par la famille d'une camarade habitant la région. Après ma condamnation à deux mois ferme, elle dut partir seule entamer la quatrième année universitaire, à laquelle je ne participerai pas. La DST chercha à m'impliquer dans la campagne d'attentats qui avait eu lieu précisément dans la région du Sud-Ouest dont j'avais été responsable. Faute de preuves, mon avocat fit appel, dans l'espoir d'une réduction de peine qui me permettrait de passer les examens d'automne. Suite à de multiples actions de soutien des milieux universitaires du Sud-ouest et de Paris, les assurances avaient été données par les milieux judiciaires d'Agen, où je passai en appel pour un possible allègement de peine. La condamnation fut portée de deux à six mois, ce qui me faisait perdre une quatrième année, cumulant les périodes de grève et de prison. Aux personnalités qui avaient obtenu des « milieux judiciaires » l'assurance d'une peine moins lourde me permettant de ne pas rater la session des examens ou à tout le moins de ne pas perdre l'année universitaire engagée, un de ces magistrats avait répondu « qu'ils » avaient préféré me garder en prison (« là où j'avais au moins un numéro d'écrou ») plutôt que de me libérer, car des agents avaient été remarqués dans la salle d'audience, attendant de me « récupérer » et de me conduire dans un camp d'internement ; c'était l'époque des disparitions et des « corvées de bois » dénoncées par la commission de sauvegarde instituée à cette époque. Le milieu carcéral d'Agen ne me permettait pas de poursuivre mes études, alors que mon professeur principal, Godement, continuait à me soutenir et à m'orienter. Dans la salle commune de la prison, nous étions une quarantaine de détenus, tous de droit commun. Je fis

connaissance avec quelques personnages attachants: un notaire sympathique, expert en jeux de dames et d'échecs notamment, qui fut mon « professeur » obligé en la matière ; un vieux militant de l'anarchie, exaspéré par mes « discours nationalistes » ; je lui dois la bibliographie la plus complète de tous les ouvrages et encyclopédies de l'anarchie, ainsi que les textes des chansons communardes et libertaires. Il y avait également quelques jeunes de la région, pêcheurs d'écrevisses ou producteurs de pruneaux, tous heureux d'initier un saharien chacun dans son domaine... Je devais être regretté pour mon expertise dans le fonctionnement « en continu » du poêle de chauffage à coke de la salle commune. Chaque soir, nous recevions le « produit » des rafles de la journée, des voleurs de vespa - entre autres -, qu'il fallait calmer pour avoir droit à une nuit de sommeil. La seule possibilité de travailler sur mes cours était d'obtenir mon transfert dans une prison en régime cellulaire, ce que ma femme, appuyée par certains profs, obtint du directeur de cabinet du ministre de la Justice, Michelet, après les interventions de l'écrivain Maurice Clavel et de Mme Germaine Tillon. Je fus transféré à Toulouse et bénéficiai de nouveau du calme de mon ancienne cellule dans la prison Saint-Michel. Je retrouvai certains de mes anciens gardiens et surtout le directeur de l'administration pénitentiaire, qui avait l'habitude de me rendre visite dans ma cellule, appréciant au passage le thé à la menthe et certaines « lectures » que ma femme m'envoyait. Au moment où je devais quitter pour la quatrième fois la prison en avril 1959, ma femme était en instance d'accoucher et, ne pouvant venir m'attendre, c'est un ami, professeur à la Sorbonne, J.Devèze, ancien de l'UNEF qui, venu de Paris, s'est présenté à la porte de la prison, pour entreprendre quelque action contre une éventuelle

mesure de « reconduite » vers un centre d'internement. Les flics étaient en effet là, mais pour me conduire au lieu de « l'assignation à résidence » : la cité universitaire d'Antony où ma femme et ma fille m'attendaient. Le voyage se faisant par train de nuit dans une cabine sécurisée, Jean Devèze obtint d'y prendre place à la condition d'accepter d'être enchaîné avec moi durant le trajet. Avec les chaînes aux pieds, nous arrivâmes au lever du jour au quai des Orfèvres. Je reçus un carnet spécial, à faire viser chaque semaine au commissariat et retrouvai ainsi ma « liberté ». Un examen médical de routine effectué à l'hôpital de la cité universitaire fit apparaître que j'avais contracté en prison une pleurésie. Le médecin me prescrivit un repos complet, m'autorisant à poursuivre mes préparations d'examen. C'est à ce moment-là que nous avons eu notre deuxième enfant. C'est aussi le moment que choisirent mes responsables de la Fédération de France pour me signifier que je devais me tenir prêt à quitter le territoire français. Cette décision, notifiée sans appel ni ménagement, ne pouvait tomber plus mal :

– Ma femme venait de quitter la clinique d'accouchement, avec notre bébé d'un mois.

– Je venais de sortir de l'hôpital universitaire avec une prescription d'un traitement à suivre pour réduire la pleurésie.

– Ma famille avait annoncé sa prochaine arrivée de Laghouat pour me voir – après cinq ans de séparation – et faire connaissance avec mon épouse et mes enfants.

– Je venais de m'inscrire pour suivre un cours de préparation en vue de la session d'examen de septembre.

Par l'intermédiaire d'un camarade de collègue de Boufarik (H.I.), j'ai tenté d'obtenir un contact avec

mes responsables de la Fédération FLN. D'autant que le frère Gana Illoul (le futur professeur de gastrologie) était venu à Antony pour me demander d'obtenir pour lui auprès de nos chefs un sursis de deux mois : cela lui permettrait de passer un ultime examen en septembre pour avoir droit au titre de docteur en médecine et il s'engageait à rejoindre les services sanitaires de l'ALN après avoir passé son examen. Je n'ai pu avoir la moindre possibilité d'expliquer à quiconque ce que pouvait me coûter une nouvelle séparation d'avec ma famille. J'ai eu au moins l'audace de faire croire à mon ami Illoul que j'avais obtenu pour lui le sursis de deux mois pour passer ses examens durant le mois qui suivait, avant de rejoindre l'ALN via Tunis. Je l'assurai qu'il pouvait éventuellement se prévaloir de mon accord. Tout se passa pour lui comme convenu. Quant à moi, je dus me laisser conduire dans une forêt à la frontière franco-suisse par un couple de Français du « Réseau Jeanson » et traverser le bois frontalier au bras d'une jeune habitante de la région. Le soir même, je pus enfin rencontrer le responsable fédéral à Genève. Quand j'évoquai le sort de ma famille, il me répondit que c'était l'organisation qui s'en occuperait. Il me remit un billet de 100 deutschemarks, me donna comme consigne de ne pas prendre contact avec mes camarades du Comité exécutif de l'UGEMA qui se trouvaient à Lausanne (dont mon compagnon de toujours Tahar Hamdi), de ne jamais révéler mon identité, de me laisser conduire en territoire allemand, de me rendre à Cologne et de l'attendre dans un hôtel qu'il m'indiqua à proximité de la gare. Je ne le reverrai plus... Débarqué au milieu d'une gare allemande (à Fribourg) où je devais prendre le train pour Cologne, je me trouvai nez à nez avec une patrouille française ; je réalisai que je me trouvais en zone d'occupation et que je devais éviter à tout pris un

contrôle. Je descendis à Köln, avec l'espoir que ce nom était bien celui de Cologne. C'est là que j'attendis vainement le contact avec mon « fédéral ». Démuni de pièce d'identité, je fus cerné un soir près de mon hôtel par un groupe de jeunes maghrébins auxquels je refusai de donner mon nom: sous menace, je dus les suivre. La proximité d'un poste de police m'obligeant à éviter tout incident, je suivis ce groupe sur plusieurs kilomètres, le temps de deviner si j'avais à faire à des militants FLN ou MNA, gagner le temps de la réflexion. Apercevant un taxi maraudeur et profitant de l'effet de surprise, je le pris en marche et... me fis déposer à une distance suffisante au niveau d'un jardin public, où j'attendis la fin de la nuit pour me rendre au centre de la ville de Cologne. Par un heureux hasard, je retrouvai sur « le ring » le camarade de collègue (H.I) cité plus haut. Il me donna le numéro de téléphone de notre ambassadeur Hafid Keramane, lequel vint aussitôt me chercher et me prendre en charge. Je ne revis jamais celui qui était à l'origine de mes aventures. Je n'ai jamais su les motifs justifiant ma sortie de France et la perte définitive de tout espoir de passer l'examen que, de prison en fac, et de fac en prison, j'avais préparé, ni la mission que l'Organisation voulait m'assigner. Après un mois d'attente, l'ambassadeur me permit d'obtenir un petit pécule, un passeport marocain et m'autorisa à faire venir ma femme et mon fils ; notre fille ayant été prise en charge par mes beaux-parents. C'est alors que je rencontrai le président de l'UGEMA, le frère Aït Chaalal, de passage à Bonn ; il me proposa, avec l'accord de notre ambassadeur, de nous obtenir, pour ma femme et moi-même, deux bourses dans une université suisse pour l'année universitaire déjà entamée (1959-1960). Admis à l'Ecole Polytechnique de Lausanne, je me suis rapidement adapté à

l'enseignement de l'école; y compris aux manuels de langue anglaise que je maîtrisais passablement. Je finis l'année avec une moyenne confortable me donnant possibilité de passer en deuxième année. Ma femme dut s'inscrire à Genève et prendre attache avec un professeur de Grenoble pour préparer son DES. Pour une fois, nous étions réunis avec nos deux enfants et nos études bien engagées. A cette époque, j'ignorais tout des difficultés que le Comité exécutif avait rencontrées avec les responsables de la Fédération de France. Tahar Hamdi, seul à pouvoir m'en instruire, a toujours été pudique et n'a sans doute pas cru bon d'évoquer des situations mal vécues. Quand, en juin 1960, on me proposa de présenter ma candidature pour représenter la section de Genève au Congrès de notre Union prévu à Tunis, j'ignorais tout des circonstances et des implications dans lesquelles il allait se tenir. Au moment où je devais prendre l'avion pour Tunis, ma femme dut traverser le lac pour aller à Evian faire un contrôle médical, suite à une violente douleur. Elle y fut retenue pour subir en urgence une opération dont les frais ne pouvaient être couverts qu'en France. Notre fille fut conduite par une camarade chez ses grands-parents en France. Le bébé fut confié à une nourrice pour la durée de notre absence. Ce sont nos camarades, dont le frère Khemisti nouvellement arrivé, qui en prendront soin. Opérée et convalescente, elle fut de retour à Lausanne avant que je sois rentré de Tunis.

C.M.H. : Pourquoi avez-vous accepté de renouer avec l'activité, somme toute secondaire, au sein de l'exécutif de l'UGEMA ?

M. Rezzoug : A votre question, ma réponse est simple : à aucun moment, je n'ai songé pouvoir refuser une sollicitation qui ne pouvait venir que des

instances supérieures et notamment de Belaïd Abdesselam. C'est en arrivant à Bir El Bey que je me suis étonné de l'absence de M. Abdesselam à l'ouverture des travaux du Congrès. Avec le frère Hermouche, nous essayâmes d'obtenir une explication de Malek Rédha et de Lamine Khène, venus nous saluer, mais qui ne firent aucun commentaire. Tahar Hamdi ne fit état d'aucun malentendu avec Belaïd Abdesselam. Au moment où le Congrès allait se terminer, « on » me demanda d'accepter la fonction de secrétaire, sans préciser que cela impliquait une « résidence obligatoire à Tunis ». C'est plus tard que je me rendis compte que certains de mes camarades libérés de toute responsabilité allaient retourner à leurs études en Suisse et que, pour ma part, je devais renoncer à l'achèvement de mes deux dernières années en polytechnique. (Ce petit « sacrifice » n'a pas eu la même conséquence pour moi que pour mon épouse qui, bien qu'agrégative, n'a jamais pu couronner sa carrière universitaire comme elle l'espérait). Ce n'est qu'à la fin du Congrès que j'ai pu, avec Hermouche, rendre visite à Abdesselam dans son bureau au ministère de la Culture. Belaïd Abdesselam, aussi discret que mon ami Tahar Hamdi, ne fit aucune allusion aux raisons de son absence au Congrès. Il ne le fera qu'à l'été 1961, à la réunion du dernier Comité directeur. Le job qui m'échut au sein du Comité exécutif n'avait aucune signification particulière. La mise en forme du bulletin de l'UGEMA, sa duplication et son expédition aux sections de l'Union pouvaient être assurées par n'importe quel membre de la section de Tunis. Ayant décliné la proposition de mon ami Mokrane de faire partie de son équipe au Comité exécutif, je n'avais aucune perspective à Tunis ; tous les membres du Comité exécutif ont trouvé dans les structures du GPRA des postes à leur mesure. Nous étions à six mois

du cessez-le-feu. Je tentai de me rendre utile auprès des rares connaissances qui avaient des fonctions au ministère de l'Information ou de l'Intérieur. J'eus la surprise de croiser quelques camarades réfugiés à Tunis, dont Mohammed Liassine, ancien camarade du lycée Bugeaud, que je rencontrai par hasard un dimanche matin, avenue Bourguiba. Il était en « garnison » à Bizerte, en instance de transfert sur Madagascar. Je lui proposai dès le dimanche suivant de le présenter au ministère de l'Intérieur. De là, il sera dirigé sur la frontière, où il sera instructeur. D'autres vieux militants arrivèrent à Tunis avec mon adresse comme point d'attache. Pour la première fois, je me trouvais « libéré » de toute activité militante et privé de toute indemnité ; c'est le frère Aït Chaalal qui me suggéra de m'inscrire de nouveau en propédeutique de mathématiques pour la énième fois, afin de pouvoir obtenir une bourse auprès de l'autorité tunisienne. Je me retrouvai au point où j'étais quand, en 1955, j'ai quitté le lycée Gambetta de Toulouse. J'ai donc repris le chemin de la fac, jusqu'au moment où intervint le cessez-le-feu. Le frère Belaïd Abdesselam, qui venait de prendre en charge les « affaires économiques » à Alger (Exécutif provisoire), me proposa de faire partie de son cabinet. Je me suis dès lors placé dans le même sillage que les militants qui ont survécu à la guerre et qui se sont mis au service du pays. J'ai fini ma carrière au cabinet de Belaïd Abdesselam, comme je l'avais commencée.

C.M.H. : Pourquoi Khemisti ne voulait-il pas regagner l'UGEMA après sa libération ?

M. Rezzoug : A sa sortie de prison, le frère Khemisti, que je ne connaissais pas, n'appartenait à aucune structure de l'UGEMA et n'a donc pas assisté au Congrès de Bir el Bey. Je ne l'ai revu qu'au moment

où nous avons appartenu aux structures de l'Exécutif provisoire. Il était directeur de cabinet du président Farès, en relation avec le président Ben Bella, et c'est alors qu'il fut pressenti comme futur ministre des Affaires étrangères. Le frère Aoufi, comme les autres camarades, étaient dispatchés dans les structures du GPRA. Quant à l'UGEMA, elle a dû faire les frais des « distorsions » du FLN. En conséquence, le « Congrès » qui s'est tenu fin 1962 à Alger s'est déroulé dans les pires conditions, celles que le frère Belaïd a peut-être redoutées le plus puisque de son point de vue, me semble-t-il, il avait souhaité que le Congrès de 1960 se tienne à la veille de notre rentrée en territoire national et permette une relève par les jeunes de l'« intérieur ». Sans doute que ceci n'aurait été qu'une illusion, quand on songe à l'« atmosphère » détestable qui a régné à Alger à ce moment-là.

C.M.H. : Que s'est-il passé à Rocher-Noir avec Belaïd Abdesselam et les autres camarades de l'UGEMA, comme Aoufi ? N'y avait-il pas la possibilité de se regrouper ? Surtout que vous étiez un vieil ami de Mokrane, que vous connaissiez depuis longtemps...

M. Rezzoug : Le CE auquel j'ai appartenu ayant fait l'objet de critiques peu amènes et pour le moins « incompréhensibles » pour moi, je ne pouvais décemment me « réinvestir » à nouveau, malgré les liens anciens du collège qui me liaient à Mokrane. J'avais vécu jusqu'ici dans l'esprit qui nous avait tous animés, avant et après la tenue du Congrès constitutif de 1955. A Rocher-Noir, le frère Abdesselam m'avait confié plusieurs tâches liées à la préservation des infrastructures portuaires et aéronautiques qui faisaient l'objet des sabotages de l'OAS. A ce titre, j'ai appartenu au conseil d'administration de l'« Organisme de gestion

et de sécurité aéronautique», qui comprenait des représentants algériens et français, et à la prise en charge des affaires liées à l'inscription maritime, jusqu'au terme du mandat de l'Exécutif provisoire.

Pour répondre à l'étonnement de M. Clement Henry, je dois reconnaître qu'à aucun moment je n'ai eu d'inquiétude pour mon avenir ni le souci de la carrière universitaire de ma femme. Mon seul regret est le souvenir de mon « évacuation » de la Fédération de France du FLN, pour laquelle je m'étais engagé et dévoué sans réserve. C'est après coup que j'ai mesuré à quel point les « non dits », la manie du secret, du sacrifice pour le sacrifice, pouvaient conduire à certaines situations aberrantes comme celle qui m'a amené au lendemain de la grève et après deux périodes de détention et de pérégrinations à balloter femme et enfants inutilement, obéissant sans réticence à des « responsables » désinvoltes qui se croyaient dispensés de tout égard vis-à-vis des militants, au nom de la « discipline révolutionnaire ». Cependant, je considère, ayant vécu une période marquante de l'Histoire de notre pays et en étant sorti physiquement et moralement indemne, qu'aucune récrimination ni regret n'est de mise, quand on songe à ceux qui ne sont plus ou que notre mémoire n'a même pas retenus. J'ai voulu répondre aux sollicitations de M. Clement Henry, qui a obtenu de tous les responsables de notre mouvement des témoignages sur le rôle éminent de notre Organisation sur le plan national et international. Il a tenu à porter mention, dans le travail de mémoire qu'il a entrepris, des faits plus ordinaires qui ont été vécus par certains étudiants militant dans le FLN, partageant la vie des travailleurs, des prisonniers, des ouvriers ou commerçants, qui s'activaient sur les chantiers et collectaient des fonds pour soutenir la lutte de nos combattants de l'intérieur. L'action

L'apogée de l'association : 1957-1961

que l'UGEMA a engagée bien avant la création des structures du FLN en France s'est inscrite spontanément dans un esprit d'engagement total, au niveau de tâches parfois ingrates et obscures. Notre émigration, agissant à tous les niveaux, a su donner au sein de l'opinion française l'image du sacrifice, du dévouement des Algériens de toutes conditions, comme elle a su mobiliser les sympathies et les actions de solidarité sur le plan international, ce qui a conduit au démantèlement de tout le système colonial.

INTERVIEW DU D^r MUSTAPHA NEGADI
(Réalisée le 27 novembre 2007)

C.M.H. : Parlons un peu de vos souvenirs de l'UGEMA. Vous étiez déjà à Paris en novembre 1955, après deux ans passés à Alger où vous aviez été témoin des élections au MTLD...

D^r Negadi : J'étais surtout préoccupé par mes études, qui n'étaient pas faciles, surtout les premières années de médecine où il fallait réussir dans une atmosphère qui n'était pas très favorable aux études. A la fin de l'année 1955, l'atmosphère au campus universitaire commençait à être empoisonnée par l'antagonisme des deux clans, les musulmans algériens d'un côté et ce qu'on appelait les « Européens » de l'autre.

C.M.H. : L'Association générale des étudiants algériens était dirigée à l'époque par M. Susini, n'est-ce pas ?

D^r Negadi : Oui. Finalement, j'ai pris la décision de transférer mon dossier de la Faculté d'Alger à la Faculté de médecine de l'Université de Paris. J'ai pu bénéficier d'une bourse alors que j'étais sans bourse pendant mes deux années à Alger.

C.M.H. : Et votre famille, était-elle suffisamment aisée pour vous soutenir ?

D^r Negadi : Oui. Ma famille était aisée et c'est d'ailleurs pour cela que la bourse m'avait été refusée à Alger. Mais mon départ pour Paris a été décidé contre l'avis de mes parents. Et pendant un certain temps, j'ai dû compter sur d'autres moyens que ceux de mes parents.

C.M.H. : Que pensaient vos parents de la Révolution ?

D^r Negadi : Mon père voulait que je rentre en Algérie pour y finir mes études. C'est un musulman très convaincu, qui pensait que la politique devait être réservée à ceux qui étaient faits pour cela et qu'il fallait garder la tête froide durant cette période. Pour lui, ces événements étaient graves, mais il ne fallait pas s'engager pour s'engager.

C.M.H. : C'est naturel comme réaction. Quelle était sa profession ?

D^r Negadi : C'était un commerçant. Il avait un petit restaurant. Il a par la suite réussi dans les affaires, mais ce n'était pas un grand bourgeois. Il voyait l'influence de l'Europe d'un œil assez méfiant.

C.M.H. : C'est très intéressant pour quelqu'un qui finalement est devenu psychiatre.

D^r Negadi : C'est vrai. C'est en débarquant à Paris que j'ai découvert le monde, en particulier le monde de la politique. Mais ce n'est réellement qu'après la grève de mai 1956 que mon engagement politique effectif a débuté. J'étais au milieu des étudiants algériens qui étaient au fait des problèmes politiques liés à la situation algérienne.

C.M.H. : Vous aviez des amis à Paris, comme Djelloul Baghli...

D^r Negadi : Oui, il y avait Djelloul Baghli, Choaieb Taleb, Khemisti, que j'ai connu par la suite, Brahimi,

Taleb Ahmed et d'autres comme Aoufi, avec qui j'ai des liens d'amitié très forts. D'autres étudiants nous ont rejoints par la suite, de sorte que ma chambre à Paris arrivait à contenir une vingtaine de personnes.

C.M.H. : Vous deviez avoir une grande chambre. Où était-ce ?

D^r Negadi : Ce n'était pas loin de la place de la Bastille. Il arrivait que des gens viennent me rendre visite et y trouvent beaucoup de monde, mais pas moi.

C.M.H. : Fallait-il y aller avec son sac de couchage ?

D^r Negadi : Il y avait un grand lit et des matelas. Et on mettait aussi des couvertures par terre. Au départ, j'ai habité chez une famille française. C'est seulement après la grève que les restrictions budgétaires m'ont amené à me replier sur des habitations meilleur marché, comme les logements communautaires pour étudiants. La rencontre avec les amis m'a donc poussé à prendre beaucoup plus d'initiatives sur le plan politique et c'est ainsi que je me suis laissé soutenir pour des élections au comité de la section de Paris de l'UGEMA. J'ai été élu dans le Bureau qui comprenait Hafid Keramane, Aoufi, Mansour et d'autres. J'étais vice-président et Aoufi était secrétaire et trésorier. Nous étions cinq et avions une activité syndicale et étudiante assez remplie, d'autant plus qu'après mai 1956, nous étions disponibles pour l'action.

C.M.H. : C'est en février 1957 que vous avez été élu vice-président de la section de Paris.

D^r Negadi : Oui. Les choses se sont précipitées et il y a eu une offensive armée en Algérie avec la période de la bataille d'Alger, durant laquelle beaucoup de leaders politiques furent arrêtés, en particulier Larbi Ben M'Hidi, dont l'arrestation et l'assassinat avaient fait beaucoup de bruit dans le milieu étudiantin.

C'est ce qui nous a poussés à établir et entretenir des liens avec des associations et organisations estudiantines européennes pour essayer de susciter une solidarité, la plus large possible, avec la lutte du peuple Algérien.

C.M.H. : Qu'ont pensé les étudiants parisiens de cette idée de réunion de la section au mois de février ?

D^r Negadi : Les choses se sont précipitées parce que beaucoup d'événements importants se sont succédés. Il y avait aussi la pression de différentes influences sur le milieu étudiant, en particulier avec le problème lié à la polarisation des étudiants sur la question de l'appartenance ou non à l'Islam...

C.M.H. : Ce débat sur le « M » a donc continué ?

D^r Negadi : Oui, ça a continué. Et c'est à ce moment justement que j'ai connu Harbi, qui était d'obédience laïque. Cette lutte d'influence était exacerbée par les événements parce que les étudiants communistes devaient prendre une revanche sur les événements, et l'attitude du Parti communiste français n'était pas très nette par rapport aux événements en Algérie. C'est ce qui a fait basculer la majorité des étudiants algériens vers le « M ».

C.M.H. : Mais n'y avait-il pas une certaine influence du père fondateur de l'UGEMA, Belaïd Abdesselam ?

D^r Negadi : Oui, c'est vrai. Abdesselam a joué un rôle prépondérant, en particulier parce qu'il a pris une part importante dans la décision de la grève. L'idée de la grève illimitée émane en quelque sorte de lui. C'était un peu plus tard en mai 1956. Mais effectivement, son influence était visible bien qu'il fût toujours resté dans les coulisses.

C.M.H. : A-t-il un peu tiré les ficelles du Congrès de mars 1956 ?

D^r Negadi : Non. Il y avait d'autres personnalités. Messaoud Aït Chaalal par exemple avait sa personnalité...

C.M.H. : Le docteur Belaouane, qui est devenu président...

D^r Negadi : Finalement, nous avons voté pour le changement de Belaouane. Et c'est à sa place qu'a été élu Messaoud Aït Chaalal.

C.M.H. : Ça, c'est le troisième Congrès en décembre 1957. Cherchait-on quelqu'un de plus dynamique ?

D^r Negadi : Exactement.

C.M.H. : Quelles furent les circonstances de ce Congrès ? Avez-vous des souvenirs ?

D^r Negadi : Je ne peux pas vous donner des détails parce que je n'ai pas assisté au Congrès. En mars 1956, j'avais des examens importants, que j'ai d'ailleurs passés avec de bonnes notes. La suite de ces examens était prévue pour mai 1956, mais il y a eu la grève. Pour moi, c'était une frustration énorme. J'étais très absorbé en mars et les trois premières années de médecine sont très chargées. Je n'ai pu me consacrer à l'activité politique qu'après la grève. Durant l'été et l'automne 1956, mon activité a consisté en des actions ponctuelles et des missions que la Fédération de France du FLN nous avait confiées.

C.M.H. : Certains étudiants n'ont pas suivi la grève. Je pense à Arkoun, qui est devenu un grand intellectuel, certains aussi parmi ceux qui ont été recrutés par Belaïd Abdesselam...

D^r Negadi : Oui, il y en a eu pas mal.

C.M.H. : J'ai été étonné de voir qu'en 1960, il y a eu une résolution excluant les gens qui n'avaient pas fait la grève. C'est un bagage historique qui continuait...

D^r Negadi : Oui. C'est une plaie qui ne s'était pas refermée. Moi, je n'étais pas du tout content de faire la grève, mais j'étais obligé de la faire.

C.M.H. : Vous avez perdu tout ce temps de 1956 jusqu'en 1958. Votre père a dû être furieux. Qu'avez-vous fait durant cette période ?

D^r Negadi : C'est une période durant laquelle on a eu beaucoup à faire. Mon engagement politique effectif a débuté après la grève de mai 56. Durant l'été-automne 1956, mon activité a consisté en des actions ponctuelles et des missions confiées par la Fédération de France du FLN mentionnées plus haut. Ma responsabilité au sein de la section de Paris de l'UGEMA date de février 1957. J'ai été désigné comme délégué pour aller représenter l'UGEMA au Congrès des étudiants japonais. Je suis donc parti avec Choaieb Taleb.

C.M.H. : C'était en juin 1957 ?

D^r Negadi : Oui. De retour de Tokyo, nous avons rejoint le reste de la délégation conduite par Khemisti pour une mission en Chine, au Vietnam et en Corée du Nord durant les mois de juillet et août 1957. Nous avons été reçus par les autorités chinoises, en l'occurrence par M. Chou En-lai. Au Vietnam, nous avons été reçus par le président Ho Chi Minh, qui nous a dit qu'il comprenait et soutenait notre action, mais qu'il ne comprenait pas la grève. Il nous a dit qu'il fallait au contraire étudier, prendre à l'ennemi ce qu'il a de meilleur.

C.M.H. : Qu'avez-vous répondu ?

D^r Negadi : Khemisti a expliqué que c'était les consignes de la direction de la Révolution algérienne et que nous étions obligés de les suivre.

C.M.H. : On m'a expliqué qu'Abane était l'architecte de cette grève, qu'il voulait totalement déconnecter les intellectuels de la France pour ensuite créer une société révolutionnaire. Qui partageait cette vision ?

D^r Negadi : Ce n'était pas du tout réaliste. Très peu de gens partageaient cette vision. Le seul à avoir exécuté cette consigne, c'était Abdesselam. Et j'ai appris que cette idée venait d'ailleurs de lui.

C.M.H. : Mais il y a une autre interprétation qui dit qu'au début, Abdesselam pensait que ce n'était pas une bonne idée. Il paraît qu'il y a eu un correspondant du journal *Le Monde* qui lui a obtenu un laissez-passer pour se rendre à Alger, où il a rencontré un responsable du CCE. Ce n'est qu'après cela qu'il fut convaincu et est revenu à Paris avec le mot d'ordre. En ce sens, il a peut-être poussé la grève, mais la décision ne venait pas de lui. Comment avez-vous passé le reste de votre temps ?

D^r Negadi : C'était les réunions au 115, les contacts avec les organisations étudiantes françaises comme l'Union des grandes écoles, les associations d'étudiants chrétiens... Mais à l'époque, nous avons rompu les contacts avec l'UNEF. Nous menions aussi des activités clandestines. Nous étions recrutés par le FLN pour des actions ponctuelles.

C.M.H. : Quelles étaient ces expériences de recrutement ?

D^r Negadi : Ce n'était pas des recrutements à proprement parler. C'était surtout des missions pour aller clarifier les positions du FLN dans les milieux

ouvriers algériens des banlieues parisiennes, qui étaient surtout d'obédience MNA. Il nous arrivait parfois de mettre les pieds en plein conflit.

C.M.H. : Parce qu'il fallait expliquer aux ouvriers que Messali n'était pas derrière le 1^{er} Novembre. Fallait-il aussi parler de pouvoir personnel ?

D^r Negadi : Il fallait expliquer l'évolution politique qui avait abouti à la Révolution et qui s'était faite en dehors du mouvement de Messali, qui n'avait pas vu venir les choses. Cela nous a pris un peu de temps et à la fin, ces missions devenaient difficiles, voire dangereuses, parce qu'il y a souvent eu des affrontements physiques entre FLN et MNA. Nous ne voulions pas faire les frais de ces affrontements.

C.M.H. : Parce que vous n'étiez pas FLN, vous étiez étudiants UGEMA, porte-paroles et affiliés au FLN avec une certaine autonomie...

D^r Negadi : Oui. Mais par la suite, il y a eu une action en direction des élus musulmans au sein du Sénat français. Il fallait entreprendre de persuader individuellement chaque élu pour les convaincre de la justesse de la cause et de l'opportunité d'une démission collective, qui aurait un impact sur le plan politique. Et nous avons obtenu cela.

C.M.H. : Quel était votre objectif ? Est-ce que vous aviez en charge un sénateur en particulier ?

D^r Negadi : Oui. Nous en avons vu plusieurs, notamment Tamzali, que nous avons rencontré à deux reprises, une fois chez lui et ensuite au palais Bourbon...

C.M.H. : Étiez-vous seuls ?

D^r Negadi : Nous étions deux. J'avais un compagnon qui était un étudiant algérien, le D^r Saladjji, qui a aussi

été responsable au sein du FLN avant de rejoindre l'UGEMA. Il est encore médecin à Oran.

C.M.H. : Etait-il aussi de Tlemcen ?

D^r Negadi : Oui. Tamzali était à l'époque une personnalité d'Alger qui faisait partie de l'élite bourgeoise qui collaborait avec la colonisation. Il était très instruit, avait un statut important dans la société et détenait le tabac d'Algérie à l'époque. Il nous a reçus de façon très courtoise et nous lui avons donné la lettre du FLN. Nous avons réussi à rencontrer d'autres sénateurs, à l'exception d'un seul qui s'était réfugié à l'hôtel Crillon et refusait de voir quiconque. C'était donc des missions collectives.

C.M.H. : Vous étiez donc là en tant que délégués anonymes du FLN ? Comment avez-vous été contactés ?

D^r Negadi : C'est le chef de la Fédération de France qui nous a délégués, par l'intermédiaire de Keramane.

C.M.H. : Il a toujours joué un rôle clé, une sorte de protecteur de l'UGEMA qui, plus tard en 1958, allait sauver l'UGEMA de la Fédération de France.

D^r Negadi : C'est vrai. Nous avons donc occupé notre temps pour ce genre de missions. Mais à la fin de l'été 1957, avant l'annonce en octobre 1957 de la fin de la grève, j'ai craqué et dit à mes supérieurs que je ne pouvais plus continuer de cette façon et que j'allais rentrer. Keramane m'a alors demandé de réfléchir.

C.M.H. : Mais qu'auriez-vous fait en Algérie ?

D^r Negadi : Je voulais rentrer par une voie clandestine, par le Maroc, pour rejoindre le maquis. Mes supérieurs m'ont alors découragé et m'ont accordé une bourse pour aller continuer mes études en Union soviétique. Je suis donc parti en janvier 1958, juste

avant la dissolution de l'UGEMA. Une semaine après, mes camarades qui sont restés m'ont dit que la police était venue me chercher.

C.M.H. : Vous êtes ensuite devenu président de la section de Moscou. Combien y avait-il d'étudiants en Russie ?

D^r Negadi : Il y en avait eu deux avant nous. Mais on était déjà une vingtaine en 1960.

C.M.H. : D'après les chiffres de 1961-1962, il y en avait 48, dont 6 à peu près en médecine.

D^r Negadi : Oui. Jusqu'en 1961, on était seulement une dizaine. C'est en 1961 qu'une forte délégation de jeunes algériens est venue de Tunisie. La plupart avaient été formés dans les universités de Tunis et du Caire et étaient arabisants. Ils sont devenus presque tous des ingénieurs en métallurgie, en pétrochimie, etc. Ils ont appris le russe assez vite et ont travaillé pour la plupart chez Sonatrach, où ils ont vite appris ensuite le français et l'anglais. C'est formidable !

C.M.H. : Vous êtes donc resté en contact avec les responsables de l'UGEMA, avec vos responsabilités ?

D^r Negadi : En 1960, pendant les vacances, trois camarades et moi sommes allés au Caire où nous avons fait la connaissance des responsables algériens. Nous avons rencontré l'écrivain Malek Benabi et le cheikh Bachir El-Ibrahimi. Au retour de ce voyage initiatique, au début de l'année 1961, nous avons eu la visite de plusieurs délégations algériennes ; Lamine Khène faisait partie d'une délégation et Ferhat Abbas en conduisait une autre. Ferhat Abbas a été reçu par Kroutchev, qui a invité les étudiants algériens à participer à cette soirée. Le D^r Fanon était une des autres personnalités présentes. Il était déjà atteint de leucémie et était venu pour une investigation médicale.

Nous étions tout le temps avec lui, à tel point qu'une fois il a congédié son interprète pour discuter avec nous. On allait aussi avec lui à ses rencontres et on rectifiait quelquefois ce que l'interprète ne traduisait pas. Moi, ça m'arrangeait, comme lorsqu'il a rencontré des personnalités sur le plan médical. C'était mon domaine et j'intervenais lors de ces rencontres lorsque les termes techniques échappaient aux interprètes. J'ai donc eu un contact intime avec Frantz Fanon. Il nous a demandé ce qu'on faisait en Russie alors que nos frères étaient au combat. Ça nous a touchés et nous lui avons expliqué que notre souhait était de combattre si on nous facilitait le passage. Il nous a demandé de faire une demande, qu'il transmettrait au GPRA. Le D^r Bahaoui et moi avons alors fait cette demande. Nous avons ensuite reçu une réponse d'un ministre du GPRA, Abdelhamid Mehri, qui nous a dit qu'il nous conseillait de terminer d'abord nos études avant de revenir poursuivre le combat, étant donné le niveau avancé de nos études. Nous avons rejoint Tunis à l'été 1961, où j'ai pris contact avec Aoufi, qui y était, et avec Aït Chaalal. A l'époque, je me suis occupé d'un centre destiné aux anciens maquisards atteints de tuberculose. Le centre était dirigé par le Pr Chaulet, qui m'a pris comme assistant. Quinze jours plus tard, Aït Chaalal m'a demandé d'aller aux frontières, où nous avons vu des réfugiés dans des situations assez précaires et des bombardements de l'aviation française. A mon retour, j'ai rendu visite au D^r Fanon, qui était très fatigué. Il avait changé d'avis et nous conseillait de repartir terminer nos études.

C.M.H. : Il avait vu un peu la politique entre le GPRA et l'Etat-major.

D^r Negadi : Exactement. Les dissensions étaient énormes.

C.M.H. : Avez-vous été membre du Comité directeur de l'UGEMA, en tant que président de section ?

D^r Negadi : Non.

C.M.H. : Il y a eu une réunion du Comité directeur fin août 1961, durant laquelle Abdesselam a critiqué la tenue du Congrès en 1960 et a continué à attaquer le comportement des responsables de l'UGEMA. Le Comité directeur, réuni avec le Comité exécutif, a adopté une résolution d'autodissolution. Etiez-vous au courant ?

D^r Negadi : Oui. Nous étions contre cette politique d'autodissolution.

C.M.H. : Pouvez-vous élaborer un peu ? Que pensaient les Algériens qui faisaient leurs études en URSS et ailleurs dans le bloc de l'Est ?

D^r Negadi : A la section de l'UGEMA de Moscou, nous étions contre cette autodissolution. Nous tenions à ce que l'association, même si elle était étroitement liée au FLN, reste toutefois une entité indépendante propre aux étudiants. Personnellement, je désapprouvais les intentions totalitaires qui se faisaient jour au niveau des instances dirigeantes de la Révolution.

C.M.H. : Et Aït Chaalal a-t-il voté pour cela ?

D^r Negadi : Je ne sais pas. Mais il a dû avoir la main forcée.

C.M.H. : Parce que c'était la fin de l'autonomie de l'UGEMA.

INTERVIEW DE FATIMA OULD ROUIS
(NÉE BENDISSARI)
(Réalisée le 6 janvier 2009)

C.M.H. : Quelles ont été vos expériences avant l'UGEMA ?

Fatima Bendissari : Tout d'abord, j'ai fréquenté l'école primaire française car mon père était fonctionnaire.

C.M.H. : Combien de classes y avait-il dans cette école ?

F. Bendissari : Il y avait deux ou trois classes indigènes, mais il y avait une autre école où il n'y avait que des filles algériennes ou indigènes, comme on nous appelait. En Cours Moyen 1^{ère} année et 2^e année, j'allais, après l'école française, à la médersa, qui était une école libre que dirigeait cheikh Bachir Taleb El Ibrahimi, pour apprendre l'arabe. Nous avions les mêmes matières en arabe, c'est-à-dire le calcul, la rédaction, l'histoire et la géographie et les sciences naturelles. C'était tous les jours après l'école française, pendant une heure et demie. Pendant les vacances françaises, j'allais avec mes frères et sœurs dans une école coranique pour apprendre uniquement le Coran. Là, il y avait aussi bien des garçons que des

filles, qui étaient regroupées séparément. Il y avait donc une triple formation arabe, classique et religieuse.

C.M.H. : L'enseignement secondaire se déroulait-il avec les Français ?

F. Bendissari : C'était avec des Françaises. C'était un lycée de jeunes filles (EPS) avec un internat. Dans chaque classe, il n'y avait pratiquement que des Françaises, avec trois ou quatre algériennes au maximum sur une classe de 35 élèves à peu près.

C.M.H. : Peut-être que les parents algériens n'encourageaient pas leurs filles à étudier, contrairement à votre famille.

F. Bendissari : Toutes les familles à Tlemcen encourageaient leurs filles. Tlemcen est d'ailleurs réputée pour cela. En général, les filles allaient à l'école primaire indigène jusqu'à un certain âge. On les mariait en cas d'échec scolaire ou lorsque les parents n'avaient pas les moyens de payer les frais de scolarité.

C.M.H. : Comment avez-vous échappé à ce sort ?

F. Bendissari : Mon père avait un esprit libéral et tenait à ce qu'on ait une instruction avancée pour améliorer notre sort. Mes frères et sœurs sont d'ailleurs tous des universitaires.

C.M.H. : Combien de frères et sœurs avez-vous ?

F. Bendissari : J'ai trois frères et quatre sœurs. Je suis l'aînée, une de mes sœurs a fait des études d'infirmière à la Croix-Rouge française à Oran. Une autre de mes sœurs a fait des études supérieures de français ici à Alger. La troisième a fait des études de chirurgie dentaire et la benjamine a fait des études d'anglais à l'Université d'Alger. J'ai un frère qui était journaliste et qui est à la retraite. Le deuxième est diplomate et

le troisième est médecin et professeur de chirurgie esthétique à Alger.

C.M.H. : Quelle éducation votre père a-t-il reçue ?

F. Bendissari : Mon père avait presque atteint le niveau du brevet, alors qu'il était fils unique d'un agriculteur. Lorsqu'il a atteint l'âge d'aller à l'armée française, en 1911, il y a eu l'exil de certaines familles de Tlemcen vers la Turquie et la Syrie. C'était pour eux un moyen de résistance. Les parents de mon père étaient donc arrivés à Istanbul, mais ont préféré s'installer à Damas. Ils y sont restés quelque temps, puis, pour des raisons personnelles, ils prirent le chemin du retour et, arrivés à la frontière algéro-marocaine, on leur signifia que mon père devait rejoindre l'armée française pour accomplir le service militaire. Il a donc fait la Première Guerre mondiale en France dans la région de Lyon, où il fut blessé. C'est peut-être grâce à ce service militaire et à son niveau d'instruction qu'il a pu devenir fonctionnaire de l'administration coloniale.

C.M.H. : Avez-vous connu la tragédie de 1945 ?

F. Bendissari : Oui, mais bien plus tard, nous étions bien jeunes et nos parents étaient bien discrets.

C.M.H. : Au lycée, y avait-il déjà des activités politiques ?

F. Bendissari : Effectivement, au lycée de garçons (collège De Slane), au lycée franco-musulman (la médersa), mais dans la plus grande clandestinité. Je dois mon implication dans le mouvement de la résistance à mon père, qui ne cessait d'exprimer les aspirations nationalistes de son époque. Je pense que le développement de ce sentiment date de l'école primaire (Dar El Hadith). On nous emmenait deux ou trois fois par an en excursion pour apprendre des

chants patriotiques. Cette école nous a enseigné que la religion n'est pas hostile au progrès et à la modernité.

C.M.H. : Etait-ce l'organisation des Oulémas, l'UDMA ou le PPA ?

F. Bendissari : C'était les Oulémas. Nos parents étaient PPA. La plupart des gens étaient messalistes, mais il existait de nombreuses cellules clandestines du FLN.

C.M.H. : Comment avez-vous fait vos études supérieures ? Aviez-vous une bourse ?

F. Bendissari : Au début, je n'avais pas de bourse. Pendant la grève des étudiants, j'étais institutrice et j'ai donc épargné afin de poursuivre plus tard des études supérieures à la Sorbonne à Paris.

C.M.H. : Quand avez-vous eu le bac ?

F. Bendissari : C'était juste après l'assassinat du D^r Benaouda Benzerdjeb⁽¹⁾. C'est à partir de cet événement que les jeunes lycéens, lycéennes et jeunes scolarisés dans les médersas ont commencé à manifester contre le colonialisme, en bravant policiers et militaires français. Certains d'entre eux ont d'ailleurs rejoint le maquis, comme l'étudiant de la médersa Bénali Dghine, d'autres ont été arrêtés et même torturés. On peut trouver des témoignages de cette période à Tlemcen, dans un recueil préfacé par Chérif Belkacem.

C.M.H. : Ce docteur, était-il de Tlemcen ?

F. Bendissari : Oui. J'ai donc passé le bac au cours de cette période de révolte générale. Ensuite, j'ai été

1. L'assassinat du D^r Benzerdjeb a provoqué à Tlemcen la grande manifestation du 17 janvier 1956, qui a rassemblé plus de 20 000 personnes. Voir *El Watan* du 5 décembre 2006.

institutrice à l'école française que j'avais fréquentée en tant qu'élève. Il y avait deux classes pour indigènes et toutes les autres étaient pour les Françaises. J'avais la charge d'une classe d'élèves françaises. J'ai suivi l'ordre de grève des huit jours, décrétée par le FLN lors de la session à l'ONU début 1957 concernant la question algérienne. A mon retour à l'école, la directrice, Madame D. et les collègues ne voulaient plus m'adresser la parole. J'étais mise en quarantaine. La directrice de l'établissement remplaça ma classe par une autre classe indigène ajoutant ceci : « Vous pouvez faire la grève autant que vous voulez, seules vos compatriotes auront à souffrir ». A la fin de l'année, elle me fit muter à l'école indigène la Metchekana. On y enseignait le même programme sauf que les élèves devaient laisser leurs affaires, livres et cahiers en classe. Donc elles étaient privées de devoirs, de leçons, de révisions chez elles, n'est-ce pas injuste ? J'étais appelée à saupoudrer de DDT quelques têtes d'élèves désignées par l'administration. Afin d'éviter des humiliations inutiles, j'appliquais cette consigne à toute la classe.

C.M.H. : Mais il y avait toujours une discrimination avec ces classes d'indigènes et ces classes de Françaises.

F. Bendissari : En effet.

C.M.H. : Quand vous aviez des élèves algériennes, y avait-il des discussions sur la Nation algérienne ?

F. Bendissari : Non, il n'en était pas question, pour ne pas faire courir de risque aux élèves. On appliquait strictement le programme.

C.M.H. : Y avait-il la tentation à Tlemcen de monter des associations ?

F. Bendissari : Oui, mais seulement chez les garçons. Il y avait des associations, qui étaient plus ou

moins dans la clandestinité, des conférences étaient organisées, comme par exemple chez «Les Amis du Livre». Le professeur Inal, qui était communiste et anticolonialiste, avait plus ou moins orienté et canalisé les manifestations à Tlemcen.

C.M.H. : Que pensaient les Algériennes des activités de leurs frères ?

F. Bendissari : Elles étaient au courant et cherchaient à en savoir toujours un peu plus. On n'avait pas l'autorisation de sortir, de fréquenter les garçons ; on portait le voile blanc qui nous enveloppait totalement. Il y avait donc une séparation entre filles et garçons.

C.M.H. : Comment s'est passée votre installation en France ?

F. Bendissari : Je suis allée à Paris, parce qu'à Alger, il y avait des attentats et c'était risqué et aussi parce que mon père y avait un parent qui était marié à une Française. Vous savez, quand on était en sixième, on avait le choix pour les langues étrangères. Il y avait l'arabe classique comme langue étrangère alors que c'est notre langue, mais aussi l'anglais. J'allais choisir l'arabe, mais mon père m'a dit que j'allais m'ennuyer et qu'il valait mieux que j'étudie l'anglais. J'avais donc opté pour la langue anglaise sur le conseil de mon père puisque parallèlement, je suivais des cours d'arabe à l'école libre. J'ai passé la première partie de mon bac au lycée de jeunes filles et la deuxième au lycée de garçons, parce que le nombre de filles reçues était très réduit. C'est dans cet établissement que j'ai renforcé mes sentiments anticolonialistes. Cela m'a donné l'occasion de communiquer avec des camarades algériens à propos de nos aspirations nationalistes.

C.M.H. : Etaient-ils tous des messalistes ?

F. Bendissari : Non, pas tous. Il y avait aussi bien des messalistes ou de simples sympathisants, que des militants FLN.

C.M.H. : Et à Paris ?

F. Bendissari : À Paris, j'étais d'abord chez le parent de mon père et ensuite je suis allée à la résidence universitaire d'Antony. J'ai ensuite commencé une licence d'anglais à la Sorbonne en 1957.

C.M.H. : C'était avant la dissolution de l'UGEMA ?

F. Bendissari : En même temps que je poursuivais mes études, j'adhérais à l'UGEMA. A la suite de la dissolution de celle-ci, le Comité fédéral a créé une structure clandestine, la section universitaire, à laquelle j'appartenais aussi.

C.M.H. : Quand a-t-elle été créée ? Selon Mokrane, la première section universitaire aurait été fondée en avril 1958.

F. Bendissari : Il a raison. Elle a été créée en avril 1958 et était dirigée par Didine Abbas. C'était clandestin et on se réunissait à la résidence d'Antony avec Ahmed Boussalah et Dahmane Batata, qui sont morts après l'Indépendance. Boussalah était professeur en neurochirurgie après l'indépendance et Batata était directeur à la Sonatrach. Nous étions donc trois dans la cellule que présidait Boussalah. Il y avait certainement d'autres militants. Quand je fus arrêtée, j'ignorais que mes camarades avaient été arrêtés deux ou trois jours auparavant. C'est au moment de mon arrestation à la résidence d'Antony, quand les policiers arrivèrent au pavillon avec l'intendante, que j'ai reçu un coup de téléphone. L'inspecteur de police m'accompagna brutalement vers le téléphone et, en écoutant la conversation, il m'ordonna de dire à mon interlocutrice, Salima S., de venir. J'ai alors ajouté que

j'avais très froid, elle a tout de suite compris que j'étais en danger et elle a raccroché. Elle avait eu vent de l'arrestation et voulait m'avertir. J'aurais pu y échapper si elle m'avait téléphoné cinq minutes plus tôt.

C.M.H. : Quelles étaient vos activités de militante ?

F. Bendissari : A la section universitaire, il y avait des tracts à rédiger et j'allais avec une étudiante, ukrainienne, dans le cinquième arrondissement à la rue Monge pour les imprimer. Il fallait faire attention, car c'était des machines qui faisaient beaucoup de bruit. J'allais ensuite les déposer à différents endroits en banlieue sans connaître qui devait les récupérer. J'avais aussi des réunions avec l'UNEF et la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France (FEANF). Les étudiants étrangers nous ont aidés à divulguer notre solidarité avec notre peuple dans la lutte pour l'indépendance et à faire connaître notre cause. Les sections universitaires étaient clandestines.

C.M.H. : Comment saviez-vous que Didine était président ?

F. Bendissari : Je ne l'ai su que longtemps plus tard. Ce qui était étonnant, c'était l'importance de la clandestinité. Personne ne savait qui faisait quoi. J'ai été arrêtée le 8 décembre et entre le 8 et le 12 décembre, nous avons été interrogés sans relâche à la DST.

C.M.H. : Aviez-vous peur d'être torturée ?

F. Bendissari : Non. On n'y pense pas. Lorsque les inspecteurs étaient venus à la cité et qu'ils avaient fouillé la chambre, ils n'avaient trouvé aucun document compromettant. Mais il y avait un inspecteur qui m'avait dit juste avant de sortir que je pouvais dire adieu à mes études. Ils étaient quatre ou cinq dans une voiture noire, dans laquelle nous sommes partis à

la DST. Là, ils se relayaient durant l'interrogatoire. Le dernier jour, un des policiers est venu avec une seringue en me menaçant, mais un autre inspecteur a protesté en disant qu'il ne voulait plus d'accident comme la semaine précédente, et je n'ai donc pas été piquée. Ils m'avaient présenté une jeune fille du nom d'Hélène, qui m'avait reconnue. C'était l'étudiante avec laquelle je distribuais les tracts. Je ne savais même pas qu'elle s'appelait Hélène, alors que j'avais passé tout le temps à nier que je la connaissais.

C.M.H. : Mais n'était-ce pas elle qui vous avait téléphoné ?

F. Bendissari : Non. L'autre militante continuait ses études dans la clandestinité, sachant qu'elle pouvait être arrêtée à tout moment. Avant de nous présenter au juge, on passait par un labyrinthe qu'on appelait « le dépôt », un endroit insalubre sous le palais de justice de Paris. J'y ai passé quelques heures et ensuite je suis passée chez le juge d'instruction. C'est de chez le juge que je suis allée à la prison « La Petite Roquette », où nous attendaient deux religieuses et trois employés. Puisque c'était l'hiver, je portais un pantalon chaud, mais ils m'avaient fait comprendre que le port du pantalon était interdit et qu'il fallait porter une robe. Une des religieuses m'en avait apporté une noire. On m'avait fait comprendre qu'on ne pouvait garder ni ceinture ni lacets.

C.M.H. : Et vos parents ?

F. Bendissari : Ils n'en savaient rien car il n'y avait pas de téléphone pour pouvoir les contacter. Je ne sais pas quel camarade avait contacté ce parent de Paris, qui avait réussi ensuite à les mettre au courant. Il y avait avec moi dans la cellule, Bernadette, une française arrêtée en même temps que moi et qui n'était en

réalité qu'une amie d'un autre détenu. Elle n'était donc pas restée longtemps et je restais avec l'Ukrainienne D.K., qui fut libérée plus tard. Je suis alors restée seule dans cette cellule, isolée et à supporter le froid. Comme je n'avais pas de mandat, je passais la journée dans un atelier à travailler sur des paquets d'étiquettes de chaussures. Mon travail consistait à faire le petit trou avec un clou dans l'étiquette pour gagner 20 centimes à la fin de la journée. Cela servait juste à acheter du beurre et de la confiture pour pouvoir avaler le mauvais pain. J'ai aussi appris un peu le russe.

C.M.H. : Combien de temps êtes-vous restée ?

F. Bendissari : Pour éviter toute condamnation, mon avocat Jacques Vergès trouvait toujours le moyen de faire reporter les dates. Quatre fois de suite, j'ai ainsi pu éviter une condamnation aux différents jugements. La première audience avait été reportée parce qu'un des avocats qui devait défendre un camarade avait été assassiné le jour même à Paris⁽¹⁾. Les avocats avaient refusé de plaider et nous avions refusé de répondre aux questions du juge.

C.M.H. : Comment avez-vous pu sortir ?

F. Bendissari : Mon avocat a demandé à plusieurs reprises la liberté provisoire, qu'on a finalement obtenue à une audience, mais assortie d'une assignation à résidence surveillée dans le département de l'Hérault, loin de Paris.

1. Il s'agissait de Me Ould Aoudia, assassiné dans son bureau à Paris le 21 mai 1959. Sa dernière plaidoirie, publiée au *Temps Modernes*, commençait ainsi : « Pour avoir reconstitué l'U.G.E.M.A., quinze étudiants dont une jeune fille, sont aujourd'hui poursuivis devant votre tribunal. » *Les Temps Modernes*. « La dernière plaidoirie de Me Ould Aoudia. » Mai-Juin 1959. Pp. 1890-1896.

C.M.H. : Quelle carrière pouvait envisager quelqu'un qui avait une licence d'anglais ?

F. Bendissari : Je suis rentrée à Alger en 1963 et j'ai obtenu un poste de professeur au lycée Pasteur où j'avais comme collègue de maths M^{me} Maurice Audin. J'ai été professeur jusqu'en 1985 et ensuite inspectrice générale de l'éducation et de la formation jusqu'en 1996. Depuis, on fait appel à moi pour élaborer des manuels d'anglais pour des élèves étudiant à distance pour le compte de l'Office national d'enseignement et de formation à distance. C'est destiné à des élèves qui ont été exclus d'établissements scolaires, à des travailleurs et à des détenus voulant préparer les examens du brevet et du bac.

C.M.H. : Combien de gens s'inscrivent dans ce programme ?

F. Bendissari : Des milliers. On leur envoie des livres de toutes les matières, ainsi que des sujets de devoirs. Ils bénéficient de quelques cours de soutien et doivent passer des examens de passage.

C.M.H. : Avez-vous pu regagner les sections universitaires à votre libération ?

F. Bendissari : Bien entendu. J'assistais aux réunions avec les étudiants de l'UNEF et avec l'Association des étudiants d'Afrique noire, mais j'évitais les manifestations pour ne pas me faire arrêter ou contrôler.

C.M.H. : Les cellules de trois ou quatre personnes étaient-elles toujours clandestines à l'approche de l'indépendance ?

F. Bendissari : Oui, mais elles étaient moins nombreuses car de nombreux camarades étaient en prison ou avaient quitté la France pour d'autres pays.

C.M.H. : Avec qui militiez-vous ?

F. Bendissari : Officiellement avec personne, puisque je n'étais plus supposée être à Paris. Mais on me faisait savoir qu'il fallait que je me rende à telle réunion, à telle date et tel lieu pour y représenter la SU.

C.M.H. : Etiez-vous en contact avec Didine ?

F. Bendissari : Pas directement. Une fois, lors d'une réunion avec les Africains, était présent Benabadji, un camarade médecin. Il était venu me rejoindre et on avait rédigé sur place un texte destiné à représenter les étudiants algériens quelque part en Russie, je crois. Je suppose que je n'avais pas été inquiétée à la résidence universitaire parce que c'était le moment où tout le monde percevait qu'on s'acheminait vers l'indépendance et nombreux étaient les Français qui militaient pour la cause algérienne.

C.M.H. : En 1961, étiez-vous au courant des problèmes de l'UGEMA ?

F. Bendissari : Oui, nous étions au courant et suivions au jour le jour ce qui se passait, aussi bien chez les étudiants en France qu'à Alger. Mais je ne sortais pas et ne participais pas aux réunions publiques.

C.M.H. : A l'été 1960, il y a eu un congrès à Tunis. Un an plus tard ont eu lieu la réunion du Comité directeur au moment du changement du GPRA et la décision de confier l'UGEMA démocratiquement élue à une commission nationale des sections universitaires dirigée par le D^r Mokrane. Qu'aviez-vous pensé de tout cela ?

F. Bendissari : Moi, j'étais à Paris et je crois que mon époux, un ami de Mokrane, est plus informé que moi puisqu'il est rentré en 1962. C'est lui qui me mettait au courant de ce qui se passait.

C.M.H. : Je n'ai jamais compris pourquoi on a agi d'une telle façon. Didine Abbas m'a dit que c'était sous commande et qu'il fallait renouveler l'organisation. Mokrane a aussi un peu parlé dans le même sens.

F. Bendissari : Vous savez, en politique, beaucoup de décisions se prennent ainsi. Entre les gens de l'extérieur et ceux de l'intérieur, il y a eu plus ou moins un conflit. Les gens de l'intérieur croyaient qu'ils étaient plus qualifiés à prendre la relève, étant donné qu'ils étaient plus proches de la réalité. Mais ceux qui étaient à l'extérieur avaient préparé l'avènement de l'indépendance du point de vue international.

C.M.H. : Mais ils étaient tous à l'extérieur d'une façon ou d'une autre. Et j'ai du mal à comprendre la différence entre l'intérieur et l'extérieur.

**INTERVIEW DE ABDELKADER NOUR
ET AREZKI SALHI**
(Réalisée le 7 janvier 2009)

C.M.H. : Parlons de ce qui s'est passé avant, pendant et après la Révolution algérienne.

Arezki Salhi : Avant la Révolution, les Algériens n'avaient pas d'université en langue arabe. La langue arabe était interdite et l'éducation n'était pas donnée à tout le monde. Le meilleur d'entre nous n'arrivait qu'au certificat d'études. On n'avait pas la possibilité d'aller dans les collèges et lycées. Seule une élite avait la chance d'y accéder.

C.M.H. : M. Salhi, vous avez quand même de la chance, votre père était instruit, vous êtes issu d'une grande famille et l'oncle de votre grand-père avait fondé une école.

A. Salhi : Oui, c'est ce qui se passait en Algérie d'une façon générale ; il y avait des écoles de ce genre ; les familles regroupaient leurs moyens pour instruire les jeunes du village. Cela dépendait de plusieurs facteurs : leur niveau d'éducation, leurs moyens, la région, etc. Mais cela ne suffisait pas pour la population algérienne et c'est pour cette raison que des jeunes allaient au Maroc, en Tunisie ou en Egypte.

Mais ceux qui n'avaient pas les moyens étaient obligés de rester sur place pour se débrouiller. Pendant la Révolution, beaucoup d'étudiants se sont mobilisés dans les rangs de l'ALN, en travaillant tous selon leurs moyens et leur engagement. La majorité était des arabisants. Ils avaient le contact facile avec la population.

C.M.H. : Et vous, M. Nour ? Comment avez-vous pu suivre une formation ? Etait-ce une école libre de Ben Badis ?

A. Nour (traduit par A. Salhi) : C'était avant Ben Badis, dans une zaouïa destinée à l'enseignement. Mon grand-père était cheikh de zaouïa dans les hauts plateaux de la Kabylie. A l'époque, il y avait en Petite Kabylie beaucoup de lieux d'enseignement que sont les zaouïas. Il y avait des concours pour sélectionner les meilleurs élèves qui allaient ensuite à l'Institut Ben Badis. Il y avait des écoles populaires financées et construites par le peuple pour aider les nécessiteux. L'Institut Ben Badis avait donc deux sources de recrutement. Il y avait d'abord des élèves venant des écoles primaires créées par l'Association des Oulémas. Il y avait ensuite des élèves venant des zaouïas. Ces élèves étaient choisis sur concours. L'Institut Ben Badis était vraiment débordé, car il y avait beaucoup d'élèves. Mais avec la Révolution, un grand nombre des élèves a rejoint le maquis, mobilisés par le FLN.

C.M.H. : L'Institut Ben Badis fonctionnait-il pendant la Révolution ?

A. Salhi : Non, il a été fermé et les élèves se sont éparpillés un peu partout en Egypte, en Tunisie, au Maroc, au maquis, etc.

C.M.H. : M. Salhi, comment êtes-vous arrivé au Caire en novembre 1953 et M. Nour, en octobre 1954, juste au moment de la Révolution ?

A. Nour (traduit par A. Salhi) : J'ai traversé la frontière à pied par la Tunisie. Et à mon arrivée à Benghazi, j'ai appris qu'il y avait une Révolution en Algérie. A mon arrivée, je me suis adressé à El-Azhar, qui est une grande université ayant des annexes destinées aux Nord-Africains, Afghans, Pakistanais, etc. On y reste généralement, en attendant d'obtenir une inscription ou une bourse quelconque.

A. Salhi : Quand on a voulu s'organiser, on ne savait pas combien d'étudiants il y avait en Egypte. On s'est mobilisés pour faire du porte-à-porte dans les mosquées, les universités et même dans les cimetières, où se cachaient parfois des Algériens.

C.M.H. : Combien d'Algériens y avait-il en Egypte au début de la Révolution ?

A. Salhi : On en a découvert plus d'une centaine. On a ensuite pris leurs adresses et évalué leur niveau pour pouvoir leur trouver des inscriptions.

C.M.H. : Effectuiez-vous ce travail dans le cadre d'une mission ?

A. Salhi : C'était du volontariat, une initiative prise de notre propre gré. Mon père, qui a été arrêté en 1943 et 1945, était toujours en prison. Il s'adonnait à ses enseignements religieux à chaque fois qu'il était libre. C'était souvent après la prière du soir qu'il réunissait des vieillards pour leur enseigner surtout l'histoire et le civisme, jusqu'à huit ou neuf heures du soir. Il était allé en pèlerinage en 1952 et avait rencontré cheikh Bachir El Ibrahimy et d'autres, puis il était rentré à Alger travailler jusqu'à ce qu'on l'arrête de nouveau.

C.M.H. : Mais avez-vous connu par son biais l'organisation des Oulémas, qui existait aussi en Egypte ?

A. Salhi : C'est plutôt l'organisation des Oulémas qui m'a envoyé en mission une fois en 1952 et une

deuxième fois en 1953. Les autorités égyptiennes nous ont procuré une bourse de cinq livres égyptiennes et loué un local. C'était une bourse qu'accordait le gouvernement égyptien aux étudiants arabes et qu'on donnait à tout le monde. Après la création de l'association le 14 août 1956, on a recensé les étudiants.

C.M.H. : Mais vous étiez déjà là en 1953.

A. Salhi : Nous nous sommes retrouvés seuls en Egypte, sans ressources et sans moyens. On voyait les étudiants marocains, saoudiens, koweïtiens, etc. envoyés par leurs familles aisées. Nous vivions uniquement sur ce que nous donnait le gouvernement égyptien. Et dès qu'il y avait des pèlerins de passage, on allait les contacter pour avoir des nouvelles du pays... On a pris contact avec les différents bureaux du FLN dans la région pour leur demander de contacter les gouvernements locaux pour qu'ils nous accordent des bourses. Ils ont tous répondu favorablement et ont contacté ces gouvernements locaux. On a alors choisi 140 étudiants et on m'a chargé d'aller à Alexandrie pour les accompagner en bateau. On les a envoyés à Beyrouth à partir d'où ceux qui devaient aller à Damas, à Bagdad, au Koweït, etc. ont pris leurs directions respectives.

C.M.H. : C'était à quel moment ?

A. Salhi : En 1957-1958. A chaque fois qu'il y avait un groupe qui se formait, on les envoyait.

C.M.H. : Faisiez-vous donc le même travail que l'UGEMA faisait à Lausanne ?

A. Salhi : Exactement. Mais on n'avait pas de contact avec eux. On avait simplement entendu qu'ils étaient en grève et nous n'étions pas concernés parce que l'Egypte était un pays ami. La grève constituait un geste politique pour protester contre la répression et le comportement des autorités françaises.

A. Nour (traduit par A. Salhi) : La grève n'était qu'un point secondaire car le point principal est que ces étudiants ont rejoint le FLN.

C.M.H. : Et le deuxième Congrès de l'UGEMA à Paris en 1956 a pris position pour la Révolution.

A. Salhi : Oui. Nous l'avons fait indirectement, en aidant les étudiants à poursuivre leurs études avec des moyens précaires et insignifiants, pour faire face à la situation. En 1958, Ali Abdellaoui a été envoyé par l'UGEMA de Lausanne. Il faut dire qu'en tant que chargé des relations extérieures, j'étais en permanence en contact avec le Bureau du FLN. Et un jour, un responsable m'a dit qu'il y avait un responsable de l'UGEMA venu de Lausanne pour me voir. Je lui ai alors dit de l'envoyer au cercle des étudiants algériens en Egypte qu'on avait créé...

A. Nour (traduit par A. Salhi) : C'est-à-dire que nous avons déjà une association d'étudiants algériens qui regroupait ceux qui étudiaient en Egypte et aussi ceux des autres pays de l'Orient⁽¹⁾. Quand Nasser a nationalisé le canal de Suez en juillet 1956, il y a eu un Festival des étudiants arabes à Alexandrie. Le gouvernement égyptien a alors contacté le FLN pour demander à ce que les étudiants algériens participent à ce festival. La situation de l'Algérie étant difficile, on ne pouvait pas facilement faire sortir des étudiants. On nous a donc demandé, à nous qui étions sur place,

1. « ففي نفس الوقت الذي كان فيه النشاط الطلابي في الجزائر وفي فرنسا حديثا، يبحث عن طريقة لجمع شمل الطلبة حيثما كانوا، وفي سائل تعبئتهم والتفافهم حول الثورة، تأسست رابطة الجزائريين في مصر، ذلك في صيف سنة 1956. أما في سوريا، فقد تأسست، قبل ذلك بسنة، "الجنة الطلبة الجزائريين"، وبالضبط في آذار سنة 1955، أي أن تأسيسها كان تقريبا موازيا للتأسيس الرسمي للاتحاد العام للطلبة المسلمين الجزائريين، الذي عرف باسم لوجيما. وعلى غرار إخوانهم في كل من دمشق والقاهرة أسس الطلاب الجزائريون، في سنة 1956، رابطة في العراق وأخرى في الكويت، وذلك رغم قلة أعدادهم وصغر سنهم [...] ». (نشر لافوميك، 2004) ص. 82 و 83 « نشاط الطلبة الجزائريين ابان ثورة نوفمبر 1954 » عمّار هلال.

d'aller à Alexandrie avec les autres délégations. Sur place, on a eu l'occasion de faire la comparaison entre les étudiants des différentes nationalités, du point de vue du niveau de vie, des moyens, etc. Nous étions dans une situation pénible et c'est ce choc qui nous a poussés à activer la création de l'Association des étudiants algériens.

C.M.H. : À quand remontent vos contacts avec le FLN ?

A. Salhi : Dès le début, on contactait tous les Algériens pour leur demander de nous aider, de s'unir et de travailler ensemble.

A. Nour (traduit par A. Salhi) : Quand on touchait la bourse, on arrivait à prendre un café express à l'Américain. C'est ainsi que j'ai pu rencontrer des dirigeants du FLN, comme Boudiaf, qui s'était présenté sous son nom de guerre, Tayeb. On a recensé et inscrit tout le monde et chacun avait son établissement et sa bourse, soit au Caire, soit dans les autres pays arabes. Une fois, un responsable du FLN que j'ai rencontré m'a suggéré de nous organiser en tant qu'étudiants et j'ai voulu lui répondre qu'on était déjà organisés, tout en parlant de ce qu'on avait fait et du fait que le moment était venu pour le FLN de nous aider. Mais je n'ai pas osé. Par la suite de changements, les responsables du FLN nous ont accordé un complément de bourse de 3,5 livres. Et comme les lycéens n'avaient pas de bourse du gouvernement égyptien, on les a avantagés. Ils avaient non seulement des internats, mais aussi une bourse.

C.M.H. : Combien de lycéens y avait-il ? Et combien d'Algériens restait-il au Caire après l'envoi des 140 étudiants ?

A. Salhi : Une centaine. Mais n'oubliez pas que les étudiants continuaient à venir et, à chaque fois qu'un

groupe arrivait, on devait étudier leur cas et trouver des solutions.

C.M.H. : C'est une situation pareille à celle des réfugiés.

A. Salhi : Oui, la majorité de ces gens venait à pied, à travers le désert libyen.

A. Nour (traduit par A. Salhi) : Originaire de la petite Kabylie, mon père était militant du MTLD à Constantine et mécanicien-dentiste avec le D^r Djamel Derdour, qui était lui aussi militant du MTLD. Il y avait un petit village à côté de la petite Kabylie qui avait été ratissé comme tant d'autres. Quand le colonel Ouamrane de l'ALN est passé par là, il a assisté à ce ratissage et a emmené avec lui quelques jeunes, tous de jeunes enfants abandonnés. Il les a ramenés avec lui en Tunisie. L'un d'entre eux par exemple avait le bras cassé et, bien qu'il ait été soigné en Tunisie, le mal était resté. Une fois en Egypte, on lui a refait l'opération et cela s'est légèrement amélioré. Ils l'ont placé avec quelques autres enfants chez le D^r Lamine Debaghine, qui était ministre des Affaires étrangères du GPRA et qui a accepté de les héberger quelques jours pour les inscrire à l'école. M. Abdelhamid Mehri, qui était représentant du FLN à Damas (1955-58), a dit que c'était mieux d'emmener ces jeunes dans une petite ville plutôt qu'au Caire. Il leur a ensuite trouvé des bourses et on les a envoyés en Syrie. Cet enfant au bras cassé a fait ses études en Syrie jusqu'à aller à la faculté de médecine et, après l'Indépendance, il est rentré faire sa spécialité en Algérie. Il a ensuite été chef de service dans un hôpital, mais il a perdu la vie dans un accident de circulation. Il reste néanmoins un exemple de ces jeunes perdus qui étaient éparpillés un peu partout.

C.M.H. : Qu'est-ce qui s'est passé à l'arrivée d'Abdellaoui au Caire ?

A. Salhi : Je suis allé le voir dans une pension où il se trouvait. Il a demandé à voir les étudiants. Je lui ai dit qu'il n'y avait pas de problèmes, car nous recevions tout le monde à notre cercle : Abdesselam, Boumediene, Belkacem, etc. Ils venaient tous parler aux étudiants de l'évolution de la situation, pour les tenir au courant de la Révolution. J'ai ensuite réuni le Bureau pour les tenir au courant de cet entretien avec Abdellaoui. L'issue de la réunion fut qu'on nous a dit que nous étions désormais tous membres de l'UGEMA. On a ensuite changé les en-têtes de l'association et c'est ainsi que cela s'est passé. Aucun des étudiants n'a contesté.

C.M.H. : Qui est venu du Caire pour représenter l'UGEMA au Congrès de Tunis en 1960 ?

A. Salhi : Aïssa Boudiaf, parce que quand j'eus terminé mes études à Dar al-'Ouloum, on m'a appelé aux frontières algéro-tunisiennes puis au GPRA, et c'est Aïssa Boudiaf qui m'a remplacé en tant que président de la section de l'UGEMA. C'est donc lui qui est allé à Tunis.

C.M.H. : Vous avez donc terminé vos études en 1960 ?

A. Salhi : Oui. J'avais terminé en fait en 1959, mais j'avais un rattrapage à passer et on m'a dit de ne pas m'engager car le FLN avait besoin de moi. M. Abdelhakim, qui était chargé des Affaires culturelles au Caire, m'a demandé d'attendre mon affectation et m'a suggéré de donner des cours d'arabe aux étudiants militaires présents en Egypte en attendant.

C.M.H. : Boumediene faisait-il partie de vos étudiants ? Etait-il un bon étudiant ?

A. Salhi : Boumediene était déjà parti. Quand on est arrivés à Alger, on a créé la section arabisée de la faculté de droit, on en a profité pour faire la licence de droit en arabe, en plus de celle qu'on avait déjà. C'était en 1972 et il y a eu une réception avec Benyahia à la Corniche, au cercle des officiers. Boumediene y était et nous a dit que nous avions au moins notre diplôme et que lui n'avait rien du tout.

A. Nour (traduit par A. Salhi) : En juillet 1954, El-Azhar donnait une bourse de trois livres. On nous a dit que ceux qui étaient inscrits ailleurs, s'ils étaient aussi des auditeurs libres d'El-Azhar, pouvaient avoir une bourse de deux livres. Alors, nous sommes allés nous inscrire et il fallait remplir les formalités, etc. Entretemps, les étudiants d'El-Azhar ont manifesté contre le consulat français, qui se trouvait juste à côté de l'endroit où nous habitions. Ils nous ont demandé de les rejoindre. Parmi eux, il y avait un étudiant qu'on appelait « le Sorbonnet », c'est-à-dire l'étudiant de la Sorbonne. C'était un étudiant qui était effectivement en France et qui maîtrisait parfaitement le français. Il était venu à El-Azhar pour apprendre l'arabe. Et comme il parlait français, il a pris la tête du mouvement pour parler avec le consul, qui a refusé de le recevoir. Le consul a été un peu violent avec lui, alors les étudiants ont forcé l'entrée du consulat et ont cassé la vitre. Ils ont appelé la police, qui a arrêté ces étudiants. La presse a eu vent de l'affaire et des journalistes sont allés voir ces jeunes en prison. Une fois sur place, ils furent étonnés de voir que le « Sorbonnet », qui avait à peine 20 ans, n'avait pas de dents et portait un dentier. On lui a donc demandé pourquoi et il a expliqué que c'était la police française qui lui avait cassé les dents lors d'une manifestation. C'était un peu avant la Révolution et les journaux en avaient fait leurs gros titres. A chaque fois qu'il y avait une mani-

festation, c'était les étudiants qui étaient les pivots de cette manifestation. Les journaux n'avaient pas de tolérance par rapport à ce qui se passait... L'adjoint de cheikh Bachir El Ibrahimi a par exemple été enlevé chez lui. Les journaux avaient mal rapporté cette histoire. Les étudiants travaillaient aussi à corriger les erreurs de la presse auprès de l'opinion publique et des associations pour faire connaître la vérité.

C.M.H. : Il fallait donc former l'opinion publique égyptienne.

A. Salhi : Oui et ce sont les étudiants qui ont pleinement joué ce rôle.

A. Nour (traduit par A. Salhi) : « *Les Algériens combattent le colonialisme français d'une île à une autre...* »

C.M.H. : Quand vous avez intégré l'UGEMA, avez-vous gardé le même bureau ?

A. Salhi : Oui, c'était les mêmes personnes.

C.M.H. : Ali Abdellaoui est-il venu plusieurs fois ?

A. Salhi : Moi, je ne l'ai vu qu'une fois.

A. Nour (traduit par Salhi) : Je l'ai revu à Bagdad en 1959, lors d'un Congrès mondial des étudiants.

A. Salhi : J'ai assisté au Festival mondial de la jeunesse à Vienne. La Fédération mondiale de la jeunesse démocrate avait loué un bateau-hôpital à la Grèce, sur lequel il y avait des Palestiniens, des Irakiens, des Egyptiens, des Syriens, etc. Nous sommes allés à Beyrouth par avion et nous avons ensuite pris le bateau. Il y avait cinq jeunes de Damas, quatre de Bagdad et quatre du Caire et nous sommes restés sur le bateau jusqu'en Roumanie, où on a pris le train pour l'Autriche. Les autorités autrichiennes ont averti la délégation du FLN et de l'UGEMA en leur disant qu'ils savaient que nous étions Algériens et que nous avions de faux passeports, mais qu'il n'était pas question que

nous hissions le drapeau algérien, au risque d'être remis aux autorités françaises. Il y avait Abdesselam Belaïd, Ali Abdellaoui, etc. Abdesselam est venu par avion de Lausanne. Sur place, on a pris contact avec des étudiants de partout. Une fois, un jeune Autrichien a couru quand je lui ai dit que j'étais Algérien. Il a eu peur parce qu'on leur avait dit que les Algériens tuaient les gens. Une autre fois, un jeune Américain s'est adressé à moi et je lui ai dit que j'étais étudiant algérien au Caire. Il a demandé pourquoi et ne comprenait pas cela. Cela a été difficile de lui expliquer les choses.

A. Nour (traduit par A. Salhi) : La radio égyptienne consacrait un temps d'antenne à la Voix de l'Algérie et je faisais partie des animateurs de ce programme. Et un jour, on m'a envoyé un message en me demandant de laisser ce travail pour rentrer en Algérie. Je suis rentré le 23 août 1962 et j'ai pris fonction le 11 septembre. Les Français étaient toujours présents et la radio algérienne n'était pas encore algérienne. Je suis devenu le premier rédacteur en chef de la radio et télévision algérienne.

C.M.H. : Arriviez-vous à travailler pendant cette période transitoire mouvementée ?

A. Nour (traduit par A. Salhi) : C'est le 28 octobre qu'on a remplacé le drapeau français par le drapeau algérien. C'était comme un coup d'Etat, car il n'y avait pas de date exacte prévue. C'est Abdelaziz Skéri qui a enlevé le drapeau français et l'a remplacé par le drapeau algérien. Ce jour-là fut le jour de la libération de la radio et télévision algérienne.

C.M.H. : Il y a eu le Congrès de l'UGEMA en septembre 1962.

A. Salhi : Nous n'avons pas pu y assister, puisque nous n'étions plus étudiants. Moi, j'étais en Tunisie.

A. Salhi : Il y avait en Egypte un professeur qui avait obtenu son doctorat d'Etat en Angleterre. Il était un professeur brillant, mais ne connaissait malheureusement pas l'Algérie. Nous étions dans un grand amphithéâtre, dans lequel nous suivions un cours de littérature comparée. Comme en 1956 la guerre ravageait l'Algérie, les étudiants lui ont demandé de parler de l'Algérie. Il a rougi et leur a dit que l'Algérie était un petit territoire en conflit avec la France, dont le roi était Bourguiba et la capitale Tanger. Je ne savais pas comment réagir, mais j'ai levé le doigt pour lui parler de l'Algérie.

C.M.H. : Que pouvez-vous donner comme conseils aux jeunes avec toutes vos expériences ?

A. Nour (traduit par A. Salhi) : On a été forgés sur le tas. On n'a pas été formés pour l'information, mais les circonstances ont voulu que nous gérions le domaine de l'information dans une période difficile et on a pu faire face à la situation selon nos moyens. Ce sont les circonstances qui créent l'homme et non le contraire.

C.M.H. : Mais n'a-t-on pas besoin de beaucoup d'étoffe de culture pour faire face à l'islamisme par exemple ?

A. Salhi : Pour l'islamisme, il faut dire la vérité. Quand nous étions étudiants à Constantine, bien que nous fussions dans un milieu intellectuel et militant, nous sentions la douleur du peuple qui n'avancait pas. Il y avait alors plusieurs partis et tendances avec des tiraillements face au colonialisme. Tout notre espoir était de voir les Algériens unis pour faire face aux grands problèmes nationaux pour retrouver notre identité nationale. Heureusement qu'on a obtenu cela.

C.M.H. : Mais que faire maintenant ?

A. Salhi : Les problèmes continuent, comme partout dans le monde. Il n'y a pas mieux que la vérité sincère pour faire face aux situations. C'est le savoir, la sincérité et la culture qui créent l'homme, le développement et l'avenir. Si on ne se dit pas la vérité et si on ne dit pas la vérité à nos jeunes, on n'obtiendra jamais rien de positif et de concret. L'expérience nous l'a montré et nous espérons que les générations à venir tireront des leçons de cette situation. On espère qu'ils feront de leur mieux pour vivre mieux que nous, pour l'humanité et les valeurs de la vie.

C.M.H. : C'est un peu le message de Ben Badis.

A. Salhi : Peut-être. J'ai essayé de me référer à mes sentiments personnels.

C.M.H. : Qu'avez-vous fait quand vous avez terminé vos études ?

A. Salhi : Après avoir donné des cours aux étudiants militaires, je suis allé en Tunisie à la frontière avec l'Algérie où on m'a chargé de recenser les enfants algériens en âge d'aller à l'école, mais qui n'avaient pas la possibilité d'y aller. On a pu recenser 12 000 élèves pour lesquels on a créé des classes en adoptant le système tunisien et on a recruté des étudiants algériens de la Zitouna pour leur donner des cours.

C.M.H. : Etait-ce déjà le ministère de l'Education nationale du GPRA ?

A. Salhi : Oui. Je suis allé auprès du ministère. On a ainsi pu sauver 12 000 élèves. Et ça a été la chose la plus noble que nous ayons faite.

TROISIÈME PARTIE

VERS L'INDÉPENDANCE : 1961-1962

Les membres de cette troisième génération de l'UGEMA, plus jeunes que ceux des générations précédentes, étaient encore au lycée ou au commencement de leurs études lorsque la grève fut annoncée. Bien qu'officiellement la grève ne concernait que les étudiants, Zahir Farès et Tahar Hamrou, alors lycéens, quittèrent les bancs du lycée. Abderrahmane Megateli, Abdelhamid Mahi-Bahi et Abdel'alim Medjaoui, qui sera arrêté et emprisonné pendant cinq ans, rejoignirent quant à eux le maquis. Sid Ahmed Ghozali, après s'être rendu au Maroc, d'où il souhaitait rejoindre le maquis, fut envoyé à Paris, puis à Zurich, pour poursuivre ses études. La dissolution de l'UGEMA en janvier 1958 compliqua grandement les choses. Les étudiants à l'étranger rallièrent la section UGEMA du pays où ils se trouvaient. Ainsi, Abderrahmane Megateli, envoyé aux Etats-Unis pour poursuivre ses études en 1959, fonda la section UGEMA aux Etats-Unis. L'UGEMA ne pouvant plus exister en France, les étudiants qui y étaient restés s'intégrèrent à la section universitaire. Cependant, l'UGEMA continuait à être le

représentant des étudiants algériens dans les forums et conférences internationaux. L'éclatement du mouvement étudiant se fit sentir dès la réunion du Comité directeur en août 1961, durant laquelle la démission collective du Bureau de l'UGEMA laissa place à une délégation composée de cinq personnes et chargée de préparer la tenue d'un congrès. Selon Zahir Farès, « *l'activité extérieure de l'UGEMA l'avait emporté sur l'organisation des étudiants. Dans une optique de contrôle du mouvement, il est évident que l'UGEMA, qui avait de grands militants, posait un problème.* » L'Indépendance, le 5 juillet 1962, fut accueillie avec un immense bonheur. Les rivalités furent oubliées pour un temps, comme le décrit Mahi-Bahi : « *Il fallait se retrouver en 1962-1963 avec l'euphorie de l'Indépendance. On était Algériens, pas plus. C'est une euphorie qui n'existe plus.* »

Cependant, le Congrès de l'UGEMA de septembre 1962 allait se tenir dans des conditions difficiles. Lors de ce congrès, le premier en territoire algérien, toutes les sections furent représentées. Abderrahmane Megateli, qui garde un très mauvais souvenir de ce congrès, considère que « *L'UGEMA n'était qu'un reflet des différentes tendances qui existaient en Algérie et qui se sont consolidées avant l'indépendance du pays. [...] Naturellement, ceux qui briguaient le pouvoir cherchaient à obtenir l'appui de l'UGEMA. Ils auraient voulu que l'UGEMA se prononce pour un clan ou un autre, pour une tendance ou une autre ou qu'elle appuie un chef plutôt qu'un autre. Les étudiants n'ont pas été entièrement le jouet de ces tendances, mais ont définitivement subi les conséquences de ces divisions* ». Aucune résolution importante ne fut prise et l'élection d'un nouveau Bureau exécutif ne fut pas possible. L'Indépendance acquise, le « M » d'UGEMA ne fut plus nécessaire. Ainsi, en août 1963, lors du dernier congrès de l'UGEMA, décision fut prise de renommer l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens

(UGEMA), Union Nationale des Etudiants Algériens (UNEA). Certains étudiants furent satisfaits de ce changement, comme Abdel'alim Medjaoui, qui nous raconte que « *quand l'UGEMA s'est transformée en UNEA avec l'Indépendance, j'ai applaudi. Je suis allé au Congrès et j'ai été élu à la première section d'Alger. Je suis ensuite entré au parti communiste parce que c'étaient les étudiants communistes qui avaient défendu l'autonomie* ». D'autres étudiants, tel Megateli, pense que l'UNEA était trop influencée par le parti communiste et qu'étant « *entièrement contrôlée par le FLN, elle n'avait donc pas toute l'amplitude de son action* ». Les étudiants de cette dernière période de l'UGEMA réussirent professionnellement, tout comme ceux des périodes précédentes, malgré le fait que certains d'entre eux n'aient jamais pu finir leurs études. Abderrahmane Megateli, Tahar Hamrou, Zahir Farès et Sid Ahmed Ghozali occupèrent tous des postes de responsabilité à la Sonatrach. Sid Ahmed Ghozali sera également ministre à plusieurs reprises ainsi que chef du gouvernement. Abdelhamid Mahi-Bahi fera une brillante carrière de magistrat. Abdel'alim Medjaoui, qui entrera au Parti communiste algérien après l'Indépendance, prendra position contre le coup d'Etat, ce qui l'obligera à entrer en clandestinité. Il sera l'un des animateurs du Parti de l'avant-garde socialiste.

Quoiqu'il en soit, l'UGEMA avait rempli sa mission. L'Algérie était devenue indépendante, en partie grâce à ce petit nombre d'étudiants de l'époque qui, bien qu'ayant dû batailler toute leur vie pour parvenir à entrer dans les grandes écoles ou universités, n'ont pas hésité une seconde à sacrifier tous leurs efforts pour la libération de la Nation. Malgré les difficultés et obstacles, ces étudiants n'ont jamais perdu de vue l'objectif final... N'oublions jamais leur combat, leurs sacrifices et leur contribution...

INTERVIEW D'ABDERRAHMANE MEGATELI
(Réalisée le 8 juin 2008)

C.M.H. : Parlez-nous de votre parcours.

A. Megateli : Je suis né le 25 mai 1935 à Berrouaghia, wilaya de Médéa. Berrouaghia est à environ 110 kilomètres au sud d'Alger et à 20 kilomètres de Médéa. Mon père enseignait l'arabe à l'école primaire. Il était le « mouderres » du village, parfaitement bilingue. Ma mère est originaire de Médéa. Avant son mariage, elle était inscrite à l'école primaire et préparait son certificat d'études. Mes deux parents sont décédés. Nous étions cinq enfants, trois filles et deux garçons. J'ai grandi dans ce petit village où j'ai fait mes études primaires. Ensuite, je suis allé à Blida comme interne au lycée Duveyrier (maintenant lycée Ibn Rochd), où j'ai poursuivi mes études secondaires jusqu'en 1953 et obtenu la première partie du baccalauréat. En 1954, année du déclenchement de la Révolution Algérienne, je me suis inscrit au lycée Bugeaud (maintenant lycée Emir Abdelkader), où j'ai obtenu la deuxième partie du baccalauréat série mathématiques élémentaires. Je me suis inscrit dans ce même lycée en mathématiques supérieures, pour entrer dans une des grandes écoles de France afin de devenir ingénieur. J'ai interrompu mes études

pour participer à la grève des étudiants, lycéens et collégiens algériens, qui a été décrétée le 19 mai 1956 par l'UGEMA. Mon père, qui était déjà chef de la cellule clandestine FLN de Berrouaghia, m'a recruté pour travailler avec lui comme agent de liaison. En octobre 1956, j'ai rejoint l'ALN en wilaya VI, où j'ai assumé successivement les fonctions de commissaire politique, secrétaire de wilaya avec le grade de lieutenant et commandant R.L. (Renseignements et Liaisons). Durant mon séjour dans l'ALN, qui a duré environ 22 mois, j'ai effectué une mission au Maroc en compagnie du capitaine Abderrahmane pour chercher la part d'armes revenant à la wilaya VI. En 1958, j'ai été envoyé par le colonel Bouguerra de la wilaya IV pour aller poursuivre mes études avec un groupe de cinq moudjahiddine dont Si Mouloud (alias Bentorkia Abderrahmane), qui est mort héroïquement à 35 kilomètres de la frontière marocaine. C'est grâce à lui que j'ai survécu. Après un court séjour au Maroc, j'ai rejoint Le Caire, en compagnie du capitaine Lounici Ali. Du Caire, j'ai été envoyé en février 1959 par le FLN en ma qualité d'officier de l'ALN poursuivre des études universitaires aux Etats-Unis en tant que boursier de l'USNSA (United States National Student Association). En juin 1963 et juin 1964 j'ai respectivement obtenu le diplôme de Bachelor of Sciences et de Master of Sciences en ingénierat pétrolier de l'Université de la Californie du Sud. En juin 1964, je suis rentré en Algérie. J'ai d'abord travaillé à l'Organisme saharien comme ingénieur en production jusqu'en avril 1965. Après cela, j'ai rejoint en 1965 la Sonatrach, où j'ai assumé les fonctions de directeur adjoint et directeur de la Recherche et Production, une nouvelle division que j'ai créée avec d'autres cadres. En 1971, je suis reparti aux Etats-Unis, plus exactement à Austin, au Texas, où j'ai obtenu en juin

1978 un diplôme de doctorat d'Etat (PhD) en Finances à l'Université du Texas, à Austin. A mon retour en Algérie, j'ai été conseiller du ministre de l'Industrie et de l'Energie, qui a aussi été président de la Sonatrach. En parallèle, j'ai enseigné pendant trois semestres à l'Ecole Nationale d'Administration le cours de management aux étudiants de troisième année. De 1980 à 1986, j'ai travaillé en Arabie Saoudite à APICORP (Arab Petroleum Investment Corporation) comme analyste financier. De 1986 à 1997, j'ai travaillé à la Banque mondiale comme Senior Analyste Financier dans le secteur de l'énergie. De 1997 à 2005, j'ai été Senior Research Fellow à IC² Institute à l'Université du Texas à Austin, en charge d'un projet de recherche appelé CBIRD (Cross-Border Initiative pour la Recherche et le Développement) couvrant le long de la frontière mexico-américaine, le sud du Texas et le nord du Mexique. Depuis 2005, je suis en retraite vivant à Jarrell, Texas, en pleine campagne.

C.M.H. : C'est très bien ! Vous avez eu des expériences intéressantes avec ce parcours. Après le Caire, vous êtes allé en Suisse pour rencontrer des camarades de l'UGEMA. Quelles ont été vos impressions de l'UGEMA avant votre départ pour les Etats-Unis en février 1959 ? Que faisiez-vous en Suisse ?

A. Megateli : Mes premiers contacts avec l'UGEMA ont commencé en 1955-1956 au cours de rencontres-débats dans les environs d'Alger, organisées en particulier par Mohammed Benyahia, qui est devenu à l'Indépendance ministre des Affaires étrangères. Au cours de ces rencontres, on discutait de la situation politique et sociale de l'Algérie, des conditions des étudiants algériens et de la Révolution. Déjà se posaient les problèmes d'organisation et de participation à la Révolution. A mon arrivée au Caire, j'ai

rencontré Belaïd Abdesselam, qui s'occupait des étudiants algériens à l'étranger. Il m'a accueilli et offert une bourse d'étude pour aller aux Etats-Unis. C'était donc mon premier contact avec l'UGEMA à l'étranger. Je suis allé en Suisse pour obtenir mon visa pour les Etats-Unis. J'étais surtout à Genève, mais je suis allé deux ou trois fois à Lausanne, où j'ai rencontré presque tous les membres du Bureau du Comité directeur de l'UGEMA et d'autres étudiants, en particulier Messaoud Aït Chaalal, Choaieb Taleb, Ali Abdellaoui, et d'autres étudiants comme Bachir Ould Rouis, Djamel Houhou, Ali Lakhdari. Venant du maquis, j'avais l'impression d'être dans un autre monde, je dirais irréel, en déphasage avec les problèmes réels de la lutte armée. Toutefois, je participais à leurs réunions et activités soit à l'université, soit en dehors de l'université. Un mois plus tard, j'ai obtenu mon visa pour les Etats-Unis.

C.M.H. : Et quand vous étiez aux Etats-Unis, avez-vous eu l'occasion de participer aux Congrès de l'UGEMA, par exemple à celui de Tunis de 1960 ou au Congrès de septembre 1962 ?

A. Megateli : Pendant la Révolution, tous les étudiants algériens à l'étranger étaient organisés en sections de l'UGEMA. J'ai atterri à New York City le 2 février 1959 en provenance de Madrid. J'étais parmi les trois premiers étudiants algériens à venir aux Etats-Unis. Dès le début, nous avons créé la section de l'UGEMA aux Etats-Unis, dont j'étais membre fondateur. On était en étroite relation avec le Bureau du FLN auprès des Nations Unies. Pendant mon séjour à New York City, où je suivais des cours d'anglais à Columbia University, j'ai participé à l'organisation de la petite communauté d'émigrés algériens. Je n'ai pas participé au Congrès de Tunis de 1960 ; par contre, j'ai

été désigné avec trois autres collègues pour représenter la section UGEMA des Etats-Unis au Congrès de septembre 1962. C'était en fait le premier Congrès de l'UGEMA qui se tenait en territoire algérien. J'en garde cependant de très mauvais souvenirs. Notre mouvement était divisé en plusieurs factions et tendances politiques, toutes manipulées par les différentes forces politiques qui se disputaient le pouvoir à l'indépendance du pays. Il n'y avait pas de dialogue. De plus, le Congrès a buté dès le départ sur la question de la langue à utiliser pour les débats. Trois présidents du Congrès se sont succédé. Ayant été élu secrétaire du Bureau du Congrès dès le début, j'ai finalement été élu président suite à l'échec des trois présidents avant moi, qui ont été destitués de leur fonction parce qu'ils n'avaient pas réussi à conduire les débats, qui étaient souvent houleux et anarchiques. Il était clair que le Congrès était téléguidé par l'extérieur. D'ailleurs, le Congrès s'est terminé en queue de poisson sans aucune résolution importante et sans l'élection d'un nouveau Bureau exécutif. J'ai été amené à écrire un rapport sur le déroulement du Congrès, que j'ai soumis à M. Bitat Rabah à sa demande. Les étudiants, réunis pour la première fois sur le territoire national, n'ont pas réussi à s'entendre pour élire une direction.

C.M.H. : Comment expliquer cela ? C'était en septembre 1962, avant la consolidation du pouvoir de Ben Bella et Boumediene, à un moment très tourmenté. Pensez-vous que l'UGEMA ait été victime de forces politiques extérieures qui cherchaient à utiliser les étudiants ?

A. Megateli : Je crois que le mot « victime » n'est pas très approprié. L'UGEMA n'était qu'un reflet des différentes tendances qui existaient en Algérie et qui

se sont consolidées avant l'indépendance du pays. Ces tendances étaient politiques, sociales, religieuses et régionalistes. On pouvait noter différentes tendances : nationaliste, pro-GPRA, pro-commandement militaire des frontières, communiste, socialiste, baathiste, nassériste, frères musulmans, berbériste, panarabe, pro-française, occidentale, etc. Naturellement, ceux qui briguaient le pouvoir cherchaient à obtenir l'appui de l'UGEMA. Ils auraient voulu que l'UGEMA se prononce pour un clan ou un autre, pour une tendance ou une autre ou qu'elle appuie un chef plutôt qu'un autre. Les étudiants n'ont pas été entièrement le jeu de ces tendances, mais ont définitivement subi les conséquences de ces divisions. C'était aussi la première fois que toutes les sections de l'UGEMA à travers le monde se trouvaient réunies sous un même toit. Il aurait fallu faire un travail préparatoire et d'information, un séminaire pré-congrès pour faciliter les contacts. De ce fait, le Congrès est entré dans le vif du sujet et les étudiants n'étaient pas armés pour affronter tous ces problèmes. Il était évident que certaines délégations avaient dès le début pris position et annoncé la couleur, telles les délégations soi-disant de l'ALN, de Paris ou du Caire. Par exemple, la section de l'ALN qui représentait les étudiants algériens basés aux frontières a voulu d'emblée contrôler l'orientation du Congrès tant sur le plan des idées que sur le plan des actions. En ce qui concerne notre délégation, nous étions neutres, pour le consensus et le compromis. Quelques hommes politico-militaires voulaient intervenir directement dans les débats du Congrès. On a malheureusement assisté à un cirque plutôt qu'à un congrès. Les étudiants ont raté l'occasion de jouer un rôle de leadership. En fait, ils n'étaient que le reflet de la réalité algérienne.

C.M.H. : Les anciens dirigeants présents au Congrès ne pouvaient-ils pas intervenir ?

A. Megateli : On leur avait demandé de faire un rapport moral sur le mouvement étudiant algérien, mais certains avaient pris position pour certaines factions comme le GPRA ou le commandement militaire des frontières. D'autres ont essayé d'utiliser certains congressistes pour influencer l'orientation des débats. Cela a eu un effet négatif sur le déroulement des débats et a été une des causes de l'échec du Congrès.

C.M.H. : C'est dommage ! Car quand vous étiez étudiant aux Etats-Unis, l'UGEMA a joué un rôle dans la Révolution en la faisant connaître de par le monde. C'est comme si le devoir fait et l'indépendance gagnée, il n'y avait plus de raison d'être pour cette organisation.

A. Megateli : Je crois qu'il faut tenir compte des conditions dans lesquelles l'UGEMA a été créée. Elle a été créée dans le vif de la guerre de libération, après un débat houleux entre les étudiants de souche française et ceux de souche musulmane. D'où le « M » dans l'appellation du mouvement étudiant. Par la suite, les dirigeants de l'UGEMA, traqués par les services policiers français en France et en Algérie, ont été obligés de fuir et de se disperser. Ceux qui étaient en France ont été obligés de quitter la France. Certains sont partis vers d'autres pays, en particulier vers le Moyen-Orient, d'autres vers la Suisse, qui est devenu de facto le centre de ce mouvement. L'UGEMA a donc joué un rôle très important pendant la Révolution, parce qu'elle a permis d'abord de regrouper les étudiants et de leur permettre de continuer leurs études. Ensuite, elle a canalisé les efforts des étudiants pour appuyer la lutte armée et la Révolution. Après la crise de 1962, le parti FLN a mis sous sa coupe tous les

mouvements de masse. De ce fait, l'UGEMA n'était plus autonome de ses actions et de son destin. Elle est devenue l'instrument du parti au pouvoir, perdant toute légitimité et représentation. Son nom a été changé et est devenu UNEA. De ce fait, elle n'avait plus la même réputation et emprise. Elle s'est en fait éteinte et ne pouvait plus servir d'étendard pour les nouvelles générations. Et comme vous le dites si bien, elle n'avait plus de raison d'être.

C.M.H. : Vous avez eu une carrière remarquable comme ingénieur à la Sonatrach. Avec vos expériences, que conseillerez-vous aux étudiants d'aujourd'hui ? La vie associative à l'université vous a-t-elle apporté quelque chose plus tard ?

A. Megateli : Oui, j'ai eu une expérience exceptionnelle à la Sonatrach. Notre génération a constitué les pionniers dans le domaine du pétrole en Algérie. Nous avons la foi et la volonté inébranlable de réussir à partir de rien. Nous avons créé un outil formidable qui, jusqu'à l'heure actuelle, est l'instrument incontournable du développement économique de l'Algérie. C'est assez difficile de conseiller les étudiants d'aujourd'hui. Ils se débattent dans une crise très grave et dans des conditions de formation très mauvaises. Ils ne possèdent pas de mouvement associatif dans lequel ils peuvent s'épanouir. Il n'y a pas de liberté d'action ni d'expression. L'UNEA était au départ très influencée par les étudiants communistes et entièrement contrôlée par le FLN. Elle n'avait donc pas toute l'amplitude de son action. Par la suite, elle a été kidnappée par la tendance islamiste, qui était animée d'un esprit de vengeance contre tout ce qui était francisant. Toutefois, ce que je pourrais conseiller aux étudiants, c'est d'abord d'étudier, d'être sérieux, persévérants et créatifs dans leurs études, d'être ouverts

sur le monde et tolérants. Il faudrait aussi qu'ils essaient par tous les moyens de s'unir, d'être solidaires pour définir une plateforme politique et estudiantine qui devrait leur permettre de progresser dans la voie de la liberté, de la démocratie et du progrès et aider à la construction du pays et faire sortir le pays du marasme politique et économique et de la médiocrité dans laquelle il se trouve.

C.M.H. : Votre génération a été marginalisée par une situation coloniale et ensuite par une lutte interne...

A. Megateli : Il faut se rappeler que les jeunes qui ont participé à la lutte armée étaient davantage des collégiens et des lycéens que des étudiants. En 1956, il n'y avait en tout que 500 étudiants dans toute l'Algérie, mais il y avait un nombre plus élevé de collégiens et lycéens. Ce sont donc surtout les lycéens et collégiens qui ont contribué à aggrandir le mouvement de libération pour l'indépendance et à fournir les cadres dont le mouvement avait besoin. La lutte armée a été lancée par d'anciens militants du PPA et du MTLD. Les étudiants étaient jeunes à l'époque. Moi, par exemple, j'avais 21 ans, mais je n'étais militant d'aucun parti. Par contre, j'ai eu l'occasion de voir mon père militer au sein de l'UDMA et des Oulémas. J'ai donc été élevé dans un milieu patriotique qui respirait les valeurs traditionnelles qui constituaient les fondements de la culture arabo-musulmane de notre pays, malgré la colonisation féroce que connaissait notre pays. Notre génération a non seulement été marginalisée, comme vous dites, par une situation coloniale impitoyable et atroce, mais nous avons par la suite été écartés du pouvoir par la violence et la terreur. Les étudiants au maquis étaient donc des jeunes de 16 à 22 ans en moyenne. Ils étaient d'un côté

animés d'un complexe d'infériorité vis-à-vis de leurs aînés de combat et d'un autre côté leurs aînés étaient animés d'un complexe d'infériorité par rapport à nous, vu leur manque d'éducation, surtout en français. Il y avait par ailleurs d'autres complexes dans la société algérienne, celui du citadin par rapport au paysan, du pauvre par rapport au soi-disant aisé, du bourgeois par rapport au non-bourgeois, etc. Tous ces problèmes qui ont été traînés durant la lutte armée ont surgi et miné la société algérienne, qui n'a eu le temps ni de les digérer, ni de les surmonter.

C.M.H. : Mais ces problèmes sont toujours là aujourd'hui.

A. Megateli : Oui, malheureusement. Et c'est la faiblesse de la Révolution algérienne et d'une manière générale de la société algérienne, qui est toujours en quête d'identité nationale.

C.M.H. : Vous avez mentionné tout à l'heure l'islamisme et le problème de tolérance des oppositions. Était-ce le même problème lors de ce Congrès de 1962 ?

A. Megateli : Oui, il y a un manque de tolérance et de respect d'autrui dans la société algérienne. L'Algérien, qui est un peu fougueux par nature, est aussi très impulsif et n'accepte pas le débat. Ce manque de débat entraîne une certaine violence et ne favorise pas le consensus et l'analyse profonde des problèmes. Par ailleurs, le système en place interdit l'épanouissement de l'individu et a tendance à détruire toutes les valeurs traditionnelles qui ont fait la gloire de ce pays. Il n'accepte pas d'opposition. De plus, l'islamisme politique que connaît l'Algérie aujourd'hui a introduit des valeurs nouvelles qui, pour la plupart, sont étrangères à notre tempérament et nos

traditions. Lors du Congrès de 1962, la mouvance islamiste telle que nous la connaissons aujourd'hui n'était pas très apparente. Je voudrais à ce sujet vous raconter deux anecdotes, si vous le permettez, qui traduisent bien ce que je veux dire par « anciennes valeurs traditionnelles ». Les deux m'ont été racontées par mon père trois mois avant sa mort, alors qu'il me rendait visite en Arabie Saoudite où je travaillais. Elles mettent en valeur l'esprit de tolérance et les liens étroits qui existaient entre communautés juive et musulmane dans mon village. La première concerne les liens d'amitié profonds qu'avait mon grand-père avec un ami juif du nom d'Ayache. Ce dernier ne faisait rien sans consulter mon grand-père et vice versa. Mon grand-père avait refusé d'inscrire son fils, c'est-à-dire mon père, à l'école française, prétextant que c'était un péché d'apprendre la langue du colonisateur. Il a préféré le mettre à l'école coranique pour que celui-ci apprenne à écrire l'arabe et le Coran. Quand mon père connut tout le Coran par cœur à l'âge de neuf ans, Ayache a demandé à mon grand-père ce qu'il pensait faire de son fils après cet exploit, d'autant plus que mon père semblait être très doué pour les études. Mon grand-père lui a déclaré qu'il allait le prendre dans son commerce. Ayache, pas du tout convaincu du projet de mon grand-père, lui a répliqué que ce n'était pas une bonne solution vu l'importance du français et les perspectives que cette langue offrait pour obtenir un emploi. Et pour le convaincre, il lui a donné son exemple. Son père l'avait inscrit à l'école française alors qu'il ne parlait auparavant que l'arabe. Il faut signaler ici que les juifs sépharades qui s'étaient réfugiés en Algérie après l'Inquisition ne parlaient que l'arabe. Ayache a expliqué à mon grand-père qu'après la conquête de l'Algérie par la France, les Juifs ont vite compris qu'il fallait apprendre le

français afin de gagner leur vie. Ayache fit une proposition à mon grand-père que celui-ci ne pouvait pas refuser. Il lui a proposé de faire suivre à son fils des leçons privées de français qu'allait lui offrir son beau-fils Sportiche, instituteur à l'école primaire, afin qu'il puisse entrer à l'école primaire et puisse préparer le concours d'entrée à la médersa d'Alger, qui formait des juges, interprètes et professeurs en arabe (mouderes). Mon grand-père, convaincu par l'argument sincère de son ami Ayache, finit par changer d'avis et accepta la proposition de son ami. Mon père, tout content de pouvoir entrer à l'école primaire, s'attela à ses leçons privées, réussit à entrer à l'école primaire, à la médersa d'Alger et à obtenir son diplôme de professeur d'arabe. Il a dignement honoré le pari que lui offrait Ayache, l'ami de son père.

La deuxième anecdote concerne un ami intime de mon père, le docteur Khelifa Guedj. Guedj était juif et médecin du village de Berrouaghia. Très estimé par la population musulmane pour ses qualités de médecin mais aussi et surtout pour son humanisme et sa générosité envers les musulmans algériens nécessiteux du village, Guedj n'était pas très bien vu par la population européenne du village. Quand la France a capitulé devant Hitler durant la Seconde Guerre mondiale, l'Algérie tomba sous le contrôle nazi et le régime de Pétain. Les riches colons du village ont commencé à persécuter la population juive du village. Ils avaient ourdi un complot pour enlever Guedj et l'assassiner. Mon père, qui était assez bien introduit parmi la population européenne, en particulier parmi le corps enseignant, a eu vent de ce complot. Très vite, avec la collaboration de deux de ses amis, il s'est rendu chez Guedj, l'a informé du complot et lui a proposé de le déguiser en arabe et de l'emmener dans le désert chez un ami nomade qui était éleveur de

moutons. Guedj n'avait pas de temps à perdre étant donné qu'il avait déjà été victime de brimades et de menaces. Mon père conduisit Guedj chez cet ami berger éleveur et le laissa là-bas jusqu'à ce que le régime de Pétain tombe et que l'Algérie soit libérée du régime nazi. Ces deux anecdotes mettent en relief les valeurs universalistes et humanistes de tolérance, d'amitié et d'amour pour le prochain qui existaient à l'époque et qui malheureusement sont en train de disparaître. Elles soulignent aussi le caractère solennel et confidentiel du geste envers autrui. Il a fallu attendre trois mois avant la mort de mon père pour que ce dernier me fasse ces confidences, qu'il tenait jalousement secrètes pour donner encore davantage de valeur et de poids à ces actions grandioses et magnanimes qui auraient pu être enterrées à jamais avec comme seul témoin Dieu le Tout Clément.

C.M.H. : Je vous remercie et j'espère qu'il y aura d'autres expériences pour l'Algérie comme celle de l'UGEMA, des expériences qui pourront faire avancer la construction nationale.

A. Megateli : Je vous remercie de m'avoir accordé cet entretien. J'ai été un peu dur dans mes propos, mais je ne voulais pas montrer qu'en Algérie la vie est rose parce qu'elle ne l'est pas du tout.

INTERVIEW DE ABDEL'ALIM MEDJAOU
(Réalisée le 11 juillet 2008)

C.M.H. : Vous avez beaucoup écrit sur les étudiants. Parlez-nous de votre parcours.

Abdel'alim Medjaoui : Je suis de Tlemcen et mon père était imam. J'ai donc reçu une éducation religieuse en arabe, mais il a tenu à ce que je fasse mes études à l'école française parce qu'il avait un ami dont la femme était directrice d'école. J'explique d'ailleurs cette partie de ma vie dans mon premier livre⁽¹⁾, dans lequel je parle de mon enfance, de mon éducation, etc. J'ai toujours été bon élève malgré les difficultés, car mon père était poursuivi à un moment donné par la justice coloniale qui l'a empêché de travailler, et c'est grâce à des amis que j'ai pu continuer mes études.

C.M.H. : Faisait-il partie des Oulémas ?

A. Medjaoui : Oui. Il a dirigé une médersa dans un village du nom de Remchi, qui se trouve au nord de Tlemcen et qui s'appelait Montagnac, du nom d'un colonel assassin qui a écrit des choses abominables sur ce qu'il faisait aux populations.

105. Abdel'alim Medjaoui, *Ce pays est le nôtre*, Casbah-Editions, Alger, 2004.

C.M.H. : Votre père était-il en contact avec le cheikh Ibrahimi ?

A. Medjaoui : Oui, c'était un ami du cheikh Ibrahimi, ils étaient en contact et moi, j'ai aussi suivi des cours à la médersa de Tlemcen.

C.M.H. : Y avait-il Ahmed Taleb ?

A. Medjaoui : Non, je ne l'ai pas connu à la médersa, mais après. Nos pères étaient dans la même organisation et se connaissaient. J'ai fait mes études en français et je me décidais à étudier la médecine. Je me suis donc inscrit en médecine à la faculté d'Alger. Il n'y avait alors pas beaucoup de débouchés. On étudiait le droit ou la médecine. Je ne suis pas allé directement à l'UGEMA ni à l'AEMAN, que je ne connaissais pas. C'est quand il y a eu le 1^{er} Novembre 1954 que je m'y suis intéressé. En 1955, quand mon père a été arrêté, j'ai décidé de monter au maquis, avant même la grève des étudiants. En 1956, j'ai été mis en contact avec le FLN, qui était dirigé par le professeur Nefissa Hamoud, qui a elle aussi été arrêtée. On a organisé avec elle une petite cellule pour apprendre à ceux qui voulaient aller au maquis les rudiments du secourisme. Cette cellule a fonctionné jusqu'à la fin de la grève.

C.M.H. : Avec Lamine Khène ?

A. Medjaoui : Oui, on était dans la même organisation avec Lamine Khène et sa femme. Je n'étais pas dans l'organisation des étudiants. J'étais à côté.

C.M.H. : N'étiez-vous pas à l'université ?

A. Medjaoui : J'ai fait une année de tronc commun en 1954-1955, ce qu'on appelait alors le PCB. D'ailleurs, sur les 240 étudiants, j'ai été reçu premier. Je me suis inscrit ensuite en première année de médecine et c'est au cours de cette année-là que j'ai arrêté

mes études. J'ai décidé d'aller au maquis avec Ben Khedda, avec lequel j'étais en contact. J'ai obtenu le feu vert pour aller à la wilaya III... Nous étions à un poste où nous étions suivis par l'armée tout le temps. Il y avait toujours des opérations pour nous arrêter, mais on s'échappait toujours. Mais on a fini par être arrêtés fin février 1957. Je suis donc resté de mi-août à février. J'ai fait de la prison et c'était l'incertitude permanente. On ne savait jamais ce qui allait arriver parce que certains étaient emmenés, puis tués. Je ne savais pas si j'allais rester en vie et je n'étais pas en contact avec mes parents, qui étaient à Tlemcen. Mon père a été arrêté aussi, mon frère est mort au maquis... C'était une période difficile de ma vie. Je n'ai donc pas eu de contact direct avec l'UGEMA. Moi, j'avais déjà décidé de monter au maquis dès le début, même s'il n'y avait pas eu la grève. J'ai fait plusieurs prisons et la dernière fut celle de Lambèse, dont je parle dans mon livre, dans lequel je raconte comment on y a vécu pendant trois ou quatre ans. En septembre 1961, j'ai été condamné à cinq ans de prison sous De Gaulle. Avant De Gaulle, ceux qui étaient arrêtés les armes à la main écopaient de dix à vingt ans de prison ou étaient condamnés à mort. De Gaulle est arrivé avec son idée de « la paix des braves » et j'ai donc fait cinq ans de prison. A ma sortie de prison, j'ai demandé et obtenu de l'armée une pièce d'identité pour aller en France. Je suis donc allé à Grenoble, où j'ai essayé de m'inscrire à l'université et je n'avais pas d'argent pour vivre. Je n'ai pas eu le temps de m'organiser car un ami qui était en Belgique m'a demandé de le rejoindre. Je suis donc allé à Bruxelles, où j'ai refait ma première année de médecine et en 1962, je suis revenu ici. C'est à Bruxelles que j'ai été à l'UGEMA et me suis disputé avec le FLN pour l'indépendance de notre organisation.

C.M.H. : Que s'est-il passé puisqu'il y avait les sections universitaires du FLN et j'ai l'impression qu'il y avait des luttes d'influence entre ces sections et l'UGEMA ?

A. Medjaoui : Une fois que l'UGEMA a été interdite, on ne pouvait plus avoir de sections de l'UGEMA. Le FLN a donc organisé les étudiants sous forme de sections universitaires. En France, ça ne marchait pas car certains responsables étaient liés au FLN. En Belgique, on était dans la légalité et on avait une section de l'UGEMA reconnue par les autorités belges. On pouvait donc tenir nos réunions et on avait une vie organique qui était réelle. On n'était pas nombreux, à peine une vingtaine. Je crois que c'est à cause des luttes pour le pouvoir que la Fédération de France, qui avait aussi sous sa direction les fédérations de Belgique et d'Allemagne, a décidé de maîtriser la section UGEMA. On s'est donc bagarrés pendant une année. Nous, on s'est dit qu'on souhaitait organiser des élections libres plutôt qu'élire quelqu'un du fait de son affiliation au FLN.

C.M.H. : Etiez-vous au courant de la réunion du Comité directeur à Tunis, en août 1961 ?

A. Medjaoui : Oui, mais cette réunion dont vous parlez ne m'a pas marqué. Je sais qu'on avait une vie réelle du point de vue de l'organisation. Et nous voulions garder notre indépendance.

C.M.H. : C'était l'année scolaire 1961-1962 ?

A. Medjaoui : Oui.

C.M.H. : Justement, lors de cette réunion d'août 1961, il y a eu une démission collective du Bureau de l'UGEMA, qui a cédé sa place à une délégation de cinq personnes chargées de préparer un congrès. Et vers novembre, je crois, Belkacem Krim a directement

pris le contrôle de l'UGEMA pour la mettre ensuite sous contrôle du GPRA.

A. Medjaoui : Je n'en ai pas eu connaissance. Mais nous avons gardé notre indépendance vis-à-vis du FLN, dont le responsable s'appelait alors Krim Rachid. C'était un ami qui faisait aussi ses études en Belgique, mais qui était plus militant qu'étudiant. Je le connaissais depuis la faculté d'Alger et j'explique d'ailleurs dans mon livre l'accrochage qu'il y a eu entre lui et moi autour de l'indépendance du mouvement étudiant. Nous ne voulions pas être contre le FLN, nous voulions simplement avoir notre indépendance. Je lui avais dit qu'il devait se présenter aux élections s'il voulait être dirigeant et non s'imposer à nous parce qu'il était membre du FLN. Nous avons reçu une lettre signée par Krim Belkacem nous ordonnant de choisir untel comme président. Je me suis opposé à cela. Il faut dire que j'avais une certaine autorité parce que j'avais été au maquis et que je sortais de prison. On a donc eu une bagarre très sérieuse et finalement, nous n'avons pas accepté qu'on nous impose un responsable.

C.M.H. : Alors il y a eu le dernier Congrès de l'UGEMA à Alger en 1962...

A. Medjaoui : Oui, nous avons tenu une élection et désigné des délégués qui sont venus. Moi, je n'étais pas délégué, mais je suis allé avec les délégués pour les aider.

C.M.H. : Les batailles entre toutes les wilayas, c'était avant la prise de pouvoir de Ben Bella.

A. Medjaoui : C'est compliqué ! Youcef Khatib, le chef de la wilaya IV, était un ami qui s'était battu à mes côtés au maquis. On était ensemble avant qu'il n'aille à la wilaya IV et moi à la III. Il n'était pas non plus de l'UGEMA et avait décidé comme moi d'aller au maquis indépendamment de l'UGEMA ou du FLN.

C.M.H. : Qu'est-ce qui s'est passé lors de ce Congrès ?

A. Medjaoui : Ce que j'ai retenu de cette période, c'est que le Congrès s'est séparé sans rien décider.

C.M.H. : C'est ce que dit justement Megateli, qui a été désigné comme secrétaire et ensuite comme président de la quatrième journée, je crois. Il dit que le Congrès s'est terminé sans résolution. Mais qu'est-ce qui s'est passé ?

A. Medjaoui : La crise du FLN s'est répercutée dans le mouvement étudiant et il y avait plusieurs tendances. A mon arrivée ici, il y avait plusieurs UGEMA. Certains étaient venus avec des mitraillettes...

C.M.H. : Quelles étaient les différentes tendances présentes ?

A. Medjaoui : Il y avait l'ALN des frontières, etc.

C.M.H. : Mais il y avait aussi des représentants venant des pays arabes, ceux venant des pays de l'Est, etc. Parlaient-ils ensemble ?

A. Medjaoui : Il y avait une volonté de trouver un langage commun, mais nous n'y sommes pas arrivés. La crise était dans le mouvement politique et non dans le mouvement étudiant. Je ne me rappelle plus des détails, mais je me souviens qu'on n'aboutissait à rien.

C.M.H. : Harbi était-il là ?

A. Medjaoui : Je ne sais pas. Harbi était surtout parmi les dirigeants. Il n'était pas dans le mouvement étudiant. J'avais des amis qui venaient des pays de l'Est qui ont essayé de me parler. Je leur ai simplement dit de ne pas aggraver les choses avec ces idéologies, car on avait déjà de nombreux problèmes. J'étais très touché et je voulais même quitter le pays durant cette période que je raconte d'ailleurs dans mon livre.

C.M.H. : Aviez-vous terminé vos études de médecine ?

A. Medjaoui : Non. Je cherchais à quitter l'Algérie, mais j'avais un ami dans le pouvoir qui venait de s'installer, le D^r Nekkache, qui était comme un frère aîné et qui m'a convaincu de rester en me disant qu'on allait ouvrir une université. J'ai donc repris mes études et lorsque j'étais en quatrième année de médecine, il y a eu un coup d'Etat. Mais entre-temps, je m'étais éloigné du mouvement étudiant pour me consacrer à mes études. Et quand l'UGEMA s'est transformée en UNEA avec l'indépendance, j'ai applaudi, je suis allé au Congrès et j'ai été élu à la première section d'Alger. Je suis ensuite entré au parti communiste parce que c'était les étudiants communistes qui avaient défendu l'autonomie. Nous avons pris position contre le coup d'Etat et sommes entrés en clandestinité. Je suis resté dix ans clandestin. Ils m'ont arrêté et Youcef Khatib m'a sorti de prison. Je n'ai donc jamais pu terminer mes études de médecine. Je suis sorti de la clandestinité en 1976 avec le pouvoir de Boumediene et je me suis alors inscrit à la faculté de Sciences économiques, où j'ai obtenu une licence. Je suis ensuite allé en France pour faire un DEA d'histoire, tout en représentant aussi le parti de l'avant-garde socialiste. Je devais faire une thèse, mais je suis rentré en 1991.

C.M.H. : Quelle carrière !

A. Medjaoui : Dans mon livre, je fais une autocritique en soulignant que l'UNEA a été finalement plus étroite que l'UGEMA, malgré le « M » qui a été supprimé, car c'est avec l'UNEA qu'on a été trop étroits du point de vue idéologique.

C.M.H. : Que pouvons-nous tirer de cette expérience de vie associative ?

A. Medjaoui : Cette expérience n'est pas perdue. Ça continue !

C.M.H. : Mais il y a peu d'associations autonomes.

A. Medjaoui : Il y a toujours des problèmes idéologiques qui emprisonnent l'autonomie. Je fais toute une réflexion sur cette question dans mon livre. On a exclu par exemple du mouvement syndical des étudiants qui n'étaient pas d'accord avec la Charte d'Alger, comme par exemple Abbas Didine et certains membres qui étaient de l'UGEMA et de l'UNEA.

C.M.H. : Didine était-il toujours étudiant ?

A. Medjaoui : Oui, il étudiait à Paris en 1962 et on l'a exclu de l'UNEA parce qu'il était contre la Charte d'Alger de Ben Bella.

C.M.H. : Que pouvez-vous ajouter à la question de l'autonomie, en ce qui concerne les jeunes générations ?

A. Medjaoui : Je discute actuellement avec les étudiants de l'Union Générale des Etudiants Libres (UGEL), qui sont avec le Hamas. Je leur ai dit de ne pas faire comme nous qui avons emprisonné l'UNEA dans l'idéologie communiste, et je leur ai aussi conseillé d'éviter d'emprisonner l'Union dans l'idéologie islamiste. Je leur ai expliqué qu'il était important qu'ils se réunissent autour de leurs intérêts communs, malgré leurs différences. Et ils écoutent.

C.M.H. : Il faut peut-être développer de nouvelles perspectives post-islamistes...

A. Medjaoui : Il n'y a pas que les étudiants islamistes. L'UNEA existe encore avec de nouvelles tendances. Et il y a plusieurs mouvements estudiantins.

C.M.H. : Ne peuvent-ils pas se réunir ?

A. Medjaoui : C'est ce que je leur dis quand je parle de leurs intérêts communs.

C.M.H. : Il faut qu'ils aient un mouvement qui soit autonome.

A. Medjaoui : Oui, un mouvement qui pourrait faire du syndicalisme sans se perdre dans les idéologies. Il faut développer des solutions afin que ces organisations étudiantes s'unissent, même s'ils sont encore aujourd'hui prisonniers de ces idéologies.

C.M.H. : J'espère que les jeunes vous liront.

A. Medjaoui : Oui, j'espère aussi, car mon livre dérange beaucoup. Il dérange les anciens comme les jeunes.

INTERVIEW DE ABDELHAMID MAHI-BAHI
(Réalisée le 19 octobre 2007)
(révisée le 17 mai 2009
par Abdelhamid Mahi-Bahi)

C.M.H. : Parlons de votre expérience au sein de l'UGEMA.

Abdelhamid Mahi-Bahi : À la naissance de l'UGEMA, j'étais lycéen, je n'avais pas encore 15 ans.

C.M.H. : Mais vous avez été le président de la section d'Oran !

A. Mahi-Bahi : J'ai en effet, après 1962, dirigé la première section d'Oran de l'UGEMA et je présiderai ensuite la première section d'Oran de l'UNEA jusqu'à la fin de l'année 1964.

C.M.H. : Avez-vous été parmi les fondateurs de l'UNEA ?

A. Mahi-Bahi : J'ai mené la délégation d'Oran au cinquième Congrès de l'UGEMA d'août 1963. Ce congrès a fondé l'UNEA et j'ai été l'un des responsables de l'UNEA historique.

C.M.H. : Avant l'indépendance, en 1956, les étudiants musulmans étaient-ils nombreux à Oran ? Étaient-ils organisés ?

A. Mahi-Bahi : Il n'y avait pas d'université ni d'étudiants à Oran, la seule université était celle d'Alger. Existaient par contre en 1956 cinq établissements d'enseignement secondaire : deux lycées, un collège technique de garçons, un lycée et un collège de jeunes filles. Chiffrer le nombre de lycéens d'Oran en 1956 est délicat, on pourrait l'estimer à environ 5000, dont moins d'un dixième d'élèves algériens. Par ailleurs, je sais que le nombre total des lycéens algériens pour tout le pays ne dépassait pas les 8000. Avant 1956, les lycéens n'étaient pas organisés à Oran et seul un groupe d'une trentaine de jeunes filles et de jeunes gens qui fréquentaient depuis 1954 ou 1955 les cours du docteur Mohamed-Seghir Nekkache semblaient s'être organisés en association de jeunes lycéens musulmans. C'est à partir de quelques membres de ce groupe et avec d'autres lycéens parmi les plus conscients, tels que Mohamed Benamar et Mohamed Serradj, que nous formerons, après le déclenchement de la grève des étudiants du 19 mai 1956, une section lycéenne, dont je deviendrai l'un des animateurs.

C.M.H. : A propos de l'appel à la grève, tous les lycéens y ont-ils répondu ?

A. Mahi-Bahi : Tous, certainement pas, en tout cas pour quelques-uns, pas immédiatement. Vous savez, bien sûr, que l'appel à la grève ne concernait pas les lycéens mais seulement les étudiants et les intellectuels... De plus, c'était la fin de l'année scolaire, les examens étaient là et cela gênait ceux qui en avaient. Ce n'est qu'après la rentrée scolaire suivante que les choses deviendront sérieuses et que la grève sera mieux observée... Par contre, ceux qui ont immédiatement boycotté les cours démontreront leur solidarité et leur mécontentement par des manifestations quotidiennes devant les lycées de la ville. Je revois les

rassemblements et les discours qui étaient tenus sur les escaliers de la bibliothèque municipale, dans une atmosphère de Mai 68 à Paris, douze années auparavant. Le même climat d'effervescence se retrouvait chez les lycéens de Sidi Belabbès, de Tlemcen et de Mostaganem. Ça bougeait partout. Même les enfants de troupe de l'école militaire de Koléa ont suivi l'ordre de grève à l'intérieur de leur caserne. Aujourd'hui, 50 ans après, je suis encore stupéfait de l'extraordinaire conscience nationaliste des jeunes lycéens de cette époque.

C.M.H. : Des sanctions ont-elles été prises à l'égard des grévistes ?

A. Mahi-Bahi : Il n'y a pas eu de sanctions et je crois qu'aucun gréviste n'a été inquiété. Les administrations de nos lycées ont tenté, sans beaucoup de succès, de nous récupérer. Les parents des élèves grévistes ont été invités à les ramener à la raison. Un exemple : le proviseur du lycée franco-musulman de Tlemcen s'est déplacé à Oran pour récupérer ses élèves oranais « déserteurs »... Devant l'échec de ses démarches, le proviseur de notre lycée a proposé que nous allions finir notre scolarité en France « métropolitaine », où nous serions pris en charge. Certains ont sauté sur l'occasion. Les uns ont rejoint le lycée de Sisteron dans les Basses-Alpes, d'autres se sont retrouvés au lycée de Sarlat en Dordogne.

C.M.H. : Et qu'avez-vous fait ?

A. Mahi-Bahi : J'ai été de ceux qui n'ont pas quitté l'Algérie.

C.M.H. : Et qu'ont fait ceux qui sont restés ? Ont-ils poursuivi la grève ou ont-ils repris les cours ?

A. Mahi-Bahi : Après deux ou trois mois d'absence, ceux qui ont respecté l'ordre de grève et qui n'avaient

pas rejoint la France ont repris au fur et à mesure leurs cours. Nous serons quelques-uns à nous concerter dans la section lycéenne et à nous préparer à agir pour nous impliquer dans la lutte de libération. Les plus grands, tels que Belazreg Mohamed, Boumedal Abed, Djelloul Mustapha, Hadeffi Rahal, Semmache Mohamed, Zenagui Allel et tant d'autres, rejoindront à tour de rôle le FLN. Les plus jeunes comme Cherfaoui Ali, moi-même et beaucoup d'autres le feront par la suite.

C.M.H. : Des lycéens devenus des combattants...

A. Mahi-Bahi : Pour différentes raisons, tous les lycéens ne se sont pas ralliés à la lutte de libération. Par contre, il y a ceux qui se sont engagés dans l'organisation politico-administrative du FLN ou dans les rangs de l'ALN bien avant et sans attendre l'appel à la grève. Ce n'était d'ailleurs pas la première grève estudiantine. Déjà avant le 19 mai 1956, des grèves de la faim et des cours, par solidarité avec les étudiants arrêtés, avaient eu lieu à Tlemcen, une journée de grève avait été déclenchée au collège de Médéa... Cependant, il faut reconnaître que l'appel de la section d'Alger de l'UGEMA a permis aux lycéens que nous étions de démontrer notre solidarité avec nos aînés étudiants persécutés par la répression et avec notre peuple en lutte pour son indépendance nationale. Cet appel à la grève a été un facteur déclenchant, qui est venu réaffirmer notre prise de conscience ; il a été un cri de révolte en cette importante année 1956.

C.M.H. : En quoi et pour qui cette année 1956 a-t-elle été importante ?

A. Mahi-Bahi : C'est d'abord une année de forte répression coloniale, à l'intérieur comme à l'extérieur

du pays. C'est l'arrivée du ministre résident Robert Lacoste, avec ses pouvoirs spéciaux et dictatoriaux ; c'est le début de l'institutionnalisation de la torture avec la venue du général Raoul Salan à la tête de l'état-major militaire français. Rappelons-nous le premier acte de piraterie aérienne qu'a été l'arraisonnement de l'avion des chefs du FLN. Tout le monde se souvient aussi de l'expédition coloniale et punitive de Suez contre l'Egypte... L'année 1956, c'est aussi et surtout l'année qui a constitué un tournant décisif et important dans la guerre de libération nationale, c'est l'année où le Front de libération nationale a élaboré sa stratégie de lutte, s'est structuré et a affirmé sa représentativité.

C.M.H. : Et les jeunes étaient conscients de l'importance des événements...

A. Mahi-Bahi : Certainement.... L'injustice et le mépris ont toujours donné une maturité précoce... Et pour la jeunesse de ma génération, « la valeur n'attendait pas le nombre des années »... Mes compagnons d'études et moi savions que nous restions des citoyens de seconde zone, alors que l'Algérie avait été « intégrée » à la France, bien avant Nice et la Savoie.... Nous savions que nos parents avaient été régis par le code inégalitaire de l'indigénat, qu'à l'assemblée algérienne une voix européenne valait autant que neuf voix algériennes ; nous savions que moins d'un dixième des enfants algériens étaient scolarisés alors que l'école publique était gratuite et obligatoire... Enfant, j'ai gardé en mémoire, comme beaucoup d'autres enfants de notre médersa, l'arrivée des orphelins du 8 mai 1945 que nos familles recueilleront après l'hystérie coloniale criminelle qui a châtié les soulèvements de Guelma, Kherrata et Sétif. Oui, nous étions conscients que ce que nous vivions était la

conséquence des injustices de l'occupation coloniale et nous étions farouchement anticolonialistes.

C.M.H. : En décembre 1957, en France, j'avais pris position pour l'Algérie en tant que représentant des étudiants américains et les Français m'ont expulsé. Cela a changé ma carrière, car une fois entré à Harvard, j'ai choisi d'étudier la science politique au lieu du droit, pour lequel j'avais été admis.

A. Mahi-Bahi : J'ai noté à l'occasion d'une de mes lectures qu'au troisième Congrès de l'UGEMA à Paris, le représentant des étudiants américains avait soutenu les étudiants algériens lorsqu'ils ont invité le gouvernement français à négocier avec le FLN et qu'il avait été expulsé du territoire français... C'était vous et je vous dis bravo.... J'ai lu que vous aviez déclaré que « le colonialisme français devait capituler, tout comme les racistes de Little Rock avaient capitulé ».

C.M.H. : Que pensez-vous aujourd'hui de l'appel à la grève de l'UGEMA ?

A. Mahi-Bahi : Comme je l'ai dit, l'appel de la section d'Alger à la grève illimitée des cours et des examens ne s'adressait qu'aux étudiants de l'université et aux intellectuels algériens. Cet appel leur demandait de désertir les bancs de l'université pour les maquis. Est-ce que cet appel a convaincu tous les étudiants ? Difficile de l'affirmer et je dis à nouveau que ceux qui avaient voulu se battre pour leur patrie n'avaient pas eu besoin d'une telle instruction et ceux qui ne l'ont pas voulu ne se sont pas engagés. Je pense qu'un appel à rejoindre l'armée de libération nationale aurait suffi et il n'était ni nécessaire ni indispensable de faire désertir les bancs des universités et des lycées.

C.M.H. : Vous pensez que cet appel n'était pas raisonnable ?

A. Mahi-Bahi : C'est un appel qui a été pensé de façon hâtive et irréfléchie, en particulier sur le caractère illimité de la grève. Pourtant, il a réveillé l'esprit patriotique qui sommeillait chez beaucoup de jeunes gens et jeunes filles. C'est à l'occasion de cette grève qu'ils diront avec force leur rejet de l'ordre colonial et qu'ils crieront leur révolte. C'était leur réponse. Oui, c'était notre réponse à la proclamation du 1^{er} Novembre 1954.

C.M.H. : Revenons aux lycéens d'Oran. J'ai cru comprendre qu'ils furent nombreux à s'impliquer dans la lutte.

A. Mahi-Bahi : La plupart des lycéens algériens qui se sont engagés dans la lutte de libération ont, d'une manière ou d'une autre, chacun et chacune à sa façon, année après année, participé à la résistance dans les maquis, dans les groupes de guérilla urbaine ou dans les directions opérationnelles des transmissions, du chiffre, du service d'écoute, du renseignement, du contre-renseignement, de l'armement, de la logistique, etc. Aucun d'eux n'est allé au Palais d'été prendre l'avis de Robert Lacoste... A Oran, nous avons été plusieurs à démontrer que le combat pour la libération était aussi notre affaire et, de 1956 à 1961, nous rejoindrons, au fur et à mesure, individuellement ou en groupe, les rangs, soit des commandos urbains soit des maquis et souvent des deux. Des adolescents abandonnant famille et études, oubliant Farid El Atrache et James Dean, choisissant de vivre dans la peur et le courage et d'affronter une armée de 450 000 soldats... Certains y ont laissé leur vie. Mes camarades de classe Belahcène Houari, Benkada Kaddour, Boumedal Abed, Cherif Moulay Driss, Ferhaoui Houari, Ould-Kara Saïd, Zenagui Allel et tous ceux que je n'ai pas immédiatement en mémoire...sont tombés en martyrs, au meilleur

âge de la vie. Mon compagnon de fidayîn, Cherfaoui Ali, n'avait pas 18 ans quand il a été assassiné... Djelloul Mustapha a perdu ses yeux... Khalfi Mohamed, Laribi Houari, Serradj Mohamed et tant d'autres ont été emprisonnés. Belazreg Mohamed, Benchehida Omar, Hadeffi Moussa, Kessayri Abdelkader, Mimouni Mohamed, Semmache Mohamed, moi-même et plusieurs autres quitterons, après l'indépendance, l'Armée de libération nationale et encadrerons les services abandonnés des différentes administrations. Peu seront ceux qui reprendront leurs études et c'est avec leurs encouragements que se fera la première section de l'UGEMA à Oran.

C.M.H. : Etait-ce le FLN qui avait décidé de la grève ?

A. Mahi-Bahi : Je pense que le FLN a avalisé la décision de la section d'Alger, il l'a soutenue et a ordonné son application ; je ne pense pas qu'il en ait été l'inspirateur.

C.M.H. : Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

A. Mahi-Bahi : Il aurait été logique de faire ordonner cette grève par l'intermédiaire du comité directeur de l'UGEMA ; cela n'a pas été le cas. Par ailleurs, le Congrès de la Soummam ne prendra acte de l'adhésion et du ralliement des étudiants et des lycéens que trois mois plus tard. De plus, les non-grévistes n'ont jamais été inquiétés et ceux qui avaient des examens à passer n'en ont pas été empêchés, au contraire. Enfin, le FLN fera ordonner en 1957 la fin de la grève.

C.M.H. : Revenons à vous, êtes-vous originaire d'Oran ?

A. Mahi-Bahi : Je suis né et j'ai grandi à Oran, ma famille y est installée depuis plus d'un siècle.

C.M.H. : À l'époque coloniale, il y avait peu d'Oranais musulmans ; c'était surtout des Espagnols, des Français...

A. Mahi-Bahi : En effet, les Européens étaient majoritaires à Oran. Les Algériens habitaient les quartiers populaires et pauvres. Les juifs avaient leur propre quartier et les européens occupaient les endroits neufs et résidentiels. J'ai vécu en « ville nouvelle », un quartier-ghetto bordé par trois casernes militaires.

C.M.H. : Quelle éducation avez-vous reçue ?

A. Mahi-Bahi : Ma scolarité a commencé à la médersa libre « El Falah », à l'influence de laquelle mon père avait participé comme militant du Parti du peuple algérien et de l'Association des Oulémas algériens. J'ai ensuite été scolarisé à l'école publique. J'ai ainsi fréquenté parallèlement deux écoles, l'une arabe et musulmane, l'autre française et laïque. La première m'a appris à aimer l'arabe, ma langue, à respecter l'Algérie, ma patrie, et à vénérer l'Islam, ma religion. La seconde, en plus des connaissances qu'elle m'a données et des principes qu'elle m'a inculqués, m'a fait prendre conscience de ma différence et de mon identité... Les deux m'ont fait rêver de justice et de liberté et les deux m'ont parlé de fraternité.

C.M.H. : Votre père était militant de l'Association des Oulémas, était-il un religieux ?

A. Mahi-Bahi : L'Association des Oulémas algériens était un mouvement de réformistes musulmans cultivés qui prônait la rénovation de la pensée islamique et le progrès. C'était en quelque sorte un autre parti politique à côté du PPA-MTLD de Hadj Messali et de l'UDMA de Ferhat Abbas. Ces écoles, tout en enseignant, comme l'école publique, toutes les matières,

étaient des écoles de nationalisme et de patriotisme arabes. Elles n'avaient rien de religieux. Mon père était pieux, simplement, comme l'étaient les chorfas de « Méhadja », sa terre d'origine où l'Islam avait été laissé comme unique foyer de résistance. C'était un homme du peuple instruit, c'était un nationaliste qui défendait ses coreligionnaires... En 1933, le journal *L'Echo d'Oran* a rapporté qu'il s'était présenté aux élections municipales sous l'étiquette de « liste indépendante pour la défense des intérêts ouvriers musulmans ». Cette liste réclamait pour les « indigènes » les mêmes droits et les mêmes salaires que ceux des Européens, elle demandait le respect de la liberté religieuse et exigeait l'arrêt de la conversion des Arabes au catholicisme !

C.M.H. : Ou se trouve Méhadja ?

A. Mahi-Bahi : C'est un lieu qui se situe à une trentaine de kilomètres des villes d'Oran, de Mascara et de Sidi Belabbès. C'est à Méhadja qu'au 14^e siècle l'imam Sidi el Houari, le saint patron d'Oran, a étudié la théologie. Le premier gouverneur de l'Etat de l'Emir Abdelkader, Mohmed Benfréha el Méhadji, est originaire de cette terre. En sont originaires aussi le premier et le dernier martyrs guillotins, Ahmed Zahana et Cheriet Ali Cherif, ainsi que Belkacem Zeddour-Brahim, l'étudiant dont l'assassinat est à l'origine de l'appel à la grève des étudiants.

C.M.H. : Vous avez été éduqué dans un milieu nationaliste...

A. Mahi-Bahi : Si on entend par nationalisme un comportement qui consiste à revendiquer le droit à une nation souveraine, alors oui, j'ai reçu cette éducation et, à l'instar d'une certaine partie de la jeunesse de ma génération dont j'ai dit qu'elle faisait montre

d'une extraordinaire conscience nationaliste, j'ai été élevé dans le respect de la résistance de l'Emir Abdelkader, dans l'estime des combats d'Abdelkrim El Khattabi dans le Rif, dans la considération des luttes de Hadj Messali, d'Abdelhamid Ben Badis et de Ferhat Abbas... Ma génération a admiré Gamal Abdel-Nasser, héros de l'Unité arabe avec son nationalisme progressiste et moderne. Avec de pareils exemples, comment voulez-vous ne pas vouloir vous soustraire à une occupation et à une domination illégitimes ? Et c'est pour cette identité et cette liberté recherchées que nombreux ont été mes camarades de médersa, de lycée et les élèves du docteur Nekkache qui se sont engagés dans le combat aux cotés de leur peuple.

C.M.H. : Les cours du docteur Nekkache, c'était quoi ?

A. Mahi-Bahi : De 1954 à 1956, nous étions une trentaine de jeunes gens et de jeunes filles lycéens, étudiants à la médersa et scouts à recevoir des cours au cabinet et au domicile du docteur Nekkache. Ce patriote a conçu une sorte d'université populaire où des cours de littérature, de philosophie, de psychologie, de sociologie, d'histoire des civilisations, etc. nous étaient prodigués par lui-même et par des étudiants ou des spécialistes de son choix... Je me souviens par exemple que deux étudiants en médecine, Hachemi Abdelhalim et Abdel'alim Medjaoui, nous formaient aux gestes de l'hygiène et du secourisme... Nous étions conscients qu'en réalité nous prenions des cours de militantisme et que nous nous préparions à faire face à l'adversaire colonial... C'est ce groupe de jeunes qui, même avant l'appel à la grève, travaillera à sensibiliser les autres lycéens à ce qui se déroulait et se passait dans le pays et donc à les faire adhérer aux objectifs de la guerre de libération nationale d'Algérie.

C.M.H. : Revenons à l'UGEMA. Vous avez assisté au congrès de l'été 1962 ?

A. Mahi-Bahi : Non, je ne serai libéré de l'ALN qu'en octobre 1962.

C.M.H. : Vous participerez au Congrès de l'UGEMA de 1963 ?

A. Mahi-Bahi : Je serai parmi les cinq délégués qui représenteront la section d'Oran de l'UGEMA.

C.M.H. : Je croyais qu'Oran n'avait pas encore d'université !

A. Mahi-Bahi : En 1961, une année avant l'indépendance, deux centres universitaires avaient été ouverts, l'un à Oran, l'autre à Constantine. Celui d'Oran groupait avec le collège de droit une école de médecine, un collège littéraire et un collège scientifique. Ainsi, en 1963, il y avait une quinzaine d'étudiants en médecine et 150 étudiants suivaient les cours de l'Institut d'études juridiques, qui fonctionnait sous l'autorité du doyen de la faculté de droit d'Alger...

C.M.H. : Revenons à la première section de l'UGEMA à Oran.

A. Mahi-Bahi : Le congrès de l'été 1962 avait échoué pour diverses raisons, dont celle des rivalités dues à la crise de l'été 1962 et il avait laissé le mouvement estudiantin sans direction. A la fin de l'année 1962, la fédération d'Oran du FLN a encouragé un petit nombre d'étudiants à former une section de l'UGEMA. Les tout nouveaux universitaires étaient enthousiastes à l'idée de se mobiliser autour d'un FLN symbole de victoire et de futurs progrès. Ils me proposeront à la tête de cette première section et je la dirigerai avec un comité de cinq membres... Plus tard, j'apprendrai que les rivalités nées des désordres politiques de cette période, qui avaient déteint sur le

mouvement étudiant, s'étaient aussi manifestées à Oran. En effet, Ben Bella avait reçu au début de l'été, à la préfecture d'Oran où il s'était installé, Djilali Bounaga, étudiant en botanique à l'Université d'Alger et responsable de la section universitaire de la wilaya V. Il lui aurait demandé le soutien de la section universitaire à son « groupe de Tlemcen ». Bounaga, qui était accompagné de Houari Ganouri, autre responsable de la section universitaire de Tlemcen, a manifesté son légalisme et aurait répondu au futur président que « les étudiants ne soutiendraient pas un conflit qu'ils n'approuvaient pas ».

C.M.H. : La section universitaire dépendait de la wilaya ?

A. Mahi-Bahi : C'est-à-dire que la région militaire en Oranie était la wilaya V. L'UGEMA, après sa dissolution en 1958, avait, à l'intérieur du pays, cédé la place à la section universitaire, une structure clandestine d'étudiants et de lycéens désignés par le FLN. Chaque section universitaire était rattachée à la wilaya dont elle dépendait territorialement, mais toutes relevaient du ministre de l'Intérieur du Gouvernement provisoire de la république algérienne, Lakhdar Bentobbal... Ceci nous renseigne sur la démarche de Ben Bella et éventuellement sur la réponse qu'il a reçue... Cela expliquerait aussi la tentative de Djilali Bounaga avec les sections universitaires du centre et de l'est du pays, d'initier une conférence nationale pour préparer un nouveau congrès des étudiants, mais cette tentative n'a pas aboutie parce que Ben Bella a fait désigner par le FLN un coordinateur pour préparer une conférence nationale de l'UGEMA. C'est cette conférence de l'union, à laquelle j'ai participé, qui mettra en place un comité chargé de préparer le cinquième congrès de l'UGEMA

et qui donnera naissance à l'UNEA... On devine l'affrontement et les manipulations des groupes rivaux pour récupérer l'UGEMA, dont les anciens responsables étaient « devenus » absents et silencieux... On comprend également l'incitation de la fédération du FLN d'Oran à la création d'une section UGEMA.

C.M.H. : Et vous prenez la direction de la section d'Oran de la nouvelle union !

A. Mahi-Bahi : Avec la même équipe du comité de section de l'UGEMA : Mokhtar Berkani, Abdelkader Benyebka, Omar Dalachi, Mohamed Didouh. Ils ont été infatigables et ont déployé une intense activité de mobilisation des étudiants. Avec le peu d'adhérents du début, ils m'ont aidé à faire de la section « UGEMA-UNEA » une section syndicale parmi les plus actives par sa participation à toutes les tâches et manifestations nationales. Chaque membre avait l'impression d'être un acteur révolutionnaire et chacun avait l'impression qu'il avait quelque chose à apporter...

C.M.H. : Et quelle était la tendance politique à l'époque ?

A. Mahi-Bahi : Il n'existait pas de tendance « marxisante » si c'est ce que vous voulez savoir et cette orientation n'apparaîtra qu'après le renversement du président de la république et la prise du pouvoir par son ministre de la défense, Houari Boumediene. A la section UNEA d'Oran, il n'y avait pas encore de « penchant » pour une quelconque idéologie politique et en ce début d'indépendance, une grande considération était vouée au seul « FLN », symbole de la libération du pays. Il fallait se retrouver en 1962-1963 avec l'euphorie de l'Indépendance. On était Algériens, pas plus. C'est une euphorie qui n'existe plus. Et si les étudiants de la section d'Oran ont, malgré toutes les

manœuvres qui ont entouré la préparation du cinquième Congrès de l'UGEMA, participé à la naissance d'une union estudiantine à orientation marxiste, c'est parce qu'elle s'était mise sous l'égide du FLN, artisan de cette Indépendance. Les étudiants étaient pour les idées que projetait le FLN et qu'il se proposait d'appliquer. Bon nombre d'entre eux étaient pour un « socialisme » entendu comme doctrine de ceux qui veulent une société plus juste... Oui, chacun d'entre nous avait abordé 1962 en rêvant d'élaborer un autre avenir...

C.M.H. : Etiez-vous membre du FLN ?

A. Mahi-Bahi : Je l'étais. Le Front de libération nationale était logiquement la famille naturelle de tout moudjahid...

C.M.H. : Et vous ne l'êtes plus ?

A. Mahi-Bahi : J'ai grandi orphelin, alors l'habitude, « ça me connaît » comme on dit... Que devraient dire ceux qui l'ont fondé et à qui il a été « kidnappé » ?

C.M.H. : Voulez-vous parler de l'activité de votre section ?

A. Mahi-Bahi : En 1963, le préfet du département d'Oran, moudjahid, compagnon de l'ALN et ancien étudiant en droit à Poitiers, a accédé à toutes nos demandes en nous attribuant un vaste siège et deux grands établissements au centre ville. Le premier était le café-restaurant «Le Loubet », qui a été aménagé en cercle universitaire et rebaptisé « Belahcène Houari ». Cet endroit deviendra le lieu de rencontre de toute la jeunesse intellectuelle de l'Oranie. Le second était la « Brasserie de Paris », l'un des plus beaux lieux de la ville. Nous en ferons un restaurant universitaire en attendant la concrétisation de la « ville universitaire de Canastel », projet pour lequel nous avons constamment

œuvré... Les membres adhérents ont participé à toutes les tâches et manifestations nationales : explication de l'autogestion, reboisement des journées de l'arbre, etc. Mais ce qui nous a le plus passionné fut d'avoir enrichi le journalisme estudiantin par l'édition de la publication mensuelle *L'Etudiant Algérien*. Ce journal s'est voulu être non seulement un outil de mobilisation des étudiants pour la défense de leurs intérêts, mais aussi un instrument pour les mobiliser aux tâches de construction de l'Algérie nouvelle...

C.M.H. : De quand date le journal ?

A. Mahi-Bahi : De 1963. La date symbole du 1^{er} Novembre avait été choisie pour le premier numéro.

C.M.H. : A-t-il paru pendant longtemps ?

A. Mahi-Bahi : La parution a dû s'étaler sur moins d'une année et s'est arrêtée après mon retrait de la présidence de la section, à la fin de l'année 1964. Berkani Mokhtar me succédera jusqu'en juin 1965, après le renversement du président Ben Bella.

C.M.H. : Pourquoi jusqu'au renversement du président Ben Bella ?

A. Mahi-Bahi : Ben Bella restait populaire et les étudiants de l'UNEA à Oran ont condamné son renversement en manifestant publiquement leur désapprobation. Parmi eux, certains ont pu être entraînés par la déclaration du président national de l'UNEA, condamnant « le coup d'état », d'autres ont pu croire que « l'intrusion » du colonel Boumediène allait remettre en cause le « socialisme espéré ». Moi, je crois que c'est l'intrusion de la violence qu'ils n'ont pas admis, c'est cela qui les a choqués et déçus... La plupart des membres du comité de section seront arrêtés par les services de la sécurité militaire, quelques étudiants seront inquiétés, d'autres seront traduits en

justice. Ils en sortiront traumatisés et surtout désabusés. Les membres du comité céderont la direction de la section à des étudiants plus jeunes, qui eux seront influencés par le courant marxiste et feront de l'agitation jusqu'à la dissolution de l'UNEA en 1971.

C.M.H. : Pourquoi vous êtes-vous retiré ?

A. Mahi-Bahi : Dès ses débuts, l'UNEA avait été manœuvrée par le clan au pouvoir, jusqu'aux travaux du cinquième Congrès qui avaient été « suivis en coulisses » par Kaid Ahmed, membre du gouvernement Ben Bella et proche du colonel Boumediene. La direction de notre Union, en s'étant mise, de bonne foi, au service de la « Révolution », s'est retrouvée en réalité au service du régime en place. Elle a ainsi commencé à perdre sa liberté et son rôle corporatif. Pendant mes deux années à la tête des sections UGEMA et UNEA d'Oran, j'ai veillé à ce que l'adhésion des étudiants aux objectifs de « la Révolution » le soit avec le souci de notre autonomie. Notre adhésion était naturelle et spontanée et nous n'avions aucune préoccupation de pouvoir ni d'intérêts à défendre comme nos aînés de l'UGEMA. Veiller à conserver l'autonomie de l'Union aurait permis au mouvement étudiant de devenir un organisme de proposition et de combat...

INTERVIEW DE SID AHMED GHOZALI
(Réalisée le 10 juillet 2008)

C.M.H. : Parlez-nous de votre enfance, de votre parcours scolaire et de vos expériences à l'UGEMA.

Sid Ahmed Ghozali : Je suis né le 31 mars 1937 à Tighenif, un petit village qui se trouve à dix minutes de Mascara, à deux ou trois kilomètres du lieu de naissance de l'Emir Abdelkader. Ma mère, Saliha, était la fille de Yamina, qui était la fille de Meriem, qui était la fille de Yamina, qui était la petite-fille de Mahieddine, le père de l'émir Abdelkader. Je suis donc un arrière petit-neveu de l'Emir Abdelkader du côté de ma mère et par la descendance des femmes. Mon père, lui, était de Nédroma, à la frontière marocaine et était un homme « instruit ». Il était fils de tisserand et s'était lui-même inscrit à l'école, devenant ainsi le seul de sa fratrie à aller à l'école. Il s'est retrouvé à la médersa de Tlemcen, qui était l'équivalent bilingue de l'Ecole normale des enseignants.

C.M.H. : Ces écoles n'étaient-elles pas perçues comme des instruments de la colonisation ?

S.A. Ghozali : Oui, par certains courants spirituels dans la mesure où elles formaient aussi les fonctionnaires de l'administration judiciaire du statut personnel des Algériens (couramment dénommés par

l'administration coloniale « indigènes » ou « musulmans »). A la fin des années 1950, les « lycées franco-musulmans » – forme modernisée des médersas – formaient essentiellement des enseignants. Ceux-ci ont été supprimés à l'Indépendance alors qu'ils auraient pu servir de noyau pour notre système d'éducation.

Mon père a épousé la sœur d'un de ses amis, rencontré au collège de Tlemcen. Il a donc épousé une fille de la région de Mascara. Il était extraordinaire et pas très bien vu à l'époque de choisir une épouse si loin de son village (250 kilomètres). Je suis donc né dans la région de ma mère et suivais mes études primaires à Nédroma, mais j'allais à Tighenif, où sont nés les quatre premiers enfants de ma famille, passer toutes mes vacances, qui étaient fréquentes et longues (plus de quatre mois par an), puisque mon père était enseignant. Nédroma était très différente de Tighenif et je me suis toujours considéré comment ayant eu dès le départ, une double racine et une double culture. A un moment donné, mon père enseignait à Maghnia, le village de Ben Bella et de Khemisti, c'est ce qui explique que beaucoup de gens me croient originaire de Maghnia. J'ai en fait vécu à Maghnia jusqu'à l'âge de quatre ans et demi, après une année passée à l'école maternelle. Comme j'avais le privilège d'être fils d'enseignant, j'ai été l'un des très rares Algériens à être entrés à l'école primaire à quatre ans et demi, ce qui est très jeune. Les Algériens commençaient généralement à sept ou huit ans. J'ai toujours été le plus jeune de ma classe et il y a toujours eu un décalage d'au moins deux ans avec les autres élèves de ma classe. J'ai également appris l'arabe et le français dès que j'ai appris à parler.

C.M.H. : Vous maîtrisez alors naturellement les deux langues.

S.A. Ghozali : Oui. Maghnia était le fief du PPA et Nédroma celui de l'UDMA et des Oulémas. Le bastion du mouvement Islah, le mouvement de réforme, à Nédroma, était représenté par la famille Ghozali, à l'exception de l'aîné de mon grand-père qui était resté attaché au système des zaouïas, que dénonçaient les Oulémas. Il était à tel point lié à l'idéologie des Oulémas que cela a créé un clivage au sein de ma famille. J'avais cinq ou six ans quand Ferhat Abbas venait à Nédroma. Il venait d'ailleurs manger à la maison et j'étais fier de lui servir par exemple de l'eau pour se laver les mains dans l'écuelle traditionnelle que l'on faisait circuler entre les invités. Je fréquentais trois écoles différentes durant cette période. Je me levais tôt le matin pour aller à l'école coranique. On revenait ensuite à la maison prendre le café du matin, pour aller ensuite à huit heures à l'école française où mon père enseignait et qui était l'une des rares écoles où à la fois l'arabe et le français étaient enseignés. A la fin de la journée, on allait à l'école des Oulémas. Lorsqu'il y a eu la rupture entre les zaouïas et l'école coranique ancienne, je n'allais plus qu'à deux écoles. J'ai eu le privilège d'avoir de grands maîtres aussi bien en français qu'en arabe. Ils étaient souvent de la région et sur une population évaluée entre huit et dix mille âmes, il n'y avait à peine que dix Français qui étaient des fonctionnaires coloniaux. La quasi-totalité de la région était donc constituée d'Algériens musulmans et de juifs, qui étaient beaucoup moins nombreux

C.M.H. : Nédroma avait-elle un niveau culturel élevé par rapport aux autres villes ?

S.A. Ghozali : Oui, Nédroma avait un niveau culturel relativement élevé, avec un passé historique et culturel riche. Les Almohades étaient là pendant un

siècle. J'ai donc été élevé dans ce climat à la fois très conservateur et réformiste. Un de mes maîtres était le cheikh Abdelbaqi, frère aîné du cheikh Abbas, futur recteur de la Mosquée de Paris. La société dans laquelle j'évoluais était très sophistiquée et la pratique associative était très vivante. Des « djam'iyyas » – des assemblées – se réunissaient pour débattre des problèmes politiques et religieux. Sur le plan politique, Nédroma se situait au centre avec l'UDMA.

C.M.H. : Vous avez plutôt été élevé dans le milieu réformiste alors...

S.A. Ghozali : Oui. Alors que Maghnia était le fief du PPA, Nédroma et ses environs se situait au centre. Le niveau de vie était moyen, il n'y avait pas beaucoup de gens riches. Mes oncles, qui avaient un commerce, étaient parmi les plus riches. Et mon père, en tant qu'instituteur, faisait plutôt partie de la classe moyenne.

C.M.H. : Votre père avait-il continué ses études après la médersa de Tlemcen ?

S.A. Ghozali : Oui, à l'institut d'Alger situé à Bouzareah. Mon père avait le même niveau d'études que les instituteurs français. A l'époque, dans le système français, les meilleurs au baccalauréat entraient à l'École normale des instituteurs pour y suivre une formation d'enseignant du primaire. Les lycées franco-musulmans étaient l'équivalent des médersas, mais étaient un peu moins centrés sur l'enseignement bilingue. Mon père a fait tout ce cycle, soit l'équivalent du niveau d'études d'un instituteur de la République française. Sauf qu'il avait un plus qui était l'arabe, car il était parfaitement bilingue.

C.M.H. : Vos frères et sœurs ont-ils également reçu cette instruction ?

S.A. Ghozali : Je suis le deuxième d'une famille de sept enfants. Toute la famille a eu accès à l'éducation supérieure. Mes frères et sœurs sont devenus médecins, professeurs ou ingénieurs comme moi, à l'exception de l'aînée, à qui mon père avait fait arrêter ses études à l'âge du certificat d'études pour ensuite la marier à l'âge de 17 ans. Mes deux autres sœurs, qui sont nées plus tard quand mon père avait évolué, ont poursuivi leurs études jusqu'à l'université. Le benjamin de la famille a fait ses études à Harvard, a pris la nationalité américaine et vit d'ailleurs aux Etats-Unis. Il a fait un doctorat en mathématiques en France, puis a étudié à Harvard et est ensuite allé travailler dans le système des « Young Professionals » de la Banque mondiale, où il a fait sa carrière. La deuxième fille de mon père était professeur de physique et est désormais à la retraite, et la troisième est médecin ophtalmologue. Le troisième garçon a été post-doctorant en économie; sa carrière professionnelle s'est effectuée pour un tiers en Algérie et pour les deux autres tiers à l'UNIDO. Mes frères sont tous à la retraite sauf mon frère cadet, qui a fait sa carrière à la Sonatrach. Il est le seul, avec mes sœurs, à être resté à Oran où mes parents s'étaient établis depuis qu'ils avaient fui Nédroma en 1956 pendant la guerre de libération. Instituteur, donc notable, mon père était ciblé par les forces de répression. Une nuit, l'armée a donc débarqué en force à la maison et cela a poussé mon père à demander sa mutation à Oran. Il est donc devenu Oranais d'adoption.

C.M.H. : Etes-vous allé au lycée à Oran ?

S.A. Ghozali : L'école publique de Nédroma dispensait les dix premières années de l'enseignement, le primaire et le moyen. Pour le secondaire, il fallait aller ailleurs et c'est pour cela que je suis allé à Tlemcen,

où j'ai effectué mes classes de seconde et de première. J'ai aussi eu à Tlemcen la chance formidable d'avoir de très grands maîtres, qui étaient des maîtres locaux. J'ai passé la première partie du baccalauréat et celui qui a corrigé mon épreuve de mathématiques était un professeur d'Oran, qui m'a repéré et m'a admis dans sa classe en mathématiques élémentaires à Oran. A l'époque, on n'avait pas de vocation professionnelle et notre éducation nous prédisposait au service public.

C.M.H. : Tandis que les générations suivantes penchaient plutôt pour le secteur privé...

S.A. Ghozali : Oui, la fonction publique était fermée pour les générations suivantes et les libertés d'action politique étaient restreintes.

C.M.H. : Mais quand est-ce que les études d'ingénieur sont devenues ouvertes ?

S.A. Ghozali : Théoriquement, depuis toujours. Théoriquement seulement, car le très faible taux de scolarisation et d'accès au secondaire équivalait à une fermeture de facto.

Moi-même, je me suis retrouvé en mathématiques élémentaires parce que j'étais très bon en mathématiques et en physique. Et comme j'y ai obtenu le premier prix en mathématiques, ce même professeur français m'a orienté vers les mathématiques supérieures, dont l'enseignement se faisait à Alger et où on était admis avec une mention supérieure ou égale à la mention Bien. J'y suis allé sans savoir que j'y préparerais une école d'ingénieur. Je me voyais plutôt professeur-chercheur en mathématiques. Quand je suis arrivé à Oran, Khemisti venait de partir. Il avait également suivi l'enseignement de mathématiques élémentaires, mais avait eu un itinéraire totalement différent. Il était d'une famille très pauvre et était

entré à l'école à l'âge de 12 ans. Nous avions à peu près dix ans d'écart, mais avions le même niveau scolaire. C'est donc à mon arrivée à Oran que j'ai entendu parler de lui pour la première fois par Ahmed Medeghri, qui est devenu ministre de l'Intérieur. On assistait aux mêmes classes et on s'est donc liés d'amitié. J'avais 16 ans et lui devait avoir trois ans de plus. Je connaissais donc Khemisti avant de le rencontrer physiquement. Il avait beaucoup d'admiration pour moi, parce que j'étais fort en mathématiques. Je l'admirais beaucoup pour son expérience en politique. Nous étions à peine trois ou quatre Algériens sur 40 étudiants.

C.M.H. : Parce que la plupart des étudiants étaient des pieds-noirs ?

S.A. Ghozali : Oui, la proportion de la population était d'un pied-noir pour dix Algériens, mais dans les écoles, c'était exactement l'inverse, autrement dit en proportion des populations respectives, nous étions cent fois moins présents à l'école ou au lycée que les pieds-noirs. Nous étions généralement les premiers de la classe parce que c'était très sélectif. Et moi, j'admirais Medeghri parce qu'il était déjà dans la politique. C'est lui qui m'a initié en quelque sorte et qui m'a fait découvrir Messali Hadj et d'autres leaders nationalistes.

C.M.H. : Est-ce que cela vous a radicalisé pour devenir PPA ?

S.A. Ghozali : Moi, j'étais d'une famille UDMA, mais il m'a fait découvrir Messali. Et je suis devenu un admirateur du PPA, qui était pour moi plus révolutionnaire et plus à gauche. En mathématiques supérieures à Alger, j'ai fait la rencontre d'autres Algériens, comme Megateli par exemple, qui était aussi, je crois, un fils d'enseignant. Mais quand j'étais

en mathématiques supérieures, il en était encore au baccalauréat. La génération des gens de l'UGEMA avait en moyenne dix ans de plus que moi et était à l'université au moment où j'étais encore au lycée. Il s'agit des gens comme Abdesselam, Khène, etc. En tant que lycéens, nous n'avons donc pas participé à cette période de fondation de l'UGEMA. La seule relation que nous ayons eue avec l'UGEMA concernait la grève du 19 mai 1956. J'avais 19 ans. La grève était censée faire pression sur le gouvernement Guy Mollet pour les négociations. Lors de la grève, je suis retourné chez mes parents à Oran et je me suis fait recruter comme professeur auxiliaire de mathématiques au lycée d'Oran. Je m'étais aussi inscrit à l'UGTA, l'Association Générale des Travailleurs Algériens. C'est là que j'ai vécu la fameuse grève générale lancée par le FLN⁽¹⁾ quand la question de l'Algérie a été posée à l'ONU en janvier 1957⁽²⁾. J'ai été alors suspendu, considéré comme un élément subversif. Quand on a vu que les cours ne reprenaient pas, nous avons décidé, à trois, de rejoindre le maquis par le Maroc. Ça n'avait rien à voir avec l'UGEMA.

C.M.H. : Est-ce qu'il y avait par hasard Chérif Belkacem dans ce groupe ?

S.A. Ghozali : Non. Belkacem, qui a cinq ou six ans de plus que moi, était déjà au Maroc. Je crois même qu'il y est allé très jeune, peut-être même qu'il y est

1. «La grève générale ordonnée par le FLN a été suivie sans faille du 27 décembre 1956 au 3 janvier 1957. » Sid Ahmed Dendane, *L'Algérie vue de l'intérieur*, Editions Publibook, 2007, p. 135.

2. « Le 15 février 1957, l'Assemblée générale de l'ONU exprime à l'unanimité le souhait de voir la France trouver une solution pacifiste et démocratique à la crise algérienne », Pascal Le Pautremat, *La politique musulmane de la France au XX^{ème} siècle: de l'Hexagone aux terres d'islam : espoirs, réussites, échecs*, Maisonneuve & Larose, 2003, p. 433.

né. La différence entre mes deux amis et moi, c'est que moi, je savais où j'allais au Maroc puisque j'avais de la famille à Oujda. J'y avais non seulement des amis d'enfance, mais aussi un oncle médecin et mon grand-père maternel qui étaient réfugiés à Oujda. Je suis donc directement allé à Oujda et mes deux amis ne savaient pas où aller. Ils sont restés à Tanger, jusqu'au moment où ils ont été repérés par le FLN, qu'ils ont rejoint. J'ai rencontré Abderezak Guella, un ami d'enfance qui revenait du maquis. Cet ami m'a dit que les cours allaient reprendre sous peu et j'ai passé une quinzaine de jours avec lui. C'est lui qui m'a ensuite mis dans l'avion et envoyé directement à l'UGEMA à Paris. Si j'étais resté un mois de plus, j'aurais été dans la vague de tous ceux qui furent enrôlés dans l'ALN à l'époque : Chérif Belkacem, Merbah, etc⁽¹⁾. En poussant plus loin les suppositions, je serais peut-être aujourd'hui général...

C.M.H. : Les autres ont été envoyés dans des écoles militaires...

S.A. Ghozali : Oui, dans des écoles politiques et militaires. Abdesselam a été l'un des professeurs de cette génération recrutée en août 1957. C'était aussi le moment de la radio *L'Algérie Libre*⁽²⁾.

1. Référence à l'école de cadres de l'ALN où Belaïd Abdesselam donnait des cours en 1957. Mahfoud Bennoune et Ali El Kenz. *Le hasard et l'histoire : Entretiens avec Belaïd Abdesselam*, Tome 1, ENAG, Alger, 1990, p. 139.

2. « L'Algérie put disposer au moins dans la guerre des ondes de l'appui des radios arabes. Dès les années 1957-1958, 23 radios arabes étaient effectivement écoutées en Algérie. Venaient en tête par indice d'écoute Radio-Tunis et Radio-Rabat qui diffusaient régulièrement la voix de l'Algérie libre puis Sawt al'Arab (La voix des Arabes) venue du Caire. » Sous la direction de Charles-Robert Ageron et Marc Michel, *L'ère des décolonisations: sélection de textes du Colloque «Décolonisations comparées», Aix-en-Provence, 30 septembre-3 octobre 1993*. Paris: Editions Karthala, 1995, p. 62.

C.M.H. : Vous êtes donc arrivé à Paris à l'automne 1957 ?

S. A. Ghozali : Je suis allé directement à l'UGEMA, où j'ai rencontré Belaouane et Choaieb Taleb. Ils m'ont envoyé à l'école polytechnique de Zurich en me disant qu'uniquement les meilleurs y étaient envoyés et que les moins forts allaient plutôt à l'école polytechnique de Lausanne. Ils nous ont donné deux mois de bourse, c'est-à-dire 700 francs à l'époque.

C.M.H. : Ammour était-il de ce groupe ?

S.A. Ghozali : Oui. Lui, je le connaissais déjà car quand j'étais en mathématiques spéciales, il était en mathématiques supérieures. Il y avait aussi Raouf Boujelal, qui est devenu plus tard le directeur de l'Institut national agronomique. En fait, la différence entre Zurich et Lausanne était que l'enseignement était en allemand à Zurich et en français à Lausanne. D'autres « mauvaises langues » à Paris supputaient que les amis et les proches étaient envoyés à Lausanne (pour les dispenser d'apprendre une nouvelle langue) et les autres à Zurich.

C.M.H. : Ammour a donc appris l'allemand ?

S.A. Ghozali : Avec Aoufi, on est arrivés le matin à Zurich et on a pris contact avec l'Union des étudiants suisses, qui était très occupée avec les étudiants hongrois qui avaient fui la répression de 1956. On est allés voir les programmes et c'était vraiment inférieur à ce que je voulais faire, c'est-à-dire qu'il fallait passer deux ans à apprendre l'allemand, ensuite refaire les deux années de l'école polytechnique qui correspondaient aux deux années que j'avais déjà faites. En tout cas, mes deux compagnons sont restés et moi, j'ai repris le train de nuit et suis allé rendre les 700 francs à l'UGEMA en leur expliquant que je préférais faire

une deuxième année de mathématiques spéciales et ensuite passer les concours.

C.M.H. : Le concours des grandes écoles était-il ouvert aux Algériens ?

S.A. Ghozali : Oui, théoriquement, c'était ouvert à tout le monde.

C.M.H. : Ne fallait-il pas être naturalisé ?

S.A. Ghozali : Non. Ils n'avaient pas besoin de faire une sélection. La sélection se faisait d'elle-même, bien avant, au niveau de l'école primaire et du lycée. Dans ma promotion ou ma génération, on était seulement trois en mathématiques spéciales.

C.M.H. : Qui étaient les deux autres ?

S.A. Ghozali : C'était Benchicou et Hached, qui est devenu plus tard directeur des transports.

C.M.H. : Au lieu d'être membre de l'UGEMA, vous êtes donc rentré directement à la section universitaire du FLN, puisque l'UGEMA était dissoute.

S.A. Ghozali : Oui, mais on avait une façade légale, celle de l'AEMNA au boulevard Saint-Michel. Officiellement, la direction était constituée de trois membres, dont un fourni par l'UGET, l'autre par l'UNEM et le dernier par l'UGEMA, et plus tard donc par la section universitaire du FLN. J'ai donc été membre du directoire de l'AEMNA. Les rapports avec l'UGEMA étaient très indirects.

C.M.H. : Y avait-il une sorte de division du travail des sections universitaires avec l'UGEMA ?

S.A. Ghozali : Oui, mais il y avait aussi une sorte de rivalité entre l'UGEMA et la section universitaire. Seules des bribes d'information nous parvenaient. Appartenant à une organisation clandestine, à un rang

qui ne me mettait pas directement en contact avec l'extérieur, je ne connaissais pas de première main les tenants et aboutissants des relations entre les deux organisations. Ce n'est qu'après coup, c'est-à-dire après l'Indépendance, que j'ai pu en savoir davantage. N'ayant donc pas été un acteur opérationnel direct de ces relations, je ne peux en parler autrement qu'à travers une vue partielle.

C.M.H. : Qui était chargé au FLN des rapports avec les sections universitaires ?

S.A. Ghozali : A la différence des sections universitaires hors de France, la section universitaire en France était à l'intérieur de la Fédération de France du FLN, organisation clandestine qui opérait comme une wilaya, une pyramide dont les chefs étaient clandestins et (heureusement) pas connus de l'ensemble des militants. C'est le sommet de la pyramide qui était l'interface avec le GPRA. La section universitaire recevait ses ordres de la Fédération de France du FLN et l'UGEMA recevait ses ordres du GPRA. Je ne connaissais pas le rôle de chacun.

C.M.H. : Mokrane était-il là ?

S.A. Ghozali : Oui, mais je n'avais pas de rapports avec lui, n'ayant jamais été sous ses ordres directs.

C.M.H. : Et Hadj Driss ?

S.A. Ghozali : C'est pareil !

C.M.H. : Mais qui alors donnait les ordres pour l'orientation politique de l'AEMNA ?

S.A. Ghozali : Les dirigeants de la Fédération de France, à travers les échelons de la pyramide. En ce qui concerne les militants de mon rang, entre 1958 et 1961, je peux citer quelques noms, notamment Abbas Didine, Zahir Farès.

C.M.H. : Et vous étiez au Comité exécutif de l'AEMNA ?

S.A. Ghozali : C'était le directoire, c'est-à-dire la direction. Il y avait un président, un secrétaire général et un trésorier. La présidence était tournante entre les trois pays, mais je n'ai pas été président. J'ai été secrétaire général pendant deux ans et le président était tunisien.

C.M.H. : L'autre contact avec l'UGEMA, c'était Khemisti, qui a été libéré en 1960⁽¹⁾. Que s'est-il passé ?

S.A. Ghozali : Khemisti, c'est d'abord une amitié personnelle. Il n'était pas investi dans l'UGEMA puisque l'UGEMA n'existait plus à Paris. Le seul lien qu'il avait, c'était des rapports politiques indirects avec Ben Bella. C'est à cette occasion que j'ai connu les « Cinq ».

C.M.H. : C'était en prison ?

S.A. Ghozali : Oui, plus exactement en détention. Je suis allé les voir avec Khemisti et tout seul plusieurs fois. Pour moi, ils étaient des icônes et je dois dire que nous avons une vision romancée des choses. Ceux de ma génération qui sont allés au maquis ont pu approcher directement la réalité, alors que nous autres, nous la connaissions de manière très romancée. C'est

1. D'après Mohammed Gadiri, « il sera arrêté le 12 novembre 1957 à Montpellier et transféré à la prison de Serkadji ou a été déjà incarcéré son frère Mekki. En prison, il écrira un livre sur sa vie et ses conditions d'incarcération. Un manuscrit qui disparaîtra par la suite. Il fut libéré en 1960 et se rendra en Suisse déguisé en prêtre. Sur place, il fut chargé par Abderrahmane Farès de la sécurité des réseaux de collecte de fonds en Europe au profit de l'Algérie... Durant la période de 1961 à 1962, Khémisti a joué un rôle déterminant. » Voir blog : http://gadirimohammed.blog.ca/2006/04/02/beni_snous_mohammed_khemisti~697070/

là que j'ai découvert la réalité et je n'ai jamais pu les voir les cinq ensemble. Ils nous recevaient chacun dans leur salon. Ben Bella, c'était l'homme qui cherchait à charmer son interlocuteur, avec le souci évident de se montrer cultivé. Khider était le militant fougueux qui parlait sans calculer et Aït Ahmed était l'homme qui semblait apprécier s'entendre parler. Quant à Bitat, il était surtout très modeste et discret. Et Boudiaf était le seul qui vous donnait l'impression de vous parler d'égal à égal.

C.M.H. : Et c'est avec lui que vous êtes devenu Premier ministre...

S.A. Ghozali : Oui. D'ailleurs, je ne l'avais pas revu depuis l'époque où il était en prison. Je l'ai donc revu 30 ans après et il avait gardé la fraîcheur et la rigueur intellectuelle que je lui connaissais au moment où j'étais étudiant. Il connaissait aussi ma belle-famille (Mostefai) mieux que moi. J'avais donc eu très jeune le privilège de connaître les vraies personnalités de nos chefs historiques.

C.M.H. : Et que peut-on retenir de votre vie associative en tant qu'étudiant, même si vous n'avez pas vraiment été à l'UGEMA ?

S.A. Ghozali : La commémoration des 50 ans de l'UGEMA est emblématique de la triste réalité de l'UGEMA et de notre génération. Je m'attendais à ce que ce soit une cérémonie de transfert avec la jeunesse. Je m'attendais à une rencontre entre nous et 600 jeunes. Je pensais que ces jeunes aujourd'hui désespérés auraient l'occasion de savoir que la jeunesse algérienne a su prendre ses responsabilités à un moment donné. Il s'est avéré que c'était une réunion nostalgique, lors de laquelle nous avons pleuré notre passé perdu. Il n'y avait pas de jeunes, nous nous

sommes réunis de manière très égocentrée et cette commémoration a immédiatement été politiquement récupérée par Bouteflika. Il faut rappeler que malgré la persécution du colon, il y avait une vie associative, politique et culturelle, avec des partis qui étaient en concurrence pendant la période coloniale. Les Algériens étaient rompus à la pratique du débat associatif. Et l'UGEMA a aussi montré cela. Nous avons délégué les questions politiques à certains, surtout au moment de l'indépendance. Cela a été une erreur monumentale. Nous avons été en quelque sorte les hommes de main d'un régime. Nous étions partis d'un faux raisonnement. Nous considérions que celui qui était dans le service public ne pouvait pas faire de politique. Pensant que nous servions l'Algérie, nous sommes donc devenus de simples servants d'un pouvoir politique. A Tlemcen, c'est bien le sentiment qui se dégageait, avec tous ces anciens qui glorifiaient le président de la République. Nous avons accepté l'idée du parti unique parce qu'on nous disait à l'époque que le multipartisme était une question de moyens et que les moyens, c'était l'étranger. Le multipartisme apparaissait donc comme une menace à notre souveraineté. Nous n'avons pas compris qu'il fallait accepter les risques de l'aventure démocratique.

C.M.H. : Est-ce alors une faute d'avoir interrompu les élections en 1992 ?

S.A. Ghozali : C'est une faute, mais pas pour les raisons auxquelles vous pensez. C'était surtout un coup pour rien. Nous avons interrompu le processus, aussi bien les civils que les militaires, parce qu'on était convaincus que laisser le pouvoir aux islamistes serait une erreur. Sur ce plan, cela reste valable. Mais aucune leçon n'a été tirée de ce processus. Moi, je l'ai fait en pensant que le régime allait tirer des leçons de

1991. Pourquoi les Algériens en sont-ils arrivés à donner leur voix à une force obscurantiste ? On n'a pas tiré de leçons et on a continué dans le refus de l'ouverture. C'est ce qui me fait dire que 1991 a été un coup pour rien.

C.M.H. : Une ouverture était-elle possible ou la société algérienne est-elle si divisée que toute idée de dialogue avec les islamistes, par exemple, est impossible ?

S.A. Ghozali : Ce n'est pas la société algérienne qui est divisée, c'est le régime qui ne veut pas changer. Il ne faut pas croire à cette histoire de parti de la majorité et de parti islamique. Ce sont des institutions virtuelles, à l'exception du FFS, créé avant 1991 et qui est une création autonome. Si on part de la définition d'un parti comme étant le rassemblement d'un certain nombre de citoyens liés par une volonté commune et qui travaillent à accéder au pouvoir sur la base d'un projet commun, uniquement le FFS répond à cette définition, ou peut-être le parti communiste. Mais tous les autres partis sont la création du régime, à commencer par le FLN. Quand il y avait un parti unique, on pensait que c'était le FLN qui était au pouvoir. Mais la réalité est que ce n'était pas le FLN qui était au pouvoir. Je le sais, car je sais comment j'ai été nommé membre du Comité central du FLN. Les citoyens algériens ont vu 3000 congressistes lever la main et voter. Mais en réalité, ce sont les services de sécurité qui se sont mis dans un coin à trois ou quatre pour choisir les membres du Comité central. En 1977, Boumediene nous disait au Conseil des ministres : « Nous sommes aujourd'hui 9 à diriger le pays, demain il faudra que nous soyons 3000 ». En disant cela, il pensait aux autres membres du conseil de la Révolution, c'est-à-dire lui, Bouteflika, Draia, Bencherif, etc. Il voyait une

certaine évolution progressive vers la démocratie de manière très simpliste, mais en n'intégrant pas le facteur temps, comme s'il avait l'éternité devant lui. A sa mort, ils ont voulu faire croire qu'on allait désormais être 3000 à gouverner et ils ont créé sous l'appareil du Parti 15000 fonctionnaires. Mais la réalité est que l'Algérie a eu deux régimes politiques depuis l'indépendance. Le premier était celui de Boumediene, qui était autoritaire ou même totalitaire, mais transparent, parce que Boumediene n'a jamais dit qu'il apporterait la démocratie. D'ailleurs, en arrivant au pouvoir, il a mis en prison un président élu, dissous le parlement, gelé officiellement la Constitution et créé une structure qu'il a dénommé : « Pouvoir révolutionnaire ». C'est-à-dire qu'il disait en termes politiquement corrects qu'il était un dictateur. Il était d'ailleurs respecté par tous les Algériens pour cela. Même s'il n'était pas aimé de tous, il donnait l'impression aux Algériens qu'il s'occupait de leurs problèmes. C'est lui qui a créé une structure politique et militaire, dont il était le chef et qui avait une certaine influence. C'est ce qu'Aït Ahmed appelait « la police politique », qui était militaire, mais la partie la moins militaire de l'armée. Ils avaient une influence de l'ordre de 15% dans les décisions, comme toutes les structures de ce genre. Quand il est mort, ils se sont gardés de lui donner un successeur, afin que les 15% passent à 100%. On a basculé vers un régime au moins aussi autoritaire, mais davantage opaque.

C.M.H. : Mais quelles sont alors les possibilités de sortie ?

S.A. Ghozali : On ne peut pas indéfiniment perpétuer un régime dans lequel il n'y a pas ce que les Américains appellent *accountability*, parce que le régime est fondé sur le fait qu'ils tiennent le pouvoir,

mais que ce sont les civils qui sont les responsables. C'est la séparation entre la responsabilité et l'autorité. C'est illusoire ! Je me suis tué à leur expliquer cela. Il faut que les responsables de décisions soient ceux qui rendent des comptes. La même personne prend une meilleure décision si elle sait qu'elle devra rendre des comptes. Mais le problème de ce régime est qu'il y a une obsession à vouloir continuer le régime de Boumediene sans Boumediene. Il faut une prise de conscience de la nécessité d'un changement des institutions, sinon, cela ne marchera pas et le changement viendra de l'extérieur, parce que le temps et la conjoncture internationale jouent en faveur des forces islamiques. Il y a une sorte de connivence tacite entre le régime et ces forces obscurantistes, qui s'appuient l'un sur l'autre.

C.M.H. : Mais l'islamisme modéré non obscurantiste n'est-il pas possible ?

S.A. Ghozali : Cela n'existe pas. Il ne peut pas y avoir d'islamisme éclairé, car l'Islam et la politique sont antinomiques. Il ne peut y avoir de modération.

C.M.H. : Mais les Algériens n'arrivent-ils pas à cette conclusion ?

S.A. Ghozali : Un peuple est façonné par ses institutions. A bonnes institutions, bon peuple. A mauvaises institutions, mauvais peuple. Quand le peuple voit que ceux qui font la loi ne la respectent pas, il se met à ne plus respecter la loi. Quand il voit que ceux qui sont chargés des intérêts supérieurs volent, il vole. Il y a une population totalement nouvelle qui est en situation de rupture avec le pouvoir. Et nous sommes dans un système qui repose sur la corruption de toute la société.

C.M.H. : Vous avez été appelé à diriger le secteur pétrolier juste après vos études...

S.A. Ghozali : Oui, ce fut une expérience exceptionnelle. J'ai accédé à un poste de responsabilité que mes camarades français ne pouvaient espérer qu'à la fin de leur carrière. C'est en même temps un handicap et un atout formidable au moment où le peuple, qui était dans une mauvaise situation, espérait. Rien n'est faisable sans les citoyens. Et là où ces gens se trompent, c'est que pour diriger un pays, il faut un programme et il faut la participation du peuple. Sinon, le peuple devient lui-même la principale source des actes antisociaux.

C.M.H. : Y a-t-il des leçons à tirer de toutes ces expériences ?

S.A. Ghozali : Si vous regardez la loi en Algérie, nous sommes plus avancés que les Américains sur la vie associative, mais concernant l'application de cette loi, c'est totalement le contraire.

C.M.H. : Dans ce sens, comme le dit Lakhdar Brahimi, ce qu'il faut c'est un Etat de droit et que la loi soit respectée.

S.A. Ghozali : Ce n'est pas à cause de la Constitution que nous allons mal. Je n'aime pas cette Constitution, mais commençons déjà par l'appliquer. Bouteflika veut les pouvoirs d'un président des Etats-Unis, mais avec un parlement croupion. Le président des Etats-Unis est très fort, mais il a aussi un Congrès qui est très fort. Son modèle, comme il le dit lui-même, est la Tunisie. Il est même en retrait par rapport à Ben Ali qui, lui, s'occupe au moins des problèmes des gens. Ici, on a un régime qui non seulement brime la société, mais monopolise les pouvoirs et ne s'occupe pas des problèmes. On ne peut pas faire vivre une société par des ordres. Il faut que l'individu se prenne en charge et apporte sa participation. Ce qui n'est possible que

Combat et Solidarité estudiantins

par une vie associative. Or, on demande aux associations d'être soumises. C'est ce qui est également demandé aux partis, quels qu'ils soient. Et tout le monde joue cette partition dans le cadre d'un casting où le scénariste est toujours le même...

**INTERVIEW DE ABDERRAHMANE
(DIT TAHAR) HAMROUR
(Réalisée le 15 juillet 2008)**

C.M.H. : Tu étais un jeune étudiant à l'époque de l'UGEMA. Donne-nous un point de vue de cette jeune génération de l'UGEMA. Commençons par la grève de 1956, tu étais au lycée...

Tahar Hamrou : J'étais au lycée El Idrissi, qui se situait près de la place du 1^{er} Mai à Alger. J'y ai fait mes études jusqu'au premier baccalauréat. Nous étions une quinzaine ou une vingtaine de bons élèves et, avant nous, des gens comme Nourredine Aït Laoussine et Layachi Yaker avaient étudié dans ce lycée. Beaucoup de jeunes de tous les quartiers d'Alger commençaient à l'époque à s'intéresser au mouvement national. Nous étions en contact avec des camarades qui étaient très impliqués. L'un d'entre eux, Abdelhamid Benadouda, qui est mort au maquis, était l'adjoint de Larbi Ben M'Hidi et nous étions directement en contact avec lui. Au moment de la grève, on n'allait pas au lycée et on militait à notre façon, en distribuant des tracts, en collectant de l'argent, etc. Notre rôle était d'intéresser les gens au mouvement national...

C.M.H. : Etais-tu à la réunion qui a décidé de la grève ?

T. Hamrou : J'ai participé au début de la grève en 1956 au rassemblement des étudiants et des lycéens à Sidi Ferruch. Cette réunion a été présidée par Benyahia.

C.M.H. : Avant ça, il y avait eu deux réunions de l'UGEMA, avec des lycéens aussi...

T. Hamrou : Oui, il y avait des lycéens à ces réunions. D'après ce que je sais, tout le monde n'était pas d'accord pour la grève et les idées étaient dispersées. Les étudiants ont voulu manifester leur adhésion et leur engagement à la lutte. Ils l'ont fait et beaucoup de mes camarades sont morts au maquis.

C.M.H. : Tu viens d'un milieu ouvrier de Belcourt, n'est-ce pas ?

T. Hamrou : Oui, Belcourt avait la particularité d'avoir beaucoup d'ouvriers, d'employés administratifs, etc., très engagés politiquement. Il y avait donc beaucoup de gens du PPA-MTL, pour la plupart des jeunes. Il y avait le rassemblement des commerçants de fruits et légumes, par exemple, qui étaient très proches de Ferhat Abbas. Il y avait donc une adhésion totale à l'UDMA et mon père, qui connaissait Ferhat Abbas, allait à toutes ces réunions. Par contre, mes frères étaient MTL. Je suis donc né dans une atmosphère de débats contradictoires entre mon père et mes frères et, tout jeune, je me retrouvais au milieu. Le fait d'avoir, très jeune, dès 1952-1953, baigné dans cet atmosphère d'idées contradictoires m'a beaucoup influencé et m'a notamment poussé à m'intéresser à la politique. J'ai alors essayé de participer à la vie politique à travers les réunions familiales ou de quartier. Il y avait un peu de tout dans mon quartier de Belcourt.

C.M.H. : Les lycéens étaient politisés dès leur plus jeune âge.

T. Hamrou : Nous étions à Belcourt avec beaucoup d'Algériens qui venaient de tout le pays et qui étaient très engagés. Il y avait aussi des pieds-noirs et quelques Français qui étaient très compréhensifs. Le mouvement a fait se cristalliser au collège et au lycée une certaine forme de prise de conscience.

C.M.H. : Qu'est-ce qui est arrivé par la suite dans tes études ?

T. Hamrou : Nous étions une dizaine ou une quinzaine à avoir brillamment passé le premier baccalauréat avec une mention. Comme il n'y avait pas, au lycée, de classe de mathématiques pour préparer les grandes écoles, nous sommes tous allés au lycée Bugeaud pour préparer le baccalauréat en mathématiques, après l'obtention duquel certains sont allés à l'université, la plupart en France et d'autres au maquis. C'était une période où il était très difficile d'obtenir une bourse. Je suis donc allé à Besançon...

C.M.H. : C'était durant quelle année scolaire ?

T. Hamrou : C'était en 1959-1960. A Besançon, le mouvement était très bien implanté et il y avait même des étudiants français qui étaient impliqués et nous aidaient, surtout pour le passage des frontières.

C.M.H. : Etiez-vous en contact avec les gens de l'UGEMA en Suisse ?

T. Hamrou : Nous étions en contact et allions en Suisse de temps en temps, mais les contacts étaient informels. Nous y allions parfois les week-ends et c'était souvent l'occasion de revoir certains de nos amis. L'UGEMA était hors de France puisqu'elle était interdite.

C.M.H. : Il y avait une sorte de division du travail entre les sections universitaires de la Fédération de France du FLN, qui s'occupaient des étudiants en France et en Algérie, et l'UGEMA, qui s'occupait de tous les étudiants à l'étranger.

T. Hamrou : Oui, au moment de la dissolution en France de l'UGEMA, en janvier 1958.

C.M.H. : Il y a ensuite eu les problèmes de l'été 1958 concernant la continuité de l'UGEMA. Est-ce qu'il y avait des relations entre la section universitaire, qui fonctionnait en France, et l'UGEMA qui, elle, fonctionnait en Suisse ?

T. Hamrou : En tout cas, pas officiellement à mon niveau. J'étais chef de cellule. Vous savez, les étudiants étaient organisés en cellules de quatre ou cinq étudiants et ce qui est intéressant, c'est qu'il y avait beaucoup de discussions au sein de la cellule, si bien que nous ne pouvions pas avoir de relations avec l'UGEMA à l'extérieur parce que nos patrons n'étaient autres que la Fédération de France du FLN. Mais nous avons des actions importantes avec les ouvriers algériens qui étaient en France et qui étaient eux aussi organisés au sein de la Fédération de France.

C.M.H. : Est-ce qu'il y avait encore un problème messaliste à cette époque ?

T. Hamrou : Ce problème était encore présent, mais pas énormément du côté de Besançon ou de l'Est français en général. Les rapports avec les ouvriers étaient très importants et il existait par exemple des groupes d'alphabétisation.

C.M.H. : Était-ce clandestin ?

T. Hamrou : Oui ! Je me souviens qu'il y avait eu une cassure au niveau du réseau entre le FLN et les

Français qui nous aidaient et on a dû se réorganiser clandestinement à notre arrivée. Parfois, nos réunions de cellule se tenaient dans une voiture avec laquelle on allait se promener. Nous étions aussi chargés des rapports avec l'UNEF et avec l'AEMNA, dont j'étais secrétaire général à Besançon.

C.M.H. : Etait-ce avec Sid Ahmed Ghozali ?

T. Hamrou : Il était à Paris au Comité exécutif de l'AEMNA.

C.M.H. : Combien d'étudiants y avait-il à Besançon ?

T. Hamrou : Il y en avait peut être sept ou huit à notre arrivée, mais il y a eu un afflux dès la première année et on s'est retrouvés à 20 ou 22 étudiants, puis ça a continué à augmenter petit à petit.

C.M.H. : Etait-ce lié à la politique française de promotion de l'éducation, qui est arrivée de façon tardive ?

T. Hamrou : Peut-être ! Mais c'est peut-être aussi autre chose. N'oublions pas que la Seconde Guerre mondiale s'était terminée en 1945 et cette période intervient une dizaine d'années après cela, au moment où la France essayait de pratiquer une certaine forme d'ouverture, même si ce n'était pas vraiment le cas.

C.M.H. : Les Français disent qu'à la fin des années 1960, il y avait beaucoup d'étudiants à l'Université d'Alger, mais d'autres pensent le contraire et soulignent les difficultés de la situation. Les étudiants algériens préféraient étudier dans des universités françaises ou dans d'autres universités.

T. Hamrou : Oui, au début de la guerre de libération, je pense qu'il y avait 200 ou 300 étudiants au maximum, mais à l'indépendance, il y en avait plus. Moi, j'avais l'impression à cette époque que je n'étais

pas informé des possibilités de bourses aux Etats-Unis ou dans les pays de l'Est.

C.M.H. : La section universitaire donnait-elle des bourses ?

T. Hamrou : Elle a certainement aidé, mais pas beaucoup. Il y avait ceux qui avaient la bourse normale, ceux qui bénéficiaient des fonds universitaires français, qui étaient des bourses sur critères sociaux, dont bénéficiaient tous ceux qui allaient à Besançon, comme moi. Il y avait aussi ceux qui avaient accès à la fondation Ford, qui donnait des bourses d'études pour les Etats-Unis.

C.M.H. : Les étudiants qui étudiaient en France pouvaient-ils avoir accès à cette bourse ? Ou était-ce par le biais de l'UGEMA ou du GPRA ?

T. Hamrou : Certains y avaient accès. Je ne suis pas sûr si c'était par le FLN ou le GPRA, mais on savait qu'il y avait des étudiants qui en bénéficiaient.

C.M.H. : Que faisait la section universitaire lors de cette dernière année avant l'Indépendance ?

T. Hamrou : Il fallait préparer la transition et même l'Indépendance, puisqu'il y avait un mouvement international qui s'affirmait au moment où les négociations prenaient de l'importance, et De Gaulle aussi comprenait l'intérêt qu'il avait à aller de l'avant. Au niveau de la section universitaire, nous étions chargés de réfléchir au plan social pour le lendemain de l'Indépendance.

C.M.H. : Rédigiez-vous des rapports ?

T. Hamrou : Je me souviens avoir rédigé des rapports sur les plans technique et économique. C'était intéressant, d'autant plus qu'étant en France, nous avions accès aux bibliothèques et qu'il y avait des

mouvements politiques et des amis français qui comprenaient notre cause. Le milieu intellectuel pouvait donc répondre à la demande. Je me souviens aussi qu'on s'inspirait de ce qui se passait ailleurs. Mais la Révolution algérienne avait ceci de particulier qu'elle s'adressait aux Français, dans la langue française, en faisant référence à la littérature et à la Révolution française. Sur le plan économique, nous étions conscients que nous ne pouvions pas aller loin avec le schéma qu'on avait. Dans les usines, les ouvriers pouvaient proposer une idée pouvant améliorer la production, même s'ils ne pouvaient pas profiter de cette idée. Manifestement, on ne pouvait pas aller vers un accomplissement réel de la société socialiste.

C.M.H. : À partir de mars 1961, il n'y avait plus besoin de clandestinité. Pouviez-vous alors tenir, au niveau de la section universitaire, des réunions pour discuter de l'avenir de l'Algérie ?

T. Hamrou : Je ne me rappelle pas. Mais nous avions la possibilité, grâce à l'AEMNA, à l'UNEF et aux organisations africaines, d'inviter des gens pour s'adresser aux populations.

C.M.H. : Comment rédigeais-tu un rapport confidentiel ?

T. Hamrou : En général, au sein de la cellule, il y avait une répartition des tâches, mais chacun se débrouillait par ses propres moyens. Au niveau des étudiants, tout le monde n'était pas d'accord sur ce qui allait se passer, notamment concernant la prééminence de Ben Bella sur les autres, qui ne correspondait pas à notre schéma, d'autant que l'Algérie avait d'autres hommes de très haut niveau. Il y avait des gens très brillants, surtout au niveau de la diplomatie. J'ai fait partie en 1974 de l'Organisation de la recherche

scientifique en Algérie et il y avait réellement parmi nous des gens très brillants qui ont par la suite été mis de côté pour la plupart.

C.M.H. : Qu'est-ce qui explique cette marchandisation de l'élite intellectuelle ? Entre l'été 1961 et l'été 1962, l'UGEMA ne fonctionnait qu'avec une sorte de délégation spéciale et ça a été repris par Belkacem Krim, ministre du GPRA sous la présidence de Ben Khedda... Je ne sais pas ce qui est arrivé, mais il y a eu une période de confusion.

T. Hamrou : Oui, tous ceux qui avaient le potentiel intellectuel pour bâtir ce pays ont été éloignés du pouvoir central. La seule période qui nous a permis de rêver un tout petit peu, c'est la prise de pouvoir de Boumediene. On a eu l'impression qu'il y avait alors un espoir pour le renouveau du pays. J'ai eu à travailler par la suite sur le plan scientifique pour rechercher pourquoi l'expérience algérienne n'avait pas réussi, au sein du Conseil national de la recherche scientifique.

C.M.H. : À quand remonte sa création ?

T. Hamrou : A 1974, après plusieurs années de stabilité sous Boumediene et la création d'un tissu industriel. Il y a eu des procès politiques contre l'industrie industrialisante. Selon Gérard Destanne de Bernis, l'industrie industrialisante n'avait pas d'effet d'enchaînement normal et automatique. Elle devait être accompagnée par la recherche-développement et l'organisation. Et c'était moins bête que ce que l'on veut en dire. Dans l'esprit de De Bernis, il s'agissait bien d'une industrie d'industrialisation et non d'industrie industrialisante. J'étais président du groupe Matières premières, technologies et énergies. On faisait des critiques sérieuses sur le schéma d'industrialisation et

sur la façon dont cela avait été fait. Mais je peux dire aujourd'hui que l'argent du pays allait vers le développement du pays, ce qui était très positif. En 1983-1984 je crois, la Banque mondiale a fait des recherches sur la rente pétrolière. Ces recherches, publiées dans un livre, montraient que sur les six ou sept pays étudiés, le seul qui avait utilisé l'argent à grande échelle pour le pays était l'Algérie⁽¹⁾.

C.M.H. : Avec toutes ces dépenses, pourquoi n'y a-t-il pas eu de véritables transferts de technologies ?

T. Hamrou : La question est complexe parce qu'elle fait intervenir beaucoup d'éléments. Il y avait des interrogations à la fin de la vie de Boumediene et il y a eu des changements qui montraient que ça n'allait pas très bien. A la mort de Boumediene, nous connaissions les choix qui avaient été faits. Il n'y a jamais eu de débats contradictoires et sérieux entre Algériens pour réfléchir à ce pays. Mais il faut chercher à savoir si le projet de développement social de l'Algérie est bien devenu ce qu'il était prévu qu'il devienne, et ma réponse est : certainement pas. Qu'est-ce qui explique cette dérive ? Il y a eu un appauvrissement intellectuel au niveau de l'encadrement des institutions. Cela vient aussi de cette période de la mort de Boumediene. Les meilleurs ont été enlevés des secteurs économiques et remplacés par des gens d'éducation et de culture inférieures qui n'étaient pas encadrés. Ils avaient d'ailleurs des schémas de développement effarants. Nos études critiques, qui devaient permettre d'améliorer la situation, n'ont jamais été prises en compte et les cadres ayant participé à ces études ont été rendus

1. Alan Gelb and associates, *Oil Windfalls : Blessing or Curse ?*, New York : Oxford University Press, 1988.

coupables d'avoir fait ce travail, alors que tout le monde sait qu'avec un système d'économie centralisée, l'injonction vient d'en haut aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique.

C.M.H. : Le fait de recevoir des directives du FLN quand on est étudiant faisait-il partie d'une culture qui aurait ses répercussions plus tard ?

T. Hamrou : Je suis sûr qu'il y a eu des répercussions, parce qu'il y a les idées et il y a les hommes. Le FLN donnait les directives, mais il y avait des hommes pour les appliquer. Et parmi les cadres du FLN, il y en avait qui étaient proches des étudiants et il y avait une adhésion. Mais les étudiants n'étaient pas toujours d'accord entre eux... Moi, je n'étais pas tous les jours d'accord avec Ghozali, mais on pouvait discuter. Je travaillais dans une structure de développement de l'industrie pétrolière et on se retrouvait parfois avec plus de projets que d'ingénieurs. Dans tous les pays du monde, il faut 50 ingénieurs pour un projet, chez nous, il faut un ingénieur pour trois ou quatre projets. Malgré cela, il y avait des cadres formidables, avec lesquels on avait du plaisir à travailler. A l'époque, en tant que responsable des études du développement à la Sonatrach, nous avons fait le tour du monde pour découvrir d'autres expériences. Prenez par exemple l'unité de production de méthanol. La quantité de méthanol utilisable en Algérie pour faire de la chimie est ridiculement petite. Mais comme il y avait du gaz fatal, il fallait en faire du méthanol, ce qui nous a amenés à installer une usine de 100 000 tonnes par an. Cela faisait 300 tonnes par jour, alors qu'il nous fallait au moins 1000 tonnes par jour pour pouvoir ensuite utiliser et vendre le méthanol sur le marché extérieur afin de pouvoir dégager une plus-value intéressante. Il n'y a jamais eu de discussions sérieuses sur ce sujet. Il

y a eu certes des discussions sur des projets, mais pas sur l'organisation, la conception, le devenir, les stratégies et la réalisation de ces projets.

C.M.H. : N'était-ce pas surtout au niveau d'Abdesselam ?

T. Hamrou : Je ne sais pas si c'était au niveau du ministère de l'Énergie et même si ce ministère était le concepteur principal, mais il y avait aussi des arbitrages effectués par Boumediène. Je ne voudrais pas dire si Abdesselam avait raison ou non, mais il y avait des rumeurs de dissensions au conseil des ministres. On regardait le ministère de l'Industrie comme un monstre qui allait de l'avant et qui brimait les autres. Certains disaient « qu'un pays ne se construit pas avec un seul ministère, mais avec tous les ministères ». Un pays se construit peut-être davantage dans les ministères qui préparent l'avenir, qui forment les gens à l'éducation, la culture, la justice, etc. plutôt que par une industrialisation débridée.

C.M.H. : Les ingénieurs étaient-ils suffisamment consultés ou y avait-il trop d'esprit de commandement ?

T. Hamrou : Oui, il y avait l'esprit de commandement et il y avait aussi des disparités dans la prise en charge et la considération des gens. J'aurais mauvaise conscience de te dire qu'à la Sonatrach, j'étais traité de la même façon que dans un ministère quelconque. C'est la Sonatrach qui ramenait les devises du pays et il s'agissait d'une matière première absolument stratégique. Nous avons un certain droit à la parole et nous avons la possibilité de dire que nous n'étions pas d'accord. Par la suite, au lieu de réviser le schéma économique, on s'est mis à le disloquer.

C.M.H. : Il y a peut-être eu trop de discontinuité ?

T. Hamrou : Oui et surtout, pas d'échanges. Je lisais beaucoup sur l'expérience de la transition dans les pays de l'Est, surtout en ce qui concerne la Hongrie et la Tchécoslovaquie, sur le plan économique, industriel, etc. L'économie libérale est peut-être la solution dans un contexte évolutif donné, mais ce n'est certainement pas une solution qui vient donner subitement des résultats miraculeux. En Tchécoslovaquie, on a voulu privatiser des entreprises et ils ont demandé à un prix Nobel d'étudier la question. Son conseil a été de faire la part des choses car, si politiquement les privatisations s'avèrent être une nécessité, économiquement ces entreprises ont aussi apporté de bonnes choses au pays. Il leur a alors suggéré d'essayer de créer une entreprise privée ou libérale capable de concurrencer les autres entreprises, au lieu de privatiser.

C.M.H. : C'était aussi un peu l'idée des réformes de Hamrouche⁽¹⁾.

T. Hamrou : Je serais content de savoir qu'il a fait ce rapprochement avec ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie. Je n'ai pas travaillé avec lui, mais selon les témoins, il était très proche du caractère évolutif des choses et il bénéficie encore aujourd'hui de l'estime de beaucoup de cadres.

C.M.H. : Que peux-tu dire en conclusion, en prenant en compte toutes les expériences que tu as vécues, surtout celles relatives à la vie associative ?

T. Hamrou : Cela peut être un apport pour la consolidation du système social, de l'ouverture, du devenir commun, etc. Nous avons tort de laisser les

1. Les réformes de Mouloud Hamrouche comprenaient entre autres une plus grande autonomie des entreprises publiques, un encouragement à l'investissement privé et une réforme agricole qui devait mener à terme à une privatisation du secteur.

associations croupir et ce n'est pas parce qu'on a donné à une association le droit d'exister qu'il ne faut plus s'en occuper. L'Etat a une responsabilité sur ce point, mais les ministres actuels ne manifestent aucune volonté. Je ne vois pas non plus de vision d'avenir pour le pays, y compris dans le secteur de l'énergie. Il n'y a jamais eu de stratégie à la Sonatrach, ni en ce qui concerne le gaz, ni en ce qui concerne le reste. Il n'y a pas de nouveautés. J'ai développé une réflexion sur la pétrochimie et j'ai fait une thèse sur l'industrie pétrochimique comme vecteur de développement, en faisant une étude comparative entre l'Arabie Saoudite et l'Algérie. Mais, en 1995, un ami à moi qui était directeur de la Sonatrach m'a demandé de faire un rapport sur la question. J'ai rédigé ce rapport et l'ai intitulé : *De la création d'une plateforme pétrochimique euro-méditerranéenne*. J'ai expliqué en fait pourquoi il fallait aller vers une dimension politique du développement. Il faut avoir une stratégie, voir quel est notre apport... C'est une étude que je voulais publier comme article politique et économique. Ferhat Abbas avait raison de dire que la justice sociale, l'éducation et la santé passent avant l'industrialisation d'un pays. La matière grise continue à partir et nous la perdons de plus en plus. Il ne peut y avoir de rétablissement du système dans ces conditions. Tout le monde en parle, mais personne ne fait rien. Nous devons aussi comprendre que nous ne pouvons pas exister uniquement par nous-mêmes, mais nous devons exister aussi par les autres. Les étrangers ne peuvent même pas venir s'installer ici de façon normalisée.

C.M.H. : Chérif Belkacem disait que le but de la Révolution était d'avoir simplement un pays normal. Mais cette normalité échappe toujours à l'Algérie.

T. Hamrou : Oui. Ferhat Abbas, dans sa lettre de démission à l'Assemblée, faisait cas des problèmes que l'Algérie allait connaître si nous n'allions pas vers la démocratie. L'Algérie dépense beaucoup dans les nouvelles technologies, mais nous ne pensons même pas à mettre de côté 3% ou 5 % de cet argent pour la recherche et l'enseignement. Pour se développer, il faut tenir compte de l'exemple des expériences des autres et il faut donner l'initiative à l'université, à la jeunesse, à l'innovation et même à l'erreur, parce que l'on n'avance pas sans erreur. Ce n'est pas avec une stratégie industrielle datant de 20 ans qu'on développera l'Algérie. L'Etat doit certes aider les industriels algériens, mais on ne pourra rien faire sans la matière grise.

C.M.H. : Mais comment mettre en place un système de recherche efficace ?

T. Hamrou : C'est possible. A la mort de Boumediene, il y a eu beaucoup de transformations politiques. Le schéma universitaire, par exemple, a été totalement transformé pour des raisons soi-disant financières, et la coopération entre les universités algériennes et les universités étrangères s'est amoindrie considérablement. L'Institut algérien du pétrole (dirigé par Djelloul Baghli jusqu'en 1985) avait été créé avec les Français, mais l'Algérie a compris qu'il fallait lui donner plus de consistance parce que les schémas n'étaient pas les mêmes avec les Français. L'IAP avait des conventions de coopération avec l'Illinois Gas Technology de Chicago et il y avait des professeurs qui venaient donner des cours. Les élèves étaient alors d'un niveau extraordinaire. Ensuite, on a dit qu'on avait des difficultés financières et on a pensé à nos ingénieurs, qui étaient sans expérience industrielle. La qualité de nos instituts et centres de

formation a chuté. Il y a certes de bons professeurs, mais ils n'ont pas de moyens. Avant la cassure de 1980, il y avait des efforts pour connecter les sociétés industrielles et l'université. Il y avait même un plan visant à financer la recherche à l'université qui était prometteur. Mais s'est posée la question de l'argent, et ça n'a plus marché.

C.M.H. : C'est la discontinuité politique, car l'Algérie disposait d'argent jusqu'en 1985.

T. Hamrou : C'est vrai. Mais la discontinuité doit être prise en charge par les gens. Nous avons de grands scientifiques algériens un peu partout dans le monde. Pourquoi ne pas créer avec ces gens une académie de recherche ? L'idée n'a effleuré l'esprit de personne. Comment voulez-vous qu'ils reviennent alors que les gens partent d'ici ?

INTERVIEW DE ZAHIR FARÈS (Réalisée le 10 janvier 2009)

C.M.H. : Quelles ont été vos expériences au sein de la section universitaire ? Avez-vous milité avec Sid Ahmed Ghozali ?

Zahir Farès : Oui, je faisais partie de la même cellule que Sid Ahmed Ghozali, Salim Dib et Omar Hamidechi. C'était l'une des cellules de la section universitaire du FLN en France, celle qui était chargée des contacts extérieurs. L'une des missions de la cellule était la représentation des étudiants algériens au sein de l'Association des étudiants musulmans nord-africains.

C.M.H. : De quel milieu étaient issus les étudiants de l'UGEMA ?

Z. Farès : Dans mon mémoire⁽¹⁾, il y a tout un chapitre sur les intellectuels algériens, leurs contradictions et comment ils se sont intégrés au mouvement nationaliste pour participer au combat pour l'indépendance. Et on s'aperçoit, dans mon mémoire de 1965, que l'intellectuel algérien souffrait du déracinement

1. Zahir Farès, *Les thèmes, les idées politiques et l'action du syndicalisme étudiant algérien*. Mémoire présenté et soutenu publiquement le 28 octobre 1966. Paris: Diplôme d'études supérieures de sciences politiques.

et devait s'engager dans la lutte de libération pour rétablir l'harmonie entre lui et le peuple. C'est un peu la conclusion à laquelle j'étais arrivé. La plupart des étudiants étaient issus de familles moyennes et étaient donc à même de transcender sur le plan politique la contradiction des classes sociales qui existait déjà entre la société coloniale et la société colonisée.

C.M.H. : Etaient-ils des intermédiaires entre ces deux sociétés ?

Z. Farès : Pas des intermédiaires, mais un peu la quintessence d'une classe sociale en devenir et en constitution.

C.M.H. : Bien que la plupart fussent privilégiés par rapport à la masse des Algériens, les étudiants ont emprunté différentes voies. Certains étaient bilingues, d'autres n'avaient été qu'à l'école française.

Z. Farès : À la base, ils ont tous fait l'école primaire et l'enseignement secondaire de façon à peu près identique. Vers la fin de l'enseignement moyen, certains allaient vers l'enseignement bilingue au lycée franco-musulman. Ils avaient ainsi une double culture et étaient peut-être même mieux préparés à être un peu ces intercesseurs entre le mouvement de libération et la société coloniale.

C.M.H. : Avez-vous reçu un enseignement en français ?

Z. Farès : Oui, j'ai reçu un enseignement en français, mais comme tous les Algériens à l'époque, j'ai étudié l'arabe classique et l'arabe parlé au lycée sous forme de langue vivante, en lieu et place de l'allemand ou de l'anglais.

C.M.H. : Etes-vous parvenu à maîtriser la langue arabe ?

Z. Farès : C'était enseigné de façon telle que, très souvent, les gens étaient découragés. Par conséquent, on a été brimés dans l'apprentissage de la langue.

C.M.H. : Où avez-vous fait vos études ?

Z. Farès : J'étais ici à Alger, au lycée de Ben Aknoun. Avant cela, j'étais à l'école primaire d'abord à Bejaia et ensuite à Alger. Mon père était instituteur et nous avons dû déménager de Bejaia à Alger en 1947.

C.M.H. : En 1956, il y a eu la grève.

Z. Farès : Oui, j'avais 16 ans à l'époque. Nos aînés étaient notamment Benmahmoud, Lakhdar Brahimi, qui était au lycée franco-musulman et Rédha Malek, qui était surveillant d'internat. Nous avons quitté les bancs de l'école au mois de mai, au moment de la grève. De mai 1956 à février 1957, mon père a été emprisonné parce qu'il était membre de l'UGTA et fondateur du syndicat des enseignants. Il a été arrêté pendant la bataille d'Alger et expulsé d'Algérie vers la France. Je l'ai donc suivi et en octobre 1957, j'ai repris mes études au lycée de Versailles. Mon père a été à nouveau arrêté en France et a passé deux mois à la prison de la Santé. A sa libération, il a été à nouveau responsable de l'AGTA (Association Générale des Travailleurs Algériens) et en tant que tel, organisateur de toutes les manifestations des travailleurs algériens en France.

C.M.H. : Mais il y avait le problème du messalisme.

Z. Farès : Oui, il y avait ce problème. C'était une lutte entre deux visions du nationalisme et c'est finalement celle du FLN qui l'a emporté.

C.M.H. : Qu'avez-vous fait après le lycée ?

Z. Farès : J'ai passé mon bac au lycée Carnot à Paris en 1959 et je suis rentré directement en science politique, parce que j'avais eu deux mentions au bac.

C.M.H. : Quand êtes-vous entré à la section universitaire ?

Z. Farès : Dès 1959. L'UGEMA étant dissoute, ma génération n'a pas connu l'UGEMA en tant qu'étudiants.

C.M.H. : Comme lycéen, aviez-vous une activité politique ?

Z. Farès : Non, comme lycéen, je n'avais honnêtement pas d'activité politique. Ce n'est qu'en 1956 que l'activité politique est née, avec une action encore très discutée, celle de rejoindre le maquis et de faire en sorte que les étudiants rompent avec l'université. C'est une stratégie de rupture totale qui a été appliquée de façon très variable selon les universités et les sections concernées. Il y en a, comme ceux de Montpellier ou d'Alger, qui ont rejoint le maquis, tandis que d'autres ont émis des réserves. La grève n'a donc pas été totalement suivie par tout le monde. Il s'agissait d'un ordre de rejoindre le maquis.

C.M.H. : Mais vous étiez jeune.

Z. Farès : Oui, nous étions trop jeunes. Je ne suis pas de ceux qui prétendent avoir participé à la lutte de libération d'une façon déterminante. Et je rends ici hommage aux aînés comme Lamine Khène et d'autres.

C.M.H. : Vous êtes même plus jeune que Sid Ahmed par exemple, mais vous étiez chef de cellule.

Z. Farès : Oui, Sid Ahmed a trois ans de plus que moi. J'ai été en charge des relations extérieures de la section universitaire depuis 1960. Il y avait Abbas Nasser Edine dit Didine, qui était chargé de l'organique, Rahal, qui était responsable de la section universitaire, Abbas Aberkane, qui était responsable de la cellule information et Sid Ahmed, qui était le responsable en titre des relations extérieures, mais il

m'avait délégué cette fonction pour des raisons pratiques. J'ai eu l'occasion de participer au Congrès de Lyon de l'UNEF en 1960, durant lequel la résolution a été adoptée de reprendre les relations avec l'UGEMA. J'ai donc connu Dominique Wallon, Gaudez, etc. Il y avait aussi le comité anticolonialiste et j'étais aussi en contact avec les étudiants d'Afrique noire en France. Il y avait aussi à l'époque des syndicats comme la CGT, la CFTC et la CGT-FO qui étaient sensibilisés des deux côtés par l'AGTA et par les étudiants. J'ai eu à me retrouver ensuite, en mars 1962, à la conférence de Cologne, où j'ai présidé la commission Relations internationales. J'ai aussi été aux Etats-Unis et au Canada à la conférence de la CIE-COSEC, tenue à l'Université Laval du Québec où nous avons tous ensemble, avec les étudiants du monde entier, célébré le 5 juillet l'indépendance de l'Algérie. Malgré la dissolution, on continuait toujours à travailler dans le cadre de l'UGEMA. C'était toujours officiellement l'UGEMA.

C.M.H. : Vous avez alors travaillé avec Mokrane ?

Z. Farès : Oui. Il y avait aussi Brahimi, qui était trésorier, Sid-Ali Tiar, qui était chargé de l'organique, Mokrane, qui présidait, Bachir Ould Rouis et Zaigouche.

C.M.H. : Comment se fait-il que vous soyez allé au Québec ?

Z. Farès : J'ai été désigné par la commission nationale pour être membre de la délégation algérienne à la Conférence internationale des étudiants. On a fait appel à moi parce que j'étais en charge des relations extérieures de la section universitaire en France, mais aussi du fait de ma formation. Ça a été une expérience extraordinaire. Il y avait d'ailleurs un étudiant américain du nom de Don Emerson. Cette conférence tenue au Québec en juillet 1962 a été précédée d'un

séminaire de coordination dans le New Hampshire, dans le cadre de la préparation de la conférence. Et c'était la première fois que je parlais aux Etats-Unis.

C.M.H. : C'était avant le fameux Congrès.

Z. Farès : Dans le mois qui a suivi le Congrès. Il y a eu ensuite Varsovie, avec le Congrès de l'Union internationale des étudiants au mois d'août, où j'étais tout seul pour représenter le mouvement étudiant. Je suis parti avec un passeport tunisien aux Etats-Unis, ensuite avec un laissez-passer de l'Exécutif provisoire pour Varsovie. J'ai débarqué sans visa et je me souviendrai toujours avoir discuté en latin avec la police.

C.M.H. : Vous avez vraiment été le successeur de cette génération de l'UGEMA qui participait à toutes les conférences internationales. Où était Sid Ahmed Ghozali ?

Z. Farès : Sid Ahmed Ghozali était à Paris où il faisait ses études à l'Ecole des Ponts et Chaussées. Il a terminé en 1961 et a rejoint l'Algérie en 1962, où il a travaillé avec Belaïd Abdesselam durant l'Exécutif provisoire. Avant cela, il était officiellement chargé de représenter la section universitaire au sein du Comité directeur de l'Association des étudiants nord-africains, donc officieusement l'UGEMA. Le thème général de notre mission était le contact avec les organisations syndicales et politiques en France, pour essentiellement agir sur l'opinion publique française et faire en sorte qu'elle prenne conscience, à partir de notre propre expérience d'étudiants et d'intellectuels, de l'injustice créée par le système colonial. Cela a abouti à la rédaction de la fameuse résolution de reprise des relations entre l'UGEMA et l'UNEF.

C.M.H. : A partir de 1960 quand vous étiez responsable, quelles étaient les relations entre la

Fédération de France du FLN et la section universitaire ?

Z. Farès : Le FLN était une organisation de lutte et de masse et la section universitaire, une organisation syndicale qui avait un représentant au Comité fédéral qui était, je crois, Rahal. Abdelkrim Souici était au sein du Comité fédéral et était en charge de l'AGTA et de la section universitaire. Ali Haroun s'occupait de l'information.

C.M.H. : Haroun ne travaillait-il pas un peu aussi avec vous, puisqu'il travaillait aussi sur la question de l'opinion publique française ?

Z. Farès : Je n'étais pas en contact avec lui. Nous travaillions surtout au niveau des étudiants et des organisations de jeunesse.

C.M.H. : L'UGEMA fut dissoute deux fois. La première fois, vous étiez encore lycéen. Mais que pensez-vous de la deuxième dissolution lors de la fameuse réunion du Comité directeur à Tunis ?

Z. Farès : Disons que l'activité extérieure de l'UGEMA l'avait emporté sur l'organisation des étudiants. Dans une optique de contrôle du mouvement, il est évident que l'UGEMA, qui avait de grands militants, posait un problème. Il y a eu des excès, qui ont été relevés, par certains militants à Genève, à Lausanne, et même à Paris. Khemisti par exemple était à Paris. Il était d'abord en prison, mais a été libéré en 1960. Il avait un poids qui pouvait porter ombrage à la section universitaire.

C.M.H. : Il semblerait qu'à un moment, Abdesselam aurait suggéré que Khemisti prenne la tête de la commission nationale et que celui-ci aurait refusé.

Z. Farès : Oui, mais je n'ai pas toutes les données de cette question et je préfère ne pas en parler. Le

contexte politique a fait qu'il y a eu un remplacement de Ferhat Abbas par Ben Khedda.

C.M.H. : Mais le changement du GPRA s'est fait juste après cette réunion du Comité directeur à Tunis.

Z. Farès : Ça a annoncé le passage à un contrôle beaucoup plus fort des instances dirigeantes de la Révolution sur le mouvement étudiant. Tous les événements qui ont touché l'UGEMA ont été suivis quelque temps après par une modification des structures du FLN et de l'ALN.

C.M.H. : Comment expliquez-vous cela ?

Z. Farès : La Révolution a vu la participation d'anciens étudiants et universitaires qui avaient des capacités d'analyse et de compréhension des problèmes, des gens comme Abdesselam, Brahim, etc., ce qui fait que la réflexion politique était en avance de deux ou trois mois. J'ai mesuré cela en mettant en parallèle les décisions prises à l'égard du mouvement étudiant par la direction politique du FLN et ce qui a suivi ensuite dans les faits au niveau de la direction politique du pays. C'est un point de vue personnel.

C.M.H. : Est-ce qu'il y a d'autres exemples, à part celui des étudiants de l'été 1961, qui préfigurent l'événement politique de l'été 1962 ?

Z. Farès : Le Congrès qui n'a pas pu se tenir a confirmé la justesse de vue de la section universitaire, c'est-à-dire qu'on voulait créer un mouvement politique qui soit dépendant du parti politique. Cela s'est réalisé puisque l'UNEA, qui a été créée par la suite, a été créée comme une organisation du FLN après l'Indépendance. C'est un peu l'héritière de la section universitaire. Je parle de l'UNEA de l'époque, et non pas de celle d'aujourd'hui, car la notion même d'organisation de masse n'existe plus.

C.M.H. : Aujourd'hui, le mouvement étudiant est très émietté. Qu'est-ce qu'on peut conseiller aux jeunes ?

Z. Farès : Cette situation n'est pas propre à l'Algérie. On retrouve ça dans tous les mouvements étudiants. Voyez par exemple ce qui se passe en France ou au niveau international : les grandes organisations internationales étudiantes comme la COSEC ont toutes disparues. Depuis 1969-1970, c'est l'émiettement du mouvement et du syndicalisme étudiant. A l'époque, il y avait aussi cette aspiration à l'indépendance qui réunissait tout le monde et qui faisait qu'on devait choisir son camp. Ou on était pour, ou on était contre l'indépendance. C'était relativement simple. Il y a aussi eu la disparition de l'Union soviétique qui a changé la donne.

C.M.H. : C'est la question de l'autonomie de l'organisation syndicale étudiante.

Z. Farès : Oui, c'était un problème à l'époque.

C.M.H. : Avec la section universitaire, c'était l'emprise du parti politique sur le syndicalisme tandis que l'UGEMA était une organisation indépendante qui regroupait des tendances différentes, mais c'était malgré cela un syndicat autonome.

Z. Farès : C'était le grand débat à l'époque et on a essayé d'y voir clair. Lors de la conférence de Cologne en mars 1962, nous avons dit qu'il fallait d'abord débattre du rôle du parti politique. Fallait-il un parti unique ou un multipartisme ? Compte tenu des différentes tendances de l'époque, la réponse a été qu'on devait opter pour un parti dominant, mais copié sur le modèle des partis qui existaient à l'époque, à savoir un parti avec des organisations satellites comme celle des étudiants, etc. La responsabilité internationale

a été surtout de faire apparaître aux yeux de la communauté internationale la fiction des syndicats autonomes, qui ne défendaient que les intérêts matériels et moraux des étudiants. Rien ne pouvait séparer par exemple M. Mokrane de M. Aït Chaalal. C'était un problème interne de choix de l'organisation de masse autonome ou non. L'histoire a tranché avec la tutelle du FLN sur l'organisation estudiantine jusqu'en octobre 1988.

C.M.H. : Mais c'était difficile d'avoir la mainmise du parti politique sur l'organisation syndicale, parce que le parti politique était en fait un ensemble de tendances. Chaque année, à partir de l'Indépendance, il y avait la question de la réforme du parti qui se posait. Finalement, il n'y a jamais eu de parti.

Z. Farès : À partir de 1980 et pendant sept ans, on a assisté à une mainmise totale, avec la loi qui faisait obligation à tout responsable d'appartenir au FLN. Le FLN, c'était une tentative du président Ben Bella qui a échoué. Le président Boumediene a ensuite consacré la mise à l'écart du Parti jusqu'à l'adoption de la Charte nationale. D'ailleurs, on peut dire qu'il y a eu des responsables qui étaient ministres et qui ne faisaient pas partie du FLN, mais ils étaient des nationalistes. Organiquement, il n'y avait pas de ministres membres du FLN. On ne peut donc pas dire que le FLN était au pouvoir, mais l'idéologie du nationalisme de l'ALN-FLN était au pouvoir.

C.M.H. : En 1961-1962, quand vous étiez étudiant, quelles furent les directives données à la section universitaire ?

Z. Farès : Il n'y avait pas de directives. Les étudiants avaient comme instruction de faire leurs

études, de réussir et de rentrer au pays. Il n'était plus question de grève. C'était vraiment un contrôle formel, sous forme de rapport mensuel et de cotisation. C'est tout ce qu'on nous demandait.

C.M.H. : Avant l'indépendance, il y avait un projet de plans...

Z. Farès : Il y avait un très bon document préparé par la section universitaire. La conférence économique avait été chargée d'élaborer un document sur les perspectives de développement du pays. C'était un gros document.

C.M.H. : A-t-il été élaboré dans la clandestinité ?

Z. Farès : Oui, si l'on veut. Des réunions de travail étaient organisées, puis un séminaire économique s'est tenu en mars 1962 et ensuite en juillet 1962. Si je le relisais aujourd'hui, je dirais que c'est toujours d'actualité. La priorité était donnée à l'agriculture avec la réforme agraire, le développement régional et aussi le développement industriel avec deux grands secteurs : l'industrie agroalimentaire liée à la réforme agraire et aussi l'industrie pétrolière. On parlait aussi déjà de sidérurgie.

C.M.H. : Abdesselam a-t-il lu ce rapport ?

Z. Farès : Il l'a sûrement lu à l'époque.

C.M.H. : Y a-t-il un rapport entre l'industrie industrialisante et cela ?

Z. Farès : Là, c'est un thème médiatique qui a été développé. Ce n'est pas d'industrie industrialisante dont il parlait, mais plutôt d'industrie lourde, du développement de toute l'industrie. Il y avait aussi bien l'industrie des chaussures que la petite et moyenne entreprise, etc. Tout était développé dans le document région par région, etc.

C.M.H. : Avez-vous fait une carrière de diplomate ?

Z. Farès : Non, je me suis retrouvé à la Sonatrach avec Ghozali, puis j'ai continué avec Abdesselam à l'Industrie, puis je me suis retrouvé à l'Hydraulique avec Ghozali. J'ai ensuite fait le Plan, qui a été dissous, et je me suis retrouvé sans travail. J'ai eu à ce moment une activité de consultant avec les Nations Unies. J'ai travaillé dans des pays comme le Mali, le Niger, le Cameroun, la Côte d'Ivoire et les Comores. J'ai aussi fait des consultations ici, sur des problèmes de pauvreté. J'ai aussi été membre du Conseil économique et social et je continue en ce moment avec les consultations. J'ai engagé une thèse en 1965 avec le professeur Bartoli, en même temps que mon mémoire de science politique. Je pensais faire une carrière dans l'enseignement et passer l'agrégation d'économie et puis, en juillet, j'ai rencontré mon ami Ghozali qui m'a fait changer d'avis en me demandant de rentrer. C'est ainsi que je suis rentré pour travailler à la Sonatrach.

C.M.H. : Qu'avez-vous fait à la Sonatrach ?

Z. Farès : Pendant cinq ans, je me suis consacré à l'activité administrative, aux relations de travail, à la grille des salaires, etc. Je prenais en charge tous les problèmes sociaux de la Sonatrach.

C.M.H. : Vous n'avez pas travaillé avec Mokrane ?

Z. Farès : Nos chemins se sont rencontrés de temps en temps, mais il était en Suisse.

C.M.H. : Etiez-vous au Congrès de septembre 1962 ?

Z. Farès : Oui. C'était pratiquement un anti-congrès. Ce Congrès se situait dans une logique prise lors de la dissolution de l'UGEMA, à savoir la mise en place des sections universitaires chargées de préparer un congrès sur la base d'une conférence nationale qui

devait se tenir à Cologne. Cette conférence a été une sorte de guide du Congrès aussi bien sur le plan théorique qu'organique. Il y a aussi eu la crise du GPRA qui a fait qu'il n'était pas possible d'appliquer ces recommandations. La question s'est alors posée de savoir qui allait contrôler les étudiants. Il y avait les étudiants qui étaient à l'ALN, les dissidents qui appartenaient au parti communiste, les étudiants de la Fédération de France. Autant d'éléments qui auraient certainement entraîné la bagarre si on avait tenu le Congrès. Mokrane et Aït Chaalal sont venus au Congrès et se sont consacrés à surmonter les différends historiques qui existaient. Le Congrès a décidé de créer une commission nationale provisoire chargée de réunir les conditions objectives d'un congrès définitif créant l'Union nationale des étudiants algériens.

C.M.H. : Qui étaient les membres de cette commission provisoire ?

Z. Farès : Il y avait, je crois, Mouffok. Mais j'ai oublié qui étaient les membres de cette commission.

C.M.H. : Pour Mokrane, la mission avait été accomplie...

Z. Farès : Je fais partie de ceux qui ont été exclus par le Congrès de l'UNEA de juillet 1964, sous prétexte de travail fractionnel. Nous défendions l'idée que l'UNEA devait être autonome. D'ailleurs, nous avons été reçus par le président Ben Bella, qui nous a d'abord traités de « caciques », c'est-à-dire de « gardiens du temple ». M. Boumediene avait assisté à une partie de l'entretien.

C.M.H. : Mais qui était alors le chef de file des étudiants de Paris ?

Z. Farès : La délégation de Paris comprenait des anciens militants de la section universitaire comme

Salim Dib, Abdelkrim Djellas, Kamel Belizidia, Zahir Abdelrahim et deux autres dont j'ai oublié les noms. C'était une ambiance de « chasse au sorcières », que le président Ben Bella s'est attaché à calmer en nous recevant à la Villa Joly. Mais tout ceci, c'est du passé et ceci ne doit pas faire oublier le sacrifice des étudiants qui ont donné leur vie dans la lutte de libération et de ceux qui ont survécu aux arrestations et aux tortures. Face à l'Histoire, les événements qui ont touché le mouvement étudiant avant et après l'indépendance ne sont que péripéties anecdotiques.

CHRONOLOGIE

- 1919 : Fondation à Alger de l'Association des Etudiants Musulmans de l'Afrique du Nord (AEMAN)
- 1927 : Fondation à Paris de l'Association des Etudiants Musulmans Nord-Africains (AEMNA)
- 1930 : Création de l'Association des Etudiants Musulmans Algériens en France (1930-1937)
- 1953 : Création de l'Union des Etudiants Algériens de Paris (1953-1955)
- 1955 : Proposée le 27 février par le Bureau exécutif de l'AEMAN se réunissant à Alger, l'UGEMA est créée à Paris, lors du Congrès constitutif qui eut lieu du 8 au 14 juillet
- 1956 : Journée de grève organisée par l'UGEMA le 20 janvier, en solidarité avec leurs frères emprisonnés. Des incidents ont lieu à Montpellier (France)
- Deuxième Congrès de l'UGEMA, 24-30 mars, appelant à l'Indépendance de l'Algérie et à des négociations directes et immédiates entre la France et le FLN
- Déclaration le 19 mai 1956 par la section d'Alger de l'UGEMA d'une grève générale illimitée des cours au sein des institutions françaises d'éducation supérieure, unanimement soutenue par le Comité directeur élargi de l'UGEMA réuni à Paris le 25 mai

Combat et Solidarité estudiantins

- 1957 : Arrestation d'Ahmed Taleb Ibrahim le 27 février 1957
- Fin de la grève générale le 14 octobre 1957
- Arrestation de Mohammed Khemisti le 12 novembre 1957
- Troisième Congrès de l'UGEMA, du 23 au 26 décembre 1957
- 1958 : Dissolution de l'UGEMA le 28 janvier 1958
- Etablissement de la section universitaire de la Fédération de France du FLN le 1^{er} avril 1958
- Démission collective du Bureau exécutif de l'UGEMA le 2 juin 1958
- Réunion de la Fédération de France du FLN et des étudiants à Cologne en Allemagne en août 1958
- Arrestation de Fatima Ould Rouis (née Bendissari) le 8 décembre 1958
- 1960 : Quatrième Congrès de l'UGEMA à Tunis du 26 juillet au 1^{er} août 1960
- 1961 : Comité directeur, Bir el bey, Tunis, 24 au 29 août 1961
- Création de la section universitaire du FLN le 23 décembre 1961
- 1962 : Indépendance de l'Algérie le 5 juillet 1962
- Cinquième Congrès de l'UGEMA, Ben Aknoun, Alger, du 5 au 15 septembre 1962, refait à Alger le 23 août 1963.

BIOGRAPHIES

1. Mohammed FERRADI

- Né à Mascara en 1925.
- Membre fondateur de l'UGEMA en 1955.
- Rejoint l'ALN en Tunisie en tant que médecin.
- Exerça la médecine (dermatologie) après l'indépendance.

2. Abderrahmane (dit Lamine) KHÈNE

- Né le 6 mars 1931 à Collo.
- Adhère au PPA en 1946.
- Adhère au MTLD en 1947.
- Membre fondateur de l'UGEMA en 1955.
- Rejoint les maquis en 1956 – capitaine de la wilaya II.
- Membre du Conseil national de la révolution algérienne en 1957.
- Secrétaire d'Etat dans le premier GPRA en 1958.
- Directeur du cabinet du ministère des Finances en 1961-1962.
- Président du Conseil d'administration de l'Organisation technique de mise en valeur des richesses du sous-sol saharien à partir du 14 septembre 1962.
- Nommé ministre des Travaux publics le 22 septembre 1966.
- Elu secrétaire général de l'OPEP en novembre 1972.
- Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) de 1975 à 1985, date à laquelle il est mis en retraite.

3. Belaïd ABDESSELAM

- Né en juillet 1928 à Aïn Kébira.
- Militant au sein du PPA dès 1944. Est arrêté lors des événements de mai 1945.
- Membre du comité central du PPA-MTLD.
- Président de l'Association des étudiants musulmans d'Afrique du Nord (AEMAN) à Alger de 1951 à 1953.
- Rejoint le FLN en mai 1955.
- Membre fondateur de l'UGEMA en 1955.
- Appelé en 1958 auprès du ministre de la Culture du GPRA, puis du ministre des Affaires sociales.
- Entre au cabinet du président du GPRA en 1961.
- Chargé des Affaires économiques à l'Exécutif provisoire après le cessez-le-feu.
- Président de la Sonatrach (1964-1966).
- Ministre de l'Industrie et de l'Energie de juillet 1965 à avril 1977.
- Ministre des Industries légères d'avril 1977 à mars 1979.
- Membre du Bureau politique du FLN de février 1979 à juin 1980, date à laquelle il est limogé par le nouveau président Chadli.
- Retour au Comité central du FLN le 30 novembre 1989.
- Démission du Comité central du FLN le 20 juillet 1991.
- Nommé Chef du gouvernement le 8 juillet 1992, il sera remplacé par Rédha Malek le 21 août 1993.
- Candidat à la candidature à l'élection présidentielle anticipée du 15 avril 1999, il ne recueillera pas les 75000 signatures exigées par la loi.
- Auteur de :
 - *Le gaz algérien : stratégies et enjeux*, éd. Bouchène. Alger. 1990.
 - *Le hasard et l'histoire : entretiens avec Belaïd Abdesselam*, 2 tomes, avec Mahfoud Bennoune et Ali El-Kenz, éd. ENAG. 1990.
 - *Pour rétablir certaines vérités sur treize mois à la tête du gouvernement*, www.belaidabdesselam.com. 2006.

4. Rédha MALEK

- Né le 21 décembre 1931 à Batna.

- Devient secrétaire général de l'Union des étudiants algériens de Paris en décembre 1954.
- Membre fondateur de l'UGEMA en 1955.
- Elu secrétaire général de l'UGEMA lors du deuxième Congrès, avril 1956.
- Rejoint le FLN et sera directeur du journal FLN *El Moudjahid* de 1957 à 1962.
- Porte-parole et membre de la délégation algérienne aux négociations d'Evian.
- Entre au cabinet du ministre de l'Information en 1958.
- Fut l'un des rédacteurs du Programme de Tripoli en 1962.
- Ambassadeur en Yougoslavie (1963), en France (1965), en URSS (1970).
- Nommé ministre de la l'Information et de la Culture (1977-1979).
- Ambassadeur aux Etats-Unis (1979) et en Grande Bretagne (1982).
- Envoyé spécial aux Etats-Unis en février 1992.
- Devient président du Conseil national consultatif après la dissolution de l'Assemblée populaire nationale le 4 janvier 1992.
- Devient le cinquième *membre du Haut comité d'Etat* en avril 1992 après l'assassinat du président Boudiaf.
- Désigné ministre des Affaires étrangères le 3 février 1993.
- Devient chef de gouvernement le 21 août 1993.
- Dépose, avec les membres de son gouvernement, une démission collective le 11 avril 1994.
- Crée avec d'autres personnalités le parti de l'Alliance nationale républicaine en 1995.
- Candidat à la candidature à l'élection présidentielle du 16 novembre 1995 et du 15 avril 1999, il ne recueillera pas les 75000 signatures exigées par la loi.
- Auteur de :
 - *Tradition et révolution, le véritable enjeu*, éd. Bouchène. Alger. 1991.
 - *Tradition et révolution, l'enjeu de la modernité en Algérie et dans l'Islam*, éd. Sindbad. Paris. 1993.
 - *L'Algérie à Evian. Histoire des négociations secrètes 1956-1962*, éd. Le Seuil. Paris. Dahlab. Alger. 1995.

5. Ahmed TALEB IBRAHIMI

- Né le 5 janvier 1932 à Sétif.
- Militant au sein de l'UDMA.
- Fondateur du journal *Le jeune musulman* en 1952.
- Membre fondateur de l'UGEMA en 1955.
- Elu président de l'UGEMA lors du premier Congrès, juillet 1955.
- En contact avec des membres du FLN dès mars 1955, il rejoint le Comité fédéral de la Fédération de France du FLN en mars 1956, chargé des Finances puis des relations avec l'extérieur.
- Arrêté le 27 février 1957 et emprisonné à la prison de Fresnes puis à la Santé jusqu'au 8 septembre 1961.
- Délégué du GPRA à la session annuelle de l'ONU en décembre 1961.
- Arrêté en juin 1964, soupçonné de participer au Comité national de défense de la révolution (CNDR). Libéré en janvier 1965, bénéficiant d'un non-lieu.
- Exerce la médecine pendant quelques mois avant d'être nommé ministre de l'Education nationale le 10 juillet 1965.
- Nommé le 21 juillet 1970 ministre de l'Information et de la Culture.
- Devient ministre conseiller du président de la République le 27 avril 1977.
- Nommé président de la Cour des comptes le 16 mai 1979.
- Membre du Bureau politique du FLN de février 1979 à juillet 1981. Egalement membre du Comité central.
- Nommé à la présidence de la commission de l'éducation, de la formation et de la culture du Parti en janvier 1980.
- Nommé ministre des Affaires étrangères le 8 mai 1982.
- Perd son poste au Comité central après les émeutes d'octobre 1988.
- Réintègre le Comité central du FLN en 1989.
- Fonde avec Ahmed Sahnoun, Benyoucef Ben Khedda, Abdelhamid Brahim et Abdallah Djaballah un Comité de soutien à la libération des prisonniers politiques en octobre 1991.
- Perd de nouveau son siège au Comité central du FLN en février 1998.

- Annonce sa candidature à l'élection présidentielle le 3 février 1999, mais se retire de l'élection la veille du scrutin, en même temps que cinq autres candidats sur six.
- Fonde le mouvement politique *Wafa* (mouvement, fidélité et justice) en juillet 1999, mouvement pour lequel il n'obtiendra pas l'agrément.
- Auteur de :
 - *Lettres de prison*, éd SNED. Alger. 1966.
 - *De la décolonisation à la révolution culturelle 1962-1972*, éd. SNED. Alger. 1973.
 - *De la décolonisation à la révolution culturelle, 1962-1972*. Société nationale d'édition et de diffusion. 1976.
 - *Un maître de la peinture algérienne: Nasreddine Dinet*. Société nationale d'édition et de diffusion. 1977.
 - *Le problème algérien : la solution consensuelle*, éd. Dar el Oumma. Alger. 1996.
 - *Le drame algérien : la voie de la réconciliation*, éd. Dar el Oumma. Alger. 1996.
 - *Mémoires d'un algérien*, Tome I : *Rêves et épreuves (1932-1965)*. Casbah-Editions. Alger. 2006. Tome 2 : *La passion de bâtir (1965-1978)*. Casbah-Editions. Alger. 2008.

6. Mouloud BELAOUANE (1928-2008)

- Né le 26 juillet 1928 à Collo.
- Membre fondateur de l'UGEMA.
- Président du Comité exécutif de la commission permanente chargée de préparer le congrès constitutif de l'UGEMA.
- Elu secrétaire général du premier Comité exécutif de l'UGEMA, juillet 1955.
- Elu président de l'UGEMA lors du deuxième congrès, avril 1956.
- Sert dans les rangs de l'ALN comme médecin et responsable sanitaire du Front Ouest de 1958 à l'Indépendance.
- Devient à l'Indépendance député de Constantine, secrétaire du bureau de l'Assemblée nationale constituante et président de la cinquième commission.
- Nommé ministre de l'Information le 18 avril 1963.
- Dirige le Croissant rouge algérien pendant vingt huit ans, jusqu'au 29 mai 2004.

7. Belkacem CHÉRIF (1930-2009)

- Né le 10 juillet 1930 à Aïn Beida.
- Représentant des étudiants algériens au Maroc.
- Chef ALN de la région de Sabra, commandant par intérim de la Zone I de Tlemcen, rejoint le PC de la wilaya V à la frontière algéro-marocaine.
- Nommé responsable du PC Ouest de l'Etat-major en 1961.
- Elu député de Tlemcen le 20 septembre 1962.
- Nommé ministre de l'Orientation nationale du gouvernement Ben Bella formé le 27 septembre 1962.
- Président de la clôture du sixième congrès de l'UGEMA (3 au 16 août 1964).
- Membre du Conseil de la Révolution (juin 1965).
- Coordinateur du Secrétariat exécutif du Parti du 17 juillet 1965 au 10 décembre 1967.
- Nommé le 8 mars 1968 ministre d'Etat, chargé des Finances et du Plan.
- Préside à partir de 1970 le Conseil national économique et social.
- Membre du Conseil de la Révolution en 1971.
- Anime en 1972 et 1973 les Commissions nationales de la Révolution agraire et de la Gestion socialiste des entreprises.
- Evincé en 1975 du Conseil de la révolution par Boumediene à cause de rumeurs attribuant à l'épouse de Cherif Belkacem la publication d'un livre à scandale intitulé *Les folles nuits d'Alger*. Boumediene en profite également pour supprimer son ministère d'Etat le 16 juillet 1975.
- Postulant à la magistrature suprême en février 1999, il ne recueillera pas les 75000 signatures exigées par la loi.

8. Lakhdar BRAHIMI

- Né le 1^{er} janvier 1934 à El Azizia.
- Membre fondateur de l'UGEMA.
- Elu vice-président de l'UGEMA en 1956.
- Représentant du FLN en Asie du Sud-Est de 1956 à 1961.
- Délégué du GPRA à Tunis, puis au Caire, et secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, de 1961 à 1963.

- Ambassadeur en Egypte de 1963 à 1970 et représentant permanent de l'Algérie auprès de la Ligue des Etats arabes.
- Ambassadeur à Londres de 1971 à 1979.
- Siège au Comité central du FLN de 1979 à 1983, devenant en 1982 conseiller du président Chadli pour les affaires de politique extérieure.
- Devient en 1984 l'un des secrétaires généraux-adjoints de la Ligue arabe à Tunis.
- Emissaire au Liban du « triumvirat » (Algérie, Maroc, Arabie Saoudite) en 1989.
- Siège au conseil de direction de la *Revue d'études palestiniennes*.
- Nommé ministre des Affaires étrangères le 18 juin 1991, son poste est reconduit dans le gouvernement de Belaïd Abdesselam.
- S'occupe des accords de Taef d'octobre 1989 et du règlement de la crise haïtienne en juillet 1993. Chargé depuis octobre 1997 des problèmes de l'Afghanistan, puis de l'Irak à partir de novembre 1997.
- Conseiller de Kofi Annan, alors Secrétaire général de l'ONU.

9. Zahir IHADDADEN

- Né le 17 juillet 1929 à Sidi Aïch.
- Secrétaire adjoint de l'Association des étudiants musulmans nord-africains.
- Membre fondateur de l'UGEMA en 1956.
- Travaille en tant que militant du PPA-MTLD puis du FLN dans les équipes de rédaction de *Résistance algérienne*, de l'édition arabe d'*El Moudjahid* puis du GPRA.
- Initiateur et membre fondateur de l'association *El Qiyam* (1963-1965), qu'il quitte dès que celle-ci devient politique.
- Directeur de l'Ecole supérieure de journalisme dans les années 1970.
- Membre fondateur - avec Benyoucef Ben Khedda et Abderrahmane Kiouane - du mouvement politique *El Oumma* (1990), qui s'autodissout en 1997.
- Nommé membre du Conseil supérieur de la langue arabe le 26 septembre 1998.

- Auteur de :
 - *L'histoire de la presse indigène en Algérie, des origines jusqu'à 1930*, éd. ENAL. Alger. 1983.
 - *La presse musulmane algérienne de 1830 à 1930*, éd. ENAL. Alger. 1986.
 - *Causeries sur l'Islam et les musulmans*, éd. Dahlab. Alger. 1996.
 - *Réflexions sur l'Islam et les musulmans*, éd. Dahlab. Alger. 1997.
 - *Regard sur l'histoire de l'Algérie*, éd. At Turath. Alger. 2002.
 - *La presse écrite en Algérie de 1965 à 1982*, éd. Ihaddaden. Alger. 2002.

10. Messaoud AÏT CHAALAL

- Né le 8 août 1929 à Chelghoum Laïd.
- Militant du PPA-MTLD.
- Membre fondateur de l'UGEMA.
- Président de l'UGEMA de 1957 à 1961.
- Devient, après sa présidence de l'UGEMA, chef de la mission diplomatique du GPRA à Beyrouth.
- Ambassadeur en Italie de 1967 à 1970 et représentant permanent de l'Algérie auprès de la FAO à Rome.
- Ambassadeur en Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg et chef de mission auprès de la CEE de 1971 à 1979.
- Secrétaire général de la conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non-alignés à Alger en 1973.
- Vice-président de la commission des affaires sociales du Comité central du FLN de 1979 à 1980, et président durant deux ans (1980-1982) du département des affaires sociales du comité central du FLN.
- Ambassadeur à Moscou (1982-1984), à Tunis (1984-1988), à Paris (mai 1988 - décembre 1988).
- Perd son siège au Comité central du FLN en décembre 1988.
- Nommé par le président Chadli, le 26 mai 1990, conseiller aux affaires politiques auprès du chef de l'Etat.
- Nommé le 19 juillet 1992 ministre-conseiller auprès du chef du gouvernement.

11. Tahar HAMDİ (1933-2006)

- Né en 1933 à Laghouat.
- Membre fondateur de l'UGEMA.
- Elu trésorier de l'UGEMA en décembre 1957 lors du deuxième Congrès.
- Secrétaire général du ministère du Travail et des Affaires sociales en 1964.
- Directeur à la Sonatrach (1966).
- Conseiller au ministère des Industries légères (1977-1978).
- Inspecteur général au ministère de la Santé publique (1986-1989).
- Administrateur du Fonds de participation mines-hydraulique-hydrocarbures (1990-1992).
- Membre du Comité central du FLN (1979-1983) et membre du bureau de la commission économique du Comité central (1979-1980).
- Ministre délégué au Commerce dans le gouvernement Abdesselam (19 juillet 1992).

12. Chérif FAÏDI

- Né le 5 mars 1933 à Aïn M'lila.
- Membre fondateur de l'UGEMA.
- Entre à l'Organisme saharien en 1963.
- Directeur de la recherche à la Sonatrach dès sa création en 1963.
- Nommé commissaire du gouvernement chargé du contrôle des sociétés à la suite de la guerre de juin 1967.
- Travaille à nouveau pour la Sonatrach.
- Envoyé à l'OPEP à Vienne en 1972-1973, il y restera 3 ans.
- Directeur général d'Enron à Abu Dhabi.

13. Ali ABDELLAOUI

- Né le 25 janvier 1933 à Mostaganem.
- Militant de la section universitaire du PPA-MTLD dès 1950.
- Président de l'Association de la jeunesse estudiantine musulmane de Constantine.
- Secrétaire général de l'Association des étudiants musulmans nord-africains en France (1955-1957).

Combat et Solidarité estudiantins

- Elu secrétaire général adjoint de l'UGEMA en mars 1956 lors du deuxième Congrès.
- Elu secrétaire général de l'UGEMA en décembre 1957 lors du troisième congrès.
- Rejoint le FLN.
- Ambassadeur à Abidjan.
- Directeur des affaires politiques au ministère des Affaires étrangères.
- Ambassadeur à Varsovie, Pékin et Bamako.
- Nommé président du Conseil supérieur de l'information en juin 1990.

14. Mahfoud AOUI

- Né le 28 janvier 1930 à El Eulma (ex Saint-Arnaud)
- Président de la section de l'AEMNA de Grenoble, 1953.
- Trésorier, puis Président de la section de l'UGEMA de Paris, 1957.
- Elu Trésorier de l'UGEMA en juillet 1960.
- Responsable des finances du PC Ouest (Maroc).
- Conseiller technique à la trésorerie générale en Algérie après l'indépendance (1962).
- Receveur principal des finances d'Oran (1962).
- Trésorier général de l'Algérie (1965-1967).
- Directeur adjoint du Trésor et du Crédit (1967-1970).
- Nommé secrétaire général du ministère des Finances (1970-1978).
- Directeur de la Banque algérienne de développement (1979-1980).
- Nommé gouverneur de la Banque centrale (1980-1982).

15. Djelloul BAGHLI

- Né le 12 novembre 1929 à Tlemcen.
- Membre fondateur de l'UGEMA.
- Secrétaire général adjoint du Comité exécutif de l'UGEMA en 1957, puis vice-président chargé des affaires intérieures en juillet 1960.
- Chef du service culturel du GPRA.
- Directeur de cabinet du délégué aux affaires culturelles dans l'Exécutif provisoire (1962).

- Chef de cabinet du ministre de l'Education nationale de septembre 1962 à septembre 1963.
- Assistant à la Faculté des Sciences d'Alger de 1964 à 1965.
- Chargé en septembre 1965 de créer l'Institut Algérien du Pétrole, qu'il dirigera jusqu'en 1985.
- Secrétaire général du ministère de la Santé de 1985 à 1988.
- Administrateur du Fonds de participation « industries diverses » en 1989-1990.
- Ministre de la Formation professionnelle de juillet 1992 à septembre 1993.
- Présidence bénévole du Croissant Rouge algérien de janvier 2005 à février 2006.

16. Choaiieb TALEB

- Membre du MTLD dès l'âge de 15 ans.
- Membre fondateur de l'UGEMA.
- Elu vice-président de l'UGEMA lors du troisième Congrès, décembre 1957.
- Après 1962, ambassadeur d'Algérie, puis fonctionnaire de la Ligue arabe.
- Secrétaire général de la chambre de commerce Belgique-Luxembourg-Pays arabes.
- Auteur de :
 - *Le Liban à la veille de la guerre civile, journal d'un ambassadeur, 1967-1970*. Casbah-Editions. 2007.

17. Mohammed REZZOUG

- Né en 1932 à El Assafia.
- Militant du PPA puis du FLN.
- Arrêté dès 1956 et à plusieurs reprises, il passe plusieurs années en prison.
- Elu secrétaire général adjoint lors du Congrès de l'UGEMA de 1960.
- Fit partie du cabinet d'Abdesselam, qui était délégué aux affaires économiques de l'Exécutif provisoire.
- Fit partie du cabinet du ministre de l'Information en 1963.
- Fut directeur de la Radiodiffusion Télévision Algérienne (RTA).
- Haut-fonctionnaire de l'Etat.

18. Mustapha NEGADI

- S’occupe en 1961 d’un centre destiné aux anciens maquisards atteints de tuberculose, puis des réfugiés à la frontière.
- Exerce la médecine (psychiatrie).

19. Fatima OULD ROUIS (née BENDISSARI)

- Originnaire de Tlemcen.
- Institutrice à l’école française.
- Arrêtée le 8 décembre 1958, mise en résidence surveillée en 1959.
- Professeur d’anglais au lycée Pasteur d’Alger de 1963 à 1985.
- Inspectrice générale de l’éducation et de la formation de 1985 à 1996.
- De 1996 à ce jour, elle élabore des manuels d’anglais pour des élèves étudiant à distance pour le compte de l’Office national d’enseignement et de formation à distance.

20. Arezki SALHI

- Enseigna à des étudiants militaires.
- Fut chargé de recenser, en Tunisie, à la frontière avec l’Algérie, les enfants algériens en âge d’aller à l’école, mais qui n’avaient pas la possibilité d’y aller, pour le compte du ministère de l’Education du GPRA.
- Haut-fonctionnaire de l’Unesco (secrétaire général algérien de la commission de l’Unesco).

21. Abdelkader NOUR

- Originnaire de Kabylie.
- Premier rédacteur en chef de la radio et télévision algérienne, à partir du 11 septembre 1962.
- Auteur de :
 - *Témoin de l’émergence de la voix de l’Algérie*, éd. Dar Houma. Alger. 2009.

22. Abderrahmane MEGATELI

- Né le 25 mai 1935 à Berrouaghia.
- Agent de liaison du FLN en 1956.
- Rejoignit l’ALN en octobre 1956 – commissaire politique, secrétaire de wilaya puis commandant Renseignements et Liaisons.

- Ingénieur de production à l'Organisme saharien en 1964-1965.
- Directeur adjoint et directeur de la Recherche et Production à la Sonatrach de 1965 à 1971.
- Conseiller du ministre de l'Industrie et de l'Energie.
- Enseigna le management à l'Ecole Nationale d'Administration pendant trois semestres.
- Analyste financier à APICORP (Arab Petroleum Investment Corporation) en Arabie Saoudite de 1980 à 1986.
- Senior Analyste financier dans le secteur de l'énergie de la Banque mondiale de 1986 à 1997.
- Senior Research Fellow à IC² à l'Université du Texas à Austin de 1997 à 2005.

23. Abdel'alim MEDJAOUI

- Né en 1935 à Remchi (anciennement Montagnac).
- Rejoint le FLN en 1956, il rejoint le maquis.
- Arrêté fin février 1957, il est emprisonné à Lambèse durant cinq ans et est libéré en août 1961.
- Après l'indépendance, il entre au parti communiste, prend position contre le coup d'Etat et entre en clandestinité.
- Arrêté à nouveau, Youcef Khatib le sort de prison.
- Fut un des animateurs du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS) jusqu'à son départ en retraite en 1993.
- Auteur de :
 - *Ce pays est le nôtre*. Casbah-Editions. Alger. 2000.
 - *Le géant aux yeux bleus*. Casbah-Editions. Alger, 2007.

24. Abdelhamid MAHI-BAHI

- Né en 1940 à Oran.
- Officier de l'ALN.
- Chef de cabinet de la wilaya de Mostaganem.
- Magistrat.
- Ministre de la Justice (19 juillet 1992 - 15 novembre 1992).

25. Sid Ahmed GHOZALI

- Né le 31 mars 1937 à Tighenif.
- Rejoint le FLN en France en 1957.
- Conseiller pour les questions énergétiques au ministère de l'Economie de 1962 à 1964.

Combat et Solidarité estudiantins

- Membre du Conseil d'administration de l'Organisme saharien et de l'Organisme de coopération industrielle, qui lui succède en juillet 1965.
- Sous-secrétaire d'Etat aux Travaux publics de 1964 à 1965.
- Appelé à rejoindre en 1965 la Direction des mines et des carburants du ministère de l'Industrie et de l'Energie.
- Directeur de la Sonatrach de 1966 à 1979.
- Ministre de l'Energie et des Industries pétrochimiques d'avril 1977 à mars 1979, puis ministre de l'Hydraulique jusqu'en octobre 1979, date à laquelle il sera écarté pour avoir critiqué la politique énergétique de son successeur.
- Entre au Comité central du FLN en février 1979, en est exclu en décembre 1979.
- Réintègre le Comité central du FLN en 1989 et devient membre du Bureau politique.
- Ambassadeur à Bruxelles auprès du Benelux et de la CEE de 1984 à 1988.
- Ministre des Finances du 16 novembre 1988 au 9 septembre 1989.
- Ministre des Affaires étrangères du 9 septembre 1989 au 5 juin 1991.
- Chef du gouvernement du 5 juin 1991 au 8 juillet 1992.
- Ambassadeur à Paris d'août 1992 à novembre 1993.
- Candidat à la candidature à l'élection présidentielle anticipée du 15 avril 1999 et à l'élection présidentielle de 2004, il ne recueillera pas les 75000 signatures exigées par la loi.
- Engage le processus d'un mouvement politique, *Le Front démocratique*, interdit d'agrément à ce jour.

26. Abderrahman (dit Tahar) HAMROUR

- Originaire d'Alger.
- Conseil national de la recherche scientifique.
- Fut président du groupe « Matières premières, technologies et énergies », et responsable des études du développement à la Sonatrach.

27. Zahir FARÈS

- Originaire de Bejaïa.

- Travailla à la Sonatrach avec Ghozali.
- Rejoignit le ministère de l'Industrie lorsqu'Abdesselam en était le ministre.
- Rejoignit le ministère de l'Hydraulique lorsque Ghozali en était le ministre.
- Travailla pour le Plan jusqu'à sa dissolution.
- Consultant pour les Nations Unies.
- Membre du Conseil économique et social.

28. Mohammed HARBI

- Né le 16 juin 1933 à El Harrouch.
- Milite au sein du PPA-MTLD dès 1948.
- Secrétaire général de l'Association des étudiants nord-africains.
- Fut un des premiers responsables de la Fédération de France du FLN, dès 1954.
- Démissionne de la Fédération de France du FLN en avril 1958.
- Conseiller politique au cabinet civil du ministère des Forces armées, puis conseiller dans le cabinet du ministre des Affaires étrangères (1958-1962).
- Fut l'un des principaux rédacteurs du Programme de Tripoli en 1962.
- Démissionne de son poste de secrétaire général du ministère des Affaires étrangères en 1962.
- Chargé de mission à la présidence de la République, responsable des problèmes de l'organisation du secteur socialiste de 1963 à 1965.
- Directeur de l'hebdomadaire *Révolution africaine* de 1963 à 1965.
- S'opposant au Coup d'Etat du 19 juin 1965, il est emprisonné, puis en résidence surveillée, sans jugement, pendant 5 ans.
- Exilé en France à partir de 1973, il a enseigné l'histoire au sein des universités françaises et a publié plusieurs ouvrages :
- *Aux origines du Front de libération nationale : la scission du PPA-MTLD. Contribution à l'histoire du populisme révolutionnaire en Algérie*, éd. C. Bourgeois. Paris. 1975.

Combat et Solidarité estudiantins

- *Le FLN, mirage et réalité : des origines à la prise du pouvoir, 1954-1962*, éd. Jeune Afrique. Paris. 1980.
- *Les archives de la Révolution algérienne*, éd. Jeune Afrique. Paris. 1981.
- *L'islamisme dans tous ses états*, coordonné par Mohammed Harbi, éd. Arcantère. Paris. 1991.
- *L'Algérie et son destin : croyants et citoyens*, éd. Arcantère. Paris. 1992.
- *1954, la guerre commence en Algérie*, éd. Complexe. Paris. 1998.
- *Une vie debout : mémoires politiques. Tome 1, 1945-1962*, éd. La Découverte. Paris. 2001.
- *Le FLN, documents et histoire : 1954-1962*, Harbi M. et Meynier G., éd. Fayard. Paris. 2004.
- *La guerre d'Algérie*, sous la direction de Mohammed Harbi et Benjamin Stora, éd. Hachette littératures. Paris. 2005.

ANNEXES

Annexe 1 : Ahmed Doum, « Le FLN et la création de l'UGEMA », *Le quotidien d'Alger*, 14 juin 1992

Annexe 2 : Mise au point de Mohamed Harbi, Paris, le 18 décembre 2008

Annexe 3 : Lettre d'Abdelhamid Mehri au Comité exécutif de l'UGEMA, datée du 12 mai 1961

Annexe 4 : Résolutions du Comité directeur de l'UGEMA, août 1961

Annexe 5 : Appel aux étudiants algériens du frère Belkacem Krim, vice-président du GPRA et ministre de l'Intérieur, Tunis, le 23 décembre 1961

Annexe 6 : Effectifs scolarisés en Algérie, 1954-1955 et 1958-1959

ANNEXE 1 :

Ahmed Doum, « Le FLN et la création de l'UGEMA », *Le quotidien d'Alger*, 14 juin 1992

Le FLN et la création de l'UGEMA

Suite aux différents témoignages et écrits sur la "Journée de l'étudiant" et les diverses interprétations formulées à travers les médias. Ahmed Doum, membre du 1er Bureau fédéral de la Fédération de France FLN, a tenu à apporter des éclaircissements que nous livrons à nos lecteurs avec la promesse de revenir plus longuement sur l'UGEMA.

Le FLN et la création de l'UGEMA

Cette année, le souvenir de la "Journée de l'étudiant, commémoré le 19 mai, nous a valu une abondante littérature où chacun a fourni sa "version" des faits, qu'il s'agisse de la création de l'UGEMA en 1955 ou de la grève des étudiants en 1956.

Pour ma part, notamment devant certaines affirmations catégoriques quant à l'absence du FLN, dans la genèse de l'UGEMA, je souhaiterais livrer le témoignage suivant :

En 1955, j'étais membre de la Direction du FLN en France (Fédération de France), et je contrôlais spécialement la région parisienne. Dès le mois d'avril, nous recevions des directives d'Alger, signées Abbane Ramdane qui mettaient l'accent sur la nécessité de la création d'une centrale estudiantine et nous recommandaient de faire le maximum pour recruter parmi les étudiants algériens inscrits dans les universités françaises. Déjà, certains de nos militants de Paris nous avaient informés de la situation qui prévalait : tractations en cours, débats houleux entre partisans de l'UGEMA (nationalistes) et partisans de l'UGEA, communistes) moins nombreux, préparation d'un congrès constitutif etc).

Dans le contexte de l'époque, ce que nous craignions le plus, c'était une rassemblement sur l'organisation projetée :

- soit de messalistes du MNA qui nous combattaient avec acharnement ;
- soit des centralistes dont certains venaient de nous signifier leur refus de rejoindre le FLN ;

- soit d'éléments "indépendants" manipulés par les services français.

C'est pourquoi nous avons donné comme directive à nos militants de Paris et de Province :

- de faire en sorte que les étudiants élus par leurs camarades afin de participer au congrès soient dans la mesure du possible des militants déjà "structurés", au sein du FLN, et à tout le moins des sympathisants de celui-ci.

- de faire en sorte que les thèses de l'UGEMA soient contrebattues et que ses tenants n'aient pas voix au chapitre.

- de faire en sorte que le président élu de l'UGEMA soit l'un des nôtres : et notre choix s'était porté sur Ahmed Taleb-Ibrahimi.

Pour coordonner ces différentes actions durant les assises du congrès, nous avons désigné le regretté Mentouri, étudiant à Lyon. Mission qu'il a accomplie avec succès.

Aujourd'hui, il serait sans doute juste de soutenir que l'idée de la création de l'UGEMA a germé en dehors du FLN, ou peut-être avant même la création du FLN. Mais prétendre que le FLN est resté étranger à la concrétisation de cette idée, constitue une contre-vérité historique.

Cette mise au point eût été superflue si l'édifiant ouvrage de Ali Haroun ("La 7ème wilaya"), assez exhaustif sur les années 58-62, avait abordé la période antérieure avec autant de détails. En d'autres termes, l'histoire de la Fédération de France du FLN de 1954 à 1957 reste à écrire ...

Ahmed Doum
(Ancien membre de la
Direction du FLN en France)

ANNEXE 2 :

Mise au point de Mohammed Harbi.

(réalisée par Clement Moore Henry

le 18 décembre 2008)

C.M.H. : Parlez-nous du malentendu survenu lors de la dissolution officielle de l'UGEMA fin janvier 1958 et des rapports entre les responsables de l'UGEMA et le FLN.

Mohammed Harbi : Le problème qui s'est posé est celui de la marge d'autonomie que l'UGEMA et l'UGTA, l'organisation des ouvriers, avaient par rapport à la direction du FLN en France. Personnellement, j'étais contre l'empiètement de la direction dans ces affaires étudiantes. Je pensais que la ligne générale politique était celle du FLN, mais que ces organisations géraient leurs problèmes étudiants ou ouvriers comme elles l'entendaient. Ce n'était pas l'avis de la direction du FLN en France. J'étais le seul, un peu avec Moundji, à défendre cela. Quand il y a eu la dissolution de l'UGEMA, c'est Moundji qui était responsable des étudiants au Comité fédéral, en tant que responsable des organisations de masse. Les dirigeants de l'UGEMA ont prétendu que je leur avais donné l'ordre de partir à l'étranger. Je ne pouvais pas leur donner d'ordre puisqu'ils n'étaient pas sous ma responsabilité. Par contre, quand ils ont discuté et pris une décision entre eux, je les ai couverts parce que je ne voulais pas que le sort du mouvement étudiant passe sous la direction de gens qui n'avaient pas une conscience claire de ce que pouvait être le rôle d'une intelligentsia dans un pays. Personnellement, je n'avais aucune affinité politique avec toute la direction de l'UGEMA. Nous nous sommes combattus lors de la création de l'UGEMA, mais je n'ai plus eu de rapport avec eux par la suite.

Quand j'ai quitté le mouvement étudiant, j'ai été dans la direction de l'organisation politique.

C.M.H. : Mais est-ce que le fait de n'avoir pas respecté le principe d'autonomie de ces organisations n'a pas contribué à une pratique de clientélisme politique, puisqu'il n'y avait plus d'association ? Tout était réduit aux rapports personnels.

M. Harbi : Absolument. Il n'y avait pas de représentation des intérêts. D'ailleurs, à la création de l'UGEMA, les étudiants tels qu'Abdesselam voulaient aussi lui donner un rôle politique. Il a été voir des personnalités comme Farès, Mesbah, d'anciens délégués à l'Assemblée algérienne, etc. pour leur faire faire un travail politique en France sous l'égide de l'UGEMA. On l'en a empêché. Pour comprendre tout ça, il faut comprendre que la naissance du FLN était d'une certaine manière la mort du politique, c'est-à-dire que la représentation des intérêts, tout comme la possibilité de compromis et d'avis divergents, devenait très difficile, voire impossible.

C.M.H. : Et c'est ce manque d'articulation politique qui a créé le vide qui continue jusqu'à présent.

M. Harbi : Absolument ! Ce type d'approche politique ne peut que donner une classe politique émasculée, sans personnalité aucune.

C.M.H. : Mais comment sortir de cette situation pour les générations à venir ?

M. Harbi : Pour l'instant, ils vont de crise en crise. Le vrai problème, c'est de prendre conscience du fait que dans une société, une vie politique passe par la représentation des intérêts et la confrontation entre les intérêts. Tant qu'on n'acceptera pas cela, les crises continueront.

C.M.H. : Est-ce que ce n'est pas aussi lié au « M » identitaire de l'époque, qui a pris avec le temps une autre connotation, celle de ne pas admettre la diversité de la Nation algérienne ?

M. Harbi : C'est clair ! Pourquoi avoir exclu des gens parce qu'ils étaient non-musulmans alors qu'ils étaient pour l'indépendance de l'Algérie ?

C.M.H. : Cela n'a-t-il pas aussi un rapport avec une certaine idée de la Nation algérienne ?

M. Harbi : C'est la conception de la Nation. C'est une Nation arabo-musulmane à partir du moment où tous ceux qui ne veulent pas se dire arabes ou musulmans ont des problèmes. Tous les problèmes viennent de cette conception de la Nation.

ANNEXE 3 :
Lettre d'Abdelhamid Mehri au Comité exécutif
de l'UGEMA, datée du 12 mai 1961

GOVERNEMENT PROVISOIRE
DE LA
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
MINISTÈRE DES AFFAIRES
SOCIALES ET CULTURELLES

TUNIS, le 12 MAI 1961

AU COMITÉ EXECUTIF DE L'U.G.E.M.A.
TUNIS. -

Référence: 9.028/...S.C/

Chers frères,

Vu les prises de position des responsables des sections de l'U.G.E.M.A de LAUSANNE et de GENEVE de nature à porter atteinte à l'unité au sein des rangs estudiantins en période de lutte.

Vu l'attitude persistante de ces sections menaçant gravement le principe d'autorité et de hiérarchie dont le respect est nécessaire et vital, dans la phase actuelle de la lutte que mènent toutes les couches du peuple Algérien.

Vu les nombreux appels à la compréhension suivis de rappels à l'ordre émanant tant du Ministère des Affaires Sociales que du Comité Exécutif, instance suprême estudiantine jouissant de la confiance du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, à l'intention de ces mêmes sections,

Le Ministère des Affaires Sociales et Culturelles, en accord avec le G.P.R.A. et vu les précédents attendus décide :

- La dissolution des Sections de l'U.G.E.M.A de LAUSANNE et de GENEVE.
- Le Comité Exécutif de l'U.G.E.M.A est chargé en ce qui concerne de l'exécution rapide de la présente décision.

Le Ministre,

GOUVERNEMENT PROVOIRE
DE LA
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE

MINISTÈRE DES AFFAIRES
SOCIALES ET CULTURELLES

TUNIS, LE 12 MAI 1961

AU COMITÉ EXÉCUTIF DE
L'U.G.E.M.A. - TUNIS

Référence : 9.028/... S.C/

Chers frères,

Vu les prises de position des responsables des sections de l'U.G.E.M.A. de LAUSANNE et de GENEVE de nature à porter atteinte à l'unité au sein des rangs estudiantins en période de lutte,

Vu l'attitude persistante de ces sections menaçant gravement le principe d'autorité et de hiérarchie dont le respect est nécessaire et vital, dans la phase actuelle de la lutte que mènent toutes les couches du peuple Algérien,

Vu les nombreux appels à la compréhension suivis de rappels à l'ordre émanant tant du Ministère des Affaires Sociales que du Comité Exécutif, instance suprême estudiantine jouissant de la confiance du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, à l'intention de ces mêmes sections,

Le Ministère des Affaires Sociales et Culturelles, en accord avec le G.P.R.A. et vu les précédents attendus décide :

- La dissolution des Sections de l'U.G.E.M.A. de LAUSANNE et de GENEVE.
- Le Comité Exécutif de l'U.G.E.M.A. est chargé en ce qui le concerne de l'exécution rapide de la présente décision.

Le Ministre,

ANNEXE 4 :
Résolutions du Comité directeur
de l'UGEMA, août 1961

Union Générale des Etudiants
Musulmans Algériens.

37, Rue Jean Le Vacher, Tunis.

- Résolution finale du Comité Directeur de l'U.G.E.M.A -
(Bir El Bey, 24 - 29 Août 1961)

L'U.G.E.M.A en tant qu'unité de combat au sein de la Révolution ne possède pas à l'heure actuelle les prérogatives nécessaires pour réaliser tous ses objectifs dans le cadre de la lutte que mène le peuple algérien.

L'indéfinition du rôle et de la place de l'U.G.E.M.A. au sein de la Révolution, l'inadaptation des structures, le manque de formation politique des étudiants nous a amenés à une situation de détérioration et de crise grave.

Cet état de crise est illustré par les problèmes sérieux qui menacent la cohésion et l'unité de la communauté étudiante algérienne en Suisse et qui portent atteinte aux principes du Front de Libération Nationale en Allemagne de l'Est.

Par ailleurs des insuffisances dans la coordination et les différences de structures entre les différentes organisations, en Algérie et en France d'une part, et dans les autres pays d'autre part ont rendu difficile la réalisation d'une harmonie dans le travail.

L'analyse de cette situation a été faite au cours des débats du Comité Directeur dont les procès-verbaux sont transmis ci-joint.

Le Comité Directeur estime que dans les circonstances actuelles la solution des problèmes posés ne peut pas être trouvée dans le cadre de ses prérogatives et considère que ces problèmes ne peuvent être résolus que par les instances de la Révolution. C'est pourquoi il demande sa dissolution et la constitution d'une Commission d'enquête et de réorganisation.

SUGGESTIONS PRACTIQUES :

Les Statuts de l'U.G.E.M.A. doivent être gelés et tous les étudiants doivent être organisés dans les structures du Front de Libération Nationale.

I°- Désignation d'une Commission Nationale chargée d'organiser les étudiants dans ces nouvelles structures.

A/ Cette Commission devrait être constituée de militants étudiants bien informés de tous les aspects de la lutte à laquelle participent tous les étudiants. Ses membres seront désignés par les instances compétentes de la Révolution.

RESOLUTION DE QUITUS

Le Comité Directeur de l'U.G.E.M.A. réuni en session ordinaire à Bir-el-bey (Tunis) du 24 au 29 Août 1961 ayant entendu et discuté le rapport d'activité présenté par le Comité Exécutif,

- considérant que dans toutes ses activités le Comité Exécutif a toujours été guidé par l'intérêt supérieur des étudiants algériens et de leur peuple en lutte pour la libération totale de leur Patrie,
- considérant qu'il a toujours agi dans le sens de la ligne générale tracée par notre 4ème Congrès national,

- considérant qu'il a pour soucis majeurs:

- 1) le renforcement de notre participation à la lutte nationale,
- 2) le renforcement de notre Union et la sauvegarde de l'unité et de la cohésion en son sein,

- considérant que les membres du Comité Exécutif n'ont ménagé aucun effort pour inscrire dans les réalités des faits les décisions du IVè Congrès et obtenir des résultats hautement positifs tant sur le plan interne qu'externe,

- approuve le rapport d'activité qui lui a été présenté par le Comité Exécutif.

--- Adopté à l'unanimité ---

Résolution du Comité Directeur

Le Comité Directeur réuni à Bir el Bey du 24 au 29 Aout 1961
6 Ayant entendu les informations sur la situation de notre Union communiquées par le Comité Exécutif, ainsi que par le frère Bélaïd Abdesslam président d'honneur de l'UGEMA

- Considérant que la situation dans laquelle se trouve notre Union est d'une gravité exceptionnelle
- Considérant que les solutions à apporter à cette situation dans le cadre de la Révolution algérienne dépassent les compétences du Comité Directeur
- demande au Gouvernement Provisoire de la République Algérienne de dissoudre le Comité Directeur et de désigner une Commission d'enquête et de réorganisation de l'UGEMA.

--- Adoptés à l'unanimité des présents ---

B/ Cette Commission aura pour tâche d'organiser les étudiants sur le plan local par la mise sur pied de nouvelles structures organisationnelles dans le cadre du Front de Libération Nationale.

Elle aura à élaborer des programmes d'activité, veiller à leur application et contrôler leur exécution.

Ces programmes devront avant tout viser à une formation et une éducation politique et doctrinale des étudiants.

II/ Des formules spécifiques devront être trouvées dans chaque pays en tenant compte des conditions locales.

En ce qui concerne les activités de l'Union sur le plan extérieur, secteur important, tant sur le plan politique que pratique, il est nécessaire de maintenir dans les rapports de l'Union avec les organisations internationales et nationales de jeunesse et d'étudiants, les apparences statutaires. C'est ainsi que l'appellation U.G.E.M.A. sera conservée et la Commission Nationale prendra toutes les décisions sous la dénomination de Comité Exécutif.

Le Comité Directeur a désigné une Délégation Générale pour s'occuper des affaires courantes pendant la période de transition qui ne devrait pas excéder une période de quatre mois.

(voir annexe en ce qui concerne la composition de cette délégation)

CONCLUSION:

Cette réorganisation aura des répercussions importantes sur le contrôle des étudiants. Cependant compte tenu de la situation cruciale actuelle et des résultats que nous attendons de la réorganisation, nous insistons sur la nécessité à la mettre en application dans les délais les plus brefs. Faute de quoi il est à craindre que la situation interne ne se détériore davantage et que nous subissions sur le plan extérieur une paralysie totale.

-----RESOLUTION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ-----

Composition de la Délégation: - Messaoud AIT CHAALAL
Mahfoud AOUFI
Mehmmar KHELLAF
Mohamed REFES
Chérif SISBANE

Union Générale des Etudiants
Musulmans Algériens

37, Rue Jean Le Vacher, Tunis

– Résolution finale du comité Directeur de l’U.G.E.M.A –
(Bir El Bey, 24-29 Août 1961)

L’U.G.E.M.A en tant qu’unité de combat au sein de la Révolution ne possède pas à l’heure actuelle les prérogatives nécessaires pour réaliser tous ses objectifs dans le cadre de la lutte que mène le peuple algérien.

L’indéfinition du rôle et de la place de l’U.G.E.M.A. au sein de la Révolution, l’inadaptation des structures, le manque de formation politique des étudiants nous a amenés à une situation de détérioration et de crise grave.

Cet état de crise est illustré par les problèmes sérieux qui menacent la cohésion et l’unité de la communauté étudiante algérienne en Suisse et qui portent atteinte aux principes du Front de Libération Nationale en Allemagne de l’Est.

Par ailleurs des insuffisances dans la coordination et les différences de structures entre les différentes organisations, en Algérie et en France d’une part, et dans les autres pays d’autre part ont rendu difficile la réalisation d’une harmonie dans le travail.

L’analyse de cette situation a été faite au cours des débats du Comité Directeur dont les procès-verbaux sont transmis ci-joint.

Le Comité Directeur estime que dans les circonstances actuelles la solution des problèmes posés ne peut pas être trouvée dans le cadre de ses prérogatives et considère que ces problèmes ne peuvent être résolus que par les instances de la Révolution. C’est pourquoi il demande sa dissolution et la constitution d’une Commission d’enquête et de réorganisation.

SUGGESTIONS PRATIQUES :

Les Statuts de l'U.G.E.M.A. doivent être gelés et tous les étudiants doivent être organisés dans les structures du Front de Libération Nationale.

I°- Désignation d'une Commission Nationale chargée d'organiser les étudiants dans ces nouvelles structures.

A/ Cette Commission devrait être constituée de militants étudiants bien informés de tous les aspects de la lutte à laquelle participent tous les étudiants. Ses membres seront désignés par les instances compétentes de la Révolution.

RESOLUTION DE QUITUS

Le Comité Directeur de l'U.G.E.M.A. réuni en session ordinaire à Bir-el-bey (Tunis) du 24 au 29 Août 1961 ayant entendu et discuté le rapport d'activité présenté par le Comité Exécutif,

- considérant que dans toutes ses activités le Comité Exécutif a toujours été guidé par l'intérêt supérieur des étudiants algériens et de leur peuple en lutte pour la libération totale de leur patrie,

- considérant qu'il a toujours agi dans le sens de la ligne générale tracée par notre 4^{ème} Congrès national,

- considérant qu'il a pour soucis majeurs :

1) le renforcement de notre participation à la lutte nationale,

2) le renforcement de notre Union et la sauvegarde de l'unité et de la cohésion en son sein,

- considérant que les membres du Comité Exécutif n'ont ménagé aucun effort pour inscrire dans les réalités des faits les décisions du IV^{ème} congrès et obtenir des résultats hautement positifs tant sur le plan interne qu'externe,

- approuve le rapport d'activités qui lui a été présenté par le Comité Exécutif.

— Adoptée à l'unanimité —

Résolution du Comité Directeur

Le Comité Directeur réuni à Bir el Bey du 24 au 29 Août 1961

- Ayant entendu les informations sur la situation de notre Union communiquées par le Comité Exécutif, ainsi que par le frère Bélaïd Abdesslam président d'honneur de l'UGEMA

- Considérant que la situation dans laquelle se trouve notre Union est d'une gravité exceptionnelle

- Considérant que les solutions à apporter à cette situation dans le cadre de la Révolution algérienne dépassent les compétences du Comité Directeur

- demande au Gouvernement Provisoire de la République Algérienne de dissoudre le Comité Directeur et de désigner une Commission d'enquête et de réorganisation de l'UGEMA.

— Adoptée à l'unanimité des présents —

B/ Cette Commission aura pour tâche d'organiser les étudiants sur le plan local par la mise sur pied de nouvelles structures organiques dans le cadre du Front de Libération Nationale.

Elle aura à élaborer des programmes d'activité, veiller à leur application et contrôler leur exécution.

Ces programmes devront avant tout viser à une formation et une éducation politique et doctrinale des étudiants.

II/ Des formules spécifiques devront être trouvées dans chaque pays en tenant compte des conditions locales.

En ce qui concerne les activités de l'Union sur le plan extérieur, secteur important, tant sur le plan politique que pratique, il est nécessaire de maintenir dans les rapports de l'Union avec les organisations internationales et nationales de jeunesse et d'étudiants, les apparences statutaires. C'est ainsi que l'appellation U.G.E.M.A. sera conservée et la Commission Nationale prendra toutes les décisions sous la dénomination de Comité Exécutif.

Le Comité Directeur a désigné une Délégation Générale pour s'occuper des affaires courantes pendant la période de transition qui ne devrait pas excéder une période de quatre mois. (Voir annexe en ce qui concerne la composition de cette délégation)

CONCLUSION :

Cette réorganisation aura des répercussions importantes sur le contrôle des étudiants. Cependant compte tenu de la situation cruciale actuelle et des résultats que nous attendons de la réorganisation, nous insistons sur la nécessité à la mettre en application dans les délais les plus brefs. Faute de quoi il est à craindre que la situation interne ne se détériore davantage et que nous subissions sur le plan extérieur une paralysie totale.

— RESOLUTION ADOPTEE A L'UNANIMITE —

Composition de la Délégation : – Messaoud AIT CHAALAL
Mahfoud AOUI
Maâmmar KHELLAF
Mohamed REFES
Chérif SISBANE

ANNEXE 5 :
Appel aux étudiants algériens du frère Belkacem
Krim, vice-président du GPRA et ministre de
l'Intérieur, Tunis, le 23 décembre 1961

APPEL AUX ETUDIANTS ALGERIENS

PAR LE FRERE

BELKACEM KRIM VICE-PRESIDENT DU CONSEIL
MINISTRE DE L'INTERIEUR

Etudiantes et Etudiants Algériens !

Depuis quelques mois, le Mouvement Etudiant Algérien traverse une phase critique de son existence. Ebranlée par une crise profonde, l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens se trouve quasiment paralysée dans ses activités, au point que son Comité Directeur en est venu à demander aux instances supérieures de la Révolution de prendre des mesures en vue de résoudre cette crise. C'est pour faire face à cette situation que le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne a été amené à prendre certaines décisions destinées à mettre en oeuvre le redressement du Mouvement Etudiant Algérien.

En premier lieu, il a été décidé la création d'une Section Universitaire du Front de Libération Nationale ayant pour objet de regrouper sous son égide et selon des structures appropriées l'ensemble des étudiants algériens, qu'ils se trouvent en Algérie, en France ou à l'étranger.

Cette décision ne signifie nullement que vous êtes restés, avant ce jour, en dehors des rangs du Front de Libération Nationale. Organisés dans le cadre de leur Union Nationale, l'UGEMA, militants dans les cellules du F.L.N. ou enrôlés dans les unités de l'A.L.N., les étudiants algériens ont pris une part importante et active à la lutte libératrice de leur peuple. Un grand nombre d'entre eux ont trouvé une mort glorieuse sur le champ d'honneur, tandis que beaucoup d'autres ont souffert ou souffrent encore dans les prisons et les camps de concentration colonialistes. A l'heure actuelle, des dizaines d'étudiantes et d'étudiants poursuivent inlassablement la lutte, mêlés à des milliers de patriotes aussi bien à travers les champs de bataille où l'A.L.N. inflige chaque jour de rudes coups à l'ennemi, que dans les dures conditions de l'action clandestine en Algérie et en France. De son côté, l'UGEMA, dès sa naissance intervenue dans le contexte créé par l'insurrection nationale du 1er Novembre 1954, s'est engagée résolument dans

notre Révolution. Elle a aidé nos étudiants à prendre conscience de leurs responsabilités et de leurs obligations vis-à-vis de leur peuple.

Sur le plan international, elle a contribué dans une large mesure à faire connaître la cause algérienne et à lui assurer de multiples et solides soutiens.

Cependant, en raison même du développement de notre Révolution, des changements affectaient de plus en plus la situation de nos étudiants, les uns continuant leurs études en Algérie et en France tandis que d'autres se trouvent dispersés à travers les Universités des pays frères du MAGHREB et du PROCHE - ORIENT, d'Europe ou d'Amérique. A cette diversité des conditions dans lesquelles se trouvent placés les uns et les autres devait nécessairement correspondre une différenciation dans les problèmes qui vous préoccupent.

Enfin, à mesure que nous nous rapprochons du jour de la victoire totale de notre peuple sur le colonialisme, vous vous interrogez de plus en plus, comme c'est le cas, du reste, pour tous les patriotes algériens, sur l'orientation que doit prendre notre Révolution dans l'avenir et sur la définition claire et précise des objectifs révolutionnaires que doit poursuivre notre mouvement par delà celui de la libération nationale.

De ce fait, les structures de l'UGEMA se sont avérées insuffisamment adaptées pour permettre à votre mouvement de poursuivre sa marche en avant et d'affronter efficacement les tâches nouvelles auxquelles il doit faire face. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement, donnant suite à la requête présentée par le Comité Directeur de l'UGEMA, a décidé la création de la Section Universitaire. Cette décision répond aussi au sentiment maintes fois exprimés de ceux qui, parmi vous, ont une certaine expérience de l'action révolutionnaire et qui n'ont cessé de souligner la nécessité d'adapter l'organisation de nos étudiants aux exigences de notre lutte. Les structures de la Section Universitaire seront aménagées de telle sorte que vous puissiez à la fois être intégrés au sein du F.L.N. et avoir la possibilité de vous consacrer d'une façon particulière aux problèmes qui vous sont spécifiques.

En outre, la Section Universitaire assumera toutes les tâches qui incombait précédemment à l'UGEMA jusqu'au jour où celle-ci reprendra ses activités dans le cadre des ses dispositions statutaires.

La section Universitaire a reçu pour mission essentielle de promouvoir la formation politique et l'éducation militante de nos étudiants. En effet, aussi bien pour vous acquitter des tâches que vous devez accomplir dans le cadre des combats d'aujourd'hui que pour être en mesure de faire face à vos responsabilités de demain, vous aurez certes à vous servir des connaissances acquises au cours de vos études. Mais, pour remplir vraiment votre rôle de cadres dans la nation, vous devez vous armer de la connaissance des règles de l'action politique, assimiler les principes fondamentaux de notre Révolution et vous familiariser avec les aspirations profondes de nos masses populaires.

Vous permettre de réaliser ces conditions est la tâche primordiale impartie à la Section Universitaire.

Celle-ci, sous l'impulsion de la Commission Nationale désignée pour la diriger, s'efforcera également, dans toute la mesure de ses possibilités, d'ouvrir à tous les échelons des discussions fécondes et constructives sur les problèmes d'avenir et d'orientation qui se posent à notre Révolution. Vous aurez de la sorte la possibilité d'élever votre niveau théorique par vos propres moyens en organisant entre vous et au besoin avec la participation d'autres militants, des débats qui vous donneront l'occasion de confronter vos idées et d'approfondir votre réflexion. Vous contribuerez ainsi aux efforts que tous les militants du F.L.N. doivent déployer ensemble pour rechercher des solutions justes et constructives aux multiples questions que la lutte nous pose chaque jour.

C'est grâce à ces efforts et à ce travail de réflexion que nous réussirons à pourvoir notre mouvement d'une doctrine vivante, à tracer des perspectives claires et nettes à notre Révolution et que nous arriverons à maintenir nos masses populaires dans un élan révolutionnaire toujours plus vigoureux et plus enthousiaste.

D'autre part, et afin de vous éviter de nouvelles impasses dans l'avenir, le Gouvernement a le souci de vous aider à clarifier les conditions dans lesquelles s'est développé la crise qui a atteint votre mouvement. Un congrès extraordinaire sera convoqué à cet effet et sera organisé suivant des modalités élaborées sous son égide.

Nous veillerons à ce que les discussions et les confrontations se déroulent dans un climat de franchise, de loyauté, d'objectivité et dans le souci d'aboutir à des solutions construc-

tives. La libre expression des opinions sera garantie à tous dans le respect des principes fondamentaux de notre Révolution, principes pour le triomphe desquels notre Peuple a tant sacrifié. Chacun de vous aura ainsi la possibilité de participer au débat qui sera ouvert et d'apporter sa contribution à la recherche de la vérité et à l'élaboration de la solution des problèmes qui vous préoccupent tous.

Parallèlement à l'organisation du congrès, une Commission d'enquête désignée par le Gouvernement travaillera de son côté pour dresser le bilan du passé et pour rechercher les moyens qui éviteront la répétition de certaines erreurs.

Cependant, quelles que soient les dispositions arrêtées par le Gouvernement, elles ont besoin, pour réussir, de votre appui et de votre adhésion pleine et entière. Cet appui et cette adhésion que le Gouvernement attend de vous, vous devez d'abord les manifester en vous intégrant au sein de la Section Universitaire du P.L.R. et en apportant votre concours le plus complet à la Commission Nationale qui a reçu la mission de la diriger. Cette Commission, qui n'a en aucun cas à subir l'hypothèque du passé, jouit de la confiance totale du Gouvernement et sera pourvue de tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de la mission qui lui est confiée.

Je suivrai son travail de très près et je ne ménagerai aucun effort pour l'aider à regrouper tous les étudiants et à donner à chacun de vous la possibilité de dépasser les divergences et les ressentiments d'un moment en vue d'apporter sa contribution à l'oeuvre commune. Car, le redressement de votre mouvement ne saurait se faire s'il n'est l'expression de votre propre volonté et le couronnement de vos propres efforts. Pour le mener à bien, il doit être pris en mains par ceux d'entre vous qui ont déjà fait leurs preuves de militants en même temps qu'il doit tendre à multiplier sans cesse le nombre de ces militants, en offrant à chacun la possibilité de faire épanouir ses capacités et de manifester son esprit de sacrifice ainsi que son dévouement à la cause de notre Peuple.

Etudiants et Etudiantes Algériens !

La lutte héroïque engagée depuis plus de sept ans par notre vaillant Peuple est arrivée aujourd'hui au seuil de la victoire. Nous nous trouvons ainsi à la veille d'événements décisifs pour l'avenir de notre Patrie et pour le succès de notre

Révolution. Face aux échéances qui se posent à eux et aux tâches nouvelles qui les attendent, les patriotes algériens doivent resserrer leurs rangs et renforcer leur cohésion. Plus que jamais, notre union revêt le caractère d'un impératif catégorique.

Quand il s'agit de répondre aux exigences du devoir, il importe que chacun sache placer l'intérêt national au-dessus de tout.

Je suis sûr que tous, Etudiantes et Etudiants, vous êtes animés, avant toute autre considération, du désir de servir votre Patrie, l'Algérie et de la volonté de travailler au triomphe de notre Révolution.

A vous qui êtes en Algérie, en France, dans les pays frères du Maghreb et du Proche-Orient, en Europe et en Amérique, je lance un appel pressant à l'union et au travail au Service de l'Algérie.

Confiant en votre foi patriotique et en votre ardeur révolutionnaire, je vous engage vivement à vous intégrer au sein de la Section Universitaire du F.L.N. et à prendre part à toutes ses activités sous la direction de la Commission Nationale qui la dirige. Vous contribuerez de la sorte à renforcer les rangs de ~~notre Révolution en même temps que vous vous préparerez à mieux~~ assurer demain votre rôle de cadres d'avant-garde. Vous montrerez ainsi que vous êtes dignes des sacrifices de vos frères et sœurs tombés au champ d'honneur et que vous êtes résolus à aller toujours de l'avant sur la voie qu'ils ont tracée.

Vive l'Algérie Libre et Indépendante !

Vive la Révolution Algérienne !

Fait à Tunis le 23 décembre 1961

Belkacem KRIM

Vice-Président du Conseil

Ministre de l'Intérieur

APPEL AUX ETUDIANTS ALGERIENS
PAR LE FRERE
BELKACEM KRIM VICE-PRESIDENT DU CONSEIL
MINISTRE DE L'INTERIEUR

Etudiantes et Etudiants Algériens !

Depuis quelques mois, le Mouvement Etudiant Algérien traverse une phase critique de son existence. Ebranlée par une crise profonde, l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens se trouve quasiment paralysée dans ses activités, au point que son Comité Directeur en est venu à demander aux instances supérieures de la Révolution de prendre des mesures en vue de résoudre cette crise. C'est pour faire face à cette situation que le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne a été amené à prendre certaines décisions destinées à mettre en œuvre le redressement du Mouvement Etudiant Algérien.

En premier lieu, il a été décidé la création d'une Section Universitaire du Front de Libération Nationale ayant pour objet de regrouper sous son égide et selon des structures appropriées l'ensemble des étudiants algériens, qu'ils se trouvent en Algérie, en France ou à l'étranger.

Cette décision ne signifie nullement que vous êtes restés, avant ce jour, en dehors des rangs du Front de Libération Nationale. Organisés dans le cadre de leur Union Nationale, l'UGEMA, militants dans les cellules du F.L.N. ou enrôlés dans les unités de l'A.L.N., les étudiants algériens ont pris une part importante et active à la lutte libératrice de leur peuple. Un grand nombre d'entre eux ont trouvé une mort glorieuse sur le champ d'honneur, tandis que beaucoup d'autres ont souffert ou souffrent encore dans les prisons et les camps de concentration colonialistes. A l'heure actuelle, des dizaines d'étudiantes et d'étudiants poursuivent inlassablement la lutte, mêlés à des milliers de patriotes.

tes aussi bien à travers les champs de bataille où l'A.L.N. inflige chaque jour de rudes coups à l'ennemi, que dans les dures conditions de l'action clandestine en Algérie et en France. De son côté, l'UGEMA, dès sa naissance intervenue dans le contexte créé par l'insurrection nationale du 1^{er} Novembre 1954, s'est engagée résolument dans notre Révolution. Elle a aidé nos étudiants à prendre conscience de leurs responsabilités et de leurs obligations vis-à-vis de leur peuple.

Sur le plan international, elle a contribué dans une large mesure à faire connaître la cause algérienne et à lui assurer de multiples et solides soutiens.

Cependant, en raison même du développement de notre Révolution, des changements affectaient de plus en plus la situation de nos étudiants, les uns continuant leurs études en Algérie et en France tandis que d'autres se trouvent dispersés à travers les Universités des pays frères du MAGHREB et du PROCHE-ORIENT, d'Europe ou d'Amérique. A cette diversité des conditions dans lesquelles se trouvent placés les uns et les autres devait nécessairement correspondre une différenciation dans les problèmes qui vous préoccupent.

Enfin, à mesure que nous nous rapprochons du jour de la victoire totale de notre peuple sur le colonialisme, vous vous interrogez de plus en plus, comme c'est le cas, du reste, pour tous les patriotes algériens, sur l'orientation que doit prendre notre Révolution dans l'avenir et sur la définition claire et précise des objectifs révolutionnaires que doit poursuivre notre mouvement par-delà celui de la libération nationale.

De ce fait, les structures de l'UGEMA se sont avérées insuffisamment adaptées pour permettre à votre mouvement de poursuivre sa marche en avant et d'affronter efficacement les tâches nouvelles auxquelles il doit faire face. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement, donnant

suite à la requête présentée par la Comité Directeur de l'UGEMA, a décidé la création de la Section Universitaire. Cette décision répond aussi au sentiment maintes fois exprimé de ceux qui, parmi vous, ont une certaine expérience de l'action révolutionnaire et qui n'ont cessé de souligner la nécessité d'adapter l'organisation de nos étudiants aux exigences de notre lutte. Les structures de la Section Universitaire seront aménagées de telle sorte que vous puissiez à la fois être intégrés au sein du F.L.N. et avoir la possibilité de vous consacrer d'une façon particulière aux problèmes qui vous sont spécifiques.

En outre, la Section Universitaire assumera toutes les tâches qui incombent précédemment à l'UGEMA jusqu'au jour où celle-ci reprendra ses activités dans le cadre de ses dispositions statutaires.

La section Universitaire a reçu pour mission essentielle de promouvoir la formation politique et l'éducation militante de nos étudiants. En effet, aussi bien pour vous acquitter des tâches que vous devez accomplir dans le cadre des combats d'aujourd'hui que pour être en mesure de faire face à vos responsabilités de demain, vous aurez certes à vous servir des connaissances acquises au cours de vos études. Mais, pour remplir vraiment votre rôle de cadres dans la nation, vous devez vous armer de la connaissance des règles de l'action politique, assimiler les principes fondamentaux de notre Révolution et vous familiariser avec les aspirations profondes de nos masses populaires.

Vous permettre de réaliser ces conditions est la tâche primordiale impartie à la Section Universitaire.

Celle-ci, sous l'impulsion de la Commission Nationale désignée pour la diriger, s'efforcera également, dans toute la mesure de ses possibilités, d'ouvrir à tous les échelons des discussions fécondes et constructives sur les problèmes d'avenir et d'orientation qui se posent à notre Révolution. Vous aurez de la sorte la possibilité d'élever votre niveau

théorique par vos propres moyens en organisant entre vous et au besoin avec la participation d'autres militants, des débats qui vous donneront l'occasion de confronter vos idées et d'approfondir votre réflexion. Vous contribuerez ainsi aux efforts que tous les militants du F.L.N. doivent déployer ensemble pour rechercher des solutions justes et constructives aux multiples questions que la lutte nous pose chaque jour.

C'est grâce à ces efforts et à ce travail de réflexion que nous réussirons à pourvoir notre mouvement d'une doctrine vivante, à tracer des perspectives claires et nettes à notre Révolution et que nous arriverons à maintenir nos masses populaires dans un élan révolutionnaire toujours plus vigoureux et plus enthousiaste.

D'autre part, et afin de vous éviter de nouvelles impasses dans l'avenir, le Gouvernement a le souci de vous aider à clarifier les conditions dans lesquelles s'est développée la crise qui a atteint votre mouvement. Un congrès extraordinaire sera convoqué à cet effet et sera organisé suivant des modalités élaborées sous son égide.

Nous veillerons à ce que les discussions et les confrontations se déroulent dans un climat de franchise, de loyauté, d'objectivité et dans le souci d'aboutir à des solutions constructives. La libre expression des opinions sera garantie à tous dans le respect des principes fondamentaux de notre Révolution, principes pour le triomphe desquels notre peuple a tant sacrifié. Chacun de vous aura ainsi la possibilité de participer au débat qui sera ouvert et d'apporter sa contribution à la recherche de la vérité et à l'élaboration de la solution des problèmes qui vous préoccupent tous.

Parallèlement à l'organisation du congrès, une Commission d'enquête désignée par le Gouvernement travaillera de son côté pour dresser le bilan du passé et pour rechercher les moyens qui éviteront la répétition de certaines erreurs.

Cependant, quelles que soient les dispositions arrêtées par le Gouvernement, elles ont besoin, pour réussir, de votre appui et de votre adhésion pleine et entière. Cet appui et cette adhésion que le Gouvernement attend de vous, vous devez d'abord les manifester en vous intégrant au sein de la Section Universitaire du F.L.N. et en apportant votre concours le plus complet à la Commission Nationale qui a reçu la mission de la diriger.

Cette Commission, qui n'a en aucun cas à subir l'hypothèque du passé, jouit de la confiance totale du Gouvernement et sera pourvue de tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de la mission qui lui est confiée.

Je suivrai son travail de très près et je ne ménagerai aucun effort pour l'aider à regrouper tous les étudiants et à donner à chacun de vous la possibilité de dépasser les divergences et les ressentiments d'un moment en vue d'apporter sa contribution à l'œuvre commune. Car, le redressement de votre mouvement ne saurait se faire s'il n'est l'expression de votre propre volonté et le couronnement de vos propres efforts. Pour le mener à bien, il doit être pris en main par ceux d'entre vous qui ont déjà fait leurs preuves de militants en même temps qu'il doit tendre à multiplier sans cesse le nombre de ces militants, en offrant à chacun la possibilité de faire épanouir ses capacités et de manifester son esprit de sacrifice ainsi que son dévouement à la cause de notre Peuple.

Etudiants et Etudiantes Algériens !

La lutte héroïque engagée depuis plus de sept ans par notre vaillant Peuple est arrivée aujourd'hui au seuil de la victoire. Nous nous trouvons ainsi à la veille d'événements décisifs pour l'avenir de notre Patrie et pour le succès de notre Révolution. Face aux échéances qui se posent à eux et aux tâches nouvelles qui les attendent, les patriotes algériens doivent resserrer leurs rangs et renforcer leur cohésion. Plus que jamais, notre union revêt le caractère d'un

impératif catégorique.

Quand il s'agit de répondre aux exigences du devoir, il importe que chacun sache placer l'intérêt national au-dessus de tout.

Je suis sûr que tous, Etudiantes et Etudiants, vous êtes animés, avant toute autre considération, du désir de servir votre Patrie, l'Algérie et de la volonté de travailler au triomphe de notre Révolution.

A vous qui êtes en Algérie, en France, dans les pays frères du Maghreb et du Proche-Orient, en Europe et en Amérique, je lance un appel pressant à l'union et au travail au Service de l'Algérie.

Confiant en votre foi patriotique et en votre ardeur révolutionnaire, je vous engage vivement à vous intégrer au sein de la Section Universitaire du F.L.N. et à prendre part à toutes ses activités sous la direction de la Commission Nationale qui la dirige. Vous contribuerez de la sorte à renforcer les rangs de notre Révolution en même temps que vous vous préparerez à mieux assurer demain votre rôle de cadres d'avant-garde. Vous montrerez ainsi que vous êtes dignes des sacrifices de vos frères et sœurs tombés au champ d'honneur et que vous êtes résolus à aller toujours de l'avant sur la voie qu'ils ont tracée.

Vive l'Algérie Libre et Indépendante !

Vive la Révolution Algérienne !

Fait à
Tunis le 23 décembre 1961

Belkacem KRIM
Vice-président du Conseil
Ministre de l'Intérieur

ANNEXE 6 :
Effectifs scolarisés en Algérie, 1954-1955 et 1958-1959

- EFFECTIFS SCOLARISÉS EN ALGÉRIE -

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE:-

Années	Enfants	Âge scolaire	Enfants Scolarisés	%
1954-55	Algériens	1.999.000	292.000	14,6%
	Européens	163.000	163.000	100 %
1958-59	Algériens	1.892.000	473.000	25 %
	Européens	140.000	139.000	100 %

En 1954: 1 Algérien sur 7 fréquente l'Ecole Primaire
Tous les Européens sont scolarisés.

En 1958: 1 Algérien sur 4 fréquente l'Ecole Primaire
Tous les Européens sont scolarisés.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE:-

Années		Total	Algériens	Européens
1954-55	garçons	22.886	5.642	17.244
	filles	16.844	1.014	15.830
	total	39.730	6.656	33.074
1958-59	garçons	23.924	5.800	18.124
	filles	18.076	2.000	16.076
	total	42.000	7.800	34.200

En 1958-59 les 47 collèges et Lycées d'Algérie comptent 42 000 élèves

1 Européen sur 3 fréquentait le Lycée ou le Collège en 1954

1 Algérien sur 125 fréquentait le Lycée ou le Collège en 1958
(Une Fille pour 16 garçons)

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR:- Université d'Alger.

Années		Algériens	Européens
1954-1955	5.995	602	5.393
1958-1959	6.027	700 (1)	5.327 (2)

1) dont 186 en Capacité;

2) dont 829 en Capacité

1 Habitant Européen pour 9 Algériens
9 Etudiants Européens pour 1 Etudiant Algérien
ou bien 1 Etudiant Algérien pour 16.000 habitants Algériens
ou bien 1 Etudiant Européen pour 175 habitants Européens

EFFECTIFS SCOLARISES EN ALGERIE

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Années	Enfants d'âge scolaire	Enfants scolarisés	%	
1954-55	Algériens	1.999.000	292.000	14.6%
	Européens	163.000	163.000	100%
1958-59	Algériens	1.892.000	473.000	25%
	Européens	140.000	139.000	100%

En 1954 : 1 Algérien sur 7 fréquente l'Ecole Primaire.
Tous les Européens sont scolarisés.

En 1958 : 1 Algérien sur 4 fréquente l'Ecole Primaire.
Tous les Européens sont scolarisés.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Années		Total	Algériens	Européens
1954-55	Garçons	22.886	5.642	17.244
	Filles	16.844	1.014	15.830
	Total	39.730	6.656	33.074
1958-59	Garçons	23.924	5.800	18.124
	Filles	18.076	2.000	16.076
	Total	42.000	7.800	34.200

En 1958-59 les 47 collèges et lycées d'Algérie comptent 42 000 élèves.

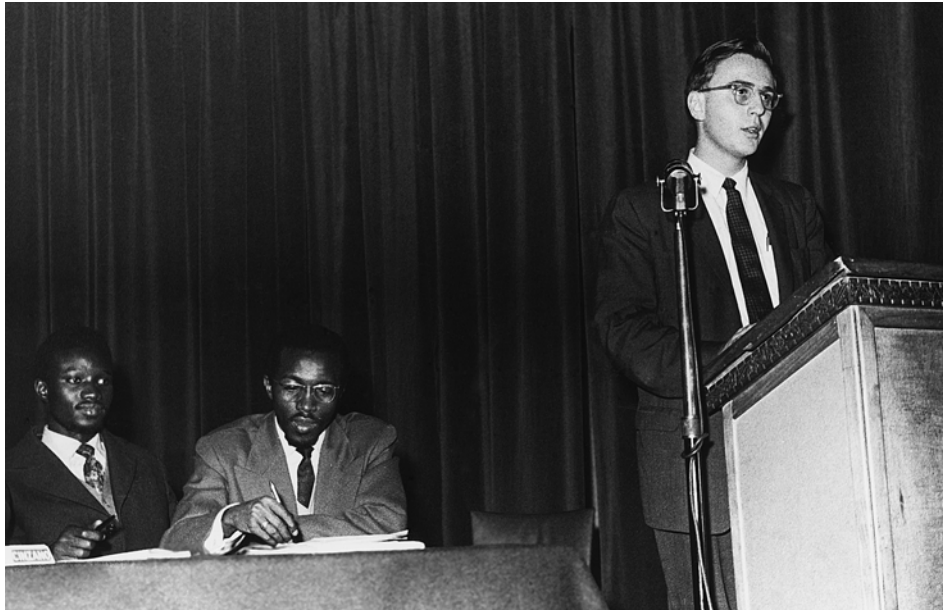
1 Européen sur 3 fréquentait le lycée ou le collège en 1954.
1 Algérien sur 125 fréquentait le lycée ou le collège en 1954. (une fille pour 16 garçons)

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : Université d'Alger

Années	Total	Algériens	Européens
1954-55	5.995	602	5.393
1958-59	6.027	700 (1)	5.327 (2)

(1) dont 186 en Capacité (2) dont 829 en Capacité

1 Habitant Européen pour 9 Algériens
9 Etudiants Européens pour 1 Etudiant Algérien
1 Etudiant Algérien pour 16.000 habitants Algériens
ou bien
1 Etudiant Européen pour 175 habitants Européens



Clement lors du congrès de la F.E.A.N.F. (Fédération des étudiants d'Afrique Noire en France) de décembre 1957 au lendemain duquel il a été expulsé de France suite au soutien qu'il a apporté au nom des étudiants américains à lutte du peuple algérien.



Dernier Comité exécutif de l'U.G.E.M.A.
De g. à d. : Mohamed REZZOUG, Aoufi MAHFOUD, Djemal HOUHOU, Messaoud AÏT CHAALAL, Mokhtar BOUABDALAH, Djelloul BAGHLI, Tahar BOUTNEDJET.



Visite d'une délégation de jeunes maghrébins aux USA - décembre 1959.



Delegation for North African Youth Leaders
Exchange programme organized by the Young Adult Council.

ALGERIA

Messaoud AIT CHAALAL : President of the Union of Algerian Moslem Students (UGEMA), and spokesman for the delegation

Abdelhafid BEN AOUF : President of the Swiss section of the Union of Algerian Moslem Students (Lausanne)

Boudissa SAFI : Secretary of the General Union of Algerian Workers

TUNISIA

Amor MSADEK : Lawyer ; representative of the youth section of the Neo Destour Party

Mohamed TRIKI : Director of the Scouts of Tunisia

MOROCCO

Bouchaib MEDREK : Member of the National Executive Board of the Council of Morocco Youth

Houssine DAIF : Member of the National Administrative Board of the Young Moroccan Workers

Ahmed JALAL : Member of the Executive Board of the Moroccan Railway Workers Union